

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

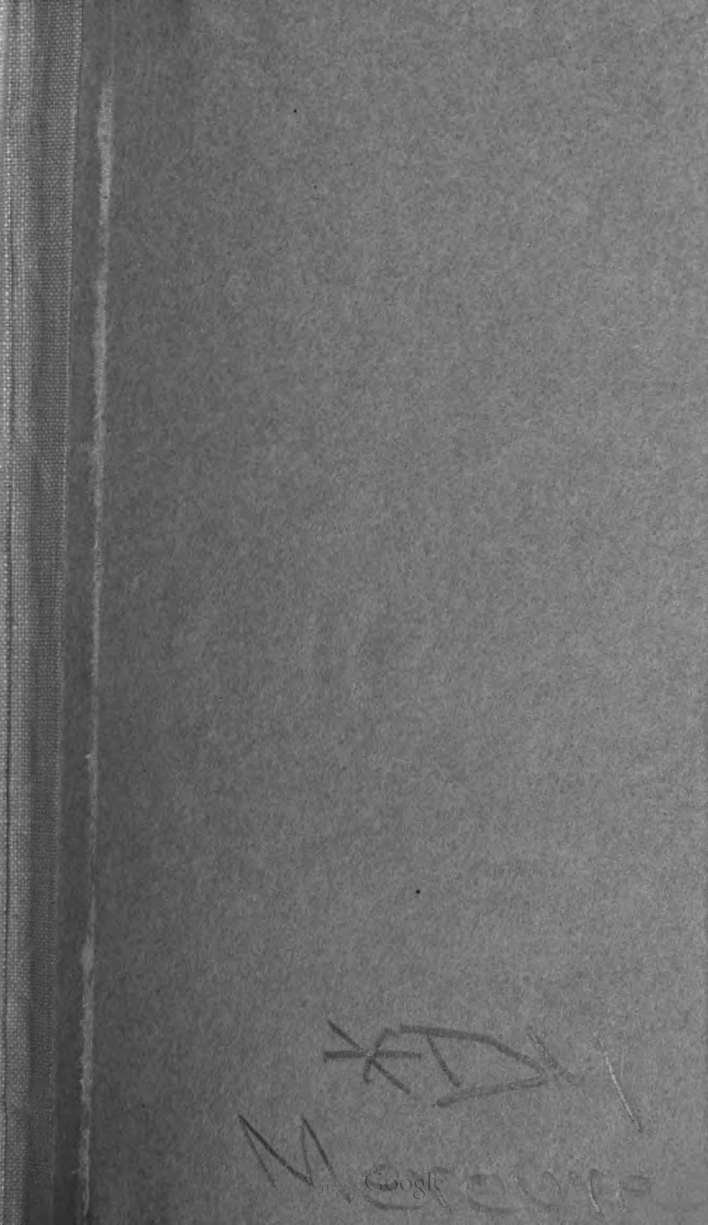
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 08172552 9

Google


Digitized by Google

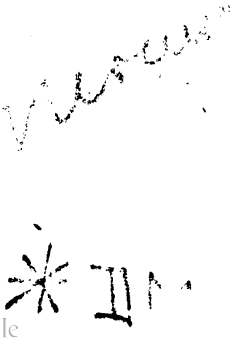
Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google



Digitized by Google

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE,

DÉDIÉ AU ROI,

Composé & rédigé, quant à la partie littéraire, par MM. Marmontel, de la Harpe & Chamfort, *tous trois de l'Académie Françoise; & par M.* Imbert, *ancien Editeur : quant à la partie historique & politique, par M.* Mallet du Pan, *Citoyen de Genève.*

SAMEDI 3 JUILLET 1790.

A PARIS,

Au Bureau du Mercure, Hôtel de Thou, rue des Poitevins, N°. 18.

Avec Privilége du Roi.

Digitized by Google

PUBLIC LIBRARY
335351
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS
1905

TABLE

Du mois de Juin 1790.

RÉPLIQUE.	3	Charade. Enig. Log.	31
Vers.	4	Lettre.	34
La Liberté de la Presse.	5	Spectacles.	41
La Veillée, 6e. Histoire.	6		

VERS.	49	Bibliothèque.	71
Charade, Enig. Logog.	51	Du Service des Hôpitaux.	73
Des Loix Pénales.	53		

ÉPITRE.	85	La Constitution.	106
Chanson.	90	Recherches.	111
Le Renard & le Chat.	92	Idées générales.	115
Charade, Enig. Log.	94	Théatre de la Nation.	116
Ana.	97		

ÉPITRE.	121	Acad. Roy. de Musique.	153
Charade, Enig. Logog.	126	Théatre de la Nation.	160
Le Despotisme dévoilé.	129		

A Paris, de l'Imprimerie de MOUTARD, rue des Mathurins, Hôtel de Cluni.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

LE PÈRE ET LES TROIS FILS.

CHARGÉ de biens & d'ans,
Un père, avant sa mort, voulut faire partage,
Entre ses trois enfans,
De ses biens, qui devoient être leur héritage.
C'étoit le fruit de ses travaux;
Il avoit bien le droit de faire entr'eux les lots.
» Je réserve pourtant, dit ce vertueux père,
» Un diamant de prix;
» Je le destine pour salaire
» A celui d'entre vous, mes fils,
» Qui, par quelqu'action & noble & généreuse,
» Se sera le plus distingué.
» Vous avez tous les trois une ame vertueuse;
» Vos moyens sont égaux ». Chaque fils intrigué,

Digitized by Google

Pour obtenir le prix, bientôt se met en route ;
D'être vainqueur aucun ne doute.
Au bout de quelque temps on les voit de retour
A la maison paternelle.
Au bon papa joyeux chacun donne bon jour,
Et lui porte sa nouvelle.

» Dans mon voyage, dit l'aîné,
» Sans sûreté, ni garantie aucune
» Un étranger en dépôt m'a donné
» Son porte-feuille : & moi, maître de sa fortune,
» Si-tôt qu'il est venu me le redemander,
» J'ai rendu le dépôt que j'aurois pu garder.
» En quoi cette action seroit-elle louable ?
» Reprit le père ; est-on très-estimable,
» Mon fils, pour n'être point fripon ?
» Etre honnête homme est d'obligation ;
» Faire ce qu'on doit faire
» Mérite éloge, & non salaire.

» Un jour, dit le second, je vis un jeune enfant,
» Qui, folâtrant sur le rivage,
» Se laissa choir dans un étang,
» Au risque de faire naufrage,
» Je m'empressai de lui porter secours,
» Le pauvre enfant eût péri dans l'abîme ;
» Je le tirai de l'onde, & je sauvai ses jours.
» Cette action est bonne, & je l'estime,
» Dit le vieillard avec bonté ;
» Mais, mon enfant, soulager ses semblables,

Digitized by Google

» Et secourir les misérables,
» Ce n'est qu'un trait d'humanité «.

Le plus jeune, à son tour, conte ainsi son histoire.
» Au bord d'un précipice, un jour mon ennemi
» S'étoit profondément, par hasard, endormi.
» J'aurois pu, remportant sur lui pleine victoire,
« Dans l'abîme, d'un coup, à l'instant le plonger ;
» Tout doucement, avec prudence,
» Je l'éveillai : le tirer du danger
» Ce fut mon unique vengeance.

» O mon fils, s'écria le vieillard attendri,
» C'est pour toi le joyau. Quelle vertu suprême
» De faire à son ennemi même
» Le bien que l'on feroit à son meilleur ami « !

(*Par M. le Meteyer, Sec. du Roi.*)

VERS

Pour mettre au bas du Portrait de Mlle. A..... G.....

SA modeste vertu, sa douce humanité,
Ses graces sur nos cœurs lui donnent tout empire :
Pour elle en vain l'Amant & gémit & soupire ;
Le pauvre seul la touche, & seul est écouté.

(*Par M. D... Av. en Parl.*)

Digitized by Google

LA VEILLÉE,

7e. HISTOIRE.

J'AI été heureuse aussi une fois en ma vie, dit la Marquise de Solange, & presque à la façon de M. le Curé. Le moment en est déjà bien loin, & cependant il m'est comme présent encore.

Ma sœur, Madame de Clarville, étoit une femme de l'ancien temps. J'avois été élevée avec elle; mais notre seconde éducation ne fut pas la même. Son mari, qu'elle aimoit dévorement, étoit un homme sage: il lui forma l'esprit, & lui donna son caractère. Le mien, que j'aimois bien aussi, étoit ce qu'on appelle un homme du monde; il me laissa mon naturel. On disoit même qu'il me gâtoit, mais je n'en croyois rien. Ce qu'il y a de vrai, c'est qu'après deux ans de mariage, ma sœur & moi ne nous ressemblions point du tout; mais en me pardonnant des goûts, des fantaisies, des plaisirs qu'elle n'avoit pas, elle me promit de m'aimer tant que je ne serois qu'une folle estimable; & j'eus le bonheur d'arriver à l'âge où tous les écueils sont passés, sans que son amitié pour moi reçût la plus légère atteinte. Nos maisons, comme l'on peut croire, n'étoient pas sur

Digitized by Google

le même ton : dans la sienne, les mœurs antiques, les nouvelles mœurs dans la mienne, formoient deux mondes differens. Il fallut pourtant bien qu'au mariage de son fils, elle permît quelque mélange. La jeunesse attira la jeunesse ; & parmi les liaisons de mon neveu, les jeunes gens les plus aimables à mon gré, déplurent à ma sœur. Elle les trouvoit à la fois importans & frivoles, maniérés dans leurs graces, composés dans leur naturel ; & le plus distingué d'entre eux par les agrémens de son âge, fut justement celui qu'elle prit en aversion.

Villarcé, destiné par sa naissance à remplir les premiers emplois de la Magistrature, sembloit avoir pris cet état par complaisance pour sa famille ; & il vouloit bien qu'on s'apperçût que la Présidence n'étoit pas ce qui lui convenoit le mieux. A l'habit près, c'étoit un Militaire d'une tournure noble & leste, dédaignant l'importune gravité de la robe, & déployant toutes les graces d'un maintien libre & dégagé. Son ton avec les femmes ne passoit jamais les limites d'une galanterie respectueuse ; mais irrépréhensible dans son langage, il n'étoit pas toujours aussi modeste & réservé dans ses regards.

Vous pensez bien qu'un Magistrat de cette élégance ne fut pas du goût de ma sœur. Le caractère de son esprit ne lui plut guère davantage. Il avoit ce que dans le

Digitized by Google

monde on appelle *du trait*, des saillies, des mots imprévus & piquans, peu de suite dans les idées. Causant tant qu'on vouloit, pourvu qu'il ne fallût pas raisonner, voltigeant d'objets en objets, sans se reposer sur aucun, il auroit cru s'appesantir s'il eût réfléchi deux minutes à ce qu'il avoit dit, à ce qu'il alloit dire; mais plus son entretien étoit léger, plus il étoit brillant.

Les jeunes gens, les jeunes femmes ne se lassoient point de l'entendre. Comme il savoit un peu de tout, il avoit l'air de tout savoir; & l'on se demandoit comment il pouvoit à son âge en avoir tant appris.

Mais ni ma sœur, ni les têtes mûres qui composoient sa société intime, n'admiroient cette suffisance : ils n'y voyoient qu'une superficie de faux savoir sur un grand fond de vanité. Pour moi, j'étois plus indulgente; & sans me soucier que son esprit fût plus solide, je le trouvois fort amusant. Je ne lui désirois qu'un peu moins d'assurance & un peu plus de modestie; & Calliste, ma nièce, comme vous l'allez voir, étoit assez de mon avis.

Un jour que devant elle j'excusois Villarcé du reproche de fatuité : Voilà, me dit ma sœur, une belle cause à défendre ! La présomption d'un jeune étourdi qui ne doute de rien, qui décide de tout, & qui ne daigne pas même entendre l'homme instruit, l'homme sage qui lui donneroit des leçons. Ne me parlez pas d'une tête

Digitized by Google

auſſi pleine de vent, ni d'un perſonnage auſſi vain, auſſi occupé de lui-même, & qui, ſous un habit qui lui preſcrit au moins le ſérieux des bienſéances, ſe donne tous les airs qui contraſtent le plus avec les mœurs de ſon état. Je plains la femme qui l'aura pour époux, je plains la mère qui l'a pour fils, & je ſuis très-fâchée qu'il ſoit lié avec le mien. Je ne veux plus rien voir chez moi qui lui reſſemble.

Si j'avois regardé ma nièce dans ce moment, j'aurois pu voir l'impreſſion que ces mots faiſoient ſur ſon ame; mais je ne m'apperçus de rien : je ne m'intéreſſois que légèrement à Villarcé; je n'inſiſtai pas davantage. Bientôt après, le ton de la maiſon de ma ſœur étant redevenu trop ſérieux pour lui, & l'accueil froid qu'il y reçut l'en ayant éloigné, je ne le revis plus que de loin en loin dans le monde, où je crus le trouver plus ſage, plus réſervé, mais moins aimable. Il faut que la fatuité ait un charme qui lui eſt propre, car on ne s'en corrige pas ſans qu'il en coute quelque agrément.

La jeune Madame de Clarville, naturellement douce & timide, prit ſans peine les mœurs & les goûts de ſa belle-mère. Son mari l'adoroit, il ne reſpiroit que pour elle; & le bonheur ayant pris dans ſon ame la place des amuſemens & des illuſions paſſagères, il avoit renoncé lui-même à cette vie diſſipée, qui ne plaît qu'à des cœurs oiſifs.

Digitized by Google

C'étoit dans cet intérieur que Caliſte, ma nièce, ſembloit attendre paiſiblement que ſa mère diſposât d'elle. Nous parlâmes de l'établir ; & ſur le choix de ſon époux, car le nombre des aſpirans croiſſoit de jour en jour, ſa mère eut la bonté de lui demander ſa penſée.

Madame, lui répondit Caliſte avec ſon air doux & modeſte, vous m'avez rendu ſi ſacrés & en même temps ſi redoutables les devoirs d'épouſe & de mère, que j'ai beſoin de me conſulter & de m'aſſurer de moi-même, avant d'oſer me croire digne de les remplir. C'eſt un examen ſérieux & profond que je veux faire dans le ſilence, & au pied des autels, entre le Ciel & moi. Daignez avant de diſpoſer de votre fille, qui vous ſera toujours ſoumiſe, lui accorder, loin du monde & dans la paix du cloître, quelque intervalle de ſolitude & de recueillement.

Cette réponſe étonna ma ſœur ; & quoiqu'elle en fût édifiée : J'aurois eſpéré, lui dit-elle, qu'une bonne mère ſeroit admiſe entre le Ciel & vous à ce conſeil ſecret, & que pour mieux vous diſpoſer à lui obéir, vous n'auriez pas beſoin de vous éloigner d'elle.

Madame, lui répondit Caliſte, ſi, comme le Ciel, vous pouviez lire dans mon ame & dans ma penſée, ſans m'obliger moi-même à vous en démêler tous les replis, je vous dirois : Liſez, & diſpoſez de moi.

Digitized by Google

Mais ce respect tendre & timide que je conserverai pour vous toute ma vie, cette crainte religieuse de vous déplaire ou de vous affliger, cette crainte plus délicate de ne pas vous paroître assez digne de votre amour, ne permettra jamais que j'ose me livrer, sans un peu de réserve, à cette confiance dont vous êtes si digne. J'en aurois bien la volonté, mais je n'en aurois pas le courage & la force. Quelle ame est assez pure pour se montrer nue & sans voile, à d'autres yeux qu'aux yeux de celui qui voit tout, & qui veut bien tout pardonner?

C'étoit lui avouer assez ingénument qu'elle avoit dans le cœur quelque secret qu'elle n'osoit lui dire. Ma sœur n'expliqua point ainsi cette réponse. Elle convint qu'il étoit une sorte d'examen de soi-même, dont le compte n'étoit réservé qu'à Dieu seul, & que l'exiger de sa fille, ce seroit excéder les droits du pouvoir maternel. Le Couvent fut choisi; ma nièce y fut conduite par sa mère; & celle-ci, en me confiant l'entretien qu'elles avoient eu, n'en témoigna aucune inquiétude: j'en eus très-peu moi-même; & l'air calme & serein dont se paroit ma nièce toutes les fois que j'allois la voir, acheva de me rassurer.

Cependant, au bout de trois mois, Caliste écrivit à sa mère, pour la supplier, dans les termes les plus respectueux, mais les plus pressans, d'approuver qu'elle prît le

voile. Sa lettre respiroit une piété angélique. Ma sœur en fut touchée. A Dieu ne plaise, me dit-elle en me confiant cette lettre, que je m'oppose à une vocation si sainte, si elle est véritable ! mais je veux l'éprouver. Caliste n'avoit pas vingt ans. Elle exigea qu'elle ne prît le voile qu'à l'âge prescrit pour les vœux.

Dans une fille que sa naissance, sa fortune, & sur-tout sa beauté destinoient à tous les bonheurs de ce monde, cette résolution me parut singulière, & d'autant plus qu'elle me sembloit prise avant son entrée au Couvent. J'en voulus pénétrer la cause; & d'abord je me procurai un entretien particulier avec l'Abbesse. C'étoit une excellente femme, un peu fière de sa naissance, mais religieuse dans l'ame, & qui, dans le babil du parloir, mêloit assez d'esprit à beaucoup de naïveté.

Est-il vrai, Madame, lui dis-je, que Mlle. de Clarville, ma nièce, ait envie de prendre le voile ? Non, Madame, me dit l'Abbesse, ce n'est point une envie, c'est une belle & bonne vocation, je vous le garantis, & je ne m'y trompe jamais. D'abord la ferveur d'une Sainte, la docilité d'un enfant, la douceur, la candeur, l'innocence d'une colombe.... Ah ! Madame, qu'elle est heureuse d'avoir échappé aux vautours ! Et puis, avec tant de beauté, cet oubli d'elle-même, cette pudeur si tendre, cette craintive modestie, qu'un mot, qu'un rien peut

Digitized by Google

alarmer, & qu'un souffle auroit pu ternir! Bon Dieu! à combien de périls ne s'est-elle pas dérobée! Allez, Madame, je sais un peu ce qui se passe dans le monde. Je vois ici bien des personnes de la plus haute qualité, les miens & les amis des miens. J'y vois aussi de graves & pieux personnages, un Père Ambroise, un Père Anselme, un Père Séraphin, les conseils des familles, les lumières du siècle; & dans tout ce qu'ils m'en racontent, je ne vois que folie, mensonge & vanité, des Spectacles frivoles, des soupers insipides, des cercles ennuyeux, un luxe qui fait peur, & des plaisirs qui font pitié.

Oui, mais ma nièce ne connoît rien de tout cela, lui dis-je, à moins que vous, Madame, ne l'en ayez instruite. Oh! non, Dieu m'est témoin, dit-elle, qu'avant que de venir ici, sa résolution étoit prise de renoncer au néant du monde; je n'ai fait que l'y affermir.

Le premier point une fois éclairci: Mais, Madame, insistai-je, lui trouvez-vous dans vos entretiens cet enjouement, ces rayons de gaîté qui annoncent une ame contente? Non, la gaîté, dit-elle, n'est point son caractère; c'est plutôt le recueillement, la méditation, le silence, & le goût de la solitude; mais ce sont-là les dons du Ciel les plus rares, les plus exquis.

Me voilà sûre encore que ma nièce est triste & rêveuse; & dans cette mélancolie,

Digitized by Google

demandai-je à l'Abbeſſe, n'appercevez-vous pas quelquefois de l'ennui ? De l'ennui, Madame, dit-elle ! a-t-on jamais ici le temps de s'ennuyer ? On y a le choix entre la vie active & la vie contemplative. La vie active eſt occupée dans les divers emplois de la maiſon, ce n'eſt point-là ce qui convient à votre nièce ; mais pour la vie contemplative, je vous réponds, Madame, qu'elle s'y livre avec délices, & je m'en apperçois juſque dans nos récréations. Par exemple, à la promenade, dans nos jardins, car nos jardins ſont l'abrégé de la campagne, des arbres du plus bel ombrage, des oiſeaux, des gazons, des fleurs, des fruits ; & ſur nos têtes ce beau ciel, ces brillans nuages, ce ſoleil ; & le ſoir, ces étoiles, ce clair de lune, cette voûte d'azur ! Vous m'avouerez, Madame, qu'il n'y a rien de plus raviſſant. Eh bien, lui dis-je, en eſt-ce aſſez, ma fille, pour remplir une ame de joie & d'admiration ? Oui, lorſqu'une ame eſt en paix, dit-elle, ce ſont-là des plaiſirs bien doux. Alors je la vois de nouveau ſe recueillir & ſoupirer de l'émotion que lui cauſent ces merveilles de la Nature. Quelquefois même, dans ſon raviſſement, des larmes coulent de ſes yeux.

Vous penſez bien que j'expliquai ces larmes tout différemment de l'Abbeſſe. J'eſpère, ajouta-t-elle, que, dans ma dignité, ce ſera Sœur Caliſte qui me remplacera. J'ai cinquante ans, elle en a vingt ; j'aurai le

Digitized by Google

temps de la former, & j'y emploierai tous mes soins. Je crois, Madame, que cette perspective n'est pas faite pour vous déplaire. Mais ma belle Caliste est si modeste, qu'elle rejette cette pensée ; & comme si un Ange lui avoit prédit que je dois lui survivre, elle m'assure tous les jours que ce sera moi qui pleurerai sur son tombeau.

A ces derniers mots, je sentis que le cœur de ma nièce étoit mortellement blessé, & je quittai l'Abbesse dans la ferme résolution d'écarter de l'autel cette foible & douce victime.

Le lendemain je la vis elle-même ; & je ne conçois pas encore l'empire que ce jeune cœur avoit pris sur lui-même pour me cacher son mal.

Je voulus lui faire sentir les conséquences de sa résolution. Je lui représentai ces murs, ces grilles, cette captivité, cette éternelle dépendance, ce mélange de caractères souvent incompatibles & irrévocablement réunis dans le même lieu, enfin cette privation de toute liberté. Elle me répondit que pour un sèxe à qui les simples bienséances prescrivoient une vie retirée & tranquille, il falloit peu d'espace pour respirer, vivre & mourir ; que ces murs n'étoient rien pour qui n'avoit aucune envie de les franchir, ni de savoir ce qui se passoit au delà ; qu'avec de la raison, de la douceur & de la modestie, on se concilioit partout les esprits les plus difficiles ; que dans

Digitized by Google

toutes les conditions de la vie on étoit dépendant, que malheur même à qui n'avoit ni Loi ni règle; enfin qu'on étoit libre dès qu'on savoit vouloir constamment ce que l'on devoit, & qu'à ce prix on l'étoit dans le Cloître autant & plus que dans le monde, où l'on est souvent obligé de vouloir ce qu'on ne doit pas.

Interdite de ces réponses, je les communiquois à sa mère, qui s'en affligeoit avec moi, mais qui ne laissoit pas d'y trouver beaucoup de sagesse.

Elle alloit voir sa fille, elle lui témoignoit avec amour, mais avec une sorte de respect pour sa vocation, le regret qu'elle auroit d'être privée d'elle. Non, lui disoit Caliste, nous ne serons jamais privées l'une de l'autre. Quel qu'eût été mon sort, il eût fallu être éloignée de vous; je le ferai le moins possible, & avec cette différence, que dans le monde mille objets de devoir ou de dissipation m'auroient envié votre idée, & vous auroient pu dérober quelques-uns de mes sentimens; au lieu que dans le Cloître, Dieu & vous, voilà tout pour moi. Mon frère & son aimable femme font une société assez intéressante pour remplir votre intérieur de joie & de consolation; de nouveaux objets y mêleront encore le charme de leur innocence; c'en est assez pour vous rendre heureuse; & si le Ciel pouvoit permettre qu'un cœur si bon eût des chagrins, c'est alors, ô ma

Digitized by Google

tendre mère, que je vous demande la préférence, & qu'à tous les momens mes bras seroient ouverts. D'autres partageront votre félicité; moi, je partagerai, j'adoucirai vos peines, & nous les offrirons ensemble au suprême Consolateur.

Ma pauvre sœur revenoit du parloir pénétrée, enchantée des vertus de sa fille, & sur-tout bien persuadée qu'elle seroit heureuse dans l'état qu'elle avoit choisi. Moi-même, revenue de mes inquiétudes, je commençois à croire qu'elle ne faisoit que céder à de saintes inspirations; & les deux ans d'épreuve étant presque écoulés, nous touchions au moment de lui laisser prendre le voile.

Eh bien, ma fille, lui dis-je enfin, car tu es ma fille aussi, & j'espérois que tu me tiendrois lieu de mes enfans que j'ai perdus: Eh bien! ta résolution est donc invariablement décidée? Oui, ma tante, très-décidée, me dit-elle, & je vis pour la première fois ses regards s'armer de courage. Je n'aurai plus, lui dis-je, sur ce triste sujet que cet entretien avec toi. Parlons nous bien sincèrement: naissance, fortune, espérances du fort le plus brillant, tu vas donc tout sacrifier sans peine & sans regret? Un dédaigneux sourire exprima le mépris dont elle voyoit tous ces biens. A présent, dis-moi, poursuivis-je, si tu connois des devoirs plus saints & plus doux à remplir que les devoirs d'épouse, que les

Digitized by Google

devoirs de mère ? Non, me dit-elle, il n'en est point de plus doux ni de plus sacrés. — Et crois-tu qu'aux yeux de Dieu même il y ait rien de plus agréable qu'une femme qui les remplit ? — Non, rien, j'en suis persuadée. — Et lorsqu'on se sent appelée à cet état, n'est-ce pas tromper à la fois le vœu de la Nature & l'attente du Ciel que de s'y refuser ? — Oui, mais pour s'y croire appelée, il faut en avoir les vertus. — Mon enfant, n'exagérons rien : quelles sont-elles ces vertus ? n'est-ce pas la douceur, la tendresse, la modestie, le goût de l'ordre, le courage d'une ame fidèlement soumise & dévouée à tout ce qu'exigera d'elle la sainteté de ses liens ? — Oui, tel est le modèle que j'ai eu sous les yeux. — Eh bien ? de ces vertus, dis-moi celle que tu n'as pas, ou que tu n'aurois pas dans la position de ta mère. — Ah ! ma mère n'a jamais eu dans l'ame un sentiment que son devoir n'ait avoué. — Voilà le mot que j'attendois de toi : ce mot seul m'a tout dit ; & je lis enfin dans ton ame. — Qu'ai-je donc dit, ma tante, reprit Caliste avec effroi ? — Rien, si tu te repens de m'avoir confié ton secret ; mais tout, si tu veux bien que ta meilleure amie en soit dépositaire. — Eh bien, parlez : je n'aurai plus que la force de vous entendre. Et en disant ces mots, elle se mit à fondre en larmes. Tu as pris dans le monde, lui dis-je, une inclination que tu ne crois pas raisonnable,

Digitized by Google

& dont tu désespères de pouvoir te guérir. Madame, me dit-elle avec fierté, je n'aimerai jamais, & je n'ai jamais rien aimé que de digne de mon estime. Mais il est d'autres convenances que malheureusement un jeune & foible cœur ne consulte pas dans son choix. — Quel est-il donc ce choix, qui blesseroit les convenances ? — Ma tante, j'en ai dit assez ; n'exigez pas un effort inutile, qui seroit déchirant pour moi. Qu'il vous suffise de savoir que jamais cette inclination, trop invincible, hélas ! n'obtiendroit l'aveu de ma mère. J'en suis certaine, & je n'ai plus qu'à l'ensevelir pour jamais. Quant à celui qui a troublé mon repos sans en avoir eu la pensée, c'est un secret entre le Ciel & moi ; & je serois inconsolable si son nom m'étoit échappé. — Mais, mon enfant, avec cet amour dans le cœur, tu viens faire des vœux au Ciel de renoncer au monde & de n'être plus qu'à lui seul ! Oui, ma tante, & mes vœux seront fidèlement remplis. Je serois criminelle si j'allois à l'autel tromper un homme, & lui promettre, lui laisser espérer au moins la possession d'un cœur rempli d'une autre image ; mais devant Dieu, je suis innocente. Je ne le trompe point, je ne l'offense point. Il n'y a point de rivalité entre lui & sa créature, il n'y aura point de jalousie. Il me verra lui offrir tous les jours en victime ce que j'aurai le plus chéri. Aucun regret n'altérera la pureté de ce sacri-

Digitized by Google

fice; & si Dieu me laisse dans le cœur un sentiment involontaire, en le lui immolant je le sanctifierai. Vous le dirai-je enfin ? je suis peut-être heureuse d'avoir à lui montrer, en m'élevant à lui, les tristes débris de ma chaîne & les marques de sa victoire.

En me parlant ainsi, son visage étoit animé, ses yeux levés au ciel étoient brillans de joie & humides de larmes; je n'ai jamais rien vu de si étonnant, de si touchant que ce mélange de deux amours, dont l'un s'applaudissoit de sacrifier l'autre. Je m'en allois, ravie de ce que je venois de voir, lorsqu'en cherchant quel pouvoit être dans le monde l'objet qui avoit si vivement touché son cœur, je me souvins, comme d'un songe, que devant elle, un jour, sa mère, en me parlant de Villarcé, en avoit dit ce que vous avez entendu. C'est lui, je n'en sçaurois douter, dis-je en moi-même : la pauvre enfant! Je ne suis pas surprise qu'elle ait désespéré de l'obtenir. Et dès ce moment je me pris du plus vif intérêt pour Villarcé; j'en parlai dans le monde, & j'en demandai des nouvelles; mais on me répondit qu'on ne le voyoit plus.

Le jour approche, me dit ma sœur; il faut que j'aille voir ma fille, & je n'en ai plus le courage. Ah! lui dis-je, si vous saviez ce que j'ai su moi-même d'une vocation pareille, vous seriez bien plus foible encore. Qu'est-ce, demanda-t-elle?

Digitized by Google

Une jeune perſonne, dans un accès de ferveur & de zèle, veut ſe faire Religieuſe; on y conſent; elle s'engage; & quand ſes vœux ſont prononcés, tout ſon courage tombe, le regret la ſaiſit, un noir chagrin s'empare d'elle; la malheureuſe a dans le cœur une paſſion dont le feu la conſume; ſa jeuneſſe eſt déjà flétrie, & tous les jours elle s'éteint. — Et comment s'eſt-elle engagée, ſi elle avoit dans le cœur cette paſſion funeſte? Elle aimoit un jeune homme bien né, de bonnes mœurs, d'une fortune même aſſortie à la ſienne, mais plein des ridicules & des vanités de ſon âge; ſes parens le lui ont refuſé, elle a pris ſa réſolution. Ah! les cruels, s'écria ma ſœur! pourquoi avoir déſeſpéré d'une jeuneſſe que la raiſon eût peut-être bientôt mûrie? Nous ſommes tous injuſtes envers les jeunes gens: avec eux nous prenons au grave des choſes ſouvent très-légères. N'avois-je pas conçu moi-même l'averſion la plus ſérieuſe, le mépris même le plus amer pour un jeune homme qui en peu de temps eſt devenu très-eſtimable? Je le trouvois pétri d'orgueil, vain, léger, choquant même dans ſa préſomption; eh bien, mon fils m'aſſure qu'il eſt changé au point de n'être plus reconnoiſſable. Il eſt modeſte, réſervé, ſage dans ſes propos comme dans ſa conduite; en un mot, il eſt le modèle des jeunes gens de ſon état; & dans des circonſtances difficiles il s'eſt fait admirer par un mélange

Digitized by Google

de prudence & de fermeté au dessus de son âge. N'est ce pas, demandai je, M. de Villarcé ? -Hélas ! c'est lui-même. Il me témoigne le désir de rentrer en grace auprès de moi. J'ai consenti avec empressement à le recevoir, & je suis bien impatiente de réparer les torts de mes préventions.

Jugez combien je fus émue de cette lueur d'espérance. Le Ciel me l'envoyoit. Je renfermai ma joie ; & le plus modérément qu'il me fut possible : Vous me faites plaisir, dis-je à ma sœur, de m'apprendre que ce jeune homme se soit formé : j'eus toujours du foible pour lui. Je le sais bien, dit-elle ; aussi je vous invite à venir avec moi le recevoir demain : comme je veux lui parler à mon aise, nous serons seuls. Jugez si je manquai à me trouver au rendez-vous. Le jeune homme se présenta de l'air le plus timide, portant sur le visage la confusion du passé. Sa figure naturellement noble, avoit acquis de la dignité ; mais elle étoit pâle & ternie. Il n'osa parler le premier ; ce fut ma sœur qui le prévint.

Monsieur, lui dit-elle, je suis ravie de vous revoir, car vous avez à vous plaindre de moi ; & quoique l'estime publique vous ait bien pleinement vengé de mes préventions, il me manque à moi-même de soulager mon cœur des reproches que je me fais & que vous avez droit de me faire. A vous, Madame, reprit-il, des reproches ! Je n'ai

Digitized by Google

que des graces à vous rendre ; car le malheur d'avoir pu vous déplaire a été pour moi la plus sensible, mais la plus utile leçon. L'expression qu'il mit à ces mots, *la plus sensible*, me pénétra jusqu'au fond du cœur. Oui, Madame, poursuivit-il, si les illusions de la vanité, dont le monde m'environnoit, & qui sans vous peut-être m'auroient long-temps séduit, se sont tout à coup dissipées, c'est à votre sévérité que j'en suis redevable. A tous les frivoles suffrages que je briguois avec tant d'ardeur, j'ai opposé votre opinion ; & j'ai senti qu'un homme exclu de votre société pour les airs & les tons qu'il se donnoit si follement, ne pouvoit plus s'estimer lui-même. J'ai rougi à mes propres yeux ; & dès lors j'ai été changé. Vous l'êtes prodigieusement, reprit ma sœur, & il m'est doux d'entendre que j'ai contribué à produire ce changement que le temps auroit fait sans moi. Mais comme moi, M., n'avez-vous pas été trop rigoureux envers vous-même ? J'entends parler de la vie appliquée & laborieuse que vous menez ; & je crois voir que votre santé en a souffert. Oui, Madame, elle est altérée ; & je n'espère pas qu'elle se rétablisse ; mais l'excès du travail auquel on attribue cette altération, n'en est que la cause apparente. Je sais quel est mon mal, & je sais qu'il est sans remède. Sans remède ! à votre âge ! reprit ma sœur avec intérêt. Oui, Madame, à mon âge, il est des atteintes cruelles dont

Digitized by Google

on a long temps à souffrir & dont on ne guérit jamais. Ma sœur détourna l'entretien pour ne pas l'occuper de ses tristes idées; & lorsqu'il fut parti : Ce jeune homme a, dit-elle, quelque passion dans l'ame. Je le crois comme vous, lui dis-je, & je soupçonne que c'est lui qu'aimoit cette jeune personne dont je vous ai peint le malheur. Lui! s'écria ma sœur avec émotion; & quelle est cette infortunée? — C'est ma nièce, c'est votre fille. — O ciel! que dites-vous! Ma fille! ils s'aimoient donc à mon insçu! Et à l'insçu l'un de l'autre, ajoutai-je : chacun des deux se flatte de mourir avec son secret, & je n'en sais moi-même que ce que j'en ai pénétré. Il faut tout éclaircir, me dit ma sœur; voyez ma fille, tâchez de lire dans son cœur; & prévenez l'Abbesse que tout est suspendu. De mon côté j'ai fait inviter Villarcé à souper demain avec moi : je ne tarderai pas à savoir de lui-même ce qui se passe dans son ame.

Villarcé, qui, de son côté, désiroit de la trouver seule, arriva de bonne heure, & l'entretien s'engagea sans détour. Monsieur, lui dit ma sœur, vous m'avez parlé de vos peines; & l'estime la plus sincère, l'intérêt le plus sérieux me presse de savoir quelle en est la nature, pour vous offrir sinon des conseils salutaires, au moins les consolations de l'amitié; car je vous le répète, c'est par ce sentiment que je veux réparer mes torts. Madame, répondit le jeune homme,

Digitized by Google

homme, vos bontés semblent pressentir ce que j'ai à vous révéler, tant c'est à propos qu'elles daignent m'en inspirer la confiance. Lisez donc au fond de mon cœur.

Tandis que je me ruinois dans votre estime par des travers & des ridicules dont je m'étois fait un système, je m'enivrois auprès de vous des illusions les plus flatteuses de l'espérance & de l'amour, & je m'applaudissois d'une passion naissante qui devoit faire mon supplice. Bientôt le charme a été rompu; & c'est alors que j'ai senti au fond de mon ame se fixer & s'approfondir l'impression fatale d'un objet qui m'étoit ravi, qui l'étoit pour jamais. J'ai su de mon ami que, volontairement & par inclination, sa sœur, au grand regret de sa mère & de sa famille, s'étant retirée au Couvent, demandoit à prendre le voile. J'ai su que deux années d'épreuve n'ont fait que l'affermir dans sa résolution. Enfin je sais que dans peu de jours se consomme son sacrifice: je n'ai pas la pensée de l'en dissuader, ni d'obtenir de vous, Madame, une tentative inutile. Je ne veux pas non plus jouer dans le monde des scènes de Romans, ni me faire citer au nombre des Amans malheureux & désespérés: on n'a que trop parlé de moi: je n'ai plus qu'à mourir tranquille; & mon ami lui-même qui me voit dépérir, ne connoît point mon mal. Mais vous, Madame, dont le cœur est un sanctuaire

Digitized by Google

pour moi, vous tenez de si près à l'objet de mes peines, que dès que vous avez daigné vouloir en être instruite, vous avez dû l'être. Ce sera d'ailleurs, je l'avoue, un soulagement pour celui qui adore Mademoiselle de Clarville, qui ne la verra plus, qui l'aimera toujours, de pouvoir parler avec vous d'un objet qui nous est si cher.

Quand même la cause de votre malheur me seroit étrangère, lui dit ma sœur, je m'y intéresserois par tous les sentimens qu'un vertueux amour inspire; & après en avoir sollicité la confidence, je me ferois un devoir d'en adoucir les peines, si je ne pouvois rien de plus. Combien n'y suis-je pas plus obligée encore, lorsque cette cause innocente du mal qui vous détruit est un autre moi-même? Ce que je n'ai pas fait pour moi, quoique ma fille, que je perdois, me fût bien chère, je le ferai pour vous, Monsieur, n'en doutez pas; & hormis d'abuser du pouvoir maternel, tout ce qui n'est qu'invitation & que persuasion, sera mis en usage pour ramener ma fille auprès de moi. Alors si elle sent comme moi le prix d'un cœur tel que le vôtre, elle est à vous; & je ferai mon bonheur d'assurer le sien. Elle achevoit à peine; le bon jeune homme étoit à ses genoux.

Je ne sais pas décrire des scènes pathétiques, reprit Madame de Solange; & d'ailleurs chacun sent ce que peut dire un mourant qu'on ranime par un breuvage

Digitized by Google

salutaire, ou un naufragé qui périt, & auquel du haut d'un écueil on jette un cable secourable. Je vous laisse donc imaginer ces transports de reconnoissance ; & je vais moi-même trouver Caliste, que je revis le lendemain.

Il ne me fut pas difficile, en lui parlant de sa mère, d'amener le récit de sa réconciliation avec M. de Villarcé, & de leur premier entretien. Caliste en m'écoutant rougit, mais sans marquer encore aucune émotion. Ce ne fut qu'à ces mots, *il est des atteintes cruelles dont on a long-temps à souffrir & dont on ne guérit jamais*, qu'elle ajouta : Oh non, jamais, jamais on n'en guérit.

Ne pensez-tu pas comme nous, lui demandai-je, que ce jeune homme a quelque passion dans l'ame ? Hélas ! peut-être bien dit-elle, & si cela est, je le plains ; car il n'a pas les mêmes consolations que moi. — Et si celle qu'il aime, l'aimoit aussi à son insçu ? Et s'ils n'étoient malheureux l'un & l'autre que pour ne pas savoir qu'il leur est permis d'être heureux ? — Hélas ! me dit-elle, ma tante, pourquoi venez-vous me troubler de ces dangereuses pensées ? Je vois trop bien que vous croyez avoir pénétré mon secret ; mais croyez-vous de même avoir surpris le sien ? Et quand ce seroit lui, qui vous assure que ce soit moi ? Et si ce n'est pas moi, voyez le mal que vous me faites ! Et si c'est toi, lui dis-je en fixant mes yeux sur les siens ? Elle

Digitized by Google

se jeta dans mes bras ; & je sentis mon sein baigné de larmes. Eh bien c'est toi, il l'a dit à ma sœur, & nous n'en pouvons plus douter. — Et que lui a répondu ma mère, demanda-t-elle d'une voix tremblante ? — Que tu es à lui, si tu le veux. — Quoi, ma tante, il faut donc que ma conduite se démente, & que pour un époux dont on m'aura parlé, je change de résolution ? — Que dira-t-on de moi ? Que tu obéis à ta mère. N'as-tu pas annoncé que tu lui étois soumise, & que ta résolution même dépendoit de sa volonté ? — Oui, je l'ai dit. — Eh bien ta mère commandera & tu ne feras qu'obéir. Elle m'embrassa de nouveau, & au battement de son cœur, au mouvement pressé de son haleine, je crus sentir s'exhaler de son sein tous les soupirs qu'elle étouffoit depuis deux ans. Je la quittai bien vîte, pour aller retrouver ma sœur.

Je ne me trompois pas ; j'ai son aveu, lui dis-je, & c'est bien Villarcé qu'elle aime. Mais elle ne veut changer de résolution que pour vous obéir ; & il faut que vous commandiez. Je commande, me dit ma sœur ; qu'elle se rende auprès de moi dès ce soir même. Allez & ramenez-la moi. Les heures de douleur sont longues, & je veux épargner à cet intéressant jeune homme au moins cette nuit de tourment.

Elle le fit venir ; & par degré le rassurant & lui insinuant l'espérance, elle affoiblit tant qu'il lui fut possible la commo-

Digitized by Google

tion que lui auroit causée une subite joie ; elle fit prudemment, car il y auroit succombé.

Nous ne tardâmes point à arriver, sa fille & moi. La voilà, lui dit-elle en nous voyant paroître : elle est soumise à ma volonté ; elle y cède sans répugnance ; peut-être un jour vous en dira-t-elle davantage. Sa mère ne veut pas lui en dérober le plaisir.

Ce fut alors que nous conçûmes combien nécessaire avoit été la précaution que ma sœur avoit prise ; car tout préparé qu'il étoit à soutenir l'excès de son bonheur, Villarcé n'en eut pas la force ; ses genoux fléchirent sous lui ; il se laissoit tomber, & ce fut moi qui le soutins. Calisse dans les bras de sa mère ne voyoit qu'elle, & pleuroit de joie & d'amour. Enfin tout fut calmé ; & lorsque je les vis à table, elle auprès de sa mère, & lui auprès de moi, vis-à-vis l'un de l'autre, n'osant se regarder & ne pouvant parler tant ils étoient saisis, confus, surpris de se trouver amans, sans s'en être jamais douté..... Je vais vous dire une chose étrange ; mais n'en déplaise à l'amour maternel, & n'en déplaise à l'amour même, je crois que de nous quatre je fus dans ce moment la plus heureuse, par la seule pensée que leur bonheur venoit de moi.

(*Par M. Marmontel.*)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade eſt *Aube épine*; celui de l'Enigme eſt *Plume*; celui du Logogriphe eſt *Orgueil*, où l'on trouve *Or, Orgue, Gloire, Lire, Œil, la Loire, le Loir, Rue, Il, Le, Lui, Leur, Orge, Oui, Oie, Roi, Rouge, Loi, Ligue, Rôle.*

CHARADE.

A cinq heures du ſoir, après un bon repas,
Devant mon tout je viens prendre ſéance;
Puis revenant en diligence,
A cauſe du grand froid qui preſſe un peu mes pas,
Devant mon dernier je me place;
Mon dîner, par ce froid de glace,
Paſſe-t-il mal? auprès de mon dernier
Je fais alors bien vîte mon premier.

(*Par Mr. D. M. V.*)

ÉNIGME.

AUx hommes en tous lieux je ſuis bien néceſſaire;
Ici, doux ſignal des plaiſirs

Digitized by Google

D'un Amant sûr de plaire,
J'exprime les brûlans désirs ;
Objet des vœux d'une Maîtresse
Qui m'attend chaque jour,
Pour servir la tendresse,
Je fus inventé par l'Amour.
Fidèle aux loix que cet enfant m'impose,
Là, d'un Amant audacieux
J'arrête l'espoir curieux ;
Il voudroit me franchir, il n'ose....
Et du désir j'accrois l'ardeur
En paroissant défendre la pudeur.
Entre nos deux Amans s'il naît quelques alarmes,
Je deviens plus intéressant ;
La Beauté dans mon sein vient répandre des larmes,
Et de ses maux je suis le confident.
Voyez combien je fais utile ;
Eh bien ! ce n'est pas tout, il me sera facile
De vous prouver jusqu'où va ma bonté.
L'homme a, vous le savez, plus d'une infirmité ;
C'est encor dans mon sein que la foiblesse humaine
Cache avec soin un dépôt qui la gêne,
Et dont j'ose la soulager.
Quelle est après ma récompense ?
Ingrats ! vous me noyez ; hélas ! de quelle offense,
En me traitant ainsi, voulez-vous vous venger ?

(*Par le même.*)

Digitized by Google

LOGOGRIPHE.

Des cuisines des champs je suis un ustensile,
Utile d'autant plus que je suis peu fragile.
Lorsqu'avec mon pareil on me voit suspendu,
Liés ensemble, alors nous changeons de vertu;
Nous rendons au Public justice sans parole;
Nous nous contredisons pourtant pour une obole.
On trouve en mes sept pieds ce que n'ose risquer
Le fainéant poltron qui craint, fuit le danger;
Une ville où naquit un grand & bon Monarque;
L'élément sur lequel nous voyageons en barque;
Un petit animal qui, croit-on, ne voit pas;
Et qui sous terre vit, comme des champs les rats;
La plus grande ville en Syrie;
Une autre aux confins d'Italie,
Qui des Minimes vit naître le Fondateur;
Au Pérou la rivière extrême en sa largeur;
Un supplice des Turcs; deux notes de musique;
Enfin un jeu d'adresse, où Zéphire, par pique,
Fut cause que le coup qu'y jouoit Apollon,
Alla donner la mort à son très-cher Mignon.
D'autres combinaisons, Lecteur, je te fais grace;
Je suis le vrai pendant de Nicolas Tuyau;
J'ai de même un surnom, le mien est Boniface;
Tu verras mon nom propre au Mercure nouveau.

(*Par Mr. B. de Saint-Quentin.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Le Despotisme dévoilé, ou *Mémoires de* Henri Masers de la Tude, *détenu pendant trente-cinq ans dans diverses prisons d'Etat; rédigés sur les pièces originales, par M.* Thiéry, *Avocat, Membre de plusieurs Académies; dédiés à M.* de la Fayette. *A Paris; se vend chez M. de la Tude, rue Bétizy, N°. 1., au coin de celle de la Monnoie; & chez* Lejay fils, *Libraire, rue de l'Echelle.*

Second Extrait.

Le hasard fait qu'en causant avec une Sentinelle qui ne le connoissoit pas, M. de la Tude apprend la mort de son père. Il tombe sans connoissance; mais il lui restoit une mère, & quelle mère! on en peut juger par la Lettre ci-jointe, écrite à Madame de Pompadour, & qu'il a choisie parmi une foule d'autres dont elle fatiguoit inutilement tous les Ministres: « Ma[illegible]e, mon fils gémit dans la Bastille de[illegible]long-temps, pour avoir eu le malheur [illegible]ous offenser, & je gémis plus que lui;

Digitized by Google

son triste sort me tourmente nuit & jour. Je ressens toute l'amertume de ses peines, sans avoir partagé sa faute; que dis-je ? hélas ! j'ignore en quoi il vous a déplu. Il étoit jeune pour lors, & sûrement il fut entraîné par d'autres. Ah ! qu'il doit penser différemment aujourd'hui ! les réflexions d'un captif ne ressemblent point aux vaines pensées d'un jeune homme libre. S'il ne mérite pas votre pardon, Madame, ne pourrai je pas le mériter moi-même pour lui ? Soyez touchée de mon sort, ayez compassion d'une mère affligée; laissez-vous fléchir par mes larmes. La mort me fermera bientôt les yeux, n'attendez pas que je sois au tombeau pour faire grace à mon fils. Je n'ai que cet enfant, l'unique rejeton de la tige, l'unique de la maison, l'unique espérance de ma vieillesse. Rendez-le moi, Madame, vous êtes si bonne !... (O ! ma mère, vous lui parlez de sa bonté, vous vous abaissez jusqu'à cet effort ! Grand Dieu ! la tendresse d'une mère peut donc se porter à un tel excès de courage ?) » Ne » me refusez pas mon fils, Madame, la » seule consolation de ma vieillesse : ren- » dez-le, de grace, à mon affliction, ren- » dez-le à mes soupirs, rendez-le à mes » pleurs, rendez-le à mes sanglots «.

La réflexion de M. de la Tude est bien juste. Il est sûr que ces mots, *vous êtes si bonne*, adressés à celle qui le reconnoit depuis tant d'années dans les ténèbres des

Digitized by Google

cachots, ne pouvoient sortir d'un cœur maternel qu'en le déchirant.

Un désir de vengeance (il seroit difficile de le condamner dans une pareille situation) réveille un instant l'ame du prisonnier, long temps abîmée dans la douleur. Il se propose d'écrire un Mémoire contre son inflexible ennemie, & de le faire parvenir, s'il est possible, au Roi lui-même. Il ne désespère pas d'en trouver les moyens. En se promenant sur la plate-forme de la Bastille, il s'étoit fait entendre par des signaux de deux jeunes Ouvrières qu'il avoit apperçues à une fenêtre de la rue Saint-Antoine. Elles lui avoient répondu par des signes d'intelligence, & en jetant le paquet du haut de la plate-forme dans la rue, il étoit sûr qu'elles le ramasseroient. Mais il falloit écrire; il ne pouvoit plus se servir de son sang, parce qu'à force d'en tirer de son doigt, il étoit dans le cas d'y craindre la gangrène. Il faut voir par combien de combinaisons réunies il vient à bout de faire de l'encre, étant dénué de tout ce qui pouvoit lui être nécessaire. Rien n'est plus intéressant que ces miracles de la première de toutes les puissances inventives, la nécessité. » Je pouvois faire de l'encre avec du noir de fumée; mais comment m'en procurer? Depuis huit ans je n'avois ni feu ni lumière. Mes ennemis, dont l'idée la plus ordinaire étoit que je trouverois les moyens de sortir

Digitized by Google

de l'Enfer, avoient défendu sous les peines les plus fortes, qu'on me laissât entre les mains une tête d'épingle, & j'en fus réduit à créer pour justifier leur prévoyance.

» Je cherchai d'abord à me procurer de l'amadou : pour cela, je prétextai une violente douleur de dents, & je priai le Sergent qui fumoit, en m'accompagnant sur la tour, de me prêter sa pipe pour me soulager ; je lui demandai ce qui m'étoit nécessaire pour la charger & l'allumer : il y consentit. Je ne pus lui prendre son briquet ni sa pierre, mais j'escamotai un morceau de l'amadou. Possesseur de ce petit trésor, je ne fus plus occupé qu'à me procurer du feu. De retour dans ma chambre, j'affectai une colique affreuse ; je fis venir le Chirurgien, il me donna de l'huile, c'est ce que je cherchois : j'avois plusieurs pots de faïence dans lesquels il y avoit eu de la pommade ; j'y mis une mèche. J'y fis de la ficelle avec des fils que je tirai de mes draps ; je pris un bâton de ma chaise, & je me procurai une espèce d'archet ; j'y attachai ma ficelle, que je laissai assez lâche pour pouvoir serrer une cheville que j'avois faite pointue d'un bout, & arrondie à l'autre. Je m'étois muni dans une promenade de deux morceaux de bois très-secs, que j'avois pris après l'affût d'un canon. Je les avois arrangés de façon que la pointe de la cheville pût y entrer. Le tout ainsi préparé, je mis mes deux morceaux de bois entre

Digitized by Google

mes genoux, je plaçai à l'extrémité arrondie de la cheville un gobelet que je serrois avec ma main gauche : ensuite je tirai, je poussai mon archet, qui, de cette manière, faisoit tourner la cheville ; je l'agitai avec tant de vîtesse, qu'en peu de temps elle échauffa & embrasa les deux morceaux de bois ; j'allumai mon amadou au moyen d'une bonne provision de charpie que j'avois préparée ; je soufflai fort, & je parvins à me procurer du feu & à allumer mon lampion.

» A la vue de cette lumière, je ne fus pas maître de mon premier mouvement ; je sautai, je dansai autour, & il me fallut quelques instans pour calmer mes sens & dissiper l'heureux délire qui m'agitoit.

» Je mis ensuite au dessus du lampion une assiette de terre vernissée, que j'avois eu soin de conserver à mon dernier repas. Je m'en servis comme d'un chapiteau pour recevoir la fumée que ma lampe donnoit ; je ramassai la suie ou le noir dans un morceau de papier, à mesure qu'il s'en formoit une certaine quantité : dans l'espace de six heures, j'en eus un volume assez considérable ; je voulus broyer ce noir dans de l'eau, mais cela me fut impossible, il surnageoit toujours, & je ne pouvois le dissoudre : je n'y parvins qu'au moyen d'un peu de sirop que je me fis donner le lendemain, sous le prétexte d'un rhume violent : avec ces secours, je me procurai une

Digitized by Google

encre excellente en délayant mon noir de fumée dans un peu de sirop & d'eau ».

Des feuillets blancs tirés de quelques livres qu'on lui prêtoit lui fournirent du papier, & avec une pièce de deux liards, applatie, arrondie, & aiguisée, il fit une plume. Le Mémoire fut rédigé, jeté & ramassé; mais il n'eut aucune suite. Il étoit adressé à trois personnes connues, MM. de la Beaumelle, la Condamine & de Mchegan. Les deux premiers n'étoient pas à Paris, le troisième ne voulut pas recevoir un paquet venant d'un prisonnier de la Bastille; & sur ces entrefaites la Marquise mourut. Les deux obligeantes Ouvrières trouvèrent le moyen de le faire savoir à M. de la Tude, qui en se promenant sur les tours de la Bastille, vit à leur fenêtre un écriteau, en très-grosses lettres, portant ces mots : » la Marquise » de Pompadour est morte hier 17 Avril » 1764 ».

On peut juger de la joie d'un homme qui naturellement devoit croire que tous ses malheurs devoient finir avec celle qui en étoit l'unique auteur. Il ne douta plus de sa prochaine délivrance, & dans cette persuasion il écrivit au Lieutenant de Police, M. de Sartine, pour réclamer une liberté qui depuis si long temps auroit dû lui être rendue. Mais ici commence un nouvel ordre de chose, & il s'ouvre une nouvelle scène d'infortune & d'horreur,

Digitized by Google

plus effrayante encore que tout ce qu'on a vu jusqu'ici.

A partir de cette époque, M. de Sartine & son successeur M. le Noir, sont gravement inculpés dans ces Mémoires, sur-tout le premier. Tous deux sont vivans : l'accusation est publique & signée; leur adversaire annonce qu'il la poursuivra dans les Tribunaux ; il produit ses moyens & ses preuves. Les charges sont terribles ; mais dans tout état de cause il faut entendre les deux parties. Sans doute les accusés proposeront leurs moyens de défense. Jusque-là je ne fais que suivre le récit de M. de la Tude : c'est à lui seul à s'en rendre le garant : les Juges & le Public prononceront.

Il avoit eu, peu de temps auparavant, une correspondance avec M. de Sartine, & lui avoit fait remettre un projet pour établir dans le royaume des magasins d'abondance. Il prétend que le Magistrat désirant de s'en approprier l'honneur, lui fit offrir 1500 liv. de pension, s'il vouloit le lui abandonner ; que ce fut un nommé Falconet, Major de la Bastille, qui lui fit cette proposition, en ajoutant qu'à sa place il n'hésiteroit pas à l'accepter, s'il étoit dans la position de M. de la Tude, & qu'il répondit au Major, comme Alexandre à Ephestion, *& moi aussi si j'étois Falconet*; & que M. de Sartine, piqué de ce refus, cessa de répondre à ses Lettres. Tous

Digitized by Google

ces faits ſont ſuſceptibles d'examen & de diſcuſſion; mais ils ne ſont pas d'une grande importance.

Ce qui en a davantage, & qui ne paroît pas douteux, parce qu'on y retrouve le ſyſtême connu & conſtamment ſuivi par rapport au régime de la Baſtille, c'eſt que la première choſe que fit le Magiſtrat (1), ce fut de vouloir être inſtruit de la manière dont un priſonnier avoit pu apprendre un évènement que tous les autres ignoroient. On conçoit aiſément de quelle conſéquence il étoit aux yeux d'un Lieutenant de Police de ſavoir qui avoit oſé violer la loi de l'éternel ſilence qui devoit régner à la Baſtille, & quel pouvoir avoit fait ouvrir une de ces bouches condamnées à être à jamais muettes devant les priſonniers. C'étoit une affaire d'Etat, une affaire majeure. On exigea de M. de la Tude qu'il révélât ce ſecret, & ſa liberté fut miſe à ce prix. Il ne lui eût pas été difficile, ſans compromettre ni expoſer perſonne, d'imaginer une réponſe ſatisfaiſante. Mais ſa vivacité l'emporta, & il répondit qu'il *croyoit voir Mahomet ſecond faire éventrer douze Pages pour ſavoir lequel avoit mangé*

(1) Par une inconſéquence très-commune parmi nous & digne de tout le reſte, on appeloit *Magiſtrat* l'être amphibie qui, ſous le titre de Lieutenant de Police, étoit à la fois un Officier d'un Tribunal de Juſtice, & un Agent du deſpotiſme.

Digitized by Google

des figues. Depuis ce temps il n'entendit plus parler de M. de Sartine.

Son désespoir devint d'autant plus violent qu'il s'étoit cru plus près du terme de tous ses maux. Il faut l'entendre lui-même. » Les Officiers de la Bastille parurent indignés, & pour la première fois peut-être, éprouvèrent quelque pitié. Un d'eux me laissa soupçonner que les héritiers de la Marquise, craignant les trop justes réclamations des nombreuses victimes de la haine de celle-ci, avoient acheté sans doute le silence des Ministres, desquels il pouvoit dépendre encore d'étouffer leurs derniers soupirs. Cette réflexion me rappela les défenses expresses faites à tous ceux qui pouvoient approcher des prisonniers de la Bastille, de leur apprendre la mort de cette femme; elle me rappela la fureur de M. de Sartine, en apprenant que j'en étois instruit, ses menaces pour m'arracher mon secret, & toute la conduite au moins singulière qu'il avoit tenue à cet égard. Ces observations, ces calculs achevèrent de m'égarer. Je me crus perdu sans ressource, je crus voir une nouvelle conspiration plus terrible que la première : j'avois été victime de la tyrannie d'une femme irritée; j'allois le devenir de la bassesse d'un Ministre, bien plus cruelle parce qu'elle est plus vile : la première pouvoit s'émousser ou s'éteindre; la seconde, plus réfléchie, devoit être éternelle «.

Digitized by Google

» L'esprit occupé, aigri par ces idées, je ne pris conseil que de la fureur qui m'agitoit. J'épanchai mon ame & ma rage sur le papier, &, dans ces accès de délire, j'envoyai à M. de Sartine l'écrit qu'il venoit de me dicter ; puisqu'il m'étoit impossible de faire rougir cet homme, je voulois au moins le forcer à venir m'étouffer, & à terminer par-là mon supplice «.

Suivant toutes les vraisemblances morales qui viennent à l'appui du récit des faits, on voit dans ce peu de lignes la double cause qui prolongea encore de vingt années (jusqu'en 1784) les infortunes de M. de la Tude. Que les parens de la Marquise cherchassent à ensevelir avec ses victimes le souvenir du mal qu'elle leur avoit fait, rien n'est plus naturel à croire ; qu'ils en eussent les moyens, rien n'est encore plus probable dans un Gouvernement où le foible n'étoit compté pour rien ; & si l'on se souvient que dans ce même Gouvernement on exigeoit sur-tout que l'opprimé fût humble, on trouvera tout simple que l'amour-propre d'un homme en place fut révolté des reproches & des menaces d'un captif, & fit un ennemi mortel de celui qui ne devoit être que Juge. Personne n'ignore jusqu'où alloit l'orgueil & la morgue des Agens de l'Administration, tous les jours assez bassement flattés pour se croire les Dieux de la terre : quicon-

Digitized by Google

que les offenſoit (à moins qu'il ne fût à craindre), étoit perdu. La meſure de cet amour-propre étoit en raiſon inverſe de leur eſprit & de leurs talens; car rien au monde n'eſt ſi féroce que l'orgueil d'un homme borné : que ſera-ce s'il eſt puiſſant ? Le Duc de Choiſeul, aſſailli de beaucoup de ſatires & d'épigrammes, n'en tira jamais aucune vengeance. Il fit plus; il voulut connoître l'Auteur de forts jolis couplets contre lui, & il en fit ſon ami; mais le Duc de Choiſeul étoit un homme d'eſprit. Il y avoit fort peu de gens à Verſailles dont on en pût dire autant.

La réponſe à la Lettre de M. de la Tude fut le cachot. Mais comme il ne falloit pas que ſa détention prolongée parût l'effet d'une vengeance particulière, aux yeux de tous les Officiers de la Baſtille, témoins des promeſſes qu'on lui avoit faites peu de temps auparavant, on fit courir le bruit, qu'avant de lui rendre ſa liberté, & pour l'habituer peu à peu à reſpirer un nouvel air, on alloit le mettre pour quelque temps dans un Couvent de Moines. Il fut donc transféré, mais au donjon de Vincennes, & voici comment. » Mes Gardiens m'attachèrent au cou une chaîne de fer, dont ils firent paſſer le bout ſous le pli de mes genoux; un d'entre eux me mit une main ſur la bouche & l'autre derrière la tête, pendant que ſon camarade tiroit fortement la chaîne dont je viens de parler; par ce

Digitized by Google

moyen ils me plièrent exactement en deux. La douleur que j'éprouvai fut si vive que je crus avoir les reins brisés. Je ne doute pas qu'elle n'égalât au moins celle que ressentent les malheureux qui respirent sur la roue ; c'est dans cet état qu'on me conduisit de la Bastille à Vincennes. M. de Sartine dut être bien satisfait en apprenant que ses Bureaux avoient si fidèlement exécuté ses ordres. Pour en jouir mieux, il se fit rendre compte de tous ces détails. J'ai entre les mains le procès-verbal de l'Exempt Rouillé qui les rapporte ".

Une pièce probante extrêmement curieuse, c'est le Mémoire suivant, trouvé à la Bastille le 16 Juillet de l'année dernière, composé par un premier Commis de la Police, & adressé par M. de Sartine au Duc de la Vrillière, Ministre de Paris. Il ne faut faire aucune attention à la plate grossièreté du style, & à l'ignorance honteuse de la Langue Françoise; rien n'étoit moins rare dans les Bureaux Ministériels; & tant d'autres choses commandent ici l'attention!

» Plus Daury (1) continue d'être pri-

(1) Il étoit d'usage à la Bastille de baptiser ainsi à leur entrée ceux des prisonniers qui pouvoient avoir des protecteurs puissans, pour qu'on pût répondre à ceux qui sollicitoient leur liberté, qu'on ne connoissoit à la Bastille, parmi les prisonniers, personne qui portât le nom que l'on citoit.

Digitized by Google

sonnier, & plus il augmente en méchanceté & en férocité.

» Il donne à connoître qu'il est capable de se porter aux plus grands crimes, & à faire un mauvais coup si on le rendoit libre.

» Depuis le premier Juillet & le treize Août dernier que je lui fis dire qu'il prît encore patience & que le temps de sa liberté qui approchoit, n'étoit pas décidé, il n'y a sorte d'excès, de grossièretés, d'injures & de menaces qu'il n'ait employé pour se rendre redoutable.

» La mémoire de Madame la Marquise est pour lui en horreur & un fléau : il lui prodigue les épithètes les plus scélérates, parce que lui-même est devenu un scélérat dans sa prison. Si elle eût vécu, il lui auroit, dit-il, joué une catastrophe; page 7 de sa Lettre du 27 Juillet. Le Roi même n'est pas à l'abri de ses fureurs & de ses railleries insolentes.

» Après cette lettre du 27 Juillet, où il me dit des injures atroces & me fait les plus grandes menaces, j'ai usé d'humanité envers lui.

» J'ai mépriſé ses fureurs, & je lui ai fait donner des espérances par le Major, à qui j'en ai écrit, que la durée de sa prison seroit abrégée; il a répondu par des Lettres insolentes, en sorte que je l'ai fait mettre au cachot, dont il se moque.

» Cet homme, qui est entreprenant plus qu'on ne sçauroit le dire, gêne beaucoup le service de la Bastille.

Digitized by Google

» Il seroit à propos de le transférer au donjon à Vincennes, où il y a moins de prisonniers qu'à la Bastille, & de l'y oublier.

» Si M. le Comte de St-Florentin approuve ce parti, il est supplié de faire expédier les ordres nécessaires à cet effet «.

On peut voir dans l'Ouvrage de M. de la Tude sa réponse à ce Mémoire, dont chaque mot pourroit fournir un commentaire. Je le laisse à faire aux réflexions du Lecteur.

(*D.....*)

(*La fin au Mercure prochain.*)

MOUTARD, Libraire-Imprimeur, rue des Mathurins, Hôtel de Cluni, vient de recevoir de Neuchâtel la seconde Partie des *Confessions de Jean-Jacques Rousseau*, nouvelle édition, donnée par M. Dupeyrou, 5 Volumes in-12, br. 12 liv. 10 s.; la même, 5 Vol. in-8°. br. 18 liv.

Cette édition a deux avantages aussi marqués qu'incontestables sur celles qui ont eu cours jusqu'à ce moment : le premier est de présenter, dans toute sa fidélité & toute sa pureté, avec une grande correction typographique, le texte original; ce qui n'est pas indifférent quand il s'agit d'un Ecrivain tel que Rousseau, & d'un Livre du genre de celui-ci; le second avantage est d'être enrichie de quelques pièces mentionnées dans les *Confessions*, & faites pour les accompagner, mais qui n'avoient pas encore vu le jour; & d'un grand nombre de Lettres missives authentiquement de Rousseau, réservées par ses amis pour

Digitized by Google

ne paroître qu'avec la seconde Partie de ses *Mémoires*. Ces Lettres, dont la plupart n'avoient pas encore été imprimées, sont relatives aux *Confessions*, ou propres à jeter du jour sur les événemens postérieurs à ceux qui y sont consignés.

Cette édition a pour garant M. Dupeyrou, qui en a fourni toutes les matières, & qui l'a rédigée; M. Dupeyrou, bien connu à Neuchâtel, où ont commencé ses premières liaisons avec Rousseau, alors malheureux. C'est à titre d'ami, de confident de ce grand homme, qu'il est devenu dépositaire d'un Manuscrit des *Confessions*, d'un très-grand nombre de Lettres & de plusieurs Ecrits & fragmens d'Ouvrages qui ne sont pas encore publiés.

GRAVURE.

Geneviève de Brabant vouée à la mort, — *L'Innocence reconnue*; deux Estampes gravées par Augustin Legrand, rue St-Julien-le-Pauvre, N°. 18.

Nous avons annoncé dans sa nouveauté la belle Estampe de *Geneviève de Brabant*; & nos éloges ont été confirmés par le succès. Les deux nouvelles que nous annonçons, & qui complètent l'Histoire de Geneviève, doivent faire aussi beaucoup d'honneur à M. Legrand, & obtenir le même succès que la première.

MUSIQUE.

Journal de Violon, N°. 5. Le prix de l'Abonnement de 12 Cahiers est de 18 livres. Chaque Cahier séparé, 2 liv. 8 sous. A Paris, chez M. Porro, rue Tiquetonne, N°. 10.

Les Espiégleries d'Apollon, ou Recueil de Chansons badines, avec accompagnement de Guitare; Œuvre 10e. Prix, 4 liv. 4 s. A Paris, même adresse.

Digitized by Google

Préludes & Points d'orgue, dans tous les tons mêlés d'Airs variés; par J. Cambini. Prix, 7 liv. 4 s. A Paris, même adresse.

Six Trio, concertans pour Violon, Alto & Violoncelle, par A. Lorenziti; 1er. Livre de Trio d'Alto. Prix, 9 liv. A Paris, chez Deroullède, rue St Honoré, près l'Oratoire.

Abonnement de Harpe, ou Recueil périodique, composé par les Sieurs François Petrini, de la Manière & de la Planque; 1er. Année, N°. 5. Prix, 3 liv. A Paris, chez Nadermann, Maître Luthier, rue d'Argenteuil, Butte St-Roch, N°. 16.

Andante du célèbre Haydn, arrangé pour la Harpe; par J. B. Krumpholtz. Prix, 1 liv. 16 s. A Paris, même adresse.

SPECTACLES.

FERDINAND, ou la *Suite des Deux Pages*, Poëme & musique de M. Dezède, a paru sur le Théatre Italien avec un succès mérité. Le défaut d'espace nous empêche de nous en occuper dans ce moment.

TABLE.

LE Père & les trois Fils. 3
Vers. 5
Suite de la Veillée. 6
Charade, Enigme & Logog. 30
Le Despotisme dévoilé. 32

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 14 *Juin* 1790.

La position des armées en Finlande, et l'ardeur toujours plus entreprenante du Roi de Suède nous font attendre de prochains événemens. D'une part, il s'agit pour les Suédois de déloger les Russes du poste d'Anjala, d'ouvrir la communication au Corps du Général *de Platen*, et de garantir les magasins d'Elima; de l'autre, de poursuivre les entreprises sur les côtes, spécialement sur Fridérichshamm et Wibourg. Nous avons parlé la semaine dernière d'une seconde attaque infructueuse sur le port de Fridérichshamm, tentée par le Roi le 20 de Mai, c'est-à-dire, cinq jours après la défaite

d'une grande partie de la flotille Russe: le Gouvernement vient de rendre en ces termes la relation de cette seconde attaque.

« Le Roi voulut tenter de faire brûler les bâtimens Russes, qui s'étoient sauvés dans la bataille du 15 de ce mois et s'étoient retirés dans la Baye de Fridéricshamm, ainsi que les chaloupes canonnières, qui y étoient sur les Chantiers; il ordonna à cet effet, que le 19 au soir un détachement de chaloupes canonnières, de jolles (espèce d'esquifs) et de barcasses bombardières, partissent assez à temps, pour faire l'attaque au point du jour et encore durant le crépuscule. En conséquence, le Capitaine *Wirgin*, à qui S. M. confia cette expédition, partit à 9 heures du soir de Swenksund avec 3 jolles, 10 chaloupes canonnières, 7 barcasses à mortier, et une espinge, pourvues d'artifices et montées (outre leurs équipages) par le Cornette *Van Cathen* et 50 hommes du Régiment des Dragons du Corps. L'affaire commença environ à 3 heures et demie du matin. Les dispositions faites par le Capitaine *Wirgin* furent exécutées avec exactitude et courage : avant de tirer, l'on attendit le premier feu de l'Ennemi. L'endroit contre lequel se fit la première attaque, étoit extrêmement fortifié. Le feu devint très-vif de part et d'autre; et nous tentâmes jusqu'à 6 heures de remplir notre but. Les chaloupes canonnières et les jolles percèrent presque jusqu'au Chantier : mais les approches en devenoient de plus en plus étroites par le grand nombre de bâtimens marchands qu'on y avoit embossés; de sorte qu'à la fin une

Digitized by Google

jolle seulement y pouvoit passer de front. A ces difficultés se joignit un air fort épais, qui empêcha la fumée de se lever, et causa un tel brouillard, qu'il étoit impossible de rien distinguer. En attendant, les barcasses à mortier s'étoient approchées, et avoient jeté sur le Chantier des bombes et des grenades qui, sans doute, doivent avoir causé beaucoup de dommage, quoiqu'on n'ait pas bien pu le distinguer. Enfin, l'on se décida à la retraite : dans le moment que le Capitaine *Wirgin* en donna l'ordre, ce brave Officier fut blessé d'un boulet de canon. La retraite devint difficile par le gros brouillard : cependant, encore avant 10 heures du matin, tous les bâtimens et chaloupes se trouvèrent de retour dans Swenksund. Aucune chaloupe ni jolle n'a été mise hors de service, et aucun Officier, si ce n'est le seul Chef, n'a été blessé. Notre perte consiste en un Bas-Officier et sept Soldats tués, et le même nombre de blessés.

Suivant quelques lettres postérieures de Borgo, en date du 29 Mai, le Roi avoit fait voile avec la flotille de galères vers le port de Wibourg. La prétendue victoire du Duc de Sudermanie sur l'escadre de Revel et la prise de ce port sont absolument controuvées. La flotte Suédoise croise à la hauteur de l'isle de Hoglande.

P. S. Un Courrier, allant, le 6 de ce ce mois, de Pétersbourg à Berlin, a passé par Memel, et apporté la nouvelle suivante :

« L'escadre Suédoise, aux ordres du Duc

Digitized by Google

de *Sudermanie*; ayant quitté sa station aux environs de Revel, fit voile vers Cronstadt pour empêcher l'escadre de ce port, de sortir et de joindre celle de Revel; mais l'Amiral *Kruse*, commandant l'escadre de Cronstadt composée de 17 vaisseaux de ligne, dont 5 de 100 Canons, la prévint et l'attaqua le 3 de ce mois; le combat se rengagea le lendemain, et l'escadre Suédoise fut forcée d'abandonner le champ de bataille. Le Roi de Suede suivit avec l'escadre des galeres; mais l'Amiral *Kruse* l'a également forcé à la retraite. Le Vice-Amiral *Suchetin* a eu une jambe emportée par un boulet de canon; il est mort de cette blessure quelques jours après le combat. L'escadre de Revel est en mer, elle a dépassé Hoglande; il est vraisemblable que l'escadre Suédoise se trouvera de cette maniere, entre deux feux. »

« Le Général Suédois *d'Armfelt* attaqua le Général Russe *de Chronstchof* retranché avec 1400 hommes près de Lavitaipala; mais il fut repoussé avec une perte de 400 hommes. Les Russes ont pris 3 canons et fait 39 prisonniers, dont 3 Officiers. »

Les Suédois publient une relation très-différente de ce dernier combat maritime, et s'en attribuent l'avantage : il n'est à personne, puisqu'aucun vaisseau n'a été pris de part ni d'autre; mais il peut avoir facilité la jonction de l'escadre de Cronstadt à celle de Revel.

De Berlin, le 13 Juin.

C'est le 10 que le Roi a pris, par

Digitized by Google

Francfort sur l'Oder, la route de la Silésie : le Prince-Royal l'avoit précédé de la veille. M. le Comte *de Hertzberg* suivit S. M. le lendemain. Le Général *d'Eben* et son Régiment de Hussards, les Régimens d'Infanterie *de Mollendorf*, du Prince *Frédéric*, *de Bornstedt*, *de Braun*, *de Pfuel*, *du Jeune Schwerin* et *de Lichnowski*; le Régiment des Gendarmes et deux escadrons des Gardes-du-Corps ont suivi d'ici la même route. La Bourgeoisie de cette Capitale en garde l'intérieur; et le Bataillon de Dépôt, les portes et le château: ils seront relevés par le Corps aux ordres du Prince *Frédéric de Brunswick*, auquel se réuniront, du 13 au 18, les Régimens de l'inspection de Magdebourg. — Depuis Francfort sur l'Oder le Roi sera accompagné par le Duc *de Brunswick*; le quartier général est assigné à Schonwalde; à une lieue de Silberberg, M. *de Hertzberg* résidera à Reichenbach. Sept Régimens de la Prusse occidentale, sous les ordres du Général *d'Usedom*, vont traverser la Grande-Pologne pour se rendre à l'armée : sur la demande de notre Envoyé à Varsovie, M. *de Lucchesini*, la Diète a accordé le passage de ces Troupes, qui seront inspectées par le Général *Kalkreuth*.

Ce départ du Roi, ce grand rassemblement de forces en Silésie, ces dispositions préparatoires de la guerre, ont fait

Digitized by Google

chancelet les opinions sur la certitude de la paix. De ce que les armées précèdent l'issue des négociations, on induit que celles-ci ont été infructueuses : cette conséquence n'est nullement juste. On a si peu renoncé à négocier, que M. *de Hertzberg* et les Ministres Etrangers, en y comprenant le Prince *de Reuss*, Ministre de la Cour de Vienne sont du voyage : on indique l'ouverture prochaine d'un Congrès à Breslaw ou à Reichenbach ; on attribue même le départ du Roi à des motifs particuliers. Que cette conjecture soit fondée ou non, il n'en est pas moins certain que les apparences de guerre sont encore très-équivoques ; si l'on les rapproche des mobiles de réunion qui existent entre les deux Cours, et de l'éloignement que l'une et l'autre ont montré jusqu'ici pour une rupture ; mais le grand nombre d'intérêts à concilier, ceux sur-tout de la Porte et de la Russie, retardent la pacification. Si cette dernière Puissance s'obstine dans les conditions presqu'inadmissibles qu'elle a proposées et soutenues ; si elle persiste à requérir la cession d'Akermann, et l'indépendance de la Moldavie, de la Valachie et de la Bessarabie, qu'elle espère gouverner comme elle gouvernoit la Crimée, aussi *indépendante*, une nouvelle campagne seroit inévitable. — L'arrangement relatif à la Pologne, à la cession de Thorn et

Digitized by Google

de Dantzick, et les équivalens à donner à la République, compliquent encore cette négociation déja chargée de tant d'autres difficultés.

De Vienne, le 14 Juin.

Quoique le Maréchal *de Laudhon* soit reparti avant hier pour son quartier général en Moravie, et le Maréchal *de Pellegrini* pour les forteresses de Pless et de Theresienstadt, on est encore loin de croire à la guerre; les doutes se fortifient par la fréquence des Courriers de Berlin, qui annoncent des Négociations non interrompues. Une nouvelle Lettre du Roi de Prusse fut remise, le 8, à S. M. A. par M. le Baron *de Jacobi*, dont rien n'annonce le départ, non plus que celui de M. *de Podewils*.

On présume que l'Armistice avec les Ottomans se borne à la Servie, au Bannat et au Gouvernement de Widdin; on n'auroit donc à craindre d'hostilités qu'en Bosnie et en Walachie, où les Ennemis ont encore Giurgewo à conserver. Le Général *de Wartensleben* étant tombé malade, on l'a transporté par Temeswar dans sa terre au Comitat de Pest. Le Colonel *de Liptay* est également indisposé.

Le 6 de ce mois, l'Archevêque de Carlowiz, et les Evêques de Neusaz et

Digitized by Google

de Bude, de l'Eglise Grecque, furent admis à l'Audience du Roi, comme Députés de la Nation Illyrienne; S. M. s'entretint avec eux des affaires et des demandes de leur Nation, qu'on fait monter, par exagération, dans la Hongrie, à 3,500,000 ames. On leur attribuoit la prétention d'assister à la Diète de Hongrie; prétention à laquelle les Hongrois ne consentiroient jamais.

Le dernier Empereur avoit réuni le Duché de Mantoue à celui de Milan; ils viennent d'être de nouveau séparés. On attend ici les Députés de ces deux Provinces, avec leurs Cahiers de griefs et de pétitions. Ces Députations, que des Ecrivains peu instruits affectent de représenter comme des nouveautés menaçantes, et des espèces d'insurrections, sont d'usage à tout changement de règne. Les Etats particuliers de chaque Province ont toujours eu ce droit, et s'en servirent plus d'une fois pour manifester leur vœu sur les matières d'Administration. Le système des demandes présentées à S. M. par les Etats de Gallicie et Lodomerie, portent sur leur Constitution fondamentale, et embrassent les articles suivans:

1°. Les deux Provinces seront incorporées à la Hongrie et réparties en Comitats; 2°. un Prince Royal y résidera avec tous les pouvoirs qu'exerce en Hongrie le Palatin; 3°. tous les Employés seront des Polonois.

Digitized by Google

et des Hongrois sachant le Polonois; 4°. les Troupes provinciales seront composées d'hommes tirés de ces Provinces ou du reste de la Hongrie; 5°. les emplois importans seront conférés par le Roi à ceux qui lui auront été recommandés par les Etats; 6°. les Etats auront le droit de choisir les Conseillers qui seront chargés des affaires de ces deux Provinces au Gouvernement et à la Chancellerie Aulique de Hongrie; 7°. les deux Provinces auront leur Chancelier particulier à la Cour; 8°. les Etats auront voix et séance à la Diète de Hongrie, et jouiront de toutes les prérogatives qui compètent aux autres Provinces de ce Royaume.

Plusieurs de ces articles sont contradictoires. Si la Gallicie et la Lodomerie sont incorporées au Royaume et à la Diète de Hongrie, comment peuvent-elles avoir un Chancelier et des droits séparés? Il est peu aisé au premier coup-d'œil d'apercevoir les avantages de cette réunion, qui semble devoir ôter aux Provinces qui la réclament une partie de leur indépendance administrative.

De Francfort sur le Mein, le 21 Juin.

L'approche de l'Election d'un Empereur nous amène chaque jour de nouveaux Etrangers. Plusieurs des Ministres de diverses Cours de l'Empire sont près d'arriver; le Comte *de Goërtz* se rendra ici en qualité d'Ambassadeur de la Cour

Digitized by Google

de Berlin qu'il représente aujourd'hui à la Diète, et le Baron *d'Ompteda* avec le même caractère, de la part de l'Electeur d'Hanovre.

Le Collége Electoral a arrêté, à la majorité, un *Conclusum*, dont voici la substance : « L'activité de la Diete, pendant l'interrègne, sera continuée sans interruption et sous les auspices des deux Vicaires de l'Empire : ces Vicaires établiront de concert une Commission Vicariale, qui sera tenue de présenter ses pouvoirs au Directoire de Mayence, et ses lettres de Créance à la Diète, pour être portées à la Dictature : les Vicaires n'étant pas pourvus de toute l'autorité et des prérogatives d'un Empereur, leur Commission Vicariale ne pourra pas non plus s'attribuer les prérogatives de la Commission principale du Chef de l'Empire : la Commission Vicariale portera par écrit, à la connoissance et à la délibération de la Diète, les matières qui sont de sa compétence, comme notifications, recommandations, etc. La Diete et le Directoire de l'Empire ne seront point liés par les propositions vicariales, mais il leur sera libre de faire des propositions et de les mettre en délibération ; le Directoire de l'Empire sur-tout ne pourra être gêné en aucun de ses droits. Tout ce qui sera arrêté à la majorité dans chaque Collége deviendra un *Conclusum Collégial*, et un *Conclusum de la Diète*, lorsque les trois Colléges l'auront arrêté à la majorité. Les Vicaires ne pourront point donner des Decrets de ratification aux *Conclusums* ; mais ils auront seulement le droit de notification ; enfin tout ce qui sera fait et arrêté pendant l'interrègne

Digitized by Google

sera confirmé et ratifié dans la capitulation du nouvel Empereur. » — Ce *Conclusum* Electoral a été porté à la délibération des deux autres Colleges de la Diete.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 25 Juin.

Les dépêches apportées de Madrid la semaine dernière, par un Courrier du Cabinet, ont occupé le Conseil, sans passer à la connoissance du Public. Il a percé néanmoins, et il passe pour constant qu'au départ de ce Courrier, départ postérieur à l'arrivée de M. *Fitz-Herbert* à Madrid, la négociation étoit au même point, et la Cour d'Espagne toujours invariable dans ses résolutions. En conséquence, les fonds publics ont baissé, et l'opinion pour la guerre s'est soutenue.

A juger par leurs effets des dernières nouvelles d'Espagne qu'a reçu le Gouvernement, il est assez clair qu'elles sont peu favorables à l'espoir de maintenir la paix. L'Amirauté a mis en commission, Mardi au soir, encore six vaisseaux de ligne et quatre frégates : les premiers sont l'*Eléphant* de 74 canons; l'*Excellent*, 74; le *Monarch*, 74; le *Vanguard*, 74; le *Lion*, 64, et l'*Ardent*, 64. On arme en toute diligence le reste des vaisseaux mis précédemment en commission : la presse est toujours en pleine

Digitized by Google

activité. On embarque les Soldats de marine, et à mesure qu'ils arrivent, ainsi que les Matelots, on les répartit sur les vaisseaux respectifs. S. A. R. le Duc *de Clarence* est arrivé le 17 à Spithéad à bord du *Valiant* de 74 canons : il a dîné le lendemain à Portsmouth avec l'Amiral *Barrington* qui n'a point encore mis à la voile.

L'Election générale de la Chambre des Communes partage l'intérêt et l'attention de tous, avec les préparatifs de guerre. On sait que les Elections doivent être terminées dans l'espace de six semaines : jusqu'ici elles ont été en général très-paisibles, et le Ministère paroît y gagner encore de la supériorité. Les Electeurs ont témoigné une assez grande malveillance aux Membres qui pendant la maladie du Roi opinèrent contre M. *Pitt :* l'Election de la Cité de Londres est très-favorable au Gouvernement ; l'Opposition n'y aura qu'un seul des quatre Membres. La grande pluralité des suffrages se porte vers les Aldermans *Curtis Brook-Watson* et *Watkin-Lewes :* le quatrième choix est encore incertain entre MM. *Sawbridge* et *Newnham*, tous deux de l'Opposition. M. *Fox* et Lord *Hood* ont aussi jusqu'à présent la grande pluralité pour Westminster : leur seul concurrent est M. *Horne-Tooke*, très-connu par son ancien différent avec M. *Wilkes*, et par son em-

Digitized by Google

prisonnement pendant la guerre d'Amérique, à raison du Programe de la Société, consacrée à secourir les Veuves et les Orphelins des Insurgens tués; Société dont il étoit le Secrétaire. Ce Candidat, Auteur de plusieurs Ouvrages très-curieux vient de s'élever énergiquement contre l'accord fait entre M. *Fox* et Lord *Hood*, de ne se disputer l'Election ni à coups de bâtons, ni à coups de guinées. Milord *Sheffield*, l'un des Ecrivains Economiques de l'Angleterre, et des plus versés dans les matières Commerciales, est élu à Bristol.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 26 Juin 1790.

Nous observâmes, la semaine dernière, qu'il n'y auroit pas d'action nouvelle, ni d'entreprise importante, avant le rassemblement général des Troupes Autrichiennes. Elles forment en ce moment un total de 24 mille hommes; très-incessamment il sera de trente mille; alors s'exécutera le plan décisif. Il paroît qu'il consiste à épargner le sang, et les dévastations qui résultent des combats partiels multipliés, en donnant une seule et grande bataille qui probablement jugera la querelle. Depuis l'expulsion des Patriotes hors du Duché de Luxembourg, ils se bornent à défendre

Digitized by Google

la Meuse, qu'ils ont été forcés de repasser, et les approches de Namur. Le Congrès auquel on reprochoit son silence, a fait publier, le 18, un Bulletin officiel, qui rend compte d'une attaque de poste fort peu considérable, et dont il s'attribue l'avantage. Au reste, son Armée se renouvelle, et l'enthousiasme y amène chaque jour des Volontaires: pour les former à la subordination, on a soutenu leur courage par une Ordonnance de discipline qui surpasse en sévérité celle des Armées Allemandes; la peine de mort y est prodiguée, et si les Soldats se battent mal, on pourra les juger plus sensibles à la terreur de l'Ennemi qu'à celle du supplice.

Afin d'écarter de plus en plus toute idée d'accommodement, le Congrès a déclaré, par une Publication du 16, faux et calomnieux le bruit d'une Négociation entre lui et le Roi *Léopold*; il mettra tout en œuvre, ajoute-t-il, pour s'opposer à une réconciliation si destructive de la *Liberté Nationale*. Les Etats de Flandre, dont la représentation, composée très-différemment de celle du Brabant, n'est nullement Aristocratique, persécutent, proscrivent, punissent, avec la même énergie. Par une Ordonnance du 15, ils déclarent ennemis de la Province et coupables de Haute Trahison, les *Vonkistes*, les Royalistes, les défenseurs de M. *Van*

Digitized by Google

der Mersch, qui ont pris les armes, ou excité d'autres à prendre les armes contre le Congrès; lesquels seront punis de mort, avec confiscation de leurs biens.

Le Duc *d'Ursel*, cruellement puni de sa défection envers un Souverain qui ne l'avoit pas traité en ennemi; le Duc *d'Ursel*, qui a contribué aux malheurs de sa Patrie, et dont l'imprévoyance est au moins inexcusable, en est toujours la victime; il est encore détenu à Alost par un ordre du Congrès, et a déja subi divers interrogatoires. On a pillé et rasé ses Châteaux, ainsi que ceux de plusieurs autres, car la liberté moderne, bien différente de celle qui tend à inspirer l'esprit de paix, de justice et le respect des Lois, aime le sang, les ravages, et les proscriptions.

Sept mille Prussiens sont arrivés de Wezel dans la Gueldre Prussienne, où ils doivent rester jusqu'à nouvel ordre. Le Congrès a profité de cet incident pour représenter cette petite Armée, comme un secours que lui envoyoit la Prusse; mais personne de sensé n'a été dupe de cette induction. Peu de jours suffiront à éclaircir la destination de ses forces, portées sur les frontières, vraisemblablement pour les garantir du voisinage d'une Armée Autrichienne, dans le cas où la guerre éclateroit en Allemagne.

Digitized by Google

FRANCE.

De Paris, le 30 Juin.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Sur le rapport de M. *Chassey*, l'Assemblée adopta, dans la Séance du Vendredi 18, un Décret en neuf articles, que son importance ne nous permet pas de supprimer. Il concerne le payement des Dîmes et Champarts.

« Art. Ier. Tous les Redevables des Dîmes, tant Ecclésiastiques qu'inféodées, sont tenus, conformement à l'article III des Décrets des 14 et 20 Avril dernier, de les payer la présente année seulement, à qui de droit, en la manière accoutumée, c'est-à-dire, en nature et à la quotité d'usage, sauf l'exécution des abonnemens en argent, constatés par titres, et volontairement faits. »

« II. Les Redevables de Champarts, Terrages, Agriers comptans, et autres redevances payables en nature, qui n'ont pas été supprimés sans indemnités, seront tenus de les acquitter l'année présente et les années suivantes jusqu'au rachat, en la manière accoutumée, c'est-à-dire, en nature et à la quotité d'usage, sauf l'exécution des abonnemens en argent constatés par titres, et volontairement faits, conformement aux Décrets rendus sur les Droits Féodaux, les 3 Mars et 4 Mai derniers. »

« III. Nul ne pourra, sous prétexte de litige, refuser le payement des Dîmes ac-

Digitized by Google

coutumées d'être payées, ni des Champarts, Terrages, Agriers comptans aussi accoutumés d'être payés, et énoncés dans l'article III du titre II du Décret du 15 Mars, sauf à ceux qui contesteroient, à se faire juger; ce qu'ils ne pourront faire quant aux Dimes et Champarts Nationaux, que contradictoirement avec le Procureur-Syndic du District; et en cas qu'il soit décidé que les droits payés par eux ne sont pas dus, ils leur seront restitués."

« IV. Ceux qui n'auroient pas payé les Dîmes et Champarts dus pour l'année dernière, pourront être actionnés, quand même la demande n'en auroit pas été formée dans l'année."

« V. Défenses sont faites à toutes personnes d'apporter aucun trouble aux perceptions des Dîmes, Champarts, etc., soit par des écrits, soit par des discours, soit par des menaces, à peine d'être punis comme perturbateurs du repos public. En cas d'attroupemens [illegible] pour empêcher ou troubler les dites perceptions, il y auroit lieu à exécuter les articles III, IV et V du Decret du 23 Février dernier, concernant la sûreté des personnes, celle des propriétés, et la perception des Impôts; les Municipalités seront tenues de remplir les obligations qui leur sont imposées par lesdits articles, sous les peines y portées."

« VI. Les Municipalités seront tenues de surveiller, soit la perception des Dîmes, soit l'administration des biens Nationaux, chacune dans leur territoire; en conséquence, dans le cas où les Béneficiers, Corps ou Communautés ne pourroient exploiter les Dîmes ou les autres biens qui ne sont pas

Digitized by Google

affermés, ou négligeroient de les percevoir, elles seront tenues de les régir ou donner à bail pour la présente année, et de rendre compte du produit au Directoire de District; elles ne pourront cependant empêcher l'exécution d'aucun bail à ferme, sous prétexte qu'il ne doit commencer à courir que de la présente année.

« VII. En cas de dégradation et d'enlèvement d'effets mobiliers, bestiaux, et denrées, les Municipalités en dresseront Procès-verbal, et en feront leur rapport au Directoire de District, pour être fait telles poursuites qu'il appartiendra. »

« VIII. Aucuns Bénéficiers, Corps et Communautés, Fabriques, Hôpitaux, Maisons de Charité, Colléges et autres Etablissemens publics, ne pourront refuser de faire les déclarations prescrites par le Décret du 13 Novembre 1789, ni s'opposer à l'exécution de l'article XII du Décret des 14 et 20 Avril dernier, qui ordonne l'inventaire du mobilier, sous quelque prétexte que ce soit; et dans le cas où les Administrations de District ne seroient pas encore formées, les Municipalités sont autorisées à y procéder. L'Ordre de Malte demeure seul excepté des dispositions qui concernent l'inventaire; mais chacun des Membres de cet Ordre sera tenu de donner la déclaration des biens qu'il possède en France. »

« IX. Sera le présent Décret présenté, sans délai, à la Sanction du Roi, et le Président demeure chargé de se retirer pardevers Sa Majesté, pour la prier d'en ordonner la prompte exécution. Le Rapport du Comité des Dîmes sera imprimé, et les Membres de l'Assemblée invités à l'envoyer, sans délai,

Digitized by Google

à leurs Commettans, avec le présent Décret. »

Dans le Précis que nous avons donné de la fameuse Séance du Samedi 19, il nous est échappé deux omissions qui complettent le tableau. A cette Séance donc, parut une Députation des Vainqueurs de la Bastille que nous supposons être ce qu'on appeloit les *Volontaires de la Bastille*. M. *Camus* leur prêtant le secours de son éloquence, rappella les faits, non oubliés, du mois de Juillet 1789, et à des vérités honorables pour les Citoyens de Paris, mêla des exagérations bien fortes: il peignit entr'autres les *promenades de la Capitale souillées de sang*. D'après l'avis de ce Député, parlant au nom du Comité des Pensions, on adopta les distinctions suivantes en faveur des Vainqueurs de la Bastille.

« L'Assemblée décrète que, « frappée d'admiration pour l'héroïque intrépidité des Vainqueurs de la Bastille, il leur sera fourni un habit uniforme et un armement complet : sur le canon du fusil et sur la lame du sabre sera écrit, *donné par la Nation à.... Vainqueur de la Bastille*. Il leur sera délivré un Brevet honorable pour exprimer la reconnoissance de la Patrie; un Brevet honorable sera aussi délivré aux veuves de ceux qui ont péri au siége de la Bastille. Lors de la Fédération du 14 Juillet, il leur sera désigné une place où la France puisse contempler à loisir les premiers Conquérans de la Liberté. Leur nom sera inscrit dans les Archives de la Nation. L'Assemblée Nationale se réserve de prendre en considération ceux à qui elle doit des gratifications pécuniaires. »

Nous avons rendu le Décret abrogatoire des Titres, Armoiries, Livrées, Noms de

Digitized by Google

Terres, etc. Voici celui qui abat les figures de la Place des Victoires.

« L'Assemblée Nationale considérant qu'à l'approche du grand jour qui va réunir les Citoyens de toutes les parties de la France pour la Fédération générale, il importe à la gloire de la Nation de ne laisser subsister aucun monument qui rappelle des idées d'esclavage, offensantes pour les Provinces réunies au Royaume; qu'il est de la dignité d'un Peuple libre de ne consacrer que des actions qu'il ait lui-même jugé et reconnu grandes et utiles, »

« A décrété et décrète que les quatre figures enchaînées au pied de la Statue de Louis XIV, à la Place des Victoires, seront enlevées avant le 14 Juillet prochain, et que le présent Décret, après avoir reçu l'acceptation du Roi, sera envoyé à la Municipalité de Paris, pour en suivre l'exécution. »

Du Dimanche 20 Juin.

L'Assemblée [illegible] Réglement de discipline intérieure; il ne fut très-souvent connu que par son inobservation; il étoit tombé dans une espèce de désuétude. Nous fîmes observer l'année dernière que les mutations si fréquentes de Président énervoient l'autorité de sa place, en lui ôtant la force d'opinion qui résulte, d'une part, de l'usage de la suprématie, et de l'autre, de l'habitude de s'y soumettre. Un Corps aussi nombreux, aussi violemment agité, avoit besoin plus que tout autre de l'imposante fermeté d'un Chef; or, les hommes fermes, les hommes qui savent sacrifier quelquefois leur popularité au maintien inflexible de la règle, sont très rares. Plus

Digitized by Google

d'une fois on a vu changer la manière d'opiner; encore plus souvent on a vu prendre et refuser arbitrairement la parole; l'obstination des deux parts dans ce combat engendroit le tumulte : la demande que fit dernierement M. *de Mirabeau* l'aîné, d'un nouveau Règlement de Police, étoit donc parfaitement sage. Ce Réglement remplit-il ses intentions ? nous l'ignorons : voici les articles qui ont emporté les suffrages :

« Art. I. Le President usera avec autant de fermeté que de sagesse, de toute l'étendue du pouvoir qui lui est confié par le Réglement et par les articles qui suivent : «

« II. Aucun des Membres de l'Assemblée ne se placera auprès du siége du Président, du bureau des Secrétaires, ni dans le milieu de la Salle; et les places des Trésoriers ne seront jamais remplies que par eux. La Barre ne sera occupée que par les personnes auxquelles l'Assemblée aura permis de s'y placer. »

« III. La Tribune ne sera occupée que par l'Opinant; aucun des Membres placés sur les bancs voisins, ne pourra lui adresser la parole. Les Membres de l'Assemblée pourront proposer de simples observations de leurs places, mais ils passeront a la Tribune lorsque le Président les y invitera. »

« IV. Le Président est expressément chargé de veiller à ce que personne ne parle sans avoir obtenu de lui la parole, et à ce que jamais plusieurs Membres ne la prennent à-la-fois. »

« V. Lorsque plusieurs Membres demanderont la parole, le Président l'accordera à celui qui la lui aura demandée le premier. Il fera faire une liste des autres par un Se-

Digitized by Google

crétaire, qui les appellera ensuite suivant l'ordre de leur inscription; elle n'aura d'effet que pour une seule Séance, et les Opinans parleront alternativement pour et contre. »

« VI. Si une réclamation s'élevoit sur la décision du Président concernant l'ordre de la parole, ou sur la liste, l'Assemblée prononcera. »

Vainement, M. *Malouet* proposa d'assurer la liberté des opinions et la certitude d'une discussion quelconque, en décrétant qu'on ne passât point à la délibération, sans avoir entendu deux Membres pour ou contre. En effet, nul objet ne peut être traité, s'il ne l'est contradictoirement; ainsi, dans les Communes Britanniques, la parole passe alternativement d'un coté à l'autre. Les Listes dont le Réglement consacre l'inscription, peuvent n'être chargées que d'Opinans favorables, ou d'Opinans contraires à la question. Combien d'exemples de cet inconvénient n'ont pas offert plusieurs Séances importantes! Néanmoins, M. *Alexandre de Lameth* jugea cette précaution surabondante, et propre à entraîner des longueurs. M. *Barnave* pensa de même que cet ordre, bon pour une Législature ordinaire, ne convenoit pas au Corps Constituant, et ces argumens firent tomber la demande de M. *Malouet*. Il est donc vraisemblable qu'on verra renaître les désordres dont s'étoit plaint M. *de Mirabeau*, et comme par le passé, toutes les fois que les Opposans à une question n'auront pu trouver place sur la Liste du Secrétaire, la Séance sera troublée par leurs efforts pour se faire entendre, et par les efforts de leurs Adversaires, pour qu'ils ne soyent pas entendus.

Digitized by Google

Au commencement de la Séance, M. *d'Harambure* s'est récrié contre la violation des règles, dans la Délibération contre l'existence civile de la Noblesse; Délibération prise sans que les Comités et ceux des Députés qui y travailloient, eussent été appelés. Quoique M. *d'Harambure* eût commencé par protester de sa soumission personnelle, on lui a fermé la bouche par le cri de *l'ordre du jour.*

Du Lundi 21 Juin.

M. *de Saint-Fargeau* étant investi de la Présidence, on s'est occupé de quelques affaires privées, à la suite desquelles M. *Chassey* a fait décréter deux articles additionnels à ceux rendus sur le payement des dîmes. Le premier de ces articles assure à tous les Corps, Communautés et Bénéficiers Etrangers, la perception de leurs dîmes en France, *pour la présente année.* Le second, dont nous avouons ne pas comprendre clairement le sens ni l'étendue, statue que,

« Quant aux dîmes et biens possédés dans l'Etranger par des Bénéficiers, Corps et Communautés François, ceux qui sont en usage de les faire valoir par eux-mêmes, continueront de les exploiter la présente année, à la charge de rendre compte des produits aux Directoires des Districts où se trouvera le manoir du Bénéfice, ou le chef-lieu de l'établissement; sinon, les mêmes Directoires, et, en attendant qu'ils soient formés, les Municipalités des chef-lieux des Districts feront ladite exploitation; lesdits Directoires des Municipalités feront pareillement la recette des prix de fermes, de ceux des biens en question qui sont affermés; ils en acquitteront les dépenses, le tout par

Digitized by Google

eux-mêmes ou par préposés qu'ils pourront établir où bon leur semblera. »

« Seront tenus les Bénéficiers, Communautés et Corps François, de faire aux Directoires des Districts ou aux Municipalités des chef lieux de ceux qui ne seront pas formés, la déclaration des biens, dîmes et droits qu'ils possèdent dans l'Etranger. »

« Le Roi sera supplié de se concerter avec les Puissances Etrangères pour l'entière exécution du présent Décret, qui sera présenté sans délai à la sanction de S. M. »

Peut-être la lettre de ce Décret n'est pas exactement rapportée dans le *Journal des Décrets*. Comment une disposition semblable aura-t-elle son effet sur une terre étrangère? comment des biens hors de France seront-ils soumis aux Lois de France, comment un Ecclésiastique François perd-il une propriété que ne lui dispute pas le Souverain territorial? comment le droit national sur les Biens Ecclésiastiques de l'Etat peut-il s'étendre sur les Biens Ecclésiastiques de l'Etranger? C'est aux Publicistes à décider cette question, qui passe les limites de nos connoissances.

M. *Camus* a fait décréter aujourd'hui les cinq nouveaux devoirs de comptabilité qu'il impose à M. *Necker*, et qu'il avoit énoncés la semaine dernière. Ces dispositions, comme on va le voir, réduisent le premier Ministre des Finances à peu près à l'emploi d'un Intendant.

« L'Assemblée Nationale a décrété et décrète,

« 1°. Que le premier Ministre des Finances remettra, le 15 Juillet prochain au plus tard, le

Digitized by Google

le compte détaillé des recettes et dépenses du Trésor Public, depuis le 1er Mai 1789, jusqu'au 1er Mai de l'année suivante; »

« 2°. Qu'il sera remis dans la huitaine un état détaillé et précis des dépenses auxquelles sont destinés tant les 30,000,000 accordés par le Décret du 19 de ce mois, que les revenus provenans des autres recettes, et dans le cours du mois prochain l'état détaillé de l'emploi desdites sommes. »

« 3°. Qu'il en sera usé de même de mois en mois jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale ait déterminé le nouvel ordre qu'elle se propose d'établir dans la comptabilité du Trésor Public, et qu'en conséquence, lorsqu'il sera fait une demande de fonds, l'état des dépenses auxquelles ils seront destinés sera joint à la demande; »

« 4°. Qu'il sera remis tous les mois au Comité des Finances un relevé, article par article, du registre des Ordonnances qui sont expédiées chaque semaine, et du registre journal du Bureau du grand comptant; »

« 5°. Que le Comité des Finances sera tenu de faire imprimer le rapport sommaire des états qui auront été fournis à ses Commissaires, et des vérifications qu'ils auront faites, pour être distribués chaque mois aux Membres de l'Assemblée. »

Plusieurs articles subséquens de la Constitution du Clergé futur, ont été ensuite proposés et décrétés, sans autre obstacle qu'une discussion très-sèche.

« XI. Le traitement en argent des Ministres de la Religion leur sera payé d'avance, de trois mois en trois mois, par le Trésorier du District, à peine par lui d'y

Digitized by Google

être contraint par corps sur une simple sommation ; et, dans le cas où l'Evêque, Curé ou Vicaire viendroit à mourir ou à donner sa demission avant la fin du quartier, il ne pourra être exercé contre lui ni contre ses heritiers, aucune repetition. »

« XII. Pendant la vacance des Evêchés, Cures, et de tous Offices Ecclésiastiques payés par la Nation, les fruits du traitement qui y est attaché, seront versés dans la Caisse du Département, pour subvenir aux dépenses dont il va être parlé. »

« XIII. Les Curés qui, à cause de leur grand âge ou de leurs infirmités, ne pourroient plus vaquer à leurs fonctions, en donneroient avis au Directoire du Département, qui, sur les instructions de la Municipalité du lieu et de l'Administration du District, laissera à leur choix, s'il y a lieu, ou de prendre un Vicaire de plus, lequel sera payé sur le même pied que les autres Vicaires, ou de se retirer avec une pension égale au traitement qui auroit été fourni au Vicaire. »

» XIV. Pourront aussi les Vicaires-Supérieurs de Séminaires, Aumôniers d'Hôpitaux, et tous autres exerçant des fonctions publiques, en faisant constater leur état de la maniere qui vient d'être prescrite, se retirer avec une pension de la valeur du traitement dont ils jouissent, pourvu qu'il n'excede pas la somme de 800 liv. »

« XV. La fixation qui vient d'être faite du traitement des Ministres de la Religion, aura lieu à commencer du jour de la publication du présent Decret, mais seulement pour ceux qui seront pourvus par la suite d'Offices Ecclésiastiques, ainsi que pour

Digitized by Google

tous les Curés ci-devant à portion-congrue, et pour tous ceux qui l'accepteroient volontairement. A l'égard des Titulaires actuels, soit ceux dont les offices ou emplois sont supprimés, soit ceux dont les titres sont conservés, leur traitement sera fixé par un Decret particulier. »

« XVI. Au moyen du traitement qui leur est assuré par la présente Constitution, les Evêques, les Curés et leurs Vicaires exerceront gratuitement les fonctions Episcopales et Curiales. »

Là finit le Titre III. Cinq articles du Titre V ont été décrétés en ces termes; le dernier sauf rédaction.

« Art. I^er^. La loi de la résidence sera religieusement observée; et tous ceux qui seront revêtus d'un office ou emploi Ecclésiastique, y seront soumis, sans aucune exception ni distinction. »

« II. Aucun Evêque ne pourra s'absenter pendant un espace de plus de quinze jours dans l'année hors de son Diocèse que dans le cas d'une veritable nécessité, et avec l'agrément du Directoire du Département dans lequel son Siége sera établi. »

« III. Ne pourront pareillement les Curés et les Vicaires s'absenter du lieu de leurs fonctions au-delà du temps qui vient d'être fixé, que pour des raisons graves et avec la permission, tant de leur Evêque que du Directoire du District, les Vicaires sans en prevenir le Curé. »

« IV. Si un Evêque ou un Curé s'écartoit de la loi de la résidence, la Municipalité du lieu en donneroit avis au Procureur-général-Syndic du Département, qui l'avertiroit par une Lettre missive de rentrer dans

Digitized by Google

le devoir, et après la seconde monition, le poursuivroit pour le faire déclarer déchu de son traitement pour tout le temps de son absence. »

« V. Les Evêques, les Curés et les Vicaires ne pourront accepter de charge, d'emploi ou de commission qui les obligeroient de s'éloigner de leur Diocèse ou de leur Paroisse; et ceux qui en seroient actuellement pourvus, seront tenus de faire leur option dans le délai de trois mois, à compter de la notification qui leur sera faite du présent Décret, par le Procureur-général-Syndic de leur Département; sinon, et après l'expiration de ce délai, leur office sera réputé vacant, et il leur sera donné un successeur en la forme ci-dessus prescrite. Ne sont comprises dans la présente disposition les fonctions d'Administration de District, de Département, et celles des Membres de Législature auxquelles ils auroient pu être appelés, comme Citoyens actifs, par le vœu de leurs Concitoyens. »

La vérité ne ressort jamais que des récits contradictoires confrontés avec les relations impartiales. Il est donc presque impossible de la discerner dans les troubles intestins, avant que les différens Partis se soient fait entendre. C'est d'après cette maxime de rigueur, qu'il faut apprécier le Rapport qu'a lu M. *Vouland*, Député de Nîmes, de la scène sanglante qui a désolé cette Ville incandescente, le 14 et le 15 de ce mois. Nuls Procès-verbaux; nuls Rapports Officiels encore : la lecture de M. *Vouland* a consisté en un *Extrait de Lettres diverses*, dont les signatures n'ont pas été nommées. Elles expriment que, le 14 de ce mois, il se

Digitized by Google

passa quelques désordres devant les portes du Palais, où le Corps Electoral étoit assemblé. La Municipalité demanda à ce Corps quel secours il vouloit; ce Corps s'en rapporta à la Municipalité et aux Commissaires du Roi. Des patrouilles furent ordonnées et faites par les Dragons et par le Régiment de Guienne. Le lendemain, les Compagnies qui portoient ci-devant des cocardes blanches, et qui depuis ont arboré des houpes rouges, voulurent faire ces patrouilles. La Municipalité s'adressa aux Commissaires du Roi, dont l'opinion fut contraire à la volonté de ces Compagnies; cependant la Municipalité défendit au Régiment de Guienne et aux Dragons de continuer les patrouilles. Le 13, les Compagnies de Troco, Officiers Municipaux ou Notables, attaquèrent des Dragons démontés, dont l'un fut tué et volé. Les Citoyens se réunirent aux Dragons; les agresseurs voulurent attaquer les Citoyens : le désordre fut très-considérable. Les Commissaires du Roi demandèrent que la Loi Martiale fût publiée, et que le Régiment de Guienne marchât. Ce ne fut que deux heures après que les publications furent faites. Le Régiment de Guienne ne fut pas commandé, et les Patriotes furent repoussés. Le 14, les assaillans recommencèrent le désordre; ils se cachèrent dans leurs maisons, depuis lesquelles ils tiroient sur les Citoyens; enfin, ils se réfugièrent dans une tour attenant à la maison de M. *Froment :* ils s'y fortifièrent et placèrent des pierriers qui paroissoient préparés de longue-main.

Le 15, le Régiment de Guienne vint au bas de cette tour (on ne dit pas par quel ordre); on se disposoit à des conciliations,

Digitized by Google

on n'attaquoit point ; mais soit trahison, soit imprudence, les agresseurs firent feu sur les Patriotes. Le Régiment de Guienne ne put alors être arrêté ; la tour fut forcée et beaucoup de personnes tuées. Le lendemain, les agresseurs, retirés dans un Couvent, tirèrent sur les Patriotes ; ils furent encore forcés ; et le combat recommença ; les Patriotes restèrent maître du Couvent. Le nombre des personnes tuées dans ces différentes affaires s'élève à 80. Parmi les morts se trouvent plusieurs Capucins. — Des Courriers ont été envoyés pour arrêter les Gardes Nationales des Villes voisines qui venoient au secours de Nîmes. — M. *Vidal*, Procureur-Syndic de la Commune, et M. *Laurent*, Officier Municipal, ont été arrêtés. — On a désarmé des agresseurs ; on a trouvé chez quelques-uns des munitions, et chez d'autres plus d'armes qu'ils ne pouvoient en avoir besoin. — La Ville de Nîmes désireroit que le Roi témoignât sa satisfaction aux Commissaires pour la formation du Département du Gard, et qu'il leur conserve leurs pouvoirs jusqu'au rétablissement du calme. C'est aussi le vœu de la Députation.

« Je suis sans Lettres des Officiers Muni-
« cipaux et sans informations directes, a dit
« M. *de Marguerites*, Maire de Nîmes. L'As-
« semblée ne doit point presser ses décisions ;
« attendons un Rapport du Comité des Re-
« cherches, et provisoirement, supplions le
« Roi de continuer les pouvoirs des Com-
« missaires : c'est le vœu de tous les bons
« Citoyens. »

M. *Barnave* regrettant l'indulgence passée de l'Assemblée, a demandé, au contraire, qu'elle confiât aux Commissaires du Roi la

Digitized by Google

disposition des forces militaires pour la tranquillité publique, et qu'on l'ôtât aux Municipalités dont la conduite lui paroissoit équivoque, et peu digne de confiance.

« Cette proposition, s'est écrié M. *de Virieu*, est une insulte au Roi, à qui seul « appartient le droit de nommer des Commandans Militaires. Je m'oppose à un « pareil acte de l'Assemblée, et à l'énoncé « du nom de la Municipalité dans le Décret. »

M. l'Evêque de Nimes a exprimé sa douleur profonde, et son vœu, qu'on ne précipitât aucun Jugement contre les Municipaux.

« La Motion de M. *Barnave*, a représenté M. *de Montlausier*, tend à dépouiller « la Municipalité de ses prérogatives constitutionnelles. Les Lois ne doivent pas « céder aux passions qui influent sur une « Assemblée délibérante, lorsqu'elle est unique. Il faut attendre des détails authentiques, sans prononcer une flétrissure provisoire contre les Officiers qui doivent être « présumés innocens jusqu'à la certitude de « leur délit. Je demande que, fideles à la « justice et à la raison, vous ne préjugiez « pas ainsi sur les personnes et sur les choses. « Non, vous ne commettrez pas une aussi « effroyable iniquité. J'opine au renvoi par- « devant le Comité des Recherches et le « dépouillement des Pieces. »

MM. *Fréteau*, *de Faucigny*, *de Rochebrune*, appuyèrent l'avis d'une plus ample information, avant de prononcer contre la Municipalité. M. *de la Rochefoucault*, au contraire, pressa la Motion de M. *Barnave*, et demanda les voix. La discussion se fermoit, lorsque M. *de Menou* crut en éteindre

Digitized by Google

l'incendie, en interpelant les Députés Signataires de la Déclaration sur la Religion Catholique, à la rétracter par justice et par patriotisme. « J'appuie l'amendement de « M. *de Menou*, s'écria M. *de Montlausier*. « Que l'Assemblée révoque son Décret, et « déclare la Religion Catholique, Apostolique et Romaine, Religion de l'Etat, et « la paix sera rétablie. »

Ces escarmouches finirent par l'adoption de l'avis de M. *Barnave*. Nous avons énoncé ce Décret la semaine dernière : il charge le Président de se retirer pardevers le Roi, pour le supplier de continuer les pouvoirs des Commissaires, de les charger expressément du maintien de la tranquillité, et de suspendre la Municipalité de Nîmes de cette partie seulement de ses fonctions.

Du Mardi 22 Juin.

Un Artiste de Paris a fait hommage à l'Assemblée d'un buste de *J. J. Rousseau* : à côté du buste, il avoit placé le *Contrat Social*; ce livre, dont le principe fondamental est que tout Peuple qui se donne des Représentans n'est plus libre, n'est plus; que la Souveraineté ne peut être représentée, par la même raison qu'elle ne peut être aliénée; qu'elle consiste dans la volonté générale qui ne se représente point; que les Députés du Peuple ne peuvent être ses Représentans, et ne sont que ses Commissaires; que toute Loi non ratifiée par le Peuple en personne, est nulle; enfin, que la liberté est incompatible avec les grands Etats. S'il existe un Ouvrage diamétralement contraire aux principes de la Constitution Françoise, c'est assurément le Contrat Social. Si J. J.

Digitized by Google

Rousseau, revenoit au monde, il seroit étourdi des hommages qu'on lui rend.

Sur la proposition d'un Membre de l'Assemblée, on a décrété que les Députés absens ou qui s'absenteroient, seroient privés de leurs appointemens, pendant leur éloignement. A ce sujet, M. *Gérard*, Cultivateur et Député de Bretagne s'est écrié: « Les Provinces n'entendent pas que j'allions nous promener. »

On a fait lecture d'une lettre des habitans du Comtat Venaissin qui, en partageant l'enthousiasme d'Avignon pour la Constitution Françoise, et en imitant plusieurs Décrets de l'Assemblée, conservent leur respect et leur soumission à la puissance légitime de leur Monarque bienfaisant. Ils ne se réunissent point à la France, ainsi que l'annoncent les Folliculaires; mais ils invoquent des liens de fraternité avec nous, et un Traité de voisinage et de commerce. « Cette demande, a dit un Député, ne peut « nous occuper avant d'avoir été légitimée « par le consentement du Pape. « Les Habitans, a répliqué M. *d'André*, sont maîtres « de choisir tel Souverain qu'il leur plaira, « et leur Adresse doit être renvoyée au « Roi. » Au Comité de Constitution, s'est « écrié M. *Goupil*. » Aux Comités de Constitution et des Domaines, a ajouté M. *Bouche*. Les Comités, observoit un autre Membre, ne sont point chargés par la Loi des « négociations politiques et des Traités. « Gardez-vous de cette usurpation sur la « prérogative Royale, consacrée par vos Décrets. » M. *du Fraisse du Chey* a demandé que MM. *Bouche* et *Camus* fussent tenus de soumettre leur correspondance avec Avignon

Digitized by Google

et le Comtat, à l'examen du Roi et de l'Assemblée. Le renvoi aux Comités de Constitution et des Domaines a été prononcé, avec charge de demander au Ministre des Affaires Etrangères, toutes les pièces justificatives du droit de la France sur le Comtat et sur la ville d'Avignon. Au surplus, l'Adresse sera communiquée au Roi.

M. l'Abbé *Expilly* a ensuite développé et motivé les résolutions du Comité Ecclésiastique sur le traitement des Titulaires actuels, et d'abord des Evêques. Le Droit des Titulaires avoit paru inattaquable aux yeux de la plupart des Etats qui, en réformant le Clergé, sans réformer la Religion, disposèrent de leurs biens éventuellement, sans toucher aux jouissances présentes. Le Comité a adopté d'autres maximes, en décidant que :

« Art. I. A compter du premier Janvier 1790, le traitement des Archevêques et Evêques en fonctions sera fixé ainsi qu'il suit :

« Les Archevêques et Evêques dont les revenus excèdent 15,000 liv. auront cette somme, plus la moitié de l'excédent ; sans que le tout puisse excéder 30,000 liv., et par exception l'Archevêque de Paris aura 75,000 liv. ; les Archevêques et Evêques continueront à jouir dans leur ville épiscopale des bâtimens à leur usage, et des jardins y attenant. »

Le Rapporteur a étayé la justice de ces réductions sur l'éternelle considération de l'humilité et du détachement de l'Eglise primitive, sur l'opulence orgueilleuse des Ministres des Autels, sur le droit de la Nation à disposer de l'usufruit, et à retirer

Digitized by Google

un *salaire à celui qui cesse de le mériter*; sur l'avantage de diminuer le traitement des Riches et d'augmenter celui des pauvres.

M. *de Castellanne* a fait revivre les droits sacrés des Titulaires; il a représenté l'injustice de prendre 70,000 liv., par exemple, à celui qui en possédoit 100,000, tandis qu'on n'en levera que 15,000 liv. à l'Usufruitier de 45,000 liv; car telle est la conséquence nécessaire du Projet de Décret. Comment les Titulaires acquitteront-ils les Dettes qu'ils ont pu contracter? Les jeunes Ecclésiastiques ont fait la dépense de leurs Bulles; M. l'Archevêque de Paris emprunta 600,000 l. l'année derniere pour le soulagement des pauvres. Voudroit-on que ceux qui ont facilité ces Actes de Charité éprouvassent une banqueroute? Il faut être économe, mais avant tout être juste; ainsi, le *minimum* du traitement peut être adopté, en accordant aux Titulaires actuels la moitié de leurs revenus au-dessus de ce *minimum*.

Le Projet du Comité, a dit M. *Rœderer*, est une injustice envers les Créanciers des Prélats; une injustice envers les Prélats charitables, une cruauté pour les Vieillards qui ne peuvent changer leurs habitudes. L'Assemblée n'a pas le droit de donner ainsi à ses Lois des effets rétroactifs. Elle peut empêcher une chose de subsister; peut-elle l'empêcher d'avoir existé? la Société seroit donc à la merci de chaque dernière Législature? Cependant les anciennes Lois ont consacré la validité des Bénéfices Ecclésiastiques; c'est sur la foi de ces Lois que les Membres du Clergé ont embrassé leur vocation.

M. *Roberspierre* comparant les Ecclésias-

Digitized by Google

tiques aux Ministres du Roi, a prononcé qu'ils étoient simples Fonctionnaires publics, et sous ce rapport, soumis à toutes les réductions que voudroit ordonner le Corps Législatif. On parle de leurs dettes ! qu'ils économisent, ils les paieront. Un homme à qui on laisse 30,000 liv. de rente ne doit pas laisser l'Assemblée inquiète sur son sort.

« Je suis un de ces Titulaires Ecclésiastiques, a dit M. *de Boufflers.* Permettez que je vous parle, non en qualité de Membre du Clergé, mais en celle de Citoyen. J'ose interroger toutes les Cités ; quelle est la raison de la possession ? C'est le droit. Quel est le signe du droit? C'est le titre. Quel est le garant du titre? C'est la loi. Je puis donc l'invoquer cette Loi commune à tous, cette divinité conservatrice de toutes les propriétés. C'est elle qui veut qu'elles soient ce qu'elles sont ; c'est elle qui veille au repos du monde, et qui donne à chacun la sécurité, pour prix du respect qu'elle exige de tous ; enfin, c'est elle qui vous a gardé chacun, et qui doit me garder comme mère, ou vous abandonner comme moi. »

« J'adopterai, à certains égards, le mode d'indemnité qui vous a été indiqué par votre Comité ; mais l'Assemblée approuvera-t-elle ce terme fixe, ce *maximum*, auquel une fois parvenu, on tranche toutes les dificultés en supprimant tous les calculs? Adoptera-t-elle cette manière capricieuse de trancher dans le vif, qui fait penser au lit sanglant sur lequel Procuste étendoit et mutiloit ses victimes, consentira-t-elle à un Arrêt qui déclare que celui de nous qui étoit riche hier, sera demain banqueroutier? Enfin, ne craindra-t-elle point que ce retour subit

Digitized by Google

et forcé du Clergé actuel à l'état de la primitive Eglise, ne rappelle moins les vertus de cette primitive Eglise, que la persécution qu'elle essuya; écoutez plus tôt avec bienveillance d'autres conseils, plus d'accord avec vos principes de justice. Commencez par fixer sur tous les bénéfices considérables une somme déterminée et un principal honnête à l'entretien du Bénéficier; au-delà de cette somme, établissez une sur-Imposition, qui laisse au Bénéficier le moyen de subvenir aux dépenses de l'exploitation; annoncez en même-temps aux Bénéficiers qui se retireront, une indemnité à-peu-près égale au tiers du bénéfice réduit; laissez-nous une ombre de liberté, que le Despotisme lui-même hésiteroit à refuser l'option dans une alternative nécessaire; alors nous n'aurons été traités ni en coupables, ni en esclaves, ni en ennemis, et nous ne serons point bannis sans pitié de cette portion de terre dont la Nation nous avoit garanti la jouissance jusqu'à la fin de nos jours. Pourquoi la Nation ne nous prendroit-elle pas pour des Fermiers, dont le bail se termineroit avec la vie. Hélas! de tous les baux, un bail à vie est souvent le plus court.

« Vous le savez, nos Concitoyens partageant notre sécurité, avoient mis aussi leur confiance dans ces titres incontestables sur lesquels nos droits sont fondés. Quand la Nation voudroit nous blâmer de nos dettes, pourroit-elle en punir nos créanciers? Je ne parle pas ici pour les créanciers du Clergé, que vous avez placés sous la sauve-garde de la loyauté Françoise. Je parle pour nos créanciers particuliers, pour les miens, par

Digitized by Google

exemple ; ne leur suffiroit-il pas d'évaluer les chances de la vie ? devoient-ils calculer les chances de la Loi ? Pourquoi avez-vous des dettes, nous diront nos accusateurs ? »

« Vous exposerai-je des dépenses d'amélioration, de réparations, de reconstruction d'Eglise et de bâtimens ruraux ? Non, je vous intéresserai davantage en tournant vos regards vers des fondations utiles, vers des maisons d'instruction gratuite, vers des hospices secourables, ouverts à la vieillesse, aux infirmités ou au repentir, vers des hôpitaux enrichis des dons et souvent d'emprunts inconsidérés peut-être ; mais la charité croit toujours placer à un plus haut intérêt qu'elle n'emprunte. Mais les dettes doivent-elles donc être saintes pour être sacrées ? Nous n'en devons compte qu'à nos créanciers, et la Nation leur doit compte de nos biens. On l'a dit dans cette Tribune : l'honneur est plus cher aux François que la vie, et vous nous condamneriez à le perdre. Essaiera-t-on de nous consoler par l'infame privilége de ne point payer nos dettes ? Je jure ici que nous n'en voulons point ; notre dernier meuble, notre dernier écu est à nos créanciers ... Il existe encore pour les hommes d'Eglise d'autres créanciers véritablement privilégiés ; ce sont les pauvres. Songez qu'on risque en frappant sur un riche de frapper sur un pauvre. Le luxe des Prélats contre lequel on a tant déclamé, n'est inutile qu'à ceux qui en jouissent ; il est nécessaire à ceux qui le servent. Si la vanité s'est cachée souvent sous des dehors vertueux, croyez que la vertu s'est quelquefois cachée sous le dehors du faste. »

M. *de Boufflers* venoit de terminer ce

Digitized by Google

Discours par un Projet de Décret qui paroissoit réunir l'intérêt du Clergé à celui de l'Etat, lorsque M. *Treillard*, peu touché des considérations précédentes, a enfin revelé qu'il falloit sacrifier les espérances et les droits des Titulaires à une économie nécessaire. Les revenus du Clergé, suivant lui, montent à 170 millions, dont cent millions pour la Dime, et dix pour l'intérêt de la dette du Clergé. Sur les 60 millions qui restent libres, il faut entretenir 57 mille Curés ou Vicaires, 9000 Chanoines, 18000 Moines, 36 mille Religieuses, les Chapitres Nobles des deux sexes, les Evêques, les Abbés Commandataires. (On pouvoit ajouter les Pauvres, les Maisons de Charité, l'entretien des Eglises, les frais du Culte, les Maisons de Charité.) La Nation n'aura donc rien à gagner pour le moment sur les Biens du Clergé. Ainsi, le Comité a sagement dressé ses réductions et ses calculs de proportion.

M. *Dupont* s'est élevé avec force contre cette conclusion et contre ses motifs, en demandant qu'on entendît M. *Thouret*. Il étoit absent, et dans l'intervalle l'intérêt des Titulaires a trouvé un nouveau défenseur dans la personne de M. *de Beaumetz*. M. *Thouret* a paru, et a discuté la question dans le sens des deux Préopinans, en substituant au plan du Comité une échelle de décroissement de revenu, calculée sur la progression relative des jouissances.

Les Titulaires avoient eu en leur faveur dans cette Séance, même l'appui de plusieurs Opinans de poids, jusqu'ici très-peu favorables à la cause du Clergé. On verra demain que l'autorité de ces Auxiliaires n'a pu pré-

Digitized by Google

valoir sur un système, dont il est à desirer que nous voyons enfin le dernier terme.

Du Mardi. Séance du soir.

« Sur le Rapport des Commissaires nommés par l'Assemblée pour examiner la division Topographique de la Ville de Paris en 48 Sections ; il a été rendu le Décret suivant :

« L'Assemblée Nationale, conformément à l'Article VI du Titre I du Réglement général pour la Municipalité de Paris, décrète la division de cette ville en 48 Sections, telle qu'elle est tracée dans le Plan et le Procès-verbal joint au présent Décret, elle ordonne de déposer aux Archives de l'Assemblée et au Greffe de l'Hôtel-de-Ville un exemplaire de ce Plan et de ce Procès-verbal signé des Commissaires adjoints au Comité de Constitution. »

« Le Roi sera supplié de donner les ordres nécessaires pour que les opérations préalables aux élections soient terminées au plus tard le 4 Juillet, et que les élections commencent le lendemain.

Les autres objets qui ont rempli cette Séance, sont d'un intérêt trop particulier pour trouver place dans notre résumé.

Du Mercredi 23 Juin.

On aura précédemment fait attention au grand nombre de Villes qui sollicitent des emprunts ou des impositions locales. Les dépenses nouvelles qui surchargent les Communautés ; l'extension de la misère, suite du dernier renchérissement des grains, et du désœuvrement volontaire ou forcé d'une quantité d'Habitans vivans de leur travail,

Digitized by Google

nécessitent ces demandes. Aujourd'hui on a décrété sans oppposition celles des Villes de S. Flour, de Muret, de Baron, des Sables d'Olonne, de Lysving, de Cherbourg et de Briare.

La discussion a été ensuite r'ouverte sur le sort des Titulaires, et l'on a debattu contradictoirement le projet rigoureux du Comité Ecclésiastique, et le projet équitablement gradué de M. *Thouret*.

M. *de Clermont-Tonnerre* a le premier occupé la Tribune, et dit en substance :

« Les Ecclésiastiques doivent trouver dans leurs traitemens toutes les jouissances qui ne leur sont pas rigoureusement interdites. Avant le 2 novembre, ils jouissoient sous la sauve garde de la foi publique, après avoir acquitté les charges qui leur étoient prescrites; alors ils ne devoient compte à personne; ils pouvoient employer leur argent, soit à des établissemens utiles, soit à des emprunts hypothéqués sur le revenu des années suivantes; vous ne pouvez, sans une grande injustice, priver les Prêteurs du titre de leurs creances: certes, il y auroit de l'impudeur à soutenir que les créanciers ne devoient pas prêter; il y avoit des chances contre eux, il les avoient calculées. Mais il ne leur étoit pas possible de calculer la chance de vos lois. Si vous réduisez à 12,000 liv. le Titulaire qui en avoit 60,000, cette réduction met nécessairement son créancier à la mendicité; car il ne sera plus en état de le satisfaire. Le Titulaire et le Créancier ont tous deux agi de bonne foi, sous la sauve-garde publique. Vous aurez égard à ces motifs, et vous n'oublierez pas que la violation des engagemens sacrés ne compose

Digitized by Google

jamais les élémens de la prospérité générale. »

« Vous voulez terminer cette heureuse Révolution, à laquelle nous attachons notre gloire; mais vous ne serez jamais forts qu'autant que la justice n'abandonnera pas vos opérations. D'après des calculs positifs, il reste, sur les biens Ecclésiastiques, quarante millions qui n'ont pas d'emploi déterminé. C'est sur cette somme que les Titulaires ont des droits; laissez à des créanciers, qui ont prêté sur la bonne-foi, le gage qui leur appartient; vous ne pouvez les expolier. Un débiteur insolvable par sa faute, est un homme infâme; mais s'il l'est par la faute d'une autre, il a le droit de rejeter cette infamie sur son Auteur. Ah! Messieurs, vous ne voudriez pas avoir pour ennemis, des hommes vertueux. Je ne rappellerai pas que les Ecclésiastiques ont des droits à la reconnoissance du Peuple; que le Clergé François a été le plus recommendable de l'Europe par ses mœurs et ses vertus. Rappelez-vous cette heureuse époque, qui produira toujours dans nos âmes une douce émotion. Lorsque les Nobles vinrent déposer sur l'Autel de la Patrie leurs titres et leurs privilèges, nous le trouvâmes entouré par la majorité du Clergé. Ceux qui ont été successivement conduits de sacrifice en sacrifice, n'ont pas mérité que le dernier fût celui de leur délicatesse. Qu'un despote sacrifie l'avenir au présent, il est homme, il est mortel; il se hâte d'accélérer ce qui ne seroit pas, si la mort venoit le surprendre: mais tous les siècles vous appartiennent: des moyens qui porteroient l'apparence de l'injustice, sont indignes de vous. »

Digitized by Google

M. *Ricard* de Toulon a montré d'autres sentimens, et ce que le Préopinant réclamoit comme justice, il l'a repoussé comme un oubli de tous les devoirs. La Loi Canonique a proscrit la pluralité des Bénéfices. Hé ! quels sont donc les titres des Evêques? Pourquoi des sacrifices en leur faveur? Où est leur patriotisme? Où sont leurs Mandemens, favorables à la plus sublime des Révolutions ? On les traite aussi bien qu'un Général d'Armée. M. *Péthion* commençoit à faire entendre les mêmes moyens; malheureusement des murmures redoublés ont fait perdre aux Auditeurs le reste de son Opinion.

M. *de Cazalès* et M. *le Chapelier* se sont réunis; pour cette fois, au plan de M. *Thouret*, sur lequel M. *le Chapelier* a proposé deux amendemens, dont les motifs, du moins dignes de quelque considération, n'ont pu flechir l'âpreté des résolutions contraires, ni préserver leur Auteur de violens murmures. M. le Président menaçoit de lever la Séance: la discussion impatientoit les partisans du Projet du Comité, en faveur duquel ils ont réclamé la priorité. M. l'Abbé *de Barmond* l'a requise pour celui de M. *Thouret* amendé par M. *le Chapelier* : l'agitation la plus extrême s'est mêlée à ce conflit sur la forme. Une partie des Députés ont réclamé la clôture de la Séance, puisque le tumulte ne permettoit pas de déliberer : la majorité a decidé de tenir bon. Quelques amendemens de douceur s'élevoient-ils ? ils étoient immédiatement proscrits sans miséricorde : un seul, propose par M. *Martineau*, pour laisser aux Evêques les bâtimens et jardins à leur usage, dans la Ville Episcopale seu-

Digitized by Google

lement, a trouvé grace : on l'a fondu dans le Décret du Comité, finalement consacré en ces termes:

« Art. I. A compter du premier janvier 1790, le traitement des Archevêques et Evêques en fonction est fixé ainsi qu'il suit, savoir :

« Les Archevêques et Evêques dont tous les revenus Ecclésiastiques n'excedent pas 12,000 liv. n'éprouveront aucune réduction. »

« Ceux dont les revenus excèdent cette somme auront 12,000 liv. plus la moitié de l'excédent, sans que le tout puisse aller au-delà de 30,000 liv.; et par exception l'Archevêque de Paris aura 75,000 liv.; lesdits Archevêques et Evêques continueront à jouir des bâtimens et des jardins à leur usage, situés dans la Ville Episcopale. »

Dans le cours de la Séance, on a donné lecture d'une lettre du Régiment de Touraine, où sans parler de ses propres torts, on s'élève violemment contre ceux du Colonel, Vicomte *de Mirabeau*, et l'on réclame justice de l'enlèvement des Cravattes. Environ 30 signatures sont apposées à cette lettre, qu'on a renvoyée aux Comités relatifs.

La Séance a été levée à cinq heures.

Du Jeudi 27 Juin.

Le Département d'Eure et Loire, ayant déja pris la langue du Législateur, en intitulant ses résolutions *Décrets*, mis sous sa sauve-garde des Particuliers au lieu de les mettre sous celle des Lois, et arrêté quelques dispositions concernant les Gardes Nationales, M. *le Chapelier* a rappelé ces inadvertences, en faisant défendre par un Décret adopté ce jour, d'employer le mot de Décret; celui de Délibération, étant le terme

Digitized by Google

propre ; les personnes et les propriétés doivent être mises seulement sous la sauvegarde des Lois, et toutes dispositions législatives, relativement aux Gardes Nationales, sont interdites aux Corps Administratifs et Municipaux.

La suite des Articles du Comité Ecclésiastique, qui déterminent le sort des Titulaires du Clergé, a été ensuite discutée. Sur l'Art. II, qui allouoit les deux tiers du traitement fixé aux Evêques dont les Siéges seroient supprimés, ou à ceux qui donneroient leur démission, M. *d'Elley d'Agier* a été d'avis de réduire ces derniers à une pension de mille écus au plus : M. *Ricard* de Toulon s'est élevé jusqu'à la pension de 12,000 l. M. *Bouche* qui, suivant ses expressions, n'aime pas à biaiser, a proposé de réduire les Evêques qui jugeroient à propos de se démettre à . . . *rien*. D'après ces opinions qu'ont inutilement combattu MM. *Loys* et *de Crillon*, cette partie du Décret à été ajournée, et le premier point décrété en ces termes :

« Art. II. Les Evêques qui, par la suppression effective de leurs siéges, resteront sans fonctions, auront pour pension de retraite les deux tiers du traitement ci-dessus.

Un Article additionnel en faveur des Evêques *in partibus* étoit proposé par le Rapporteur, mais il a été rejeté par la question préalable.

L'Art. III a été décrété tel qu'il suit :

« III. Tous les Curés actuels auront la liberté d'opter le traitement fixé par le Décret général sur l'organisation du Clergé en faveur de ceux qui seront pourvus à l'avenir, et s'ils ne veulent pas s'en contenter, il leur sera attribué, 1°. une somme de 1,200 liv.,

Digitized by Google

2°. la moitié de l'excedent de leurs revenus actuels, pourvu que le tout n'excede pas la somme de 6,000 liv.

Les Articles IV, V et VI, ont été renvoyés à la redaction du Comité, et l'article VII decreté en ces termes :

« VII. Les Abbés, Prieurs Commendataires, Dignitaires, Chanoines, Prebendés, semi Prebendés, Chapelains, et tous autres Beneficiers généralement quelconques, dont les revenus Ecclesiastiques n'excedent pas 1000 liv., n'eprouveront aucune réduction.

« Ceux dont les revenus excedent ladite somme, auront 1°. 1000 liv., 2°. la moitié du surplus, sans que le tout puisse aller au delà de 6000 liv. »

Les Députés d'Aviguon ayant demandé, par l'organe de M. le President, à être reçus à la Barre samedi prochain, M. *de Digoine* a requis qu'ils deposassent sur le Bureau leurs lettres de Créance, ou plutôt qu'en qualité d'Ambassadeurs étrangers, on les renvoyât au Pouvoir exécutif. L'Assemblée, au contraire, a arrêté de les admettre samedi.

« Une autre digression a succédé à celle-là. M. *Pignier*, Député de Toulouse a instruit le Corps législatif, que, par Décret de prise-de-Corps, la Municipalité de Toulouse avoit fait arrêter M. *de Toulouse-Lautrec*, et qu'elle envoyoit l'extrait de la procedure. On a ordonné le renvoi des pieces au Comite des Recherches : on verra plus bas quel est le délit, quels sont les dénonciateurs, les témoins, les accusations.

Du Vendredi 25 Juin.

Le 7 Février, la Municipalité de Riom en Auvergne a été legalement formée : au

Digitized by Google

mois d'Avril la Garde Nationale a jugé à propos de se constituer Corps deliberant, et de former une nouvelle Municipalité. Sur l'avis du Comité des Rapports, l'Assemblée a annullé la seconde Election, défendant à toutes personnes de troubler les Officiers Municipaux dans l'exercice de leurs fonctions.

La ville de Lyon est endettée de trente-deux millions : le produit de ses Octrois ayant beaucoup baissé, et ses dépenses étant fort augmentées, ce qui est le cas presque universel, elle a sollicité d'être autorisée à un emprunt de cinq millions : l'Assemblée lui a accordé d'en emprunter deux, remboursables en dix ans. En même temps, cette Ville s'est soumise à acquérir pour vingt millions de Biens Nationaux.

M. d'*Aubusson de la Feuillade* réclame la propriété des quatre figures condamnées de la place des Victoires, que sa famille a toujours été chargée d'entretenir. Cette réclamation a été renvoyée au Comité des Domaines.

M. *de la Rochefoucault* présenta la semaine dernière, un Projet de Decret sur la vente des Biens Nationaux aux Particuliers, et M. l'Evêque d'*Autun* en avoit étendu la disposition par une série d'articles additionnels. Aujourd'hui, à la discussion du premier chef de ce Décret, qui autorise l'aliénation générale des Biens Nationaux, le tonnerre a grondé; il est parti des mains de M. l'Abbé *Maury*. « L'opération qu'on vous propose, s'est-il écrié, est le chef-d'œuvre de l'agiotage. Les Agioteurs de Paris gouvernent la France et ses Finances. Les effets sont-ils au pair? ils sont ruinés. La hausse et la

Digitized by Google

baisse, voilà l'objet de leurs spéculations. Or, depuis un mois, les fonds publics sont stagnans, et les Agioteurs à l'aumône. Le Projet de M. l'Evêque d'Autun mérite les hommages de la rue Vivienne. Sans être son confident, je puis vous révéler son secret... Ici, l'Orateur rappelé à l'ordre du jour, s'efforçoit de poursuivre : la parole lui étoit disputée : M. *de la Rochefoucault*, qui la réclamoit, s'étant présenté à la Tribune, qu'occupoit encore M. l'Abbé *Maury*, celui-ci l'a tourné par les épaules et écarté de la Tribune. A ce geste, de grands cris se sont élevés; celui de l'ordre étoit le plus modéré contre un acte qui ne l'étoit guère. Cependant M. l'Abbé *Maury*, toujours maître de la parole, et affermi dans la Tribune, a continué sa Philippique contre l'agiotage, en liant ce sujet à la vente proposée des Biens Nationaux. « Tel est, a-t-il ajouté, le calcul des Agioteurs. Si ces Biens sont en vente, les Assignats qui ne perdent que 3 pour cent, tomberont au prix des autres effets; ou bien les effets atteindront le prix des Assignats; quelle curée pour ceux qui ont ces effets en porte-feuille! Dans tous les cas, si le Décret passe, les Assignats rentreront dans la classe des effets publics et en subiront le cours : ce calcul d'agiotage est donc anti-patriotique, puisqu'il tend à avilir les Assignats. Connoissons-nous d'ailleurs, toutes les créances sur l'Etat? Le Comité de Liquidation ne vous a pas encore fait connoître la dette publique. Son Rapport vous prouvera qu'elle s'élève à sept milliards. Je tiens le fait d'un Membre même de ce Comité. »

Une

Une assertion si alarmante a excité les plus vives clameurs. Dix Membres s'entrechoquoient pour la repousser. « Elle est incendiaire, crioit M. *Lucas.* » La Tribune ne doit pas être souillée d'aussi dangereuses impostures, ajoutoit M. *Boutidou.* Ecoutez le Comité de Liquidation lui-même. » Au milieu de cette agitation désordonnée, M. l'Abbé *Gouttes*, Président du Comité, a percé la Tribune; il y a révélé que le Comité ne pouvoit jamais avoir fait un pareil aveu, puisque son travail sur la dette de l'Etat n'est point achevé. Enfin, il a sommé M. l'Abbé *Maury* de nommer son informateur. Cet inflexible Orateur alloit s'expliquer. *Un Membre du Comité.....* disoit-il : *vous avez dit plusieurs*, a-t-on crié. *Vous avez dit que vous parliez au nom du Comité*, ajoutoit M. *Dupont.* M. *Dupont dit une imposture*, a répliqué M. l'Abbé *Maury.* Cette querelle personnelle, si contraire à la dignité de l'Assemblée, ne pouvoit aller plus loin; cependant, malgré la défaveur qu'elle jetoit sur l'opinion de M. l'Abbé *Maury*, il a continué.

« Je n'ai jamais dit que je parlois au nom du Comité de Liquidation. J'ai demandé que l'universalité de la dette fût reconnue; car si sur deux milliards de Biens Nationaux, il y avoit pour trois milliards de dettes, les créanciers de ce troisième milliard se trouveroient dans une situation très-désagréable. Voilà le raisonnement hypothétique que je présente. M. le Baron *de Batz*, Rapporteur du Comité de Liquidation, m'a dit qu'il entrevoyoit que la dette pouvoit s'élever à sept milliards... Il ne s'agit pas de huer; il faut gémir.... Je n'étois pas seul, quand il m'a

Digitized by Google

dit que d'après l'aperçu, il croyoit que la dette pourroit s'élever à sept milliards... »

« J'argumente donc, et de l'obscurité, et de l'immensité de la dette, pour m'élever contre le projet de laisser sans hypothèque une partie des Créanciers de l'Etat, et favoriser les Agioteurs, en dépouillant ces Créanciers d'un gage qui devroit appartenir à tous. Outre cette hypothèque, les frais du Culte sont fondés sur les Biens Nationaux. »

« Il est question de rembourser les rentes viagères, et l'on vous dit : nous réduirons ces créances à cinq pour cent, au lieu de dix, et nous leur donnerons un capital à raison du cinq pour cent. Les rentiers viagers sont de deux espèces; les uns, honnêtes Citoyens, ont confié à l'Etat le fruit de leur labeur; ils méritent toute faveur. Ils ont parié avec le Gouvernement, c'est-à-dire, qu'ils ont imposé et reçu cette condition : si je vis l'année prochaine, vous me donnerez la somme de tant. Les rentiers étrangers n'ont pas joué ainsi; ce n'est plus un pari. Les rentes des Génevois sont sur trente têtes; il est prouvé qu'elles seront payées pendant 42 ans et demi. (Oui; mais avec un décroissement graduel). Ces rentiers ont inventé, à votre grand préjudice, une manière de recevoir sept fois leur capital; ces hommes, que vous pouvez rembourser par annuités en dix ans, on vous propose de les rembourser avec vos capitaux! »

« Sur 105 millions de rente viagère, il n'y en a pas dix en France : dans dix ans vous pouvez être libérés avec les Etrangers. On vous trompe; et quand un Représentant de la Nation a le courage de vous le dire, on l'écoute avec prévention. »

Digitized by Google

M. *Anson* a repoussé les terreurs du Préopinant, et les a jugées très-illusoires, puisqu'a-t-il dit, la dette constituée est seulement d'un milliard, et la dette non constituée de deux milliards, il n'est pas question de celle ci en ce moment.

Ni l'une ni l'autre des assertions si opposées de MM. *Maury* et *Anson*, n'ayant été appuyées de la moindre preuve circonstanciée et justificative, nous avons fort élagué ce débat, qui n'offre aucune instruction, si non la complète discordance de ces bilans de Finance, avec ceux qu'on nous avoit présentés jusqu'à ce jour. Celui où nous sortirons enfin de ce cahos de ventilations arbitraires et de balances opposées, sera certes un jour bien mémorable, et bien digne d'un *Te Deum*.

Le débat, encore prolongé en altercations entre M. *de la Rochefoucault* et l'Abbé *Maury*, n'a fini que par l'adoption finale de l'article, en ces termes :

« Art. I. Tous les Domaines Nationaux, « autres que ceux dont la jouissance a été « réservée au Roi, et des forêts sur lesquelles il sera statué par un Décret particulier, pourront être aliénés en vertu « du présent Décret, et conformément à ses « dispositions. »

On a ajourné une proposition de M. *Malouet*, tendant à faire décréter que les Porteurs des Créances exigibles et des Assignats seront admis de préférence aux porteurs de créances constituées, qui ont pour gage les biens de toute la Nation.

La détention légitime ou l'oppression criante de M. *de Toulouse-Lautrec*, car il est encore incertain quels sont les coupables, de lui ou de ses Accusateurs ; cette détention,

Digitized by Google

disons-nous, a produit aujourd'hui un Rapport du Comité de Recherches et une discussion très intéressante; mais comme cet objet n'a pas été terminé encore, nous en renvoyons l'exposé à demain, afin d'éviter les morcelemens de faits, et l'inutile multiplicité des récits.

M. le Maire de Paris a interrompu cette déduction, en paroissant à la Barre, à la tête d'une Députation des Vainqueurs de la Bastille. La distinction honorifique qu'on leur avoit décernée, à l'instant où l'on détruisoit les distinctions les plus anciennes, et sous tant de rapports les mieux méritées par beaucoup de ceux qui en étoient les objets; cette espèce de Chevalerie, disons-nous, ayant excité les réclamations des ci-devant Gardes Françoises et de la Garde Nationale de Paris, et produit des dissentions, les Vainqueurs de la Bastille ont eu la sagesse de faire le sacrifice d'un honneur qui pouvoit devenir un sujet de trouble. On a fait lecture de leur Arrêté, ferme et patriotique, mais dans lequel on est un peu surpris d'apprendre que c'est l'*Aristocratie expirante* qui profite du Décret de l'Assemblée Nationale pour souffler la discorde entre les Corps Militaires de la Capitale. L'Assemblée acceptant la renonciation des Personnes dont elle avoit voulu récompenser les services, a arrêté de faire une mention honorable de leur sacrifice dans le Procès-verbal.

N'omettons pas que M. *de Menou* a voulu étendre la gloire de ce renoncement, aux Chevaliers de tous les Ordres Civils et Militaires du Royaume : il a demandé formellement que le Roi fût supplié de les détruire tous. Cette Motion, sans doute fondée sur l'égalité des droits, qui proscrit nécessaire-

Digitized by Google

ment l'inégalité des récompenses, a été accueillie par une réprobation sanglante. Environ quarante Membres néanmoins y ont applaudi, ainsi qu'une partie des Galeries. M. *de Menou* a cru calmer une impression si fâcheuse, en ajoutant qu'il entroit dans ses vues de demander, à la place des Ordres actuels, la création d'un Ordre National, créé par le Roi; cette idée n'a pas mieux réussi que la première, et le cri général a forcé de l'abandonner.

Du Samedi 26 Juin.

Un Rapport de M. *Curt* suivi d'un Projet de Décret sur l'organisation de la Marine, un Corps d'articles sur la vente des Biens Nationaux, dont le premier point avoit passé hier, enfin le Décret final sur l'affaire de M. *de Lautrec*, ont rempli la Séance. Le premier de ces Décrets a été rendu tel qu'il suit, sans opposition :

« Art. I. Le Roi est le Chef suprême de l'Armée Navale. »

« II. L'Armée Navale est essentiellement destinée à défendre la Patrie contre les ennemis extérieurs, et particulièrement à protéger le Commerce maritime et les possessions Nationales dans toutes les parties du globe. »

« III. Il ne peut être appelé ni employé, au service de l'État, aucune force navale étrangère que d'après un acte du Corps législatif, sanctionné par le Roi. »

« IV. Il ne peut être employé ou transporté dans les Ports du Royaume et des Colonies, aucun corps de Troupes étrangères, si elles n'ont été admises au service de l'État

Digitized by Google

par un acte du Corps législatif, sanctionné par le Roi. »

« V. Les sommes nécessaires à l'entretien de l'Armée Navale des Ports, Arsenaux, etc. et autres dépenses tant civiles que militaires, seront fixées annuellement par les Législatures. »

« VI. Tous les Citoyens sont également admissibles aux emplois civils et militaires, sans que, ni le Pouvoir exécutif, ni les Législatures puissent en rien porter atteinte à ce droit. »

« VII. Il n'y aura de distinction entre les Officiers civils et militaires, que celle des grades, et ils seront tous susceptibles d'avancement.

« VIII. Toute personne attachée au service civil ou militaire de la Marine, conserve son domicile, nonobstant les absences nécessitées par son service, et elle jouira des droits de Citoyen actif, si d'ailleurs elle a les conditions prescrites par l'Assemblée Nationale. »

« IX. Tout homme qui aura servi sans reproches pendant 72 mois sur les vaisseaux de guerre, ou aura été employé pendant 16 ans dans les Ports, etc., jouira des droits de Citoyen actif, et sera dispensé des conditions requises par rapport à la propriété et à la Contribution patriotique. »

« X. Chaque année, le 14 Juillet, il sera prêté individuellement par tous les Officiers civils et militaires, et en présence des Officiers Municipaux, le serment qui suit, c'est-à-dire par les Officiers : *Je jure d'être fidèle*, etc.; de prêter main-forte à la réquisition des Municipalités, de ne jamais employer leurs forces contre leurs Concitoyens, si ce

Digitized by Google

n'est dans le cas requis ; et par les employés à la Marine, entre les mains des Officiers : *Je jure*, etc. d'obéir au commandement, de ne jamais quitter les vaisseaux, etc. Les formules de serment seront lues à haute voix, le Commandant jurera le premier, chacun répondra : *Je le jure.* »

« XI. A chaque armement, chaque venue à port, le même serment sera prononcé. »

« XII. Le Ministre de la Marine, et tous les Agens, tant civils que militaires, seront responsables, selon les règles et les cas qui sont et seront déterminés. »

« XIII. Aucun Officier militaire ne pourra être destitué que par le jugement d'un Conseil de Guerre, ni aucun Officier civil, que d'après l'avis d'un Conseil d'Administration. »

« XIV. Aucun Réglement et Ordonnance sur la Marine, ne pourra être promulgué que par un Décret de l'Assemblée, sanctionné par le Roi. » (Le XIV art. a été ajourné.)

« XV. A chaque Législature appartient le Pouvoir de statuer sur les sommes à fixer pour l'entretien des Ports, Arsenaux, etc. sur le nombre de vaisseaux, d'hommes, la formation des équipages, sur la solde de chaque grade, sur les délits, sur l'organisation des Conseils de Guerre et d'Administration. »

Les Articles concernant l'aliénation des Domaines Nationaux ont été adoptés sans plus de discussion. Ils sont au nombre de 16 : nous les transcrirons la Semaine prochaine.

Quatre personnes sont-elles aujourd'hui rassemblées dans un Château ? c'est une Assemblée d'Aristocrates ou de Conspirateurs.

Digitized by Google

On auroit peine à nommer une Province, où les foyers domestiques de quelques Particuliers n'aient pas été, sur ces rumeurs populaires, violés par des visites outrageantes, et où leurs Maîtres ne soient pas journellement exposés à l'emprisonnement, et à de plus grands dangers. Le moindre soupçon, l'indice le plus léger, les calomnies les plus artificieuses, les plus méprisables délations, deviennent le prétexte de ces persécutions, qui contrastent bien étonnemment avec cette Déclaration des Droits de l'Homme, dont le sentiment nous est encore si étranger.

A commencer par l'affreuse accusation, à laquelle fut sacrifié l'année dernière M. *de Mesmay*, ce M. *de Mesmay*, que le Juge, n'ayant pu trouver coupable, a honnêtement renvoyé à un plus ample informé, et gémissant encore dans l'Etranger sous le poids du Décret suprême qui le force à s'y tenir caché; à finir par M. *de Voisins*, dont l'assassinat a trouvé si heureusement une excuse dans cette Lettre sans date ni signature, que ce Commandant, menacé depuis trois jours, avoit eu la prudence de laisser dans sa poche, nous avons refusé toute créance à ces prétendus complots, et prémuni nos Lecteurs contre ces dénonciations multipliées qui, chaque jour, mettent en péril la sureté et la fortune des Familles. Nous n'ajoutons pas plus de foi à la nouvelle histoire de M. *de Toulouse-Lautrec*. Le Comité des Recherches en fit hier le Rapport par la bouche de M. *Voidel*. Voici le précis des faits articulés :

Deux Soldats du Régiment de Condé, Dragons, se rendent au Château de Blegnac, où se trouvoit M. *de Lautrec*. Ils demandent,

Digitized by Google

à lui parler, on les introduit; ils ne rapportent point ce qu'ils ont dit; c'est M. *de Lautrec* qui, seul et le premier, fait les frais de l'entretien : il s'empresse d'informer ces inconnus que l'enlèvement des Biens du Clergé et des Priviléges de la Noblesse va ruiner le Peuple; que le Général de la Milice de Toulouse est un drôle; que lui, M. *de Lautrec*, levoit 800 hommes pour empêcher la Fédération des Milices Nationales, qui doivent se rassembler le 4 Juillet; qu'il lui manquoit encore 200 recrues, et qu'il récompenseroit leur zèle, s'ils vouloient les lui procurer : M. *de Lautrec* ne s'en tient pas aux paroles, il montre aux Déposans un grand filet rempli de louis d'or, qu'ils refusent héroïquement. Le même jour, ils retournent à Toulouse, et, le même jour, sur les conclusions du Procureur du Roi, la Municipalité rend un Décret de prise-de-corps contre M. *de Lautrec*; ce Décret est exécuté le lendemain 18; un Détachement va enlever M. *de Lautrec*, on l'emmène à Toulouse, où il est gardé par 30 Légionnaires. Dans un premier interrogatoire, subi le 19, le Prisonnier confirme la visite inopinée de ses deux Dénonciateurs, dément les propos qu'ils lui attribuent; il établit même l'*impossible* de plusieurs. Par exemple, l'un des Accusateurs prétendoit l'avoir vu à Montauban, pendant les troubles de cette Ville. M. *de Lautrec* n'y étoit point durant les troubles; le Délateur lui fait répondre qu'*il s'étoit retiré à cause des désagréniens donnés à M. de la Force son ami*, et M. *de Lautrec* n'est point lié avec M. *de la Force*, et M. *de la Force* n'étoit pas alors à Montauban..

Il suffit de l'exposé des faits pour péné-

Digitized by Google

trer bientôt le secret de la visite, le but du rapport des Délateurs, et ce qu'il faut penser de toute cette aventure. Qu'alloient faire à Blegnac ces deux hommes qui en reviennent avec une dénonciation? Quoi! M. *de Lautrec* va confier à deux Soldats inconnus un projet de contre-révolution! M. *de Lautrec* veut disperser avec 800 hommes toutes les Milices fédérées entre la Méditerranée et l'Océan! M. *de Lautrec* offre de l'or à deux Emissaires, dont la visite n'a d'autre motif que l'espionnage! Ils refusent cet or, et il poursuit ses confidences! Et sur le récit de ces gens tour-à tour dénonciateurs et témoins, M. *de Lautrec* est décrété, pris, détenu, obligé, étant malade, d'abandonner un voyage nécessaire à sa santé, pour venir se défendre à Paris du crime de lèse-nation! Ah! Bon Dieu! où est donc cette Liberté que nous invoquons tous, où sera la sécurité, sans laquelle la liberté même seroit un fléau?

Le Procureur du-Roi a signifié à M. *de Lautrec* qu'il n'avoit pas de dénonciateurs, et que la clameur publique lui avoit suffi pour recevoir les dépositions des deux Soldats. Observez que la plainte du Procureur du Roi, le voyage des Soldats, leur dénonciation et le Décret, sont tous du même jour 17. Le Comité des Recherches concluoit à continuer l'information à Toulouse, pour le Jugement définitif être ensuite renvoyé au Châtelet.

M. *d'Amblx* a pris la défense de son ami, et par la franchise de son éloquence, la vigueur noble de son ton, et la simplicité convaincante de sa raison, il a forcé les applaudissemens universels.

Digitized by Google

« Je ne m'attendois pas, a-t-il dit, à être obligé de justifier un ancien ami avec lequel j'ai servi cinquante ans, qui a donné des preuves de loyauté en toutes occasions, et incapable de sourdes menées. Par qui est-il accusé? Par deux hommes qui viennent le chercher dans un Château; et c'est pour cela qu'on arrête un Député, un vieux Militaire qui a quinze blessures sur le corps. Comment peut-on croire que M. *de Lautrec*, qui est Militaire, puisse aller offrir de l'argent? En a-t-il d'abord? M. *de Lautrec* offre de l'argent à deux hommes qu'il ne connoît pas; il leur fait des confidences: cela tombe-t-il sous le bon sens? Un Ecolier de dix-huit ans se comporteroit-il ainsi?

« Si un vieux Militaire vouloit tenter un projet de contre-révolution, ce qui est impossible, et je ne sais même pas comment on peut le soupçonner dans une Assemblée pleine de lumières comme celle-ci: il n'en connoît qu'un qu'il croit reconnoître, et il lui tient une conversation fort longue. Vous connoissez *Lautrec*, il n'est pas long dans ses discours. S'il arrivoit un Courrier extraordinaire, qui nous annonce que *Lautrec* est à la tête de 1500 Gentilshommes ou autres, je dirois: oui, cela se peut. Mais des menées sourdes...! *Lautrec*...! Cela n'est pas possible. Je n'ai plus qu'un mot à dire: quand *Lautrec* est parti, il vous a dit: « Soyez tranquilles; je vais chez moi, et vous pouvez être sûrs que je dirai du bien, même du côté Gauche. » Souvenez-vous de cela; *Lautrec* est infirme, vous le savez tous; il ne peut pas marcher: il va aux eaux; il en a besoin. Je vous le demande, je la demande, cette grace, de tout mon cœur; qu'il aille

Digitized by Google

aux eaux, et je me constitue prisonnier. »

M. *de Liancourt* a commenté cette noble Harangue, et généreusement défendu l'Accusé: M. *Garat* l'aîné a prêté de puissantes forces à cette justification, en disant:

« Je voudrois que toutes les Municipalités se montrassent dignes d'exercer les Pouvoirs dont vous les avez investies: mais la conduite du Procureur du Roi et de la Municipalité de Toulouse détruisent cet espoir. Pouvez-vous ajouter foi à la lettre par laquelle ils disent qu'ils ne connoissoient pas M. *de Lautrec* pour un Député à l'Assemblée Nationale; ils n'avoient pas besoin de cette assertion négative; ils ont, d'après vos Décrets, le droit de commencer la procédure; mais il est impossible qu'on ne sache pas à Toulouse que M. *de Lautrec* est Député à l'Assemblée Nationale. Le Procureur du Roi dit que c'est sur la rumeur publique qu'il a porté sa plainte à cet égard. La procédure même va convaincre le Procureur du Roi d'une fausseté manifeste; une rumeur publique suppose dans une Ville beaucoup de Citoyens instruits par oui dire ou autrement; et cependant si vous exceptez les deux Soldats et le Citoyen, dans la bouche duquel M. *de Lautrec* s'est arrêté, nul autre témoin n'a parlé dans cette information. »

« D'après cette observation seule, la preuve me paroît évidemment acquise et aussi claire que la lumière du jour en plein midi, que la plainte n'a été provoquée que par la déclaration des deux Soldats en sortant de leurs conversations avec M. *de Lautrec*. Ils arrivent aujourd'hui, et le même jour survient la plainte du Procureur du Roi. Si ce n'est pas-là une démonstration que la plainte a

Digitized by Google

été portée sur la déclaration des deux Soldats, jamais il n'y en aura aucune dans aucune espèce de procédure : cela posé, je vois deux dénonciateurs dans ces deux Soldats, deux témoins uniques dans la procédure, et comme ce rôle ne peut se joindre avec celui de dénonciateur, je vois une procédure absolument dénuée de preuves et de toute ombre d'indices, une procédure calomnieuse, commencée par un complot manifestement criminel ; et cependant sur cette procédure, où il n'y a de témoin que le dénonciateur, survient un Décret de prise-de-corps qui frappe un Citoyen, un Représentant de la Nation. »

Mais jusqu'où s'étend l'inviolabilité d'un Député de la Nation ? M. *Garat* l'aîné avoit fort bien observé qu'elle se bornoit à sa conduite dans l'Assemblée, et que par-tout ailleurs, ses actions tomboient sous le pouvoir de la Loi.

M. *Robespierre* est allé plus loin, et a pris occasion de cet incident, pour développer l'application du principe constitutionnel de l'inviolabilité. Elle seroit très-imparfaite, suivant lui, si aucun Membre pouvoit être soumis aux Tribunaux, avant que le Corps Législatif eût prononcé que ce Membre peut être poursuivi.

Ce système, que l'Opinant a traité avec adresse, a été appuyé par M. *Péthion de Villeneuve*, et renvoyé à l'examen du Comité de Constitution, dont le Rapport, cumulé avec celui du Comité des Recherches, a produit aujourd'hui le Décret suivant :

« L'Assemblée Nationale, se réservant de statuer en détail sur les moyens constitutionnels d'assurer l'indépendance et la li-

Digitized by Google

berté des Membres du Corps législatif, déclare que, jusqu'à l'établissement de la Loi sur les Jurés en matière criminelle, les Députés à l'Assemblée Nationale peuvent, dans les cas de flagrant délit, être arrêtés conformément aux Ordonnances; qu'on peut même, excepté dans les cas indiqués par le Décret du 23 Juin, recevoir des plaintes et faire des informations contre eux; mais qu'ils ne peuvent être décrétés par aucuns Juges, avant que le Corps législatif, sur le vu des informations et des pièces de conviction, ait décidé qu'il y a lieu à l'accusation. »

« En conséquence, regardant comme non-avenu le Décret prononcé le 17 de ce mois contre M. *de Lautrec*, l'un de ses Membres, lui enjoint de venir rendre compte de sa conduite à l'Assemblée Nationale qui, après l'avoir entendu et avoir examiné l'instruction commencée, laquelle pourra être continuée, nonobstant la liberté rendue à M. *de Lautrec*, décidera s'il y a lieu à l'accusation; et dans le cas où l'accusation devroit être suivie, désignera le Tribunal. »

« M. le Président est chargé de faire connoître à la Municipalité de Toulouse, que son zèle patriotique a obtenu l'approbation de l'Assemblée. »

Sans doute, en approuvant le zèle de la Municipalité de Toulouse, l'Assemblée Nationale n'entend pas en approuver l'application; car ce seroit préjuger le jugement de M. *de Lautrec*, et si par hasard il étoit la victime de deux imposteurs, tous les Innocens souffriroient de l'exemple donné d'une arrestation, déterminée si précipitamment sur des calomnies.

Digitized by Google

La première partie du Décret correspond à ce que la Loi Angloise appelle *Privilége du Parlement.* Nul de ses Membres ne peut être retenu en prison, ni mis en jugement, sans que celle des deux Chambres à laquelle il appartient, ait été officiellement informée de sa détention, et du sujet de la poursuite intentée contre lui. Mais, en Angleterre, l'emprisonnement peut précéder la communication.

On a décrété, à la fin de la Séance, de nouveaux articles sur le traitement du Clergé actuel : nous les joindrons la Semaine prochaine aux autres résolutions sur la même matière, afin d'éviter le morcelement désagréable de ces différentes parties.

Du Samedi 26. Séance du soir.

Ces soirées, consacrées ordinairement à recevoir l'encens et les vœux des Députations, sont rarement tranquilles ; mais aucune ne l'a moins été que celle-ci.

D'abord il a eté fait lecture d'une lettre de M. le Vicomte *de Mirabeau*, qui écrit à M le Président : « Il y a 72 heures que j'ai » reçu à 200 lieues d'ici les ordres de l'As- » semblée, et je suis à Paris. La calomnie » donne des ailes à l'innocence. Je demande » à être entendu demain. » L'Assemblée l'a ainsi décidé.

La Députation d'Avignon s'est présentée. La recevra-t-on à la Barre comme Députation Françoise, ou dans l'intérieur de la Salle comme Ambassade Etrangère ? M. *Bouche* a réclamé pour elle cette dernière distinction, et l'Assemblée lui a donné l'entrée du parquet.

L'Orateur de ces Envoyés d'une Ville soulevée contre son Chef qu'elle bénissoit, il y a un an, a épuisé d'abord la langue de l'ad-

Digitized by Google

miration, en célébrant le Corps Auguste auquel Avignon vient demander des Lois. Il a fait ensuite une prophétie : « Nous le prédisons, a-t-il dit, le temps n'est pas éloigné où le Peuple François donnera des Lois à l'Univers entier ; toutes les Nations viendront se réunir à lui. » L'Orateur qui s'est déclaré *ennemi du langage pompeux*, a ensuite nommé le Pape un *Despote*, et récité les exploits d'Avignon contre S. S., les complots aristocratiques qui d'Avignon préparoient une contre-révolution en France ; enfin, les droits, les délibérations et le vœu du Peuple qui supplioit l'Assemblée de l'accepter. Les applaudissemens des Tribunes couvroient la voix de l'Orateur, auquel M. le Président a répondu « que l'Assemblée Nationale prendroit en grande considération l'objet de leur mission, et que, quel que fût le résultat de sa délibération, la Nation Françoise seroit toujours flattée de leur affection et de leur confiance. »

Une Députation du Département de Seine et d'Oise, dont Versailles est le Chef-lieu, a été introduite, et, à des expressions non moins flatteuses pour toutes les opérations de l'Assemblée Nationale, son Orateur a ajouté, en présence de plus de 300 Députés formant la Minorité, que lui et ses Collègues VOUOIENT A L'EXÉCRATION ET A L'INFAMIE CEUX QUI OSOIENT FAIRE ENTENDRE DES RÉCLAMATIONS, ET PUBLIER DES PROTESTATIONS SÉDITIEUSES CONTRE LES DÉCRETS.

Ce n'étoit certes pas donner une preuve d'amour de la liberté, ni de sagesse politique, que de dévouer à l'anathême tous les Citoyens qui tenteroient d'élever un doute sur des Lois naissantes : il faudroit avoir

Digitized by Google

l'ame d'un esclave pour ignorer que si le devoir de chaque Citoyen est d'obéir aux lois, son droit est de les examiner; mais les esprits n'ont été affectés que de la violence de cette proscription lancée par des particuliers, au milieu de l'Assemblée Nationale, contre une partie de ces Membres. Tandis que les Galeries et quelques Députés de la gauche ébranloient les voûtes de leurs applaudissemens, le côté droit s'est livré à tout son ressentiment: il a interrompu l'Orateur, lui a reproché son audace, et a demandé son expulsion. « Retournez à votre Département, crioit M. *de Foucault*. Au milieu de ce désordre, M. *Malouet* est monté à la Tribune; des vociférations lui ont interdit la parole: le tumulte devenoit immodéré; au milieu des cris et de la confusion, le côté droit a quitté ses siéges, et a demandé justice au milieu de la Salle: le Président s'est couvert; et à ce signal que la République étoit en danger, la fermentation a diminué; mais, en laissant poursuivre l'Orateur qui venoit de l'insulter, la minorité à exprimé son improbation de la démarche de M. le Président. Le Député de Versailles à achevé sa harangue, et M. le Président lui a témoigné que *l'Assemblée étoit sensible aux expressions de son Patriotisme*. Tout le côté droit à désavoué ce compliment. M. *Malouet* a voulu reparoître à la Tribune, pour user du privilége de la parole; elle lui a été arrachée par le cri *d'ordre. Vive la liberté*! s'est écrié M. *de Foucault* à la tête du côté droit. M. *Malouet*, cependant, n'étoit pas un des Signataires de la Déclaration, et si l'on ne l'avoit forcé au silence, il auroit répété ce qu'il dit le 27 mai, et qu'aucun Journaliste n'a daigné transcrire.

Digitized by Google

« *Déclarer traîtres à la Patrie, vouer à l'exécration publique tels et tels Citoyens pour un tel fait*, c'est prononcer une Loi, et la plus terrible de toutes; c'est en même temps prononcer un jugement en conséquence de cette Loi. — Le Corps Législatif pourroit décréter un tel anathême contre les crimes de haute trahison, mais des particuliers, des Corps subordonnés, des Municipalités prononçant des condamnations qui équivalent à des peines capitales, exercent la plus absurde et la plus criminelle des tyrannies, et lorsque ce genre de proscription s'adresse à trois cents Membres du Corps Législatif qui ont, bien ou mal-à-propos, signé une déclaration de leur vœu en faveur de la Religion Catholique; lorsque l'Assemblée Nationale permet dans la Tribune la lecture de ces condamnations, je dis qu'elle permet un des attentats les plus graves contre sa dignité, sa sûreté, et contre la Constitution. »

« Abandonner trois cents de ses Membres à l'animadversion publique, pour avoir fait une déclaration de leur vœu, est au moins un acte impolitique de la part du Corps Législatif; car la mobilité des principes, ou plutôt des opinions populaires, peut diriger successivement les proscriptions contre tous les systêmes, contre tous les partis. »

« Mais dans le sein même de l'Assemblée, s'étayer du jugement d'une Municipalité ou de plusieurs, d'un ou de plusieurs Curés, applaudir à leurs injures, à leurs menaces contre trois cents Députés, c'est, à mon avis, le renversement de l'ordre, de la liberté, et du Pouvoir Législatif; et c'est inspirer à ceux qui, comme moi, n'ont pas signé la déclaration, le regret de paroître subjugués pa

Digitized by Google

cette confédération de violences et de menaces. — »

« C'est donner à chaque individu l'exercice du pouvoir Souverain qui a seul le droit de caractériser les délits, et de prononcer dans quel cas on est réputé *traître à la Patrie.* »

« C'est renverser le Pouvoir législatif en osant plus que lui, en excédant les bornes qui lui sont imposées. »

« C'est prostituer les peines et les menaces jusqu'à l'absurdité ; car il n'y a rien de plus fou que de signaler comme traîtres à la Patrie trois cents Membres de l'Assemblée Nationale qu'on ne peut priver du droit d'y donner leur suffrage. »

« Mais cette extravagance a de plus dangereuses conséquences encore. Qu'arriveroit-il en effet, si les hommes violens et inconsidérés qui provoquent ainsi la fureur du Peuple, parvenoient à leurs fins ; s'ils obligeoient une portion aussi considérable du Corps Législatif de fuir pour se dérober à leurs outrages ? On frémit d'y songer : et quand j'entends applaudir à ces actes prétendus patriotiques, je cherche les vrais amis de la liberté, de la paix, de la justice. »

« Et que deviendroit la liberté Nationale, avec cette nouvelle doctrine sur les déclarations et même sur les protestations ? car il faut bien distinguer celles de résistance, de celles d'improbation. *Je proteste et je m'oppose* ou *j'invite à la résistance*, tel est l'acte coupable ; mais je *proteste*, j'*affirme* que tel Décret a été rendu contre mon avis, que je n'ai pas voulu y participer, parce que je le crois préjudiciable à la chose publique, c'est le droit imprescriptible de tout Membre

Digitized by Google

du Corps Législatif. Ainsi, tant que j'entendrai des cris de fureur d'un François contre un François, ou des injures et des déclamations, je ne reconnoîtrai point là la voix de la Nation, pas plus que je ne suis tenté de révérer sa Souveraineté dans la personne de ceux qui pendent un voleur, ou qui massacrent un honnête homme. — Ah! que l'on ne se méprenne point à cette espèce de voix publique qui gronde aujourd'hui comme le tonnerre, ce n'est point celle qui prononcera sur les Lois, sur les vertus, sur les réputations de ce temps-ci; ce n'est point par les Adresses de quelques Curés, de quelques Officiers Municipaux, que la Nation s'expliquera; c'est d'après la situation morale, civile et politique de la France, dans vingt ans. Les haines, les violences, les soupçons, les préventions injustes seront alors éteintes, et ceux qui s'en abstiennent aujourd'hui, ceux qui n'auront jamais à se reprocher d'avoir *voué à l'exécration publique* leurs Concitoyens, ni d'avoir applaudi à un tel *ex voto*, ceux-là ont au moins la consolation et la certitude d'adopter, dès-à présent, les principes et les mœurs d'une Nation heureuse et libre, c'est-à-dire, juste et généreuse. »

Les Volontaires de la Bazoche ont paru à cette Séance, en annonçant qu'ils renonçoient à leur uniforme pour prendre celui de la Garde Nationale, par un discours dont la simplicité et la modération méritoient de justes applaudissemens.

Une triple Députation de Perpignan est venue ensuite accuser, ou plutôt déchirer le Vicomte de *Mirabeau*. La première, formée de Députés du Régiment de Touraine,

Digitized by Google

a représenté son Colonel sous les couleurs les plus odieuses ; elle l'a peint à-la-fois comme un fou, comme un conspirateur, comme un assassin, comme un corrupteur : le Régiment est sans torts ; le Colonel seul est coupable d'excès : Si *Touraine* s'est écarté de la discipline, c'étoit pour déjouer les menées insidieuses de l'Aristocratie.

Un Garde National de Perpignan a ensuite harangué l'Assemblée, et répété en termes élevés la condamnation de M. *de Mirabeau* et la gloire de son Régiment : « Ce brave Corps, a-t-il dit, s'est rempli de ce « feu sacré de l'amour de la patrie, qui éle- « vant et exaltant les ames, ne leur permet « plus cette régularité de mouvemens, qu'on « ne peut attendre que de vos travaux im- « mortels... Quand le Soldat est placé entre « son Supérieur et la Patrie, quel nom don- « nerons-nous à sa désobéissance ? Rappelez- « vous le jour où elle fut une vertu ; nous « lui dûmes le salut de l'Etat et le vôtre ? » Le troisième Orateur, Député de la Municipalité de Perpignan, a parlé avec plus de ménagement. Des applaudissemens immodérés ont accompagné tous ces *Factums*, et l'Assemblée en a ordonné l'impression. Suivant le bruit public, le Ministre de la guerre, a reçu la Députation de Touraine avec des sentimens très-opposés.

De nouvelles pièces relatives aux derniers malheurs de Nîmes, et entr'autres une lettre signée de M. *Vigier Sarazin*, Président de l'Assemblée Electorale, et Membre du Club Patriotique, ont été liées et renvoyées aux Comités des Recherches et des Rapports. Nous la réunirons aux autres documens dont nous devons présenter la substance.

Digitized by Google

Du Dimanche 27 Juin.

Une nouvelle lettre de cette Ville ensanglantée, a apporté aujourd'hui la démission des Officiers Municipaux. M. l'Evêque de Nîmes, modèle de toutes les vertus Pastorales, et qui, long-temps avant que la Loi eût proclamé la tolérance, en étoit en Languedoc l'apôtre et le défenseur, a demandé qu'on autorisât les Commissaires du Roi à faire un emprunt à la charge du Département, pour subvenir aux misères de Nîmes. Cette demande étoit sans doute bien placée dans la bouche d'un Prélat, qui très-récemment a sacrifié la presque totalité de ses revenus à cette œuvre de compassion; cependant M. l'Abbé *Gouttes* y a refusé son concours, en observant qu'il falloit secourir les malheureux aux dépens des auteurs des troubles.

Sur le Rapport du Comité des Pensions, l'Assemblée a décrété, en huit articles, le payement des arrérages des pensions échues au 31 Décembre 1789, et celui des six premiers mois de 1790, aux Pensionnaires de 600 liv. et au-dessous.

M. *de Mirabeau* le jeune s'étant présenté, et l'Assemblée étant indécise s'il devoit parler de la Tribune ou de la Barre, M. *de Mirabeau* l'aîné qui dans toute cette affaire a donné plus d'une preuve de fraternité, a très-pertinemment rappelé un exemple, honorable pour celui qui en étoit l'objet. Lorsque le Comité des Recherches inculpa M. *Malouet*, ce Député voulut être entendu à la Barre, l'Assemblée décréta qu'il passeroit à la Tribune. C'est aussi de la Tribune que M. *de Mirabeau* le jeune a prononcé sa défense péremptoire, étayée de faits prouvés écrite avec autant de noblesse que d'éner-

Digitized by Google

gie : la place nous manque aujourd'hui pour la transcrire, et nous ne pouvons la mutiler; si elle n'a pas obtenu l'hommage d'une partie des Spectateurs, du moins elles les a contenus dans le silence, et pour obtenir une pareille victoire il falloit être bien fort de moyens. L'Assemblée a renvoyé cette justification au Comité des Rapports, sans en décréter l'impression, qui cependant auroit contrebalancé l'effet des harangues de la veille.

Les Lettres de Madrid, du 27, nous ont appris que le Comte *de Florida-Blanca*, Premier Ministre, descendant de voiture pour entrer chez le Roi, a été frappé de trois coups de couteau par un assassin, qu'un des valets de S. E. a désarmé et saisi : on l'a conduit en prison; il est François et Chirurgien de profession. Heureusement, les blessures ne sont pas mortelles. On ignore encore les motifs qui peuvent avoir conduit l'assassin : quelques-uns prétendent que, revenu de Buenos-Ayres, où il étoit employé, il avoit inutilement fatigué le Ministre des Indes de ses sollicitations; mais ce Ministre est mort; et comment donc le meurtrier auroit-il fait expier à M. *de Florida-Blanca* les refus d'un autre? Nous serons mieux instruits la semaine prochaine.

Sa Majesté a sanctionné, le 21, purement et simplement le Décret abrogatoire de la

Digitized by Google

Noblesse, des Titres, des Armoiries, etc. On assure que ses Auteurs attendoient des observations contradictoires, qui leur eusseut fourni le moyen de modifier cet Acte, auquel le Public a été fort éloigné de prodiguer son ordinaire enthousiasme : on ajoute qu'à cet égard, M. *Necker* entroit dans leurs vues, et qu'il opinoit à suspendre la Sanction : si cela est, son avis n'a point entraîné celui du Roi et du Conseil. MM. le Comte *François d'Escars*, Député de Châtellerault, le Marquis *d'Argenteuil*, Député de l'Auxois, les huit Députés de la Noblesse du Poitou, et plusieurs autres, ont envoyé leurs Protestations formelles au Président de l'Assemblée Nationale, qui a refusé de les recevoir : leurs Auteurs les déposent chez un Officier public. Il est probable qu'incessamment il arrivera quelques paquets d'Adresses, où on les *vouera à l'exécration publique et à la proscription*, par respect pour les *Droits de l'Homme* et pour la liberté des sentimens. Ce Décret, qui diminuera encore les ressources de travail des Ouvriers et Ouvrières de la Capitale, de Lyon, etc. enlève au revenu public *sept millions*, que produisoient les droits de Contrôle et d'Insinuation au Tarif, perçus d'après la qualité des Contractans. Voilà un nouveau remplacement à faire ; on a chargé Dimanche dernier les Comités des Finances et des Impositions, d'en chercher les moyens.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 10 JUILLET 1790.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

VERS

DE JEAN MASSIEU, *sourd & muet de naissance, à MM. les Francs-Maçons de la Loge Françoise, élue Ecossoise, de Bordeaux, qui le font élever, à leurs frais, à l'Ecole Nationale des Sourds & Muets de Paris.*

ENFANT disgracié, la Nature cruelle
M'ôtoit jusqu'au plaisir de dire mes besoins,
Et d'être consolé par une voix fidelle.
Les animaux muets peuvent ouïr du moins

Digitized by Google

La compagne qui les appelle,
Et le maître chéri qui leur donne ſes ſoins.
Mais moi ! rien n'allégeoit l'excès de ma misère ;
Ces doux noms de fils & de mère
N'étoient rien à mon cœur, rien, pas même un
vain ſon ;
Et le flambeau de la raiſon
Me cachoit pour toujours l'éclat de ſa lumière.
Quel Dieu m'a ſecouru ! quel nouveau jour m'é-
claire !
Mes maux vous ont touchés, bienfaiteurs géné-
reux !
Et confiant ma deſtinée
A ce mortel, rival des Dieux (1),
Dont le génie audacieux
Corrige en ſes écarts la Nature étonnée,
Vous m'avez fait renaître au ſort le plus heureux.
Oui, ſi mon ame s'ouvre au jour de la penſée,
De la Religion ſi j'adore les loix,
Si ſous ſa main la parole tracée,
Interroge & répond ſans oreille & ſans voix,
Si la Cour, ſi la Ville, à me voir empreſſée,
Eſt témoin d'un prodige impoſſible autrefois,
Si je ſuis homme enfin, à vous ſeuls je le dois.
Mais ma plus douce jouiſſance,
C'eſt de pouvoir bénir cet eſprit créateur

(1) M. l'Abbé Sicard, de pluſieurs Académies, ſucceſ-
ſeur du célèbre Abbé de l'Epée, dans l'Inſtitution des
Sourds & Muets.

Digitized by Google

Qui seconde les vœux de votre bienfaisance,
Et de peindre en mes vers, comme ils sont dans mon cœur,
Ses bienfaits immortels & ma reconnoissance.

(*Par M. Ferlus, Doctrinaire, Interprète de Jean Massieu.*)

LE DÉPOSITAIRE GASCON,

CONTE.

UN Gascon reçut de l'argent
En dépôt : jusqu'ici, Lecteur, rien d'étonnant ;
Car recevoir ou prendre
C'est assez le fait du Gascon ;
Mais il s'agissoit de le rendre.
Rendre... vit-on jamais un Gascon rendre ? Non.

Mais cependant il falloit satisfaire
L'homme aux écus, Bas-Normand, ce dit-on,
Qui, sur ce point, n'entendoit pas raison.
Que faire ? un autre auroit perdu courage.
Lui, de chercher. Il court, se met en nage ;
Dans sa maison il n'est pas de recoin
Qu'il ne visite avec le plus grand soin

Digitized by Google

Sans rien trouver. L'homme aux écus commence
A soupçonner la vertu du Gascon.
Il se lasse d'attendre, & perdant patience,
Le traite d'insigne fripon,
Et le menace du bâton.

Dé la douceur, lui dit notre Dépositaire;
Jé pourrois mé fâcher; jé suis vif, & sandis,
Çà déviendroit uné vilaine affaire.
Mais contré moi d'où vient tant dé colère?
Vous, lé plus cher dé mes amis....
Est-cé pour cé dépôt qué jé né puis vous rendre?
Eh! jé né vois rien là qui doivé vous surprendre,
Vous n'avez, j'en suis sûr, aucun soupçon sur moi;
Vous connoissez trop bien ma bonne foi;
Voici lé fait. Craignant qué quelqué main friponne
Né vienne un jour mé l'enléver,
Jé l'ai caché, sandis, mais si bien qué personne
Né puissé jamais lé trouver.

(*Par M. D***. Av. en Parl.*)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade eſt *Théatre* ; celui de l'Énigme eſt *Mouchoir* ; celui du Logogriphe eſt *Plateau*, où l'on trouve *Peau, Pau, Eau, Taupe, Alep, Paule, Plata, Ut, La, Palet.*

CHARADE.

LES vents règnent ſur mon premier ;
Et les Prêtres ſouvent déſirent mon dernier :
Tu vois maintenant mon entier.

(*Par M. Genneau, Clerc.*)

ÉNIGME.

MAISON, tour & château,
Chaloupe & grand vaiſſeau,
Voilà les lieux qu'on me deſtine,
Les endroits où l'on met ma tige ſans racine ;

Digitized by Google

Mon trône est dans les airs ;
Je domine, à mon aise, & la terre & les mers ;
Quoique je sois sans corps, avec ma seule tête,
Je sais braver les vents, l'orage & la tempête ;
Souvent au haut des toits
En longs gémissemens je sais traîner ma voix ;
Je suis d'une triste figure,
Figure de cochon, oui, c'est-là ma structure.
Tu voudrois bien, Lecteur, me deviner ;
Tu le peux sans effort, sans beaucoup combiner.
Prends-garde à toi, car à tête volage
Mon nom convient assez : ainsi vois ton ouvrage.

(*Par M. Fillette, Curé de Patinge.*)

LOGOGRIPHE.

JE suis du sexe féminin,
Et j'aime fort qu'on me courtise ;
Le Financier, l'Homme d'Eglise,
Le Militaire & le Robin,
Près de moi sont toujours de mise,
S'ils viennent l'argent à la main ;
Car je l'avoue avec franchise,
C'est le Public qui paye tout mon train ;

Digitized by Google

Et j'ai si peu de retenue,
Que sans rougir de mon trafic honteux,
Tout bonnement j'affiche dans la rue
Que tel jour je fais des heureux;
Mais je ne remplis pas toutes les espérances,
Et maint rigaud porteur de mes billets,
Les déchire en pestant, & le moment d'après,
Souvent encor pour moi dérange ses finances.
De mes sept pieds décomposez la chaîne,
Vous trouverez une espèce de rat;
Un Saint; un fleuve; une fille d'Isménè;
Le nom du Chef qui gouverne l'Etat;
Un meuble nécessaire; un décret; un Prophète;
Ce que tout Acteur doit savoir;
Ce que d'un tonneau l'on rejette;
Ce que chacun voudroit avoir;
L'oiseau qui par son cri sauva le Capitole;
Un des défauts du Prince Picrochole.
Enfin Lecteur, pour finir en un mot,
De jouer contre moi ne fois jamais si sot.

(*Par M. Vallois.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Le Despotisme dévoilé, ou *Mémoires de* Henri Masers de la Tude, *détenu pendant trente-cinq ans dans diverses prisons d'Etat ; rédigés sur les pièces originales, par M.* Thiéry, *Avocat, Membre de plusieurs Académies ; dédiés à M.* de la Fayette. *A Paris ; se vend chez M. de la Tude, rue Bétizy, N°. 1, au coin de celle de la Monnoie ; & chez* Lejay fils, *Libraire, rue de l'Echelle.*

Dernier Extrait.

Aussi inépuisable dans ses ressources que ses ennemis étoient infatigables dans leur animosité, M. de la Tude se sauve encore de Vincennes. Il falloit que l'expérience ne l'eût pas corrigé : il s'adresse encore à M. de Sartine, comme il avoit fait à Madame de Pompadour, & a recours à sa *clémence* & à sa *protection*. Cette conduite prouve autant de simplicité & de bonhomie dans le caractère, que ses saillies & ses entreprises prouvoient de ressort & d'impétuosité ; cette fois pourtant

Digitized by Google

il n'indiquoit pas sa retraite. Il se rend ensuite à Fontainebleau pour implorer le Duc de Choiseul. Il est arrêté pour la quatrième fois & reconduit à Vincennes.

On peut bien imaginer que les mauvais traitemens augmentoient avec les efforts qu'il faisoit pour s'y soustraire. C'étoit une espèce de lutte entre les bourreaux & la victime. Il est jeté dans le plus horrible des cachots. Mais comme on ne doutoit pas qu'il n'eût mis à profit le court intervalle où il avoit été libre, pour écrire contre ses persécuteurs, trois Exempts (dit-il), Receveur, Marais & Huot, vinrent lui dire ces propres paroles : *M. de Sartine nous envoie vers vous pour vous dire que vous pouvez d'un mot obtenir votre liberté. Indiquez-nous le nom & l'adresse de la personne qui a vos papiers*; *il nous a donné sa parole d'honneur qu'il ne lui seroit fait aucun mal.* M. de la Tude rejette cette proposition infame, & ne fait aucun cas *de la parole d'honneur* dont on lui parle. On ne peut pas le trouver trop difficile, si l'on fait attention qu'il étoit prouvé par mille exemples que l'on se faisoit un jeu d'abuser les prisonniers par de fausses promesses. Comme autrefois le fanatisme avoit mis en principe qu'on ne devoit point garder sa foi aux hérétiques, celui du Despotisme étoit qu'on n'étoit tenu à aucun devoir envers des esclaves; & la tyrannie qui a

Digitized by Google

tant d'autres armes, n'a jamais rougi d'employer celles du mensonge.

Mais ce qui est très remarquable & ce qui révèle le secret des longs malheurs de M. de la Tude, c'est cette frayeur de tous nos petits Despotes, que leurs iniquités ne fussent produites au grand jour. C'est la seule différence qu'il y eut entre eux & les Visirs d'Orient. Ceux-ci ne craignent point l'opinion dans des pays où il n'y en a pas; pour les nôtres au contraire, c'étoit un épouvantail que cette opinion publique, devenue depuis long-temps assez redoutable pour qu'ils se crussent obligés de la ménager. C'étoit un des avantages de notre sociabilité que de forcer les Tyrans à rougir, parce que nos Tyrans vouloient régner dans la société comme ailleurs, & que le mépris pouvoit les y atteindre. De là tous les efforts qu'ils faisoient pour envelopper toutes leurs actions des ombres du mystère; de là ce système d'une administration ténébreuse & impénétrable. C'étoit, à les entendre, pour le maintien de l'autorité; mais c'étoit réellement pour mettre en repos leur amour-propre, dont apparemment ils s'embarrassoient un peu plus que de leur conscience. De là cet espionage dans les maisons, cette inquisition des postes: ils vouloient savoir ce qu'on osoit penser d'eux, & punir ce qu'on oseroit dire. Mais c'étoit sur-tout les écrits qu'ils redoutoient; c'est ce qui a perpétué

Digitized by Google

dans les prisons d'Etat la captivité de tant de malheureux. Quand leur désespoir avoit assez d'énergie pour faire craindre qu'ils ne prissent le Public pour Juge par la voie de l'impression, même au risque de s'expatrier, alors on prenoit le parti de les ensevelir tout vivans; & nous nous imaginions être plus humains que les Tyrans Asiatiques qui emploient le sabre & le cordeau! Quelle humanité! On parloit un jour, devant un vieux Procureur, des souffrances inouies que devoient endurer ceux qu'on faisoit ainsi languir dans nos abominables cachots: *Ah!* dit-il, *ils meurent à la longue.*

» J'ignore combien de temps je restai dans ce cachot; je ne pouvois y distinguer le jour des nuits, & je n'avois plus pour y calculer les heures que mon imagination; sans doute il eût été mon tombeau, & je n'aurois pas tardé à y être totalement *oublié* sans l'humanité de mon Porte-clefs. Je sentois la mort s'approcher; je la redoutois peu sans doute, mais ses lentes horreurs m'accabloient. Un jour que cet homme m'apportoit le pain desséché, qui depuis tant de mois étoit mon unique nourriture, je ranimai mes sens pour me traîner vers lui; je saisis ses deux mains, & avec les restes d'une voix étouffée, je lui dis: *Mon ami, tu es homme, tu parois sensible; j'ai surpris quelquefois des larmes prêtes à s'échapper de tes yeux, à la vue de mes affreux tourmens; il dépend de toi de les*

Digitized by Google

faire cesser ; choisis entre du poison & ton couteau ; donne ; il me restera encore assez de force pour me déchirer moi-même les entrailles ; par pitié, donne ! mais plains-moi & n'accuse que mes bourreaux. Cet homme ne me répondit que par des pleurs ; il sortit de mon cachot ; & peu d'heures après, je vis entrer le Chirurgien du Château. Il me trouva dans l'état le plus affreux ; j'étois prodigieusement enflé ; il remarqua que toutes les parties de mon corps retenoient l'empreinte du doigt lorsqu'on l'y appliquoit ; il jugea qu'à moins d'un très-prompt secours, j'allois perdre la vie : mais comment me donner des soins, me faire prendre du repos & des remèdes dans ce lieu infect, où je n'aspirois que du poison, où l'air n'entroit que par le guichet au moment où le Porte-clefs venoit me servir ; dans ce lieu, si humide, que ma paille, qui en étoit le seul ameublement, étoit toujours pourrie ; dans lequel il étoit impossible que j'éprouvasse la plus légère transpiration, & qu'on ranimât mes sens engourdis par le froid ; dans ce lieu si petit enfin, que je ne pouvois me mouvoir, & garder d'autre posture que celle de rester sur la terre, ou dans mon fumier ! Ce Chirurgien, nommé Fontailiau, effrayé de ce spectacle, prononça qu'il falloit à l'instant même me transférer dans une chambre. Mais comment en obtenir l'ordre ? Le Gouverneur, pressé de le solliciter près de M. de Sartines, s'y refusa de la manière la plus

Digitized by Google

forte : Sa haine, dit-il, est terrible ; & solliciter en faveur de ce malheureux est un moyen sûr de l'encourir ; adressez-vous au Médecin. On observa que le Médecin étoit de quartier chez le Roi, & que pour recourir à lui il falloit du temps, pendant lequel je périrois infailliblement ; le Chirurgien ne me donnoit pas 24 heures à vivre, si on me laissoit dans cet odieux cloaque. J'ignore quel moyen l'on employa ; mais trois heures après, tous les Porte-clefs vinrent me prendre, me mirent sur leurs épaules & me portèrent dans la première chambre qui est à gauche à l'entrée du donjon. Peu à peu la fièvre me quitta, mais mon enflure ne diminuoit pas. Je m'avisai de me soigner moi-même ; je me fis donner secrétement du vin chaud, dans lequel je mis beaucoup de sucre : je m'en trouvai parfaitement bien. Ce remède m'ouvrit tous les pores : il me donna des forces, & je suai beaucoup. J'en prévins alors mon Chirurgien, qui approuva que je l'employasse quelquefois, & en moins de deux mois & demi toute mon enflure fut dissipée.

Il savoit par expérience que le seul secours qu'il pût trouver dans sa situation, c'étoit de se faire un objet quelconque de travail & d'espérance, & son étonnante activité en vient encore à bout. Il passe vingt-six mois à percer un trou, de sa chambre dans le jardin, avec une verge de fer, à travers un mur de cinq

Digitized by Google

pieds d'épaisseur. Il se procure ainsi un moyen de correspondance avec tous les prisonniers qui venoient à différentes heures se promener dans le jardin. Il apprend leurs aventures & nous en rend compte. L'épisode est de la même nature que l'Ouvrage ; ce sont de nouveaux chapitres à joindre à l'Histoire des forfaits du Despotisme.

Il y avoit déjà vingt-six ans qu'il étoit traîné de prison en prison. Il assure que dans l'espace de trois mois, quatre prisonniers de Vincennes s'étranglèrent de leurs propres mains. Comme il ne les nomme pas & n'apporte point de preuves, bien des gens voudront en douter ; moi, je me plais à le croire ; c'étoit quatre infortunés de moins sur la terre ; & quelle ressource resteroit-il donc contre les Tyrans, quand ils sont les plus forts, s'il n'y avoit pas heureusement celle de mourir ? C'étoit dans ces occasions que Caligula disoit : *Il m'a échappé.*

Il obtient une audience de M. de Sartine, qui, après l'avoir écouté, répond *qu'il en parlera au Roi* ; mais au bout de quelque temps, ne recevant aucune réponse & n'ayant pas même la permission d'écrire, il demande, dans le délire du désespoir, qu'on le remette au cachot. On ne manqua pas de le prendre au mot, afin qu'il ne fût pas dit qu'on avoit refusé toutes ses demandes. Il y reste neuf mois. Ce-

Digitized by Google

dant toujours au besoin d'écrire & de se plaindre, quoique très-inutilement, à mesure qu'on lui ôte les moyens qu'il imagine, il en invente de nouveaux, toujours plus extraordinaires. Transcrivons encore, sur cet objet un morceau dont les détails frappent à la fois d'admiration & d'horreur. On y verra ce que l'homme peut souffrir & ce qu'il peut faire.

» J'eusse désiré pouvoir, comme autrefois à la Bastille, écrire sur des tablettes de mie de pain & avec mon sang; mais le cachot, dans lequel j'étois, rendoit ce moyen impraticable. Je tentai vainement de préparer de ces tablettes, l'humidité étoit si forte qu'elles ne purent sécher : d'ailleurs j'étois dans une obscurité absolue; il n'y avoit aucun trou qui me donnât le moindre rayon de lumière, & je ne recevois d'air que celui qui filtroit à travers les serrures des trois portes énormes qui défendoient l'entrée de ce sépulcre. On ouvroit rarement la troisième; il y avoit un guichet pratiqué dans le mur, à travers lequel mon Porte-clefs me servoit à manger. Pendant que je prenois ces tristes repas, il laissoit ordinairement sa lumière sur la pierre horizontale de ce guichet, & alloit vaquer à d'autres soins. Je résolus de profiter de cette clarté, & de la facilité, que me laissoit son absence, pour écrire. Je préparai d'avance une sorte de paillasson avec ma *litière*; je plaçai dessus un morceau de ma chemise, que j'avois dé-

chirée, & au moyen d'un fétu de paille dans lequel je faisois couler du sang, je traçai sur cette toile mes plaintes & mes soupirs. Combien ces affreux caractères devoient être éloquens ! Quel est l'homme sensible qui, en les voyant, n'eût pas effacé ce sang avec ses larmes ? Et les monstres auxquels je les adressois, les reçurent avec indifférence ; ils n'y virent qu'un objet d'amusement & de curiosité !

» A la vue de cette étonnante épître, tout le Conseil du donjon s'assembla pour régler les moyens de s'opposer à l'avenir à de pareilles entreprises. Il fut réglé dans cet aréopage, qu'on pratiqueroit au dehors une espèce de bobèche, dans laquelle le Porte-clefs placeroit sa lumière, de manière qu'elle ne pût répandre dans mon cachot qu'une lueur vague & trop foible pour me permettre d'écrire, & qu'indépendamment de cette précaution, mon Geolier ne me quitteroit pas que mon repas ne fût fini. Ce décret fut exécuté à l'instant même, pendant que moi, de mon côté, j'imaginois de nouveaux moyens d'éluder ces dispositions. Il semble qu'il y avoit entre mes persécuteurs & moi, deux génies, dont l'un mal-faisant & cruel, n'étoit occupé que du plaisir de combattre les efforts que le mien tentoit sans cesse, pour opérer des prodiges en ma faveur ; mais malheureusement celui-ci étoit le moins puissant des deux.

Digitized by Google

» Dès que je vis la nouvelle manœuvre parfaitement établie, je dirigeai ma marche en conséquence. On conçoit sans peine, d'après ce que j'ai rapporté de cet antre effroyable, dans quel état l'humidité qui y régnoit constamment devoit mettre le corps du malheureux qu'on y faisoit pourrir : ce supplice n'étoit pas le seul, ni même le plus cruel que j'enduraſſe : je ne respirois qu'un air fixe & empoisonné ; toutes les fois qu'on ouvroit mon guichet, la colonne d'air plus pur & plus vif qui entroit subitement alors dans mon cachot, raréfioit avec force celui qui rempliſſoit mes entrailles, & m'occasionnoit un déchirement affreux : la douleur étoit quelquefois si vive, que je restois pendant plusieurs instans sans force & presque sans mouvement. Je diminuois cette douleur avec un peu d'huile ; elle adoucit & lubréfie les canaux à travers lesquels elle pénètre, & le Chirurgien ne m'en refusoit pas lorsque j'en demandois. J'en fis une petite provision que je mis dans un pot de pommade qu'on m'avoit laissé pour entretenir mes cheveux ; ensuite je treſſai de la paille dont je fis une corde fort longue ; je l'arrondis en forme de ruche, au moyen d'une autre treſſe plus petite qui servoit à lier la groſſe, & à en faire une sorte de paillaſſon. J'en préparai ensuite une troisième pour me servir de bâton ; j'y attachai à l'extrémité du linge, & avec

Digitized by Google

un peu de coton que j'effilai de mes bas, je me procurai un lumpion que j'arrangeai dans mon pot d'huile. Tout étant disposé ainsi, j'attendis l'instant où mon Porte-clefs viendroit m'ouvrir le guichet ; il ne pouvoit jamais apporter à la fois ce qui m'étoit nécessaire, & faisoit toujours deux voyages: pendant cette très-courte absence, au moyen de mon bâton de paille, qui avoit cinq pieds de longueur, j'allumai le petit morceau de linge que j'y avois attaché, à sa chandelle, qu'il posoit d'abord dans sa bobèche de l'autre côté de la muraille ; dans un clin d'œil mon lampion fut également allumé & recouvert de son paillasson. Le Porte-clefs, qui revint à l'instant, ne vit rien, ne se douta de rien, & ne me quitta qu'après que j'eus fini de dîner. Dès que le guichet fut refermé, je profitai de ma lumière, & je composai une seconde lettre de la même manière que la première. J'éprouvois une consolation bien douce à braver ainsi mes ennemis, & à me jouer de leurs efforts. Le Porte-clefs hésita beaucoup à se charger de cette nouvelle épître : il craignoit de toucher le linge lorsque je le lui remis ; il croyoit au moins qu'un Démon familier m'aidoit dans toutes mes opérations ; il m'apprit le soir que c'étoit l'excuse qu'il avoit donnée aux Officiers du Château pour se justifier, & qu'ils avoient paru aussi tentés que lui de l'adopter ».

Digitized by Google

Un nouveau règne & un nouveau Miniſtère lui rendent un moment d'eſpérance. Louis XVI étoit ſur le trône, & des Philoſophes étoient en place. Je ne parle pas de l'inſouciant Maurepas, homme auſſi frivole qu'aimable, à qui ſon grand âge auroit ôté toute énergie, quand même il en auroit eu dans le caractère, qui ramené ſi tard au timon des affaires, n'en connoiſſoit qu'une importante, celle de deviner en tout ſon royal pupille ſans l'éclairer ſur rien; qui connoiſſoit aſſez ce pays-ci pour ſavoir que le ſeul moyen de mourir en place étoit de n'y rien faire, & qui en un mot ne ſe ſoucioit que de régner & de digérer paiſiblement. Je parle d'un Turgot, homme éclairé & vertueux, qui ne connoiſſoit pas la Cour, mais qui aimoit le Peuple; qui vouloit le bien ſi décidément que ſa perte fut jurée dès le premier moment où il entra au Miniſtère; dont la diſgrace fut l'ouvrage des plus ſavantes manœuvres que jamais l'intérêt & la haine ayent pu imaginer; que Louis XVI aimoit & eſtimoit, & que pourtant il fut forcé d'abandonner. Je parle d'un Malesherbes qui avoit quitté la Magiſtrature pour ſon jardin, & conſentit à quitter ſon jardin pour le Miniſtère, dans l'eſpérance de ſervir ſa Patrie, mais qui revint bien vîte dans ſa retraite, quand il vit l'impoſſibilité de faire le bien parmi tant de gens intéreſſés au mal.

Digitized by Google

M. de la Tude eut le bonheur de paroître devant lui, & l'attendrit jusqu'aux larmes. Il étoit au moment de recouvrer sa liberté; mais ceux qui la regardoient comme un danger pour eux, avoient les yeux ouverts sur lui. Etonnez-vous maintenant que l'on trompe si aisément un Roi, celui de tous les hommes qui par le rang qu'il occupe est le plus fait pour être trompé! On parvient à tromper M. de Malesherbes. Le moyen qu'on employa étoit, il est vrai, assez commun. On fit passer pour un fou le prisonnier qui avoit excité sa pitié. Ce n'étoit peut-être pas la centième fois qu'on se servoit de cet artifice en pareille occasion : il est si facile de faire passer pour fou celui qui ne parle à personne, & il est même si probable que vingt ans de Bastille puissent aliéner la raison! mais on mit une adresse infernale à supposer des preuves de folie. On fabriqua de faux Mémoires remplis d'extravagances, & qu'on attribua au délire du prisonnier. Le Ministre, qui alloit se retirer, n'eut pas le loisir de l'examen : il se contenta d'adoucir le sort de M. de la Tude, qui fut transféré à Charenton.

Quoique cette prison fût infiniment plus douce que la Bastille, cependant cette espérance si prochaine & si tôt évanouie d'une liberté si long-temps attendue, & le nouveau tourment d'être relégué parmi des foux, après avoir gémi vingt-six ans dans les ca-

Digitized by Google

chots, bouleverſent encore l'ame de ce malheureux, d'autant plus que l'Exempt qui l'avoit amené, l'ayant peint comme un homme à craindre, il y avoit ordre de le renfermer étroitement & de le traiter avec rigueur. Ces ordres, comme on l'imagine bien, n'émanoient pas du Miniſtère; mais c'étoit encore un des abus du régime arbitraire, que ceux qui avoient le premier pouvoir, ne pouvant pas toujours regarder de ſi haut, laiſſoient les victimes abandonnées à la férocité mercenaire des ſubalternes.

Il obtient pourtant, au bout de quelque temps, tous les ſoulagemens que l'on peut avoir dans une priſon. Il en profite pour ſolliciter ſon élargiſſement, qui lui eſt enfin accordé par M. Amelot, alors Miniſtre de Paris, & il ſort de Charenton le 7 Juin 1777.

Vous le croyez au terme de ſes peines, il en eſt bien loin. D'abord la lettre de cachet qui ordonnoit ſa délivrance, étoit en même temps une lettre d'exil à Montagnac. On lui permet cependant d'aller remercier le Miniſtre; on lui accorde quelques délais. Dénué de tout, ſans patrimoine, ſans reſſources, il croit pouvoir demander quelque récompenſe pour les Mémoires dont j'ai parlé ci-deſſus, & qui avoient été utiles au Gouvernement. Quand il eût demandé auſſi quelque dédommagement pour tout ce qu'il avoit ſouffert, je ne

Digitized by Google

crois pas que c'eût été un crime. Il projette un Mémoire pour le Roi & le présente à M. le Maréchal de Beauvau ; & ce respectable Citoyen, dans tous les temps l'ami de la justice, de l'ordre & de la raison, fait à M. de la Tude un accueil dont il a droit de s'honorer. Mais dans ce Mémoire remis au Roi, il se plaignoit de M. de Sartine. Au bout de quelques jours, il reçoit de M. le Noir, Lieutenant de Police, l'ordre de partir sur le champ. Il part. A 40 lieues de Paris, l'Exempt Désmarais, qui avoit couru après lui, l'arrête, le mène au Châtelet, & ensuite à Bicêtre. Cette fois-ci, la calomnie avoit changé d'objet ; ce n'étoit plus comme fou qu'on l'arrêtoit ; c'étoit comme voleur. L'un étoit aussi vrai que l'autre. Quand son innocence n'eût pas été depuis bien formellement reconnue, la conduite qu'on tenoit avec lui suffisoit pour le justifier. S'il avoit volé, pourquoi ne pas le juger ? Ce ne pouvoit pas être par ménagement pour sa famille : il n'y en avoit plus pour lui. Mais on vouloit *l'ensevelir* ; & s'il n'a pas été *enseveli* en effet, il n'a fallu, pour l'empêcher, rien moins qu'une suite de prodiges, & le plus grand de tous, c'est la vertu de Mde. le Gros, couronnée si justement par l'Académie Françoise en 1784.

Ce n'est pas la faute de M. de la Tude si la peinture qu'il fait des horreurs de Bicêtre va jusqu'au dégoût qui flétrit l'ame ;

Digitized by Google

& qu'elle eſt tentée de repouſſer; il faut ſurmonter ce dégoût, il faut qu'il cède à l'indignation profonde & inſtructive que ces détails doivent inſpirer. Il faut les lire dans l'Ouvrage même; une eſquiſſe ſeroit trop foible. Voyez le tableau dans tout ſon entier, & dites-vous bien, pour ne l'oublier jamais : Voilà le Gouvernement abſolu. Eh ! l'orgueil de l'homme qui eſt contenu par ſes égaux eſt ſi ſouvent injuſte & cruel; combien doit être atroce l'orgueil qui ne reconnoît point de Juges !

Mais enfin à ces horribles peintures ſuccède l'image conſolante de la vertu bienfaitrice. Le troiſième volume de ces Mémoires ſemble fait pour guérir les bleſſures que font les deux premiers à quiconque porte un cœur humain. On ſait par quel heureux haſard une jeune femme, une petite Marchande Mercière, trouva ſous ſes pas un paquet dont l'enveloppe étoit déchirée, & qui étoit ſignée : *Maſers de la Tude, priſonnier depuis trente-deux ans à la Baſtille, à Vincennes, & maintenant à Bicêtre, au pain & à l'eau, dans un cachot à dix pieds ſous terre.*

Le Public entendit il y a quelques années, dans la ſéance publique de l'Académie Françoiſe, avec un attendriſſement général, le récit des efforts inouis, des démarches de tout genre, des tentatives de toute eſpèce qui occupèrent pendant trois ans Mde. le Gros en faveur d'un priſon-

Digitized by Google

nier de Bicêtre, qu'elle ne connoissoit que par son infortune. Il seroit beau, il seroit rare de faire pour un père, pour un frère, pour un amant, pour un ami, ce qu'une femme pauvre, ignorée, isolée, a fait pour un homme qui lui étoit absolument étranger. Que ceux qui aiment le récit des belles actions, qui s'y complaisent pour l'honneur de l'humanité & pour leur propre plaisir, le plus pur & le plus doux qu'il soit donné à l'homme de goûter, contemplent ici la vertu dans toute sa plénitude, dans tout son éclat, dans toute son énergie; qu'ils lisent les Mémoires de M. de la Tude.

Cet article est long; mais je ne sçaurois croire qu'il le paroisse; & quand ce ne seroit que pour soulager l'ame oppressée de mes Lecteurs, il faut qu'ils entendent M. de la Tude lui-même racontant de quelle manière il vit pour la première fois son incomparable bienfaitrice.

» Il y avoit dix-huit mois que cette compatissante amie étoit ainsi ballottée entre la crainte & l'espérance, & s'épuisoit par ses efforts, sans avoir vu celui qui en étoit le triste & malheureux objet. Le désir de me connoître étoit devenu le besoin de son ame, & il s'aigrissoit tous les jours par les difficultés qui s'opposoient à ce qu'elle le satisfît, par l'intérêt qu'elle m'avoit voué, & qui devenoit plus tendre à mesure que ma situation lui paroissoit plus déplorable. Enfin elle croit démêler un

un moyen de parvenir à me connoître; elle l'embrasse avec transport, & court au devant de ce qui peut le faire réussir. Elle apprend que le bon & respectable Abbé Legal, mon ancien consolateur, obtenoit facilement à la Police la permission de parler aux prisonniers de Bicêtre; elle va le trouver. Elle lui communique son impatience; tous deux ont le même désir, le même sentiment: ils conviennent d'un jour, & le vénérable Ecclésiastique sollicite l'ordre d'être admis à me parler. Mais l'ordre est donné pour lui seul; & toute la faveur dont cette sensible amie pourra jouir, sera de me voir traverser la cour, au moment où on me conduira dans la salle dans laquelle l'Abbé pourra seul être admis. N'importe, elle s'en contente: elle m'annonce ce bonheur que je devois si vivement partager; elle se trouvera sur mon passage, je la reconnoîtrai à une branche de buis qu'elle tiendra à sa main. Nos ames pourroient se parler & se confondre; mais elle m'impose l'obligation de contraindre mes moindres mouvemens, pour ne pas dévoiler à mes surveillans notre intelligence, & ne pas m'exposer à voir encore appesantir mes fers.

» Je la verrai donc! le jour est arrivé, l'heure approche; on ouvre mon cachot: deux Gardes armés d'énormes bâtons m'avertissent de les suivre. Tous mes membres sont agités par un sentiment nou-

veau ; mes sens & ma raison éprouvent une sorte d'ivresse ; je veux marcher, mes genoux fléchissent, & je puis à peine me traîner, à l'aide des hommes qui m'accompagnent. Et mon amie, ma respectable mère, quelle étoit alors sa situation ? pâle, haletante, elle m'attendoit ; ses yeux venoient au devant de mes pas. Elle m'aperçoit : quel spectacle ! Un mouvement involontaire lui fait détourner la tête avec horreur. Son ame cependant la rappelle à elle-même. Elle reporte ses regards sur moi. Elle voit un fantôme effrayant, dont l'aspect repousse la pitié : des yeux hagards & éteints, des traits effacés, une bouche livide, une barbe longue qui me couvroit une partie du visage & retomboit sur ma poitrine, une démarche incertaine & tremblante, des lambeaux sales & pourris qui me couvroient à peine. Quel effroyable objet d'une compassion si tendre, d'une sensibilité si vive ! J'arrive près d'elle ; je la cherchois, & mes yeux, éblouis du jour que je revoyois, ne la trouvoient pas. Mon cœur me l'annonce enfin : je la vois, je vole, je me trouve dans ses bras ! La crainte arrête un instant ses mouvemens ; mais bientôt elle obéit comme moi à l'élan qui l'entraîne : elle me serre, elle me presse, & nous pleurons ensemble ; mes Gardes attendris n'ont pas la force de m'arracher de ses bras. Moment heureux & inappréciable, qui repariez alors 34 années de désespoir & de tourmens !

Digitized by Google

Si M. de la Tude accuse des Tyrans & des Bourreaux, il dévoile aussi les ames généreuses qui s'intéressèrent à son affreuse situation; mais c'est toujours à Mde. le Gros qui la fit connoître, qu'il dut originairement tous les secours & tous les services qu'il reçut. On ne sera pas étonné de rencontrer parmi ses Protectrices un nom qui se trouve par-tout où il y a dû bien à faire, celui de Mde. Necker. Elle exigea long-temps le secret; mais enfin l'on sait aujourd'hui par le témoignage de M. de la Tude, qui a mis, pour ainsi dire, sous la garantie de l'approbation publique, la noble indiscrétion d'un cœur reconnoissant; l'on sait que c'est à Mde. Necker *qu'il a dû la vie & la liberté.* Si tous les malheureux qu'elle a secourus avoient le même motif pour trahir le secret de sa bienfaisance, on verroit que sa vie a été dévouée au soulagement des misères cachées, comme celle de son digne époux, à soutenir le fardeau des détresses publiques, & ce seroit sans doute, auprès de bien des gens, une occasion de plus de calomnier & d'outrager l'un & l'autre. Mais ne doit-on pas s'y attendre? & n'est-ce pas à ce prix que l'on se consacre à servir l'humanité?

Cependant l'intrépide activité de Mde. le Gros, que ne rebutoient ni les fatigues, ni les dégoûts, ni même les menaces & les dangers, commençoit à répandre un jour terrible sur ces mystères d'iniquité; & déjà

Digitized by Google

des personnes d'une condition assez élevée pour ne pas craindre les Ministres, réclamoient hautement & puissamment une justice tardive. M. le Noir, successeur de M. de Sartine, qui avoit passé au Ministère de la Marine, fut obligé d'entendre M. le. le Gros & son protégé. Leurs conversations sont rapportées; elles sont curieuses; elles ne sont que trop vraisemblables; mais enfin tout ce qui n'est que verbal peut se nier & n'a point d'authenticité, à moins d'un témoignage légal. M. de la Tude prétend que M. de Sartine, son irréconciliable ennemi, mais devenu timide devant ses protecteurs, faisoit jouer en secret tous les ressorts possibles pour empêcher son élargissement, tout en assurant qu'il ne s'y opposoit en aucune manière. Il prétend que M. le Noir, ami de M. de Sartine, le servoit de son mieux dans cette obscure persécution; c'est la matière du procès qu'il veut intenter à tous les deux; & comme aujourd'hui toute procédure est publique, il sera facile de juger & l'attaque & la défense.

« Il n'y avoit plus de justice à attendre de mes ennemis; mes défenseurs résolurent d'arracher ce qu'ils n'avoient pu en obtenir; ils osèrent prendre la résolution de les braver & de les intimider. Ce fut M. de la Croix qui eut le courage de monter sur la brèche. Il fut trouver M. de Sartine. Ce Ministre eut l'impudence de dire qu'il ne me

connoissoit pas. Mon généreux défenseur changea de ton alors; & après lui avoir prouvé qu'il me connoissoit très-bien, il lui retraça tout ce qu'il faisoit encore pour m'accabler : il termina par lui dire qu'il venoit le prévenir charitablement, que beaucoup de personnes de la plus haute distinction étoient résolues de m'arracher des prisons, que des Mémoires contenant le récit de mes tourmens & de sa haine étoient prêts à paroître, & qu'il avoit cru devoir lui apprendre qu'il pouvoit encore prévenir cette publicité, en brisant mes fers; qu'au surplus, s'il se refusoit à rendre lui-même cette tardive justice, on sçauroit l'obtenir de la Commission des graces.

» M. de Sartines écrasé à ce mot, balbutia, pâlit, & eut la bassesse de dire à M. de la Croix : *Mais si ce prisonnier obtient enfin sa liberté, il passera chez l'Etranger, & il y écrira contre moi.*

» M. de la Croix lui répondit : Vous connoissez mal cet homme, qu'on n'a cessé de calomnier : il est généreux, il est sensible; & s'il vous doit sa liberté, il ne se souviendra plus que du bienfait : d'ailleurs, il est à ce moment isolé en quelque sorte sur la surface de la terre; il sera forcé d'accepter un asile que lui offrent des personnes honnêtes de Paris, qui répondent de ses démarches & de sa conduite «.

Je suis obligé de déclarer qu'à cette même époque je fus instruit de tous ces faits,

Digitized by Google

précisément avec les mêmes circonstances rapportées ici; & je le fus par mon ami M. de la Croix, connu dans le Barreau par son zèle pour les malheureux qu'il aida souvent de ses talens & de sa bourse, & dans la Littérature par des Ouvrages estimables, tous consacrés au bien public, & qui lui ont mérité *le prix d'utilité*, au jugement de notre Académie.

Je rassemblois alors des matériaux pour servir à une Histoire des iniquités Ministérielles, qui ne devoit paroître qu'après ma mort; car je croyois fort inutile d'offrir à la tyrannie une victime de plus, & la voix de la vérité n'en a pas moins de force en s'élevant du sein de la tombe. Un nouvel ordre de choses rend ce travail inutile; tous les opprimés peuvent faire entendre leur voix & n'ont pas besoin d'emprunter la mienne. Bientôt même il ne sera plus nécessaire d'évoquer le passé pour assurer le présent; & plus heureux que je n'avois espéré de l'être, au lieu de noircir mes dernières pensées par le récit des crimes, j'aurai la douceur d'avoir vu, avant de mourir, une révolution que je n'espérois que pour nos enfans, & je n'emporterai pas dans le tombeau ce fardeau de douleur & d'indignation qui avoit pesé si long-temps sur mon cœur.

Jamais, je l'avoue, je n'en fus plus oppressé que lorsque j'entendis le récit de M. de la Croix; il peut se rappeler l'impres-

Digitized by Google

sion violente que j'éprouvai, sur-tout à ces paroles : *S'il est libre, il écrira contre moi.* On ne peut pas les entendre, sans que toutes les facultés de l'ame se soulèvent à la fois ; ces paroles étalent le Despotisme dans toute son horreur. Jamais on n'a mieux fait voir que l'habitude du pouvoir arbitraire peut ôter non seulement toute humanité, mais même toute ombre de pudeur. *Il écrira contre vous ?* C'est-à-dire, il se plaindra d'avoir été opprimé 30 ans, & pour qu'il ne s'en plaigne pas, il faut qu'il le soit jusqu'à la mort, & qu'il meure dans les cachots ! Ces paroles qui paroissent toutes simples à ceux qui les prononcent, sont le plus insolent outrage que jamais l'orgueil des Tyrans ait fait à la nature humaine. Il faut traîner dans la poussière cet exécrable orgueil & le retourner dans la fange de l'opprobre. On ne pouvoit pas dire pour cette fois, comme à propos des Calas : Il y a plus de Ministres que d'opprimés. Non ; mais on disoit (& c'est de tous les principes le seul inviolable dans un Gouvernement absolu), il ne faut pas que l'autorité ait jamais tort.

Quelle différence de ce langage à celui que tiennent aujourd'hui les malheureux qui se plaignent de l'oppression ! Ils ne demandent pas que leur plainte soit un jugement, que leurs tourmens soient un titre de vengeance, que le bruit de leurs chaînes étouffe la voix de ceux qu'ils accusent. Ils disent au contraire : Parlez ; dé-

fendez vous, paroissez, & la Loi prononcera. C'est là que l'on sent combien la tyrannie est vile, & combien la justice est grande & noble. Le caractère des Tyrans, je viens de le dire, est sans doute un profond mépris pour les hommes; mais ne sont-ils pas punis par celui qu'ils sont forcés d'avoir pour eux-mêmes? Je prends le Ciel à témoin que j'aimerois cent fois mieux mourir que d'avoir *à pâlir* devant un homme, quel qu'il fût, qui menaceroit d'écrire contre moi. Il faut renoncer à la vie, ou voir lui répondre: écris, & je te répondrai, si tu en vaux la peine.

Il fallut ici tout le contraire: il fallut que Mde. le Gros se rendît caution du silence de M. de la Tude; que ses protecteurs se soumissent à la même garantie. Mais ils s'en consoloient en réunissant leurs bienfaits pour procurer à Mde. le Gros & à *son fils adoptif* (jamais adoption n'eut un titre plus légitime) un bien-être qui pût les mettre du moins au dessus du besoin. Parmi ceux qui s'honorèrent en lui faisant accepter leurs secours, on trouve une foule de ces noms toujours accompagnés de l'estime publique. Sa conduite, depuis qu'il fut libre, ne démentit en rien les engagemens qu'on avoit pris en son nom. Il se sont annullés d'eux-mêmes, quand le pouvoir qui les avoit exigés est tombé. Le jour des manifestations est arrivé: M. de la Tude attend celui d'une vengeance

légale; elle peut être nécessaire à l'exemple; mais pour lui le dédommagement le plus doux, c'est l'intérêt qu'il a inspiré à tous les bons Citoyens.

La rédaction de ces *Mémoires* doit faire honneur à M. Thiéri : il s'est si bien pénétré de son sujet, qu'il paroît être celui pour lequel il parle; & il écrit comme s'il avoit lui-même souffert. Son style, quoiqu'il ne soit pas d'un goût égal, est en général naturel, animé, pathétique; il parle à l'ame, & c'est faire l'éloge de celle de l'Ecrivain.

(D.....)

MÉMOIRE envoyé, le 18 Juin 1790, à l'Assemblée Nationale par M. DE LA LUZERNE, Ministre & Secrétaire d'Etat. A Paris, de l'Imprimerie Royale.

UNE affaire personnelle & contentieuse ne paroît pas en elle-même devoir entrer dans la classe des objets qui nous occupent ordinairement. Mais comme Citoyens, avant d'être Littérateurs & Philosophes (& aujourd'hui plus que jamais ces titres doivent se réunir & tendre au même but), nous croyons devoir dire un mot de cette accusation, la première qu'on ait légale-

Digitized by Google

ment intentée depuis la Loi établie sur la responsabilité des Ministres.

Cette Loi est sans doute une des premières bases d'une Constitution libre; mais il est très-essentiel de se faire des idées justes de la manière dont on doit l'appliquer.

Plus on est naturellement porté à inculper ceux qui gouvernent, plus il importe de ne pas les accuser légèrement; c'est décréditer dans sa naissance une institution vraiment patriotique, & profaner l'arme de la Liberté en la mettant dans la main de la haine.

Une dénonciation contre un Ministre ne peut pas être aujourd'hui, graces à notre Constitution, un acte de courage; on est donc plus rigoureusement obligé d'en faire un acte de justice. Quand l'air de popularité est le plus favorable qu'on puisse se donner, il est trop facile de le prendre; & il faut alors pouvoir se dire à soi même, comme aux autres, qu'on n'attaque pas un Ministre parce qu'il est Ministre, mais parce qu'il est coupable.

L'empressement d'accuser, loin de servir la chose publique & d'intimider ses ennemis, sert fort mal l'une & favorise les autres; plus vous vous annoncez avec avantage en parlant au nom de la chose publique contre l'Administrateur, plus vous tombez de haut, si l'Administrateur n'a pas tort; il semble alors que la chose publique ait succombé avec vous; c'est compromet-

Digitized by Google

tre une chose sacrée ; c'est ménager un triomphe à ses ennemis.

J'ai été affligé, je l'avoue, quand j'ai entendu accuser dans l'Assemblée Nationale un des Ministres que la Nation elle-même avoit pris sous sa protection, lorsqu'enveloppés dans la disgrace de M. Necker, ils partagèrent bientôt après avec lui l'honneur d'être rappelés par la voix de toute la France qui s'étoit fait entendre au Roi. C'étoit au moins, il faut l'avouer, une présomption en faveur de leur patriotisme : il est peu vraisemblable qu'on soit en même temps le martyr de la cause de la Nation & l'agent de la tyrannie.

On a vu avec surprise que les qualifications les plus violentes, *fraude*, *tyrannie*, *barbarie*, *opérations désastreuses*, &c. fussent prodiguées sans alléguer aucune preuve. De pareilles expressions doivent être la conséquence des preuves & n'en tiennent pas lieu. Quand elles sont démontrées justes, elles sont la première punition de l'accusé ; quand elles ne sont que des injures, elles deviennent la première punition des accusateurs. Duclos pouvoit dire d'un mauvais Ecrivain : *Un tel est un sot ; c'est moi qui le dit, & c'est lui qui le prouve.* Mais devant les Tribunaux, il faut dire : *Vous avez mal administré ; je le prouve.*

Une accusation sans preuves est absolument nulle aux yeux de la justice ; car l'accusé n'est pas tenu de démontrer qu'il est

Digitized by Google

innocent ; c'eſt à ſes adverſaires à démontrer qu'il eſt coupable. M. de la Luzerne a donc le droit de garder le ſilence, juſqu'à ce qu'il eût à répondre à des preuves. S'il a été au devant, c'eſt qu'il a cru, ſans doute, que ſi les preuves ſeules pouvoient influer ſur un jugement, les dénonciations ſuffiſoient pour influer ſur l'opinion, & avant que l'on ſongeât à fournir les preuves des délits qu'on lui impute, il a voulu fournir celles de ſon innocence.

Je n'ai aucune relation perſonnelle avec ce Miniſtre. Je ne prétends point décider entre lui & ſes adverſaires ; ce ſeroit uſurper les fonctions de ceux qui ſeront ſes Juges. Mais quand un homme public ſe préſente d'abord au tribunal de l'opinion, tout Citoyen peut énoncer la ſienne. Quelque jour apparemment, ſes accuſateurs produiront leurs moyens ; juſques-là les ſiens paroiſſent d'une grande force ; ils ſont tous appuyés de pièces juſtificatives très-fortes, les détails où il entre ſont d'une clarté très-lumineuſe. Le ton de ſa défenſe eſt ſage, ferme, noble, auſſi calme que retentiſſante la dénonciation eſt violente & emportée. Mais dans une diſcuſſion telle que celle dont il s'agit, il a ſouvent un grain de force qui en vaut bien un autre. En voilà un exemple : on reproche au Miniſtre d'avoir *ſouciancé cſimine le* qui a empêché S. Domingue à la diſette, faute d'y avoir expédié des ſubſiſtances. On articule ces propres

mots : » Du 5 Juillet au 20 Septembre 1789, » il n'est pas entré un seul navire de France » dans les ports de St-Domingue «, M. de la Luzerne tenant à la main les papiers publics de la Colonie, où l'on rend compte journellement du départ & de l'arrivée de tous les vaisseaux, de leur nom, de celui du Capitaine, de leur chargement, &c. tous objets que leur publicité & leur importance met nécessairement hors de doute, présente un relevé de 47 navires entrés dans les ports de St-Domingue, depuis le 5 Juillet jusqu'au 20 Septembre. Il prouve *qu'on y a importé 421 barils de farine venant de France, & 1769 apportés par l'étranger ; d'où il résulte que la Colonie a reçu, en un mois, ce qui suffisoit à son approvisionnement pour sept semaines.* Ce bordereau n'est pas oratoire ; mais ce style est d'une grande énergie.

(D.....)



LETTRES de M. Euler à une Princesse d'Allemagne, sur différentes questions de Physique & de Philosophie; nouvelle édition, avec des Additions, par MM. le Marquis DE CONDORCET *&* DE LA CROIX. *A Paris, chez* Royez, *Libraire, quai des Augustins. 3 Vol. in-8°.* (1)

EULER qui, dans ce siècle, a partagé avec d'Alembert le sceptre des Mathématiques; Euler, à force de succès, de chefs-d'œuvres, est parvenu à se faire une réputation populaire. Ses Ouvrages ont éclairé les Géomètres; son nom est respecté de ceux mêmes qui ne connoissent ni l'étendue, ni la profondeur, ni la clarté, ni la fécondité de son génie.

Les hommes instruits savent combien il est difficile de faire de bons Elémens; ils savent que ceux qui sont entre les mains des jeunes gens ont été fabriqués par des pédans indignes de lire de bons Elémens. Les Lettres d'Euler sont claires, simples, précises; ses vûes sont ingénieuses, profondes, savantes. Ces Lettres écrites pour la Princesse d'Anhalt-Dessau, nièce du feu

1 Reliés en carton, étiquetés, 13 liv. 10 s. Il y a quelques exemplaires sur papier fin, 18 l.

Digitized by Google

Roi de Prusse, sont à la portée de tout le monde. Euler y expose les vérités les plus importantes de la Mécanique, de l'Astronomie Physique, de l'Optique, de la Théorie des sons, de l'Aimant, de l'Electricité. Il y expose & il y combat ces vains systêmes de Métaphysique qui ont si long temps étouffé la raison en Allemagne & en France, & qui intéressent encore la curiosité, parce que l'on aime à connoître tout ce qui a eu de l'influence sur les hommes; parce que l'on aime à mesurer la force des Descartes, des Léibnits, de ces hommes qui eussent été si utiles dans d'autres siècles.

Les Editeurs ont corrigé quelques fautes de langage, échappées au grand Euler; ils ont quelquefois ajouté de nouvelles explications aux explications d'Euler, & elles devenoient absolument nécessaires, puisque la Chimie & la Physique ont fait de grands progrès depuis la première édition de ces Lettres.

Le volume d'addition qui paroîtra bientôt est en entier de M. de Condorcet. M. de Condorcet, qui a agrandi le domaine des Sciences, des Lettres & de la Philosophie, est digne d'achever un Ouvrage commencé par Euler; & bientôt la France aura de très-bons Elémens de Physique & de Philosophie,

Digitized by Google

MUSIQUE.

Abonnement de Harpe, ou Recueil périodique, composé d'Ouvertures, Pots-pourris, Morceaux détachés & autres; par les Sieurs Krumpholtz, de la Manière, de le Planque, & François Petrini. 1re. Année, N°. 3. Prix, 3 liv. Le prix de la Souscription est de 24 liv. pour chaque année, port franc, & chaque Cahier se vendra séparément 3 livres. A Paris, chez le Sr. Naderman, Maître Luthier, Facteur de Harpe, rue d'Argenteuil, Butte Saint-Roch, N°. 16.

4 *Quatuor concertant* pour deux Violons, Alto & Violoncelle; composés par M. Davaux. Prix, 7 liv. 4 s. A Paris, chez M. Bailleux, Md. de Musique, à la Regle d'or, rue St-Honoré, près celle de la Lingerie; & aux adresses ordinaires de Musique.

3e. *Sonate pour le Piano-Forté*, dédiée à Mme. la Vicomtesse de Gand, composée par Madame la Comtesse D. F. Z, gravée par Madame Oger. Se trouve à Paris, aux adresses ordinaires de Musiq. Prix, 3 liv.

Journal de Guitare, ou Choix d'Airs nouveaux, avec accompagnement, &c. Cahier. Le prix de la Souscription pour 12 Cahiers, avec les Etrennes de Guitare, est de 18 liv. Chaque Cahier se vendra séparément 2 liv., & les Etrennes 7 liv. 4 s. A Paris, chez M. Porro, rue Tiquetonne, N°. 10.

Les Délassemens de Polymnie, ou les Petits Concerts de Paris, avec accompagnement de

Digitized by Google

Clavecin ou Piano-Forté ; 6e. Recueil. Le prix de l'Abonnement pour 12 Recueils est de 18 liv. Chaque Recueil est de 2 liv. 8 s. A Paris, même adresse.

GRAVURE.

Cartes des Départemens du Calvados, des Côtes du Nord ; de la Manche, de la Seine inférieure, de l'Orne & du Finistère ; formats in-4°. par M. Mentey, Ingénieur. Prix en blanc, 6 s. coloriées, 8 s. lavées sur papier satiné, 12 s. la pièce.

Ces Cartes, qui sont gravées avec soin & précision, font partie de l'Atlas National, Géographique portatif de la France, dont il en paroîtra successivement quatre par semaine ; en sorte qu'avant six mois, l'on aura la Collection entière des quatre vingt-trois Départemens de la France. Les personnes qui voudront se procurer les Cartes qui paroîtront à la suite, ne les payeront que 6 s. pièce coloriées, au lieu de 8 s. A Paris, chez l'Auteur, rue de la Harpe, la porte cochère N°. 109.

Plan général de la Bastille, de l'Arsenal, des Célestins, des Dames de la Visitation de Sainte-Marie, & des environs ; comprenant le plan détaillé, les façades & coupes de la Bastille, levés avec le plus grand soin avant la démolition ; avec les opérations trigonométriques & les côtes d'ensemble & de détail, fait d'après le Plan général de Paris, que M. Verniquet, Architecte du Jardin du Roi, a levé par ordre de Sa Majesté ; par le Sr. Mathieu, Ingénieur & Mécanicien. Se trouve à Paris, chez l'Auteur, rue Haute-feuille, N°. 8. Prix, 3 liv.

Ce Plan nous a paru exact & soigné ; il pourra être utile aux Artistes, & satisfaire la curiosité des Amateurs.

Digitized by Google

SPECTACLES.

THÉATRE ITALIEN.

DANS la Pièce des *Deux Pages*, qui a joui, sur le Théâtre François, d'un succès mérité, il est question de Ferdinand, Amant aimé de la jeune personne que Théodore, l'un des deux Pages, a conçu le projet d'épouser. C'est ce Ferdinand qui fait le sujet de la Pièce qu'on a donnée au Théâtre Italien, le 19 Juin dernier, sous le titre de *Ferdinand*, ou *la suite des Deux Pages*. M. Dezède est l'Auteur du Poëme & de la Musique.

Ferdinand ayant appris que la mère de sa jeune Maîtresse a besoin du plus prompt secours, vend tout ce qu'il possède, & n'ayant pu obtenir un congé pour voler vers elle, il part malgré son Lieutenant-Colonel, qui est moins son Chef que son ennemi.

Tandis qu'il goûte le doux plaisir d'être le bienfaiteur de ce qu'il aime, son Lieutenant-Colonel a médité sa perte; il a rendu compte au Roi de son départ, qu'il qualifie de désertion, crime qui, sous le

Digitized by Google

feu Roi de Prusse, étoit un Arrêt de mort irrévocable. La vente des biens de Ferdinand est une circonstance qui semble le convaincre ; aussi l'Officier-Major qui se trouve au lieu où est arrivé Ferdinand, reçoit l'ordre de l'arrêter, & il est forcé de le mettre à exécution.

Sur ces entrefaites, un oncle de Ferdinand, ancien Militaire injustement disgracié par le Roi, vient d'obtenir son rappel, se met en marche pour remercier Frédéric ; il est attaqué en route par des déserteurs, & sauvé par un inconnu dont il ne peut apprendre le nom. Cet inconnu est justement son neveu avec qui il est brouillé ; mais on sent que cette reconnoissance doit amener une réconciliation.

Ferdinand est conduit devant Frédéric, qui demeure long-temps inflexible par principe & par caractère. La jeune personne & sa mère, ainsi que l'Officier-Major, & l'oncle à qui le Roi a cru devoir une réparation authentique, ont peine à obtenir la grace de Ferdinand, quand les déserteurs qu'il a vaincus par son courage, & qu'il a forcés par son éloquence à rentrer dans le devoir, viennent rendre au Roi un témoignage, qui, joint aux preuves de son innocence, ou du moins de la pureté de ses intentions, achève de désarmer l'austère équité du Monarque.

Nous n'avons point fait entrer dans

Digitized by Google

cette analyse l'amour de Théodore, jeune étourdi, mais sensible ami, dont le caractère est fort bien tracé par l'Auteur, ni plusieurs Anecdotes, telles que celle du Grenadier, qui porte pour montre une balle de fusil; & celle du Meunier, qui refuse obstinément au Roi de lui vendre son moulin.

A la première représentation, quelques longueurs, dans des détails qui ne pouvoient être regardés que comme épisodiques, avoient un peu nui au succès de la 1re. partie de l'Ouvrage; mais aux représentations suivantes, ces longueurs ayant disparu, le succès a été complet. Il y a de l'intérêt dans le Poëme, & une pompe de Spectacle qui convient au sujet.

La musique a pleinement réussi; on y a reconnu le faire original & piquant, qui a déterminé & justifié le succès des autres Ouvrages de ce Compositeur. Le Public y a applaudi avec d'autant plus de satisfaction, qu'il a cru y voir, de la part de M. Dezède, une promesse de donner de nouvelles Compositions à ce Théatre, dont il sembloit s'être éloigné depuis quelque temps.

Les principaux rôles de cette Pièce ont été très-bien joués par Mlle. Carline, & MM. Michu, Philippes & par M. Granger, chargé du rôle de Frédéric.

Digitized by Google

THÉATRE DE LA NATION.

DEPUIS long-temps on savoit que M. Lemière avoit dans son porte-feuille une Tragédie, intitulée *Barnevelt, Grand Pensionnaire de Hollande.* Cet Ouvrage, que l'ancien despotisme avoit éloigné de la scène Françoise, y a paru, le 1er. de ce mois, avec un succès qui ne s'est un peu ralenti qu'au cinquième Acte.

La Hollande continuera-t-elle sa trève avec l'Espagne; ou déclarera-t-elle la guerre? voilà le sujet de cette Tragédie. Les personnages mis en action, sont le Stadhouder, Maurice-Nassau, & Barnevelt. Ce dernier, vertueux Magistrat, & bon Citoyen, opine pour la trève, & Maurice, Militaire ambitieux qui aspire à la royauté, veut faire déclarer la guerre, pour se rendre plus nécessaire à la Hollande, & acquérir par-là une prépondérance utile à ses projets. Tout le premier Acte est consacré à développer les vûes ambitieuses de l'un, & le courageux patriotisme de l'autre.

Le Stadhouder emploie auprès de son Rival, dont il craint l'influence, tous les moyens de séduction, les prières, les menaces; mais il perd tous ses efforts. N'ayant pu ni le gagner, ni l'intimider, il se décide

Digitized by Google

à le perdre, & le fait arrêter & emprisonner comme coupable de haute trahison. Il a supposé des lettres, & il parvient à le faire condamner.

Il vient alors dans la prison même pour tenter un dernier effort. Il propose à Barnevelt sa grace, s'il veut donner sa démission; celui-ci, qui ne verroit dans cette retraite qu'une lâcheté condamnable, préfère la mort à l'ignominie. Son fils, jeune homme impétueux & ardent, forme un parti pour le délivrer; mais ce vertueux vieillard condamne cette entreprise, comme une coupable rebellion; refuse ses secours, se dispose à marcher à l'échafaud, & le fils lui-même est retenu en prison, comme criminelle envers les Loix.

La femme de Barnevette devoit naturellement figurer dans cette Tragédie; elle vient solliciter le Stadhouder en faveur de son époux & de son fils; & M. Lemiere nous a conservé ce mot fameux qu'elle lui adresse: Je te demande la grace de mon fils, parce qu'il est coupable, mais non celle de mon époux, qui est innocent.

Enfin Barnevelt marche au supplice; mais le projet du Stadhouder échoue; car trève est confirmée, & la femme & le fils de Barnevelt, par de justes imprécations contre le Stadhouder, viennent lui reprocher son crime inutile.

La vertu républicaine de Barnevelt est

Digitized by Google

tracée dans cet Ouvrage avec autant de force que de vérité ; il y a dans le ſtyle de beaux mouvemens, & de très beaux vers qui ont été vivement applaudis. Nous croyons que le caractère du Stadhouder auroit pu être un peu plus ſoigné ; qu'il pouvoit défendre un peu mieux ſa mauvaiſe cauſe. Le cinquième Acte a paru foible ; & ce qui a pu nuire à ſon effet, c'eſt le voiſinage du quatrième qui eſt véritablement beau, & du plus grand intérêt.

Madame Veſtris, & M. Vanhove ont très-bien joué, l'un le rôle de Barnevelt, l'autre celui de la femme, comme M. St-Fal celui du jeune homme.

THÉATRE DE MONSIEUR.

LE même jour on a donné ſur ce Théatre la première repréſentation de *Iviaggiatori Felici* (*Les heureux Voyageurs*), Opéra qui a complètement réuſſi. La muſique, pour la plus grande partie, eſt d'Anfoſſi ; mais on y a mêlé des morceaux de pluſieurs autres Compoſiteurs, parmi leſquels on a diſtingué ceux del Signor Cherubini. Son Quatuor, qui termine le deuxième Acte, a été applaudi avec tranſport ; le Public a demandé à voir ſur le champ ce jeune Compoſiteur, qui a

paru sur la Scène avec les plus grands applaudissemens.

Cet Opéra a été parfaitement exécuté; & c'est un éloge qu'on aura toujours à répéter, quand il sera question de M. Morichelli, & de MM. Rafanelli, Rovedino & Viganoni.

AVIS.

On vient d'établir à Lyon, place de Bellecour, Hôtel de Jauzée, au coin de la rue St-Dominique, un Dépôt général de Nouveautés Politiques, Littéraires, &c. Journaux, Gazettes, Courriers, &c.

MM. les Journalistes, Libraires, Imprimeurs, qui voudront profiter de ce moyen de placer une partie de leurs Editions, sont invités d'envoyer leurs Avis, Prospectus, Catalogues & Exemplaires, francs de port; on s'empressera de répondre à leur confiance.

On peut s'abonner dès à présent pour plus de 200 Journaux, & faire la demande & l'envoi de toutes les Nouveautés de Paris & des Provinces.

S'adresser à M. le Directeur, Hôtel de Jauzée, place de Bellecour; le Bureau est ouvert depuis 8 heures du matin jusqu'à midi, & depuis 3 h. jusqu'à 7 du soir.

TABLE.

VERS. 49
Le Dépositaire Gascon. 51
Chapitre, Eau-Log. 53
Mémoires. 56
Mémoire. 81
Lettres. 86
Théâtre Italien. 90
Théâtre de la Nation. 98
Théâtre de Monsieur. 95

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

RÉSUMÉ
de l'Histoire de 1789.

Ce Résumé devoit paroître au mois de Janvier dernier ; on en retarda le travail dans l'espoir qu'enfin la Révolution de France auroit un terme, et qu'on pourroit en exposer les causes, les événemens, le caractere, sans compromettre les droits de la raison, de la justice, et de la vérité ; mais la Constitution n'est point finie ; mais elle s'établit au milieu d'une fermentation toujours plus active, qui ne permet pas de distinguer les désordres qui peuvent résulter des nouvelles Institutions, de ceux qui tiennent à une licence passagère ; mais nous nous balançons encore de l'Anarchie à la Liberté ; la Nation est indépendante, mais l'Empire de la Loi chancèle toujours au gré des volontés partielles, de la terreur et de la force.

Digitized by Google

La Déclaration des Droits et l'impunité des Ecrits les plus scandaleux sembloient avoir assuré à tout Citoyen le droit d'imprimer librement ses opinions, d'examiner les Lois naissantes, en leur soumettant religieusement ses actions, et de prendre part à cette Censure publique, si importante dans tous les temps au maintien de la liberté, si nécessaire à l'aurore d'une Législation dont l'intelligence humaine embrasse à peine l'étendue!

Mais, à cet égard comme à tant d'autres, nous sommes encore sous l'arbitraire le plus absolu. Aucune Loi n'a fixé la Liberté de la Presse, ni la responsabilité des Auteurs, ni les Tribunaux exclusifs auxquels il appartient d'en poursuivre les excès, ni la nature du délit, ni celle de la peine. Suivant les hommes, suivant les circonstances, suivant les opinions, on répond de tout, ou l'on ne répond de rien. L'un prêche périodiquement le meurtre et le vol, dont il prépare le succès par la calomnie; il reçoit une couronne civique : l'autre expose un doute, un fait prouvé, un principe contraire à ceux qu'il croit contraires à l'intérêt public, et l'on crie à la révolte. La sphère des délits de la Presse s'est agrandie, à l'instant où l'on en proclamoit l'indépendance; on a transformé en *Crimes de Lèze-Nation* les abus du raisonnement, et quelquefois la raison même; ainsi l'échaffaud pourroit devenir le châtiment d'un délit, que les Tyrans ont rarement osé punir d'une peine capitale. Eh! qui dénonce? qui poursuit? qui juge? quiconque veut aujourd'hui usurper ce Ministère? Particuliers, Municipalités, Districts, Comités, Clubs, Associations poli-

Digitized by Google

tiques. Comment échapper à cette chaîne de Surveillans, de Dénonciateurs, de Délégués arbitraires qui poursuivent l'esprit humain et la raison publique?

Quand cette Police Anti-Constitutionnelle n'inspireroit pas le découragement, où conduit la fermeté à obéir à sa conscience, et à défendre sa liberté? à des malheurs inutiles, à des persécutions dont nul de nous ne peut mesurer la gravité, et enfin à des Ecrits avortés, dont la terreur ou la prudence comprime chaque réflexion et chaque sentiment.

Ah! l'on n'attend pas que dans une situation si déplorable, je donne ici ce Résumé tel que je l'avois conçu et développé; je me borne à acquitter une dette pénible, au lieu de remplir mon vœu et celui de mes Lecteurs. Qu'ils regardent autour d'eux, dans leur Ville, dans leurs foyers, sur la surface entière de l'Empire, ils me pardonneront de substituer à un Tableau, quelques coups de crayon éteint, sur l'Histoire d'une année où tant d'infortunes, d'attentats et de gémissemens, ont obscurci le mémorable spectacle d'un grand Peuple, qui, d'une voix unanime et appelé par son Roi même, se relevoit si noblement vers la Liberté.

Nous remarquions, l'année dernière, l'agitation à laquelle l'Europe fut livrée il y a cent ans, et sa conformité avec celle qui la travaille maintenant. Tous les âges offrirent de ces retours périodiques; et tandis que la superstition les attribuoit à des influences surnaturelles, le Philosophe y vit l'effet nécessaire du changement successif des opinions, des mœurs, des caractères

Digitized by Google

Nationaux : les Lois existoient encore ; mais leur ressort détendu se brisoit bientôt à la première secousse. Suivant la nature plus ou moins instable des Gouvernemens, les mêmes causes ramèneront, de siècle en siècle, de semblables vicissitudes, et telle est la triste consolation qui reste seule à une génération souffrante.

Cependant l'Histoire ne présente guère qu'à l'époque de la dissolution de l'Empire Romain, un ébranlement comparable à celui dont l'Europe est actuellement frappée. Tous les Etats reçoivent ou attendent leur secousse; les Patriotes sages, impatiens de longs abus, en invoquent la réformation ; les Factieux en esperent le désordre; les Sectes politiques, l'accomplissement de leurs théories, et le Crime, l'impunité. Les Peuples, fatigués ou du joug, ou de la paix, attendent les nouveautés qui leur promettent un changement de situation, et d'une vue troublée par les systèmes et les passions, ils aperçoivent les inconvéniens de leur existence presente, sans prévoir ni pouvoir calculer les effets éventuels de l'existence qu'on leur prépare.

Ce n'est là encore qu'une foible partie du Tableau. Toutes les Constitutions ont éprouvé des vicissitudes ; mais de nos jours les Révolutions pénètrent jusqu'aux racines même de la Société. Dans les grandes altérations de l'Ordre politique, la masse du Peuple en resta à distance ; des Législateurs célebres, en s'occupant de sa malheureuse destinée, eurent l'art de FAIRE TOUT POUR LUI, ET RIEN PAR LUI ; le cercle de la convulsion publique resta donc très-limité. En ramenant les hommes au jour de la création, on efface tout ce que les siècles

Digitized by Google

ont depuis interposé, d'usages, d'habitudes, de droits, d'usurpations, de conventions; il ne reste plus à tenter que de refaire l'espèce humaine, et ce miracle excepté, le moment nous prépare à la rénovation indéfinie du système social. Vainement quelques Etats sembloient offrir une heureuse Alliance de la Liberté et de la subordination, de Lois populaires et de Lois d'ordre et de stabilité, de l'influence salutaire du Peuple sur le Gouvernement, et des limites au-delà desquelles la multitude entière, toute puissante, porte son action destructive dans la balance des Pouvoirs publics. Ces Institutions condamnées n'ont plus en leur faveur que l'expérience; mais l'expérience ne compte plus, et le raisonnement d'un jour prédomine maintenant sur l'autorité des siècles.

Des Législations inconnues jusqu'à nous vont se former sur ces opinions, et au milieu de ces conjonctures. Elles vont se former par des Peuples et pour des Peuples corrompus; au milieu de tous les vices lâches qu'enfantent le despotisme, l'immoralité et la licence, elles s'allieront à des mœurs, avilies sans avoir même acquis de la douceur. Elles se placent au centre d'une excessive inégalité dans les fortunes, d'une inégalité plus grande encore dans l'éducation, les talens, l'échelle sociale, d'une foule de livres enthousiastes qui dispensent nos Contemporains de la réflexion, de doctrines entre lesquelles l'esprit du temps ne permet de choisir que celles dont l'exagération dénature les principes, et méconnoît toute prudence dans leur application; enfin, pour le dire en un mot, de l'anarchie des mœurs, des droits et des systèmes.

Digitized by Google

Personne ne méconnoîtra les conséquences de l'organisation politique, à laquelle cette organisation sociale pousse impétueusement les Nations, avec les forces réunies de l'argumentation, de l'enthousiasme, et des armes. Sans doute, les Peuples libres, qu'une longue jouissance de leurs droits, une prospérité soutenue, ont habitué à la modération, et au respect d'un Gouvernement tutélaire; les Peuples libres qui, pénétrés du sentiment de leurs avantages, cherchent peu à les exagérer, et qu'une heureuse pratique de Lois sages prémunit contre les Nouveautés irréfléchies, ne sacrifieront ni leur Patrie, ni leur indépendance, ni une félicité certaine, à la vanité de quelques Intrigans qui tâcheroient d'égarer la rectitude de leur jugement; mais par-tout où les Peuples éternellement opprimés ont vécu dans une éternelle ignorance, où en sortant du despotisme, ils entrent dans l'état de nature, on a toutes prises sur leur enthousiasme; on n'en aura aucune pour le contenir; chaque Pouvoir nouveau sera détruit aussitôt que formé, et si les Classes indigentes prédominent sur celles où les propriétés se trouvent fixées, aucun Citoyen ne pourroit répondre six mois de son établissement, de sa fortune, et de son existence. Qu'ensuite, tant de liens brisés, tant d'autorités dispersées ne soient efficacement subordonnés à un Pouvoir central, on verra les grands Etats se dissoudre, et se convertir en une multitude de Peuplades, vouées entr'elles à une guerre de tous les jours.

Tel étoit le sort préparé à l'Europe, au moment où quelques-uns de ses Souverains, armés les uns contre les autres, au Nord, au

Digitized by Google

Levant et en Allemagne, s'appliquoient à énerver leur puissance par des hostilités ruineuses, et pour la conquête de quelques déserts. Les entreprises de la Russie avoient allumé cet embrâsement; le dernier Empereur Germanique, associé depuis quelques années aux desseins secrets de cette Cour, sans en avoir peut-être pénétré l'étendue et le danger, en secondoit l'exécution. Une première campagne infructueuse, le Bannat ravagé, l'armée Autrichienne affoiblie, nombre d'Officiers morts ou captifs, une dépense énorme entièrement perdue à garantir les frontières par un cordon immense, et demeuré sans succès sur la défensive; les Russes inactifs, le Chef de l'Empire atteint d'une maladie mortelle, tout animoit les Ottomans à poursuivre de nouveaux avantages. Leur émulation s'accrut par les offres même d'une pacification: ils jugèrent la Puissance Autrichienne intimidée, ou épuisée; on résista aux ouvertures: quoiqu'Oczakof enlevé au milieu des glaces et Choczim rendu eussent balancé les pertes des Alliés; quoique le Bannat eût été aussitôt évacué qu'envahi, et le reste des frontières Autrichiennes demeuré intact, la Porte se détermina à continuer la guerre. Elle se laissa éblouir par des apparences et par des suggestions; on lui exagéra l'épuisement de ses Ennemis, en lui dissimulant le sien. A peine le plan de campagne étoit-il formé, que le Grand-Seigneur *Abdul Hamid* expira, et avec lui le dernier espoir d'accommodement. Ce Prince, d'un esprit foible, d'une constitution efféminée, eût peut-être cédé à son penchant pour la paix, penchant favorisé par quelques-uns de ses Ministres; mais son Suc-

Digitized by Google

cesseur monta sur le Trône avec des dispositions très-différentes.

L'âge de *Selim III*, son caractère violent, le vœu de ses favoris, l'ambition assez naturelle d'ouvrir sa carrière par des efforts destinés à rétablir la splendeur de l'Empire, décidèrent son Chef à poursuivre ce projet. Malheureusement on en commença l'exécution par une faute qui entraîna de nouvelles disgraces. Le Ministère Ottoman fut renouvelé; le Grand-Visir *Jussuf-Pacha*, dont la conduite précédente avoit mérité l'estime de l'Europe et la confiance des armées, perdit le Commandement; celui de la Flotte fut ôté au vieux Capitan-Pacha dont on fit un Séraskier. Les Troupes furent rassemblées très-tard; le plan des opérations resta longtemps indéterminé; celui que de l'Etranger on avoit envoyé à la Porte, n'arriva qu'au milieu de la campagne; elle étoit entamée, perdue, et toutes les causes réunies, l'indiscipline des Troupes jointe à l'inhabileté du nouveau Grand-Visir, le découragement du Soldat, irrémédiable dans une armée Ottomane, les intrigues et la corruption comblèrent la honte et le malheur de la campagne.

La Cour de Vienne développa des ressources immenses; ses armées ressuscitèrent; elles furent maintenues dans une abondance non interrompue; leurs opérations se combinèrent avec art, et s'exécutèrent avec activité. Le pernicieux dessein de la défensive ayant été abandonné, on vit les Autrichiens pénétrer dans toutes les Provinces Ottomanes circonvoisines; le Prince *de Cobourg* entré en Valachie, y dispersa l'armée ennemie, la fit disparoître en un seul com-

Digitized by Google

bat, lui enleva par la prise de ses magasins, de ses bagages, et d'une grande partie de son Artillerie, les moyens de se renouveler, conquit la Valachie, et s'y affermit presque sans perte. Si quelque chose pouvoit diminuer l'éclat de ce succès et la gloire du Général Autrichien, ce seroit l'ineptie du Grand-Visir, et le désordre inoui de sa résistance; son armée dissoute à la première rencontre ne reparut plus, et laissa même douter de sa première existence.

Bientôt cette humiliation des armes Ottomanes s'aggrava par la perte de Belgrade, ce boulevard de l'Empire, tant de fois disputé, devenu célebre par des actions mémorables, et par le Traité même qui en avoit assuré la possession au Grand-Seigneur. Une bataille meurtrière l'ouvrit au Prince *Eugène :* l'année dernière, sa reddition n'a presque pas coûté de sang. Une Artillerie immense, un investissement qu'aucune diversion ne vint troubler, la vénalité des Commandans Ottomans et la tête de *Laudhon* consommèrent cette conquête. Pendant que le Général Autrichien, déployant dans la vieillesse une virilité d'ame et une force d'intelligence qui ne semblent appartenir qu'à l'âge mûr, marquoit chaque jour par ses progrès dans la Servie, Bender se rendoit aux Russes sans combats; son Gouverneur signoit son infamie et l'aveu de sa corruption avec les articles de la Capitulation : ainsi la Bessarabie subissoit le sort des trois autres Provinces envahies dans cette campagne, en présence du vieux *Hassan-Pacha*, rendu inactif par la foiblesse et l'insubordination de son armée.

Tant de pertes menaçoient des plus grands

Digitized by Google

dangers la Monarchie Ottomane : le Danube alloit être franchi ; plus d'espoir de conserver cette limite, et à la campagne suivante le théâtre de la guerre alloit s'approcher de la Bulgarie. L'éternelle Alliée de la Porte, la France sans action et ayant perdu son empire sur les Cabinets, étoit réduite à des vœux stériles pour cette Puissance en péril qu'elle ne pouvoit secourir : tout le midi de l'Europe restoit immobile : le seul Roi de Suède, consultant son courage et ses ressentimens, plus que ses forces et ses dangers, s'étoit dévoué à partager le destin des Ottomans.

Une crise si alarmante préparoit l'ébranlement des Puissances, immédiatement intéressées au maintien de l'equilibre dans le Nord et l'Allemagne. Tout étoit préparé pour cette opposition. L'Angleterre, mécontente de la Russie, avoit déja concouru à lui créer des embarras ; la Pologne brisoit le joug ; le Cabinet de Berlin lui en fournissoit les moyens, en lui prêtant sa direction et son appui ; chaque jour la Prusse établissoit son influence à Varsovie, sur les ruines de celle de l'Impératrice ; un Parti prépondérant, dont l'intérêt se lioit en ceci à celui de l'Etat, assuroit au Cabinet de Berlin le crédit de ses négociations, et la récompense de ses efforts pour affranchir la Pologne ; on filoit habilement les nœuds d'une Alliance. Protégeant ensuite la diversion du Roi de Suède, les Cours de Londres et de Berlin avoient réduit le Danemarck à l'inaction ; on travailloit à Constantinople ; de toutes parts s'assembloient les parties de ce système, qui devoit arrêter les succès, et contreba-

Digitized by Google

lancer la Puissance des deux Empires triomphans.

Jusqu'au moment où les revers des Ottomans, faisant craindre pour leur sureté, parurent assurer à leurs Ennemis la conservation de leurs premières Conquêtes, et précipiter la Porte vers le découragement et les sacrifices, la nouvelle Ligue resta immobile; elle avoit assez nui aux Vainqueurs pendant la paix, pour être dispensée de leur déclarer la guerre, à moins d'urgente nécessité. Cette nécessité, l'invasion de la Valachie, la prise de Bender, et le prochain passage du Danube, la développèrent. Aussitôt l'Alliance entre la Prusse et la Pologne fut consommée; simultanément un Traité défensif unit la Prusse à la Porte Ottomane, et après des efforts insuffisans pour ravir, par une médiation, aux Ennemis de cette Puissance, la plupart des avantages qu'ils avoient conquis, le plan d'opposition ouverte fut enfin arrêté.

Durant ce mouvement politique, l'Empereur descendoit au tombeau, malheureux dans ses affections domestiques, rigoureusement jugé comme tous les Princes qu'abandonne la fortune, puni du bien qu'il avoit fait encore plus que de ses fautes réelles, et laissant sa Famille frappée d'infortunes, la Monarchie entourée de dangers, les Pays-Bas soustraits à sa domination, son Successeur environné d'écueils. Cet évènement suspendit un moment les intrigues, les desseins, des craintes et les espérances. Les Politiques vulgaires ne doutoient pas qu'intimidé de sa situation, *Léopold*, d'inclination pacifique, et habitué exclusivement aux travaux paisibles de l'Administration, ne sacrifiât inces-

Digitized by Google

samment les projets de son Prédécesseur au besoin de conserver la paix. En effet, il la présenta ; mais avec fermeté : il la présenta aux Belges, en Tuteur plutôt qu'en Souverain irrité ; il ne dédaigna aucunes propositions, soit avec la Prusse, soit avec la Pologne, soit avec la Porte ; mais il traita en Monarque maître de trois cents mille hommes sous les armes, riche en argent comptant, modéré dans ses demandes, fait pour négocier des conditions de paix et pour ne s'en laisser imposer aucune.

Jamais peut-être les circonstances ne prescrivirent dans l'Empire, plus de prudence et d'union entre ses principaux Membres. En confrontant les intérêts qui pouvoient allumer la guerre, et ceux qui sollicitoient une pacification, on étoit ramené, malgré des apparences contraires, à la probabilité d'un accommodement. Quelques avantages douteux à acquerir, quelques conquêtes peu utiles à conserver, des rivalités nuisibles à éterniser, des projets d'équilibre systématique à établir sur des projets très-réels de grandeur propre, ne balançoient pas le danger de diviser l'Allemagne durant la vacance du Trône Impérial, de sacrifier le sang des hommes et l'argent des Peuples à des disputes extérieures, de forcer les ressources extraordinaires à l'instant où les ressources ordinaires exigeoient des ménagemens, d'énerver la puissance et d'affoiblir les liens mutuels des Souverains, lorsque ceux de la Souveraineté même tendoient à se relâcher de toutes parts. La Prusse, il est vrai, peu intimidée de ces considerations, et s'exagérant sa surete interieure, avoit vu avec indifférence les étincelles de trouble qui s'al-

Digitized by Google

luminent sur les frontieres. Fondant sa sécurité sur des Troupes disciplinées, parmi lesquelles néanmoins on compte cent mille déserteurs, et sur l'affection des Peuples qu'à cettaines époques il est plus aisé d'acquérir que de conserver, cette Monarchie absolue et militaire, jugeoit son autorité à l'abri des coups de l'opinion, de l'enthousiasme et de la séduction.

Liege, échappé à son Evêque par un soulèvement. Liege, fondé à réclamer une autre Constitution de son Corps Municipal et des Etats du Pays, s'étoit aussi cru en droit d'arracher par la force, des lois nouvelles: elle infirmoit ainsi la justice de ses demandes; et les Tribunaux de l'Empire, que l'équité et la prudence eussent rendus accessibles aux réclamations de Liege, ne pouvoient rester insensibles aux moyens violens par lesquels on s'étoit adjugé des droits contestés. Que les intrigues des Trefonciers, les instances de l'Evêque, les vues intéressées de certaines Cours eussent provoqué les décisions de la Chambre de Wetzlar, elles n'en étoient pas moins conformes aux Lois de l'Empire, regardées comme les plus sacrées.

La Cour de Prusse, en reconnoissant cette conformité, puisqu'elle se prêtoit à l'exécution du Décret, varia sur les moyens de le rendre efficace; elle adopta des tempérammens; elle vit la ruine de Liege et une injustice manifeste dans l'emploi de la force à détruire l'ouvrage de la force: son Plénipotentiaire se sépara des autres Membres du Directoire; ses Troupes protégerent Liege et le Pays, pendant une Négociation nécessairement infructueuse; elles se retirerent, en déclinant toute intervention ultérieure

Digitized by Google

dans ce démêlé, et l'on vit un Membre de l'Empire, Protecteur de ses Lois, en refuser le maintien, du moment où ses avis n'entraînèrent pas celui de ses Collègues et de la Chambre Impériale.

On ne peut méconnoître la force des motifs ostensibles que développa le Cabinet de Berlin ; mais on lui en supposoit de plus secrets. On attribuoit à sa politique ce qui pouvoit être l'effet de sa justice ; on lui reprochoit l'exemple donné d'une autorisation formelle de voies de fait, qui venoient de renverser un Gouvernement, garanti par la Constitution Germanique ; on lui imputoit d'avoir voulut lier la cause des Liégeois à celle des Belges, et un concours clandestin au soulèvement de ces derniers. Sans approfondir la justesse de ces conjectures ; il est du moins certain que les Chefs de la révolte Brabançonne se paroient ouvertement de l'appui du Roi de Prusse, et qu'au moment où ils eurent une Armée, des Officiers Prussiens se chargèrent de la commander. L'opinion alla plus loin ; elle présagea un concours entre la Prusse et ses Alliés, pour affermir l'indépendance de la Belgique Autrichienne, et pour en étendre le bienfait ou le malheur à des Provinces limitrophes. Si ce plan a existé, il est du moins resté sans execution, et bientôt d'autres intérêts ont fait perdre de vue ces spéculations politiques.

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner les motifs de ce changement : il faut se borner à le constater. Il est certain que, depuis l'avènement de *Léopold* à la Couronne, les desseins hostiles médités contre lui en faveur des Pays-Bas, ont paru abandonnés. Son

Digitized by Google

Armée s'est grossie, approchée ; elle a triomphé, sans qu'aucun secours se déclarât pour le Congrès ; l'Angleterre, préoccupée d'autres objets, semble avoir détourné de lui son attachement, ou au moins son attention ; la Hollande vient d'abjurer l'appui indirect qu'elle lui avoit prêté, et à moins d'une rupture entre les Cours de Vienne et de Berlin, il n'a rien à attendre de la Prusse.

Tout présage donc la fin prochaine de cette République, fondée sur le fanatisme, et que le fanatisme seul ne pouvoit soutenir. Nul Peuple ne s'étoit trouvé dans des conjonctures plus favorables au redressement de ses griefs, à la restitution de ses droits politiques ; la fermeté et la modération y auroient suffi. L'Empereur affoibli, ses Armées fixées à l'autre extrémité de ses Etats, ses Ministres plongés dans des embarras de tout genre, ses Troupes aux Pays-Bas trop foibles pour les subjuguer, impuissantes même à s'y maintenir ; leurs premiers revers, les fautes et les torts du Gouvernement, ses variations, sa désunion, ses avances après des cruautés, tout contribua à enivrer les Brabançons sur les suites de leur soulèvement : ils se persuadèrent que la Couronne arrachée du front de leur Souverain, et posée sur le Bureau d'un Congrès, lui étoit invinciblement dévolue : être libres sous l'autorité suprême et éloignée d'un Prince Autrichien, leur parut un opprobre et un contresens : ils repoussèrent ses offres avec outrage ; et au berceau de leur indépendance, ils affectèrent la sécurité fière d'un Peuple de Souverains puissans. La fondation d'une République portoit aux premières dignités les esprits les plus ardens, les

Digitized by Google

Révolutionnaires les plus enthousiastes, les Démagogues les plus intrigans ; elle convenoit donc aux intérêts personnels : elle égaroit le Peuple en exaltant sa vanité ; le zèle de la Religion, joint à celui de la Liberté, entretint le volcan : les Autrichiens étoient chassés ; l'Empereur mourant, ses partisans perdus ou dispersés ; on n'avoit plus à redouter que soi-même, c'est-à-dire, toutes les passions en mouvement, toutes les opinions à concilier, tous les intérêts à satisfaire.

L'ambition et l'exaltation générales avoient fait proclamer l'indépendance ; il étoit aisé de prévoir qu'elles alloient en faire un instrument de calamités. La Nation étoit rentrée dans l'état de nature : la Souveraineté appartenoit au Peuple ; il devenoit clair qu'elle appartiendroit aux plus habiles à corrompre son jugement, et à profiter de sa crédulité. La Flandre, qui jouissoit antérieurement d'une Représentation aux Etats plus raisonnable et plus égale entre les divers Ordres ; la Flandre, dont la sage Constitution n'avoit rien perdu par les innovations de l'Empereur, et qui, étrangère aux griefs politiques du Brabant, n'en avoit pas moins partagé l'enthousiasme ; la Flandre se reposa sur ses Lois fondamentales en les perfectionnant, et conserva sa tranquillité intérieure ; mais l'anarchie des hypothèses, la métaphysique politique, et l'orgueil des prétentions incendièrent le Brabant.

Deux factions se formèrent, l'une pour conserver aux Etats leur organisation légèrement modifiée ; l'autre, pour les refondre sur un nouveau plan. Chacun rallia ses pas-

Digitized by Google

sions et ses intérêts privés à ces divers systêmes ; chacun invoqua le Peuple, se dit l'organe du Peuple, le sujet du Peuple, seul Souverain légal ; en feignant d'obéir à sa volonté, tous se disputèrent le droit de lui commander, et l'on pût appliquer à cette République, ce que dit *Lucain* de celle de Rome :

Et cum Consulibus turbantes Jura Tribuni.

Le Parti qui insistoit sur une décision Nationale immédiate, étoit certes le plus conséquent : à qui appartenoit le droit de la Souveraineté vacante, si ce n'est au Peuple qui la faisoit vaquer ? Les Etats de Brabant eurent même la politique de rendre hommage à ce principe ; mais les fautes de leurs Adversaires lui facilitèrent les moyens d'en éluder l'application. Il étoit passé dans la tête des Partisans de la Démocratie de métamorphoser subitement les opinions, et d'anéantir en un mois les préjugés de trois siècles. Plusieurs d'entre eux affichèrent le dessein de donner au Brabant la forme nouvelle de la France, en l'organisant sur les principes de l'égalité absolue et philosophique : les plus modérés d'entre eux faisoient entrer dans leurs combinaisons l'abaissement nécessaire du Clergé et de la Noblesse ; chaque jour voyoit éclore un plan de Constitution. C'étoit méconnoître la nature humaine et le caractère peu flexible des Brabançons, que se flatter de les amener si promptement à des idées si nouvelles : à la voix du Clergé et pour l'intérêt de quelques Moines, ils venoient de combattre, de rejeter avec fureur la domination Autrichienne, et sans préparation on les appeloit

Digitized by Google

à attaquer le pouvoir de leurs Instigateurs! on opposoit au fanatisme tout-puissant de la Religion des raisonnemens abstraits sur la liberté politique! on espéroit faire des Républicains, en aussi peu de temps qu'on faisoit des plans de République! Quelques-uns de ces plans, judicieux dans leurs principes, péchoient dans leur développement; le moment de leur application étoit surtout bien malheureusement choisi. Dans la crise terrible où l'Etat se trouvoit plongé, une Dictature lui étoit peut-être nécessaire, et au contraire on proposoit sérieusement de dissoudre à l'instant toutes les autorités, pour écouter celle de la Nation en Corps.

Bientôt les têtes s'enflammèrent: on manifesta une opposition ouverte aux prétentions des Etats: des ouvrages incendiaires accrurent la fermentation; elle fut entretenue par cette classe infame d'Ecrivains polémiques qui naissent dans le trouble, comme les insectes dans les cadavres, auxquels la fureur et le mensonge tiennent lieu de talent et d'instruction, déclamateurs forcenés, incapables d'éclairer la raison du Peuple, et parfaitement propres à la pervertir. Ces hostilités firent disparoître tout esprit public, tout espoir de concert: des rivalités personnelles, des haines furieuses, des ambitions trompées aggravèrent le schisme des opinions; on ne garda plus de mesure; on jura de s'écraser, on en prépara les moyens. La multitude, instrument docile, et toujours victime de ces débats dont les Moteurs usurpent le nom du Peuple, comme les fanatiques usurpent celui de la Divinité en l'inscrivant sur leurs étendarts; la multitude fut travaillée, et dès-lors la

Digitized by Google

violence devint la seule arbitre du différend, et la Législatrice de l'Etat.

L'étendue des projets de leurs Adversaires avoient alarmé les Chefs du Comité de Breda, devenus ceux des Etats de Brabant; ils se roidirent sur le terrain usurpé: on leur avoit opposé la voix du Peuple; ils se la procurèrent par la voie corruptrice et pernicieuse des signatures: des Collecteurs ambulans allèrent dicter des suffrages et les rassembler: on accabla les Démocrates de ces nomenclatures abusives: elles prouvoient une seule chose, c'est que les Demagogues des Etats avoient plus d'empire sur la multitude, que les Démagogues populaires. Principal théâtre de ces manœuvres, Bruxelles le devint de leurs résultats. A peine les Démocrates se furent-ils incorporés en Société politique; à peine eurent-ils déclaré leur vœu et présenté leur Pétition; à peine en eurent-ils fondé le succès sur l'appui des Volontaires, qu'en un instant on vit crouler cet échaffaudage. Leurs Antagonistes, plus habiles ou plus heureux, les écrasèrent avec cette partie du Peuple, que les Citoyens pervers osent seuls faire intervenir dans les disputes politiques. En huit jours tout disparut, Systèmes Démocratiques, Pamplets, Assemblées, Volontaires, Pétitions, Chefs Militaires, Chefs Politiques: le meurtre et le pillage commencèrent la catastrophe, et la terreur l'acheva. Le Parti dispersé conserva vainement encore quelque influence sur l'Armée: divers Officiers, à la tête desquels on accusa le Général *Van der Mersch* de s'être placé, ayant tenté de ranimer des projets frappés d'anathème, on les vit aussitôt abandonnés de tous; leur Chef privé du commandement, expie encore

Digitized by Google

dans une prison l'imprudence de ses services, et son zèle à élever une autorité, maintenant affermie sur la ruine de ses principaux Fondateurs.

Quel spectacle que celui de la dissolution subite d'un Parti nombreux, ayant à sa tête des Personnages puissans par leur naissance, par leurs richesses, par leur crédit, agissant pour la liberté publique, plein de confiance dans ses idées et dans ses forces, et écrasé sans résistance, à la voix d'un Avocat et de quelques Prêtres, par le Peuple même dont il célébroit la justice, et à la raison duquel il entendoit soumettre la Législation fondamentale de l'Etat!

Depuis sa défaite inconcevable, cette faction infortunée est en butte à tous les excès de la victoire, d'une victoire de Parti: les emprisonnemens et les pillages, les délations et les poursuites les plus atroces signalent la tyrannie des Etats: le Peuple hébété exécute impunément les vengeances de ses Séducteurs. Son égarement doit inspirer des remords à ceux qui lui prostituoient leurs hommages, en déférant à ses mains sanglantes le sceptre de la Souveraineté. En se combattant, des Nations ennemies sont généreuses; mais l'honneur, l'humanité, la justice, n'entrèrent jamais dans des cœurs gangrenés de l'esprit de parti. Il inspire le fanatisme du crime; il fait tuer l'homme désarmé; il empoisonne les blessures des victimes; dans son impitoyable tyrannie il unit la bassesse à la férocité, et quiconque veut abhorrer l'espece humaine, n'a qu'à l'étudier dans l'histoire des Factions triomphantes.

La fortune, il est vrai, a abandonné le Congrès, dès qu'il a fallu se mesurer avec

Digitized by Google

d'autres Adversaires que ceux de l'intérieur. Son Armée plie de toutes parts contre une poignée d'Allemands; l'instant approche où il expiera la hauteur méprisante avec laquelle il a repoussé la main qui lui offroit la paix. Comptable des calamités que son obstination et ses revers vont accumuler sur la Belgique, il restera sans excuse aux yeux de l'Europe, et donnera dans sa chûte un grand exemple à tous les Peuples.

Quoique le destin des Pays-Bas semble tenir au succès des armes de leur Souverain, il ne sera absolument fixé qu'au jour d'une paix générale qui, en assurant à *Léopold* la Couronne Impériale, à l'Allemagne sa tranquillité, à la Prusse une importante concession, à la Pologne son indépendance, à la Porte Ottomane quelques restitutions, raffermira l'équilibre dans cette partie de l'Europe.

Celui du Nord y est étroitement lié. La prepondérance de la Russie l'avoit détruit; mais la Pologne lui échappe, mais la Courlande a secoué le joug, mais la Suède, unie à la Porte par un renouvellement d'alliance, a attaché plusieurs Puissances à ses intérêts, et prouve à la Russie, que s'il est difficile de la vaincre, il est du moins possible de lui résister. L'Histoire développera les motifs de cette résistance : des faits certains et des Memoires respectifs les ont déja indiqués. La sureté du Roi et de son Gouvernement tenoit à la résolution qu'il a exécutée, au milieu de tant d'écueils : ses dangers multipliés, et la disproportion de ses efforts possibles avec les ressources de son Ennemi, ont montré ce Prince toujours au niveau des difficultés, plein de courage d'esprit, et

Digitized by Google

d'intrépidité personnelle, entreprenant dans ses vues, hardi dans leur exécution, ne se décourageant point par les revers, sachant les réparer, digne, en un mot, de commander à une Nation spirituelle et valeureuse, dont un Gouvernement absurde avoit abâtardi les qualités. Il ne tirera peut-être de cette guerre, d'autre fruit que d'avoir appris à la Russie à ne pas le mépriser, et d'avoir assuré sa tranquillité intérieure; mais elle entraînera un autre effet plus général, et non moins important pour la Suède, en démontrant aux Puissances qu'intéresse la balance du Nord, la nécessité et les moyens de la maintenir. On verra par la suite de ce Résumé, que l'Angleterre principalement, a tourné son attention vers ce but salutaire, et qu'il est entré dans les causes probables de sa mésintelligence avec l'Espagne.

(*Dans quinze jours la fin, relative à l'Angleterre et à la France.*)

Digitized by Google

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 26 Juin 1790.

NOTRE incertitude sur le résultat des engagemens qui ont eu lieu, le 3 et le 4, entre la grande flotte Suédoise et l'escadre Russe de Cronstadt, se prolonge encore. Le rapport venu de Memel, qui nous informa le premier de cette action, celui d'un Patron Danois entré à Travemunde, et qui affirmoit la rentrée du Duc *de Sudermanie* à Carlscrona, où les escadres jointes de Cronstadt et de Revel le tenoient bloqué, inspiroient peu de confiance; enfin, des lettres authentiques de Stockholm nous ont transmis, il y a 4 jours, la relation suivante, apportée le 15 par un Courrier que le Roi avoit dépêché le 7 de Biorkosund.

« Le 3 et le 4 de ce mois, les grandes escadres Suédoise et Russe se sont battues à plusieurs reprises entre Sche-Scheeren et Cronstadt; l'escadre ennemie a tâché de nous éviter le plus qu'elle pouvoit, et de se retirer vers Cronstadt. Aucun des combats n'a été décisif; deux vaisseaux Russes sont très-maltraités. Le Duc *de Sudermanie* s'est posté avantageusement près de Biorko; il a assuré par ce moyen la communication entre la grande escadre et celle des galères; cette position empêche l'escadre ennemie de

Digitized by Google

quitter Sche-Scheeren, pour ne point exposer le port de Cronstadt ; on répare dans cette station les vaisseaux qui ont souffert dans le combat. — Vibourg est toujours bloqué. »

Ce Bulletin circonspect jette peu de lumières sur l'événement : il feroit croire cependant qu'à l'époque du 7 l'escadre de Revel n'avoit pas encore joint celle de Cronstadt, et il détruit le prétendu retour du Duc *de Sudermanie* à Carlscrona. Biorko-Sund est entre Wibourg et Cronstadt ; position qui indique que la flotte Suédoise n'avoit pas rétrogradé. Les lettres de Pétersbourg, en date du 8, et que nous reçûmes avant-hier, gardent un profond silence sur ce combat naval ; la Cour n'avoit encore publié aucune relation ministérielle. — Quelques avis particuliers, dénués d'authenticité, parlent de l'entrée de la flotte Suédoise à Sweaborg. — L'importance de cette crise, à laquelle est attaché le sort de la campagne, et qui peut faire échouer tous les plans du Roi de Suède, ou lui procurer de grands succès, nous fait attendre avec impatience des nouvelles plus certaines.

On a publié à Stockholm le précis des différentes affaires de poste qui ont eu lieu en Finlande du 5 au 25 mai : il prouve qu'à cette date les Russes n'avoient point encore repassé le fleuve Kymène, malgré diverses tentatives de leurs Ennemis. Le Corps du Général *d'Armfeld*, étoit toujours

Digitized by Google

toujours séparé du reste de l'armée ; et si l'on peut ajouter foi à quelques lettres particulières, ce Général, après un combat sanglant près de Suonigmeni, où il a été blessé, ainsi que plusieurs autres Officiers, s'est vu forcer à la retraite. Ce rapport est sans date, et mérite confirmation.

De Berlin, le 25 Juin.

Le Roi ne s'est arrêté ni à Breslau, ni à Schweidnitz; c'est le 15, qu'accompagné du Duc *de Brunswick*, il est entré au quartier général de Schœnwalde : un accès de fièvre a retenu le Prince Royal à Schweidnitz. On aura une idée juste des dispositions actuelles du Gouvernement, et du véritable état des choses, en lisant l'article suivant inséré dans une Gazette accréditée de la Domination Prussienne, et qui sûrement a été transmis officiellement au Rédacteur.

« On sait que depuis le mois de Mars dernier le Roi a eu une correspondance avec le Roi de Hongrie, sur les affaires du Levant et du Nord. Les deux Souverains se sont écrit chacun trois Lettres, à l'exemple de ce qui eut lieu entre le feu Roi et l'Impératrice Reine, au sujet de l'affaire de Bavière. Les deux Monarques régnans se sont fait mutuellement des représentations et des propositions d'accommodement; mais comme L. M. n'ont encore pu tomber d'accord jusqu'ici, et que

Digitized by Google

le Roi de Hongrie a rassemblé le long de nos frontières une Armée de 150 mille hommes, le Roi de son côté a jugé à propos de faire marcher la plus grande partie de son armée en Silésie, et de s'y rendre lui-même. S. M. a pris son quartier à Schœnwalde, au même endroit où *Frédéric II* s'arrêta lors de la guerre de Bavière. S. Exc. M. le Comte *de Hertzberg*, Ministre d'Etat, qui a suivi le Roi, va s'établir demain à Reichenbach, à un mille de Schœnwalde, pour y diriger sous les yeux du Roi et entre les deux armées, les négociations qui vont être entamées pour la paix. Les Ministres d'Autriche, d'Angleterre, de Hollande et de Pologne ont suivi notre Ministre à Breslau, et iront aussi s'établir à Reichenbach, dès que les négociations devront commencer. S. M. le Roi de Hongrie a promis d'envoyer incessamment ses instructions, pour cet effet, à son Ambassadeur le Prince *de Reuss*.

Comme on sait, à n'en pas douter, que les bases de la négociation étoient à peu près arrêtées avant le départ du Roi, et qu'une rupture n'auroit d'autre effet en ce moment que d'exercer aux grandes manœuvres deux armées très-savantes, qui, ainsi qu'on le vit dans la guerre de Bavière, seroient réduites à avancer ou à reculer des frontières de la Bohême à celles de la Silésie, on persiste à croire que ce voyage du Roi à un but caché. En très-peu de temps ce mystère, s'il en est un, doit être éclairci.

Les Polonois sont loin d'être encore familiarisés avec la perte prochaine de

Digitized by Google

Thorn et de Dantzick. Elle mettra tout le commerce maritime de la République entre les mains de la Prusse, qui du moins jusqu'à présent étoit réduite au droit de le gêner, et de l'accabler d'impositions onéreuses. Outre ces deux Villes, notre Gouvernement demande encore la Starostie de Dybow : ces différentes prétentions ont occupé la Diète dans la Séance du 7. Malgré l'empire actuel de notre Cour sur la majorité de cette Assemblée, on y a manifesté des plaintes véhémentes sur ce projet de cession qu'on a qualifiée d'*usurpation* et de *nouveau partage*. Personne néanmoins n'a daigné remarquer que Dantzick étoit une République indépendante sous la suzeraineté de la Pologne, comme les Villes Impériales le sont sous la suzeraineté de l'Empire; que par conséquent la Prusse n'avoit aucun droit de la prendre, ni la Pologne de la céder. En supposant même que notre Cabinet entendit lui conserver sa liberté, peut-on légalement lui donner un autre Suzerain sans son consentement ? A la suite de débats longs et opiniâtres, la Séance a été levée sans qu'on eût pris une décision sur cette affaire. Le même jour a vu éclore une nouveauté bien dangereuse : contre la loi fondamentale, une pluralité considérable a prorogé la Diète jusqu'au mois de Mars prochain : elle aura donc été triennale, tandis qu'elle

Digitized by Google

doit se renouveler tous les deux ans. Après une discussion très-vive, l'argument des circonstances l'a emporté sur la Constitution. — L'Ambassadeur de Russie Comte *de Stackelberg* a pris congé, le 9, du Roi de Pologne, et doit être parti peu de jours après. — Le Général *de Henckel*, Gouverneur de Konisberg, a reçu l'ordre de se rendre avec plusieurs Régimens, par Tilsit et Memel, sur les frontières de Courlande.

P. S. Nous recevons à l'instant de Stockholm une première relation officielle des combats indécis des 3, 4 et jours suivans; elle porte en substance :

« La grande flotte, ainsi que la flottille légère, étoit, le 7 Juin, près de Biorkosund, 10 à 12 lieues de S. Pétersbourg. Le Rapport officiel du Grand Amiral, des combats du 3 et 4 et jours suivans, n'étoit pas encore arrivé ici le 15. La relation des opérations de la flotte légère nous annonce seulement que le 3, à quatre heures du matin, le combat s'est engagé entre notre flotte, sous les ordres du Duc *de Sudermanie*, et celle de Cronstadt, commandée par l'Amiral *de Kruse*; qu'aussitôt le Roi avoit envoyé le Lieutenant-Colonel *Hilmstierna* avec la quatrième et huitième Division des Chaloupes Cannonières, pour soutenir l'attaque contre l'aile droite de l'ennemi. Une des Frégattes Russes a d'abord été démâtée, et les agrès d'un vaisseau de ligne ont été si endommagés qu'il n'a pas pu rester en ligne; mais le vent devenu trop fort

Digitized by Google

pour les bâtimens légers, la flottille est retournée à Biorko. Le combat entre les deux grandes flottes à duré jusqu'à 8 huit heures. Alors les Russes, ayant eu 3 vaisseaux de ligne, dont un à 3 ponts, fort endommagés, se sont retirés vers Cronstadt. Notre flotte est allée à leur poursuite, et l'affaire s'est rengagée deux fois dans ce même jour, depuis une à 7 heures du soir. Le calme et des brouillards ont servi l'ennemi à se dérober des poursuites ultérieures; mais le lendemain à deux heures du soir, le combat a recommencé et à duré jusqu'à 6 heures. L'ennemi s'est encore retiré, et nous le poursuivions, lorsque le Duc *de Sudermanie* fut averti que la flotte de Revel avançoit du côté de Hogland; ce qui fit prendre la résolution au Duc d'aller tout de suite contre cette dernière Escadre. Le 5 s'est passé en manœuvres entre les trois flottes, dont la nôtre, vers le soir, a commencé à poursuivre celle de Revel pendant que l'Escadre de l'Amiral *Kruse* dirigeoit sa marche, comme s'il espéroit de nous trouver entre deux feux. Des brouillards qui se sont élevés pendant la nuit nous ont empêché de suivre l'ennemi plus loin. Le 6, notre flotte étoit entre Besséopo-oen et Torsari, près du Golfe de Vibourg. Elle a très-peu souffert dans ces expéditions. La flottille est à Biorko-sund où le Roi, à fait débarquer quelques Bataillons de Gardes et de Hussards pour couvrir les côtes le long desquels cette Escadre mouille, et pour faciliter les opérations ultérieures que le Roi paroît disposé à entreprendre. »

Digitized by Google

De Vienne, le 14 Juin.

Après l'arrivée d'un Courrier de Berlin, il se tint, le 15, une Conférence extraordinaire des Ministres, à laquelle assistèrent MM. *de Laudhon, de Lascy* et *de Cobentzel;* elle dura plus de trois heures, et le Public, qui écoute toujours aux portes, pénétra que la paix venoit d'y être résolue, ainsi que le projet de séparer nos intérêts de ceux de la Russie, en cas qu'elle résistât à l'accommodement général. Il n'est pas besoin d'avertir que toute vraisemblable que peut être cette décision, si elle a été prise, les Ministres ne se pressent pas ainsi d'en faire confidence. Elle n'a du moins pas prévenu le départ du Maréchal *de Laudhon* pour la Moravie, où il s'est acheminé, le 18, avec son Neveu et deux Adjudans. Le lendemain, M. *de Spielman*, Conseiller d'Etat, s'est mis en route pour Reichenbach. Quelques-uns le disent chargé de l'*Ultimatum* de notre Cabinet; d'autres le croyent destiné seulement à conclure les préliminaires de pacification; quoiqu'il en soit, on ne pouvoit guère opposer à M. le Comte *de Hertzberg*, de Négociateur plus adroit, et plus versé dans les affaires. On attend avec une bien juste impatience le résultat de ces Conférences.

Digitized by Google

Celles d'Yassy promettoient un arrangement prochain avec la Porte; un échec récent que vient d'essuyer un de nos Corps en Valachie pourra peut-être valoir aux Ennemis plus de condescendance de notre part. Le Prince *de Cobourg* avoit ordonné au Général *de Thurn* d'assiéger le fort d'Oxgetolm en Bulgarie, et de l'emporter d'assaut s'il étoit possible; 15,000 Turcs en défendoient les approches et l'intérieur. Attaqués par les Autrichiens, trop confians dans une suite d'avantages, ils se sont défendus avec intrépidité, ont percé au travers de nos Troupes, les ont mises en fuite, et fait lever précipitamment le siége. Cette journée, dit-on, nous coûte 600 hommes, 1300 blessés et 18 pièces de canon. On dit le Général *de Thurn* tué dans l'action, ainsi que deux autres Officiers Généraux. Des renforts sont arrivés à temps pour sauver le reste des Assiégeans. Tels sont du moins les premiers rapports qui circulent depuis l'arrivée d'un Courrier du Prince *de Cobourg*, le 18.

On attend au premier jour la Députation de la Diète de Bude avec les propositions de cette Assemblée, que les Fabriquans d'insurrections annonçoient devoir être très-orageuse, et qui jusqu'ici a été fort paisible. Ce sont de plaisans Maniaques que ces Perturbateurs à coups de plume, pour qui la paix et

Digitized by Google

l'harmonie sont un tourment, et qui se pendroient volontiers si les Peuples ne s'armoient partout du fer et des brandons, pour égorger leurs Chefs et brûler les maisons au nom de la *liberté*. Ils ont bercé le Public, depuis six mois, de prédictions sinistres sur la Hongrie. — La seule opération importante qu'ait consacré la Diète, a été de supprimer toute distinction entre les deux Chambres; celle des Magnats est composée des Grands Officiers de la Couronne, des Comtes suprêmes des Comitats, et du Haut Clergé. La seconde comprend l'Ordre Equestre, le Clergé du second Ordre, et les Députés des Villes.

Quatre Députés des Pays-Bas sont en cette Capitale depuis quelques jours; ils ne sont pas envoyés par le Congrès.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 2 Juillet.

Un second Courrier de Cabinet arrivé de Madrid Samedi soir, n'ayant apporté, suivant l'opinion générale, aucun avis favorable à la paix, il fut arrêté dans le Conseil du lendemain de confirmer l'ordre de lever l'ancre, envoyé depuis quelques jours à Spithéad. Dès le 24, l'Amiral *Barrington*, faisoit ses dispositions; le Samedi 26, il se rendit à bord de son vaisseau le *Barfleur* de 98 canons, et

Digitized by Google

mit à la voile le 28, avec une escadre de 16 vaisseaux de ligne, cinq frégates et deux sloops; le Duc *de Clarence* qui monte le *Valliant* de 74 can., marchant à la tête de l'avant-garde. On dit que cette armée navale se dirige à l'Ouest, probablement pour croiser dans le golfe de Biscaye : cependant il seroit téméraire de prononcer affirmativement sur sa destination. Jamais il n'a régné un plus grand secret dans le Gouvernement: on raisonne de ses projets, on ne les pénètre pas, et tel est l'avantage d'une Constitution qui, lorsqu'il s'agit des intérêts extérieurs, ne subordonne point l'Autorité Royale aux consultations tumultaires et discordantes d'une Assemblée, et qui, à l'abri de la responsabilité, accorde au Ministère la sureté, la confiance, sans lesquelles tout languiroit, tout périroit dans les intrigues, les controverses, et les indiscrétions.

Deux de nos Navires Marchands l'*Alert* et l'*Hannah* apportèrent la semaine dernière, l'avis qu'ils avoient rencontré à la hauteur du Cap S. Vincent, une escadre Espagnole de 14 voiles. Suivant leur rapport, on pressoit à Cadix les armemens avec la plus grande activité : l'on sait, en effet, qu'environ quarante vaisseaux de ligne Espagnols seront prêts avant la fin de ce mois.— Il reste actuellement huit vaisseaux de ligne à Spithead, auxquels 14 autres,

Digitized by Google

dont cinq du premier rang, se réuniront avant le 12. On en accélère l'armement : il ne leur manque que des Matelots : quelques-uns ont déja leur complet. — Le départ de l'Escadre a fait baisser les fonds, et fortifié l'opinion que nous allons entrer dans la carrière des grands événemens.

L'Election des Communes approche de son terme. Celle de la Cité est terminée en faveur des Aldermans *Curtis*, *Brook-Watson*, *Watkin-Lewes* et *Sawbridge*. Ce dernier seul tient à l'Opposition. L'Alderman *Curtis* est un nouveau Membre, et zélé partisan de M. *Pitt*; sur environ 6000 suffrages, il en a réuni 4346. M. *Pitt* est réélu par l'Université de Cambridge, à une très grande pluralité. Après une faveur de 25 ans, M. *Wilkes*, dans sa vieillesse, vient de perdre les bonnes graces du Comté de Midlesex; la supériorité pour M. *Byng*, son concurrent, étoit si forte, qu'il a décliné sa présentation. MM. *Mainwaring* et *Byng* ont été élus; le premier est dans la Majorité. L'Opposition est sur-tout malheureuse dans les Elections des Comtés, plus nombreuses et plus indépendantes : elle a succombé en particulier dans le Hampshire, ou le Lord *John Russel*, frère du Duc *de Bedford*, a été rejeté. Il paroît qu'en balançant les pertes et les gains, le Ministère accroîtra sa majorité par l'élection d'envi-

Digitized by Google

ron 50 Membres. M. *Fox* et Milord *Hood* conservent un avantage prédominant à l'élection de Westminster qui n'est pas encore terminée. — Les querelles violentes ont été bien moins nombreuses qu'à l'ordinaire ; cependant à Nottingham et à Leicester on en est venu aux mains ; quelques personnes ont été blessées ; mais la présence d'un détachement de Cavalerie a mis fin à ce désordre. On suppose, sans que nous le disions, que malgré toutes les lois pour les prévenir, les brigues, les sollicitations, les festins et l'argent ont concouru, comme à l'ordinaire, aux choix à faire en divers lieux. Que seroit-ce donc si l'Election générale se renouveloit plus fréquemment ? L'ambition augmenteroit avec l'espérance, et la Nation deviendroit bientôt entièrement corrompue. Que seroit ce si au lieu d'une propriété libre en fonds de terre, ou de qualifications particulières et restrictives, on comprenoit dans le *cens* des Electeurs, la masse presqu'entière du Peuple sans propriété et vivant de son travail ?

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 3 Juillet 1790.

Une première défaite expulsa les Patriotes du Duché de Luxembourg ; une seconde leur fera perdre la Meuse et le Comté de Namur : on s'attend à cet évé-

Digitized by Google

nement au premier jour. Les relations, écrites sous la dictée de M. *Van Eupen*, sont très-encourageantes; mais il paroît qu'on trompe ce grand Pénitencier qui, toutes les semaines, nous donne une victoire nouvelle. Dans son Bulletin officiel de l'affaire du 17 Juin, aux environs de Bouvines, il attribua à nos troupes tout l'avantage, en avouant cependant qu'elles avoient laissé un canon à l'ennemi, et pressé leur retraite. L'on sait aujourd'hui que le canon Autrichien et quelques Dragons *de la Tour* forcèrent en effet nos Concitoyens à repasser la Meuse très-précipitamment, laissant près de 400 hommes tués par l'ennemi, ou noyés dans le fleuve.

Il arrive chaque jour des renforts à Luxembourg: les troupes de Wurtzbourg y sont rendues à peu près en totalité, depuis la fin du mois dernier. On attend incessamment un train considérable de grosse Artillerie qui, aux dernières nouvelles, avoit déja traversé une partie de la Franconie.

Les Etats de Limbourg et d'Outre-Meuse qui jusqu'ici avoient gardé le silence, ont jugé le moment très-favorable pour publier leur manifeste d'indépendance, et d'accession à l'union Belgique. Dans cette pièce, qui atteste la prudence de ses Proclamateurs, les Etats révoquent *les pouvoirs accordés au ci-devant Duc de Limbourg*, et au nom de la *Nation*, ils se mettent en possession de la Souveraineté: Signé, *Ziegeler*, à Henri Chapelle, le 24 Juin.

Digitized by Google

FRANCE.

De Paris, le 7 Juin.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Articles décrétés dans la Séance du Samedi matin 26 Juin, sur l'aliénation des Biens Nationaux.

« II. Toutes les personnes qui voudront acquérir des Domaines Nationaux, pourront s'adresser, soit au Comité de l'Assemblée Nationale chargé de leur aliénation, soit à l'Administration ou au Directoire du Département, soit même à l'Administration ou au Directoire du District, dans lesquels ces biens sont situés; l'Assemblée Nationale réservant au Département toute surveillance, et toute correspondance directe avec le Comité. »

« III. Les Municipalités qui enverroient des soumissions pour quelques objets déja demandés par des particuliers, n'auront point droit à être préférées. Le Comité enregistrera toutes les demandes des Municipalités suivant l'ordre de date de leurs délibérations authentiques, et celles des particuliers suivant la date de leur réception, et il en enverra des expéditions, certifiées par un de ses Secrétaires, à l'Administration ou au Directoire du Département dans lequel ces objets sont situés. »

« IV. Les Administrations de Département formeront un état de tous les Domaines Nationaux situés dans leur territoire, et procéderont incessamment à leur estimation, dans

Digitized by Google

les formes prescrites par les articles 3, 4, 7 et 8 du Titre I du Décret du 14 Mai ci-dessus mentionné. »

« Les Administrations ou Directoires du Département chargeront des Experts, ou gens à ce connoissant, des estimations, pour lesquelles il sera nécessaire d'en employer, et elles commettront pour surveiller ce travail, les Administrations ou Directoires de Districts.

« V. Elles commenceront, ces estimations, par les lieux ou sont situés les biens sur lesquels le Comité leur aura renvoyé des soumissions, soit de Municipalités, soit de particuliers, ou sur lesquels elles en auroient reçu directement, et continueront ensuite à faire estimer ceux mêmes de ces biens pour lesquels il n'auroit été fait aucune soumission. »

« VI. Elles auront soin, dans les estimations, de diviser les objets autant que leur nature le permettra, afin de faciliter, autant qu'il sera possible, les petites soumissions, et l'accroissement du nombre des Propriétaires. »

« VIII. Les prix d'estimation seront déterminés d'après les dispositions des articles III, IV, VII et VIII du titre I du Décret du 14 Mai, ci-dessus mentionné, et serviront de base aux soumissions et aux enchères.

« IX. Les soumissions devront être au moins égales au prix de l'estimation, et les enchères ne seront ouvertes que lorsqu'il y aura de telles soumissions; mais alors elles le seront nécessairement, et l'on y procédera dans les délais, dans les formes et aux conditions prescrites par les articles I, II, III, IV, V, VI, VIII et IX du titre III du

Digitized by Google

Décret du 14 Mai, et par l'instruction du 31 du même mois. »

« X. Les acquéreurs des Domaines Nationaux seront tenus de se conformer pour les baux actuels de ces biens, aux dispositions de l'article IX du titre I du Décret du 14 Mai, et aux conditions de jouissances prescrites par l'instruction du 31 du même mois, au maintien desquelles les Administrateurs de Département et de Districts, ou leurs Directoires, tiendront exactement la main. »

« XI. Les acquéreurs jouiront des franchises accordées par les articles VII et VIII du titre I du Décret du 14 Mai, et aussi de celles accordées par l'article XI du titre III ; mais pour ces dernières, pendant l'espace de cinq années seulement, à compter du jour de la publication du présent Décret. »

« XII. Les Administrations de Département, ou leurs Directoires adresseront le 15 de chaque mois, au Comité chargé de l'aliénation des Domaines Nationaux pendant la présente Session de l'Assemblée Nationale, et, par la suite, aux Commissaires qui leur seront désignés par les Législatures, un état des estimations qu'elles auront fait faire, et un état des ventes qui auront été commencées ou consommées dans le mois précédent, pour le tout être rendu public par la voie de l'impression. »

« XIII. Les acquéreurs feront leurs paiemens aux termes convenus, soit dans la Caisse de l'Extraordinaire, soit dans celles de Département ou de District, qui seront chargées d'en compter au Receveur de l'Extraordinaire. »

Digitized by Google

« XV. Les Municipalités qui voudroient acquérir quelques parties des Domaines Nationaux pour des objets d'utilité publique, seront tenues de se pourvoir dans les formes prescrites par le Décret du 14 Décembre 1789, pour obtenir l'autorisation nécessaire, et seront ensuite considérées comme acquéreurs particuliers. »

« XVI. Les articles ci-annexés du Décret du 14 Mai et de l'Instruction du 31 du même mois sur la vente de 400 millions de Domaines Nationaux, avec le changement des seules expressions nécessaires pour les adapter aux dispositions ci-dessus, seront censés faire partie du présent Décret. »

L'article XIV a été ajourné.

Du, Dimanche 27 Juin.

Dans le N° précédent, on a vu que trois Députations de Perpignan, dont deux, accusatrices de M. *de Mirabeau* le jeune, furent admises à la Barre, et à la Séance même, Samedi dernier. Un Soldat du Régiment de Touraine et un Garde National de Perpignan, portèrent successivement la parole, et renchérirent à l'envi sur les crimes du Colonel de Touraine, et sur l'excellente conduite du Régiment. Entre autres récits, ils notifièrent à l'Assemblée qu'une Députation de Grenadiers et deux Soldats de chaque Compagnie étoient allés inviter *respectueusement* M. *de Mirabeau* à se rendre au Quartier : que ce Colonel, sans veste ni chapeau, avoit fondu sur eux l'épée à la main, ainsi que six Officiers *apostés* par lui. Trois hommes sont blessés : on crie aux armes. (On crie aux armes contre six Officiers

Digitized by Google

et le Colonel aux prises avec 2 à 300 soldats ! M. *de Mirabeau* dit 500 !) Au lieu de se rendre aux représentations, le Colonel *égorge*. M. *de Cholet*, Commandant de Perpignan, nous ordonne d'obéir aux ordres du Roi, et de recevoir les Officiers éloignés et l'Adjudant destitué ; mais les ordres Ministériels seront-ils donc toujours meurtriers ? nous répondons qu'intimer de pareils ordres dans une rue et l'épée à la main, c'est nous prescrire de les refuser. M. *de Cholet* fait une nouvelle tentative au quartier ; enfin on nous offre mille écus : des moyens aussi bas auroient-ils pu jamais déterminer le Régiment de Touraine ? etc.

Aujourd'hui M. *de Mirabeau* jeune a anéanti ces assertions par l'exhibition des ordres reçus du Roi, par le témoignage de la Municipalité, par une Enquête légale de 10 témoins par laquelle le récit précédent est renversé. Voici le Précis de la défense de M. *de Mirabeau* :

« La calomnie m'a précédé, elle a vomi contre moi des libelles affreux, elle me poursuivra encore pour dénaturer les faits de ma justification. Hier encore, à Ecouen, sans le secours des Officiers Municipaux j'aurois peut-être été la victime de la fureur du Peuple. A Castelnaudari, le même Peuple qui, le 14, me couchoit en joue et demandoit ma tête, est venu le 22 se presser avec joie autour de moi ; il crioit : « il a sa grace, « nous en sommes bien aises ; il a l'air d'un « bon homme. » Si je ne suis pas les faits dans leur ordre, je prie l'Assemblée d'y suppléer par son silence et par son attention. Voici la 14^e^ nuit que je passe sans me coucher. »

Digitized by Google

« Je donne ma parole d'honneur que je n'ai parlé qu'avec respect de l'Assemblée et des Decrets rendus par elle et sanctionnés par le Roi. Si quelqu'un avoit l'audace de dire le contraire, je lui donne d'avance le démenti le plus formel. Ceux de mes Collègues qui sont Journalistes devroient me traiter avec moins d'indignité. J'imagine qu'on ne me reproche rien d'antérieur aux circonstances qui m'amènent en ce moment près de vous. On m'a dit que la Municipalité de Perpignan a blâmé ma conduite. Je réponds par une Lettre qu'elle m'a adressée six heures avant mon départ. »

« *Monsieur*, la démarche que vous venez de faire, en joignant votre Régiment au moment où vous avez appris son indiscipline, est une nouvelle preuve de votre zèle connu pour le service du Roi. Vos Soldats, égarés par une fatalité dont nous ignorons la cause, n'ont cédé ni à vos soins, ni à ceux de M. *de Chollet*, Commandant de la Province, qui s'est uni à la Municipalité pour les faire rentrer dans leur devoir. Leur opiniâtre résistance à se soumettre met notre Ville dans la position la plus alarmante; vous en sentez assez les conséquences, M. le Vicomte, pour penser avec nous que, dans des circonstances aussi orageuses, le parti le plus sage est d'aller vous-même exposer à l'Assemblée Nationale, et mettre sous les yeux du Roi les faits dont vous avez été témoin. Nous ne doutons pas que l'Assemblée Nationale et le Roi ne rendent la même justice que nous à la conduite que vous avez tenue pour remplir l'objet de votre mission. *Les Officiers Municipaux de Perpignan.* »

« Si depuis, la Municipalité a tenu un

Digitized by Google

autre langage, cette prévarication ne peut être l'effet que de la crainte. Il existoit dans le Regiment de Touraine six cents hommes sortis de toutes les règles du devoir, et trois cents Soldats honnêtes qui versoient des larmes de sang. Je sentois que ces hommes n'oseroient jamais montrer leur respect pour la discipline militaire, tant qu'ils seroient sous le coûteau de leurs camarades insubordonnés. Vous avez connoissance des ordres que j'avois reçus du Roi, et de la Lettre que m'adressa M. *de la Tour-du-Pin*, le 31 Mai. Ce Ministre m'y prescrivoit de faire rentrer le Régiment dans l'ordre, *et remettre à leurs places les Officiers que l'effervescence avoit forcés de s'absenter, ainsi que l'Adjudant et les Bas-Officiers injustement destitués par les Soldats.* »

« Je me suis concerté, ainsi que l'ordonnoit cette Lettre, avec les Officiers Municipaux, pour aviser aux moyens de rétablir la subordination, et de découvrir la cause de tant de désordres; je crois tenir le fil de tous les troubles qui se sont propagés d'Antibes à Dunkerque, de Perpignan à Strasbourg, et je pourrai, sous peu de jours, vous dire quelles sont les gens qui *ont payé les Troupes pour les soulever.* Ma première démarche a été d'écrire aux Officiers Municipaux, pour leur demander l'instant où je pourrois prêter le serment en leur présence. Ma Lettre est datée du 9 Juin. »

« MM. les Officiers Municipaux me donnèrent jour pour le lendemain. Les trois Officiers qui avoient été forcés à se retirer étoient à quinze lieues; ils manquèrent de chevaux pour leur retour, et ne purent arriver à tems. Je donnai contre-ordre au Ré-

Digitized by Google

giment qui devoit s'assembler : voici quel étoit mon plan. J'aurois prêté le serment Militaire prescrit par les Décrets de l'Assemblée Nationale ; je l'aurois fait prêter ensuite de nouveau au Régiment : on auroit lu la lettre du Roi. Je devois ensuite ordonner aux Officiers, qui auroient été à portée de l'esplanade, de rentrer dans leurs compagnies ; j'aurois réintégré l'Adjudant dans son poste, et j'aurois fait défiler le Régiment. S'il y avoit eu du murmure ou de l'insurrection, j'aurois dit : *Que ceux qui ne veulent pas obéir aux ordres du Roi, sortent des rangs.*

« Le contre-ordre ayant été donné, le Régiment ne prit pas les armes. Le lendemain, à sept heures et demie, ma porte fut ouverte avec fracas par l'Adjudant et par une troupe de soldats qui parloient tous à la fois. Je leur dis que ce n'étoit pas ainsi qu'on entroit chez un Chef, et leur ordonnai de sortir ; ce qu'ils firent. Je passai un pantalon, j'ordonnai qu'on fît entrer une députation des Soldats qui étoient à ma porte, au nombre de cinq cents ; il en monta quinze ou vingt : un Grenadier porta la parole, et me dit : Mon Colonel, on nous a dit *que vous aviez ordonné à Rochefort de quitter ses épaulettes d'Adjudant, et que vous vouliez faire rentrer Maréchal. Soldats*, répondis-je, *ce n'est pas en foule et sans ordre que vous devez interroger votre Chef ; rendez-vous calmes et tranquilles à votre quartier, je vous y porterai les ordres du Roi et les miens ; j'y serai dans un quart d'heure.* Les Députés me répondirent *que j'avois raison, qu'ils alloient s'y rendre, qu'il m'avoient toujours obéi et qu'ils m'obéiroient encore.* A peine étoient-ils descendus, qu'on vint me

Digitized by Google

dire que les Soldats ne vouloient point suivre l'avis des premiers, qu'ils avoient demandé que *je descendisse, et que j'étois bien f.... pour cela.* Je descendis avec sept Officiers; les Soldats se rangèrent à mon arrivée : je leur répetai ce que j'avois dit à leurs camarades, et j'ajoutai :

« Je vous ordonne, Soldats, au nom du serment que vous avez fait à la Nation, à la Loi et au Roi, de vous rendre à votre Quartier, et vous y recevrez mes ordres; ce n'est pas au milieu d'une rue, et par une insurrection, que vous obtiendrez de moi une réponse : obéissez. Des cris presque unanimes dirent *non.* Toujours calme, je répétai une seconde fois le même ordre, on me répondit encore *non.* J'eus beau dire que je n'étois pas accoutumé à obéir à mes subordonnés, qu'ils pouvoient me casser, mais non pas me faire plier, les *non* furent toujours répétés. Un Appointé de la Compagnie de Vaubercy sortit du rang, s'avança vers moi, et me dit : Nous savons que vous voulez faire rentrer au Régiment les gens qui ont voulu nous faire du mal, mais f..... ils n'y rentreront pas. Ces propos étoient accompagnés de gestes dangereux et menaçans; un des Officiers qui étoient près de moi m'avertit que d'autres ramassoient des pierres. Alors je fis un pas en arrière, je dis : A moi, MM. les Officiers. Je tirai mon épée, et la portant en l'air, je criai : obéissez, Soldats, à la voix de votre Chef. Au mouvement que nous fîmes pour mettre l'épée à la main, les Soldats se jetèrent les uns sur les autres des deux côtés de la rue; plusieurs tombèrent et d'autres crièrent aux armes : ils coururent à leur Quartier, où ils furent prendre les

Digitized by Google

armes. » — Ces faits sont attestés par une Enquête de treize Temoins, tous Citoyens de Perpignan. M. *de Mirabeau* en fit lecture.

« On vous a dit que j'avois versé le sang des Soldats ; vous voyez combien atroce est cette calomnie. Mais on ne vous a pas parlé de 800 Soldats criminels qui enfoncent les portes de leur Colonel, enlevent les Drapeaux et la Caisse Militaire ! et ils ont été admis à la Barre de l'Assemblée ! on leur a accordé la Seance !... le désordre étoit à son comble ; le desir de sauver un Régiment avec lequel je sers depuis dix ans, m'inspira des moyens de douceur et de conciliation que je mis en usage. Tout fut inutile ; mais 300 Soldats honnêtes, des Officiers courageux et respectables avoient respecté leur devoir ; il falloit conserver au Roi ce noyau précieux d'un Régiment qui s'etoit si souvent couvert de gloire, qui toujours avoit été sans reproche. J'imaginai de porter les cravattes des Drapeaux au Roi ; je lui aurois dit : Sire, envoyez les cravattes dans une Ville éloignée ; appelez y les Soldats qui sont restés fidèles ; ils viendroient se réunir autour de leurs Drapeaux... Ce projet étoit celui d'un homme d'honneur ; je ne cesserai de m'en applaudir.

« Aux murmures qui s'élevent, j'opposerai : Si vous êtes mes Adversaires, levez-vous, et sortez ; si vous êtes mes Juges, silence, écoutez-moi. » Nul que le Colonel ne pouvoit avoir la garde des Drapeaux ; ils étoient dans ma chambre. Je donne ma parole que M. *d'Aguilar* ne m'a jamais dit qu'il en répondoit ; il ne pouvoit en répondre, puisqu'ils étoient entre mes mains. Mes Soldats ont bien pensé que je ne les rendrois pas ; on a

Digitized by Google

dit qu'on avoit trouvé les Cravattes dans mes malles; cela est faux; elles étoient là... sur ma poitrine; on n'auroit pu les avoir qu'en me tuant. Mais la surete d'un Citoyen étoit compromise, du Citoyen que je respecte le plus; je les ai données avant même de m'être fait représenter à Castelnaudari la réquisition de la Municipalité de Perpignan. Je suis innocent; je crois mon innocence démontrée; les preuves relatives à la maniere dont mon Régiment a été *travaillé, payé, soldé*, compléteront ma justification. Je demande les seuls Juges qui puissent me convenir; je demande un Conseil de guerre pour juger le Régiment et moi. »

Nous avons dit que l'Assemblée avoit renvoyé M. *de Mirabeau* non à un Conseil de guerre, mais aux Comités Militaire et des Rapports réunis.

Le Décret sur les pensions que nous avons indiqué la semaine derniere, consiste dans les six articles suivans.

« Art. I. Tous les Pensionnaires, sans exception, sur quelque Caisse que leur payement ait été originairement assigné, toucheront les arrérages de leurs Pensions, échus, soit pour une année entière, soit pour portion d'année, jusqu'au 31 Décembre 1789, et le payement leur en sera fait sans retard, ni discontinuation, sous les retenues établies par les Réglemens. »

« II. La suspension ordonnée par l'art. II du Décret des 4 et 5 Janvier dernier, est prorogée, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. »

« III. Les pensions accordées aux familles d'*Assas*, de *Chambort* et au sieur *Colonel Lukner*, ainsi que les pensions de 600 liv. et

Digitized by Google

au-dessous, sont exceptées de cette prorogation, et seront payées à leur échéance, pour les six premiers mois de l'année 1790. »

« IV. Sont pareillement exceptées les pensions assignées sur les Economats aux ci-devant Jésuites, aux nouveaux Convertis, et aux anciens Employés à la Régie des Economats, au nombre de onze, lesquelles seront payées, savoir; celles des ci-devant Jésuites et celles des nouveaux Convertis, en leur entier, et celles des anciens Employés pour les six derniers mois de l'année 1790, et jusqu'à la concurrence seulement de 1000 liv. pour l'année entière, à l'égard de celles qui excèdent ladite somme de 1000 liv. »

« V. Continueront aussi d'être acquittées les aumônes ordinaires, distribuées sur les fonds des Economats, ainsi que les pensions alimentaires qui se payent à des Religieuses dont les Maisons ont été supprimées, sur les fonds destinés au soulagement des Communautés Religieuses. »

« VI. Les veuves et enfans des Matelots qui se trouvent en tour de remplacement, seront inscrits sur les Rôles de distribution des 120,000 liv. appartenant pour cet objet à la Marine, au lieu et place de ceux qui sont décédés en 1789, au nombre de 110. »

M. *Delley d'Agier* a représenté dans la même Séance, que le Décret du 19 Juin qui anéantit les qualités et titres de la Noblesse, causoit, dans la perception des Droits de Contrôle et d'Insinuation au Tarif, un déficit annuel de *sept millions*, parce que les droits sur les Contrats de Mariage, Testamens, Substitutions, etc. se percevoient sur la qualité des Contractans. Il a proposé de

de charger le Comité des Domaines de faire, sous huit jours, un rapport des moyens à employer pour prévenir ce nouveau déficit dans les revenus nationaux. Sur les observations de quelques Membres, l'Assemblée a ordonné le renvoi de la Motion aux Comités réunis des Finances, des Impositions et des Domaines. »

Du Lundi 28 Juin.

L'instruction annexée au Décret qui organise les Corps Administratifs, les autorisoit à élire de nouveaux Députés à la Législature, aussitôt après leur formation ; un Décret subséquent, rendu collatéralement à la réunion des Assemblées Primaires, a révoqué ce premier exercice des droits du Peuple. Aujourd'hui, ces Corps-Administratifs sont rassemblés, et de nouveaux Décrets vont les faire disparoître jusqu'au mois d'Octobre. Est-ce le caractère actuel de ces Assemblées, l'exclusion à force ouverte qui en a écarté nombre de Citoyens, par la plus insigne violation des Décrets Constitutionnels ? est-ce l'inexpérience de ces Corps dans l'Administration, ou leur trop grande expérience de la science du moment, qui a déterminé leur dissolution ? Non, sans doute ; puisque M. *Thouret* en la faisant prononcer, selon le vœu du Comité de Constitution, en a donné pour motif, qu'ils manqueroient de sujets de délibérations : les Directoires seuls resteront en activité : les Conseils-généraux des Départemens se borneront à nommer leurs Officiers et les Membres du Directoire ; ils se sépareront ensuite pour se réunir en Session de Conseil, les Districts au mois de Septembre,

Digitized by Google

les Départemens au mois d'Octobre. Telle est la substance d'un Réglement en quatorze articles, rendu dans cette Séance, et dont les dernieres dispositions confient aux Directoires les fonctions exclusives qui leur ont été précédemment confiées.

De nouveaux Décrets sur le traitement du Clergé actuel, ont terminé la Séance: nous allons les joindre à ceux rendus Samedi dernier.

« IV. Le traitement des Vicaires actuels sera le même que celui fixé par le Décret général sur la nouvelle organisation du Clergé. «

« V. Au moyen du traitement fixé par les précédens articles, tant en faveur des Evêques que des Curés et Vicaires, la suppression du casuel, ensemble tous droits et prestations de ce genre, aura lieu à compter du 1er Janvier 1791 : néanmoins jusqu'à cette époque, ils continueront de les percevoir. Les droits attribués aux fabriques continueront d'être payés, même après ladite époque, suivant les tarifs et réglemens ».

« VI. Les traitemens qui viennent d'être déterminés pour les Curés et Vicaires, auront lieu à compter du premier janvier 1791.

« VII. En ce qui concerne la présente année, les Curés auront, outre leur casuel; savoir, ceux dont le revenu excède 1200 l., 1°. la somme de 1200 liv.; 2°. la moitié de l'excedent, pourvu que le traitement n'aille pas à plus de 6000 liv. »

« A l'egard de ceux dont le revenu est inférieur à 1200 liv., ladite somme leur sera payée; savoir, ce qu'ils reçoivent, comme par le passé, par le décimateur ou par le

Digitized by Google

District ; et le surplus leur sera compté dans les six premiers mois de 1791. »

« VIII. Les Vicaires des Villes, outre leur casuel, jouiront de la somme accoutumée de leur être payée. Ceux des campagnes auront aussi, outre leur casuel, la somme de 700 liv., qui leur sera payée de la manière portée par l'article VII ci-dessus.

« IX. Les Evêques mentionnés au premier article du présent Décret, qui se trouveroient au moment de sa publication, âgés de 75 ans révolus, n'auront pas moins de 18000 liv., et leur *maximum* sera augmenté d'un tiers.

« Ceux compris dans l'article II, qui auront le même âge, n'auront pas moins de 12000 liv., et leur *maximum* sera également augmenté d'un tiers.

« A l'égard de tous les autres bénéficiers âgés de même, dont les revenus Ecclésiastiques iront à 2000 liv. ils n'éprouveront aucune réduction, et leur revenu sera augmenté d'un tiers.

« Art. XI. Dans les Chapitres où, par les Statuts ou par les usages, les Prébendes des nouveaux Chanoines sont, pendant un temps déterminé, partagées en tout ou en partie entre les anciens Chanoines, on n'aura aucun égard à cet usage, et le traitement de chaque Chanoine sera fixé sur le pied d'une simple Prébende. »

« XII. Les Ecclésiastiques engagés dans les Ordres sacrés, qui, sans être pourvus de titres, se trouvent attachés à certains Chapitres, auront un traitement suivant la proportion fixée par l'article IX, et selon les émolumens dont ils jouissoient. »

« XIII. Les Abbés Réguliers-perpétuels

Digitized by Google

et les Chefs d'Ordre inamovibles, jouiront, savoir; ceux dont les Maisons ont en revenu 10,000 liv. au moins, d'une somme de 2000; et ceux dont la Maison a un revenu plus considérable, du tiers de l'excédent, sans que le tout puisse aller au-delà de 6000 liv. »

« XIV. Les Evêques qui se sont anciennement démis, les Coadjuteurs des Evêques, les Evêques suffragans de Trèves et de Bâle, en France, jouiront d'un traitement annuel de 10,000 liv. à prendre, soit à cause des Pensions dont ils jouissoient, dans le cas où ils ne jouiroient pas actuellement, soit en Pensions, soit en Bénéfices, leur traitement demeurera tel qu'il est : leur traitement, comme Coadjuteurs, cessera lorsqu'ils auront un titre effectif. »

Dire que dans la discussion de tous ces Décrets sur le Clergé, une partie de l'Assemblée a porté une inflexibilité, une économie, une épargne de douceurs et de ménagemens, qu'on auroit crus incompatibles avec l'équité d'une distribution de Biens, dont on dépouille les usufruitiers; ajouter qu'en vain on a tâché de tempérer l'âpreté de ces décisions par des amendemens presque tous rejetés, et qu'à l'exception de quelques Curés attachés au Parti qui vient de changer le sort de l'Eglise, aucun Membre du Clergé n'a osé ou voulu prendre part à ces débats; c'est indiquer quel en a été l'esprit. Par exemple, le Rapporteur du Comité ayant aujourd'hui proposé, d'augmenter d'un tiers le *maximum* des Evêques, âgés de plus de 70 ans avant la publication du Décret, on a demandé la question préalable avec une espèce de colère. M. *Fricot* a soutenu que cet égard pour la vieillesse tendoit à rétablir

Digitized by Google

le Clergé *dans toute sa splendeur*. M. *Martineau* et M. *Desmeuniers* ont-ils manifesté d'autres sentimens? Des murmures et des huées leur ont fermé la bouche : « Je ne sais « pas, a crié M. *Camus*, quel est le privi- « lége d'un homme, parce qu'il a pris la « tonsure. Donnez donc aussi mille livres « de rente à tout Citoyen actif ou non actif « âgé de 70 ans! » Ce puissant raisonnement a paru péremptoire, et l'article additionel a été coulé à fond.

Du Lundi 23. Séance du soir.

Des Artistes de la Capitale sont venus demander la conservation des quatre figures de la place des Victoires, chef-d'œuvre de *Desjardins*, en les délivrant de leurs chaînes, et en les ornant des attributs de la liberté. M. le Président leur a répondu qu'ils égaleroient les monumens du règne de *Louis XIV*, et que *le siècle d'une grande Nation seroit effacé par le siècle d'une grande Nation*. Ce compliment ne décidoit rien sur la demande; M. *Bouche* l'a fait rejeter, en observant qu'on pouvoit ôter aux statues les attributs de l'esclavage, mais non pas le *maintien de la servitude*. D'après cet arrêt de M. *Bouche*, il faut croire qu'on brûlera tous les Tableaux où les hommes se présentent sous une attitude humiliante; qu'on brisera les statues qui portent le même caractère; qu'on démolira les arcs de triomphe de la porte S. Martin et de la porte S. Denis, qu'on renverra à l'Italie esclave ses antiques fameuses, où Rome et la Grèce manquèrent au respect des formes libres, et qu'on défendra aux Statuaires, aux Peintres, aux Poëtes et aux Comédiens de jamais représenter des

Digitized by Google

vaincus dans l'attitude de la défaite. Voltaire nie que les quatre statues condamnées figurent des Nations : un bruit populaire paroît avoir seul accrédité cette opinion, dont on ne trouve de fondement raisonnable dans aucun Historien. Le monument entier de la Place des Victoires devroit être détruit ; car la figure isolée de Louis XIV fera un effet bien ridicule.

L'Assemblée ayant entendu un très-long rapport sur le Commerce de l'Inde, on a preferé d'en discuter les articles en masse. M. *Nérac* les a d'abord combattus, en substituant un Projet de Décret à celui du Comité, qui a été défendu par M. *Rœderer*. Ce Député s'est particulièrement attaché à démontrer la nécessité de réunir à l'Orient les envois et les retours de ce Commerce. Cette opinion dans le développement de laquelle son Auteur à montré des connoissances précises et une grande force de raisonnement, à été refutée par M. *de Mirabeau* l'aîné. Du Décret rendu en faveur de la liberté du Commerce de l'Inde, il a tiré la conséquence que ce Commerce ne pouvoit être le privilége d'un seul Port. La fin de son discours à balancé, sinon détruit l'effet de celui du Préopinant. Une considération puissante qu'à exposée M. *de Mirabeau*, et qu'il seroit important de vérifier, est que, Marseille, par exemple, admise au Commerce de l'Inde, verseroit très-utilement ses retours au Levant, et à 50 pour cent meilleur marché, et plus sûrement qu'on ne peut le faire par la voie de la mer Rouge et des Caravannes. La discussion a été ajournée.

Digitized by Google

Du Mardi 28 Juin.

M. *Briansiaux* de Dunkerque, et Chevalier de S. Michel, écoutant son enthousiasme pour la Motion de M. *de Menou* contre les cordons, plus que la reconnoissance envers le Roi qui l'avoit décoré de celui de S. Michel, a envoyé son cordon noir à l'Assemblée en déclarant qu'il vouloit tenir son illustration de la Nation. Cette démarche a été à pure perte : on est passé à l'*ordre du jour*, sans recevoir l'*ordre* de M. *Briansiaux* qui, sans doute ne se déshonorera pas en portant désormais un cordon donné par le Roi.

M. *Merlin* a ensuite proposé et fait décréter huit articles interprétatifs du Décret rendu sur l'aliénation des Biens Nationaux. Ces détails réglémentaires, peu intéressans, ne peuvent entrer dans le plan de notre analyse, qui ne s'étendroit pas au-delà des Décrets principaux, sans devenir un volume chaque semaine. M. *Chassey* a continué ensuite son rapport du Traitement du Clergé ; quelques articles ont été décrétés, d'autres ajournés, de troisiemes alterés par des amendemens : nous les reunirons à ceux qui doivent suivre, afin d'épargner à nos Lecteurs la peine de saisir l'ensemble de cette quantité de Statuts.

Vers la fin de la Séance, M. *Arthur de Dillon*, Député de la Martinique, a informé l'Assemblée que, par une lettre à lui adressée, et conforme aux Dépêches remises au Ministre de la Marine, il etoit instruit qu'à Tabago le second bataillon de la Guadeloupe, révolté contre ses Officiers, s'étoit repandu dans l'Isle, y avoit commis toute espece

Digitized by Google

d'excès, et fini par incendier la Ville du *Port Louis*, entièrement consumée. Après cet exploit qu'ils rejettent sur les Volontaires Nationaux de l'Isle, et dont ces Volontaires les accusent seuls, ils se sont embarqués pour la France sur des vaisseaux marchands. Le Comité des Rapports à été chargé d'examiner celui-ci.

Du Mercredi 30 Juin.

L'élection d'un Commandant en Chef de la Garde Nationale de Versailles, a partagé d'opinion la Municipalité et le District de cette Ville. Le bruit public mettoit sur les rangs M. *Charle de Lameth*, M. *Berthier*, Commandant actuel, et M. *de Noailles*. Les Electeurs paroissent divisés sur le mode d'élection, et sur le choix à faire. Le scrutin est fini, fermé; mais tous les Citoyens demandant aujourd'hui à concourir à la nomination faite par la Troupe Nationale exclusivement, la Municipalité a suspendu l'ouverture du scrutin, et députa hier à l'Assemblée pour invoquer une décision légale. Le Comité de Constitution, chargé de la préparer, l'a rendue aujourd'hui par l'organe de M. *Target*, et il a été décrété de surseoir à toute nomination à Versailles, jusqu'après le Décret constitutionnel sur l'organisation définitive des Gardes Nationales. Ce Décret étoit à peine porté, qu'une Députation du District de Versailles est venue se plaindre de l'infraction aux règles, réclamer le droit des Compagnies, et avertir de l'insubordination de la Municipalité envers le District. M. *Robespierre* a tenté d'ajouter le poids de son éloquence à celui de la Pétition; il a soutenu que le Décret étoit rendu sur un faux exposé, que toutes les Parties n'avoient

Digitized by Google

pas été ouies; que les réclamations des Citoyens étoient le fruit de l'intrigue pour écarter la personne élue. L'Assemblée, peu touchée de ces raisonnemens, en a interrompu le fil par des murmures continus, et a confirmé son Décret, malgré le talent de M. *Robespierre*.

L'Ordre du jour appeloit la discussion à de nouveaux articles sur le Clergé actuel. Ils ont été décrétés au travers d'une discussion âpre et rapide; nous les renvoyons au Supplément que nous donnerons la Semaine prochaine.

M. *de Dillon*, en renouvelant ses instances pour les secours à fournir à Tabago, a présenté, au nom du Comité des Rapports, un Projet de Décret en vertu duquel le Président seroit chargé de supplier le Roi, de donner des ordres pour faire les armemens, et prendre les mesures nécessaires à la sûreté et à la subsistance de la Colonie.

M. *Robespierre* s'est trouvé encore en haleine, et l'a vainement prodiguée à soutenir qu'on ne connoissoit pas l'état de Tabago, car ce n'étoit pas le connoître, que le savoir par le Ministre des Colonies. Des huées ayant accueilli cette remarque, l'Opinant a étendu son optique sur les conséquences d'un Décret qui laisseroit au Pouvoir exécutif le droit indéfini de faire un armement : « Si vous voulez, a-t-il dit, qu'on « vous fasse impunément une guerre étran- « gère, si vous vous fiez aux démarches dé- « tournées du Gouvernement, si vous en « croyez les Ministres, et non pas moi, « décrétez la guerre et la servitude. »

L'Assemblée s'en est bien gardée, et a remis sa décision au lendemain.

Digitized by Google

Dans le cours de la Seance, MM. l'Evêque *de Nancy* et *de St. Simon* ont demandé la permission de s'absenter. Aussitôt M. *Lucas* a réclamé pour un jour prochain, un appel nominal, l'impression de la Liste des absens, et son envoi dans les Provinces. « Cela est « d'autant plus important, a ajouté M. *Reu-* « *bell*, qu'on répand dans le Public, que « beaucoup de Membres s'absentent pas *pol-* « *tronnerie.* »

M. *de Caylus*, qui doit s'absenter, et qui n'est pas un poltron, a prié M. *Reubell* de venir lui dire à lui-même qu'il l'accusoit de poltronnerie; M. *de Montlausier* a demandé que M. *Reubell* fut censuré; ce dernier restoit immobile, couvert par la Majorité qui décidoit de continuer l'ordre du jour. Plusieurs Députés, entre autres M. *de St. Simon*, se sont approchés du Préopinant, et en ont obtenu la Déclaration que voici :

Copie de l'Avis remis à un Député par M. Reubell, *le 30 Avril 1790.*

« Autant que je peux m'en ressouvenir, j'ai dit qu'il falloit d'autant plus faire attention aux congés, que l'on débitoit publiquement que les Députés quittoient par poltronnerie : ce qui seroit une tache pour l'Assemblée Nationale, qu'elle ne doit pas souffrir. »

« Ce qui m'a porté à faire cette reflexion, c'est qu'en effet on affecte de débiter dans les lieux publics qu'il y a du danger pour le 14 Juillet, qu'on cite en preuve les congés multipliés que demandent les Députés par crainte. »

« Je ne savois qu'en gros que trois Députés avoient demandé un congé. L'un de ces Messieurs, que je ne connois que de vue,

Digitized by Google

m'ayant demandé si je le comprenois parmi les poltrons ; je n'ai pu que lui repondre que jamais je n'avois eu ni pu avoir cette pensée ; que l'honneur de chaque Député devant être cher à tous, je croyois devoir avertir des bruits injurieux qui se répandoient. »

« Un autre de ces Messieurs qui ma dit avoir été absent lors de mon discours, m'ayant encore demandé une explication, je lui ai répondu la même chose, en ajoutant que si par malheur il m'étoit echappé de *traiter lui ou un autre de poltron*, *je soutiendrois mon propos* ; mais que j'etois incapable de tenir un propos pareil ; et je déclare nettement que je n'ai j'amais eu la moindre intention de taxer qui que ce puisse être de ces Messieurs de crainte ou de poltronnerie. »

REWBELL.

Du Jeudi 1^er^ Juillet.

Il est peu de Séances où l'Assemblee ne reçoive la nouvelle de quelque désordre, ou de quelque crime. Aujourd'hui, c'est M. de *Clermont-Tonnerre* qui mande de Corbeil, dont il commande la Garde Nationale, qu'à la suite d'une division entre les habitans du village de Ris, dont les intérêts du Maire paroissent être le motif, un vieillard de 74 ans a été assassiné et cinq autres personnes dangereusement blessées. C'est ce même village de Ris qui, cet hiver, eut deux Municipalités concurrentes, et qui réclama, dans des Adresses pompeuses, la gloire de s'être le premier formé en Corps Administratif.

On a renvoyé cette nouvelle affaire au Comité des Rapports, dont les cartons sont loin de désemplir, non plus que ceux du Comité de Constitution. Aujourd'hui, l'un

Digitized by Google

des Membres de ce dernier, M. *Demeuniers*, a avoué qu'il restoit au Comité soixante mille Cahiers sur la formation seule des Municipalités, quoiqu'on en eût renvoyé douze mille aux Départemens.

L'ordre du jour a amené la lecture et la discussion des articles proposés par le Comité Ecclésiastique, touchant les Collations laïcales. En confondant les Patronages et les Fondations laïcales avec les Droits et les Biens Ecclésiastiques, le Comité a adjugé les premiers à la Nation, comme il lui avoit adjugé les seconds.

MM. *Andrieu*, *Barrère de Vieuzac* et *de Landine*, ont combattu le principe de ces articles, en développant les motifs de justice, de droit et d'intérêt public qui repoussoient ces dispositions. Le cours de la discussion a amené quelques changemens, dont la rédaction finale a été renvoyée au Comité.

Hier, on avoit affecté de jeter des doutes sur la catastrophe de Tabago ; elle a été aujourd'hui trop confirmée par la lecture d'une Requête, qu'ont adressée au Roi les Habitans et Negocians de cette Isle, résidans à Paris. Ils peignent l'horrible situation de cette Colonie, et invoquent pour elle un secours prompt de 300 hommes, 400 barils de farine, 600 livres de viande salée, et 300 armemens complets. Lorsque M. *Robespierre* raisonnoit hier contre la certitude de ces malheurs et l'urgente nécessité de ces secours, M. *d'Epresmenil* avoit proposé de l'envoyer à Tabago, en qualité de Commissaire vérificateur. Heureusement, on pourra conserver M. *Robespierre*, et secourir Tabago, que le Journaliste des Décrets et Débats

Digitized by Google

prend pour une *Ville*, et qui jusqu'ici a été une Isle.

Mais qui décidera ce secours et en fixera la nature? Sera-ce le Corps Législatif, étranger par la Loi à toute espèce d'exécution, ou le Roi qui, sans le pouvoir de déterminer lui-même ses opérations exécutives, et d'en fixer le mode, ne seroit plus que l'Ordonnateur passif de l'Assemblée Nationale? Un Décret du Comité des Rapports accordoit le secours et en limitoit l'étendue : MM. *de la Chèze*, *de Crillon* l'aîné, et *Gouy d'Arcy*, l'ont combattu, comme absolument inconstitutionnel, comme empiétant sur l'Autorité exécutive. M. *Barnave*, au contraire, a jugé que les circonstances ordonnoient un biais; il l'a trouvé dans une proposition qu'on a adoptée, et par laquelle le Roi sera supplié de faire passer à Tabago les moyens de subsistance et de défense, demandés par les Habitans de Tabago.

Du Jeudi. Séance du soir.

Deux Fribourgeois envoyés aux Galères de France par Sentence rendue dans leur pays, et libérés par un Décret de l'Assemblée, ont demandé à lui présenter leurs hommages, et l'admission à la Barre. Cette nouveauté a excité une indignation, que la généreuse éloquence de M. *Robespierre* n'a pu calmer. « Malgré les sentimens fraternels « que M. *Robespierre* alloit manifester en « faveur de ces ex Galériens, dit le Journal « des Décrets, sentimens qu'un cri général « a proscrits, l'Assemblée a passé à l'ordre « du jour. »

Trente-six Districts de Paris, adoptant l'Arrêté de celui des Cordeliers, ont demandé

Digitized by Google

que, vu la briéveté du terme, et les préparatifs de la Fédération, l'élection de la Municipalité fût renvoyée au 30 Juillet. M. *Alexandre de Lameth* a plaidé cette Pétition, en opinant à renvoyer l'Election au 1^er^ Août : l'Assemblée l'a fixée au 25 de ce ce mois.

La Cour des Aides de Paris avoit informé contre les Incendiaires des Barrières publiques du mois de Juillet dernier, et décrété de prise-de-corps un grand nombre de Prévenus, dont plusieurs, accusés par 82 témoins. Cette poursuite a paru déplacée au Comité des Rapports, qui opine à la déclarer *non avenue*. M. *Muguet de Nanthou* a justifié cette conclusion, au nom du Comité ; il a attribué l'incendie des Barrières au même enthousiasme qui avoit détruit la Bastille ; et invité le Corps Législatif à jeter un voile sur la Loi.

« Il est de principe chez tous les Peuples, a dit M. l'Abbé *Maury*, de suspendre l'exécution d'un Jugement ; nulle part on n'a encore suspendu l'instruction d'un Procès. — C'est déshonorer la Liberté que de la voir dans les excès. Vous pouvez faire grace, mais empêcher la Loi de prononcer la peine, ce seroit un abus coupable. »

Ces considérations, déduites au milieu de fréquentes interruptions, n'ont pas empêché le Décret, qui « déclare la Procédure non avenue, défend d'y donner aucunes suites, et ordonne l'élargissement des prisonniers. »

Du Vendredi 2 Juillet.

Enfin, M. *Camus* a donné aujourd'hui connoissance de son Rapport et de ses décisions sur les Pensions civiles. Il renferme

Digitized by Google

des notions qui, si elles ne sont pas contredites, comme l'ont été quelques autres productions du Rapporteur dans le même genre, confirment ce que personne n'ignoroit, le scandaleux abus des graces de la Cour, le gaspillage de l'argent public. Les pensions montoient à 30 millions; mais par une accumulation de titres sur la même tête, de faveurs allouées pour objets divers et sur différentes Caisses, de gratifications éparses, réunies sur le même sujet, cette dépense s'élevoit, dit M. *Camus*, à 58 millions.

Ayant ainsi développé le mal, ce Rapporteur en a proposé le remède : il consiste à anéantir toutes les pensions, *pour les recréer ensuite.* Il en existoit jusqu'ici pour trente millions; M. *Camus* en *recrée* pour DIX : cependant, afin de ne désespérer personne, il ajoute à cette somme un supplément de *quatre millions*, en faveur des Pensionnaires que le Comité trouvera indignes d'avoir jamais reçu aucunes graces ni récompenses.

Dans la suite de son Rapport, M. *Camus* supprime les Gouvernemens des Provinces et Châteaux, qu'il compare aux Abbayes : il supprime la réversibilité des pensions; enfin, il supplée à celles-ci par des récompenses honorifiques. Par exemple, un Officier se distingue dans une bataille, son cheval est tué sous lui; la Nation lui donnera un cheval de bataille. Perd-il son armure? la Nation le réarmera. Sur ces bases, M. *Camus* a proposé un Décret qui est un volume : il sera imprimé, ainsi que le Rapport, et nous y reviendrons. L'Assemblée a également ordonné l'impression et le renvoi à huitaine

Digitized by Google

d'un Projet de Décret sur les pensions militaires, présenté par M. *de Wimphen.*

On venoit de décréter ensuite cinq articles concernant les Fondations et Patronages laïques ; articles que nous rapporterons la semaine suivante, lorsque M. *de Landenberg-Wagenbourg* a demandé un Passeport pour se retirer dans sa Province. « Les bons Citoyens, a crié M. *Bouche*, ne doivent quitter l'Assemblée que quand ils sont morts. » *Et enterrés*, a repris M. *de Foucault :* ce premier éclair a annoncé le tonnerre. M. *Lucas* a reparu avec sa Motion de l'appel nominal, « afin, a-t-il dit, de connoître ceux qui demeurent attachés à l'Assemblée Nationale. » M. *Duquesnoy* a fait plusieurs phrases en faveur de cette opinion, qui mettoit en mouvement les mains et les pieds des Galeries : déja le Président la posoit en délibération. « Le Décret est précipité, s'est écrié M. *de Foucault :* plusieurs Membres absens par démission ou par congé, sont dans leurs Provinces ; on y interprétera mal votre Décret, et vous les ferez égorger..... » *Eh bien !* a crié une voix inconnue de la partie gauche. A ce propos atroce, la droite entière se lève, demande le nom et l'expulsion de celui qui l'a prononcé : il gardoit le silence, et ses voisins ainsi que lui : c'étoit déja une réparation : le côté droit est descendu au milieu du Parquet, en insistant sur sa demande, et en disant : « Puisqu'on parle d'égorger, qu'on nous égorge sur le-champ. » Le President troublé proposoit de retirer la Motion de M. *Lucas ;* M. *de Bonnay*, placé au milieu de la Salle, a interjeté un calmant, en disant que le mot *eh bien* avoit été prononcé avant que M. *de Foucault* eut fini sa

Digitized by Google

phrase. Cet adoucissement ne justifioit point une expression qui, dans le sens de *M. de Bonnay*, devenant applicable à la fausse interprétation du Décret, indiquoit le vœu qu'il fût mal interprété. Heureusement cette scène s'est dénouée par une remarque de *M. de Cazalès*. « Puisque le Membre, a-t-il dit, qui a osé tenir un pareil propos, a la pudeur de se cacher, il seroit indigne de nous en occuper davantage. Je demande que la Motion de M. *Lucas* soit mise aux voix et rejetée. » On ne l'a pas même prise en délibération, la question préalable en a fait les funérailles.

Qu'on nous permette une remarque, dictée par le vœu sincère de voir finir ces orages perpétuels qui se mêlent aux résolutions du Corps législatif. Comment concilier l'effroi que manifestent certains Membres de la Majorité, de la désertion journalière d'une classe de Députés, et la vivacité des mesures par lesquelles on s'efforce de les retenir à l'Assemblée, avec la situation où on les y place chaque jour? Sans cesse appelés ennemis de l'Etat, traîtres à la Révolution, conspirateurs contre la liberté; en butte à des Adresses qui les vouent à l'exécration publique, aux applaudissemens des Galeries, pour qui ces proscriptions sont une jouissance; comment ne seroient-ils pas exaspérés? Est-ce à des hommes dont la profession fut celle de l'honneur, qu'on entendroit faire endurer cette éternirité de supplice? Et si, froissés de leur infériorité, ils usent de représailles, en sortant eux-mêmes des bornes de la modération, quel spectacle produit ce conflit de personnalités? Ah! il est peu noble d'ajouter au poids de la victoire celui de son abus; et si

Digitized by Google

des sentimens plus doux succédoient à ceux qui embrasent tant de Séances, resteroit-il un motif légitime de démission, de soulevement, et de congé?

Du Samedi 3 Juillet.

Sur l'avis de M. *Lanjuinais*, on a décidé aujourd'hui, sans discussion, que le Roi n'auroit pas le Pouvoir de faire aucun réglemens particuliers, relativement à la Marine : le Département de la Guerre sera probablement soumis à la même décision. Elle assimile les lois générales qui déterminent les principes de l'exécution, aux Ordonnances qui en dirigent les détails. Voici le Décret.

« L'Assemblée Nationale, après avoir ouï son Comité de Marine, décrète qu'il n'y aura d'autres Réglemens et ordonnance sur le fait de la Marine, que les Décrets législatifs sanctionnés par le Roi, sauf les proclamations que pourra faire le Pouvoir exécutif, pour rappeler ou ordonner l'observation des lois, et en développer les détails. »

M. *Trorchet* a fait décréter, au nom du Comité Feodal, huit articles additionnels à ceux qui ont déterminé le rachat des droits Féodaux. Par ces nouvelles décisions, les sommes provenant du rachat des droits feodaux domaniaux, et de ceux du Clergé, passeront de la Caisse des Districts dans celle de l'Extraordinaire, pour être employées au paiement des dettes de l'Etat. L'art. III laisse aux Titulaires de l'ordre de Malte, la liquidation des rachats des droits qui leur appartiennent ; mais en les assujétissant à en verser également le prix dans la Caisse de l'Extraordinaire ; ainsi, l'ordre de

Digitized by Google

Malte, dont on avoit excepté les propriétés de l'adjudication générale des Biens Ecclésiastiques au profit de la Nation, retombe dans la classe générale du Clergé, et perd tous ses droits féodaux.

M. *de Batz* a fait un rapport au nom du Comité de Liquidation, dont l'Assemblée a ordonné l'impression et l'ajournement: il est trop compliqué pour pouvoir être rendu de mémoire. Nous dirons seulement, que revenant à une assertion précédente de M. l'Abbé *Maury*, lequel en portant la dette publique à 7 milliards, s'étoit étayé de l'autorité de M. *de Batz*, le Rapporteur a expliqué l'opinion qu'on lui attribuoit, sans la confirmer ni la détruire. Il a paru croire que la dette ne surpassoit pas cinq milliards; mais qu'on ne pouvoit encore évaluer au juste le montant des charges nouvelles.

Du Samedi. Séance du soir.

Les Adresses, les représentations, entre autres celle de quelques enfans habillés en Gardes Nationaux, et qui ont disserté, en présence du Corps législatif, sur la liberté Constitutionnelle, ont absorbé les premières heures de la Séance. M. *Nérac* se proposoit d'entretenir l'Assemblée de la campagne de l'Armée Bordelaise à Moissac: déjà on avoit entendu le préambule d'une Adresse, où la Municipalité de Montauban étoit dénoncée, jugée en termes flétrissans: M. *Nérac* arrivoit à l'instant du départ de l'armée Bordelaise: « Notre Régiment, ra-« contoient les Auteurs de l'Adresse, se met-« en marche le 16 et le 17 Mai....» Ici, l'Assemblée n'a pas voulu les voir aller plus loin: elle a interrompu le Lecteur qui s'obs-

Digitized by Google

tinoit à demander audience, et ensuite l'impression de son Papier; on le lui a refusé, et l'on a renvoyé la relation au Comité des Rapports.

M. *de Champagny* a demandé que M. *d'Albert de Rioms* fut admis à la Fédération générale, pour y prêter le serment civique en son nom, et en celui de son Escadre. La grande pluralité applaudissoit à cette démarche : elle a éveillé la vigilance de M. *Robespierre*. Il s'est élevé contre les distinctions dans une fête de l'égalité; M. *d'Albert* étoit-il celui des Citoyens qui avoit le mieux servi la liberté publique? Si l'on assembloit les Citoyens recommandables par leurs services, M. *d'Albert* seroit-il à leur tête? cette accumulation de questions, dont chacune étoit reçue avec improbation, a été enfin interrompue par un cri presque général. On a demandé les voix : M. *Charles de Lameth* a invoqué l'ordre du jour, c'est-à-dire la question préalable sur la Motion de M. *de Champagny* : l'ordre du jour n'a point prévalu; M. *de Champagny* a insisté : pour sauver sa demande, il a avancé que M. *d'Albert n'avoit pas encore mérité des faveurs particulières de la Nation régénérée*, mais que cet Officier-Général, (à qui, cependant, la Nation ancienne a peut-être quelques obligations) assisteroit à la fête, comme Représentant de son Escadre. L'Assemblée l'a ainsi décrété, malgré l'invincible opposition de M. *de Lameth* et de quelques autres.

A la fin de la Séance, M le Président a lu une lettre de la Municipalité du Havre, qui informe l'Assemblée du départ de l'Escadre Angloise, le 28 et le 29.

Digitized by Google

Du Dimanche 4 Juillet.

La plupart des Municipalités sur l'empire desquelles passoient les poudres et munitions nécessaires à l'armement de Brest, les ont arrêtées : le Ministre de la Marine a été obligé de demander au Corps législatif la libre circulation de ces munitions : elle a été accordée par un réglement en quatre articles, rendu sur le rapport de *M. Dupont.*

Ce Député a fait part ensuite d'une Adresse de la Chambre du Commerce, vivement alarmée des armemens de l'Angleterre et de la Hollande, et invoquant le déploiement des forces de nos Ports, pour la protection de nos vaisseaux marchands.

M. *Robespierre* a pris la parole contre cette demande, et en a demandé l'ajournement. Nous reviendrons à son discours, dont M. *Démeunier* a défendu le principe, en assurant que si l'on nous forçoit à la guerre, on la feroit, et certes avec courage.

Dans une lettre au Comité des Finances, M. *Necker* a demandé 45 millions d'extraordinaire pour le mois de Juillet. Il motive cette impétration et les causes des besoins extraordinaires, par le remboursement des anticipations, par le paiement d'un double semestre aux rentes, par le dépérissement du produit des droits indirects, spécialement par la constante diminution du produit de la Ferme du Tabac, etc. La contribution patriotique, ajoute-t-il, donne peu de secours, quoiqu'elle s'annonce *convenablement* en Province ; celle de Paris consiste essentiellement en compensations d'arrérages. Le remplacement de la Gabelle et autres droits supprimés n'est point reparti encore, ainsi nul recouvrement.

Digitized by Google

Ce tableau e t prodigieusement différent, à ce qu'il semble, de celui qu'avoit offert le même Ministre au mois de Mai, dans ce Mémoire, où portant en pleine valeur tous les revenus publics, il nous promit ONZE MILLIONS de surplus de la recette sur la dépense.

Sans discussion quelconque, et sur le rapport du Comité des Finances, l'Assemblée a accordé au Trésor Public les 45 millions demandés, lesquels seront livrés par la Caisse d'Escompte en promesses d'Assignats.

A l'unanimité, M. *le Chapelier* a fait adopter un Réglement de Police en trois articles, pour le bon ordre de la Federation. On y a ajouté une disposition proposée par M. *Barnave*. Elle porte que, « L'Assemblée ne s'arrêtera à aucune Pétition qui lui seroit faite, et ne rendra aucun Decret hors du lieu de ses Séances. » Quant à la formule de serment que prêteront les Confédérés, en voici la teneur :

« Nous jurons de rester à jamais fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi; »

« De maintenir de tout notre pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée Nationale et acceptée par le Roi; »

« De protéger, conformément aux Lois, la sureté des personnes et des propriétés, la libre circulation des grains et subsistances dans l'intérieur du Royaume, et la perception des contributions publiques, sous quelques formes qu'elles existent; »

« De demeurer unis à tous les François par les liens indissolubles de la fraternité. »

Du Lundi 5 Juillet.

Samedi, au premier scrutin pour l'Election d'un Président, M. *de Bonnay* avoit

Digitized by Google

réuni 306 voix; M. *de Menou*, 188; M. *de la Rochefoucault*, 187; M. *de Cazalès*, 62. Aujourd'hui, le premier de ces Candidats a été proclamé par une supériorité de plus de 500 suffrages. Les nouveaux Secrétaires sont MM. *Dupont de Nemours*, *Garat* l'aîné et *Regnault de Saintes*.

En prenant le fauteuil, M. *de Bonnay* a prononcé un Discours noble, ferme, et d'un caractère très-différent des Harangues de ce genre, où l'on n'adresse guère que des remercîmens et des éloges à ses Electeurs. Il leur a parlé de leurs devoirs, en se pénétrant des siens. « Si dans quelques momens orageux, a-t-il dit, le choc des passions se faisoit encore entendre, s'il alloit jusqu'à troubler la paix que vous desirez tous, alors, Messieurs, fort de vos propres Lois, fort de ma conscience et de vos intentions, je ne craindrai pas d'encourir la défaveur d'un moment, pour mériter à jamais votre estime. »

Le reste de la Séance a été consacré à l'organisation judiciaire.

Les apprêts de la Fédération du 14 sont immenses: ils occupent tous les esprits et tous les bras: les Députés arrivent journellement. Le retour de M. le Duc *d'Orléans* ne paroît plus un problême. On a lu, hier Mardi, une lettre de ce Prince à l'Assemblée Nationale, à laquelle il communique son projet de retour, si elle prononce *qu'il n'y a pas lieu de délibérer*. L'Assemblée a décidé, sur cette lecture, de passer à l'ordre du jour.

Digitized by Google

M. *Necker* a publié, avec l'agrément du Roi, des Observations contre le Décret qui dégrade la Noblesse. Ce Ministre n'entendoit pas que Sa Majesté fît usage de la *Sanction suspensive;* il vouloit que le Roi n'acceptât le Décret qu'après avoir soumis ses Observations aux lumières de l'Assemblée Nationale. Cet avis n'a pas eu le vœu du Conseil, auquel M. *Necker* manifeste publiquement son opposition. Il presente les objections ordinaires qu'offre le sujet, sans entrer dans les considérations supérieures qui pouvoient balancer l'opinion du Législateur. On parle de modifier cette Loi, de rendre les noms de famille en supprimant le *de*, de laisser subsister les armoiries sans couronne, etc. amendemens qui, sans restituer aux Nobles la considération d'opinion que les siècles et les Lois leur avoient assurée, consoleroit uniquement la vanité de quelques hommes, humiliés de reprendre un nom tombé en désuétude.

Les Matelots arrivent à Brest, mais lentement : il s'y trouve néanmoins déja cent hommes par vaisseau. Dans quelques endroits, ils refusent de servir sous des Gentilshommes. Quelques Capitaines ont donné leur démission : M. *d'Albert* n'est point parti.

Les Numéros sortis au Tirage de la Loterie Royale de France, le 1^er^. Juillet 1790, sont : 3, 76, 20, 62, 80.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 17 JUILLET 1790.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

ÉPITRE

A M. le Marquis d'.....; qui, à mon insçu, avoit publié des Vers à l'occasion de mon Epître sérieuse sur la Gaîté.

EH quoi ! ta lyre enchantereſſe
M'a conſacré les plus doux ſons,
Et je n'ai connu tes chanſons
Que par les échos du Permeſſe !

As-tu craint que ma vanité
Ne s'enivrât de tes éloges ?
Ami, ton vol précipité,
Vers ce Parnaſſe où tu me loges,

Google

Rabattroit plutôt ma fierté ;
Mon Apollon, en vérité,
N'eſt rien près de ta Muſe aimable,
Et tu me l'as ſi bien vanté,
Que je le trouve inſupportable.
Ainſi dans ſon portrait charmant
Où l'Art a flatté la Nature,
Zélis admire en rougiſſant
Tout ce qui manque à ſa figure.

Ce n'eſt pas un mal, entre nous,
De ſortir d'une erreur pareille ;
Tu m'as porté bien d'autres coups ;
Mes vers endormoient les jaloux,
Et ta louange les éveille,
Pourrai-je éviter leur courroux ?
Au fameux Temple de Mémoire,
Tu veux me mener par la main,
Et ton premier pas vers la gloire
Eſt pour m'en ouvrir le chemin.

Je tremble que ce ſoit en vain,
A l'air preſte dont tu débutes,
Je vois que pour aller ce train
Il m'en coutera bien des chutes.

Que faire ? je verrai de loin
Tes ſuccès parmi nos Orphées :
C'eſt avoir part à tes trophées
Que d'en être l'heureux témoin.

Digitized by Google

Je t'entendrai chanter les fêtes
De Cythérée & des Amours,
Leurs jeux, leurs combats, leurs défaites;
Héros de ces brillantes Cours,
Tes jolis Vers seront toujours
Aussi charmans que tes conquêtes.

Mais à quel point tu t'es mépris,
Quand ta voix légère & profane
M'a mis au rang des Favoris
De certain Dieu que je condamne!
Vraiment, Céladon, en soutane,
Seroit fort bien près de Cypris!
Non. De l'Enfant qui suit tes traces,
Les jeux sont peu faits pour mon cœur.
Jadis je craignois ses disgraces,
Je crains aujourd'hui sa faveur.
Déjà même, plus d'un railleur
Me dit que j'ai tort de me plaindre,
Et que si c'est ma seule peur,
Dès long-temps je n'ai rien à craindre.

Bientôt tu le diras comme eux.
En attendant, d'un ton joyeux,
Chante Bacchus & la Folie,
Berne les sots, les ennuyeux,
Dont la tourbe se multiplie:
Les sots n'en penseront pas mieux;
Mais qu'importe? on les *utilise*

Digitized by Google

En faisant servir à nos jeux
Et leurs travers & leur sottise.
Ainsi le Chevalier Michel (1),
Dont je te vois l'heureux Emule,
Parle du cœur comme Tibulle ;
Et puis, dans un vers plein de sel,
Siffle gaîment le ridicule,
Tandis qu'un Pédant en férule
Sur moi chétif, jette son fiel.

Chacun suit le goût qui l'entraîne.
Des cris de sa rage inhumaine,
Mon cœur doit-il être effrayé ?
Ah ! c'est en vain qu'il se déchaîne :
A ta voix tout est oublié ;
Le sourire de l'amitié
M'a bien consolé de sa haine.

(*Par M. Ferlus, Professeur d'Eloquence au Collége de Guienne.*)

---

(1) Voyez le *Voyage à la Bastille*, Pièce charmante en vers & en prose, par Michel Cubières, Soldat-Citoyen. *Note de l'Auteur.*

Digitized by Google

L'AVOCAT DE L'AMOUR, A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Air : *On compteroit les diamans.*

J'ADMIRE le ſage Décret
Dont tout Noble murmure encore ;
Mais l'Amour ſera-t-il ſujet
A cette Loi qui vient d'éclore ?
L'Amour, on n'en ſçauroit douter,
Eſt le pur ſang d'une Déeſſe ;
On ne ſçauroit lui conteſter
Sa naiſſance ni ſa nobleſſe.

IL ſera donc ſoumis aux Loix
Que vient de recevoir la France,
Et comme Noble il perd ſes droits
Et toute ſa prépondérance.
En Grec il ſe nommoit *Eros*,
Et ce nom eſt doux & ſonore :
Mais ce nom célèbre à Paphos,
Tout le Peuple François l'ignore.

LAISSEZ-LUI donc le nom d'Amour
Si connu des jeunes Bergères,

Digitized by Google

Aux champs, à la ville, à la Cour ;
Eros ne réuſſiroit guères :
Sa deviſe eſt charmante encor ;
Je demande grace pour elle ;
C'eſt : *Omnia vincit Amor* ;
En fut-il jamais de plus belle ?

Il tient un flambeau dans les mains,
Qui réchauffe autant qu'il éclaire,
Et de ſes attributs divins,
Ce n'eſt pas le moins néceſſaire.
Lui raviriez-vous ce flambeau ?
Vos ames ne ſont point ingrates.
Souffrez auſſi que ſon bandeau
Lui cache les Ariſtocrates.

Les Jeux & les Ris enchanteurs
Depuis long-temps ſuivent ſes traces,
Et pour livrée ils ont des fleurs
Qui naiſſent ſur les pas des Graces.
A Meſſieurs les Repréſentans
Peut-elle faire quelqu'ombrage ?
Cette livrée, en aucun temps,
Ne fut un ſigne d'eſclavage.

De l'aimable fils de Vénus
Vous connoiſſez les Armoiries ;

Digitized by Google

Ce ſont des Chiffres ingénus
Couronnés de roſes chéries.
Ces Chiffres ne ſont pas ſuſpects.
Enfans de la délicateſſe,
S'ils inſpirent peu de reſpects,
Ils font éclore la tendreſſe.

Celle que j'aimai ſi long-temps
Et pour qui mon cœur brûle encore,
Zélis trahit tous ſes ſermens,
Et c'eſt mon rival qu'elle adore.
Ah! puiſque réformer nos mœurs
Fut l'objet de vos Loix nouvelles,
Du Dieu qui fait tous mes malheurs,
Que ne ſupprimiez-vous les ailes!

(*Par Michel de Cubières.*)

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

Le mot de la Charade eſt *Mercure*; celui de l'Enigme eſt *Girouette*; celui du Logogriphe eſt *Loterie*, où l'on trouve *Loir*, *Eloi*, *Loire*, *Io*, *Roi*, *Lit*, *Loi*, *Elie*, *Rôle*, *Lie*, *Or*, *Oie*, *Ire*.

Digitized by Google

CHARADE.

En s'exilant de sa Patrie,
L'honnête Citoyen gémit de mon premier ;
C'est à regret qu'il parcourt mon dernier ;
C'est à regret qu'il quitte mon entier,
Qu'il fuit les environs de sa ville chérie.

(*Par M. D... Av. en Parl.*)

ÉNIGME.

Tous me tournent le dos ; je tends à tous les bras :
Conviens-en, cher Lecteur, c'est me placer trop bas.
Dans les chambres des Grands, je fais souvent parade,
Quel fruit m'en revient-il ? bourade, bastonnade,
De la part d'un Laquais qui pense faire bien ;
Et que fais-je pour lors ? je souffre & ne dis rien.

(*Par M. Baverel, Curé de Vorne.*)

LOGOGRIPHE.

Par cinq pieds, quatre & trois, je ravage & détruis.

(*Par M. Juhel.*),

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

ADRESSE des Habitans du ci-devant Bailliage de ..... à M. de ..... leur Député à l'Assemblée Nationale, sur son Duel & sur le Préjugé du Point d'Honneur ; publiée & mise au jour par M. G.... A Paris, de l'Imprimerie de Moutard, *rue des Mathurins ; & se vend à Paris, chez* Desenne, *Libr., au Palais-Royal.*

IL n'étoit pas facile d'être neuf sur un sujet qui paroissoit épuisé par tant d'Ecrivains habiles, & sur-tout par Jean-Jacques Rousseau, dans sa *Lettre* à d'Alembert & dans la *Nouvelle Héloïse*. Ce qui devoit encore décourager l'Auteur, c'est l'inutilité de tous les efforts tentés jusqu'ici pour détruire un usage barbare & absurde, reconnu pour tel par ceux même qui s'y soumettent ; mais toujours impérieux & régnant sur ceux qui le mépriſent, comme un Tyran avili, mais non pas détrôné. M. G..... ose voir & prédire sa chute prochaine dans les effets de la nouvelle Constitution. C'est ainsi que ce sujet si rebattu

Digitized by Google

se trouve en quelque sorte renouvelé par la considération des nouveaux rapports où le nouvel ordre de choses met les hommes à l'égard des uns des autres ; c'est ce qui ne sçauroit manquer d'arriver encore à plusieurs questions de morale privée & de morale publique, dont la solution ne peut être la même sous le régime du Despotisme & sous celui de la Liberté. L'ambition, par exemple, que peut-elle être sous le Despotisme ? Quels sont les moyens qu'elle emploie presque toujours ? Son but, ses moyens sont-ils les mêmes chez un Peuple libre, & le Moraliste peut-il la voir sous le même aspect & lui donner les mêmes qualifications ? Mais revenons à l'Ouvrage de M. G.....

On se souvient des Duels trop répétés, dont nos Législateurs ont donné le fâcheux exemple. On a vu des hommes qui venoient de faire parler la raison avec éloquence, descendre sur l'arène, & renouveler le temps des épreuves par le fer & par le jugement de Dieu.

Etes-vous notre Mandataire, dit M. G.....? pourquoi trahir vos Commettans ?

Etes-vous le Représentant de la Nation ? pourquoi abandonner sa défense ?

Etes-vous Législateur ? pourquoi violer les Loix ?

Il donne à chacune de ces idées le développement qui les met dans toute leur force.

Digitized by Google

Vous avez trahi vos Commettans, car ils vous avoient choisi pour leur défenseur; & en exposant leur défenseur, vous avez exposé leur intérêt.

Vous avez trahi la Nation; car la Constitution représentative, qui est la meilleure, ne l'est que parce qu'elle rend plus égale la lutte des intérêts divers, en leur donnant à tous une voix pareille. L'absence d'un Député ôtant à une opinion son appui ou son contradicteur, déplace les contrepoids des masses délibérantes, introduit l'inégalité là où l'équilibre est si nécessaire, infirme la majorité & la religion des Décrets, & rend en quelque sorte la Loi moins légale.

De ces considérations relatives au seul Député, l'Auteur passe à une considération plus étendue, à celle dont le développement fait le fond de son Ouvrage, & dont il tire le plus grand parti; c'est que le Duel est une coutume féodale & aristocratique, née dans la lutte de l'autorité royale & de l'insubordination des vassaux à l'égard de leur Suzerain, entretenue par l'esprit de Gentilhommerie, & sur-tout par l'esprit de Corps, fortifiée par les faveurs & les prééminences impolitiques dont la manie guerroyante de Louis XIV rehaussa l'état militaire; préjugé funeste & anti-social, moins odieux quand la Loi n'étoit qu'un ordre arbitraire, quand les injures particulières ne trouvoient de réparation que dans un Duel, quand ce simulacre d'indé-

Digitized by Google

pendance tenoit lieu d'une sorte d'égalité dans la servitude de tous, quand la menace perpétuelle d'une prompte vengeance étoit peut-être nécessaire pour réprimer le mépris constant de tous pour tous, & le forçoit à se cacher sous cette affectation d'égards exagérés qu'on nommoit politesse.

M. G..... montre comment la liberté & l'égalité doivent en peu de temps détruire les causes de cette fureur anti-sociale; comment l'opinion va changer, ou plutôt comment elle va commencer à naître. Voyons comment l'Auteur développe cette opinion qui paroît d'abord paradoxale.

» L'opinion, dit-il, est le sentiment du » grand nombre sur les hommes & sur les » choses : c'est un pouvoir moral qui ré» side, comme les autres, dans le peuple «. L'élément nécessaire de l'opinion, comme de la Loi, est donc la pluralité; mais cette opinion peut être réelle, ou n'être qu'apparente. Elle n'est qu'apparente par-tout où vous distinguez une contradiction frappante entre les jugemens & les intérêts du grand nombre. Observez même de plus près, vous verrez que l'opinion s'y compose de sentimens reçus forcément dans toutes les ames, de jugemens répétés sans réflexion par toutes les voix; que la tradition, l'autorité, l'exemple, l'habitude, sont les uniques sources de l'opinion; & qu'enfin, commune à tous, elle n'est propre qu'à un petit nombre. Parmi nous, le

Digitized by Google

grand nombre ne savoit, n'osoit & ne pouvoit juger. Qu'étoit-ce, il y a quelques années, ce qu'on appeloit le Public ! Rien autre chose que le concours d'une centaine de Sociétés, qui, réunissant tous leurs moyens de domination & d'influence, communiquoient leurs travers à tout l'Empire. Il est bien temps de le reconnoître. Les préjugés du François, comme tous les maux, n'étoient que des émanations aristocratiques. Un petit nombre de Tyrans nous donnoit le signal des erreurs favorables à sa tyrannie. Comme ils armoient le bras du Peuple pour opprimer le Peuple, ils employoient son esprit à l'avilir lui-même. L'honneur & le déshonneur, comme le commandement & l'obéissance, comme toutes les charges & tous les avantages de la Société, étoient répartis au profit de leur orgueil, & à la honte du grand nombre; car ils s'étoient fait les Juges de l'honnête & du beau, de toutes les vertus, de toutes les convenances; & la Nation abusée mettoit une lâche vanité à répéter les arrêts de leurs caprices : imiter leurs Maîtres, c'est l'ambition des Esclaves.

Mais enfin les bases de l'opinion sont renouvelées, comme tous les fondemens de cette grande Société d'hommes qui cultive le sol fécond de la France : il n'y a plus qu'une seule classe de Citoyens. L'ascendant des conditions élevées tombe avec leur élévation. Moins enviées, moins craintes sur-

Digitized by Google

tout, elles seront moins imitées. Les hommes devenus égaux s'estimeront également, & ne voudront recevoir que d'eux-mêmes leurs sentimens ou leurs erreurs. Toutes les passions, tous les caractères pourront lutter ensemble. De ce mélange d'élémens libres & de mouvemens spontanés, se formera la véritable opinion. Indépendante & souveraine, elle sera, comme la Loi, l'ouvrage de tous. Tous auront donné une voix pareille; & s'il est une minorité qui conserve quelque prépondérance, ce sera celle du génie & des vertus.

En vain vous objectez les habitudes prises & la difficulté de les vaincre. Les habitudes des Nations, comme celles des individus, ne s'accroissent que lorsqu'elles sont volontaires; aussi n'y a-t-il de caractère national, de préjugés nationaux que chez un Peuple libre. Le François étoit donc sans caractère & sans préjugés propres, comme sans liberté. Il n'aura point à quitter des opinions, mais plutôt à en choisir une: il ressemble à un rocher muet qu'une Divinité vient d'animer. Tout à l'heure, ce n'étoit qu'un écho, maintenant c'est une voix.

Le moment est venu où le François, en défiance contre toutes les erreurs traditionnelles, voudra examiner quelles idées lui furent transmises du bien & du mal, de la gloire & de l'infamie. Accoutumés bientôt à puiser nos jugemens dans les rap-

Digitized by Google

ports de l'intérêt commun, du patriotisme & de la Loi, sans doute notre mépris & notre estime ne tomberont plus sur les mêmes hommes & sur les mêmes actions. Puisque nous avons brisé les idoles, nous réformerons le culte; & puisqu'on va honorer ce qui fut dégradé, nous jugerons s'il ne convient pas de dégrader tout ce qui fut honoré.

Or, de toutes les superstitions sociales, celle du faux honneur, la plus contraire au régime civique, sera la première citée & flétrie au Tribunal du Civisme naissant. Encore quelques instans, le Point d'Honneur ne paroîtra plus qu'un préjugé séditieux, le Duel qu'une insurrection; & de même que nous voyons déjà le mépris public punir comme un voleur public celui qui fraude la dette de l'impôt; ainsi nous verrons tout bon Citoyen détester & poursuivre, comme une sorte de contrebande judiciaire, ces barbares violations des Loix civiles & de la fraternité sociale.

Nous nous arrêtons à ce morceau & nous pensons qu'il suffit pour recommander l'Ouvrage de M. G..... à la curiosité ou à l'attention des Lecteurs. Nous cherchons moins à le louer qu'à le faire lire. Si les bons Ecrits ont été regardés dans tous les temps comme des bienfaits publics, ils sont encore plus précieux lorsqu'ils paroissent dans un moment où leur utilité devient plus prompte & plus immédiate.

Digitized by Google

Il importe à la Constitution naissante, & nous osons le dire, à la tranquillité publique, que de pareils Ouvrages, répandus dans toutes les classes susceptibles d'instruction, élèvent le Peuple au niveau de la Constitution qu'on lui a donnée; car, il faut en convenir, cette Constitution, ouvrage, en partie, de l'opinion publique, se trouve, à quelques égards, supérieure aux lumières actuelles de la plupart des Citoyens, & sur-tout aux habitudes du grand nombre. C'est un embarras plus qu'un danger; mais enfin si l'ancien Gouvernement a péri par le désavantage contraire, & pour être resté trop en arrière de la Nation, il n'est pas moins à craindre que la Constitution nouvelle ne soit gênée quelque temps dans sa marche par la difficulté d'élever sur le champ à son niveau les idées d'une multitude long-temps ignorante & avilie. C'est à quoi doivent tendre tous les efforts des bons Citoyens & des esprits éclairés, & M. G....; mais pourquoi ne pas le nommer? M. Grouvelle, déjà connu par une Production très-distinguée (1), est appelé à remplir cette tâche, & même à tenir une des premières places entre les Ecrivains qui joignent les lumières au patriotisme. Peut-être ignore-t-il que ce second Ouvrage jouit déjà de

(1) *De l'Autorité de Montesquieu dans la Révolution actuelle.*

Digitized by Google

l'honneur d'être traduit dans une Langue étrangère. Voici ce que daigne écrire à ce sujet un Roi qui, autrefois simple particulier en France, fit aimer dans la vie privée les qualités sociales qu'il conserve sur le Trône : » Je fais traduire actuellement » la Brochure contre le Duel. Si ce mal- » heureux préjugé est vaincu en France, » il le sera bientôt après dans le monde » entier, & ce sera là une des véritables » & grandes obligations dont le genre » humain sera redevable à la Révolution » Françoise «.

(C.....)

Elémens de la Morale universelle, ou *Catéchisme de la Nature*; *par feu M. le Baron* D'HOLBACH, *des Académies de Pétersbourg, de Manheim & de Berlin.*

Nunquam aliud Natura, aliud sapientia dicit. JUVÉNAL.

A Paris, chez G... Debure, *Libraire, rue Serpente, N°* 6.

IL y a long-temps qu'on se plaint de l'abus des mots; & cet abus s'étend si loin, il est si varié, si multiplié, si fréquent, qu'il feroit le sujet d'un Livre & d'un Livre considérable.

Digitized by Google

Cet abus vient des sens divers ou des faux jours qu'un mot présente, & plus souvent encore du sens vague & confus que l'usage y laisse indécis.

La Poésie s'en est fait un jeu, l'Eloquence un moyen puissant & redoutable; la Politique s'en aide aussi : mais ce qui doit étonner davantage, c'est que la Philosophie elle-même s'est long-temps permis cet abus. L'Ecole ancienne étoit une lice ouverte à l'équivoque & au sophisme.

Dans la Langue du Monde & dans les entretiens où nous croyons le mieux parler raison, l'abus des mots est une source intarissable de méprises & de disputes. La première chose à laquelle on devroit penser, ce seroit à se bien entendre, & c'est à quoi l'on pense le plus tard que l'on peut, sans doute afin de s'épargner la peine de bien définir, chose en effet très-difficile.

Ce n'est qu'un petit mal dans les petites choses : il faut même avouer qu'en s'imposant la gêne d'une précision plus sévère, on s'appesantiroit, & la conversation, moins vive & moins légère, y perdroit de son agrément.

Mais sur les objets sérieux, l'abus des mots est de conséquence; & il seroit facile d'en donner des exemples, même des exemples récens.

Seroit-ce donc trop exiger d'une Société raisonnable, que de demander qu'on sût bien ce qu'on y dit, ce qu'on y entend,

Digitized by Google

ce qu'on y veut faire entendre, au moins sur les objets sérieusement intéressans?

Par exemple, en fait de Morale, tous les mots sont connus & familiers à tout le monde; & cependant il n'en est presque pas un dont on n'abuse à tout moment. Aussi désirons-nous depuis long-temps un Catéchisme de Morale, qui, en fixant à chaque mot son sens précis & clair, y attache une idée nettement définie, & suffisamment développée.

Cet Ouvrage, pour lequel l'Académie Françoise a proposé inutilement un Prix durant plusieurs années, cet Ouvrage étoit enfermé depuis trente ans dans le portefeuille de l'un des hommes les plus instruits de notre Siècle, & les plus profondément versés dans les études philosophiques.

Il y a réuni dans le moins d'espace qu'il est possible, & avec un ordre, une clarté & une précision singulière, les idées élémentaires de la Morale universelle, c'est-à-dire, de celle qui convient à tous les Peuples du monde, abstraction faite des opinions religieuses qui les distinguent.

Le résultat qu'il s'est proposé d'en tirer, c'est que » la Morale est fondée sur la nature, sur les besoins & sur les intérêts des hommes, que sans elle ils ne peuvent être heureux dans quelque position qu'ils se trouvent; en un mot, que l'intérêt de tout homme est d'être vertueux «;

Digitized by Google

& dans tout l'Ouvrage il n'y a pas une ligne qui ne tende & qui n'aboutisse à cette grande vérité.

La nature de l'homme, ses facultés, ses affections, ses intérêts, ses rapports, ses devoirs, ses vertus, ses vices, toutes ses qualités morales y sont définies avec une simplicité qui met à la portée des enfans le résultat des méditations d'un Sage. Le style en est pur, noble, naturel, tel enfin que peut l'exiger le goût le plus sévère dans un Ouvrage d'instruction.

On n'attend pas que d'un petit Livre, où tout est substance, nous donnions une analyse détaillée. Nous nous contenterons d'en citer quelques traits.

La raison est l'usage que l'homme apprend à faire, pour son bonheur, des vérités qu'il a recueillies : la raison est l'expérience appliquée à la conduite d'un être sensible & intelligent qui cherche le bonheur.

Qu'est-ce que la Morale?—C'est la connoissance des devoirs que la raison impose à un être sensible, intelligent, qui cherche son bonheur, & qui vit en Société avec des êtres semblables à lui, ou animés des mêmes désirs.

Qu'est-ce que la Société? — C'est l'assemblage de plusieurs hommes réunis, pour travailler, par de communs efforts, à leur bonheur mutuel.

Quels sont les devoirs de l'homme en Société? — C'est de prendre tous les moyens

Digitized by Google

convenables pour obtenir la fin que la Société ſe propoſe.

Qu'eſt-ce que les Loix ? — Ce ſont les règles de conduite que la Société preſcrit à ſes Membres, pour la conſervation & le bonheur de tous.

Quelles ſont les bonnes Loix ? — Celles qui procurent le bien de tous. Les mauvaiſes Loix ſont celles qui n'ont pour objet, que le bien-être, la conſervation, la ſûreté de quelques Membres aux dépens du reſte de la Société.

La Société peut elle ſe tromper & faire de mauvaiſes Loix ? — Ses Loix peuvent être mauvaiſes ou injuſtes, lorſqu'elles nuiſent à ſa propre conſervation & au bien-être du plus grand nombre de ſes Membres. Ainſi ce que la Société ou la Loi commande ou permet peut n'être pas toujours juſte ? — Ce que la Loi commande ou permet peut être licite ſans être juſte : ce qu'elle défend peut être illicite ſans être injuſte. Ce n'eſt ni la Société, ni la Loi, ni l'uſage qui décident du juſte & de l'injuſte ; c'eſt la raiſon.

» Qu'eſt-ce que la Liberté ? — C'eſt le droit que chaque homme en Société a de faire, pour ſon propre bonheur, tout ce qui ne nuit point à celui de ſes Aſſociés «.

Qu'eſt-ce que le Souverain de la Société ? — C'eſt un des Membres de la Société, à qui elle a donné le droit d'exprimer ſes volontés, d'agir pour elle, de régler les actions de tous ſes Membres pour le bien général.

Digitized by Google

Quels sont les droits du Souverain ? — La raison approuve qu'il fasse tout ce qui est utile à la Société, & qu'il oblige tous ses Membres à se conformer aux Loix.

Le Souverain a-t-il le droit de nuire à la Société ? — Le Souverain n'a que les droits que la Société a pu lui donner ; elle n'a pu lui donner le droit de lui nuire, puisque le but de la Souveraineté est de rendre la Société plus heureuse qu'elle ne seroit sans elle.

Les droits du Souverain sont donc limités ? — Oui sans doute, ils sont limités par la raison, qui ne peut approuver que ce qui est avantageux à la Société. Le Souverain est un usurpateur, lorsqu'il exerce sur elle un droit qu'elle désapprouve ; il est un tyran, lorsqu'il exerce un pouvoir qui lui nuit.

Un Souverain a-t-il des devoirs à remplir ? — Si la Société est elle-même soumise à des devoirs envers ses Membres, le Souverain qui la représente a aussi les siens envers elle, & ne peut s'en dispenser sans injustice. Si la Société n'a de droits légitimes que ceux que la raison approuve, le Souverain ne peut, comme elle, exercer que des droits consentis par la raison.

Quels sont les devoirs du Souverain ? — C'est en général de veiller à la conservation, à la sûreté, à la prospérité de l'Etat, en un mot, de maintenir la Société, ainsi que chacun de ses Membres, dans leurs droits légi-

Digitized by Google

times ; le bonheur & la sûreté du Souverain en dépendent & y sont intimément liés.

Quel intérêt le Souverain a-t-il à remplir ses devoirs ? — Sa conservation propre, & son bien-être solide & permanent, sont assurés dans une Société puissante, florissante & heureuse, dont chaque Membre est personnellement intéressé au bonheur de son Chef : le Souverain alors devient le Père de ses Peuples.

Qu'arrive-t-il lorsque le Souverain néglige ses devoirs ? — L'Etat tombe dans la langueur ; il se dépeuple ; on n'y trouve ni abondance, ni bonheur, ni puissance, ni industrie, ni activité ; les sujets s'énervent, se corrompent, se découragent & se détachent de leur Patrie ; ainsi que du Chef qui la gouverne ; ils ne voient en lui qu'un ennemi contre lequel ils ont un intérêt commun de réunir toutes leurs forces ; enfin un Souverain qui viole les conditions expresses ou tacites du Contrat Social, & qui fait taire les Loix devant ses passions, n'a qu'un pouvoir chancelant.

Est-ce qu'une Société est soumise à des devoirs à l'égard d'une autre Société ? — Oui sans doute ; les Sociétés ou les Nations sont soumises à des devoirs ; & ces devoirs sont les mêmes que ceux qui subsistent entre un homme & son semblable : les Nations se doivent réciproquement l'humanité, la justice ; leur morale, comme celle

Digitized by Google

de tout homme, eſt fondée ſur les beſoins réciproques; c'eſt le beſoin & l'intérêt qui les uniſſent plus ou moins intimément, qui rendent leurs devoirs plus ou moins indiſpenſables, & qui ſont les meſures conſtantes de leurs ſentimens mutuels. Leurs alliances & leurs confédérations ſont maintenues par les mêmes moyens que les aſſociations particulières des hommes; elles demandent de la bonne foi, de l'équité, de la ſincérité. Leurs guerres ſont juſtes & légitimes lorſqu'elles ont pour objet la défenſe de leurs droits; elles doivent ceſſer avec le danger, & faire place à l'humanité. La paix entre elles leur eſt avantageuſe, de même que le repos aux Membres d'une même Société: les traités ou conventions qu'elles font entre elles, doivent être fidèlement obſervés. La conquête ne leur donne des droits véritables que lorſqu'elle procure le bien-être à la Société conquiſe. Enfin l'intérêt des Nations, comme celui des individus de l'eſpèce humaine, exige qu'elles ſoient juſtes, bienfaiſantes; qu'elles vivent dans la concorde; qu'elles ſe montrent des vertus néceſſaires, en tout temps, au bonheur du genre humain.

C'eſt un précieux Livre que celui où, dans une heure de lecture, on trouve toutes les idées de Morale les plus intéreſſantes pour le bonheur de l'homme, démêlées, rangées, nettement expoſées. Mais l'intérêt en eſt bien plus vif pour ceux qui, ayant joui

Digitized by Google

joui quarante ans de la société intime de l'Auteur, l'ont vu mettre en pratique cette Philosophie sincère & douce, & qui retrouvent dans ses principes l'abrégé de son caractère, le souvenir de ses vertus, le tableau de sa vie entière.

(*M*.....)

OBSERVATIONS sur les Hôpitaux ; par M. CABANIS, *Docteur en Médecine, & de la Société de Philadelphie. A Paris, de l'Imprimerie Nationale.*

ON se rappelle le Rapport de MM. les Commissaires de l'Académie des Sciences, sur l'Hôtel-Dieu, & l'effet que produit sur le Public, le récit des maux & des abus réunis dans ce vaste asile des misères humaines. Le Gouvernement parut dès-lors déterminé à lui substituer quatre Hôpitaux, situés en différens quartiers de Paris, dont chacun contiendroit seize cents lits. C'étoit sans doute une réforme utile, & elle parut alors suffisante ; mais on cessera bientôt d'en avoir cette idée, lorsqu'on aura lu la Brochure que nous annonçons. L'Auteur, en rendant justice à l'excellent Rapport qui a donné lieu à une première réforme, fait sentir tous les inconvéniens attachés à des

Digitized by Google

Hôpitaux qui contiendroient seize cents malades; bientôt les abus s'y cacheront dans la multitude des détails. De plus, dans les grands Hôpitaux, on est obligé d'adopter des règles générales, sans quoi le service seroit impossible. Les alimens & les remèdes se distribuent aux mêmes heures pour tout le monde. Il y a des jours où l'on purge, des jours où l'on ne purge pas. Dans les grands Hôpitaux, les plaies les plus simples deviennent graves, les graves deviennent mortelles, & les plus grandes opérations ne réussissent presque jamais; de ces observations & de quantité d'autres, l'Auteur conclut, qu'avant peu on verra qu'il faut renoncer aux grands Hôpitaux, & que bientôt il n'y en aura plus que de petits. En vain feroit-on dans les Hôpitaux les changemens les plus utiles, si on n'en diminue la grandeur. M. Cabanis souhaite qu'on leur substitue des Hospices de cent ou cent cinquante lits. Il pense qu'avec 50 mille écus on peut se procurer un petit Hôtel propre à contenir ces cent cinquante lits, & tout ce qui est nécessaire au service d'un nombre égal de malades : or, avec ces six millions (la somme demandée pour les quatre grands Hôpitaux est de six à huit millions), on auroit quarante Hôpitaux de la même grandeur, lesquels pris ensemble renfermeroient six mille lits. En réduisant ainsi ces Hospices, il seroit moins nécessaire de les transporter hors des villes. Les Hos-

Digitized by Google

pices pourroient rester au sein de Paris sans de grands inconvéniens pour eux-mêmes ou pour le voisinage. Les maisons qui environnent la Charité, ne sont pas plus malsaines que celles des quartiers les mieux aérés.

Parmi les grands avantages que M. C... voit résulter de ces Hospices, il faut compter pour beaucoup les moyens nouveaux qu'ils offriroient de contribuer aux progrès de la Médecine. Quand les Médecins suivent les grands Hôpitaux, quel fruit peuvent-ils en tirer ? Ce n'est point la Nature qu'ils y voient, encore moins la Nature aidée par un Art bienfaisant ; il n'en seroit pas de même dans ces Hospices. Ici l'Auteur montre la nécessité des Journaux d'Hôpital ; il indique les différentes vûes dans lesquelles ces Journaux doivent être composés, & les conditions auxquelles ils doivent satisfaire. Le second vœu que M. C... forme pour le progrès de son Art, c'est l'établissement des Ecoles pratiques, regardées maintenant, dit-il, & avec raison, par tous les gens sensés, comme seules propres à réformer les études de Médecine. Les Médecins Grecs & Romains menoient leurs Disciples au lit des malades. Les Universités d'Edimbourg & de Vienne ont, l'une & l'autre, un Professeur de Médecine clinique. C'est dans les Salles mêmes d'un Hôpital que se donnent les leçons. Ce sont les différentes maladies qui leur

Digitized by Google

ſervent de texte. C'eſt avec une telle inſtitution, pourſuit M. C...., qu'on auroit dans les Elèves des ſurveillans éclairés & ſévères de la Médecine des Hôpitaux, ſurveillans toujours prêts à réclamer contre les fauſſetés ou les exagérations des Journaux ; & les Journaux eux-mêmes devant ſervir de baſe à la réputation de celui dont ils porteroient le nom, le forceroient à redoubler de ſoins auprès de ſes malades, à perfectionner ſa pratique, & à rendre ſon enſeignement le plus clair, le plus méthodique, pour multiplier le nombre de ſes Diſciples.

Tel eſt le but principal de cet Ecrit rempli de vûes ſaines & d'idées utiles. Il nous ſeroit plus difficile de les recueillir qu'il ne l'a été à M. C... de les répandre avec profuſion. La forme adminiſtrative à donner aux Etabliſſemens qu'il propoſe, pluſieurs queſtions relatives à cette Adminiſtration, tiennent à des principes que l'Auteur indique, ou établit avec cette briéveté rapide qui décèle un homme ſupérieur à ſon Ouvrage, plus occupé du bien qu'il veut que du talent qu'il ne cherche pas à montrer, mais qu'il montre ſans le vouloir. Egalement verſé dans la Médecine & dans pluſieurs parties de l'Economie Politique, M. C..... paroît avoir étudié l'homme ſur tous les rapports ; & les conſidérations morales auxquelles il ramène tout, par leſquelles il éclaire ou décide la plupart des

Digitized by Google

questions que présente son sujet, jettent sur cet Ecrit un intérêt qu'on n'avoit pas droit d'en attendre. C'est ainsi qu'en parlant des Ateliers de charité, il fait sentir combien il importe à la Société entière de dépouiller l'aumône des caractères qui la flétrissent, de créer, comme il le dit, un nouveau système de bienfaisance générale, qui laisse subsister dans le pauvre le respect que tout homme doit avoir pour lui-même, sentiment qui sera par-tout le plus sûr garant de la morale publique.

L'Auteur qui, dans cet Ouvrage, se montre l'ami de tous ceux qui souffrent, ou comme malades ou pauvres, étend sa pitié jusque sur une classe trop négligée jusqu'à ces derniers temps. Il se flatte que l'Assemblée Nationale, ou d'après ses ordres, les Assemblées Provinciales & Municipales chercheront aussi tous les moyens d'adoucir celui des malfaiteurs & des infortunés qui gémissent dans les prisons, en attendant que des Loix sages, l'influence d'un meilleur Gouvernement, & de meilleures formes judiciaires, tant pour le civil que pour le criminel, diminuent, autant qu'il est possible, le nombre de ces malheureuses victimes de la Société. Il cite à ce sujet une belle expérience récemment faite en Angleterre. D'après la conviction que les prisonniers achèvent de se dépraver dans la société les uns des autres, que non seulement leur oisiveté tarit une source de

Digitized by Google

productions, mais empêche qu'ils ne reviennent à la vertu quand ils sont vraiment coupables, & les corrompt à plaisir quand ils sont innocens ou n'ont commis que des fautes légères, le Comté d'Oxford a fait construire des chambres isolées & sans communication entre elles, où les prisonniers sont traités humainement, bien vêtus, bien couchés, respirent un air pur, ont des alimens sains. Là ils exercent un métier quelconque, & garantis par ce moyen de l'ennui de la solitude & des mauvais effets de l'oisiveté, ils fournissent encore un bénéfice supérieur aux frais de l'Etablissement. Le bénéfice a été, l'année dernière, de cent guinées, & ce qui, sans doute, est bien plus précieux, quelques prisonniers ont mérité par leur bonne conduite qu'on abrégeât le temps de leur captivité. C'est aujourd'hui d'honnêtes gens, des Artisans utiles qu'on rendra à la chose publique. Ainsi, dit M. C..., en remplissant des vûes d'humanité, de raison, de politique parcimonienne, on est, d'un autre côté, parvenu à faire de vraies Infirmeries du crime ; & l'on a découvert la méthode curative, au moyen de laquelle on pourra le traiter désormais comme les autres espèces de folie.

(C.....)

Digitized by Google

Mémoire sur les avantages que le Royaume peut retirer de ses Grains, considérés sous leurs différens rapports avec l'Agriculture, le Commerce, la Meûnerie & la Boulangerie ; avec le *Mémoire* sur la nouvelle manière de construire les moulins à farine, qui a remporté le Prix de l'Académie Royale des Sciences en 1785, par M. Dra sy, Ingénieur du Roi, avec Figures, gravées d'après ses desseins ; par M. Parmentier. A Paris, chez Barrois l'aîné, Lib. quai des Augustins.

Ces deux Ouvrages doivent intéresser le Public & par l'importance du sujet & par la manière dont ils sont traités.

Recherches sur les Costumes & sur les Théatres de toutes les Nations, tant anciennes que modernes ; Ouvrage utile aux Peintres, Statuaires, Architectes, Décorateurs, Comédiens, Costumiers, en un mot, aux Artistes de tous les genres ; non moins utile pour l'étude de l'Histoire des temps reculés, des mœurs des Peuples antiques, de leurs usages, de leurs Loix, & nécessaire à l'éducation des Adolescens. Avec des Estampes en couleur & au lavis, dessinées par M. Chéri, & gravées par P. M. Alix. Le prix de la Souscription pour l'année est de 48 liv. pour Paris, & 54 liv. franc de port par tout le Royaume. 3e. Livraison. A Paris, chez M. Drouhin, Éditeur dudit Ouvrage, rue St-André-des-Arts, N°. 92, en face de la rue de l'Éperon.

Ce 3e. Numéro n'est pas moins soigné que les deux premiers, & contient même deux Estampes de plus que l'Éditeur n'avoit promis.

Digitized by Google

Accord de la révélation & de la raison contre le Divorce, Coutumes & Loix de plusieurs anciens Peuples sur le Divorce, &c.; par M. l'Abbé de Chapt de Rastignac, Docteur de la Maison & Société de Sorbonne, Vicaire-Général du Diocèse d'Arles, Député à l'Assemblée Nationale; in-8°. Prix, 2 liv. 10 sous br. A Paris, chez Clouïer, Impr. du Roi, rue de Sorbonne; Crapart, Libr. rue d'Enfer; Guerbaert, sur le Pont-Neuf, N°. 19; & chez les Marchands de Nouveautés.

Cet Ouvrage n'est nullement étranger au moment actuel. La qualité de son Auteur & l'importance du sujet sollicitent l'attention publique.

La fin des Amours du Chevalier de Faublas, par M. Louvet de Couvray. 6 Vol. in-16. A Londres; & se trouve à Paris, chez Bailly, Libr. rue St-Honoré, Barrière des Sergens; & chez les Marchands de Nouveautés.

Nous reviendrons sur cet Ouvrage intéressant; c'est la fin d'un Roman que nous avons annoncé avec des éloges justifiés par le succès.

Il vient de paroître une nouvelle édition des cinq Volumes qui portent le titre de *Une Année de la Vie du Chevalier de Faublas*. Prix, 7 liv. 10 sous br.

Le Couvent, ou les fruits du caractère & de l'Education, Comédie en un Acte & en prose; par M. Laujon, représentée pour la première fois sur le Théatre de Nation, le 16 Avril 1790, avec fig. (les airs notés sont à la fin). Prix, 1 liv. 10 s. A Paris, chez la veuve Ducheſne & fils, Libr. rue Saint-Jacques.

On sait quel succès a obtenu cet Ouvrage sur la Scène Françoise, malgré la défaveur des circonstances.

Digitized by Google

MUSIQUE.

Journal de Violon, N°. 6. Le prix de l'Abonnement de 12 Cahiers eſt de 18 liv., port franc. Chaque Cahier ſéparé, 2 liv. 8 ſous. A Paris, chez M. Porro, rue Tiquetonne, N°. 10.

Les Eſpiégleries d'Apollon, ou Recueil de Chanſons badines, avec accompagnement de Guitare; Œuvre 1ce. Prix, 4 liv. 4 ſ., port franc. A Paris, même adreſſe.

GRAVURES.

Vue des Travaux du Champ de Mars par les Patriotes. Des ſcènes gaies, des tableaux uniques, un contraſte frappant de coſtumes bizarrement mélangés, une activité incroyable, de groupes heureux, quoique formés par le haſard, ont donné l'idée à une Société d'Artiſtes d'éterniſer le ſouvenir d'un fait que la Poſtérité aura peine à croire.

Vue de la Fête qui a été donnée au Champ de Mars, faiſant pendant au précédent Deſſein. On eſt en état d'en délivrer actuellement. On prie MM. les Députés qui ont envie de faire jouir leurs Concitoyens de la vue d'un ſpectacle auquel ils n'ont pu aſſiſter, de ſe faire inſcrire au Bureau des Artiſtes, rue de la Vieille-Draperie, cul-de-ſac Saint-Barthélemi, N°. 1, au 3e. On prie de ſe faire inſcrire au plus tôt, parce que, pour la promptitude du ſervice, on ſera obligé d'employer plus ou moins d'Artiſtes, en raiſon de la multiplicité des demandes. On trouvera encore audit Bureau des *Vues de la priſe de la Baſtille*, & des différentes ſcènes arrivées dans Paris. Prix de chaque Deſſein colorié, 24 liv.

Digitized by Google

Gardez à vous ! Estampe gravée par Porporati, d'après un Tableau d'Angélica Kauffmann. Prix, 12 liv. A Paris, chez Dandet, Graveur, quai des Ormes, maison de l'Horloger; & chez Joubert, Md. d'Estampes, rue des Mathurins, aux deux Piliers d'or, N°. 24.

Le sujet de cette Estampe est un Amour assis, appuyé sur son carquois & paroissant parler aux Spectateurs; un doigt qu'il a mis sur sa bouche, semble exciter à l'attention & à la méfiance. On a placé au bas du titre quelques vers qui ont trait à la chose publique.

Cette Estampe, qui est faite pour être distinguée, a infiniment de grace, de l'harmonie, & un très-bon ton de couleur. Elle est digne, en un mot, des noms célèbres qui en décorent le titre.

AVIS.

Royez, Libraire, quai des Augustins, vis-à-vis le Pont-Neuf, a l'honneur de prévenir MM. les Députés à l'Assemblée Nationale, & MM. les Députés à la Fête Fédérative, qu'il recevra avec reconnoissance les notes qu'ils voudroient lui faire passer, avec leurs noms & ceux des nouveaux Officiers de leurs Municipalités, pour achever un nouvel *Etat de la France* qu'il imprime : il se fera un grand plaisir, de son côté, de leur fournir ou prêter les renseignemens ou les Livres les plus intéressans sur les circonstances. Il en distribue plusieurs Catalogues; & il offre ses services non seulement pour tout ce qui a rapport aux Livres anciens, même rares, & aux Nouveautés, & à l'Imprimerie.

Digitized by Google

SPECTACLES.

THÉATRE DE MONSIEUR.

L'OPÉRA-FÉERIE d'*Azélie* a mérité le succès le plus complet qu'ait obtenu encore le genre François sur ce Théatre. Il faut avouer que les Opéras Italiens, par la musique qu'on y chante, & par la manière dont elle est exécutée, y présentent une comparaison très-formidable, une lutte dangereuse, & livrent les compositions françoises à des jugemens très-rigoureux. M. Righel, Auteur de la musique d'*Azélie*, vient d'échapper à ce danger. Sa manière ferme & savante, ses beaux morceaux d'ensemble & de grandes beautés d'orchestre & de mélodie ont réuni tous les suffrages, & ne peuvent qu'ajouter à sa réputation.

Le Poëme, sur lequel le défaut d'espace nous défend de nous arrêter, a été fort applaudi; il y a de la raison dans la conduite, & de la grace & de l'esprit dans le style.

Le Répertoire de ce nouveau Théatre commence à devenir nombreux, même dans les trois genres qu'il réunit. Quelques

Digitized by Google

jours auparavant, on avoit donné, avec beaucoup de succès, *le Complot inutile*, Pièce en trois Actes & en vers. M. Paillardelle, que sa santé avoit éloigné de la Scène pendant quelque temps, a reparu dans cette Comédie par un rôle qu'il a joué avec le talent qu'on lui connoît. Cet Acteur est vraiment précieux à ce Théâtre, par sa profonde connoissance de la Scène, & par l'art qu'il possède si bien de donner une physionomie à tous les Personnages qu'on lui confie.

Dans le N°. prochain, nous donnerons l'Article du Théâtre Italien.

TABLES pour l'intelligence de la Nouvelle Carte de France, divisée en Départemens & en Districts. Brochure in-8°. de 41 pages. A Paris, chez Moutard, Imp.-Libr. de la Reine, rue des Mathurins, Hôtel de Cluni. Prix, 12 s.

Cet Ouvrage est utile à ceux même qui n'ont pas la Carte.

TABLE.

Le TITRE.	97	*Extraits.*	113
L'Avocat de l'amour.	101	*Observations.*	128
Chanson, Enig. Log.	103	*Théâtre de Monsieur.*	131
Adresse.	105		

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

POLOGNE.

De Varsovie, le 21 Juin 1790.

La violation de la Loi fondamentale, par laquelle on a prorogé la Diète au 7 Février 1791, a éprouvé une semaine entière d'oppositions : la lassitude, plutôt que la conviction, a procuré à ce Décret 125 voix contre 16. Il est des droits nationaux dont les circonstances ne peuvent que très-rarement excuser l'usurpation, et de ce nombre est le plus sacré de tous dans une République, celui qui, au terme fixé, attribue aux Citoyens le pouvoir de nommer de nouveaux Commissaires au Corps Législatif. Ce renouvellement est encore plus indispensable dans un Etat, où ces Commissaires sont des Députés porteurs

Digitized by Google

d'instructions et responsables, et non des Représentans qui agissent à leur gré, au nom de leurs Constituans. Il est à souhaiter que les Diétines, auxquelles les Nonces doivent redemander tous les deux ans un nouvel acte d'Election, ne se ressentent pas de cette innovation, dont l'Histoire d'Angleterre, de Suède, et de tant d'autres Etats libres, peuvent leur apprendre les conséquences.

On a coloré de prétextes ce sacrifice de la Loi, fait à la Politique étrangère. On a dit que la Diète actuelle se tenant sous Confédération, elle n'étoit pas soumise aux règles qui limitent les Diètes ordinaires; mais d'abord on ne citeroit pas une Diète de Confédération qui ait duré trois ans: en second lieu, ces Diètes ne furent jamais légitimées que dans les temps de troubles ou de danger imminent. Or, aucun péril grave, aucune dissention ne nécessitoit aujourd'hui cette nouvelle prorogation. Les Palatinats, ajoute-t-on, avoient reçu l'année dernière des Circulaires de la Diète, et ils avoient approuvé ses Décrets. Il est aisé de répondre que les Adresses des Palatinats ne sont pas des Délibérations des Diétines, et qu'on n'a pu recevoir aucune connoissance légale de leur vœu; qu'ensuite, lorsqu'elles auroient autorisé une première prorogation, il est absurde d'en induire qu'elles consentiront de même à prolonger encore les pouvoirs

Digitized by Google

de leurs Députés ; que la volonté arbitraire de ceux-ci ne les dispensoit point du besoin d'une autorisation formelle ; enfin, que si les Palatinats ont agréé les Décrets passés de la Diète, ils ne sont ni assez imbécilles, ni assez esclaves, pour adopter d'avance tous les Décrets qu'elle pourra faire.

D'autres Apologistes de la prorogation se sont avisés de la légitimer, en attribuant à la Diète le caractère de *Convention Nationale*, de *Pouvoir Constituant ;* caractère qui lui interdit de se dissoudre avant l'achèvement de la Constitution. A cet étrange raisonnement, on a répliqué que les Anglois, les Américains et tous les Peuples qui ont eu la moindre idée d'une Convention Nationale, riroient aux larmes d'entendre appeler de ce nom une Assmbelée, convoquée uniquement, et dans les formes ordinaires, pour être un Corps Législatif. On a demandé où étoit l'Acte et le Mandat par lequel les Diétines avoient autorisé leurs Nonces à se constituer en Convention ; on a demandé comment une Diète qui a passé plus de la moitié de la Session en délibérations purement législatives, en actes de simple administration, en réglemens de détail, en jugemens, en discussions politiques sur les intérêts extérieurs, pouvoit sérieusement s'appeler un Corps Constituant ? On a demandé comment une Convention, dont le droit

Digitized by Google

se borne à instituer les pouvoirs, s'arrogeoit celui de les exercer tous? On a demandé si les Nonces étoient des espèces de Protées, un jour Constitués, et le lendemain Constituans : on a demandé où en seroit la liberté publique, s'il dépendoit ainsi des Délégués des Diétines, de changer, selon leur caprice, de qualité, sans consulter leurs Commettans? La Diète d'ailleurs, a réformé plusieurs Lois; mais elle n'a point institué de Gouvernement. On attribue au Roi d'avoir insisté sur cette prorogation, par la crainte que le renouvellement de la Diète n'entraînât la chute des bonnes institutions qu'elle a consacrées. Ceux qui prêtent à ce Prince un pareil motif, l'entachent d'une bien grande inconséquence; car de tout son crédit et de toute son éloquence, il s'est opposé à la plus importante comme à la plus salutaire des Lois nouvelles, celle qui a renversé le Conseil Permanent.

Au reste, il n'est pas impossible que la Diète, en se prolongeant, n'ait eu des vues utiles : le temps nous l'apprendra. On est toujours très-animé contre la cession de Thorn et Dantzick; mais il sera difficile de sortir du défilé où nos étroites et exclusives connexions avec la Prusse nous ont jetés.

Digitized by Google

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 3 Juillet.

Il règne encore de l'obscurité sur les suites des derniers engagemens entre les flottes Russes et Suédoises. Aucune relation contradictoire n'a été encore publiée par les Russes : la distance retarde les avis, et l'on n'en reçoit d'autres des escadres que ceux que les Chefs veulent bien laisser parvenir. Les lettres de Stockholm, en date du 20 Juin, continuoient d'affirmer que trois vaisseaux Russes sont sortis abîmés de l'action du 3. Ce désavantage est d'une moindre conséquence, puisqu'il n'a pas empêché la réunion presqu'indubitable des escadres de Cronstadt et de Revel. On le découvre assez clairement dans le Journal officiel des opérations de l'escadre des galères Suédoises, du 25 Mai au 7 Juin. On y dit que le 4, le combat entre la grande flotte du Duc *de Sudermanie* et l'escadre de Cronstadt ayant recommencé, cette dernière fut obligée de s'éloigner, et poursuivie. Le même jour, l'escadre de Revel dépassa Hoglande ; le lendemain, S. A. R. lui donna chasse : survint la division de Cronstadt, avec le projet de mettre les Suédois entre deux feux : ils évitèrent cette manœuvre, et perdirent de vue les Ennemis. — Quant

Digitized by Google

à l'escadre de galères, elle se trouvoit ce jour-là (5) devant Wybourg. Le 7, le Roi de Suède fit débarquer près de Kiovisto, à cinq milles de Pétersbourg, quelques bataillons d'Infanterie, des Dragons et des Hussards. Ces Troupes en deux divisions firent la reconnoissance des environs, et repoussèrent un parti de Dragons Russes. C'est à ces faits minutieux que se réduisent les dernières informations directes. S'il est assez nouveau de voir un Roi de Suède s'avancer à la tête de ses Troupes, à cinq milles de Pétersbourg, il paroît que cette nouveauté n'a pas intimidé l'Impératrice : elle n'a pas quitté Czarko-Zelo.

La Princesse *de Holstein-Augustenbourg*, fille du Roi de Danemarck, allant aux eaux de Carlsbad, s'est arrêtée un jour à Zell, où la Reine, sa mère, l'infortunée *Caroline-Mathilde*, a fini sa carrière. S. A. R. s'est fait montrer les appartemens que sa mère avoit occupés au château ; elle les a examinés avec attention, ainsi que le monument que les Etats ont fait élever à sa mémoire dans le jardin ; elle a même voulu voir le caveau où reposent les cendres de la Reine ; des larmes abondantes ont coulé de ses yeux, et mieux exprimé que les paroles la profonde douleur qu'elle ressentoit.

P. S. Un incendie terrible a éclaté l'après-midi du 17 de ce mois, dans la par-

Digitized by Google

tie occidentale de Carlscrona. Le progrès des flammes a été si rapide, par un violent vent d'ouest, qu'avant midi du lendemain, les sept huitièmes de cette malheureuse ville furent réduits en cendres; l'église principale et l'église allemande sont du nombre des édifices brûlés; des voleurs ont profité de ce désastre et ont emporté beaucoup d'effets; l'aspect de la dévastation est horrible; partout on n'entend que des gémissemens des malheureux qui ont tout perdu dans les flammes. — Le feu ne s'est point communiqué aux Chantiers du Roi, ni aux endroits fortifiés.

Un Exprès a apporté, le 21 juin, à Stockholm cette nouvelle désastreuse : le feu a duré près de 2 jours; tous les efforts des habitans pour l'arrêter et l'éteindre ont été inutiles : la perte des malheureux incendiés est incalculable; plusieurs édifices de la Couronne, tels que la Boulangerie, les Casernes, etc. sont la proie des flammes.

De Berlin, le 4 Juillet.

Pendant que le Roi, après une tournée dans le Comté de Glatz, entroit au quartier général de Schonwalde, le Duc régnant *de Brunswick* établissoit le sien à Silberberg, forteresse construite par le dernier Roi. On a fait entrer quelques Troupes à Reichenbach, où M. le Comte *de Hertzberg* est arrivé le 19 du mois dernier. Les Ministres d'Autriche, d'Angleterre, de Russie, de Pologne et de Hollande l'y ont suivi, et l'on y atten-

Digitized by Google

doit quelques jours après le Baron *de Spielman*, Référendaire de la Chancellerie d'Etat à Vienne. Le Congrès doit être ouvert actuellement; ainsi, dans peu de jours on pénétrera son but et son résultat. On commence à ne plus douter que la paix n'en soit le premier fruit, quoique les Gazetiers nous aient universellement et opiniâtrément promis la guerre. Des vues supérieures aux intérêts politiques qui divisoient les deux Cours, vont être prises en considération dans le Congrès, et accélérer une réunion que l'état d'une partie de l'Europe nécessite impérieusement.

L'espoir fondé d'un accommodement prochain ôte tout intérêt aux détails militaires. Cependant, pour satisfaire les Amateurs, nous leur présenterons l'état sommaire de la répartition de nos forces. Elles sont divisées en cinq armées :

La première dans la Basse-Silésie, est sous les ordres immédiats du Roi et du Général *de Mollendorf*. Elle consiste, outre les Régimens des Gardes, en 22 Régimens d'Infanterie, cinq de Cuirassiers, cinq de Dragons, trois de Hussards.

La seconde, dans la Haute-Silésie, sous les ordres du Duc régnant *de Brunswick* et du Général *de Dalwig*. Treize Regimens d'Infanterie, cinq Bataillons d'Infanterie légère, quatre Régimens de Cuirassiers, trois de Dragons, et trois de Hussards.

La troisieme forme le Corps d'Observation uni aux Troupes Westphaliennes. Huit

Digitized by Google

Régimens d'Infanterie, trois Bataillons de Grenadiers, trois d'Infanterie légère, quatre de Cuirassiers, et un de Hussards.

La quatrième, dans la Prusse Orientale, sous les ordres du Général Comte *de Henckel*; cinq Régimens d'Infanterie, deux Bataillons d'Infanterie légère, deux Corps de Mineurs, trois Régimens de Dragons, un de Hussards et les Bosniaques.

La cinquième et dernière dans la Prusse Occidentale, sous les ordres du Général *d'Usedom;* cinq Régimens d'Infanterie, trois Bataillons d'Infanterie légère, deux Régimens de Dragons et autant de Hussards.

On voit qu'il n'est pas question du Prince *Henri*. Il est retourné dernièrement à sa retraite de Rhinsberg.

Un Courrier ayant apporté au Duc *Frédéric de Brunswick* l'ordre du Roi de se mettre en marche; ce Prince est parti, le 28 juin, pour la Silésie, à la tête des Régimens de Kalkstein, Knobelsdorf, Bornstedt le jeune et de Thadden, des bataillons d'Ernest et de Mufling, des Cuirassiers du Corps, et des Carabiniers du Corps. Une partie de la Caisse Militaire, le principal Hôpital et le bureau de Poste de Campagne, attachés au corps d'armée de ce prince, ont pris la même route.

De Vienne, le 3 Juillet.

La Cour n'a point dissimulé le revers qu'a éprouvé un des Corps du Prince *de Cobourg* à l'attaque de Giurgewo. Cette perte a été assez considérable pour obliger le Général à lever le siége de cette

Digitized by Google

place, et à établir son camp à 2 lieues de là. L'action s'est engagée le 13. Voici la substance du récit que l'on donne comme authentique.

« Le Corps sous les ordres du Général *de Spleny*, ayant été détaché de l'armée du Maréchal Prince *de Cobourg*, continuoit avec succès ses opérations contre Giurgewo : on étoit parvenu jusqu'aux faubourgs ; on les avoit incendiés. On commençoit à établir des batteries pour s'en servir contre la Citadelle. Les Turcs alors jugeant convenable de diviser l'attention des Troupes, ils se jetèrent dans des Tsaïques, et firent croire par ce mouvement qu'ils alloient tomber sur le derrière des assiégeans. Le Général *Spleny* alla au-devant d'eux, avec la plus grande partie de son corps. Les assiégés profitèrent de cet intervalle, et firent dans la nuit du 12 au 13 une sortie vigoureuse contre les troupes restées à la tranchée. Le combat fut sanglant. Les Turcs repoussés à plusieurs reprises, ne rentrèrent dans la place qu'après y avoir été forcés, à l'arrivée du Colonel Baron *de Kienmayer*, qui survint avec la Cavalerie légère. L'action a été très-meurtrière ; le Bataillon *de Khevenhuller* sur-tout a beaucoup souffert ; huit Officiers de l'Etat-major ont perdu la vie. Le Major-général d'Artillerie, Comte *de Thurn*, voulant ramener lui-même un canon, eut le bras droit coupé par un Turc qui, d'un second coup, lui trancha la tête. Nos batteries ont été emportées et détruites : 18 pièces de canon étoient restées à l'ennemi ; on en a repris 10.

Cet événement a répandu ici de la tristesse ; elle s'aggrave encore par les récits

Digitized by Google

exagérés qui nous font perdre 1200 hommes tués sur la place, et 800 Prisonniers. Suivant le rapport du Prince *de Cobourg*, cette fâcheuse journée lui coûte 6 à 700 hommes : vraisemblablement, il n'a pas outré sa liste.

On sait que les provinces de Gallicie et de Lodomérie ont envoyé ici leurs Députés, pour demander des changemens dans la forme d'administration de ces provinces. Le Roi les a reçus, écoutés avec bonté, et leur a promis d'avoir égard à leurs réclamations. On s'en occupoit, lorsque dans l'intervalle plusieurs Nobles de ces provinces ont jugé convenable d'établir, de leur propre autorité, un Comité, avec le pouvoir de donner des instructions aux Députés qui sont ici. Ils sont même allés plus loin; ils ont levé des contributions, et forcé, par des menaces, divers habitans à donner leur signature; enfin les choses étoient venues au point qu'on n'exécutoit plus les ordres des divers Dicastères. On a publié un rescrit du Roi, en date du 25 mai, par lequel ce Comité et autres Assemblées pareilles ont été cassés et défendus rigoureusement. Les Etats de Gallicie ont fait déclarer, par leurs Députés, qu'ils n'avoient aucune part au libelle que le Comte de Rzewuski a fait distribuer dans cette province pour soulever le peuple contre le Gouvernement de la Maison d'Autriche.

Ces mouvemens sont ouvertement attribués à des instigations étrangères; une Révolte des deux Provinces eut facilité leur rétrocession à la Pologne, et

Digitized by Google

par conséquent l'incorporation de Thorn et Dantzick au domaine de la Prusse ; la prudence et la fermeté du Gouvernement ont fait échouer ce projet.

De Francfort sur le Mein, le 9 Juillet.

L'élection prochaine de l'Empereur nous amène chaque jour les Ministres des principales Cours Germaniques, et un grand nombre d'Etrangers. Le Prince *de Sacken*, premier Ambassadeur de l'Electeur de Brandebourg, est arrivé avant hier ; le Comte *de Goërtz* est le second Ministre de la même Puissance. L'intérêt se partage entre l'auguste cérémonie dont cette Ville va être le théâtre, et les événemens qui la précéderont. Le plus important de tous est la fixation de la paix en Allemagne ; les conférences ont commencé à Reichenbach ; on étoit à peu près sûr des dispositions conciliatrices des Cours de Vienne et de Berlin ; aujourd'hui, l'on répand que celles de la Russie s'en rapprochent, et qu'elle a abaissé la hauteur de ses prétentions. La destinée du Levant de l'Europe, de l'Allemagne Occidentale et de trois Etats du Nord n'occupera pas exclusivement l'attention du Congrès ; on y dénouera la scène de Liège et celle des Pays-Bas.

Quant à Liège, si des Rescrits de Wetzlar pouvoient en vaincre la résis-

Digitized by Google

tance, cet ouvrage seroit déja consommé ; car ces Rescrits se multiplient avec les difficultés de les faire respecter. Par le dernier de ces Mandats, en date du 23 Juin, la Chambre Impériale ordonne à la Noblesse du Pays de Liège de mettre bas les armes, et de ne plus participer aux Arrêtés du Tiers-Etat, sous peine de dégradation ; elle autorise les Princes Directeurs auxquels l'exécution contre les Liégeois est confiée, à se faire assister d'argent et de Troupes par tous les Etats qui sont dans les Cercles Electoral du Haut et du Bas-Rhin, et même par celui de Basse-Saxe. On a débité depuis, qu'en qualité d'Electeur d'Hanovre, le Roi d'Angleterre avoit promis 4000 hommes ; il est raisonnable d'en douter ; car ses liaisons avec la Cour qui protège l'insurrection de Liège, autorise à croire qu'il en partagera les sentimens. On sent bien, qu'appuyés par la seconde des Puissances Germaniques, les Liégeois ont dû rester insensibles aux foudres de Wetzlar. En attendant de voir qui la Prusse sacrifiera du premier Tribunal de l'Empire, ou des Bourguemestres de Liège, ses Alliés, ceux-ci font battre le ban et l'arrière-ban, arment leurs Cités et leurs Campagnes, et se préparent à défendre vigoureusement le terrain. Le moment de crise ne peut être éloigné ; car au moyen du dernier renfort de

Digitized by Google

Cavalerie Munstérienne et d'une brigade de Trèves, qu'a reçu l'Armée d'exécution, elle se trouve aujourd'hui de 10,000 hommes. Il suffit de jeter les yeux sur la liste de ces Troupes combinées, pour en attendre peu de concert et de rapidité dans l'exécution. Les Prussiens immobiles dans la Gueldre, restent jusqu'ici spectateurs des événemens.

La Cour de Vienne ne doute plus que la force seule peut opérer la soumission des Pays-Bas. Leurs dominateurs actuels, et l'esprit qui tourne les têtes des Habitans laissent peu d'espoir de conciliation. Qu'ajouter au tableau du délire général qui aveugle ces Provinces, lorsqu'on voit les *Vonckistes* opprimés par les Révolutionnaires, injurier le Roi de Hongrie autant que les Etats; par anticipation, accuser de perfidie le Gouvernement Autrichien, qui jusqu'à présent n'a pu manquer à ses promesses, puisqu'on les a toutes refusées, et inonder de leurs déclamations les libelles périodiques? Pendant cette guerre d'éloquence sottisière, 1200 Wurtzbourgeois de la meilleure tenue, et parfaitement disciplinés, sont entrés à Luxembourg: le second Corps des mêmes Troupes, au nombre de 2000, est en marche: vingt mille Autrichiens vont les suivre; 18 pièces de 24, 40 autres de 12 et de 6, 8000 chariots de munitions et 3000 Carabines ont descendu le Mein, et doi-

Digitized by Google

vent être en ce moment à Luxembourg. Le Général *de Bender* attendoit cette Artillerie pour ouvrir les opérations: les dernières escarmouches sur les bords de la Meuse ne méritent pas ce nom. Il manquoit au vertige qui tient les Provinces Belgiques, d'être imité par les Etats de Limbourg. Cette Province, sur laquelle l'Empereur avoit accumulé les faveurs, remplie de fabriques florissantes qui jouissoient des plus beaux priviléges, et qui n'avoit à partager aucune des plaintes du Brabant, a si bien pris son temps, qu'après avoir attendu jusqu'à ce jour à proclamer aussi son indépendance, elle vient de rendre son Manifeste contre la Souveraineté du Roi de Hongrie. Dans cette Déclaration, les Etats n'allèguent pas le moindre grief: leur démarche, disent-ils, résulte de leur ancienne union avec le Brabant. Eh! que ne le disoient-ils six mois plustôt?

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 9 Juillet.

L'Amiral *Barrington*, avec son escadre, a jeté l'ancre dans la baie de Torbay le 1^er^ de ce mois, soit pour y attendre les autres vaisseaux qui doivent composer la grande Flotte sous les ordres du Lord *Howe*, soit pour préparer sa réunion à l'escadre Hollandoise que commande le Vice-Amiral *de Kinsbergen*. Cette

Digitized by Google

relâche lui a sauvé les grands coups de vent qu'on a ressentis dans la Manche, les premiers jours de ce mois. De Spithéad, l'Amiral *Barrington* appareilla avec les vaisseaux suivans :

Le *Barfleur*, de 98 canons; MM. Adm. *Barrington*, Real Adm. Sir *J. Jervis*, Capitaine *Calder*. Le *Victory*, de 110; Vice-Adm. Sir *A. Hood*, Capitaine *Knight*. La *Princess Royal*, de 98; Real Adm. *Hotham*, Capt. *Holloway*. L'*Impregnable*, de 98; Capt. Sir *T. Bayard*. Le *Valiant*, de 74; Capt. Duc *de Clarence*. La *Bellona*, de 74; Capt. *Hartwell*. Le *Colossus*, de 74; Capt. *H. C. Christian*. Le *Carnatic*, de 74; Capt. *J. Ford*. Le *Cumberland*, de 74; Capt. *Bligh*. L'*Alcide*, de 74; Sir *A. S. Douglas*. L'*Arrogant*, de 74; *J. Harvey*. L'*Edgar*, de 74; Capt. *Molloy*. Le *Magnificent*, de 74; Capt. *R. Onslow*. L'*Orion*, de 74; Capt. *C. Chamberlain*. Le *Culloden*, de 74; Capt. *H. Collins*. Le *Director*, de 64; Capt. *West*. Le *Crescent*, de 36; Capt. *W. Young*. La *Résolution*, cutter.

Le *Bombay Castle* et le *Bedford*, de 74 canons, ont joint l'escadre à Torbay et la portent à 18 vaisseaux de ligne. Les frégates la *Prudente*, la *Nymphe* et le *Melampus*, de 36 canons, s'y sont aussi réunis.

Les vaisseaux restes à Spithéad sont :

Le *Royal William*, de 84 canons; le *Courageux*, de 74; le *Saturn*, de 74; l'*Illustrious*, de 74; le *Scipio*, de 64; le *Salisbury*, de 50; la *Latona*, de 38; le *Juno*, de 32; le *Southampton*, de 32; le *Carysfort*, de 28, et huit sloops.

Quant aux vaisseaux en armement qui se rendent, et dont plusieurs se sont déja rendus

Digitized by Google

à Spithéad, depuis le départ de l'Amiral *Barrington*, ce sont :

La *Queen Charlotte*, de 100 canons, montée par l'Amiral *Howe* et l'Amiral *Gower*, premier Capitaine de la Flotte, le Capitaine du vaisseau est le Chevalier *Curtis*; le *Royal George*, de 100 canons, Capitaine *Fisher*; le *Royal Sovereign*, de 100 canons, Capitaine *Pringle*; le *Formidable*, de 98, Capitaine *Keith Stewart*; le *London*, de 98, Capitaine —; le *Gibraltar*, de 80, Capitaine *Gardner*; l'*Alfred*, de 74, Capitaine *Harvey*, le *Bellorophon*, de 74, Capitaine *Paisley*; le *Brunswick*; de 74, Capitaine Chevalier *Parker*; le *Canada*, de 74, Capitaine *Conway*; l'*Egmont*, de 74, Capitaine *Hope*; l'*Elephant*, de 74, Capitaine, *Thompson*; l'*Excellent*, de 74, Capitaine *Gell*; l'*Hannibal*, de 74, Capitaine *Colpoys*; le *Leviathan*, de 74, Capitaine Lord *Mulgrave*; le *Malborough*, de 74, le Capitaine *Cornish*; le *Monarch*, de 74, Capitaine *Rayner*; la *Vengeance*, de 74, Capitaine Chevalier *Rich*, et le *Lion*, de 64, Capitaine *Finch*, et plusieurs frégates, sloops et cutters.

Outre ces 24 vaisseaux de ligne qui vont former la Flotte de Mylord *Howe*, l'Amirauté a mis récemment en commission la *Britannia de* 100 canons, le *Duke*, le *Saint-George* et le *Windsor Castle*, de 98 can.; le *Monarch*, de 74 can. et deux autres aussi de 74. Des forces aussi considérables mises en mouvement toutes ensemble, annoncent, ou le dessein d'une guerre prompte, ou celui d'arracher par la crainte une paix

Digitized by Google

très-utile. On continue d'assurer, cependant, sans aucune parfaite certitude, que l'escadre Espagnole est à la hauteur du Cap Saint-Vincent. Le projet de l'Amiral *Barrington* est, dit-on, de se placer entre elle et les Côtes d'Espagne. Nous sommes sans nouvelles positives de l'état des Négociations : les fonds sont au même point, et les conjectures varient sur l'avenir. L'opinion la plus commune et l'objet des espérances, sont que la France ne secourra point son Alliée, qu'elle rompra le Pacte de Famille ou en éludera les engagemens, et que le fruit de cette Politique sera pour nous une bonne Alliance avec l'Espagne, qui nous rendra la domination de la mer, et un Traité de Commerce qui ruinera celui de la France en Espagne. Tel a été notre dessein dans cet éclat, dont nous nous doutions bien que l'enthousiasme de nos Voisins mépriseroit les conséquences.

L'Election du Parlement touche à son terme. M. *Fox* et Lord *Hood*, ont emporté la leur pour Westminster; le premier, à la pluralité de 3516 voix; le second, à celle de 3217. M. *Horne Tooke*, leur concurrent, en a réuni 1679. Le nombre des Electeurs a été beaucoup moindre qu'à l'ordinaire : il s'en trouva plus de onze mille à la dernière Election de 1784. Grace à l'accord fait entre es deux Candidats favorisés de s'épargner

Digitized by Google

mutuellement les brigues à coups de bâton, l'Election a été paisible. On sait combien elle est habituellement tumultueuse, et dépravée par toutes espèces de pratiques irrémédiables; elle est cependant la plus nombreuse de l'Angleterre. Il n'est donc pas vrai, comme le prétendent les Théoristes, que plus on assemble d'Electeurs, en recevant même les suffrages de la populace, plus les choix ont de rectitude, plus la raison domine, plus le mérite pauvre est préféré. L'expérience des Républiques a constamment prouvé le contraire, et justifie la sagesse des Législateurs qui, par un *cens* limité, ont écarté cette foule de Prolétaires, qui perdirent la Liberté Romaine, ainsi que l'ont remarqué *J. J. Rousseau* et tant d'autres.

Il paroît certain qu'en effet le Ministère gagnera quelque prépondérance par cette nouvelle élection : « *Tout est* « *perdu !* crient déja les déclamateurs « étrangers; *la liberté* est ruinée dès « que le Ministre influe sur le Corps « Législatif? » Eh! Messieurs, rassurez-vous. Et pourquoi un Ministre habile, utile à la Nation, religieux observateur de ses Lois, n'acquerroit-il pas l'empire légitime, que l'on voudroit transmettre à des usurpateurs de renommée, à des Tribuns de Clubs, à des Démagogues formés à l'étude d'un Procureur? Qu'importe à la Nation, qui dirige les senti-

Digitized by Google

mens de ses Représentans, si l'Etat est bien gouverné, le Commerce florissant, l'Agriculture ménagée, la Marine puissante, les Finances en bon ordre, et la Constitution inviolablement maintenue? Le but de la mission des Représentans du Peuple n'est-il pas alors saintement rempli? C'est lorsqu'un Ministre pratiqueroit des suffrages pour légitimer des prévarications, ou braver les Lois et l'opinion publique, qu'il faudroit gémir et s'alarmer; mais qu'on nous cite un seul Ministre dont l'influence et la place ayent pu résister au cri public, et à la Majorité du Parlement? Ces pauvretés déclamatoires, ces verbiages de la Géométrie politique, ces défiances de l'enfance politique, ne font ici aucune impression; et certainement le Parlement qui va naître, ne sera pas plus empressé que celui qui vient d'expirer, de se mettre à l'école de nos modernes régénérateurs. Un excellent esprit l'a très-bien dit : « Vous voulez m'ôter le « pain bis, sain et nourrissant dont je « m'alimente, en me promettant de beau « pain blanc, dont vous n'êtes pas assuré. « Attendez, s'il vous plaît, avant que « je hasarde un pareil échange, que j'aie « vu les effets de votre boulangerie. »

Nous avons perdu ces jours derniers un de nos Militaires les plus distingués dans le Génie, le Général *Roy*, Membre de la Société de Londres, et connu de

Digitized by Google

tous les Mathématiciens par son beau travail trigonométrique sur les bruyères d'Honslow.

Le sieur *Coony*, Imprimeur du Morning Post de Dubleio, a été mis au pilori le 26 Juin dans cette Capitale de l'Irlande, pour avoir imprimé dans sa Feuille un paragraphe outrageant contre la Reine.

FRANCE.

De Paris, le 15 Juillet.

Assemblée Nationale.

Fin des articles décrétés la semaine dernière sur le Traitement du Clergé.

« Art. XVI. Ceux qui n'ont d'autres revenus Ecclésiastiques que des Pensions sur bénéfices, continueront d'en jouir, pourvu qu'elles n'excèdent pas 1000 livres, et si elles excèdent ladite somme, ils jouiront, 1°. de 1000 livres; 2°. de la moitié de l'excédent, pourvu que le tout n'aille pas au-delà de 3000 livres. »

« XVII. Pour parvenir à fixer les divers traitemens réglés par les articles précédens, chaque Titulaire dressera, d'apres les baux actuellement existans pour les objets tenus à bail ou ferme, et d'après les comptes de régie et d'exploitation pour les autres objets, un état de tous les revenus Ecclésiastiques dont il jouit, ainsi que des charges dont il est grevé. Ledit état sera communiqué aux Municipalités des lieux où les biens sont situés, pour être contredit ou approuvé, et le Directoire du Département dans lequel se

Digitized by Google

trouve le Chef-lieu du bénéfice, donnera sa décision après avoir pris l'avis du Directoire du District. »

« XVIII. Seront compris dans la masse des revenus Ecclésiastiques dont jouit chaque individu, les pensions sur bénéfices et sur les economats, ainsi que les Dîmes ; mais le casuel ainsi que le produit des droits supprimés sans indemnité ne pourront y entrer. »

« XIX. Les charges réelles ordinaires, celles des impositions sur le pied de la présente année, des portions congrues, y compris leur augmentation, ainsi que des Pensions dont le Titulaire est greve, seront déduites sur ladite masse ; le traitement sera ensuite fixé sur ce qui restera, d'après les proportions réglées par les articles précédens. »

« XX. La réduction qui sera faite, à raison de l'augmentation des portions congrues, ne pourra néanmoins operer la diminution des traitemens des Titulaires actuels au-dessous du *minimum* fixé pour chaque espece de bénéfice, excepté toutefois à l'egard des bénéfices simples, et qui n'étoient pas sujets à résidence, dont les Titulaires pourront être réduits à la somme de 500 liv. »

« XXI. Tous les Titulaires des benéfices supprimés qui justifieront en avoir construit à leurs frais la maison d'habitation, continueront de jouir de ladite maison pendant leur vie, et ils ne seront tenus que des réparations locatives, ainsi que tous les autres Ecclésiastiques, à raison des bâtimens de leurs bénéfices qui leur sont conservés. »

« XXII. A dater du premier Janvier 1791, les traitemens seront payés de trois mois en trois mois, savoir ; aux Archevêques et

Digitized by Google

Evêques, par le Receveur de leur District; aux Curés et Vicaires, par le Receveur ou Collecteur de leur Municipalité, et à tous les autres Titulaires, par le Receveur du District dans lequel ils fixeront leur domicile: et seront les quittances de tous lesdits bénéfices allouées pour comptant aux Receveurs qui les auront payées. »

Articles additionnels, décrétés le 30 Juin.

« I. Il pourra être accordé, sur l'avis des Directoires de Départemens et de Districts, aux Ecclésiastiques qui, sans être pourvus de titres quelconques, sont attachés à des Chapitres, sous le nom d'habitués perpétuels, ou sous toute autre dénomination, ainsi qu'aux Officiers Laïcs, Organistes, Musiciens, et autres personnes employées au service Divin, aux gages desdits Chapitres séculiers et réguliers, un traitement, soit en gratification, soit en pension, suivant le temps et la nature de leurs services, et eu égard à leur âge et leurs infirmités. Les appointemens ou traitemens accordés à chacun, leur seront payés la présente année. »

« II. Tous ceux qui seront pourvus, dans la suite, d'offices ou emplois, ne conserveront que le tiers du traitement à eux accordé par les précédens Décrets; et dans le cas où ils se trouveroient de nouveau sans office ou emploi, ils reprendront la jouissance entière de leur traitement primitif. »

« III. La moitié de la somme formant le *minimum* du traitement attribué à chaque classe d'Ecclésiastiques, tant en activité que sans fonctions, sera insaisissable. »

« IV. Les Administrateurs de Départemens et de Districts prendront la régie des

Digitized by Google

bâtimens et édifices qui leur a été confiée par les Décrets des 14 et 20 Avril dernier, dans l'état où ils se trouveront; en conséquence, les Bénéficiers actuels, Maisons, Corps et Communautés ne seront inquiétés en aucune maniere, en raison des réparations qu'ils auroient dû faire; et pour l'avenir, ceux qui conserveront la jouissance des bâtimens attachés à leur bénéfice, seront tenus de toutes les réparations locatives seulement. »

Décret du 2 Juillet, concernant les Fondations Laïques et les Patronages.

« Art. I. Tous les bénéfices en patronage Laïc sont soumis à toutes les dispositions de Décrets concernant les bénéfices de pleine collation ou patronage Ecclésiastique. »

« II. Sont pareillement compris auxdites dispositions tous titres et fondations de pleine collation Laïcale, excepté les Chapelles actuellement desservies dans l'enceinte des Maisons particulières par un Chapelain ou Desservant, à la seule disposition du Propriétaire. »

« III. Le contenu dans les articles précédens aura lieu nonobstant toute clause, même de réversion, apposée dans les actes de fondation. »

« IV. Les fondations de Messes et autres Services, acquittées présentement dans les Eglises paroissiales par les Curés et autres Prêtres qui y sont attachés, sans être pourvus en titre de bénéfice, continueront provisoirement à être acquittées et payées comme par le passé, sans néanmoins que dans les Eglises où il y a des Sociétés de Prêtres pour l'acquit des fondations, connus sous le

Digitized by Google

le nom de Congruistes familiers, et autres non pourvus en titres perpétuels de bénéfices, ceux qui viendront à mourir puissent être remplacés. »

« V. Les fondations faites pour subvenir à l'éducation des parens des fondateurs, continueront d'être exécutées, conformément aux dispositions écrites dans les titres de fondations; et à l'égard des autres fondations pieuses, les parties intéressées présenteront leur mémoire aux Assemblées de Département, pour, sur leur avis et celui de l'Evêque Diocésain, être statué par le Corps Législatif sur leur conservation ou leur remplacement. »

Précédemment le Corps législatif avoit décrété différentes bases du nouvel Ordre Judiciaire; bases sur lesquelles son Comité de Constitution vient d'édifier un nouveau projet. Il consiste en développemens et en applications des articles fondamentaux.

Si l'on rapproche ces idées de celles qu'avoit proposées M. *Bergasse* l'année dernière, on apercevra entre elles une grande conformité dans la distribution et l'emploi des Tribunaux; mais une différence essentielle dans le mode de leur formation. Le nombre, l'échelle, la destination des Cours de Justice, les Juges de paix, les Juges de District, les Juges d'Appels, les Tribunaux de jurisprudence charitable entroient dans le plan de M. *Bergasse* qui, ne considérant l'institution judiciaire que sous le rapport constitutionnel, avoit écarté de son projet les détails qui appartiennent à la Législation ordinaire. »

Envisageant le Pouvoir judiciaire comme une émanation de la Puissance exécutive, et

Digitized by Google

sa fin unique comme le maintien de l'exécution des lois, M. *Bergasse* faisoit rendre la justice au nom du Roi : en conséquence, il lui attribuoit la nomination des Juges sur la présentation de trois Sujets par les Administrations provinciales, et pour chaque place.

L'Assemblée Nationale, au contraire, a privé le Roi de toute participation au choix des Juges, et de leur institution. Aujourd'hui, le Comité le prive même de la prérogative de les installer ; mais il propose de lui laisser la nomination des Membres du Tribunal de Cassation, sur une liste de Sujets désignés par un Corps Electoral, composé des Députés de Districts : liste qui sera imprimée chaque année, et *remise au Corps Législatif*. Cette opération compliquée, et dont nous ne saisissons pas clairement la nature, est indiquée au Titre X du dernier Projet du Comité.

Il offre avec l'organisation judiciaire en Angleterre, le même contraste qu'on remarque entre les principales parties de la Constitution Françoise et de la Constitution Britannique. La Société, dit *Blakstone*, est la source de la Puissance Judiciaire ; l'Autorité royale en est le réservoir. Les Anglois ont laissé au Roi le choix des Juges, en le privant de toute influence sur les Magistrats, absolument indépendans de la Couronne, du moment où ils sont investis. Comme les Tribunaux exercent, et prononcent, en son nom, il importe que ce nom soit puissamment respecté, et qu'il le soit par la force d'opinion. Il ne l'obtiendroit pas si le choix des Juges, si leur institution, si leur installation appartenoient à un autre Pouvoir ; car, dans ce dernier cas, c'est à ce Pouvoir que

Digitized by Google

s'adresseroit le respect public, et le nom du Roi seroit déplacé à la tête des Actes d'une Administration, à laquelle le Peuple verroit le Prince entierement étranger. La balance constitutionnelle seroit alors dans un danger évident. Le Peuple doit contenir l'Autorité Royale, par son concours à la Législation et sa faculté d'empêcher les subsides; mais, si, au pouvoir de ses Représentans, il joignoit encore celui de ses Officiers de justice, nulle puissance dans l'Etat ne pourroit lui résister, et il renverseroit bientôt les barrieres, que la Constitution oppose à la réunion des Pouvoirs publics dans les mêmes mains.

L'administration de la Justice est le droit, est le devoir de la société générale: elle s'applique à tous, au nom de tous. Les Juges appartiennent à l'Etat, et non à ses divisions partielles.

Pour conserver cette unité, il faut donc que les Magistrats soient nommés ou par le Peuple en corps, ce qui est impossible, ou par les Représentans du Peuple qui, dès lors, acquerroient une influence pernicieuse sur des Juges qu'ils pourroient anéantir, ainsi que les Tribunaux même, par une Loi; ou par le Roi qui représente la Souveraineté publique. En général, le Peuple hait la justice; il ne la respecte, partout, que par crainte: que deviendroit-elle s'il en nommoit exclusivement les Administrateurs?

Tels ont été les motifs en vertu desquels les Anglois ont attribué au Monarque l'élection des Magistrats. Il ne rend aucuns jugemens; il ne peut influer sur les jugemens, puisqu'il ne peut révoquer les Juges: s'il a fait de mauvais choix, et si les Magistrats

Digitized by Google

prévariquent, il n'est pas le maître de les sauver : un Tribunal, indépendant de lui, les condamnera.

Ministre suprême de la force publique, et du maintien des lois, dans chaque Tribunal il a ses Officiers propres qui poursuivent les crimes en son nom, et qui defendent les intérêts de la société ; mais ces Officiers, agens immédiats de la Couronne, peuvent être destitués par elle, comme tous les autres Ministres du Pouvoir exécutif.

Ces Officiers du Roi dans les Tribunaux, le Comité de Constitution les déclare inamovibles ; ils seront aussi indépendans de la Couronne que les Juges même. Le Chancelier est en Angleterre le Ministre de la Loi ; à ce titre, la vénération publique l'environne. En France le Comité abolit l'Office de Chancelier. On saisira les autres différences de l'organisation Judiciaire en France, à la lecture attentive des articles qui composent le Projet du Comité. Les quatorze premiers ont été décrétés dans la Séance dont nous allons rendre compte.

Du Lundi 5 Juillet.

La discussion du jour a eu pour objet le Titre I du nouveau projet du Comité : il traite, en 21 articles, des *Juges en général.* Suivant le premier de ces articles, la justice doit être rendue au nom du Roi. M. *Péthion* a observé qu'elle devoit être au nom de la Société entière, et que les principes adoptés par l'Assemblée ne permettaient pas une autre formule. En effet, les Juges étant nommés, institués, installés exclusivement par le Peuple, ils sont ses Officiers, et nullement ceux du Roi ; ainsi leurs sentences doivent être rendues au nom du Pouvoir qui les a créés, et qu'ils représentent. Il semble

Digitized by Google

que M. *Péthion* se conformoit au sens et à l'esprit des maximes déja décrétées sur l'ordre judiciaire : cependant l'article du Comité a prévalu.

L'art. XII attribuoit aux Tribunaux la faculté de faire des représentations au Corps législatif, toutes les fois qu'ils croiront nécessaires, soit d'interpréter une Loi, soit d'en faire une nouvelle.

Ce droit de *représenter* a paru dangereux à M. *Barnave*, qui l'a nommé un droit de *résistance*. M. *Thouret* a donc sacrifié le mot de représentations, et les Tribunaux pourront seulement s'adresser au Corps Législatif. La discussion des autres articles n'a pas offert assez d'intérêt pour nous y arrêterr les 21 Statuts ont été décrétés dans l'ordre suivant.

« Art. I. La Justice sera rendue au nom du Roi. »

« II. La vénalité des Offices de judicature est abolie pour toujours ; les Juges rendront la Justice gratuitement, et ils seront salariés par l'Etat. »

« III. Les Juges seront élus par les Justiciables. »

« IV. Les Juges ne pourront être élus que pour six ans, et ce terme expiré, ils pourront être réélus. »

« V. Il sera nommé aussi des Suppléans qui, selon l'ordre de nomination, remplaceront, jusqu'à l'époque de la prochaine élection, les Juges dont les places viendront à vaquer dans le cours des six années. Une partie sera prise dans la Ville même du Tribunal, pour servir d'assesseurs en cas d'empêchement momentané de quelques-uns des Juges. »

Digitized by Google

« VI. Les Juges et les Suppléans, au moment où ils entreront en activité, après la mort ou la démission de l'un des Juges, recevront des mains du Roi, des Lettres-Patentes scellées du Sceau de l'Etat, lesquelles ne pourront être refusées, et seront expédiées sans frais, sur la simple présentation du Procès-verbal de l'élection. »

« VII. Les Lettres-patentes seront conçues dans ces termes : « Louis, etc. Les Electeurs du District de.... (ou du Ressort du Tribunal d'appel de....) nous ayant fait présenter le Procès-verbal de l'Election qu'ils ont faite, conformément aux Décrets constitutionnels, de la personne du Sieur... pour remplir, pendant six années, un Office de Juge dans le District de.. (ou dans le Tribunal d'appel de....) nous avons déclaré et déclarons que ledit Sieur.... est Juge du District de... (ou du Tribunal d'appel de....) qu'honneur doit lui être porté en cette qualité, et que la force publique sera employée, en cas de nécessité, pour l'exécution des jugemens auxquels il concourra, après avoir prêté le serment requis, et avoir été duement installé. »

« VIII. Les Officiers chargés du Ministère public, ne pourront être nommés que par le Roi. »

« IX. Nul ne pourra être élu Juge, ou Suppléant en charge des fonctions du Ministère public, s'il n'est âgé de 30 ans accomplis, et s'il n'a été pendant cinq ans Juge ou Homme de Loi, exerçant publiquement auprès d'un Tribunal. »

« X. Les Juges ne pourront prendre directement ni indirectement aucune part à l'exercice du Corps Législatif, ni empêcher ou suspendre l'exécution des Décrets du

Digitized by Google

Corps Législatif, sanctionnés par le Roi, à peine de forfaiture. »

« XI. Ils seront tenus de transcrire purement et simplement, sur un Registre particulier, et dans la huitaine, les Lois qui leur seront envoyées. »

« XII. Ils ne pourront faire aucuns Réglemens; mais ils s'adresseront au Corps Législatif toutes les fois qu'il sera nécessaire d'interpréter une Loi, ou d'en faire une nouvelle. »

« XIII. Les fonctions judiciaires sont distinctes, et demeureront toujours séparées des fonctions administratives; les Juges ne pourront, à peine de forfaiture, troubler, de quelque manière que ce soit, les opérations des Corps administratifs, ni citer devant eux, les Administrateurs, pour raison de leurs fonctions. »

« XIV. (Cet article, qui consiste en la publicité des Plaidoyers, Rapports et Jugemens, a souffert une assez longue discussion). En toute matière civile ou criminelle, les Plaidoyers, Rapports et Jugemens seront publics, et tout Citoyen aura le droit de défendre lui-même sa cause, soit verbalement, soit par écrit. »

« XV. La procédure par Jurés aura lieu en matière criminelle, et l'instruction en sera faite publiquement. »

« XVI. Tout privilége en matière de Juridiction est aboli; tous les Citoyens, sans distinction, plaideront dans les mêmes formes, devant les mêmes Juges, et dans les mêmes cas. »

« XVII. L'ordre constitutionnel des Juridictions ne pourra être troublé, ni les Justiciables distraits de leurs Juges naturels

Digitized by Google

par aucune Commission, ni par d'autres attributions et évocations, que celles spécialement déterminées par la Loi. »

« XVIII. Tous les Citoyens étant égaux devant la Loi, et toute préférence pour le rang et le tour d'être jugé, étant une injustice, toutes les affaires seront jugées, lorsqu'elles seront instruites, dans l'ordre dans lequel le Jugement aura été requis par les Parties. »

« XIX. Les Lois civiles seront revues et réformées par les Législatures, et il sera fait un Code général de Lois simples, claires, et appropriées à la Constitution. »

« XX. Le Code de la Procédure civile sera incessamment réformé, de manière qu'elle soit rendue plus simple, plus expéditive, et moins coûteuse. »

« XXI. Le Code pénal sera incessamment reformé, de manière que la peine soit plus proportionnée au délit, observant que les peines soient modérées, et ne perdant pas de vue cet article de la Déclaration des Droits : *La Loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires.* »

La confédération des Libellistes et des Colporteurs nous vaut tous les deux jours quelque imposture bien atroce, proclamée dans les rues comme les Décrets du Corps législatif. Ces horreurs, complètement impunies, quoiqu'elles se répetent à toute heure, ont ordinairement pour objet quelque Citoyen, qu'on veut marquer à la haine de la multitude. Il en résulte que si le jour, où ces Imprimés accusent un Particulier d'un complot contre la Constitution, il s'élevoit une émeute, ce Particulier seroit assassiné. Tolérer ce désordre, c'est donc en quelque sorte autoriser le meurtre. A peine

Digitized by Google

échappé des griffes de ces bêtes féroces, M. *de Mirabeau* le jeune y retomba hier; dans la soirée on crioit par-tout la *grande conspiration de M. de Mirabeau le jeune.* Aujourd'hui, ce Député a demandé à ce sujet l'attention de l'Assemblée. « Revenant hier matin de la campagne, a-t-il dit, j'ai trouvé « dans ma maison un détachement de la Garde « Nationale, et une députation du District « des Cordeliers, au territoire duquel je suis « étranger. Ils m'ont appris que des Crocheteurs ayant laissé tomber, dans leur « arrondissement, un exemplaire d'une brochure dont ils étoient chargés, elle leur « avoit paru incendiaire, et qu'ils avoient accompagné les porte-faix jusqu'à ma porte, « où ils avoient déposé leur fardeau. Je leur « ai fait observer que la Chambre qui les « receloit étoit louée à M. l'Abbé *de Barral* « absent. Le Valet-de-chambre de celui-ci « m'a informé qu'il avoit donné dès la veille « l'appartement, pour y recevoir en dépôt la « brochure en question, ouvrage de M. l'Abbé « *de Lubersac.* J'ai déclaré à MM. du District « que cette affaire ne me regardoit point, « qu'ils étoient les maîtres de disposer de ces « brochures, et je les ai laissés verbaliser « tout à leur aise. Un de mes amis, mieux « instruit des formes, leur ayant demandé, « une demi-heure après, s'ils avoient un « ordre de la Mairie, du Tribunal de Police, « ou de la Justice, ils ont répondu que non; « *mais que les succès justifioient les entreprises* « *hardies.* »

« Ayant représenté au sieur d'*Anton*, Président du District des Cordeliers, que le soir même tous les libellistes alloient abuser des apparences pour vomir contre

Digitized by Google

moi des injures atroces, que je méprisois assurément, mais qui échauffoient l'esprit du peuple; ces Messieurs m'ont assuré qu'ils prendroient les mesures nécessaires pour parer à cet inconvénient : ils m'ont sans doute tenu parole, mais leurs efforts ont été infructueux, car dès hier au soir on crioit dans les rues *grande conspiration de M. Mirabeau le jeune*, etc. »

« C'est un jour de triomphe pour les honnêtes Folliculaires de la capitale, que de trouver une occasion de placer mon nom dans leur poison journalier; quand ils se contentent de dénaturer les faits, je me dis c'est leur métier; mais quand ils inventent, je calcule qu'il vaudroit mieux mourir de faim que de calomnier pour vivre, et je suis seul de mon avis. »

« Je dois observer que je n'ai qu'à me louer des procédés personnels de Messieurs les Députés du District : j'ai tâché d'y répondre de mon mieux en leur fournissant table, papier, encre, et en les invitant à donner des ordres chez moi sur tout ce qui pourroit leur être nécessaire; mais je ne puis me dispenser aujourd'hui de prier l'Assemblée de considérer, si la démarche du District des Cordeliers n'est pas une violation manifeste de la liberté individuelle : ce seroit ici le lieu de marquer mon étonnement de ce que le District des Cordeliers, dans l'arrondissement duquel je ne suis pas, ait été chargé de cette descente; mais on m'a assuré qu'il avoit une supériorité sur les autres Districts, dont ils ne se plaignent pas: j'aurois par conséquent mauvaise grace de le trouver mauvais. »

« Je demande seulement que l'Assemblée pèse, dans sa sagesse, les moyens d'empê-

Digitized by Google

cher à l'avenir une violation aussi manifeste de la liberté individuelle de tous les Citoyens, et notamment des Membres de l'Assemblée Nationale, par les Sections de la Capitale ; et pour interdire aux Folliculaires, Libellistes et Colporteurs d'inventer, imprimer et annoncer des faits faux et injurieux, j'ai déja dénoncé au Châtelet quatre de ces messieurs ; mais cette marche est bien lente et souvent infructueuse. Je supplie l'Assemblée de prendre en considération la Motion spéciale que je fais à cet égard. »

L'Assemblée a renvoyé cette Motion au Comité des Rapports. Ce qui a rappelé à M. *de Mirabeau* le jeune une habitude du Grand-Maître de Malte *Pinto* : lorsqu'il étoit d'intention de ne rien faire pour un solliciteur, il lui disoit : *Va te faire écrire à la Chancellerie.*

Du Mardi 6 Juillet.

Au catalogue, tous les jours plus considérable des Villes ou Communautés que le besoin force ou à s'endetter, ou à aggraver le fardeau des impositions locales, il faut ajouter Dampierre, Arras, Sedan et Dourgnes Diocèse de Castres, dont le Comité des Finances a, ce matin, fait connoître et décréter les demandes. — M. *Bouche* a ensuite témoigné sa vive sollicitude sur les honneurs à rendre au Président et aux Membres de l'Assemblée Nationale, le jour de la Fédération. M. *Fermond*, a réclamé la formule du serment que l'on imposeroit au Roi : on a promis aux deux Opinans de les satisfaire jeudi matin.

En refaisant la France, et en bouleversant l'économie entière du Clergé, on a cependant conservé la hiérarchie Episcopale,

Digitized by Google

qui sera la seule hiérarchie du Royaume. D'après la manière dont elle est constituée, on n'a certainement pas à craindre la Juridiction laissée aux Evêques : l'étendue et le nombre de leurs Diocèses sont devenus, par les principes adoptés, une pure affaire de Police. Les Comités Ecclésiastique et de Constitution se sont réunis pour diviser la France Ecclésiastique, pour supprimer, établir, équarrir des Siéges, et poursuivre la maxime de l'Evangile, *on ôtera à celui qui a, et l'on donnera à celui qui n'a pas.* Ce nouvel Echiquier a été proposé aujourd'hui par M. *Boislandry*, au nom de ses Auteurs. Le nom d'Archevêque a paru sans doute dissonnant ou trop usé : on lui a substitué celui de Métropolitain ; il y aura dix Métropolitains, au lieu de dix-huit Archevêques. Quarante-deux Départemens conservent les quarante-deux Evêchés qui existent seuls dans leur ressort. En voici la liste telle qu'elle a été décrétée, presque sans discussion.

« Vannes, Nantes, Angers, le Mans, Luçon, Agen, Tulles, Limoges, Angoulême, Tarbes, Perpignan, Mendes, Lyon, Clermont, S. Flour, le Puy, Viviers, Belley, Besançon, Strasbourg, S. Diez, Langres, Dijon, S. Claude, Verdun, Metz, Cambray, Rouen, Séez, Evreux, Amiens, Paris, Chartres, Orléans, Troyes, Meaux, Bourges, Blois, Tours, Poitiers, Moulins et Nevers. »

La fixation des Siéges dans les Départemens qui ayant aujourd'hui plusieurs Evêchés, doivent les perdre tous, ou être réduits à l'unité, a occasionné de plus grandes réclamations. 33 Départemens n'auront plus

qu'un Evêché; huit n'en auront pas du tout. Divers Députés ont défendu l'intérêt de leurs Villes contre la décision mathématique des Comités : ils ont opposé à cette décision, même les convenances locales sur lesquelles elle paroissoit avoir été rendue. Sens, par exemple, les contrarie toutes : il l'a néanmoins emporté sur Auxerre plus central. Aux défenseurs de cette derniere Ville, le Rapporteur a objecté une convention faite entre le Comité et Sens. En vain un Député d'Auxerre a demandé de quel droit le Comité faisoit des Pactes à l'insçu de l'Assemblée, s'il étoit Législateur, si ses promesses pouvoient emporter l'engagement de l'Assemblée? celle-ci a décrété l'avis et la Convention du Comité.

Dans le cours des débats sur cette nomenclature, M. *de la Touche* a demandé de soumettre à l'Assemblée la lettre suivante, de *Louis-Joseph-Philippe de France d'Orléans*, dont on a entendu la lecture.

« Le 25 du mois dernier, j'ai eu l'honneur d'écrire au Roi pour prévenir Sa Majesté que je me disposois à me rendre incessamment à Paris; ma Lettre a dû arriver à *M. de Montmorin*, le 29 du même mois. J'avois depuis pris en conséquence congé du Roi d'Angleterre, et fixé mon départ à aujourd'hui, 3 Juillet, après midi. Mais ce matin, M. l'Ambassadeur de France est venu chez moi, m'a présenté un Monsieur, qu'il m'a dit être M. *de Boinville*, Aide-de-Camp de M. *de la Fayette*, envoyé de Paris par son Général, le Mardi 29, pour une mission auprès de moi. Alors ce M. *de Boinville* m'a dit, en présence de M. l'Ambassadeur, que M. *de la Fayette* me conjuroit de ne pas me rendre

Digitized by Google

à Paris; et parmi plusieurs motifs qui n'auroient pu fixer mon attention, il m'en a présenté un plus important, celui des troubles qu'exciteroient des gens mal-intentionnés, qui ne manqueroient pas de se servir de mon nom. Le résumé de ce message et de cette conversation est certifié par M. l'Ambassadeur de France, dans un Ecrit dont j'ai l'original entre les mains, et dont copie signée de moi est ici jointe. Sans doute je n'ai pas dû compromettre légérement la tranquillité publique, et j'ai pris le parti de suspendre toute démarche ultérieure; mais ce n'a pu être que dans l'espoir de m'expliquer. »

« A l'époque de mon départ pour l'Angleterre, ce fut M. *de la Fayette* qui me fit le premier annoncer, de la part du Roi, la proposition de me charger de la mission que Sa Majesté desiroit me confier. Le récit de la conversation qu'il eut avec moi à ce sujet, est consigné dans un exposé de ma conduite, que je me proposois de rendre public seulement après mon retour à Paris; mais que, d'après ce nouvel incident, je prends le parti de publier aussitôt, comme aussi d'en déposer l'original sur le Bureau de l'Assemblée. On y verra que parmi les motifs que M. *de la Fayette* me présenta pour accepter cette mission, un des principaux fut que, mon départ ôtant tout prétexte aux mal-intentionnés de se servir de mon nom pour exciter des mouvemens tumultueux dans Paris, lui, M. *de la Fayette*, en auroit plus de facilité pour maintenir la tranquillité dans la Capitale; et cette considération fut une de celles qui me déterminèrent. Cependant j'ai accepté cette mission, et la Capitale n'a pas été tranquille; et si en effet les fauteurs des tumultes

Digitized by Google

n'ont pu se servir de mon nom pour les exciter, ils n'ont pourtant pas craint d'en abuser dans vingt libelles, pour tâcher d'en fixer les soupçons sur moi. »

« Il est enfin temps de savoir quels sont les gens mal-intentionnés dont toujours on connoît les projets, sans cependant pouvoir jamais avoir aucun indice qui mette sur les traces, soit pour les punir, soit pour les réprimer; il est temps de savoir pourquoi mon nom serviroit, plutôt que tout autre, de prétexte à des mouvemens populaires; il est temps enfin qu'on ne me présente plus le fantôme, sans me donner aucun indice de sa réalité. »

« En attendant, je déclare que depuis le 25 du mois dernier, mon opinion est que mon séjour en Angleterre n'est plus dans le cas d'être utile aux intérêts de la Nation et au service du Roi. Qu'en conséquence, je regarde comme un devoir d'aller reprendre mes fonctions de Député à l'Assemblée Nationale; que mon vœu personnel m'y porte; que l'époque du 14 Juillet, d'après les Décrets de l'Assemblée, me semble m'y rappeler plus impérieusement encore, et qu'à moins que l'Assemblée ne décide d'une façon contraire, et ne me fasse connoître sa décision, je persisterai dans ma résolution première. J'ajoute que si, contre mon attente, l'Assemblée Nationale jugeoit qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur ma demande, je croirois en devoir conclure qu'elle juge que tout ce qui m'a été dit par le sieur *Boinville*, doit être regardé comme non avenu, et que rien ne s'oppose à ce que j'aille rejoindre l'Assemblée dont j'ai l'honneur d'être Membre. »

« Je vous prie, Monsieur, après avoir fait

Digitized by Google

connoître les faits à l'Assemblée, d'en déposer sur le Bureau le présent détail, signé de moi, et de solliciter la délibération de l'Assemblée à ce sujet. »

« J'envoie copie de la présente Lettre à Sa Majesté, par M. *de Montmorin*, et à M. *de la Fayette*. »

Signé, L. Ph. Joseph d'Orléans.

Cette lecture achevée, M. *de la Fayette* a demandé la parole et a dit :

« D'après ce qui s'est passé entre M. le Duc d'*Orléans* et moi, au mois d'Octobre, et que je ne me permettrois pas de rappeler, s'il n'en entretenoit lui-même l'Assemblée, j'ai cru devoir à M. le Duc *d'Orléans* de l'informer que les mêmes raisons qui l'avoient déterminé à accepter sa mission, pouvoient encore subsister, et que peut-être on abuseroit de son nom pour répandre sur la tranquillité publique quelques-unes de ces alarmes, que je ne partage point, mais que tout bon Citoyen souhaite écarter d'un jour destiné à la confiance et à la félicité communes. »

« Quant à M. *de Boinville*, il habitoit l'Angleterre depuis six mois, étoit venu passer quelques jours ici, et à son retour à Londres il s'est chargé de dire à M. le Duc *d'Orléans* ce que je viens de répéter à l'Assemblée. »

« Permettez-moi, Messieurs, de saisir cette occasion, comme chargé par l'Assemblée de veiller dans cette grande époque à la tranquillité publique, de lui exprimer sur cet objet mon opinion personnelle. Plus je vois s'approcher la journée du 14 Juillet, plus je me confirme dans l'idée, qu'elle doit inspirer autant de sécurité que de satisfaction. Ce sentiment est sur-tout fondé sur les

Digitized by Google

dispositions patriotiques de tous les Citoyens, sur le zèle de la Garde Nationale Parisienne, et de nos frères d'armes qui arrivent de toutes les parties du Royaume; et comme les amis de la Constitution et de l'ordre public n'ont jamais été réunis en si grand nombre, jamais nous ne serons plus forts. »

« Le Despotisme, a observé M. *de Biron*, pouvoit, sur un soupçon, perdre un Citoyen et l'exiler de son pays; mais la Liberté ne permet pas ces excès. M. *d'Orléans* a beaucoup fait pour elle. Depuis huit mois, il est accusé, et nul accusateur ne se fait connoître. Je demande que M. *d'Orléans* vienne rendre compte de sa conduite, et assister à la Fédération. »

M. *Duquesnoy* ayant invoqué l'ordre du jour, suivant l'usage, toutes les fois qu'il a été question d'un Membre absent et des motifs de son absence, M. le Président a mis aux voix cette Motion, et l'Assemblée a décrété de passer à l'ordre du jour.

Du Mardi. Séance du soir.

Nous ne pouvons que glaner au milieu de la multitude de petites particularités, qui absorbent les premières heures de ces Séances de relevée. Dans celle-ci on distingue une Lettre de la Municipalité du Havre, qui annonce la prochaine arrivée dans ce Port des 254 Soldats séditieux venant de Tabago, et les précautions méditées pour les retenir à bord sous bonne garde. Cette Lettre a été renvoyée au Comité des Rapports, contre l'avis de ceux qui ne voyoient ici d'autre intervention nécessaire que celle du Pouvoir exécutif.

M. *Bouche* a lu un Réglement pour l'envoi

Digitized by Google

et la sanction des Décrets, dans lequel il propose des *Commissaires-Inspecteurs de Sanction*, afin que le Roi ne retarde celle-ci pas plus de temps qu'il n'est nécessaire à l'intérêt public. L'inspection de Sanction a révolté M. *Malouet*, qui a demandé si le Roi avoit besoin d'*Inspecteurs* dans l'exercice libre du droit de sanctionner. M. *Bouche* a sacrifié ses Inspecteurs et fait adopter son Réglement en 6 articles.

La Municipalité de Grenoble, alarmée du voisinage d'un camp prétendu de 15000 hommes qu'elle dit se former en Savoie, prie l'Assemblée Nationale de lui faire conserver les Chasseurs-Corses, qui partent sur un ordre du Ministre de la Guerre, ou d'ordonner le remplacement de ce Bataillon : elle garde, d'ailleurs, un silence prudent sur les motifs qui ont déterminé le Ministère à éloigner ce Corps, et sur l'enlèvement de vive force que se permirent le mois dernier, quelques-uns des Chasseurs, en faisant sortir de la Citadelle deux de leurs Camarades détenus. M. *Barnave* a partagé les inquiétudes des Municipaux de Grenoble, et demandé un Décret conforme à leur requisition. Si les Municipalités étoient maîtresses de demander ainsi des Décrets, pour avoir ou pour éloigner tels ou tels Régimens ; si l'Assemblée Nationale prononçoit sur la formation de telles ou telles Garnisons, le Pouvoir exécutif militaire resteroit en vacance : c'est ce qu'a représenté M. *de Foucault*. Sur l'avis même de M. *Barnave*, on a modifié le vœu de la Municipalité : on ne lui envoie aucun Bataillon, comme elle le desiroit ; mais on lui rappelle les principes de la Constitution, en se bornant à communiquer sa

Digitized by Google

Lettre au Roi, et en suppliant Sa Majesté d'y avoir égard.

La discussion s'est ouverte sur le Commerce de l'Inde. M. *Laville le Roux*, Député de l'Orient, a plaidé en faveur d'un entrepôt exclusif. Il est revenu aux argumens déja présentés, à l'avantage des Vendeurs, qui attireroient plus facilement les Négocians dans un marché général où les assortimens seroient complets; cette réunion favorise également les Acheteurs. En se faisant dans tous les Ports indistinctement, les retours seroient exposés à une plus grande contrebande, le fisc à des pertes inévitables, les Manufactures Nationales à une concurrence dès-lors onéreuse.

M. *Décrétot* a appuyé ces considérations, que M. *d'André* a combattues en faveur de Marseille et de la Provence, dont il est Député. Il a tiré toutes ses forces des inestimables ressources de la Liberté du Commerce; il a prétendu que nous étions les Colporteurs des Nations Etrangères; que nous faisions le Commerce pour les Italiens, pour les Turcs, les Danois, et même les Anglois; qu'en conséquence, en permettant les retours de l'Inde dans tous les Ports du Royaume, il s'établira une Commission que les Etrangers payeront tous les ans.

La discussion a été ajournée à Jeudi soir.

Du Mercredi 7 Juillet.

Parmi les épisodes de cette Séance, on ne peut omettre la réclamation de M. *Rollin*, porteur d'une lettre-de-change de 17,600 l., souscrite et non payée par un Membre de l'Assemblée; il demande s'il peut suivre

Digitized by Google

contre son Débiteur le cours ordinaire de la justice.

M. *de Beaumetz* a ouvert, à cette occasion, la sixième argumentation qui ait eu lieu depuis un mois, en faveur de l'inviolabilité des Députés. MM. *Fréteau* et *Populus* l'ont fait rentrer dans ses véritables limites. « Si l'indépendance morale, ont-ils dit, est essentielle à un Représentant de la Nation, l'on ne peut la lui assurer qu'en le contraignant de se libérer, ou qu'en payant ses dettes; s'il est en faillite, la loi l'oblige à se retirer. »

Le résultat de cette discussion a été de charger le Président de répondre à M. *Rollin* qu'il pouvoit poursuivre son Débiteur.

M. *Thouret* a fait passer l'Assemblée à l'établissement des Juges de paix : c'étoit l'objet du Titre IV de son Projet, et à son appui, il a présenté diverses considérations tirées de la nature des contestations, la plupart minutieuses, des Gens de la campagne, et qu'il importe de soumettre à une justice expéditive, domestique, familière, qui délivre les campagnes du fléau des Praticiens fameliques; mais quarante-huit mille Juges de paix, autant de Suppléans et une armée d'Assesseurs, répandus, par portions égales de quatre lieues quarrées, sur la surface du Royaume, et à renouveler tous les deux ans, ont effrayé, à juste titre, M. *Prugnon*. Il s'intéressoit néanmoins aux Juges de paix : « Ce mot seul, a-t-il dit, me fait bien au cœur; il fait adorer la justice; et si je voyois passer un de ces hommes destinés à faire le bonheur de ses Concitoyens, je serois tenté de lui dire : *Je te salue, homme de paix.* Je ne puis concevoir la même idée

Digitized by Google

de la forme que le Comité de Constitution donne à cet établissement. On se plaignoit sous l'ancien régime des Baillis qui, quoique les plus instruits de leur canton, ne savoient pas même donner une permission de saisir; on se plaignoit des Justices Seigneuriales, et cependant c'étoit un Gradué qui prononçoit. Aujourd'hui ce sera un fils de Jean ou Pierre, sans connoissances au moment de son élection, et qui pendant le court intervalle de deux ans, n'aura pas le temps de se former; il sera, d'ailleurs, ordinairement dénué d'éducation et plus près du besoin. Le Praticien, devenant son compère et son souffleur, prononcera par sa bouche; le paysan empruntera son secours, tandis que, caché derrière la toile, il sera à-la-fois juge et partie. »

MM. *Péthion de Villeneuve*, *Chabroux* et autres Gens de loi prolongeoient, contradictoirement, de fort longues dissertations, lorsque M. *Dubois de Crancé* a demandé que l'on ne se bornât pas à écouter des Avocats, mais que l'on entendît des Laboureurs; la discussion à été fermée.

De très-longs débats de rédaction, tumultueux et désordonnés, qu'ont r'ouverts des Avocats, concurrement avec des Membres du Comité, ont produit les deux articles suivans:

« Art. I. Il y aura dans chaque canton un « Juge de paix, un Suppléant du Juge de « paix, et des Prudhommes asseseurs.

« II. S'il y a dans le canton une ou « plusieurs Villes ou Bourgs, dont la popu- « tion excède 2000 habitans, ces Villes ou « Bourgs auront un Juge de paix et des « prudhommes particuliers; les Villes et

Digitized by Google

« Bourgs qui contiendront plus de 8000 ames, « auront le nombre de Juges de paix qui « sera déterminé par le Corps législatif, sur « les instructions des Administrations de « Départemens. »

Du Jeudi 8 Juillet.

Ce ne sont plus des Municipalités qui argumentent contre les Catholiques de Nismes. Aujourdhui, on a entendu une Adresse des Cordonniers d'Orléans, qui supplient l'Assemblée d'accepter leur réponse à la Déclaration des Catholiques de Nismes. Si nous ne nous trompons pas, les Corporations ont été supprimées; mais elles revivent légalement, lorsqu'il faut combattre des *Ennemis de l'Etat*, déja excommuniés par une foule d'Adresses. Les Tanneurs de Vienne en Dauphiné ont aussi disserté par Adresse contre la Déclaration.

L'on a terminé au commencement de la Séance, la fixation des Sièges Episcopaux; celui d'Autun, qui a chancelé au milieu de trois délibérations douteuses, doit sa conservation à son Evêque actuel. M. *Boislandry*, Rapporteur du Comité, en a fait l'aveu sincere; on ne l'a pas ouï sans surprise, sur-tout en voyant supprimer les Métropoles les plus anciennes du Royaume, telles que Vienne et Arles, et en entendant le Rapporteur placer au milieu de sa nomenclature, un éloge éclatant du Prélat qu'il favorisoit. Voici la liste des Siéges Métropolitains et Episcopaux créés ou conservés.

(1) ROUEN. Coutances.

(1) Ceux marqués d'une étoile sont de nouvelle création.

Digitized by Google

Bayeux.
Séez.
Evreux.
Beauvais.
Amiens.
Saint-Omer.

BOURGES.

Blois.
Tours.
Poitiers.
* Châteauroux.
* Guéret.
Moulins.
Nevers.

REIMS.

Verdun.
Nancy.
Metz.
* Sedan.
Soissons.
Cambrai.

BORDEAUX.

Luçon.
Saintes.
Dax.
Agen.
Perigueux.
Tulles.
Limoges.
Angoulême.
* Saint-Maixent.

BESANÇON.

* Colmar.
Strasbourg.
Saint-Diez.
* Vesoul.
Langres.
Dijon.
Saint-Claude.

TOULOUSE.

Ausch.
Oléron.
Tarbes.
Pamiers.
Perpignan.
Narbonne.
Rhodez.
Cahors.
Alby.

RENNES.

Saint-Brieux.
Quimper.
Vannes.
Nantes.
Angers.
Le Mans.
* Laval.

AIX.

Bastia.
Fréjus.
Digne.

Digitized by Google

Embrun.	Troyes.
Valence.	Meaux.
Mende.	
Nismes.	L Y O N.
Béziers.	
	Clermont.
P A R I S.	Saint-Fleur.
	Le Puy.
* Versailles.	Viviers.
Chartres.	Grenoble.
Orléans.	Belley.
Sens.	Autun.

Incidemment à l'ordre du jour, M. *de Menou* a pris la parole, pour annoncer qu'il lui paroissoit essentiel de nommer un Chef unique de la Fédération générale de l'Empire, « et, a-t-il ajouté, il ne peut en exister d'autre, que celui qui s'est mis lui-même à la tête de la Révolution, et que vous avez proclamé le Restaurateur de la Liberté Françoise. Je vous propose de décréter que le Roi sera le Chef de la Fédération ». (*Il l'est*, s'est-on écrié de toutes parts).

Cette invitation, travestie sous la forme d'un Décret, a été tristement accueillie ; la question préalable, demandée avec indignation par une grande pluralité, l'a fait évanouir. De cette Motion, on s'est reporté à l'institution des Juges de paix, et au travers de contestations fastidieuses, les articles suivans ont été décrétés :

« Art. 3. Le Juge de paix ne pourra être choisi que parmi les Citoyens éligibles aux Administrations de Département et de District, âgés de trente ans accomplis, sans aucune autre condition d'éligibilité. »

« 4.

Digitized by Google

« 4. Le Juge de paix sera élu au scrutin individuel, et à la pluralité absolue des suffrages, par les Citoyens actifs réunis en Assemblées Primaires. S'il y a plusieurs Assemblées Primaires dans le Canton, le recensement de leurs scrutins particuliers sera fait en commun par des Commissaires de chaque Assemblée. Il en sera de même dans les Villes au-dessus de huit mille ames, à l'égard des Sections qui concourront à la nomination du même Juge de paix. »

« 5. Une expédition de l'Acte de nomination du Juge de paix sera envoyée et déposée au Greffe du Tribunal de District. L'Acte de nomination et celui du dépôt au Greffe, tiendront lieu de Lettres-Patentes au Juge de paix. »

« 6. Les mêmes Electeurs nommeront parmi les Citoyens actifs de chaque Municipalité, au scrutin de liste, et à la pluralité relative, quatre Notables destinés à faire les fonctions d'Assesseurs au Juge de paix. Ce Juge appellera ceux qui seront nommés pour la Municipalité du lieu où il aura besoin de son assistance. »

« 7. Dans les villes et bourgs dont la population excédera 8000 ames, les Prudhommes Assesseurs seront nommés en commun par les Sections qui concourront à l'élection d'un Juge de Paix. Elles recenseront à cet effet leurs scrutins particuliers, comme il est dit en l'art. 4, ci-dessus. »

« 8. Le Juge de Paix et les Prudhommes seront élus pour deux ans, et pourront être continués par réélection. »

« 9. Le Juge de Paix, assisté de deux Assesseurs, connoîtra avec eux de toutes les causes purement personnelles, sans appel,

Digitized by Google

jusqu'à la valeur de 50 liv., et à la charge d'appel jusqu'à la valeur de 100 liv.; en ce dernier cas, ses Jugemens seront exécutoires par provision, et en donnant caution, nonobstant appel. Les Législatures pourront élever les taux de cette compétence. »

Du Jeudi. Séance du soir.

Parmi les Adresses mentionnées au commencement de la Séance, M. *Robespierre*, Secrétaire, a cru devoir lire en entier, en invoquant l'attention particulière de son auditoire, composé alors d'une soixantaine de Membres, une lettre signé de M. *Colmard*, Avocat et Auteur de plusieurs Ouvrages d'économie politique. Cet Ecrivain dit avoir lu dans les Feuilles publiques *la sortie* faite, le 19 juin, par M. l'Abbé *Maury*, contre le Premier Ministre des Finances, qu'il accusa d'une réticence de 600 millions sur les dépenses ordinaires, dans ses comptes de 1789. M. *Colmard* conçoit sous d'autres rapports cette réticence; il n'offre pas précisément d'en donner les preuves, comme l'ont avancé plusieurs Journaux, mais il propose à l'Assemblée de nommer des Commissaires-Examinateurs; et il espère, qu'aidé de leurs lumières, il ne manquera pas de recueillir des *preuves probantes*. Quelque étrange que soit cette forme de dénonciation et son objet, le désir d'embarrasser M. *Necker*, beaucoup plus certainement que celui de donner gain de cause à M. l'Abbé *Maury*, lui a mérité un accueil favorable. Un groupe de Membres du côté gauche qui venoient d'arriver, s'époumonnoient à la faire renvoyer au Comité des Pensions, dont la réputation de sévérité

Digitized by Google

envers le Ministre est acquise. M. *Ragneud* cependant est parvenu à en charger le Comité des Finances qui la communiquera à M. *Necker*.

Un Curé de Dijon, nommé M. *Mercerel*, avoit révoqué hier son adhésion à la Déclaration du Clergé : aujourd'hui est arrivée une Adresse congratulatoire de la Municipalité de Dijon sur cet heureux événement ; ainsi, en 24 heures, la rétractation est parvenue à Dijon, l'Adresse à été rédigée, et rendue à Paris. Les pigeons de Mahomet ne mettoient pas plus de célérité dans l'exécution des ordres du Prophète.

M. *de la Jacqueminière* a repris la discussion sur la liberté des retours du Commerce de l'Inde, en défendant plutôt l'interêt général des Manufactures nationales, et celui du Fisc, que celui de quelques armateurs particuliers.

Les principes de liberté indéfinie, et les droits des Armateurs, ont fait l'objet d'un très-long discours de M. *Alquier*, Député de la Rochelle. Après lui, M. *Begouen* du Havre a défendu l'avis du Comité, contraire à la liberté des retours, avec une grande supériorité de connoissances et de raisonnement. Son opinion, d'un style clair et correct, a mérité l'impression : nous en ferons connoître la substance la semaine prochaine. La discussion a été encore ajournée à Samedi soir.

Du Vendredi 9 Juillet.

La Municipalité de Schelestadt avoit été mandée à la Barre : le Maire seul et le Greffier ont paru. M. l'Abbé *Gouttes* a accusé, sans fournir de preuves, les autres Officiers

Digitized by Google

d'être restés à Schelestadt pour y cabaler dans les nouvelles Elections. On attribue leur absence à une cause bien différente, dont nous parlerons à la fin de ce N°., si nous recevons une information exacte. Quoi qu'il en soit, le Maire n'a pas été entendu, et sur l'avis de M. *Fréteau*, on a décrété de demander à M. le Garde-des-Sceaux le motif du retard des autres Municipaux.

Par une lettre intéressante dont il a été fait lecture, Madame *de Lowendal*, belle-fille du célèbre Maréchal de ce nom, réclame, en faveur de sa famille, l'exception accordée à Madame *de Luckner* qui, dit-elle, nous a battus sans jamais nous servir : on se rappelle qu'il s'agit des Pensions accordées pour services militaires distingués. Le Maréchal *de Lowendal*, étranger comme M. *de Luckner*, appelé comme lui d'un Généralat auprès d'une autre Puissance au même grade en France, avoit aussi les mêmes titres. M. *de Wimphen* les a justifiés par des détails historiques ; cependant la demande de Madame *de Lowendal* a été renvoyée aux Comités Militaire et des Pensions.

Un Membre s'étant levé pour demander une Amnistie générale de tous les Déserteurs, un autre a requis l'élargissement de tous les Soldats détenus pour fautes de discipline ; un troisième, que le Roi accordât aux Déserteurs le droit de reprendre leurs rangs dans les Régimens. On ne pouvoit prévoir jusqu'où seroit allé ce débordement de faveurs, lorsque l'Assemblée a décrété le renvoi de ces Motions au Comité Militaire. Si l'Amnistie est accordée, ce sera la seconde en moins d'une année.

M. *Target* a porté ensuite l'attention sur

Digitized by Google

le cérémonial de la Fête du 14; il a lu, à ce sujet, quatre articles rédigés par le Comité de Constitution. On les a entendus avec quelques murmures; mais le silence a regné pendant la critique qu'en en faite en ces termes M. l'Abbé *Maury*:

« Il est dans la nature de notre gouvernement, et sur-tout dans nos cœurs, que la France est une Monarchie. S'il existoit une force armée idépendante du Monarque, la France ne seroit plus une Monarchie. »

« Prier le Roi de prendre le commandement des Troupes et des Gardes Nationales! Cette formule semble indiquer que l'on pouvoit proposer à un autre Citoyen, sous les yeux même du Roi, ce commandement de 50 ou 60 mille hommes. Le jour où ce Citoyen le recevroit de vous, vous auriez établi deux Rois comme à Sparte, et consacré le Manichéisme politique. Je demande donc, par amendement à l'article I, que l'Assemblée déclare que toutes les Troupes rassemblées au champ de Mars, n'auront pas d'autre Chef que le Chef suprême de la Nation, déja déclaré par la Constitution Chef suprême de l'armée. Je pense que le Président de l'Assemblée Nationale doit être placé à la droite du Roi sans intermédiaire, et les Députés tant à la droite du Président qu'à la gauche du Roi. Mais dans une Monarchie héréditaire, où il est de principe constitutionnel que la Royauté doit passer de mâle en mâle, suivant l'ordre de la primogéniture, ne doit-on pas vouer un respect particulier aux Princes qui peuvent succéder à la Couronne? ne doit on pas accorder une place d'honneur aux Princes du Sang qui pourront accompagner S. M.? Le Dauphin, la Com-

Digitized by Google

pagne du Monarque ne doivent-ils pas jouir des mêmes honneurs que le Monarque? Il s'agit ici, non d'une hiérarchie de puissance, mais d'une simple cérémonie. »

« Je désirerois que le vœu de l'Assemblée sur le 4e. article, concernant le serment, ne fût pas énoncé par une formule impérative. Je voudrois que le serment du Roi des François ne fût pas différent de celui de tous les François. Invitons-le par une Députation : cette disposition ne préjugera rien, ni sur le serment, ni sur la signature que vous exigerez de lui, lorsque l'ouvrage de la Constitution sera terminé. »

Des rumeurs ont interrompu quelques parties de cette Opinion, dont le commencement avoit excité d'universels applaudissemens. M. *Barnave*, pénétré d'autres principes, a pris la parole :

« Je pense comme le Préopinant, a-t-il dit, que nul autre que le Roi ne doit être le Chef de la Fédération, et comme le Comité de Constitution, qu'il doit l'être par un acte du Corps législatif sanctionné par lui. »

« Il n'y a aucune espèce de relation entre cette qualité de Chef de la Confédération, et celle de Chef du Pouvoir exécutif; c'est un de ces actes où tous les Pouvoirs remontent à leur source, et où la puissance de la Nation est la seule puissance, et peut seule dicter les lois et les règles. C'est donc à la Souveraineté des Pouvoirs (1) à décider

(1) M. *Barnave* est le premier Publiciste qui a appelé du nom de *Souveraineté des pouvoirs* une *Convention* qui ne doit avoir aucun pouvoir, excepté celui de proposer à la Nation l'institution du Gouvernement.

Digitized by Google

qui aura le commandement de la Confédération. Il faut donc un acte exprès. Vous avez décrété que le Roi est Chef immédiat de l'armee, mais la Constitution n'a pas dit encore qu'il étoit Chef immédiat des Gardes Nationales.

« Quand au second article, il est de principe qu'il n'existe en France qu'un Roi, qu'un Chef, et que tout le reste doit être confondu dans la classe commune. Il est des circonstances où l'on doit distinguer ceux qui tiennent au Roi par les liens du sang; mais dans une cérémonie nationale, mais quand il s'agit des Pouvoirs, il ne doit y avoir de distinction que pour les personnes revêtues de fonctions publiques. Placer des intermediaires entre le Roi et l'Assemblée Nationale, ce seroit détruire l'unité constitutionnelle. »

« Chacun doit prêter le serment affecté à son grade : si le Roi juroit comme Citoyen, incontestablement il prononceroit le même serment que tous les autres; mais c'est comme Roi des François, comme chargé par la Constitution de faire exécuter les lois, qu'il doit jurer: je crois donc qu'il doit prêter le serment tel qu'il est proposé par le Comité, à l'exception de ces mots : *Moi, premier Citoyen*, auxquels on substituera : *Moi, Roi des François.* »

M. *de Cazalès*, monté à la Tribune, a d'abord témoigné sa surprise d'entendre dire que le Chef suprême du Pouvoir exécutif, que le Roi, dont l'autorité a précédé celle de l'Assemblée, a besoin d'un Décret pour commander les forces du Royaume. Ces expressions ayant excité des clameurs,

Digitized by Google

mêlées de cris à l'ordre, l'Orateur a répété sa phrase avec véhemence, en ajoutant :

« Certainement je n'ai pas prétendu dire que l'autorité du Roi a précédé celle de la Nation, de laquelle toutes les autorités émanent ; mais j'ai dit, et c'est une vérité incontestable, que l'autorité du Roi a précédé celle des Représentans de la Nation ; c'est lui qui vous a donné le mouvement et la vie ; sans lui vous n'existeriez pas : il est donc, dis-je, extraordinaire que votre Roi, que celui qui vous a créés, que le Représentant héréditaire du Peuple François ait besoin d'un Décret de vous, pour être le Chef suprême des forces armées du Royaume. Il est difficile de concevoir une Monarchie où le Roi ne seroit pas Chef suprême de l'armée ; il l'est par la Loi du Royaume, il ne l'est pas par vous ; il l'est par la Nation, et vous n'êtes pas la Nation ; il l'est par le droit de sa Couronne, parce qu'il est le Chef héréditaire de l'Empire ; il l'est par notre Constitution, parce que vous avez reçu les ordres souverains de la Nation, qui a voulu qu'il fût reconnu tel. »

« Je demande la question préalable sur le premier article du Comité. Quant au second article, le Préopinant a exprimé, d'une manière très claire, les principes du Gouvernement électif ; mais dans un Empire où la Couronne est héréditaire, dans une occasion solennelle, où l'on montre au Peuple son Roi, les Princes de la famille Royale doivent entourer le Trône où leur naissance les appelle. Il est de l'intérêt de la Nation de donner au Peuple l'exemple du respect qu'il doit leur porter, afin que personne n'ait le criminel projet de déranger la suc-

Digitized by Google

cession à la Couronne ; afin que les Peuples, voyant les Princes rangés autour du Trône, apprennent que rien au monde ne peut déranger l'ordre successif, établi pour le bonheur et pour l'eternelle paix de l'Empire. »

« Quant au troisième article, je l'adopte, ainsi que tous les Préopinans. Le quatrième me paroît présenter beaucoup de difficultés: j'ai été étonné qu'on pût nous proposer de présenter au Roi des formules de serment. Dans quelle étrange position sommes-nous donc vis-à-vis de notre Souverain? N'est-ce que du 14 Juillet que doit commencer sa légitime autorité? Laissez à sa volonté, le serment qu'il voudra prêter ; que ses engagemens soient libres. Son civisme et ses vertus vous sont connus; voilà les véritables garans du bonheur du Peuple François. C'est par ses vertus qu'il sera lié ; voilà le seul lien digne de S. M. : tout autre aviliroit la dignité du Chef suprême de la Nation ; tout autre seroit indigne de lui ; tout autre prêteroit au Roi la couleur d'un Chef de parti. »

Des murmures violens s'étant renouvelés ainsi que le cri d'ordre, M. *de Cazalès* a continué :

« Je dis ce qu'il me plaît; je n'en dois compte à personne : tout autre serment, dis-je, prêteroit au Roi la couleur d'un Chef de parti. Un serment qu'on feroit prêter au Roi dans une autre circonstance que son couronnement, imprimeroit le caractère de la faction à toute Assemblée qui oseroit l'exiger. Je ne sais quelle prédilection l'Assemblée a pour les sermens : les sermens ont, de tous les temps, servi à rallier les Partis ; c'est par les sermens qu'on a vu des

Digitized by Google

factieux se soustraire à une autorité légitime. Je conclus donc, car je n'aime pas les sermens, à ce que le premier et le dernier articles soient écartés par la question préalable, et qu'on accorde à la Confédération une place distinguée aux Princes du Sang François. »

Plusieurs fois interrompu, M. *de Follevillle* a appuyé en ces termes le Préopinant :

« Comme Représentant de la Nation, je dois surmonter le répugnance que l'Assemblée témoigne de m'entendre, sur les motifs par lesquels j'appuie la question préalable, demandée par M. *de Cazrlès*. Comme homme, comme homme libre, j'ai le droit de professer ici hautement et dans cette importante occurence, ce que je sais être les vrais principes de la morale. »

« La première condition du serment chez un Peuple libre, car les esclaves n'en profèrent pour ainsi dire jamais que pour les violer; la première condition, dis-je, de tout serment, celle sans laquelle il n'existe point, est la liberté; et quant à moi, je déclare hautement, que je ne vois dans la coaction ou serment, que la plus parfaite légitimation du parjure. Or, je demande si on peut apercevoir dans la manière dont le Corps des Délégués commande un serment au grand Délegué, et lui en dicte la formule, ce caractère de liberté, si essentiel, et sans lequel le serment, selon moi, n'existe point..... Non, Messieurs, il n'existe point; et en conséquence j'invoque la question préalable sur l'article 4, qui me paroît non-seulement irrespecteux pour la Majesté Royale, mais même destructif de toute morale parmi les hommes. Je pense que dans la Fête du 14,

Digitized by Google

les effusions de jubilations et d'alégresse, tant du Monarque que des Sujets, doivent être confondus dans une émission commune; la présence du Roi sera un gage suffisant de de son assentiment à la joie universelle; mais si le Roi doit prononcer un vœu distinct, je veux que l'Assemblée se borne à lui faire connoître ce que la Constitution demande de lui à cet égard; mais que la formule du vœu ne puisse être rédigée que par lui. »

M. *le Chapelier* a présenté succinctement la défense du Comité; après lui, M. *Alexandre de Lameth* a insisté sur l'importance d'un Décret, qui déléguât au Roi le commandement des Gardes Nationales pendant la Fédération; il a insisté, par le motif bien remarquable, que si la Loi avoit conféré au Roi le commandement immédiat des Troupes réglées, il n'étoit pas décidé s'il pourroit donner des ordres immediats aux Gardes Nationales.

M. *Dupont* de Nemours a continué la discussion contradictoirement, en défendant énergiquement la rédaction de M. l'Abbé *Maury*, quant au premier article. M. *Rœderer* s'est attaché à l'argument de M. *de Lameth*, et de ce combat opiniâtre a résulté un Décret conforme à l'article du Comité.

A la place du second article qui n'assigne aucune place à la Famille Royale, M. *Malouet* a proposé de décréter que : « L'Assemblée formât un Cercle autour du Roi, ayant » le Président à sa droite, et la Famille » Royale dans le centre. » « Il seroit bien » douloureux, a-t il ajouté, dans la pre- » mière Fête solennelle où la Nation se trou-

Digitized by Google

« vera réunie dans la même enceinte, de « ne pas voir la Famille Royale. »

M. *Bouchotte* a appuyé cette opinion d'une remarque très-sensée : « C'est d'après la Cons- « titution, a-t il dit, que vous devez une « place à la Famille Royale, à une Famille « qui est votre Propriété, et à celui qui doit « succéder au Trône héréditaire. »

M. *Rœderer* répliquoit à M. *Bouchotte*, M. *de Mirabeau* le jeune à tous; M. *le Chapelier* proposoit l'article comme simplement réglementaire pour la circonstance donnée; M. *Charles de Lameth* le vouloit constitutionnel; le débat s'éternisoit : enfin M. *Arthur de Dillon* y a mis fin, en faisant adopter une prière au Roi de donner ses ordres, pour que la Famille Royale soit convenablement placée.

Au sujet de l'article IV sur le Serment de S. M., M. *Malouet* a fait observer que le vœu National avoit précédé la Constitution dans l'institution du Pouvoir Monarchique, et qu'elle eût désavoué l'Assemblée, si celle-ci se fût écartée de ce principe; par conséquent, le Roi tenoit son Pouvoir de la Nation avant de le tenir des Lois, et cette vérité devoit être exprimée dans l'article; « le Pouvoir délégué par la Nation et par la « Loi Constitutionnelle. »

« Si vous dites, a répliqué M. *Farnave*, « que le pouvoir du Roi émane de la Nation « comme tous les autres Pouvoirs, nous « sommes d'accord; si vous entendez que « la Nation a délégué ce pouvoir au Roi « autrement que par la Loi Constitution- « nelle, nous différons d'opinion. Divers « Décrets ont déja consacré l'institution de

Digitized by Google

« l'autorité du Roi par la Loi Constitution-
« nelle. »

Cet argument, qui ôte à la Nation et au Roi toute espèce de droits, avant l'existence de l'Assemblée Nationale, a fait tomber l'amendement de M. *Malouet*. Voici les articles décrétés :

« Art. I. Le Roi sera prié de prendre le Commandement des Gardes Nationales et autres Troupes qui se trouveront à la Fédération, et de nommer les Officiers qui exerceront le commandement en son nom et sous ses ordres. »

« II. A la Fédération du 14 Juillet, le Président de l'Assemblée sera placé à la droite du Roi, sans intermédiaire entre le Roi et lui; les Députés seront placés immédiatement à la droite du Président et à la gauche du Roi. Le Roi sera supplié de donner lui-même les ordres, afin que sa Famille soit placée d'une maniere convenable. »

« III. Après le serment qui sera prêté par les Députés des Gardes Nationales et autres Troupes du Royaume, le Président debout prononcera le serment prêté le 4 Février, et chaque Membre debout répétera : *je le jure.* »

« IV. Le serment que le Roi prononcera sera conçu en ces termes : *Moi, Roi des François*, je jure d'employer tout le Pouvoir qui m'est délégué par la Loi Constitutionnelle de l'Etat, à maintenir la Constitution décrétée par l'Assemblée Nationale, et acceptée par moi. »

Du Samedi 10 Juillet.

Depuis quatre mois le Comité des Do-

Digitized by Google

maines, chargé de présenter un Projet de Loi pour la restitution des biens des Protestans, s'opposoit à ce que l'on décrétât le principe préalablement au Réglement qu'ils annonçoient. La Motion de M. *de Marsanne*, réiterée aujourd'hui pour la sixième fois, depuis neuf mois, a prévalu sur les promesses du Comité, et il a été decrété que « Les biens des non-Catholiques qui se « trouvent encore aujourd'hui entre les mains « des Fermiers de la Régie, seront rendus « aux héritiers, successeurs ou ayans droit, « et à la charge par eux d'en justifier, aux « termes et selon les formes que l'Assemblée Nationale aura décrétées, après avoir « entendu l'avis de son Comité des Domaines. »

Le Rapport du Comité des Pensions étoit à l'ordre du jour. M. *Emery* a demandé que la rédaction de ses principes sur les pensions futures, fût préalablement traitée dans quelques conférences particulières des trois Comités, de la Guerre, de la Marine, et des Pensions.

M. *Lanjuinais* objectoit que les Membres des Comités Militaire et de la Marine étoient tous Pensionnaires. « Je ne crois pas qu'il y en ait beaucoup, a dit M. *d'Ambly*; car ils sont tous trop jeunes, et n'ont pas fait la guerre. J'appuie la Motion de M. *Emery*, et je vous observerai qu'il y a actuellement un très grand nombre d'Officiers qui ont été forcés de se retirer, parce qu'ils n'avoient pas su plaire à leur Colonel, ou qu'ils n'avoient pas fait la révérence à l'Inspecteur. Je ne suis pas riche; j'ai passé par tous les grades; je connois le service; il est dur quand on n'a pas de fortune; il ne permet pas

Digitized by Google

d'amasser, et je crois en vérité que pour une Nation comme la nôtre, la somme que le Comité propose pour les services militaires, n'est pas suffisante. »

« Oui, oui, s'écrioit M. *Lavie* à tous ceux « qui réclamoient ainsi les principes de l'é- « quité, vous êtes de ceux qui vouloient 58 « millions de pensions, au Peuple des Cam- « pagnes. »

Une discussion majeure, et animée par le plus louable sentiment de justice et d'humanité, s'est élevée touchant l'article 7^e^. Il n'accorde aux veuves une pension alimentaire, qu'autant que leurs maris seront morts *sans patrimoine, dans le cours de leur service public.* Cette restriction, qui ôte tout espoir aux veuves des trois quarts des Fonctionnaires publics, ou qui force le Père de famille à prolonger dans les infirmités, des travaux dont la mort seule doit être le terme; cette restriction, disons-nous, a soulevé M. *de Virieu;* il en a fortement réclamé la radiation. Après lui, M. *Garat* l'aîné a observé que MM. *Camus* et *Fréteau* oublioient sans doute cette classe que la sévérité de leurs économies se proposoit de soulager, lorsqu'ils motivoient leur article, sur ce que le Pensionnaire âgé avoit eu le temps d'amasser une certaine fortune transmissible à sa famille. En ne protégeant que les familles de ceux dont une mort prématurée auroit dérangé les calculs, ils oublioient que souvent les infirmités de la vieillesse les dérangent plus encore. Ces observations n'ont pu vaincre l'inflexibilité des Sacrificateurs. Lorsqu'on veut repousser les craintes sur l'état des Finances, on présente le Trésor public, comme devant bientôt être sur-

Digitized by Google

chargé de milliards. Lorsqu'il faut payer les services publics, et satisfaire des Titulaires, on invoque la pénurie de l'Etat et l'économie. Les douze articles, dont la plupart sont des maximes plutôt que des résolutions, ont été décrétés presque sans altération, tels que nous les transcrirons la semaine prochaine.

L'article II du Décret sur le cérémonial de la Fête du 14, avoit été présenté hier comme Constitutionnel par le Comité; mais sur l'amendement de M. *Martineau*, l'expression *en toute cérémonie publique*, fut changée en celle *à la Fédération du 14 Juillet;* tous les Secrétaires d'accord (et M. *Robespierre* étoit parmi eux), la très-grande majorité de l'Assemblée, et toutes les Feuilles publiques l'attestoient de concert. Dans la soirée, il fut, dit-on, décidé dans un Club que cet article devoit être Constitutionnel. En conséquence, une note a été remise ce matin au Président par M. *le Chapelier*, portant que plusieurs Membres avoient entendu que le Décret fût général pour toutes les cérémonies publiques. M. *de Lameth* s'est levé sur-le-champ, et a prétendu que telle avoit été l'intention de l'Assemblée; l'amendement de M. *Martineau* n'ayant pas même été mis aux voix.

M. *de Cazalès* ayant demandé la parole pour observer qu'à la vérité l'amendement n'avoit pas été mis séparément aux voix, mais qu'il avoit été décrété conjointement avec l'article, la parole lui a été refusée; la discussion étoit donc fermée. M. le Président a consulté l'Assemblée; une très-grande majorité, en se levant, a confirmé la rédaction, et déclaré l'article *Réglementaire*. Au

Digitized by Google

milieu de cette Délibération, tout-à-coup environ deux cents Membres de l'extrémité gauche, se sont levés tous à la fois, le poing fermé, et jetant des cris alarmans. « Le « Président, distinguoit-on du milieu de « cette éruption subite, a mal posé la ques- « tion ! qu'il soit destitué ! qu'il commence « par quitter le fauteuil ! » M. *Cottin*, envoyé à la Tribune, a pensé apparemment que le Président n'avoit plus le droit d'accorder la parole ; il l'a prise de lui-même, et apostrophant d'un ton terrible le Chef de l'Assemblée, il l'a accusé d'avoir surpris et violenté la décision ; il a demandé qu'il fût rappelé à l'ordre.

M. *de Bonnay* a demandé la parole, et de sa place il a dit : « Avant d'entrer dans le détail que l'Assemblée attend de moi, je crois devoir commencer par remercier le Préopinant de la modération de sa censure, puisqu'au lieu de demander ma destitution, comme il l'avoit d'abord annoncé, il s'est contenté de proposer que je fusse rappelé à l'ordre. Si j'ai fait quelque chose contre mon devoir ou contre mon droit, c'est à moi et non au Préopinant à demander que je sois puni. »

« J'ai pu, dans l'opinion de quelques Membres, mal poser la question ; cependant je crois n'avoir pu mieux faire que de donner la priorité à la rédaction du Comité. J'ai vu la Minorité de l'Assemblée élever des réclamations très-vives. Votre Réglement me défendoit d'interrompre la délibération. J'ai dû prononcer le vœu qu'avoit exprimé la Majorité. Un Membre a demandé que je fusse rappelé à l'ordre ; c'est à l'Assemblée

Digitized by Google

à en juger, et je prie M. *de St. Fargeau* de me remplacer. »

Les applaudissemens qui ont suivi cet exposé ont exprimé la satisfaction de la très-grande Majorité; malgré les murmures de l'extrémité gauche, elle a forcé M. *de Bonnay* de reprendre le fauteuil. Après de nouveaux débats beaucoup plus longs que les premiers, quoique moins violens, la Séance s'est terminée, à 4 heures, par la confirmation du Décret précédent, qui ne sera que réglementaire.

Du Samedi. Séance du soir.

Le fameux *Paul Jones*, qu'on peut considérer comme le Représentant de quatre Nations, puisque, ne Ecossais, il a servi tour à tour la France, l'Amérique et la Russie, s'est présenté à la Barre à la tête de quelques Américains-Unis, et a complimenté l'Assemblée en demandant pour ses Collègues et lui une place dans la Fête Nationale du 14. A peine le Président avoit-il répondu à la harangue de *Paul Jones*, que M. *Robespierre* a envahi la Tribune : « L'Assemblée « a entendu, a-t-il dit, avec une exaltation « au-dessus de tout pinceau.... Vous avez « souvent entendu le langage de la liberté.... « Je demande au nom des personnes qu'on « vient d'entendre... (des huées immodérées « coupoient chaque phrase de cet exorde). « On m'interrompt, et je viens parler le « langage de la liberté !.... (De toutes parts « on crioit, nous ne voulons pas vous en- « tendre.) Si au milieu des circonstances je « persiste à dire *quelques mots*..... » M. le Président a prié l'Orateur de terminer sa harangue, dont personne ne vouloit; M.

Digitized by Google

Robespierre a enfin conclu à décerner une place aux Américains, et à ordonner l'impression de leur discours. Pour achever la scène, M. l'Abbé *Maury* a demandé l'impression du discours de M. *Robespierre*.

On a fait lecture d'une lettre de plusieurs Citoyens d'Avignon, pères de familles traînés et détenus dans les prisons d'Orange, et qui demandent leur élargissement.

Divers Membres sollicitoient le renvoi au Comité des Rapports; M. *Malouet* s'y est opposé : « La Constitution, a-t-il dit, « vous ordonne de faire élargir des Etran- « gers, innocens, detenus à Orange. » M. *de Crillon* le jeune a partagé ce juste sentiment. M. l'Abbé *Maury* a prouvé combien il étoit légitime.

« Aucun Accusateur, s'est-il écrié, aucun corps de délit, des Citoyens irréprochables, et cependant des fers! Qu'est donc devenue cette *Constitution, qui ne peut exister sans la garantie des droits?* Que sont devenus ces droits inviolables de l'homme, en vertu desquels nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites? Ceux qui sollicitent, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires doivent être punis. »

Ici M. *Robespierre* a reparu : il a écroué les Détenus; il n'a pas craint de motiver leur emprisonnement, par la raison qu'ils avoient des principes contraires à ceux d'Avignon et de la Liberté; il n'a pas craint d'encourager l'Assemblée à exercer le despotisme envers des Etrangers, sur lesquels la Juridiction Françoise ne peut avoir de prise, qu'en violant tous les principes du

Digitized by Google

Droit des gens. On présume l'indignation avec laquelle tous les Auditeurs sages ont reçu ces maximes. M. l'Abbé *Maury* a repris la parole.

« Sans entrer dans la question, je déclare qu'à mes risques et périls, je me réserve de dénoncer les Députés d'Avignon, comme Agens d'une troupe d'assassins. Si je suis un calomniateur, qu'on me punisse : j'ai une mission particulière pour les poursuivre, et je les poursuivrai. Sur quatre prétendus Députés d'Avignon, trois ne sont pas Citoyens de cette ville. Peut-on demander que les regards de l'Assemblée Nationale de France soient souillés par la vue de ces gens-là ? »

M. *Camus*, Jurisconsulte, a assuré que, sur le *rapport des Députés d'Avignon*, les prisonniers étoient suspects, que les troubles d'Avignon étoient liés à ceux de Nismes, de Montauban ; enfin, que ses protégés, les Députés d'Avignon, *découvriroient l'intérêt qu'avoit M. l'Abbé Maury à ce qu'ils ne parlassent pas.*

« L'intérêt que j'y prends, a répliqué « M. l'Abbé *Maury*, est celui que doit prendre tout honnête homme à la conservation « de quatre prisonniers innocens. Je demande « à être autorisé à poursuivre M. *Camus* au « Châtelet comme Calomniateur. Ou l'Accusé est coupable, ou l'Accusateur calomnie. »

MM. *Dufraisse, de Cazalès, Malouet, de Virieu, Bouchotte* ont réclamé une délibération formelle sur cet incident : ils se sont élevés avec une égale force contre l'ajournement de la juste demande des Prisonniers. Les partisans de M. *Camus* invoquoient la grande ressource dans les cas embarrassans, la question préalable. « C'est faire grace à

Digitized by Google

» M. *Camus*, a crié M. l'Abbé *Maury*, et » je la lui accorde. » La Séance levée à onze heures, a été presqu'entièrement occupée par cet esclandre, dont les Députés à la Fédération ont été témoins. Quant à la Requête des Prisonniers, elle a été ajournée à Mardi soir, sans renvoi.

Du Dimanche 11 Juillet.

M. *d'Orléans* a paru à la Séance, y a prononcé un Discours que nous rapporterons la Semaine suivante, et a prêté le Serment Civique.

M. *d'Orléans* avoit pris congé, le 3, du Roi d'Angleterre : il est arrivé dans la nuit du Samedi au Dimanche. Avant d'aller à l'Assemblée, il a été rendre ses respects au Roi et à la Reine ; cette Auguste Princesse ne lui a adressé que deux paroles. Il aura trouvé Paris inondé de rapsodies et de pamphlets horribles pour ou contre lui. Avant son retour, il avoit fait répandre un Exposé de sa conduite : nous en donnerons la substance quelque jour. Comme le bruit public suppose une mésintelligence ouverte entre M. *d'Orléans* et M. *de la Fayette ;* comme le premier est revenu, après avoir reçu du second une invitation de ne pas revenir ; ces intérêts opposés partagent les Folliculaires et le Public. Beaucoup de gens restent neutres, et ne s'attachent en aucune manière à ce démêlé privé. Il faut espérer qu'il n'en sera pas un d'intérêt public.

Digitized by Google

Il est peu aisé de peindre le tableau extraordinaire qu'a offert le Champ-de-Mars la semaine derniere. Douze mille Ouvriers à 30 sols par jour, n'accélerant pas assez les travaux de cette vaste enceinte, qui servira de theâtre à la Cerémonie du 14, les Districts y envoyèrent des Travailleurs Patriotes : bientôt les Districts entiers se mirent en mouvement : chaque jour, on voyoit passer de nombreuses procéssions, armées de pelles, tambour battant et bannières déployées : les femmes partagèrent bientôt l'enthousiasme, et le propagèrent ; il passa à toutes les Corporations ; on l'inculqua aux Moines, aux Séminaristes, aux Sœurs converses. Les Chartreux, dont plusieurs avoient vieilli dans la solitude de leur Cloître, en furent tirés, promenés dans les rues la pelle sur l'épaule, et conduits au Champ-de-Mars. Sur cette arêne, la Courtisane échevelée se trouvoit à côté de la Citoyenne pudibonde ; le Capucin traînoit le haquet avec le Chevalier de St. Louis ; le Porte-faix avec le Libertin du Palais-Royal ; la robuste Harengère portoit la brouette remplie par une Elegante. Le Peuple aisé, le Peuple indigent, le Peuple vêtu, le Peuple en hâillons, Vieillards, Femmes, Communautés Religieuses, Académies, Comédiens, etc., formoient cet atelier immense et mobile, dont chaque point offroit un groupe curieux, une scène de Carnaval, ou une scéne de l'Amphithéâtre d'Athènes, et par-tout ce sentiment qui résulte d'un concours d'hommes animés par l'enthousiasme, et par l'allegresse, et rivalisant d'émulation. Les Spectateurs étoient aussi nombreux que les Ac-

Digitized by Google

teurs. Des tavernes ambulantes, des boutiques portatives garnissoient les dehors; les voitures dépouillées de leurs armoiries, et sur-tout celles des Gens à argent qui, ci-devant, usurpoient les armoiries, couvroient les approches de l'enceinte ; la musique et les cris de joie se mêloient aux lieux communs contre les Aristocrates : le refrain de la plupart de ces chansons étoit, *ça ira*, *les Aristocrates à la Lanterne ! Crèvent les Aristocrates !* et autres facéties fraternelles, que les Dames, éperdues de la démocratie, et les Journalistes à l'esprit de vin, nomment des *hymnes patriotiques*.

A l'aide de ce zèle universel qu'il a fallu modérer les derniers jours, l'Amphithéâtre a été élevé : ce sont des gradins de terre qui ceignent le pourtour du Champ-de-Mars ; on le dit capable de recevoir 200 mille spectateurs. Le Roi et l'Assemblée Nationale occuperont la terrasse de l'École Militaire, l'Autel sera au milieu ; des Arcs de triomphe décorent l'une des issues. Nous rendrons compte dans huit jours de cette Fête, qui se célèbre aujourd'hui même, et qui par sa nature, ses causes, son but, ses circonstances et ses détails, occupera une place bien mémorable dans les Annales de la Révolution.

N'omettons pas que les Journalistes prétendus Patriotes avoient découvert une conspiration pour miner le Champ-de-Mars, et le faire sauter ainsi que l'École Militaire ; ils avoient recommandé les plus grandes précautions, et sur-tout celle de faire visiter les égoûts. Un de ces Lynx qui font l'ornement et la sureté de la France, avoit aussi, par une prudence rare, averti dans son Papier, qu'il falloit écarter une ménagerie de Lions, de

Digitized by Google

Léopards et de Hyenes, en démonstration ces jours derniers près de l'Ecole Militaire. Ce folliculaire ne sait pas qu'il y a hors des Ménageries des bêtes féroces bien plus dangereuses que celles qu'on y renferme. Au reste, la Municipalité a pris toutes les précautions possibles, et fait un Réglement fort détaillé pour prévenir les accidens. Les logemens ne peuvent suffire à l'abondance des Députés. Paris est l'image d'une armée qui entre au camp.

Les troubles d'Avignon ont été présentés, dans la Séance du Samedi soir, sous le même point de vue que nous les fîmes envisager il y a trois Semaines. Toutes les informations que nous avons reçues, et nous en recevons beaucoup, confirment notre opinion. Pour achever de déterminer celle du Public, nous allons lui faire connoître deux lettres authentiques qu'on nous adresse de cette malheureuse contrée; elles contiennent des faits exacts.

MONSIEUR,

« Plus de trois cents familles honnêtes, expatriées d'Avignon depuis les fatales journées des 10 et 11 de ce mois, gémissoient en silence, moins des malheurs qui leur sont propres et des cruautés inouies dont elles sont l'objet, que des calomnies atroces que le sieur *Tournal*, Rédacteur du Courrier d'Avignon, a répandues sur leur compte.

« Pour donner une tournure favorable à la cause qu'il défend, cet homme (1), prin-

(1) « Originairement, Maître d'Ecole dans cipal

cipal agent de nos malheurs, a fait une guerre d'Aristocratie, de ce qui est, d'une part, la révolte la plus caractérisée contre l'Autorité légitime; de l'autre, la fidélité au Souverain, la défense des propriétés et le respect le plus constant pour les Lois. »

« D'autres Gazetiers d'Avignon, soit par crainte, soit par méchanceté, ont propagé les mêmes erreurs. Vous connoissez les effets de la calomnie : enfant aujourd'hui, elle est géant demain. »

« Le compte que vous rendez dans le Mercure, de cette malheureuse affaire, affoiblira sans doute les effets de ce dangereux poison. Rien de plus vrai que les détails qu'il renferme; mais il s'en faut qu'ils forment la millième partie des horreurs dont nous avons été les objets et les témoins. Le Mémoire que nous nous proposons de mettre bientôt sous les yeux de l'Europe étonnée, quoique volumineux, ne présentera qu'une légère esquisse des horreurs dont nous sommes victimes. En attendant sa publication, nous devons vous instruire que M. *de Rochegude* étoit malade depuis plus de huit jours, et n'avoit pas paru dans l'affaire du 10. »

« Qu'il a été arrêté, conduit à coups de crosse de fusil à la potence; qu'on l'a forcé de monter à la fatale échelle à coups de

---

une petite ville du Languedoc, ayant les plus grandes obligations au Gouvernement d'Avignon, à qui il prodigue des injures, pour récompense desquelles il a été nommé Lieutenant-Colonel de la Garde Nationale, et Notable de la nouvelle Municipalité, sans avoir un sou de propriété. »

Digitized by Google

bayonnettes ; qu'on a défendu au Bourreau de le fouler, afin de prolonger ses souffrances ; et qu'enfin on a fait la farandoule (ou le branle), autour de cet infortuné, qui n'a expiré que plus d'une heure après avoir été jeté. »

« Qu'un Officier Municipal, son ennemi avoué et connu, a excité le Peuple à lui donner la mort, en s'écriant à haute voix : « que toute formalité de justice étoit inutile ; « que la Souveraineté appartenant au Peuple, « c'étoit à lui seul qu'étoit réservé le droit « de punir un coupable. »

« Que M. l'Abbé *Offray*, Bénéficier de la Métropole, détenu en prison depuis plusieurs jours, par rapport à l'affaire du manequin, avoit été reconnu si innocent, que son élargissement étoit prononcé depuis le 7. »

« Que le sieur *Aubert*, Ouvrier en soie, accusé d'avoir suspendu le manequin, avoit seulement été décrété d'ajournement personnel. »

« Que l'infortuné Marquis *d'Aulan* n'a paru qu'une seule fois dans l'Assemblée des Districts, et ça été la veille de sa mort ; qu'il n'étoit attaché, ni à aucune Compagnie, ni à aucun Parti. Par son Testament, il legue 24 mille liv. aux pauvres, et dix louis à chacune des sept Paroisses. »

« Voilà les quatre scélérats dont parle la Lettre de nos Officiers Municipaux à MM. *Camus* et *Bouche*. A propos de cette Lettre, nous observons que le Notable Gazetier, en l'insérant dans sa Feuille, a retranché cette première phrase :

« Vous avez été informez dans le temps « par M. *Raphel*, l'un de nous, des événe- « mens qui se sont succédés rapidement « dans notre Ville. Il nous a communiqué

Digitized by Google

« vos réponses et les offres obligeantes de « service que vous lui avez faites pour la « ville d'Avignon. Le moment est venu, « Messieurs, de les accepter. »

« La Capitulation, ou plutôt le Traité de paix, a été stipulé et signé par M. *Audiffret* le jeune, Officier Municipal, au nom du Parti que vous appelez *des foibles:* ceux-ci n'ont consenti à se retirer, et à remettre leurs armes, que par le seul desir de rétablir la paix. »

« Quant à la donation d'Avignon, préparée depuis long-temps, rien n'est plus chimérique. Les trois quarts des Habitans qui ont le plus d'intérêt à la chose, étoient fugitifs, quand on l'a consentie; le restant n'a signé qu'en présence de vingt fusiliers. »

« Les rapports que nous avons avec la France, et l'admiration dont nous sommes pénétrés pour les travaux sublimes de ses augustes Représentans, nous font un devoir de l'aimer et de nous vouer à son service; mais ce devoir n'est pas incompatible avec la fidélité que nous devons à un Souverain qui nous accable de ses bienfaits. »

« Nous ne pouvons nous faire connoître, jusqu'à ce que les Lois, conservatrices des propriétés, aient repris leur empire; alors, nous osons l'espérer, tout se découvrira. Si vous daignez faire usage de notre Lettre, n'oubliez pas les sentimens de reconnoissance que nous conserverons éternellement pour le respectable M. *d'Aymard*, Maire d'Orange. Sans sa généreuse assistance et celle des Gardes Nationales d'Orange, Bagnols, Mondragon, Courtharon, etc. plus de trois cents honnêtes Citoyens éprouvoient le sort de nos quatre martyrs. »

Villeneuve, 27 Juillet 1790.

Digitized by Google

P. S. « Environ 25 des prétendus Patriotes, à la façon du sieur *Tournal*, avoient, ces jours derniers, commencé le pillage et mis à contribution les Maisons Religieuses des deux sexes. Après des instances très-pressantes de la part des Légions Françoises qui sont restées à Avignon, la Municipalité a enfin consenti à les faire arrêter et conduire en prison. Trois d'entre eux étoient fleurdelisés, le quatrième avoit un congé de galères. »

SECONDE LETTRE.

« Les possessions du Saint-Siége en France, consistent en l'Etat d'Avignon, lequel renferme seulement la ville de ce nom et deux Paroisses rurales; et dans le Comté Venaissin, composé de plusieurs villes, bourgs ou villages, formant environ 100 Paroisses. Dès les temps les plus reculés, ces deux pays ont été distincts et séparés. Le dernier a ses Etats particuliers, des Lois, des usages, etc. qui ne permettent pas de le confondre avec le premier, comme des personnes peu instruites le font quelquefois. Les Arrêtés de l'Assemblée Nationale du 4 Août, avoient causé dans ces deux provinces beaucoup de fermentation parmi le Peuple. Le Gouvernement n'ayant aucun moyen coactif, l'anarchie fit bientôt des progrès rapides. Des étrangers, des gens sans propriétés, crurent le moment favorable pour s'emparer de l'Administration, et faire une Révolution dans la ville d'Avignon. En effet, après la démission forcée de l'ancien Corps municipal, ils en formèrent un nouveau, à la tête duquel ils se mirent; ils arrachèrent du Vice-

Digitized by Google

Légat tous les ordres qu'ils voulurent, et lui firent tout ratifier les armes à la main. Le Gouverneur en informa sa Cour, qui cassa tout ce qui avoit été fait, et envoya sur les lieux un Envoyé, pour écouter les plaintes, et réformer les abus. A peine approchoit-il d'Avignon, que les Chefs insurgens lui firent signifier de ne point y entrer, en le déclarant perturbateur du repos public, s'il osoit ne pas obéir.. Des écrits incendiaires, des délibérations tumultueuses, des Arrêtés séditieux, suivirent cette démarche. Elle les porta encore à refuser le prix des bleds que le Pape avoit donné à perte pour la subsistance de la Ville, à suspendre tous les payemens; en un mot, à manquer aux engagemens les plus sacrés. Cependant, les Municipaux n'oublioient rien pour entraîner le Comte Venaissin dans leur parti. D'abord, ils voulurent engager ce Pays à s'unir à Avignon, et promirent même que cette Ville s'y soumettroit. Le piége étoit trop grossier, on l'évita sans peine. Alors ils employèrent les menaces, la corruption, les intrigues; enfin, ils tâchèrent d'opérer partiellement la Révolution qu'ils desiroient. Mais une Commission intermédiaire nouvellement établie à Carpentras, et composée de Citoyens honnêtes et éclairés, rompit ces mesures perfides, et par une surveillance continuelle, parvint à garantir le Comté Venaissin des maux dont Avignon étoit menacé. Ils ne tardèrent pas à fondre sur cette malheureuse Ville; et sans le secours des Milices Françoises, et la sage conduite du vertueux Maire d'Orange, M. *d'Aymard*, la moitié des Habitans périssoient, le 11 du mois dernier, par la main des bourreaux. Dans cette

Digitized by Google

journée affreuse, et la nuit sanglante qui la précéda, deux cents hommes ont été tués ou blessés, suivant un calcul modéré. Le désespoir du Parti opprimé et le desir de chasser les Officiers Municipaux, produisirent un événement qu'ils avoient eux-mêmes hâté, en poursuivant les prétendus Auteurs d'une Pasquinade qu'ils auroient dû mépriser, et dont ils ont été soupçonnés d'être les vrais Inventeurs. Les Gazetiers se sont plu à altérer les faits, et le Rédacteur du Courrier d'Avignon s'est distingué par ses impostures. Cet homme, qui verse sans cesse de l'eau-forte sur les plaies de l'Etat, qui a osé plaisanter sur la mort des *Foulon*, des *Bertier*, etc.; cet homme qui croit se faire un nom en outrageant l'humanité, en calomniant l'innocence, et dont la plume abreuvée de sang n'aime qu'à retracer des scènes d'horreurs pour y applaudir; cet homme, dis-je, étoit un des principaux Acteurs de cette journée du 11; aussi l'a-t-il remplie des détails les plus faux. On n'en citera qu'un seul : il assure que l'infortuné Marquis *de Rochegude* avoit chez lui une chemise souffrée, qui étoit destinée à un *autodafé;* et tous les spectateurs que la rage n'aveugloit pas, et lui-même, savent très-bien que c'étoit une redingote de taffetas ciré. M. *de Rochegude* et les trois autres qu'on pendit avec lui, n'avoient point pris les armes et furent arrachés de leurs maisons. La Lettre écrite à l'Assemblée Nationale par la Municipalité, les appelle *scélérats*, et on les a toujours regardés comme des gens vertueux. Le plus âgé, le plus respectable, qui n'avoit jamais cessé d'employer ses richesses au secours des malheureux, qui ne

Digitized by Google

se mêloit point d'affaires publiques, étoit le neveu du Chevalier *d'Aulan*, que ses services militaires avoient fait connoître, et dont *Louis XV* disoit qu'*il étoit aussi brave que beau*. En vain M. le Vice-Légat implora pour les innocentes victimes; en vain se mit-il à genoux aux fenêtres de son Palais, pour fléchir le Peuple, instrument des vengeances particulières; il ne reçut que des menaces. On insulta aux cadavres; on témoigna autour d'eux une barbare joie. Depuis ce jour, dont il est difficile de se faire une juste idée, Avignon est devenu un objet d'horreur; ses propres Habitans désertent, et ceux du Comtat n'y ont plus de relations. Livrée à la tyrannie de ses Chefs, elle s'est donnée à la France, afin de soustraire ceux-ci à la punition qu'ils craignoient de la part de leur légitime Prince. Cette défection étoit le vœu de ses Chefs, et non celui des Citoyens légalement interrogés. Le Peuple n'eut jamais ce dessein; et il commence à s'apercevoir qu'il a été trompé. »

« Menacés par les entreprises journalières de la Municipalité d'Avignon, voyant les progrès de l'anarchie, redoutant une insurrection générale, qu'on ne cessoit de provoquer, les Etats du Comté Venaissin, autorisés par des exemples anciens, par les Bulles même des Souverains Pontifes, délibérèrent d'appeler les Représentans du Peuple, librement élus. Ils furent convoqués par le Vice-Légat, et leur première Seance s'est tenue, d'après le consentement de l'Envoyé du Pape, que les Municipaux d'Avignon n'avoient pas voulu recevoir, et dont la mission intéressoit essentiellement le Comté Venaissin. Cette Assemblée, obligée par

Digitized by Google

des circonstances urgentes d'adopter la Constitution Françoise, et cédant en cela aux vœux du Peuple, n'en est pas moins fidelle au Saint Siege. Elle lui a donné des marques des sentimens qui l'animent, et les a hautement professés dans l'Adresse qu'elle s'est empressée de faire parvenir à l'Assemblée Nationale de France. L'ordre et la tranquillité renaissent, depuis que l'*Assemblée Représentative* du Comte Venaissin est convoquée; et tout paroit annoncer que la régénération de cette Province s'opérera sans commotion, sans aucune crise, sans moyens violens, etc. pourvu que des événemens étrangers ne viennent pas faire évanouir de si douces espérances. »

Voilà donc le sort dont on menace, dit-on, Genève, la Savoye, le pays de Vaud, en tâchant de leur inculper le Code d'Avignon, ses insurrections *patriotiques* et ses mœurs. Et c'est par de tels moyens qu'on entend propager la liberté, la liberté inséparable de toutes les vertus! Est-il un seul habitant de ces contrées étrangères qui ne frissonnât à l'idée de naturaliser, dans leur sein, de pareils exemples, de pareilles calamités? En est-il un seul qui fût assez coupable pour appeler ainsi le fléau d'une licence sanguinaire sur la tête de son Concitoyen, de son frère, de son ami, de son allié? pour se dire froidement: « Je vais artistement préparer une révolution, qui inondera de sang ce pavé, sur lequel tout ce qui m'entoure marche aujourd'hui

Digitized by Google

avec sécurité; je semerai le deuil dans les familles, et le désespoir dans le cœur des gens de bien; je dicterai des lois avec le glaive des bourreaux; je forcerai à s'expatrier les victimes auxquelles je laisserai la vie; je ferai de ma Nation un objet d'effroi, j'amenerai au milieu d'elle la misère, la dépopulation, la haine, les vengeances, en lui ôtant la paix, l'industrie tranquille et la sécurité; je compromettrai toutes les fortunes, et je me jouerai de tous les droits, pour faire adopter un système qui flatte mes passions, et dont l'expérience me démontrera peut-être le malheur, avant l'année révolue?» C'est néanmoins à cet excès d'infortunes que conduiroient infailliblement leur Patrie, ceux qui, égarés ou par l'ambition ou par l'enthousiasme, tenteroient de trahir son indépendance, et de mettre sa liberté, comme celle d'Avignon, au-dessus de toutes les lois et de tous les devoirs.

Ces Perturbateurs de la liberté et du repos des Nations voisines se croyent si sûrs de leur fait, qu'on a imprimé l'article suivant dans la Gazette Universelle de Lundi 12.

« Les dernières lettres de Genève nous « annoncent qu'il y a un *parti fort nom-* « *breux* dans cette ville, qui, à l'exemple « d'Avignon, veut se donner à la France. « Ce parti *fait tous les jours des Prosé-* « *lytes*, au point qu'il n'y auroit *rien*

Digitized by Google

« *d'étonnant* qu'avant peu *on ne vît*
« arriver ici des *Députés de Genève*,
« chargés d'offrir *que* cette Ville fasse
« partie de l'Empire François. »

A moins que les Correspondans du Rédacteur de cet article, ne soient (ce qui n'est certainement pas) quelques brigands dépêchés à la République de Genève, pour la former à l'Art social des lanternes, de l'anarchie et des assassinats, on est à comprendre quel est l'imbécille duquel il a pu tirer de semblables informations. Il existe sans doute dans les Etats-les plus libres et les plus moraux, des scélérats cachés qui peuvent nourrir le dessein de trahir leur Patrie, et d'en sacrifier l'indépendance et le bonheur à des desseins criminels; il est possible qu'à Genève, comme ailleurs, on rencontre quelques têtes perdues et quelques ambitieux pervers; mais un Parti, et un Parti nombreux! ah! nous pouvons bien assurer l'Evangéliste de la *Gazette Universelle*, qu'on s'est moqué de lui. S'il connoissoit la Carte de l'Europe aussi bien que celle de Genève, il feroit de rudes écoles. Nous sommes pleinement autorisés à calmer sa prévoyance, et à lui certifier que s'il voit arriver des Députés de la République de Genève, avec la mission qu'il leur attribue, il pourra trouver le fait *très-étonnant*. Des échappés de galères pourroient tout au plus se hasarder à venir présenter un

Digitized by Google

pareil hommage de la part des Génevois. Très-contens de leur liberté, très-jaloux de leur indépendance, protégés par cinq Puissances respectables qui veillent sur eux, glorieux de voir la France acquérir une Constitution libre, à laquelle leur exemple et leurs Ecrits n'ont peut-être pas peu contribué, ils souhaitent au Rédacteur de la Gazette Universelle, plus de Souscripteurs que sa donation n'a de prosélytes. Quand un Projet aussi fou auroit saisi quelque Agioteur ruiné, quelque Démagogue discrédité, ou quelque Maniaque de révolution; quand il s'exécuteroit même, il plongeroit Genève dans des calamités incalculables; car ces Républicains ne seroient pas les Maîtres de se donner. L'Empire Germanique feroit certainement revivre les droits qu'il eut sur cette République, jadis Ville Impériale, et affranchie en grande partie par les Empereurs. L'article que nous venons de relever a été probablement puisé dans deux lettres qu'a recueilli le *Moniteur ;* lettres écrites par M. *Grenus*, ci-devant Citoyen de Genève, aujourd'hui Maire de Village au Pays de Gex, et décrété de prise de corps sur les terres de la République. Nous aurons un mot à dire incessamment sur les dépêches de ce Plénipotentiaire.

On a reçu et publié des Lettres de quelques Marchands de Bilbao, qui an-

Digitized by Google

noncent une conciliation entre l'Espagne et l'Angleterre, ou du moins des avis de sécurité envoyés dans les ports par le Gouvernement Espagnol. Quoique ces nouvelles de Bourse et de Commerce méritent en général peu de créance, celles-ci s'accordent avec les informations directes qui nous sont parvenues de Londres avant hier; on n'y doute plus de la paix, ni d'un Traité fort utile avec l'Espagne. Ici les fonds publics languissent toujours au même taux, et l'argent se vendoit aujourd'hui 4 et demi à 5 pour 100.

Un accord fraternel règne entre tous les Députés arrivés en cette capitale; ils font le service aux Thuileries et à l'Assemblée Nationale. Tout promet l'harmonie et la tranquillité dans la cérémonie d'aujourd'hui.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 24 JUILLET 1790.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

ÉPITAPHE
POUR un Chien mort empoisonné.

CI-GIT un Chien, victime d'un méchant ;
C'eſt ici qu'il mourut en careſſant ſon Maître ;
Gardien fidèle, ami conſtant,
Il ne ceſſa d'aimer que lorſqu'il ceſſa d'être.

(*Par M. Mellinet fils.*)

Digitized by Google

RÉPONSE

De M. le Chevalier de Gaſton, Officier des Chaſſeurs du Gevaudan, aux Vers du P. Venance, inſérés dans le N°. 20 du Mercure.

Salut à vous, Révérend Père,
Dont la Muſe, aimable & légère,
Honore un Novice tremblant,
Qui n'avance qu'en tâtonnant
Dans cette brillante carrière
Où vous marchez à grands pas de géant!
Votre peu digne Secrétaire
S'eſtimeroit aſſez heureux
De croire à la douce chimère
Que vous préſentez à ſes yeux;
Mais des Amans cette aimable parure,
Le Myrte ne vaut pas ce Laurier glorieux
Dont Apollon ſouvent orna votre tonſure.

Vous avez trop de charité;
Et votre verve beſacière,
Loin de flatter l'orgueil, preſcrit l'humilité;
Elle m'a fait rougir de ma ſtérilité;
Mais ſur ce point, avouez donc, mon Père,

Digitized by Google

Que vous avez rompu le vœu de pauvreté ;
Et je l'observe, moi, sans avoir pu le faire.

Vous croyez donc l'Amour Dragon ?
Non, non, du bon François il a ceint le cordon.
On a souri de sa métamorphose,
Et croyant gagner quelque chose,
Les Graces se nichoient au fond du capuchon.
Une promesse solemnelle
Vous enlève au Dieu Cupidon ;
Mais la Gloire vous place à côté d'Apollon :
Croyez-moi, ne suivez plus qu'elle ;
Soyez sensible à ses appas ;
L'Amour vous seroit infidèle,
La Gloire ne le sera pas.
Ah ! loin d'être Célibataire,
Vous jouissez d'un heureux sort ;
Aux doctes Sœurs vous savez plaire,
Et vous le pouvez sans remord ;
Tandis que triste Solitaire,
D'Amour maudissant le bandeau,
D'Aglaé qui me fut si chère,
Mes pleurs arrosent le tombeau.
Amant ou fidèle ou volage,
Vous pouvez & goûter & chanter de beaux jours ;
Je fus moins heureux & moins sage ;
Ma Maîtresse est au noir rivage ;
Mais les vôtres vivront toujours.
Sur le double sommet, buvez à plein calice ;
Admettez-moi comme Frère servant ;

Digitized by Google

Chez tout le Peuple naſillant,
Vous ne trouverez pas de plus zélé Novice.

(*Par un Abonné.*)

LE MOUTON ET LE BUISSON,

FABLE.

UN Loup traverſant une plaine,
Fut apperçu par un Mouton,
Qui, craignant la dent du glouton,
Courut, juſqu'à perte d'haleine,
Se cacher, en tremblant, dans un épais buiſſon.
Mais en quittant cette retraite,
Il y laiſſa moitié de ſa toiſon.

Hé bien! c'eſt ainſi que vous traite,
Pauvre Plaideur,
Un Procureur.

(*Par M. Lagache fils.*)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade eſt *Banlieue*; celui de l'Énigme eſt *Fauteuil*; celui du Logogriphe eſt *Orage*.

CHARADE.

DANS nos jardins, Lecteur, on sème mon premier;
Dans le vague des airs on entend mon dernier;
Dans nos repas ſouvent on mange mon entier.

(*Par un Abonné.*)

ÉNIGME.

JE ſuis libre la nuit, & le jour à la gêne,
Sans pouvoir un inſtant abandonner ma chaîne;
Mon Maître, le matin, ſans me dire un ſeul mot,
Me prend & me deſcend dans un petit cachot;
Va-t-il en ville, aux champs? je pars ſans qu'il m'invite;
Il a beau ſe preſſer, je n'en vais pas plus vîte;

Digitized by Google

Sans cauſe très-ſouvent il court le jour, la nuit ;
Moi, toujours d'un pas lent, je marche devant lui ;
Mais ſans être touché de mon obéiſſance,
Il s'arme avec ſang froid d'une petite lance
Qui lui ſert tous les jours à me percer le cœur ;
Alors un cri léger annonce ma douleur :
Après avoir ainſi ſatisfait ſon envie,
Il jouit quand ce coup me rappelle à la vie ;
A la fin ce tyran devenant mon bourreau,
Le ſoir ſaiſit ma chaîne & me pend au flambeau.

(*Par M. le Ch. de Ste-Agathe.*)

LOGOGRIPHE.

J'occupe dans les cieux
Une place honorable,
Et je ſuis à la table
Un mets délicieux ;
Mais, cher ami Lecteur,
Je t'avertis au reſte,
Que je deviens funeſte
Si tu m'ôtes le cœur.

(*Par M. Lefèvre, Carme.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

ŒUVRES *de Cicéron, Traduction nouvelle*(1). *Oraisons. Tome VIIIe., contenant la Harangue sur les Réponses des Auspices, le Plaidoyer pour C. Plancius, la Harangue pour P. Sextius, l'Invective contre Vatinius, & le Plaidoyer pour M. Celius; par MM.* GUEROULT, *Professeurs d'Eloquence en l'Université de Paris. A Paris, chez* Moutard, *Imp. Libr. de la Reine, rue des Mathurins, Hôtel de Cluni.*

DANS un temps où l'éloquence devient un des ressorts de la puissance publique,

(1) Nous avons annoncé dans le temps les 6 premiers Volumes de cet Ouvrage. Les Tomes 1 & 2 contiennent les Ouvrages de Rhétorique; les Oraisons commencent le Tome 3. Il a été fait une édition de ces 8 Volumes in-12 en 3 Volumes in-4°. pour joindre à la belle édition Latine de l'Abbé d'Olivet. Il en a été tiré seulement 200 in-4°., & 25 en grand papier. Le prix du format ordinaire in-4°. est de 24 liv. le Volume, & celui du grand papier, de 36 liv. Cette Traduction se continue & formera 20 Vol. in-12 ou 9 V. in-4°.

Digitized by Google

il ne peut être que très-utile de mettre à la portée de tout le monde les grands modèles de l'Art oratoire. Cette nouvelle Traduction des Harangues de Cicéron se recommande donc d'elle-même par son objet & encore plus par le mérite de l'exécution. L'un des deux Auteurs, M. Gueroult l'aîné, étoit déjà connu très-avantageusement par une excellente Traduction des meilleurs morceaux de Pline le Naturaliste ; & son frère, aujourd'hui son coopérateur dans ce nouvel Ouvrage, & Professeur de Rhétorique dans l'Université de Paris, est un de ceux qui contribuent le plus à y répandre le goût de la saine littérature. Tous deux ont rendu un véritable service aux Lettres en associant leur travail pour une Traduction des Œuvres oratoires de Cicéron, & l'on ne sçauroit trop les exhorter à le continuer. Nous n'avions encore de cet Auteur rien qu'on eût fait aussi heureusement passer dans notre Langue, & la difficulté n'étoit pas médiocre. Les précis historiques qui précèdent chaque Harangue, sont très-bien faits, & ne contiennent que le nécessaire, sans prétention & sans verbiage. Nous invitons les Latinistes à comparer l'original & la version ; c'est à eux qu'il appartient d'en juger, & nous croyons que le jugement sera favorable. Les cinq Harangues que ce Volume contient sont toutes intéressantes par leur rapport continuel avec les grands évènemens de l'Hi-

Digitized by Google

toire Romaine ; celles pour Celius & pour Sextius le ſont encore plus que les autres. Nous citerons un morceau de chacune des deux, & cela ſuffira pour donner une idée de la manière des Traducteurs. Le premier, tiré de la Harangue pour Sextius, fait partie de l'invective contre les Conſuls Gabinius & Piſon, deux mortels ennemis de l'Orateur Romain.

» *Iidem Conſules, (ſi appellandi ſunt Conſules, quos nemo eſt qui non modò ex memoria, ſed etiam ex faſtis evellendos putet) pacto jam fœdere provinciarum, producti in circo flaminio in concionem ab illa furia ac peſte Patriæ, maximo cum gemitu veſtro, illa omnia, quæ tum contra me contraque Rempublicam dixerat ; voce ac ſententiâ ſuâ comprobaverunt.*

» *Iiſdem Conſulibus ſedentibus, atque inſpectantibus, lata Lex eſt, ne Auſpicia valerent, ne quis obnunciaret, ne quis Legi intercederet ; ut omnibus faſtis diebus Legem ferri liceret ; ut Lex Ælia, Lex Fufia ne valeret : quâ unâ rogatione quis eſt qui non intelligat univerſam Rempublicam eſſe delatam ? Iiſdem Conſulibus inſpectantibus, ſervorum delectus habebatur pro Tribunali Aurelio, nomine Collegiorum, quum vicatim homines conſcriberentur, decuriarentur, ad vim, ad manus, ad cœdem, ad direptionem incitarentur. Iiſdem Conſulibus arma in Templum Caſtoris palam comportabun-*

Digitized by Google

tur, gradus ejusdem Templi tollebantur: armati homines Forum & conciones tenebant: cædes, lapidationesque fiebant: nullus erat Senatus, nihil reliqui Magistratus: unus omnem omnium potestatem armis & latrociniis possidebat, non aliquâ vi suâ, sed quum duo Consules a Republica Provinciarum fœdere retraxisset, insultabat, dominabatur, alios pollicebatur, terrore ac metu multos, plures etiam spe & promissis tenebat".

» Ils étoient Consuls; & tranquilles sur » leur siége, ils virent publier une Loi, » qui ordonnoit que les Auspices ne se- » roient point respectés; que personne » n'annonceroit les signes apperçus dans le » Ciel; que personne ne s'opposeroit à la » Loi; qu'une Loi pourroit être portée tous » les jours qui ne seroient pas néfastes; » que les Loix Ælia & Fusia n'auroient plus » de force. N'étoit-ce pas d'un seul coup » anéantir la République entière? Ils étoient » Consuls; & en leur présence, sous pré- » texte de classer les Esclaves, on les en- » rôloit devant le Tribunal d'Aurelius; on » les distribuoit par décuries dans les dif- » férens quartiers; on les excitoit à la vio- » lence, au meurtre, au pillage.

» Ils étoient Consuls; & sous les yeux » du Public, le Temple de Castor se rem- » plissoit d'armes; les degrés de ce Tem- » ple se démolissoient; des gens armés te- » noient le Peuple assiégé dans le Forum;

Digitized by Google

» les pierres voloient ; le ſang couloit. Le » Sénat n'étoit plus : les Magiſtrats n'a- » voient aucun pouvoir : un ſeul, maître » de toute la puiſſance, la ſignaloit par des » aſſaſſinats & des brigandages : peu re- » doutable en lui même, mais fier d'avoir » ſéparé de la République les deux Con- » ſuls, en s'engageant à leur donner des » provinces, il inſultoit à la liberté, com- » mandoit en ſouverain, promettoit aux » uns, ſubjuguoit les autres par la terreur, » enchaînoit le plus grand nombre par » l'eſpérance «.

Ce ſtyle eſt ferme & plein, noble & animé ; c'eſt celui du genre. Obſervez que l'effet de cette répétition de l'ablatif abſolu des Latins, *iiſdem Conſulibus inſpectantibus*, eſt parfaitement remplacé par un autre tour propre à la Langue Françoiſe : *Ils étoient Conſuls, &c.* C'eſt ainſi que l'on rend l'eſprit & l'ame d'un Orateur en lui faiſant parler un autre idiome.

Voyons maintenant un morceau d'un autre genre, le portrait de Catilina dans l'Oraiſon pour Celius.

» *Habuit enim ille, ſicuti meminiſſe vos arbitror, permulta maximarum non expreſſa ſigna, ſed adumbrata virtutum : utebatur hominibus improbis multis ; & quidem optimis ſe viris deditum eſſe ſimulabat : erant apud illum illicebræ libidinum multæ ; erant etiam induſtriæ quidam ſtimuli, ac laboris :*

Digitized by Google

flagrabant vitia libidinis apud illum ; vigebant etiam studia rei militaris : neque ego unquam fuisse tale monstrum in terris ullum puto, tam ex contrariis, diversisque inter se pugnantibus naturæ studiis, cupiditatibusque conflatum.

» *Quis clarioribus viris quodam tempore jucundior? Quis turpioribus conjunctior? Quis civis melierum partium aliquando? Quis tetrior hostis huic civitati? Quis in voluptatibus inquinatior? Quis in laboribus patientior? Quis in rapacitate avarior? Quis in largitione effusior? Illa verò, Judices, in illo homine mirabilia fuerunt, comprehendere multos amicitiâ, tueri obsequio, cum omnibus communicare quod habebat servire temporibus suorum omnium pecunia, gratiâ, labore corporis, scelere etiam, si opus esset audaciâ : versare suam naturam & regere ad tempus, atque huc & illuc torquere, & flectere : cum tristibus severè, cum remissis jucundè, cum senibus graviter, cum juventute comiter, cum facinorosis audaciter, cum libidinosis luxuriosè vivere.*«.

» Catilina, vous n'avez pas dû l'oublier, » Messieurs, savoit présenter l'apparence » des plus grandes vertus sans en avoir la » réalité. Lié avec une foule de scélérats, » il affectoit d'être voué aux plus gens de » bien. Ardent pour les plaisirs, sans être » incapable d'application & de travail, il

Digitized by Google

» ſut allier les excès de la volupté avec les » fatigues de la guerre. Je ne crois pas » qu'il ait exiſté dans l'Univers un monſtre » compoſé de qualités & de paſſions ſi » contraires & ſi oppoſées.

» Quel homme tour à tour poſſéda mieux » l'art de plaire aux plus illuſtres Citoyens, » & de s'unir intimement aux gens les » plus infames ? Quel homme d'abord plus » attaché aux bons principes, & enſuite » plus cruel ennemi de notre République ? » plus avili dans ſes débauches, & plus » infatigable dans le travail ? plus avide » dans ſes rapines, & plus prodigue dans » ſes largeſſes ? Mais ce qui tenoit en lui » du prodige, c'étoit ſon talent pour ſe » faire des amis, pour ſe les conſerver par » ſes ſoins attentifs, partageant avec eux » tout ce qu'il avoit, les aidant de ſa » bourſe, de ſon crédit, de ſes peines, de » ſes crimes même, s'il le falloit, & de » ſon audace : c'étoit la flexibilité de ſon » caractère qui prenoit toutes les formes, » qui ſe plioit & ſe prêtoit à toutes les » circonſtances : ſérieux avec les eſprits » ſombres & auſtères, gai avec les per- » ſonnes enjouées, grave avec les vieil- » lards, careſſant avec la jeuneſſe, auda- » cieux avec les ſcélérats, diſſolu avec les » débauchés «.

La préciſion Françoiſe lutte ici contre la préciſion Latine avec autant d'égalité qu'il

Digitized by Google

est possible, & c'est bien quelque chose. Les bons Maîtres s'empresseront sans doute de mettre cet Ouvrage entre les mains des jeunes Etudians, comme un des meilleurs modèles de la manière dont il faut traduire les Anciens. Il seroit à souhaiter que les Volumes précédens fussent de la même main; mais la différence est grande.

(*D*.....)

Du Massacre de la Saint-Barthélemi, & de l'influence des Etrangers en France durant la Ligue : Discours historique, avec les preuves & développemens ; par GABRIEL BRIZARD, *Citoyen François. 2 Vol. in-8°. A Paris, chez* Garnery, *Libraire, rue Serpente, N°. 17.*

L'An premier de la Liberté.

C'EST la date que l'Auteur donne à son Livre ; mais il paroît que la liberté existoit pour lui quand il composa son Ouvrage. Le succès qu'il obtint dans une Assemblée de plus de 600 personnes, dut lui prouver, il y a plus de six ans, que le sentiment de la liberté avoit cessé d'être étranger aux François. Des circonstances particulières avoient cependant engagé l'Auteur

Digitized by Google

à renfermer son Ouvrage dans son portefeuille. Son Discours, alors si applaudi, ne sera pas moins agréable à la lecture, & les recherches historiques dont il est accompagné, le rendront intéressant pour tous les Amateurs de l'Histoire de France; les curieux d'Anecdotes en trouveront plusieurs très-piquantes & peu connues. Cette partie du travail de M. l'Abbé Brizard est sans doute celle à laquelle il attache le moins de prix, mais n'en est pas moins celle qui fera le plus rechercher son Livre. Au reste, l'Ouvrage & les remarques qui le suivent sont dirigées vers le même but. L'Auteur se propose de prouver que la St-Barthélemi fut presque entièrement le crime des Etrangers, & que les François en furent les victimes beaucoup plus que les instrumens. On savoit assez que cette horrible détermination avoit été prise dans le Conseil Italien de Catherine de Médicis, composé du Chancelier Birague, Milanois, d'Albert de Gondi, Maréchal de Retz, Florentin, du Duc de Nevers Gonzague, & de quelques autres Italiens. On savoit que les principaux confidens de cette trame ourdie pendant près de 18 mois, étoient Etrangers, ainsi que la plupart de ceux qui ordonnèrent ou dirigèrent les massacres; mais on n'avoit point encore montré à quel point tous les grades subalternes avoient été envahis par ces mêmes Etrangers, Italiens, Lorrains, Espagnols, Piémontois,

Digitized by Google

&c. On peut dire que les François ſeuls étoient, en quelque ſorte, devenus étrangers en France. Ce fut en partie pour cette raiſon que cet affreux complot trouva un ſi grand nombre d'exécuteurs empreſſés ou dociles.

L'Auteur, après avoir tracé rapidement toutes les horreurs de la Saint-Barthélemi, & rappelé les noms de tous ces Aſſaſſins Etrangers, oppoſe à cette liſte celle des vertueux François qui ſe ſignalèrent ou par un refus généreux d'obéir à des ordres barbares, ou par une protection plus généreuſe encore accordée aux victimes de cette Cour monſtrueuſe. Les hommages des générations ſuivantes avoient déjà conſacré pluſieurs de ces noms connus, tels que ceux de Crillon, d'Orthe, Montmorin-Sthaem, de Tende, Hennuyer, &c. mais recueillis avec plus de ſoins par M. l'Abbé B....; leur nombre eſt plus grand qu'on ne le croit d'ordinaire. Il eſt vrai que c'étoient de ſimples Citoyens, des Bourgeois; & juſqu'à ces derniers temps, pluſieurs de nos Hiſtoriens, en répétant les noms de Parchappe, Grollot, Blanchet, &c. auroient cru déroger à la dignité de l'Hiſtoire. Il ſemble qu'aux yeux de ces Ecrivains, l'entrée de l'Hiſtoire doit être gardée, comme celle des Cours, par le génie de l'étiquette, & qu'un accès trop facile n'y doit pas être permis aux vertus Plébéiennes. On ignoroit preſque entièrement pluſieurs de ces

Digitized by Google

noms vulgaires que M. l'Ab. B.... reſſuſcite ; & cependant Henri IV les connoiſſoit, les citoit ſouvent avec un attendriſſement viſible. Il ſe plaiſoit à rappeler les ſervices qu'il avoit reçus de ces modeſtes Citoyens, les ſacrifices qu'ils lui avoient faits, & quelques-uns d'entre eux étant morts depuis, victimes de leur zèle pour ſa cauſe, il n'en parloit que les larmes aux yeux. Il les appeloit les *Martyrs d'Etat*, liant ainſi l'idée de leur mort à celle de la reconnoiſſance que leur devoit la Patrie, & que lui-même conſervoit pour leur mémoire.

On ſait qu'après la Cour Italienne de Médicis, les Princes de la Maiſon de Guiſe furent près de cinquante ans le plus grand fléau de la France. M. l'Abbé B.... fait le portrait de chacun de ces Princes, & les caractériſe par leurs traits les plus diſtincts. Ce fut une fatalité bien étrange & bien funeſte à la France, que la réunion des talens partagés entre tous ces Princes, le grand nombre de leurs enfans, doués à peu près des mêmes avantages, la beauté, l'eſprit, les agrémens, l'inquiète activité des Princeſſes de cette Maiſon, dont pluſieurs ſont encore célèbres de nos jours. A l'exemple de Médicis, ils remplirent de leurs alliés, de leurs amis, c'eſt-à-dire de Lorrains & d'Allemands, toutes les places dont ils purent diſpoſer. L'Auteur donne ſur chacun de ces Princes & de ces Princeſſes des détails très-curieux. On avoit fait alors

Digitized by Google

un Livre intitulé, *La France Italienne.* Le titre eût été plus conforme à la vérité historique, s'il eût été, *La France Italienne & Lorraine.* On a peine à concevoir qu'elle ait pu réſiſter à cette double invaſion qui ſe perpétua plus de cinquante années par le verſement continuel des Italiens, qui, recrutant ſans ceſſe la foule de leurs compatriotes, venoient envahir ce beau Royaume. Il eſt de fait qu'ils étoient preſque parvenus à exclure les François de toutes les grandes dignités, & des plus petites fonctions lucratives, depuis le grade de Maréchal de France juſqu'au plus petit commandement de place, juſqu'au plus petit grade de l'armée, depuis le Cardinalat juſqu'au plus petit bénéfice, depuis la première place de Surintendant juſqu'au plus mince emploi de Financier. C'eſt ainſi que la Nation, pendant un demi-ſiècle, porta la peine de l'inconcevable foibleſſe & de l'aveuglement de Henri II, qui, partagé entre Diane de Poitiers ſa Maîtreſſe, & Catherine de Médicis ſa femme, immole à l'une les Princes de ſa Maiſon, en couvrant de tous les honneurs les Guiſes qu'elle protégeoit; à l'autre ſa Nation entière, en l'abandonnant en quelque ſorte aux Italiens, qui, concourant avec les Lorrains pour la ruiner, la corrompirent encore davantage: ce furent eux qui y apportèrent l'uſage des poignards, des ſtilets, des poiſons, les jeux de haſard, l'eſpionnage, l'Aſtrologie judi-

ciaire, les Bouffons, les Charlatans, toutes les modes qui dépravent les mœurs, & jusqu'à celles qui dépravent le corps, puisque ce fut Catherine de Médicis qui introduisit en France l'usage des baleines qui emprisonnent la taille.

L'Auteur, toujours fidèle à son dessein de venger l'honneur national, passe en revue les Ecrivains qui secondèrent les vûes de cette Cour, qui s'avilirent jusqu'à justifier cette suite de meurtres, ou qui depuis servirent l'Espagne contre Henri IV & la Maison de Bourbon. Il prouve par le fait, que la plupart de ces misérables étoient sujets des Princes Lorrains, ou Piémontois, Ecossois, Irlandois, Italiens. Il leur oppose la liste des Ecrivains qui détestoient ces horreurs, & qui consacrèrent leurs veilles à la défense des droits de la Maison de Bourbon. Dans cette liste se trouvent les noms de presque tous les Gens de Lettres estimés alors, & qui le sont encore de nos jours, tels que les Pithou, du Moulin, Sainte-Marthe, Savaron Pasquier, Bodin, Duvair, Rapin, Le Roi, Passerat; les Auteurs de la Satire *Menippée*, &c. sans compter Amyot & Montagne, les plus illustres de tous, qui, dans des Ouvrages étrangers aux affaires publiques, eurent occasion de montrer leur attachement pour le jeune Roi de Navarre.

Après avoir prouvé qu'à la Cour, dans le reste de la France, dans l'Epée, dans la Robe, dans l'Eglise, dans les Lettres, les

Digitized by Google

plus fameux coupables, soit pour le projet, soit pour l'exécution de ce crime, étoient des Etrangers, il restoit à justifier les classes inférieures & cette multitude de François égarés, qui se rendirent complices & instrumens de leur fureur. C'est ce que fait M. l'Abbé B....., en rappelant au souvenir de ses Lecteurs tous les moyens dont on se servit pour aveugler ce Peuple & l'enivrer de fanatisme. Les Ecoles, les Chaires, les Confessionnaux étoient aux ordres des ennemis de la Nation, & retentissoient depuis long-temps des maximes les plus affreuses. Plusieurs de ces Ecrivains odieux dont nous avons parlé, étoient en même temps Prédicateurs, & ordonnoient le meurtre au nom de l'Evangile. Aussi ces Etrangers étoient les vrais coupables, & l'ignorance du Peuple étoit la première cause de ses égaremens. Sa misère, qui ajoutoit à sa férocité, étoit, ainsi que son fanatisme, l'ouvrage de ses corrupteurs & de ses tyrans; & la Nation, gouvernée, trompée, dépouillée par toutes ces hordes étrangères, mit le comble à ses maux, en se rendant complice des fureurs dont ils devinrent eux-mêmes les victimes. Eh! comment le Peuple, enlacé de toutes parts, eût-il pu échapper à tant de piéges réunis, à la profonde scélératesse de Médicis, à trois règnes oppresseurs des Machiavélistes dirigés par elle, à l'estime & à l'avidité de ses Italiens, à l'adresse & à l'ambition des Guises, & à

l'or & aux intrigues de l'Eſpagne, à l'aſcendant de Rome, de cette foule de Moines, de Théologiens, de Prêcheurs, de Légats, de Cardinaux, à toute cette milice des Papes, habituée à manier les armes de la ſuperſtition ? Voilà ce qui prépara, entretint, perpétua ſi long-temps cette rage fanatique ; voilà ce qui fit renouveler pendant vingt ans les actions de graces à l'Etre ſuprême, & les proceſſions par leſquelles les François le remercièrent d'avoir réuſſi à maſſacrer cent mille de leurs frères.

Un des Chapitres les plus curieux eſt celui où l'Auteur paſſe en revue *les ambitieux Tonſurés*, ce ſont ſes termes, qui ont trahi la France pour faire leur cour à Rome, obtenir le chapeau de Cardinal, ou par reconnoiſſance de l'avoir obtenu. La liſte eſt longue ; cependant l'Auteur perd courage, & termine ſa liſte au règne de Henri IV : il pouvoit la prolonger.

Un autre Chapitre, à qui les circonſtances actuelles attachent par malheur un nouvel intérêt, eſt celui *des Vice-Légats d'Avignon* : » C'eſt, dit-il en parlant de cette » ville, c'eſt dans cette atmoſphère de fana» tiſme que s'échauffoient toutes les têtes » méridionales de la France «. Si la Provence, le Languedoc, le Dauphiné, Lyon même, ſe ſont plus reſſentis des fureurs de la Ligue, c'eſt l'effet du voiſinage du Vice-Légat & de la Cour d'Avignon : c'étoient le centre des intrigues, l'arſenal où ſe for-

Digitized by Google

geoient les armes & les chaînes du Dauphiné, du Lyonnois, de la Provence & du Languedoc ; c'étoit l'entrepôt des Indulgences, des Brefs incendiaires. C'eſt-là que Charles IX & Henri III avoient été prendre le goût des proceſſions ridicules, des Confréries de Pénitens, de ces indécentes maſcarades qu'ils tranſportèrent à leur Cour. Telle eſt donc l'origine de ces pieuſes farces qui ont entretenu juſqu'à nos jours, dans les Provinces méridionales, un fanatiſme preſque éteint dans le reſte du Royaume, & dont les dernières étincelles viennent d'alarmer un inſtant ceux qui, trop vivement frappés des maux cauſés par la ſuperſtition, ne la croient jamais *aſſez morte*. M. l'Abbé B..... obſerve que nos Rois euſſent épargné bien des malheurs à leurs Sujets, & peut-être à eux-mêmes bien des inquiétudes, s'ils ſe fuſſent remis en poſſeſſion d'Avignon & de ſon territoire, comme ils le pouvoient, pour la modique ſomme de quatre-vingt mille florins d'or, pour laquelle cette ville avoit été engagée au Pape.

Nous ne pouſſerons pas plus loin l'extrait d'un Livre dont le principal mérite eſt de raſſembler ſous les yeux du Lecteur un grand nombre de faits détachés, hiſtoriques, anecdotiques, accompagnés de réflexions ſaines & judicieuſes. Cet Ouvrage ne ſçauroit manquer d'ajouter à l'opinion qu'on avoit du talent de M. l'Abbé Brizard,

Digitized by Google

déjà connu par plusieurs Productions estimables, & notamment par celle qui a pour titre, *de l'amour d'Henri IV pour les Lettres.*

(C.....)

DEMETRIUS, ou *l'Education d'un Prince*; *Ouvrage en vingt Livres, par M.* CHAMBERT, *Avocat au Parlement. 2 Volum. in-8°; A Paris, chez* Debure l'aîné, *Libraire, rue Serpente, Hôtel Ferrand.*

ON peut compter cet Ouvrage parmi les nombreuses imitations d'un Ouvrage inimitable, le Télémaque. A l'égard du sujet, il y en a peu d'aussi usés : on a tant écrit sur l'Education, & particulièrement sur celle des Princes ! L'idée principale que l'Auteur a mise en œuvre, n'est pas nouvelle non plus ; c'est d'élever le fils d'un Souverain comme celui d'un Particulier, de l'éloigner de la Cour dès son berceau, & de lui laisser ignorer sa naissance. J'ai toujours, je l'avoue, regardé cette idée comme une spéculation stérile ; elle ne pourroit être utilement appliquée que dans un Gouvernement absolu, dont la contagion est inévitable pour la jeunesse de l'Héritier du Trône ; & c'est précisément dans cette espèce de Gouvernement qu'on ne

Digitized by Google

permettra jamais de réaliser ce plan moral. Dans un Etat libre, tel qu'est aujourd'hui la France, il seroit inutile. L'Education publique, qui doit nécessairement faire partie d'une bonne Constitution, doit aussi être ordonnée de manière à être aussi bonne pour le fils du Souverain que pour celui du moindre de ses Sujets ; & non seulement il ne faut pas qu'il ignore ce qu'il est, mais il ne sçauroit apprendre de trop bonne heure à concilier l'égalité des droits avec la supériorité du rang, ni se persuader trop tôt qu'il n'est que le premier Sujet de la Loi, puisqu'il est chargé de la faire exécuter.

Les Livres peuvent être utiles pour ce dessein ; mais ce qui est capital, c'est le système d'Institution, & encore plus le choix des Instituteurs. Ce que l'enfance & l'adolescence peut apprendre dans les Livres, n'est pas, à beaucoup près, ce qui fait le plus d'impression sur elle ; c'est ce qu'elle entend & ce qu'elle voit tous les jours & à toute heure ; c'est l'habitude de réduire sans cesse en pratique ce qui est de la raison & de la justice. Quand nous aurons eu pendant un certain nombre d'années une Institution publique telle qu'elle doit être, nous saurons alors par expérience que toutes nos qualités morales (généralement parlant, & sauf les exceptions qu'il faut toujours faire) sont des qualités acquises, & que si l'Education ne fait ni ne détruit le

Digitized by Google

le caractère, elle le modifie puissamment, parce que l'individu dépend nécessairement, plus ou moins, du grand nombre qui l'environne : c'est une force morale aussi réelle, quoique moins infaillible, que la force physique.

L'Ouvrage de M. Chambert est, comme tous ceux du même genre, un mélange d'Histoire, de fictions & de préceptes. Il y a fondu une grande partie des révolutions qui suivirent la mort d'Alexandre. Ses principaux personnages, Antigone & Cassandre, sont historiques & lui servent à établir le contraste d'un bon Roi & d'un Tyran. D'autres évènemens rentrent dans son plan par forme d'épisode ; par exemple, la mort de Phocion. Les fictions, les descriptions rappellent, il est vrai, beaucoup de choses connues ; mais si les Gens de Lettres peuvent désirer dans ce Livre une plus grande force de conception & de style, ils ne peuvent qu'en approuver la diction saine & pure, la marche sage & régulière : on n'y trouve ni déclamation ni préjugés ; & à tous ces titres, il peut être mis avec fruit entre les mains des jeunes gens.

(*D*.....)

Digitized by Google

NOUVEAU Recueil de Gaîté & de Philosophie ; 2e. Edition, considérablement augmentée, avec des Notes intéressantes & moins timides depuis la liberté de la Presse, dont l'Auteur a fait usage sans en abuser ; par un Gentilhomme (s'il en reste) *retiré du monde. 2 Vol. in-12. A Paris, chez les Mds. de Nouveautés.*

ON voit qu'en effet il y a de la gaîté & de la philosophie dans ce Recueil, à commencer par le titre. L'Auteur le dédie à son *cher Etienne, son ancien domestique, payſan estimable de la paroisse d'Augan en Bretagne.* Il le remercie de la part qu'il a eue dans l'éducation de son jeune Maître, *à qui son Précepteur, l'Abbé Mouillard, n'apprenoit rien du tout.* Il destine d'ailleurs le produit de son Livre au soulagement des pauvres Payſans de son canton. Ainsi l'on ne peut lui refuser le mérite de la popularité. Il faut y joindre celui de la variété; car on trouve de tout dans ce Recueil, des Correspondances familières & des Discours académiques, des Epitaphes & des Madrigaux, des Contes joyeux en vers, & des Contes moraux en prose, des Maximes & des Anecdotes, des Epîtres philosophiques, & des Enigmes. Une des plus jolies qu'on

Digitized by Google

ait faites (car on peut faire du bon dans tous les genres, & c'eſt pour cela qu'il n'en faut mépriſer aucun); c'eſt celle de *la Tête à perruque*, qui fit, dans le temps, beaucoup de bruit pour une Enigme; elle eſt de l'Auteur de ce Recueil. La voici. Il n'y a pas d'inconvénient à ce qu'une Enigme reparoiſſe deux fois dans le Mercure, ſurtout quand elle eſt bien faite.

A la ville, ainſi qu'en province,
Je ſuis ſur un bon pied, mais ſur un corps fort mince;
Robuſte cependant, & même faite au tour.
Mobile ſans changer de place;
Je ſers, en faiſant volte-face,
Et la Robe & l'Epée, & la Ville & la Cour.
Mon nom devient plus commun chaque jour;
Chaque jour il ſe multiplie;
En Sorbonne, à l'Académie,
Dans le Conſeil des Rois & dans le Parlement,
Par tout ce qui s'y fait on le voit clairement.
Embaraſſé de tant de rôles,
Ami Lecteur, tu me cherches bien loin,
Quand tu pourrois, peut-être avec un peu de ſoin,
Me rencontrer ſur tes épaules.

Toutes ces différentes productions, qu'il faut juger avec d'autant moins de ſévérité que l'Auteur paroît y mettre lui-même moins d'importance, ſont d'un eſprit agréa-

Digitized by Google

ble, d'un caractère doux & honnête, ennemi des préjugés. On lui reprochera peut-être d'en avoir conservé un en faveur de la Musique Françoise. Mais peut-on faire un crime à un vieillard d'aimer la Musique de sa jeunesse? Peut-être aussi ne parle-t-il pas de J. J. Rousseau avec assez de ménagement; mais il défend Voltaire avec vivacité contre les injustices de ses détracteurs.

Il raconte fort plaisamment plusieurs Aventures de ses premières années: il remonte jusqu'à son baptême, dont il faut croire pourtant qu'il ne sait que ce qu'on lui en a dit. » J'aime à me rappeler que les » cloches de la paroisse, un *Te Deum* fre- » donné par des Prêtres épris de vin & de » jubilation, des présens à l'Eglise, des » orgies de famille signalèrent ma naissance. » Tout le monde étoit ivre dans la mai- » son, à commencer par le Maître; quand » on me porta sur les fonts de baptême, » un vieux Valet & une vieille Servante me » soutinrent comme ils purent. Le Curé, » qui n'avoit que deux passions, celles » d'aimer le bon Dieu & le bon vin, se » trompa dans le Rituel, & me fiança au » lieu de me baptiser; enfin, à cela près » de quelques petites incommodités, je me » trouvai le seul de sang froid dans cette » cérémonie «.

L'Auteur, parmi plusieurs Epitaphes, ne s'est pas refusé la sienne.

Digitized by Google

Il voyoit les Grands de la Cour,
Tourmentés de leur vain délire,
Valets & Maîtres tour à tour,
Plus tristes qu'on ne sçauroit dire;
Et tant sans moqua chaque jour,
Qu'enfin il en creva de rire.

Heureusement ceci n'est encore qu'en prophétie, & l'Auteur fera bien de ne la réaliser de long-temps. Je lui conseille de *rire* encore, car le *rire* lui va fort bien.

(*D.....*)

Les Révolutions de France, ou la Liberté, Poëme National en dix Chants; avec des Notes qui renferment un précis historique de la Révolution, & d'autres détails intéressans; Ouvrage dédié à Mr. Bailly, Maire de Paris; par Mr. Serieys; in-8°. Prix, 3 liv. 12 s. A Paris, chez Guillot, Imp-Libr. rue des Bernardins.

Ce Poëme, dont le titre seul annonce un Ouvrage rapidement fait, offre des négligences, mais prouve un vrai talent.

Poëme Séculaire, ou Chant pour la Fédération du 14 Juillet. Brochure de 8 pages. A Paris, chez les Marchands de Nouveautés.

Ce Poëme est recommandé à l'estime publique par le nom de son Auteur, par le sujet, & par la manière dont il est traité.

Digitized by Google

MUSIQUE.

Les Pommiers & le Moulin, Comédie lyrique, mise en musique par M. Lemoine. Prix, 24 liv. A Paris, chez l'Auteur, rue Notre-Dame-des-Victoires, N°. 29; & chez Korwer, Facteur de Piano-Forté, rue Neuve-St-Eustache, N°. 12; & aux adresses ordinaires.

Journal d'Ariettes Italiennes del Signor Bianchi; Air : *De la Villanella Rapita.* Prix, 3 liv. 8 s. A Paris, chez Bailleux, rue St-Honoré, à la Règle d'or.

Journal d'Ariettes Italiennes del Signor Cimarosa; Air : *De l'Impresario.* Prix, 2 livres 8 sous. A Paris, même adresse.

Andante du célèbre Haydn, arrangé pour la Harpe; par J. B. Krumpholtz. Prix, 1 liv. 16 s. A Paris, même adresse.

Préludes & Points d'orgue, dans tous les tons, mêlés d'Airs variés; par J. Cambini. Prix, 7 liv. 4 s. A Paris, même adresse.

3e. *Sonate pour le Piano-Forté*, dédiée à Mme. la Vicomtesse de Gand, composée par Madame la Comtesse D. F. Z., gravée par Madame Oger. Se trouve à Paris, aux adresses ordinaires de Musiq. Prix, 3 liv.

Digitized by Google

Six Trio concertans pour Violon, Alto & Violoncelle, par A. Lorenziti ; 1er. Livre de Trio d'Alto. Prix, 9 liv. A Paris, chez Deroullède, rue St-Honoré, près l'Oratoire.

GRAVURE.

Portrait en pied du Roi avec tous les attributs de la Couronne, présenté au Roi & à l'Assemblée Nationale, & gravé par Bervic, Graveur du Roi, des Académies de Paris, Rouen & Copenhague, d'après le Tableau de M. Callet, Peintre du Roi.

Ce Portrait sera mis en vente du 15 au 20 Août. Les personnes qui le désireront, voudront bien se faire inscrire chez l'Auteur, aux Galeries du Louvre. On annoncera le jour précis où il sera mis en vente.

Projet d'un Monument consacré à la Révolution, dédié à l'Assemblée Nationale, & présenté au Roi par M. Gatteaux ; gravé par Sellier, Graveur. Prix, 6 liv. A Paris, chez l'Auteur, rue St-Jacques, N°. 100 ; & chez Mondard & Joan, Mds. d'Estampes, rue St-Jean-de-Beauvais.

La Bastille, modèle en plâtre, qu'on peut voir chez un Amateur, rue du Cherche-Midi, N°. 68 ; & qu'on trouve chez l'Auteur, Mr. Pommay, Collége des Tréforiers, place Sorbonne.

Les mesures & les proportions ont été prises d'une ligne au pied. On y voit jusqu'aux plus petits détails, épaisseur du mur, croisées, portes, lucarnes, créneaux : le tout ne forme qu'un petit volume, assez solide pour pouvoir être transporté sans risque. Le prix est de 48 liv.

Digitized by Google

Cartes des Départemens du Calvados, des Côtes du Nord, de la Manche, de la Seine inférieure, de l'Orne & du Finistère; format in-4°. par M. Moitey, Ingénieur. Prix en blanc, 6 f. coloriées, 8 f. lavées sur papier satiné, 12 f. la pièce.

Ces Cartes, qui sont gravées avec soin & précision, feront partie de l'Atlas National, Géographique portatif de la France, dont il en paroîtra successivement quatre par semaine; en sorte qu'avant six mois, l'on aura la Collection entière des quatre-vingt-trois Départemens de la France. Les personnes qui voudront se procurer les Cartes qui paroissent & la suite, ne les payeront que 6 f. pièce coloriées, au lieu de 8 f. A Paris, chez l'Auteur, rue de la Harpe, la porte cochère N°. 109.

Plan général de la Bastille, de l'Arsenal, des Célestins, des Dames de la Visitation de Sainte-Marie, & des environs; comprenant le plan détaillé, les façades & coupes de la Bastille, levés avec le plus grand soin avant la démolition; avec les opérations trigonométriques & les côtes d'ensemble & de détail: fait d'après le Plan général de Paris, que M. Verniquet, Architecte du Jardin du Roi, a levé par ordre de Sa Majesté; par le Sr. Mathieu, Ingénieur & Mécanicien. Se trouve à Paris, chez l'Auteur, rue Haute-feuille, N°. 8. Prix, 3 liv.

Ce Plan nous a paru exact & soigné; il pourra être utile aux Artistes, & satisfaire la curiosité des Amateurs.

Digitized by Google

SPECTACLES.

THÉATRE ITALIEN.

LE *Chêne patriotique*, ou *la Matinée du 14 Juillet*, a été jouée avant le 14 Juillet, & elle l'a été avec succès.

La Scène se passe dans un Village, dont le Seigneur est bon Patriote; & une des preuves qu'il en donne, c'est d'immoler le préjugé de la noblesse, en mariant son fils à une Paysanne. L'Auteur, M. Monvel, a renforcé, même un peu trop, l'action de la Pièce par d'autres amours & d'autres mariages; mais l'idée principale, c'est un Chêne que le Seigneur laisse choisir dans ses forêts, & que les Villageois vont replanter devant leur Eglise en mémoire de la prise de la Bastille. Cela fait, le ci-devant Seigneur, les Officiers Municipaux, la Garde Nationale, & les autres Citoyens attendent que midi sonne pour prêter le Serment Fédératif; ce qui s'exécute avec beaucoup de zèle & d'enthousiasme.

Ces sortes d'Ouvrages, toujours faits rapidement, ne doivent pas être jugés avec sévérité. L'expression de la sensibilité en

Digitized by Google

fait le principal mérite ; celui-ci a d'ailleurs des traits ingénieux, des détails dramatiques, & des couplets fort bien faits qu'on a beaucoup applaudis.

La musique est de M. Dalayrac, dont le talent acquiert toujours de nouveaux titres à l'estime publique.

THÉATRE DE LA NATION.

LE *Journaliste des Ombres*, ou *Momus aux Champs Elysées*, Pièce de circonstance, jouée le jour même de la Fédération, a fait un peu moins de sensation que la précédente. On y a pourtant applaudi des vers fort bien faits, & écrits quelquefois avec chaleur.

Momus, exilé des Cieux, est venu se réfugier aux Champs Elysées. Là, il lui prend fantaisie de donner à lire des Journaux ; & ces Journaux rendent compte de la Révolution opérée en France, & des Décrets de l'Assemblée Nationale. La manière dont ces différens Décrets sont successivement mentionnés, a paru un peu uniforme, & a jeté quelque langueur dans l'action ; ce qui n'a pas empêché qu'on ne rendît justice au mérite réel de l'Ouvrage, qui est de M. Aude.

Digitized by Google

L'Auteur a fait entrer heureusement dans ce cadre, des mots célèbres, dont plusieurs ont coopéré à la Révolution : la Scène est occupée par Voltaire, Rousseau, l'Abbé de St-Pierre, & Franklin, Léopold, Le Kain, &c. On ne pouvoit pas choisir mieux ses Personnages.

THÉATRE DE MONSIEUR.

Nous avons encore à parler d'une Pièce de circonstance, *la Famille patriote*, ou *la Fédération*, jouée le 15 de ce mois, & qui a beaucoup amusé.

L'Auteur, M. Collot d'Herbois, a mis en Scène deux frères, dont l'un est un excellent Patriote, & l'autre, aussi bon Aristocrate; ce dernier néanmoins finit par une conversion & une abjuration authentique. Le fils, la fille & le gendre du Patriote partagent son enthousiasme; & le plus jeune de ses enfans fait dresser un autel, sur lequel toute la Famille, après qu'on a fait le récit de la cérémonie du Champ de Mars, vient prêter le Serment-Civique.

Cette Pièce a mérité son succès par les idées & les sentimens patriotiques qu'elle exprime, par des détails fort gais, & par un nombre de traits saillans qu'on a vivement applaudis.

Digitized by Google

AVIS.

Royez, Libraire, quai des Auguſtins, & près le Pont-Neuf, annonce parmi pluſieurs Ouvrages rares & curieux, à des prix à l'amiable, le *Recueil* des Antiquités de France, qui contient les Cérémonies, Coutumes, Uſages, les Fêtes publiques, &c. 2 Vol. in-folio, bien gravés, 96 liv. Cet Ouvrage contient toutes les Planches des Monumens de la Monarchie Françoiſe; Livre rare, & qui coute juſqu'à 400 livres. Le même Libraire a raſſemblé tous les Ouvrages les plus eſtimés ſur les circonſtances; il en diſtribue les Catalogues avec les prix modérés : on peut citer encore le *Recueil* des Mémoires ſur l'Hiſtoire de France, 60 Volumes in-8°. bien reliés, 240 liv. au lieu de 300 liv. Il a en général toutes les Hiſtoires des Villes & Provinces de France, même les plus rares; & ſur Paris, les Ouvrages les plus propres à guider ceux qui y ſont pour la Confédération. Il ſe fera un plaiſir de les leur laiſſer conſulter.

TABLE.

Epitaphe. 133
Réponſe. 134
Le Mouton & le Buiſſon. 136
Charade, Enig. Log. 137
Œuvres de Cicéron. 139
Du Maſſacre. 146
Demetrius. 155
Nouveau Recueil. 158
Théatre Italien. 165
Théatre de la Nation. 166
Théatre de Monſieur. 167

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 10 *Juillet* 1790.

LA Cour de Pétersbourg a publié à son tour une relation des divers engagemens de ses forces navales avec celles de Suède. Voici la substance de ce récit officiel :

« Après la tentative infructueuse de l'escadre Suédoise sur l'escadre de Revel, elle se retira d'abord derrière l'isle Wulf, et fit voile ensuite vers Hoglande. Dans cet intervalle, l'escadre de Cronstadt, composée de 17 vaisseaux de ligne, 4 frégates et 2 cutters, sortit sous les ordres du Vice-Amiral de *Kruse*. On découvrit l'Ennemi, le 2 Juin, près de Seskar; le 3, à 2 heures après minuit, l'Amiral l'atteignit, et l'attaqua; le combat devint général sur les 4 heures; il dura jusqu'à 7 heures

Digitized by Google

et demie ; alors l'escadre Suédoise se retira. Le vent ayant changé. elle reparut en ligne, mais dans un si grand éloignement de la nôtre que les coups de canon ne pouvoient l'atteindre. Dans l'instant de cette attaque, parurent aussi quelques chaloupes-canonnières des Ennemis, qui commencèrent à tirer sur nos vaisseaux ; nos frégates de réserve ayant donné, elles s'éloignèrent promptement. La nuit empêcha de continuer l'action. Le lendemain matin, 4 Juin, l'escadre ennemie quoique supérieure à la nôtre qui n'avoit plus en ligne que 13 vaisseaux, les 4 autres étant allés se réparer, n'osa pas l'attaquer ; mais dans l'après-midi le vent lui étant devenu favorable, elle s'approcha de notre escadre, l'attaqua par une forte canonnade, et se partagea ensuite pour la combattre des deux côtés : cette manœuvre ne lui réussit pas ; notre escadre ayant fait un mouvement avantageux, força l'Ennemi, après un combat de deux heures, à se retirer. L'Amiral *Kruse* sachant que l'escadre de Revel étoit en mer, poursuivit l'Ennemi pour le mettre entre deux feux ; mais le temps brumeux favorisa la retraite de l'escadre Suédoise, qui se rendit en désordre dans la baie de Wibourg, et se plaça entre les passages étroits derrière l'isle Rond et le banc de Salwora. — Dans ce triple combat, nous n'avons perdu que 89 hommes, y compris un Officier ; 218 ont été blessés, et dans ce nombre se trouve l'Amiral *Suchotin*. Nos deux escadres se réunifent le 6 Juin à 7 heures du matin ; elles sont composées de 30 vaisseaux de ligne et de 18 fregates ; cette flotte tient bloquée celle des Suédois. Le 9, l'Amiral *Kruse* s'approcha davan-

Digitized by Google

tage ; son aile droite occupe l'espace derriere Kurgo, et l'aile gauche s'étend derriere Salwora.

A la confrontation, on voit que ce rapport est assez conforme à celui des Suédois : les Russes avouent ce qu'avoit avancé l'Ennemi du délabrement de quatre de leurs vaisseaux, obligés de quitter la ligne dans l'action du 4 Juin. — Il paroît que le *blocus* dont parle la relation Russe n'a pas été de longue durée; car les derniers avis de Finlande certifient qu'à la date du 20 Juin, la grande escadre Suédoise, augmentée du *Fredericus Rex* de 66 canons, croisoit devant les isles d'Eté. Quant à l'escadre des galères du Roi, elle mouilloit toujours au nombre de 180 voiles dans le golfe de Wibourg.

L'incendie de Carlscrona a consumé 1081 édifices, maisons ou magasins, dont la plus grande partie étoit en bois. On attribue ce désastre à l'imprudence des domestiques d'un Colonel; mais s'il n'y a rien encore de bien constaté sur la cause, les effets en sont déplorables. On peut se représenter l'image d'une semblable dévastation et la misère des Habitans, dont plusieurs ont tout perdu : la plupart se sont réfugiés à la campagne. Heureusement, l'Arsenal, les chantiers, les fortifications n'ont pas été atteints.

Quelques jours auparavant, un désastre de même nature avoit alarmé Péters-

Digitized by Google

bourg. Le 7 Juin, le feu ayant pris à un laboratoire d'Artillerie qui renfermoit une quantité immense d'artifices, le bâtiment sauta avec un fracas horrible, et ensevelit sous ses ruines un grand nombre de personnes.

Extrait d'une lettre de Stockholm, du 24 Juin 1790.

« On a lu ici, avec peu d'estime un Imprimé venant de Pétersbourg, sous le titre de *Lettre circulaire du Comte* d'Osterman *à plusieurs Ministres de Russie dans les Cours Etrangères*, en date du 12 Mars dernier. Dans cet Ecrit Apologétique, le Ministre de Russie traite le Roi de Suède comme son Justiciable, et nous dicte un Gouvernement comme il dicteroit un *Ukase* aux Sujets de l'Impératrice.

« Le Roi de Suède, dit-il, à qui personne ne connoissoit de sujet réel ni apparent de discussion avec la Russie, s'est déterminé brusquement, et au mépris de la foi des Traités, à une levée de bouclier; abusant du droit que lui donnoit la nouvelle Constitution, de prendre, sans le secours des Etats, des mesures défensives, il en a adopté d'offensives; il est venu fondre sur les frontières de la Russie en Finlande, et dans l'ivresse de ses chimériques espérances, il a osé dicter à l'Impératrice les conditions les plus humiliantes. »

S'élevant ensuite contre *l'indécence des procédés du Roi* (ce sont ses termes), il ajoute:

« Il suffit d'articuler nos propositions re-
« lativement à la Suède, pour en démontrer

Digitized by Google

« le désintéressement et la modération. Nous « n'y demandons rien que le rétablissement « des anciens Traités de Neustadt et d'Abo, « avec *un oubli entier de ce qui vient de se « passer*. A la vérité, pour assurer la perma- « nence de cet ordre de choses dans un voi- « sinage aussi limitrophe, nous avons souhaité « une modification dans la Constitution extor- « quée en 1772, et au moyen de laquelle ni « le Roi de Suède, ni ceux de ses Successeurs « *qui pourroient lui ressembler*, ne puissent « violer les Traités *aussi arbitrairement* qu'il « vient de l'exécuter, et entraîner leur propre « Nation dans les troubles auxquels elle est « maintenant en proie. Mais cette clause fa- « vorisoit les vœux de la partie la plus éclairée « et la plus saine de cette même Nation, qui « est convaincue que cette guerre même n'a « été entreprise que pour étendre son asservis- « sement et augmenter l'autorité de son Chef. « Demander le rétablissement du Traité d'A- « bo, c'est demander en même temps la sépara- « tion des intérêts de la Suède de ceux de la « Porte; car un des principaux articles de ce « Traité, défend, en termes exprès, toute « ligue entre ces 2 Puissances, et autres ten- « dantes à des vues hostiles contre la Russie. »

« Des Souverains peuvent quelquefois s'ex- primer sur le compte des Souverains leurs ennemis, dans le style qu'emploie ici M. *d'Osterman;* mais, jusqu'ici ce langage in- sultant étoit inusité sous la plume de leurs Ministres. On laisse à juger des intentions pacifiques qu'il manifeste, et de la justice de nos ressentimens contre les hauteurs du Cabinet de Pétersbourg. »

« Les intrigues des Russes en Suède, d'abord pour y entretenir la discorde et

Digitized by Google

l'anarchie, ensuite pour les faire revivre, sont de notoriété publique : nos Annales depuis trente ans sont l'Histoire de ces efforts. M. *d'Osterman* ne peut avoir oublié combien il y participa lui-même, pendant sa résidence ici en qualité de Ministre de l'Impératrice ; il ne peut avoir oublié que ses dangereuses tentatives forcèrent notre Cour à demander son rappel, et qu'elle l'obtint. Il ne dissimule pas dans sa Lettre le chagrin profond que donna à sa Souveraine, la Révolution de 1772, qui, en abattant l'esprit de faction, et en remontant le ressort du Gouvernement, ôta aux Etrangers l'espoir de régner sur nous, de déterminer nos Lois, et de diriger nos liaisons extérieures, par la vénalité, par la confusion des Pouvoirs, et par l'inertie de l'Administration. C'est à renverser ce régime de 1772 et à soulever la Finlande, qu'ont tendu depuis toutes les entreprises de nos Ennemis : les conditions même qu'ils nous offrent aujourd'hui prouvent l'importance qu'ils attachent au rétablissement du désordre. L'ouvrage étoit entamé ; on l'eût achevé, si le Roi n'eût pris le parti de combattre à découvert des manœuvres aussi alarmantes. La justice lui commandoit de secourir la Porte son Alliée ; la politique le lui commandoit bien davantage, puisque ses armemens ont fixé ceux de la Russie dans la Baltique, et l'ont empêchée de porter une escadre dans l'Archipel. La plupart des Puissances Etrangères ont montré suffisamment leur opinion sur la conduite du Roi, en la soutenant de leurs négociations et de leurs démarches. »

« Nous serions offensés qu'on pût un mo-

Digitized by Google

ment soupçonner la Nation de soumettre son indépendance aux volontés de la Russie, d'enchaîner sa Législation interne par un Traité de paix, de recevoir ainsi de l'Ennemi la forme de Gouvernement qui convient à ses intérêts. Autant vaudroit déclarer M. *d'Osterman* Législateur de la Suède. Assurément, il y a de l'inconséquence à faire des démonstrations pacifiques, à l'instant où l'on accable d'outrages une Tête Couronnée, et où l'on exige des conditions tellement inconciliables avec la dignité du Roi, avec l'intérêt de ses Peuples, et les droits inviolables de toutes les Nations. »

De Vienne, le 9 Juillet.

Par les dépêches de Reichenbach, en date du 30 Juin, nous sommes informés de l'ouverture des conférences. Le Prince *de Reuss*, notre Ministre, et le Baron *de Spielman* étant arrivés le 26 à Reichenbach, dès le lendemain ils eurent deux entretiens avec M. le Comte *de Hertzberg*. Ces conférences ont été continuées les jours suivans avec les Ministres d'Angleterre et de Hollande. Sans en pénétrer les résultats, on s'accorde dans l'opinion que la paix n'est pas éloignée : le moment d'une décision ne l'est pas davantage, et l'on en fixe l'époque avant le 10 Juillet. Les Troupes restent tranquilles dans leurs quartiers respectifs, et l'on présume qu'incessamment nous verrons revenir ici le Maréchal *de Laudhon*. Le Baron *de Herbert* nous

Digitized by Google

a quittés, le 2, pour se rendre à Bucharest.

Les lettres de Trieste avoient annoncé le désastre de la flotille Russe dans l'Archipel, commandée par le Colonel *Lambro-Cazzioni*. Cette escadre d'Armateurs, composée de petits bâtimens, croisoit contre les convois, exécutoit des descentes, et troubloit singulièrement la navigation des Ottomans. Ceux-ci ont projeté sérieusement de se délivrer de ce fléau, et y ont réussi. Il est certain que le 19 Mai *Lambro-Cazzioni* fut mis entre deux feux par 33 vaisseaux Turcs et Tunisiens; six de ses bâtimens, dont le sien entr'autres, furent coulés bas; il se retira à Cérigo avec deux navires qui lui restoient. On lui a envoyé de Trieste quelques secours sous les ordres du Lieutenant Colonel *Lorenzo Gugliemi*.

Les Députations de la Diète de Hongrie continuent à rédiger le Diplome Inaugural; dès que ce projet sera achevé, on le portera à l'examen de chacune des Assemblées des trois grands Districts de la Theisse, de la rive droite, et de la gauche du Danube. Des Districts, le Diplome reviendra à l'Assemblée générale; une Députation tirée des deux Chambres le reverra de nouveau: après cette révision, il sera définitivement soumis à la délibération de la Chambre Basse, et ensuite à celle de la

Digitized by Google

Chambre Haute. Ces préliminaires étant accomplis, une Députation sera chargée d'inviter le Roi à venir se faire couronner.

P. S. Un Courrier de M. *de Spielmann* est arrivé hier au soir : depuis, la rumeur du moment est que les principales conditions de la paix sont arrêtées au Congrès de Reichenbach, et qu'il règne une grande harmonie entre les Plénipotentiaires. La paix de Passarowitz, suivant ces rapports peut-être précipités, servira de base au Traité, et le Roi de Prusse auroit un District de la Gallicie et une partie des salines de Wilicka ; ces bruits seront incessamment ou confirmés, ou détruits.

De Francfort sur le Mein, le 9 Juillet.

Le Baron *de Bartenstein*, troisième Ambassadeur Electoral de Bohême, le Comte *de Schonfeld*, le Baron *de Loben* et le Comte *de Riancourt*, Ambassadeurs Electoraux de Saxe, sont réunis ici depuis le 30 Juin, aux autres Ministres qui doivent assister à l'Election de l'Empereur : on ignore encore l'époque précise à laquelle elle commencera.

De jour en jour, la crise de Liège devient plus menaçante, et le sort de cette Principauté plus malheureux. Aux Troupes déja réunies de Cologne, de Mayence,

Digitized by Google

de Trèves, Palatines et Bavaroises, vont se joindre 1200 hommes du Cercle de Suabe, qui a déterminé ce Contingent à Ulm, le 14 Juin. Les Etats de Basse Saxe sont également requis de concourir à l'exécution : le Prince *d'Isembourg* commandera cette armée combinée ; il est déja à la tête de celle qui se trouve à Maseick. L'Electeur de Mayence, au nom du Haut Directoire du Cercle Electoral du Rhin, a adressé aux Liégeois un nouveau Monitoire, daté de Sittard le 28 Juin, où l'on découvre un dessein ferme de poursuivre l'exécution. S. A. E. y annonce « qu'aussitôt rassemblée, l'Armée « des Cercles empêchera à coup sûr les « Perturbateurs du repos public de séduire et d'aveugler dorénavant les Habitans de la Ville et du Pays de Liège, « par l'espérance folle de pouvoir se « soustraire à la Juridiction des Tribunaux de l'Empire. »

« S. A., ajoute-t-on dans le Monitoire doit leur apprendre que les Auteurs et les Chefs de leur soulèvement continuent avec la persévérance la plus coupable à les égarer, soit en abusant de leur crédulité par des impostures criminelles, imaginées et répandues par des Feuilles mensongères, à leurs gages, soit en excitant leur espoir par des encouragemens perfides, soit enfin en les épuisant par des efforts absolument inutiles, qui ne peuvent qu'aggraver infiniment leurs torts, et achever leur entière ruine. »

« C'est pour préserver le Peuple Liégeois

Digitized by Google

de devenir enfin la victime de tant de manœuvres, dictées par la ruse, la mauvaise foi et la crainte du châtiment, que S. A. E. de Mayence exhorte bien sincèrement les bons Citoyens et Sujets du Pays de Liege, de fuir et abandonner leurs Chefs actuels, qui ne peuvent atteindre à leurs vues et à leurs projets désastreux qu'en troublant la Nation entière, en bouleversant le Gouvernement et l'Etat, en confondant les choses divines et humaines, en remplaçant l'ordre ci-devant établi par des horreurs et des déprédations de tout genre, dont le Pays offre déja l'exemple le plus effrayant."

" Enfin, et puisque ces considérations ne peuvent manquer de pénétrer par leur évidence, et par la force invincible des faits et de l'expérience, les ames honnêtes, que l'esprit de sédition, de turbulence et de révolution, n'a pas subjuguées irrévocablement, le même Prince-Electeur, en tant qu'il est chargé, conjointement avec les Princes-Directeurs des autres Cercles, de l'exécution du susdit Mandat auxiliatoire : " Ordonne " expressément et sérieusement à tous les " Citoyens et Sujets de la Ville et du Pays " de Liège, ainsi que du Comté de Looz, " de retourner sur-le-champ à l'obéissance " envers leur Prince et Souverain, de se " soumettre à l'autorité des Lois et de la " Constitution de l'Empire, de reconnoître " la Juridiction de la Suprême Chambre " de Wetzlar, et de se conformer à ses Décrets, pour prévenir par cette conduite les " suites inévitables d'une plus longue résis- " tance, qui, dans tous les cas, ne tarderoit plus de leur être funeste, à moins " qu'ils ne saisissent avec une extrême promp-

Digitized by Google

« titude le seul moment favorable qui leur « reste pour se rendre dignes des regards de « la clemence, et d'un traitement paternel, « plutôt que de la vengeance d'une justice « rigide. »

Il seroit à desirer sans doute que les Liégeois pussent conjurer l'orage qui va désoler leur Patrie, par quelque démarche de condescendance envers l'Empire; mais le peuvent-ils aujourd'hui sans compromettre leurs droits légitimes, sans s'exposer à perdre tout le fruit de la Révolution, sans livrer à des vengeances les Chefs actuels de la Régence? Nous ne sommes pas à même de résoudre ce problême. Toutes les voies de conciliation semblent fermées. En blâmant les Liégeois de s'être obstinés à consacrer un ouvrage de violence, qu'un arbitrage paisible eût probablement maintenu en grande partie, on ne peut applaudir davantage à l'inflexibilité avec laquelle le Conseil du Prince-Evêque lui a fait rejeter les offres de la Prusse. Il est vrai que celle-ci annonçoit son intervention avec quelque partialité; il est vrai encore qu'en faisant précéder le soutien légitime qu'elle pouvoit prêter aux réclamations de Liège, du rétablissement provisoire de l'ancien ordre, elle eut satisfait aux Décrets de la Chambre Impériale, et enlevé à l'Evêque tout prétexte de s'opposer à la restauration subséquente des droits de la Principauté. Par une autre

Digitized by Google

marche, on aura peut-être compromis Liège, son Evêque et l'Empire. Cependant on ne peut disconvenir que le plan de la Cour de Berlin n'eût épargné de longues calamités. M. *de Dohm* a développé cette vérité dans un *Exposé de la Revolution de Liège*, où en éludant quelques objections fortes contre les démarches de sa Cour, il prouve du moins, et démonstrativement, que celles de l'Empire ne fixeront à Liège, ni la paix, ni la sûreté. L'on écrasera le Parti dominant; l'on dictera un accommodement forcé, qui, en éloignant à jamais les cœurs, rendra la domination du Prince ou tyrannique, ou précaire, et le réduira à faire garder ses Sujets aliénés par des bayonnettes étrangères.

Dans plusieurs Feuilles périodiques, ordinairement peu fidèles, on prête au Prince *d'Isembourg* le projet de brûler et de saccager le Pays de Liège jusqu'à la Capitale; pour le répandre et pour y ajouter foi, il faut attendre qu'un pareil plan soit exécuté.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 16 Juillet.

Il est difficile en ce moment de distinguer la vérité, au milieu des fausses nouvelles que répandent les Agioteurs, et

Digitized by Google

que recueillent les Gazettes ; mais les préparatifs, loin de se rallentir, continuent dans tous les ports, et s'étendent aux moindres détails. — Déja Milord *Howe*, accompagné du Contr'Amiral *Leveson Gower*, qui lui servira de Capitaine de la flotte, est arrivé à Spithéad ; il y a arboré, le 10, sur le vaisseau la *Reine-Charlotte* de 110 canons, le grand pavillon d'Union, qui n'avoit pas été déployé depuis l'expédition de l'Amiral *Norris* dans la Baltique, il y a environ un demi-siècle. Ce pavillon qui emporte la plus grande distinction dans la Marine, n'est jamais accordé qu'au Grand-Amiral de la flotte, ou aux Princes du Sang, lorsqu'ils ont le commandement en Chef.

Cet armement offre une réunion imposante de talens distingués : on ne trouve parmi ses Chefs, pas un homme qui n'ait donné des preuves signalées de courage et de haute capacité : les Amiraux *Howe*, *Barrington*, *Hood*, *Hotham*, *Gower* et *Jarvis* sont tous connus par des actions d'éclat.

Le Public, et peut-être le Ministère paroissent certains qu'une escadre Espagnole tient actuellement la mer, et que 28 vaisseaux de ligne sont en équipement à Cadix. On est d'ailleurs sans avis ultérieurs, authentiques, de l'état des négociations à Madrid.

Digitized by Google

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 18 Juillet 1790.

Une seconde division de Wurtzbourgeois, deux compagnies du Corps Franc de Laudhon, et un grand convoi d'Artillerie et de munitions de guerre sont arrivés à Luxembourg. On y attend incessamment encore de nouvelles forces : les régimens de Saxe-Cobourg et de Léopold-Toscane passent pour être en route ; la grande Armée sera rassemblée vers le 10 Août, et alors seulement, ainsi que nous l'avons indiqué précédemment, commenceront les grandes opérations. Les Brabançons ont offert 30 ducats à chaque Cavalier Autrichien qui déserterа, et cinq couronnes à chaque Fantassin ; mais ces promesses n'ont encore séduit que les Soldats qui eussent déserté pour rien.

L'animosité des Troupes Autrichiennes contre les Brabançons est à tel degré, que dans une Déclaration signée, un nombre d'Officiers et Soldats du Régiment de Wurtemberg ont avoué avoir tué deux prisonniers par représailles ; les Brabançons ayant rempli de sel la bouche de deux blessés Autrichiens, qu'ils avoient mutilés de coups de sabre en croix. Le Colonel *de Bleskhem* étant

Digitized by Google

accusé, par un déserteur, du meurtre des deux prisonniers, sur la parole de ce transfuge le Congrès avoit mis à prix la tête du Colonel Autrichien. Cet Officier a victorieusement détruit cette imposture méprisable, par des certificats revêtus de nombreuses et respectables signatures.

Le Congrès en est réduit maintenant à l'expédient des conspirations imaginaires, pour soutenir l'exaltation. Il a fait croire dernièrement à quelques Personnes, que des légions de brigands alloient fondre sur les villes, et en massacrer les Habitans.

FRANCE.

De Paris, le 21 Juillet.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Supplément à l'analyse de la Semaine précédente.

Pendant la discussion de Vendredi 9, sur le Cérémonial de la Fédération du 14, et en particulier sur le Serment Civique, M. l'Evêque *de Clermont* dit :

« Nous allons, Messieurs, renouveler, de concert avec tous les individus de la Nation Françoise, le Serment de lui être fidèles, ainsi qu'à la Loi et au Roi. Quel est le François? Que dis-je! quel est le Chrétien qui puisse hesiter, sur un engagement que tous les principes consacrent et que tous les amis de l'ordre

Digitized by Google

public doivent chérir? Permettez que, par l'impulsion d'un sentiment patriotique, aussi vif que vrai, je me déclare ici prêt à le signer de mon sang, s'il en étoit besoin. »

« Nous allons promettre en même temps, mais dans des circonstances bien différentes de celles où nous nous trouvions le 4 Février dernier, et le promettre sous le sceau de la Religion, de maintenir de tout notre pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée Nationale, et sanctionnée par le Roi... Ici, Messieurs, en me rappelant tout ce que je dois rendre à César, je ne puis me dissimuler ce que je dois rendre à Dieu... Oui, dans tout ce qui concerne les objets civils, politiques et temporels, je me croirai fondé à jurer de maintenir la Constitution; mais une Loi supérieure à toutes les Lois humaines, me dit de professer hautement que je ne puis comprendre dans mon Serment Civique les objets qui dépendent essentiellement de la puissance spirituelle; que toute feinte, à cet égard, seroit un crime; que toute apparence qui pourroit la faire présumer, seroit un scandale de ma part. »

« Je déclare en conséquence, Messieurs, que j'excepterai très-expressément de mon Serment, tout ce qui concerne les objets purement spirituels, parce que je ne crois pas, dans ma conscience, pouvoir les y renfermer, et je vous supplie de considérer que cette exception, elle-même, doit vous paroître le garant le plus sûr de ma fidélité à ce que j'aurai juré. »

Tous les Evêques placés au côté droit, ainsi qu'un très-grand nombre de Députés Ecclésiastiques et Laïcs, s'élevèrent aussitôt,

Digitized by Google

pour marquer leur adhésion aux sentimens de M. l'Evêque *de Clermont*.

Décrets sur les Pensions, rendus le Samedi 10.

« ART. I. L'Etat doit récompenser les services rendus au Corps social, quand leur importance et leur durée méritent ce témoignage de reconnoissance. La Nation doit aussi payer aux Citoyens le prix des sacrifices qu'ils ont faits à l'utilité publique. »

« II. Les services qu'il convient à l'Etat de récompenser, sont ceux qui intéressent la Société entière. Les seuls services qu'un individu rend à un autre individu, ne peuvent être rangés dans cette classe, qu'autant qu'ils sont accompagnés de circonstances qui en font réfléchir l'effet sur tout le Corps social. »

« III. Les Sacrifices dont la Nation doit payer le prix, sont ceux qui naissent des pertes qu'on éprouve en défendant la Patrie, ou des dépenses qu'on a faites pour lui procurer un avantage réel et constaté. »

« IV. Tout Citoyen qui a servi, défendu, illustré, éclairé sa Patrie, ou qui a donné un grand exemple de dévouement à la chose publique, a des droits à la reconnoissance de la Nation, et peut, suivant la nature et la durée de ses services, prétendre à des récompenses. »

« V. Les marques d'honneur décernées par la Nation seront personnelles et mises au premier rang des récompenses publiques. »

« VI. Il y aura deux espèces de récompenses pécuniaires; les pensions et les gratifications. Les premières sont destinées au soutien du Citoyen qui a bien mérité de la Patrie; les secondes, à payer le prix des pertes souffertes, des sacrifices faits à l'utilité publique. »

Digitized by Google

« VII. Aucune pension ne sera accordée à qui que ce soit, avec clause de réversibilité; et dans le cas de défaut de patrimoine, la veuve d'un homme mort dans le cours de son service public, pourra obtenir une pension alimentaire, et les enfans être élevés aux dépens de la Nation, jusqu'à ce qu'elle les ait mis en état de pourvoir eux-mêmes à leur subsistance. »

« VIII. Il ne sera compris dans l'Etat des pensions que ce qui est accordé pour récompense de service. Tout ce qui sera prétendu à titre d'indemnité, de dédommagement, comme prix d'aliénation ou autres causes semblables, sera soumis aux règles qui seront décrétées pour la liquidation des créanciers de la Nation. »

« IX. On ne pourra jamais être employé sur l'Etat des pensions qu'en un seul et même article. Ceux qui auroient usurpé, de quelque maniere que ce soit, plusieurs pensions, seront rayés de la Liste des Pensionnaires, et privés des graces qui leur auroient été accordées. »

« X. Nul ne pourra recevoir en même temps une pension et un traitement. Aucune pension ne pourra être accordée sous le nom de traitement conservé et de retraite. »

« XI. Il ne pourra être concédé de pensions à ceux qui jouissent d'appointemens, gages ou honoraires; sauf à leur accorder des gratifications, s'il y a lieu. »

« XII. Un Pensionnaire de l'Etat ne pourra recevoir de pension sur la Liste civile d'aucune autre Puissance. »

Avant de prêter le Serment Civique, Dimanche 11, M. *d'Orléans* prononça le Discours

suivant, très-applaudi de la grande pluralité des Auditeurs :

« Tandis que, d'après la permission que l'Assemblée m'avoit donnée, et conformément au vœu du Roi, je m'étois absenté pour aller remplir en Angleterre une mission dont S. M. m'avoit chargé auprès de cette Cour, vous avez décrété que chacun des Représentans de la Nation prêteroit individuellement le Serment Civique dont vous avez réglé la formule. Je me suis empressé alors de vous envoyer mon adhésion à ce Serment, et je m'empresse aujourd'hui de le renouveler au milieu de vous. Le jour approche où la France entière va se réunir solennellement pour le même objet, et où toutes les voix ne feront entendre que des sentimens d'amour pour la Patrie et pour le Roi; pour la Patrie, si chère à des Citoyens qui ont recouvré la Liberté; pour le Roi, si digne par ses vertus de régner sur un Peuple libre, et d'attacher son nom à la plus grande comme à la plus heureuse époque de la Monarchie Françoise. Ce jour, au moins, je l'espère ainsi, verra disparoître pour jamais toutes les différences d'opinions et d'intérêts, désormais réunies et confondues dans l'opinion et l'intérêt publics. Pour moi, qui n'ai jamais fait de vœu que pour la Liberté, je ne puis que desirer et solliciter de vous le plus scrupuleux examen de mes principes et de ma conduite dans tous les temps. Je ne puis avoir le mérite d'aucun sacrifice, puisque mes vœux particuliers ont toujours prévenu ou suivi vos Décrets; et depuis long-temps, je peux le dire, je portois dans mon cœur le Serment que ma bouche va prononcer en ce moment. »

« Je jure d'être fidèle à la Nation, à la

Digitized by Google

Loi, au Roi, et de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution decrétée par l'Assemblée Nationale, et acceptée par le Roi. »

Dans le cours des débats sur la place que devoit occuper la Reine et la Famille Royale aux Cerémonies publiques, quelques Membres ont cité l'Angleterre. Nous ignorons s'ils avoient des notions bien exactes à cet égard : pour répondre au vœu de différentes Personnes, nous exposerons sommairement les prérogatives que la Constitution ou l'Usage assurent à la Reine d'Angleterre et aux Princes du Sang Royal.

La Loi considérant la Reine, comme Epouse du Monarque héréditaire, et comme Mère des Héritiers du Trone, elle la distingue éminemment de toutes les autres Citoyennes : « Et d'abord, dit *Blackstone*, Elle est Personne publique, distincte du Roi, et Elle ne « perd point, à l'exemple des autres femmes « mariées, toute existence légale et séparée. »

Elle peut acquérir des domaines, passer des baux, et faire tous les autres actes de propriété sans la concurrence du Roi. Elle a ses Officiers propres de Cour et de Justice, non-seulement pour le cérémonial, mais encore pour toutes les affaires juridiques, qu'elle peut suivre en son nom, par le Ministère de son Procureur-Général et de son Solliciteur. La Loi la fait jouir de plusieurs exemptions, telle que celle des droit de péage, et de divers petits revenus casuels qui anciennement appartinrent aux Reines d'Angleterre.

Mais la Constitution a plus particulièrement marqué son respect pour la Reine, en déclarant *Crime de Haute-Trahison* tout at-

Digitized by Google

sentat sur sa vie et sur son honneur. Dans les Cérémonies publiques, dans celle, par exemple, d'un *impéachment* poursuivi et jugé par devant la Chambre-Haute, et que l'on considère comme la plus grande Solemnité Constitutionnelle, la Reine, ses Filles et ses Enfans mineurs ont leur Tribune séparée, dans une place particulière et distinguée. Dans les cérémonies purement civiles, et les fêtes publiques, S. M. et sa Famille accompagnent ou suivent immédiatement le Roi.

Tout attentat contre le Prince *de Galles*, contre son Epouse, ou contre la Fille aînée du Roi, est regardé comme Crime de Haute-Trahison. Dans les cérémonies d'Etat, dans les solemnités politiques, où la Reine et ses Enfans mineurs n'assistent que comme Spectateurs, la Constitution et l'Usage ont réglé la préséance des Princes du Sang. Aujourd'hui, par exemple, tel seroit l'ordre de la hiérarchie et de la marche. Le Prince *de Galles*, ses deux Frères les Ducs *d'Yorck* et *de Clarence*, l'Archevêque *de Cantorbéry*, le Lord Chancelier, le Président du Conseil Privé, etc. Au Parlement, depuis le Prince *de Galles*, jusqu'aux Neveux du Roi inclusivement, les Princes du Sang majeurs siégent avant les Ducs et les grands Officiers d'Etat.

Les Anglois de tous les temps, excepté ceux du long Parlement qui abolirent la Monarchie, ont regardé ces préséances comme inhérentes à la nature d'une Monarchie héréditaire. La Constitution les a consacrées; personne ne s'est élevé contre elles. Si la Grande-Bretagne s'érigeoit en République, ou rendoit la Royauté élective, elle se hâteroit sans doute d'effacer ces distinctions. Ce seroit ne rien apprendre aux Publicistes

Digitized by Google

réfléchissans, que de montrer l'accord de ces prééminences légales avec une Constitution qui a déféré au Prince, non-seulement le *Pouvoir exécutif*, mais encore l'Autorité Royale; qui l'a rendu participant au Pouvoir Législatif, dont aucun Acte ne devient Loi sans sa volonté toujours libre; qui l'a constitué partie intégrante du Parlement, et lui a délégué l'exercice de la Souveraineté Nationale; Souveraineté dont le Peuple ne peut faire les fonctions, puisqu'il ne peut être assemblé chaque jour; Souveraineté qui ne sauroit être représentée par les Mandataires amovibles, et non responsables de la Nation au Corps Législatif, et dont le seul Chef perpétuel et héréditaire de la force publique, doit être investi.

Du Lundi 12 Juillet.

L'Histoire d'un Comédien, auquel M. le Curé de Saint-Sulpice a refusé une publication de bans de mariage, conformément aux Décrets du Droit Canonique, a servi de préliminaire à la Séance. M. *Bouche*, dont l'instinct pénètre dans les replis du cœur, a vu ici *de ces petites méchantes intrigues*, avec lesquelles on veut affliger les Citoyens. M. le Curé *Gouttes* opinoit à renvoyer la question au Comité de Constitution, en lui adjoignant trois ou quatre Ecclésiastiques très-instruits; mais, la Déclaration des Droits n'admettant l'inégalité de science pas plus que tout autre, M. *de Liancourt* a observé qu'il falloit supposer tous les Ecclésiastiques également instruits. Les Comités de Constitution et Ecclésiastique sont chargés de rendre une décision sur cette matière.

Le reste de la Séance a eu pour objet

Digitized by Google

huit articles, additionnels au Décret concernant le traitement du Clergé, et adoptés en ces termes :

« Art. 1^er^. Les Titulaires qui tiendront des maisons de leurs Chapitres à titre de vente, pour leur vie ou bail à vie, continueront d'en jouir jusqu'à leur décès, à la charge de payer incessamment au Receveur du District où seroit le Bénéfice, le prix de la vente dont il seroit en arrière, et du prix du bail. »

« II. A l'égard des Chapitres dans lesquels les Possesseurs faisoient, avec le Corps, des conventions qui donnent à l'Acheteur la faculté de disposer, laisser à ses héritiers ou ayant cause, du tout ou d'une partie; ces conventions sont autorisées par Statuts confirmés et duement homologués par Arrêts des Cours Souveraines, ou par un usage immémorable; lesdites conventions seront exécutées selon leur forme et teneur, et les Possesseurs pourront en disposer comme bon leur semblera, à la charge par eux de payer au Receveur des Districts le sixième de l'estimation qui en sera faite par les Commissaires nommés par les Départemens. »

« III. Les Donateurs ou Fondateurs des maisons des Chapitres qui prétendroient avoir des droits sur lesdites maisons, ou d'autres droits quelconques sur d'autres maisons, ne pourront exercer leur action que contre les Titulaires. »

« IV. Les Titulaires des Bénéfices supprimés qui justifieront avoir bâti ou construit entièrement des maisons à leurs frais, jouiront pendant leur vie desdites maisons. »

« V. En cas d'aliénation en vertu des précédens

Digitized by Google

cédens Décrets des maisons dont la jouissance a été ôtée aux Titulaires, ils seront indemnisés d'après l'avis des Assemblées de Département. »

« VI. Les maisons dont la jouissance ou la disposition a été accordée aux Titulaires, par les articles I, II et IV ci-dessus, n'entreront pour rien dans le traitement qui leur a été accordé, et tant que les Titulaires auront la jouissance desdites maisons, ils seront tenus aux réparations et aux charges, sauf à ceux-ci à se pourvoir. »

« VII. *Ajourné.*

« VIII. Les Evêques et les Curés conservés dans leurs fonctions, ne pourront recevoir leur traitement, qu'au préalable ils n'aient prêté le serment prescrit par les articles XXI et XXXVIII du Titre II du Décret sur la Constitution du Clergé. »

Du Mardi 13 Juillet.

De tous les Ministres du Roi, nul n'est attaqué depuis six mois avec une brutalité plus féroce, un mélange plus dégoûtant de fureur et d'ignorance volontaire, que M. *de Saint-Priest.* Chaque semaine, on l'a vu dénoncer par l'un ou l'autre de ces Imposteurs publics, certainement plus puissans pour opérer le mal, et ayant fait commettre plus de crimes, qu'il n'appartiendroit au Gouvernement actuel, le moins bien intentionné. On ne s'acharne pas aussi long-temps et avec un tel concert, sur un Administrateur auquel on ne peut reprocher que d'avoir su conserver sa dignité personnelle, sans un projet formel de le perdre. Jusqu'ici, ces insultes périodiques, ces délations de cabaret, ne méritoient que le mépris des Observa-

Digitized by Google

teurs ; mais la poursuite vient de prendre un caractère plus sérieux. Les deux Comités de Recherches de l'Assemblée Nationale, et de la Ville, ont dénoncé M. *de Saint-Priest* au Procureur-Syndic de la Commune, comme prévenu du *crime de lèze-Nation*, avec MM. *de Maillebois* et *de Bonne-Savardin*. Le Procureur-Syndic a rendu plainte au Châtelet. Nous rappellerons, par occasion, ce que nous avons fait remarquer souvent, c'est que depuis un an qu'on poursuit des criminels de lèze-Nation, ce crime n'est pas encore défini, et qu'à cet égard, les Citoyens d'un Etat libre, restent sous l'arbitraire qui caractérisa les règnes de tyrannie. Ce qui nous paroît plus surprenant encore, c'est que dans cette foule d'Adresses Oratoires qu'on fait parvenir à l'Assemblée, et où l'on érige des autels à la Liberté, qui que ce soit ne s'est avisé de réclamer cette définition. Un Particulier qui allie les fonctions de Journaliste à celles de Membre du Comité des Recherches, a promis au Public de *grands développemens* sur la dénonciation de M. *de Saint-Priest*. En attendant qu'il nous tienne parole mieux qu'il n'a fait, en nous annonçant aussi *les plus grands développemens* sur les crimes de MM. *de Besenval*, *de Broglie*, *de Favras*, etc. voici la Lettre qu'a adressée M. *de Saint-Priest* au Président de l'Assemblée Nationale, et dont il a été fait lecture :

Paris, ce 13 Juillet 1790.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Je vous prie de lire à l'Assemblée Nationale cette Lettre que j'ai l'honneur de vous écrire rapidement. »

« Je viens d'être informé que le Procu-

Digitized by Google

reur-Syndic de la Commune de Paris, à la réquisition du Comité des Recherches de la Ville, qui dit s'être concerté avec le Comité des Recherches de l'Assemblée Nationale, m'a dénoncé au Châtelet, comme prevenu de crime de leze-Nation, avec MM. *de Maillebois* et *Bonne-Savardin*. »

« Je crois devoir à la considération, plus que jamais nécessaire à mes fonctions publiques, d'aller au-devant de cette accusation calomnieuse, comme je l'ai déja fait à deux différentes reprises, lorsque j'ai été dénoncé à l'Assemblée Nationale. Son Comité des Rapports n'y ayant donné aucune suite, j'ai respecté l'importance des occupations de l'Assemblée Nationale, et j'ai livré à l'oubli d'injustes imputations. Mais aujourd'hui qu'un Tribunal juridique est saisi d'une action intentée contre moi, je prends l'engagement solennel de la poursuivre, en sacrifiant mes veilles à ma défense, si le travail de ma place emploie le cours entier de mes journées. Peut-être devrois-je être moins affecté de cette nouvelle inculpation; mais le sentiment de confiance que donne une vie honorable de cinquante-cinq années, dont quarante au service de la Patrie dans de grands et importans emplois, ce sentiment, dis-je, n'est pas assez fort en moi pour me faire supporter patiemment que le mot de *crime* puisse accompagner mon nom et atteindre mon exacte probité. »

« J'ose déclarer à l'Assemblée Nationale et à la Nation entière, que je n'ai jamais eu aucun rapport de confiance avec MM. *de Maillebois* et *Bonne-Savardin*, quoique les connoissant depuis long-temps l'un et l'autre; ce dernier nommément pour l'avoir vu à

Digitized by Google

Constantinople, il y a plus de vingt ans, et depuis à l'occasion de mon Ambassade en Hollande, parce qu'il étoit entré au service de cette République avec M. *de Maillebois*. Ce que je puis me rappeler dans le très-petit nombre de visites que m'a faites M. *Bonne-Savardin* depuis un an, c'est qu'il m'a sollicité de m'interesser au payement des dettes de M. *de Maillebois;* qu'il m'a représenté l'inconvénient de laisser ce Général François à un service étranger; qu'il m'a dit enfin que le Roi pourroit s'en servir encore utilement, même pour le Ministère de la Guerre. Je n'ai jamais répondu à tout cela que comme à des objets qui ne regardent point mon Département. »

« Il est à remarquer que ce Particulier ne paroît m'avoir cité nulle part, mais bien un sieur *Farcy*, nom que je n'ai jamais porté ni emprunté : je ne puis savoir quelles sont les Pieces à l'appui de l'application de ce nom au mien; mais je les certifie à l'avance fausses et illusoires. »

« Ce chef d'accusation écarté, il reste à me justifier d'une autre inculpation qu'on m'a rapportée être conçue en ces termes : « que M. *Guignard* n'a cessé de témoigner « sa haine et son mépris pour l'Assemblée « Nationale, et les Lois décrétées par elle « et acceptées par le Roi, tandis que le « premier devoir d'un Ministre est de les « faire exécuter et respecter. »

« Je déclare hautement que je les respecte. Je reconnois qu'il est de mon devoir de les faire exécuter en tout ce qui dépend de moi, et ce devoir, je l'ai rempli. J'ai la conscience intime d'avoir servi avec zèle et fidélité ma Patrie et mon Roi, et j'in-

Digitized by Google

voque à cet égard le glorieux témoignage d'estime dont l'Assemblée Nationale m'honora l'année dernière. J'ai juré le maintien de la Constitution, et je serai fidèle à mon serment. »

Signé, GUIGNARD.

Après cette lecture, M. *Barrère de Vieuzac* a occupé le Législateur d'une idée poétique, qui consiste à dresser sur les ruines de la Bastille, un obélisque sur lequel seroient gravées la date de la destruction du Château-fort, la Déclaration des Droits et la Fédération générale. M. *Martineau* a trouvé le terrain trop cher et trop propre à un emploi utile, pour en faire ainsi le sacrifice, et d'après lui, le projet de M. *Barrère* a été ajourné.

On a poursuivi la discussion sur l'établissement des Juges de paix, et spécialement sur leur compétence, que l'article X fixe de la manière suivante :

« X. Il connoîtra de même sans appel jusqu'à la valeur de 50 liv. et à charge d'appel, à quelque valeur que la somme puisse monter : »

« 1°. Des actions pour dommages faits, soit par les hommes, soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes. »

« 2°. Des déplacemens de bornes, des usurpations de terre, arbres, haies, fossés et autres clôtures, commises dans l'année, des entreprises sur les cours d'eau servant à l'arrosement des prés, commises également dans l'année, et de toutes autres complaintes possessoires. »

« 3°. Des réparations locatives des maisons et fermes. »

« 4°. Des indemnités prétendues par le

Digitized by Google

Fermier ou Locataire, pour non-jouissance, lorsque le droit de l'indemnité n'est pas contesté, et des dégradations alléguées par le Propriétaire. »

« 5°. Du payement des salaires des gens de travail, des gages des domestiques, et des actions relatives à l'exécution de leurs engagemens. »

« 6°. Des actions pour injures verbales, rixes et voies de fait, pour lesquelles les parties ne se seront pas pourvues par la voie criminelle. »

M. *de Noailles* a fait lecture d'un Rapport du Comité Militaire sur l'organisation de l'Armée. Depuis long-temps, on attendoit cet Exposé avec impatience; il a été écouté avec intérêt. Voici les bases que M. *de Noailles* a proposé de consacrer :

« Art. Ier. L'Armée sera composée de 204,619 Soldats et Officiers, dont 153,953 en activité, et 50,000 Soldats sédentaires dans les Départemens; la proportion des Troupes étrangères au reste de l'Armée, en temps de paix, ne pourra être de plus d'un à huit, trois cinquièmes, en comprenant les Suisses. »

« II. La proportion de l'Infanterie à la force de l'Armée sera comme trois et un tiers est à quatre; ».

« La Cavalerie comme un est à cinq et un cinquième. »

« III. L'Armée Françoise, au pied de de guerre, par l'augmentation que pourront recevoir les Troupes Etrangères, sera de 233,730 hommes. La proportion de l'Infanterie à la force de l'Armée, sera alors comme cinq un douzieme est à sept; »

Digitized by Google

« La Cavalerie comme un est à cinq et un tiers ; »

« L'Artillerie et le Génie comme un est à seize sept neuvièmes. »

« IV. La proportion des Officiers aux Soldats dans l'Infanterie, sera, en temps de guerre, comme un est à vingt-huit un tiers ; dans la Cavalerie et les Dragons, comme un est à dix-huit. Dans les Troupes légères, comme un est à vingt ; dans le Génie et l'Artillerie, comme un est à dix un tiers. »

L'impression du Rapport a été ordonnée, et la Séance s'est terminée par une Députation des Gardes Nationales du Royaume, dont M. *de la Fayette* a été l'organe. Unanimement, on a voté des remercimens aux Gardes Nationales.

Du Mardi. Séance du soir.

Deux Députations de la Marine et des Troupes de ligne, ont occupé la grande partie de la soirée, durant laquelle M. *de Broglie*, au nom du Comité des Rapports, a rendu compte d'un nouvel attentat sur les propriétés et sur les Lois, que les Infracteurs néanmoins ont juré cinq ou six fois de maintenir au prix de tout leur sang. Nemours, Montargis, et nombre de Paroisses circonvoisines, ont refusé le payement des droits de dimes et de champart, *ordonné par l'Assemblée*. On a dressé des potences, avec menace d'y attacher les Percepteurs ; la Maréchaussée a été insultée. On accuse les Municipaux de connivence. Ce désordre n'est point particulier à Nemours et à Montargis, il s'etend à bien d'autres Départemens. Le Comité proposoit de supplier le Roi de mettre des Troupes réglées à portée

Digitized by Google

de prêter main-forte aux Gardes Nationales, et que le Tribunal de Melun fût chargé d'informer et de juger en dernier ressort. M. *Fermond* et M. *Dupont* se sont opposés à ce Décret; le premier l'a jugé contraire aux principes qui ont fait supprimer les Justices Prévôtales; le second, plus indulgent, a attribué la résistance du Peuple à *son ignorance* des Décrets de l'Assemblée, et il a opiné à ajouter que le droit de champart seroit perçu, *sauf à se pourvoir par des voies légales.* Bientôt un Député de Nemours a déclaré qu'il étoit inutile d'envoyer des Troupes réglées, parce que ni elles ni les Gardes Nationales ne voudroient jamais tirer sur leurs Concitoyens. De manière que dans le sens de l'Opinant, ses *Concitoyens* pourroient brûler, piller, tuer, violer toutes les Lois, et se tenir certains qu'aucune force publique ne se présentera pour les réprimer: ainsi, la Société n'aura pas le droit que la Loi naturelle donne à chaque individu, de repousser la force par la force, et voilà ce qu'à la fin du 18e siècle on appelle la *liberté*; voilà les maximes sur lesquelles on entend nous bâtir un nouvel ordre social!

Au milieu de ces contestations étranges, M. *Demeunier* a demandé si un Tribunal pouvoit informer contre une Municipalité. (Nous demanderons encore s'il l'oseroit.) L'Opinant a avoué que, jusqu'à ce que le Comité de Constitution eût décidé la question, les Municipalités étoient hors de l'atteinte des Tribunaux. Une objection plus tranchante s'est présentée à M. *de Beaumetz.* « N'est-il pas contradictoire, a-t-il dit judicieusement, de mettre des Troupes à la dis-

Digitized by Google

sition des Municipalités, et de souffrir qu'on informe contre ces mêmes Municipalités? »

De ces diverses observations est sorti un Décret atténué, qui ordonne d'informer contre les coupables, et de poursuivre dans tout le Royaume, *sur la réquisition des Municipalités*, les Infracteurs du Décret du 18 Juin.

Il eût été bien desirable et bien juste, d'étendre ce Décret au vol public qui se fait en une infinité de lieux, des Droits Féodaux, dont le payement a été ordonné jusqu'au rachat. Dans plusieurs Provinces, les Propriétaires ne peuvent impunément percevoir leurs redevances légitimes. S'adressent-ils aux Municipalités? celles-ci craignent le Peuple, et restent immobiles. Sollicitent-ils le Gouvernement? il ne peut que recourir aux Municipalités, et l'on retombe dans le même cercle. Ont-ils recours à l'Assemblée? les plaintes particulières se perdent dans l'entassement des affaires générales de toute espèce.

Du Mercredi 14 Juillet. Jour de la Fédération générale.

Du Jeudi 15 Juillet.

Au commencement d'une des séances de la semaine dernière, M. *Camus* avoit concerté avec une trentaine de Membres présens, un Décret qui ordonnoit au premier Ministre des Finances de remettre, dans le jour, l'état des reprises du Trésor Royal. Par une lettre adressée ce matin à l'Assemblée, M. *Necker* dit: « J'ai employé tous les momens de jour et de

nuit que m'ont laissés mes autres occupations, à distribuer les cinq parties de cet état et y faire ajouter quelques observations indispensables ; mais je n'ai pas eu le temps d'en faire la vérification, ni de faire prendre tous les renseignemens necessaires. Je l'enverrai demain dans l'état d'imperfection où le Décret de l'Assemblée, à jour fixe, me force de le livrer ». Le Comité des Pensions est saisi de l'examen de cette lettre.

Après ce preliminaire, M. *de Liancourt* a employé la premiere heure de la Séance à exposer les principes qui dirigent le Comité de Mendicité, et à classer les differens rapports qu'il doit successivement presenter à l'Assemblée.

Cette dissertation présente la Théorie générale de la mendicité : on s'y attache principalement à démontrer l'influence de la Constitution sur la destruction de ce fléau. Les travaux du Comité pourront faciliter ce bien futur ; mais en attendant, le nombre de Dépôts et Hospices de Charité que l'on est force journellement d'établir, n'attestent pas encore les effets de cette salutaire influence : les maisons ouvertes dans les Municipalités voisines de Paris, regorgent de malheureux ; la plupart manquent de fonds et sollicitent des secours.

Dans l'institution de la Prérogative Royale, à laquelle on a donné le nom plus doux de *Pouvoir exécutif*, on a distingué, depuis la Révolution, deux systêmes fondamentaux. Le premier, écrasé aux mois de Septembre et d'Octobre 1789, appartenoit au premier Comité de Constitution. Conformement à la maxime de tous les Publicistes de quelque poids, il consistoit à diviser la Puis-

Digitized by Google

sance législative, pour donner à la Loi, de la maturité, de la rectitude, de la stabilité, et à réunir la Puissance exécutrice, parce qu'un grand Empire ne peut aller d'un mouvement uniforme, sûr, et reglé, sans une grande Force publique qui subjugue les résistances particulières: il tendoit à affermir la liberté publique, les lois et le Gouvernement Monarchique, par une balance réciproque entre la Puissance qui veut et celle qui agit: il tempéroit la Démocratie par la Monarchie; il armoit celle-ci d'une force légale, défensive, en la rendant partie intégrante, toujours libre, toujours nécessaire du Pouvoir législatif: au défaut d'une puissance active, dont on devoit craindre l'abus, il l'entouroit ainsi de celle d'opinion; il l'élevoit extérieurement à cette hauteur qui defend le Trône des atteintes d'aucun Parti, d'aucun Corps, d'aucune entreprise populaire ou Aristocratique; il interdisoit l'exercice de ces fonctions suprêmes, à tout autre Pouvoir qu'à celui dont la Constitution doit inviolablement maintenir l'unité, et contre les abus duquel elle a placé des barrières suffisantes.

Ce système fut décrié avant d'être examiné: il pouvoit être susceptible d'erreurs (je suis loin de le penser); mais quelle pitié d'oser dire et d'ecrire qu'on vouloit nous conduire à la servitude, par le Gouvernement *perfectionné*, qui jusqu'alors servoit de type à la liberté! « Quelle pitié, a dit M. *Servan*, « d'entendre à cette époque et depuis, des « Déclamateurs enfantins, les mains encore « flétries des fers qu'ils venoient de briser, « et balbutiant à peine les mots de *liberté*

Digitized by Google

« et de *Constitution*, traiter les Anglois, et « leurs imitateurs, *d'esclaves ignorans*!

Dans le second système, la Monarchie fut considérée sous des rapports très-différens. Ses Architectes la construisirent avec les élémens de la Démocratie de l'âge d'or; ils arrangèrent les hommes comme des cailloux, sans tenir compte de la circulation du sang et des esprits animaux; ils assemblèrent leur charpente, ayant toujours sous leurs yeux le despotisme de Louis XIV, la Bastille, les lettres-de-cachet, les incalculables dilapidations de nos Finances, les décisions arbitraires des Ministres despotiques. Dans leur juste effroi, ils mirent la Liberté à la plus grande distance de la Royauté, et lorsqu'il fallut placer celle-ci au milieu de l'édifice, elle ne trouva plus sa mesure. Le Monarque resta, la Monarchie s'enfonça sous le Pouvoir du Peuple, et l'on crut le Trône dangereux tant que son action ne seroit pas tellement subordonnée, que chaque autorité dans l'Etat sortît de sa dépendance, et qu'à chaque acte d'exécution, il rencontrât un Pouvoir, maître de lui résister.

La Puissance exécutive ayant été anéantie de fait depuis les grandes époques de la Révolution, à chaque attentat contre l'ordre, et la sureté publique, des cris s'élevèrent en faveur de sa restauration. La Constitution y avoit pourvu en déclarant le Roi Chef suprême du Pouvoir exécutif; mais en quoi consistoit cette suprématie? le Législateur fut long-temps muet à cet égard. Lorsqu'il s'expliqua, les Corps Administratifs étoient déja investis du droit de requérir seuls la force armée, et de se constituer ainsi seuls gardiens de la paix pu-

Digitized by Google

blique. Subordonnés au Roi, mais encore plus au Corps législatif, ils invoquoient de préférence et constamment les ordres de celui-ci, en refusant de reconnoître les injonctions du Pouvoir exécutif : ainsi, pour chaque cas particulier, il a fallu un Décret par lequel, ou le Législateur a prononcé lui-même, ou il a autorisé le Roi à se faire obéir. Toutes les autres dispositions relatives à la Puissance Royale, ont été des conséquences immédiates du système précédent. Les Corps Administratifs, les Juges, le Clergé, sont livrés à la nomination du Peuple sans aucune participation du Pouvoir exécutif. Les Municipalités, les Districts, les Départemens lui disputent la haute Police. Ses Ministres, isolés de toutes parts, sont exclus du Corps législatif. Il ne peut qu'accepter les Décrets constitutionnels : à l'avenir, le refus de sa sanction ne sera que provisoire.

Sans doute ce fut en conformité de ces préliminaires, qu'une Section nombreuse de l'Assemblée voulut écarter le concours du Roi dans la décision de la guerre ou de la paix. Il étoit, en effet, bien étrange de laisser une semblable prérogative dans les mains d'un Prince, qui ne peut rendre une Ordonnance de Police. Cependant, ici les Auteurs de la Constitution actuelle se divisèrent, et le droit de préparer la guerre et la paix fut laissé au Roi. Cette première déviation du système général en a amené d'autres ; l'organisation de l'armée vient d'en manifester une nouvelle.

Aujourd'hui, M. *de Noailles* entrant dans l'esprit de la Constitution, et voulant en prévenir les discordances, a proposé le Décret suivant :

Digitized by Google

« L'Assemblée Nationale, expliquant son Décret du 28 février, et conformément à celui qu'elle a rendu le 28 juin sur l'Armée navale, décrète qu'il appartient au Pouvoir législatif, de fixer le nombre d'individus de chaque grade, tant pour les Troupes Nationales que pour les Troupes étrangères à la solde de la France. »

Par ce Décret du 28 février, l'Assemblée pria le Roi de lui envoyer son plan d'organisation de l'armée, afin qu'elle pût s'occuper des objets qui sont du ressort du Corps législatif. De là, nombre de difficultés entre le Comité Militaire et le Ministre de la guerre. Le Comité étoit nanti de l'examen et de la révision d'un plan Ministériel. M. de la *Tour-du-Pin* en a refait un second : le Comité a redigé aussi le sien. Plusieurs de ses Membres ont fait entrer dans la compétence de l'Assemblée, la refonte des Corps Militaires, la suppression des Officiers, leur création par conséquent, enfin tous les détails de la composition d'une armée. Cette compétence est-elle Constitutionnelle ? telle est la question que M. *de Noailles*, en son nom propre, a soumise à l'examen du Corps législatif.

De longs débats se sont élevés entre les deux Sections divisées qui forment la majorité.

« Si vous autorisez les Législatures, a dit M. *de Wimphen*, à déterminer le nombre d'hommes de chaque grade, à organiser et à désorganiser à leur gré les Corps Militaires, soyez sûrs qu'elles les désorganiseront. Il est rare qu'un Corps jouisse d'un grand pouvoir sans être jaloux de l'exercer. Il peut arriver qu'il ne se trouve dans la Législature pas

Digitized by Google

un seul Militaire; il suffira alors d'un esprit captieux, pour bouleverser l'Armée. »

Dans les discussions qui eurent lieu à Versailles, sur l'article de la Constitution, suivant lequel : « Nul Office public ne « pourra être créé que par un Décret du « Corps Législatif, sanctionné par le Roi, » MM. *Mounier*, *de Virieu*, *Malouet*, prédirent littéralement les conséquences qu'en a aujourd'hui tiré M. *Dubois de Crancé*, quant aux Offices Militaires. A l'autorité précise de la Constitution, il a ajouté celle des circonstances, qui rendoient d'interêt national le choix d'Officiers Patriotes, tandis que le Pouvoir exécutif avoit un interêt contraire.

« On est toujours sûr, a repliqué M. *de Montlauzier*, d'obtenir des applaudissemens, quand on met en parallele la Nation et les Ministres; mais il ne suffit pas de dire : « La « Nation a un très-grand intérêt à cette chose; « donc elle est du ressort du Corps Législatif; « autant vaudroit détruire tout de suite tous « les autres pouvoirs politiques de l'Etat. »

M. *Emery* accordoit l'initiative au Roi et le Décret au Corps Législatif. MM. *de Crillon*, *de Sernt* et *de Tracy* opinoient à ne s'occuper que des rapports constitutionnels et économiques, en laissant au Ministre les Rapports Militaires.

M. *Bureau de Pusy* a estimé que ces détails et les subdivisions de l'Armée appartenoient essentiellement au Chef de l'Armée, et que si l'Assemblée réunissoit à la force de volonté et d'opinion, celle de l'action et de la disposition des forces militaires, elle cumuleroit tout le poids à l'extrémité du levier qui doit maintenir l'équilibre politique; elle

Digitized by Google

effraieroit par un genre de despotisme, plus dangereux que celui qu'on avoit renversé.

M. le Curé *Jalet* établissoit, pour majeure, que la nomination des Juges et des Curés appartenoit au Peuple; il alloit sans doute conclure que la nomination des Officiers dépendoit aussi du Corps Législatif, si des éclats de rire n'eussent coupé son syllogisme.

M. *Péthion* a répondu à M. *Bureau de Pusy* par les principes même de la Constitution, qui n'admet ni *levier*, ni *équilibre* : « Le pouvoir du Roi, a-t-il dit, se borne « à sanctionner ou à ne pas sanctionner nos « Décrets. »

M. *Alexandre de Lameth* a demandé comment le Corps Législatif pourroit user de son droit, de déterminer la dépense totale de l'Armée, s'il n'avoit celui de déterminer le nombre d'hommes de chaque grade? « Je demande, a répliqué M. *Emery*, si le nombre d'hommes à donner à chaque Compagnie, ne dépend pas essentiellement de la nature des évolutions qui seront adoptées, si le nombre d'hommes à placer dans chaque espèce de fonctions ne dépend pas de ces mêmes circonstances? il faudra donc aussi que le Corps Législatif s'occupe d'un plan de Tactique. »

Cette discussion alloit se prolonger indéfiniment, lorsqu'un ajournement l'a rejettée à Lundi.

A l'ouverture de la Séance, M. le Président avoit rendu compte qu'un détachement de Soldats Vétérans, incertains du lieu où seroit déposée l'Oriflamme, donnée par la Municipalité aux Députés des Troupes de ligne, pour la Cérémonie du 14, l'avoient

Digitized by Google

remise la nuit dernière dans la Salle de l'Assemblée Nationale. Il a ajouté qu'interpellé par les Dépositaires, il avoit répondu que, suivant son opinion personnelle, cet Etendart seroit mieux placé près du Roi.

A ces mots, des clameurs se sont élevées. « Vous n'avez pas le droit de donner votre avis, a crié M. *Alexandre de Lameth* au Président. »

« J'ai le droit, a répliqué M. *de Bonnay*, de réciter un fait. » Une grande vivacité d'opinions s'est manifestée dans le débat sur le sort de cet Etendart.

Vainement M. l'Abbé *Maury*, par un historique de l'ancienne Oriflamme et de la Bannière de France, a voulu faire comprendre que l'Etendart dont il s'agissoit ne pouvoit être déposé, comme Oriflamme, que sous la garde de la Religion, dans un Temple; ou comme Drapeau Militaire, que chez le Roi, Chef de l'Armée.

M. *de la Rochefoucault*, au contraire, voyant ici l'Oriflamme de la Constitution, en a donné la garde aux quatre Commis des Archives de l'Assemblée. M. *de Clermont-Tonnerre* a fait remarquer qu'on ne plaçoit pas dans des Archives, l'Etendart de l'Armée Françoise; MM. *Populus* et *Chapelier* ont décidé, et avec eux la Majorité, que l'Oriflamme, signe de liberté, resteroit dans la Salle même.

Du Jeudi. Séance du soir.

On a repris, et toujours sans la terminer, la discussion sur le Commerce de l'Inde. M. *de Mirabeau* l'aîné, d'une part, M. *Begouen* de l'autre, en avoient précédemment posé les bases contradictoires, en traitant ce sujet

Digitized by Google

avec sagacité. M. *Malouet* a aujourd'hui prêté de nouvelles forces à l'opinion de M. *Begouen*. Il a trace les limites au-delà desquelles la liberté du Commerce devenoit abusive; comme toute liberté, elle doit être soumise à des Lois justes et à l'intérêt général. Le Commerce de l'Inde est libre, puisqu'il n'est plus exclusif; mais la question de l'entrepôt de ses retours, doit être subordonnée à l'intérêt évident des Manufactures et du Fisc. Tous les Ports reçoivent les navires faisant le Commerce des Colonies; mais ces navires y abordent pour acheter comme pour vendre. Dans l'opinion de M. *Malouet*, l'Orient doit être seul ouvert aux retours de l'Inde dans l'Océan. Il en faut un néanmoins sur les côtes de la Méditerranée pour la réexportation au Levant et en Italie, et Toulon a fixé la préférence de l'Opinant.

Après lui M. *Dupré*, Député de Carcassonne, a renouvelé les argumens en faveur de la liberté indéfinie, et il a étayé son opinion du vœu de 60 Manufactures du Languedoc. M. *Roussillon*, autre Député de cette Province, a récusé cette autorité. « Les Manufactures qu'on nous cite, a-t-il dit, sont des Fabriques de draps; elles n'ont aucun intérêt au Commerce de l'Inde, tandis que celles de toiles et de soieries qu'il affecte, réclament contre le vœu du Préopinant. »

M. *de Mirabeau* l'aîné a inutilement demandé la parole, pour défendre son opinion; on lui a objecté le Réglement qui ne permet à aucun Membre de parler deux fois dans la même discussion: quoiqu'il répondit que cet ordre s'appliquoit aux Séances et non

Digitized by Google

aux matières, on l'a forcé de céder la Tribune à M. *d'André*, qui, lui-même parloit une seconde fois pour la liberté indéfinie; enfin, M. *le Chapelier* s'est mis sur les rangs, et a défendu les intérêts de l'Orient. Quoiqu'il ait assuré qu'on ne disputoit à cette Ville son privilege, que pour la punir de son patriotisme, il n'a persuadé qui que ce soit; car le patriotisme de Marseille a été bien plus ardent que celui de l'Orient. L'Opinant a cité ensuite une Lettre de la Chambre de Commerce de Bordeaux, favorable à son système: M. *Nérac* en a contesté l'authenticité; on a contesté à M. *Nérac* la justesse de ses informations, et du sein de cette controverse épisodique la question a été ajournée, et la Séance levée.

Du Vendredi 16 Juillet.

Il existe deux classes de demandes de la part des Municipalités pour l'achat des Biens Nationaux; les unes vagues, les autres déterminées. La magnificence de plusieurs surpassera certainement leurs facultés et celles des acquéreurs possibles. Je connois un village de la Bourgogne, où l'on auroit de la peine à rassembler dix mille écus, et qui a fait une soumission de 500,000 liv. Pour mettre de l'ordre dans ces ventes, et en constater la certitude, M. *de la Rochefoucault*, Membre du Comité d'Aliénation, a fait passer un Décret qui charge le Comité de procéder sans delai à la vente aux Municipalités, des biens pour lesquels elles ont fait des soumissions. Il ne recevra de soumission que jusqu'au 15 Septembre prochain, et les Municipalités qui, dans leurs de-

Digitized by Google

mandes, n'ont pas rempli les conditions exigées, seront tenues de faire de nouvelles soumissions, avant ladite époque. Le Comité rendra compte à l'Assemblée avant le 1er Octobre prochain, des soumissions qu'il aura reçues, pour être statué définitivement sur l'exécution complete de l'aliénation aux Municipalités.

M. *Camus*, en reportant l'attention de l'Assemblée sur les productions du Comité des Pensions, a commencé par se féliciter de ce que sa sévérité passoit en proverbe. L'autre jour, il avoit fait monter la somme totale des pensions et des gratifications, à 58 millions : aujourd'hui, il l'a portée à 80 millions : espérons qu'incessamment elle s'élevera à 100 et plus : l'économie en sera plus grande ; car M. *Camus* réduit maintenant cette somme à 12 millions. « Nous croyons par-là satisfaire, a-t-il dit, toutes les obligations *d'une Nation généreuse*. Nous *sacrifions* de plus quatre millions au soulagement des pauvres Pensionnaires qui seront dépouillés de leurs pensions. »

Avant que l'on parvint aux 15 nouveaux Décrets qui terminent les maximes générales sur les pensions futures, M. *Populus* a tranquillisé les consciences, en assurant que le Comité avoit consulté l'état actuel des finances, avant de se livrer à une *pareille munificence*.

Au milieu de la discussion confuse de ces Décrets, est entré M. *de Toulouse-Lautrec*; M. le Président l'ayant invité, d'après le vœu de l'Assemblée, de monter à la Tribune, ce respectable Vétéran, traité de criminel de lèze-Nation par d'indignes Dé-

Digitized by Google

lateurs, commentés par d'indignes Journalistes, a parlé en ces termes :

« Il est affligeant pour moi d'avoir à me justifier d'inculpations si atroces et si dépourvues de fondement. Sans doute l'Assemblée n'a vu que des colomniateurs dans les deux hommes qui ont déposé contre moi ; je n'ai parlé à l'un et à l'autre que de choses indifférentes, et cependant ils ont dénoncé le fait le plus faux et le plus incroyable. J'aurois pu confier à deux hommes, dont l'un m'est inconnu, le projet d'empêcher, avec 800 hommes, la Fédération qui devoit avoir lieu à Toulouse! Une pareille invraisemblance doit détruire toute espèce de soupçon ; il y avoit à Toulouse 30,000 hommes pour la Fédération. Celui qui auroit voulu l'empêcher, avec 800 hommes, ne seroit-il pas digne des Petites-Maisons? Je dois être à l'abri du soupçon d'exercer le métier de suborneur : si j'avois été un homme à causer des troubles, la ville de Castres m'en fournissoit le moyen ; elle a été agitée, et il falloit peu de chose pour occasionner les plus grands malheurs. Mais au contraire, j'y ai recommandé la paix, le respect et l'obéissance aux Décrets de l'Assemblée Nationale. Je prie d'interroger là-dessus nos Députés à la Fédération, qui sont dans les Tribunes : ils pourront dire la vérité. Je trouve dans mon cœur une assurance certaine ; je me crois à l'abri du soupçon ; mais j'ai encore besoin de l'approbation de l'Assemblée ; et afin qu'elle puisse juger si je l'ai méritée, je la prie de vouloir bien entendre la lecture des certificats des Municipalités dans lesquelles j'ai passé. »

Ces quatre certificats contiennent les té-

Digitized by Google

moignages les plus honorables à l'humanité et à la bienfaisance de M. *de Lautrec*. L'Assemblée a partagé l'émotion qu'il ressentoit.

« Verrez vous, a dit M. *Goupil de Prefeln*, trembler devant vous ce brave homme qui jamais n'a tremblé devant les ennemis de l'Etat? Je demande qu'il soit sur-le-champ déclaré exempt de toute inculpation. »

« Si c'est un devoir de l'Assemblée, a repris M. *Regnault*, de proclamer l'innocence de l'un de ses Membres indignement calomnié, son devoir est aussi de poursuivre ses calomniateurs. Je demande donc que cette affaire soit renvoyée au Comité des Rapports, et, s'il est nécessaire, au Comité des Recherches, et que, comme l'a déjà ordonné un de vos Décrets antérieurs, l'information soit continuée. »

Quoiqu'il fût difficile d'apercevoir cette connexité prétendue entre la nécessité de continuer l'information, et celle qu'il eût été juste d'ordonner contre les dénonciateurs de M. *de Lautrec*, la Motion de M. *Regnault* a passé en Décret presque sans opposition.

M. *Camus*, dont on venoit d'adopter 15 Décrets sur les Pensions, les a fait suivre d'un troisième Rapport, qui leur donne une force rétroactive sur les Pensions précédemment accordées par le Roi, et les supprime toutes d'un trait de plume, pour les recréer d'après les Lois qu'il n'avoit d'abord annoncées que comme des principes, destinés à diriger la concession des Pensions futures. On n'a pas même osé observer que M. *Camus* annulloit ces mêmes Lois, en changeant leur objet et l'intention dans laquelle elles avoient été portées.

M. *de Sinetti*, cependant, a prononcé un

Digitized by Google

Discours aussi raisonnable que touchant, dans lequel il représentoit les difficultés immenses, et les longueurs de cette recréation des Pensions qui, puisqu'on ne veut pas entendre parler même de réductions, doit dépouiller infailliblement de tout secours les trois quarts des Pensionnaires : « Quel est le Ministre, a-t-il dit, qui voudra servir d'un côté, de courtier à l'intrigué, et de l'autre de plastron à tous les reproches? qui osera supprimer les Pensions de tant d'infortunés qui n'auront d'autres titres que leurs malheurs? représentez vous des vieillards infirmes vivant éloignés dans une Province, avec une modique Pension qui soutient eux et leurs familles; représentez-vous tant de milliers d'infortunés qui, faute de pouvoir faire valoir leurs titres, seront supplantés dans cette recréation par les Intrigans. On vous a déja parlé de ces braves Militaires, qui, victimes d'une suppression, ou du caprice d'un Colonel, ont été relégués avec une modique retraite : leurs Corps n'existeront plus, ou leurs anciens Chefs ne voudront pas avouer leurs torts, et ces malheureux Officiers seront privés de leurs pensions. Ils auront été à la guerre; ils auront quitté le service malgré eux, et parce qu'ils n'y seront pas restés trente ans, on les réduira à la Mendicité. »

A ces verités pathétiques, M. *de Wimphen* en a ajouté d'aussi touchantes dans un rapport sur les Pensions militaires : « Vous savez, a-t-il dit, que lorsque Dieu fit descendre le feu du ciel sur Sodôme et Gomorrhe, il en fit sortir les Justes. Je vous propose aussi d'excepter de la suppression les Pensions d'anciens Militaires, affectés à

Digitized by Google

des services importans, et obtenues pendant la guerre même ; celles accordées à ces anciens Officiers généraux qui ont fait la guerre et ont passé par tous les grades. Décidez qu'elles ne pourront excéder 6000 liv., mais ne livrez pas ces Militaires respectables qui ont sacrifié leur fortune et leur sang au service de l'Etat, aux horreurs d'une incertitude absolue de leur sort, et de la suspension entière de leurs Pensions. Ces réflexions n'ont pu prévaloir sur l'inexorable décision du Comité.

M. *Camus* leur a froidement opposé la facilité de l'opération : « On connoîtra, a-t-il dit, les règles d'après lesquelles les Pensions seront recréées ; chacun sera son propre Juge, et ceux là seulement qui auront des titres légitimes, se présenteront. »

« Si ces infortunés sont leurs propres juges, « a repris un Membre du côté droit, ils se- « ront aussi les vôtres, et craignez leurs juge- « mens. » D'après les Œuvres de M. *Camus*, a ajouté un autre Député, l'Assemblée doit s'occuper sans délai du travail du Comité de Mendicité. »

L'anti-chambre de celui des Pensions, devenu l'écho des lamentations d'une foule d'anciens Militaires retirés et infirmes, présente l'esquisse des effets des Décrets sur les Pensions, rendus aux mois de janvier et février.

« Un vieil Officier, a dit M. *de Virieu*, s'est offert à moi couvert de blessures : « *J'ai été*, m'a-t-il dit, *au Comité me plaindre du retard de ma pension, qu'on refuse de me payer, à cause qu'elle excède de 100 livres le taux de 600 francs. Allez, m'a-t-on répondu, chercher à dîner chez vos parens.* »

M.

Digitized by Google

M. *Camus* a avoué ce propos, et a cru le justifier en disant qu'au nom *de Montagnac*, que porte le Pensionnaire, il s'étoit rappelé qu'il existe dans cette famille un Prélat et des Bénéficiers très-riches. « Voilà, a-t-il ajouté, comme en voulant le bien, on s'attire la haine des *vampires* de la Cour. »

Certes, la sortie étoit bien placée envers un vieillard indigent, et M. de *Virieu* qui n'a jamais habité les approches de la Cour, ni été son pensionnaire.

M. *Dupont* ayant fait observer qu'en attendant la recréation des Pensions, tous les Pensionnaires auroient le temps de mourir de faim; il a obtenu, à force de débats, que jusqu'à la recréation, les pensions continueroient d'être payées jusqu'à la concurrence de 600 liv.; laquelle somme sera insaisissable.

Voici les articles décrétés dans cette Séance:

« XIII. La liste civile étant destinée au paiement des personnes attachées au service particulier du Roi et à sa Maison, tant domestique que militaire, le Trésor public demeure affranchi de toutes pensions et gratifications qui peuvent avoir été accordées, ou qui le seroient par la suite, aux personnes qui auroient été, sont ou seront employées à l'un ou à l'autre de ces services. »

« XIV. Il sera destiné à l'avenir une somme de douze millions à laquelle demeurent fixés les fonds destinés aux pensions, dons et gratifications; savoir, dix millions pour les pensions, et deux millions pour les dons et gratifications. Dans le cas où le remplacement des Pensionnaires décédés ne laisseroit pas une somme suffisante pour accorder des pensions à tous ceux qui pourroient y prétendre, les plus anciens d'âge et de

Digitized by Google

service auront la preference, les autres, l'expectative, avec assurance d'être les premiers employés successivement. »

« XV. Au delà de cette somme, il ne pourra être payé ni accordé, pour quelque cause, sous quelque prétexte ou dénomination que ce puisse être, aucunes pensions, dons et gratifications, à peine contre ceux qui les auroient accordées ou payées d'en répondre en leur propre et privé nom. »

« XVI. Ne sont compris dans la somme de dix millions affectés aux pensions, les fonds destinés aux Invalides, aux soldes et demi soldes, tant de terre que de mer, sur la fixation et destination desquels fonds l'Assemblée se réserve de statuer; n'y sont pareillement comprises les pensions des Ecclésiastiques. »

« XVII. Aucun Citoyen, hors le cas de blessures reçues ou d'infirmités contractées dans l'exercice des fonctions publiques, et qui les mettent hors d'état de les continuer, ne pourra obtenir de pension qu'il n'ait trente ans de service effectif, et ne soit âgé de cinquante ans, le tout sans préjudice de ce qui sera statué par les Décrets particuliers, relatifs aux pensions de la Guerre et de la Marine. »

« XVIII. Il ne sera jamais accordé de pensions au delà de ce dont on jouissoit à titre d'appointemens ou de traitemens, dans le grade que l'on occupoit: pour obtenir la retraite d'un grade, il faudra y avoir passé le temps qui sera déterminé par les Decrets relatifs à chaque nature de service; mais quel que fût le moment de ces traitemens et appointemens, la pension, dans aucun cas, sous aucun prétexte, et quel que puisse

Digitized by Google

ré le grade du pensionné, ne pourra jamais excéder la somme de dix mille liv. »

XIX. La pension accordée à trente années de services sera du quart du traitement, sans toutefois qu'elle puisse jamais être moindre de 150 liv. »

« XX. Chaque année de service, au delà de l'époque fixée, produira une augmentation progressive du vingtième des trois quarts restans des appointemens et traitemens, de manière qu'après 50 ans de service, le montant de la pension sera de la totalité des appointemens et traitemens, sans que néanmoins, comme on l'a dit ci-devant, cette pension puisse jamais excéder la somme de dix mille livres. »

« XXI. Le fonctionnaire public, ou tout autre Citoyen au service de l'Etat, que ses blessures ou ses infirmités obligeront de quitter son service ou ses fonctions avant les trente années expliquées ci-dessus, recevra une pension déterminée par la nature et la durée de ses services, le genre de ses blessures et l'état de ses infirmités. »

» XXII. Les pensions ne seront accordées que d'après les instructions fournies par les Directoires de Département et de Districts, et sur l'attestation des Officiers-généraux et autres Agens des Pouvoirs exécutif ou judiciaire, chacun dans la partie qui les concerne. »

« XXIII. A chaque Section du Corps législatif, le Roi lui fera remettre la liste des pensions à accorder aux différentes personnes qui, d'après les règles ci-dessus, seront dans le cas d'y prétendre. A cette liste sera jointe celle des pensionnaires décédés et des pensionnaires existans. Sur ces deux listes, en-

Digitized by Google

voyées par le Roi à la Législature, elle rendra un Décret approbatif des nouvelles pensions qu'elle croira devoir être accordées ; et lorsque le Roi aura sanctionné le Décret, les pensions accordées dans cette forme, seront les seules exigibles, les seules payables par le Trésor public.

« XXIV. Les gratifications seront accordées, d'après les mêmes instructions et attestations, portées dans l'article XXII; chaque gratification ne sera accordée qu'une seule fois seulement; et s'il en est accordé une seconde à la même personne, ce ne sera que d'après une nouvelle décision, et pour cause d'un nouveau service; et dans tous les cas, les gratifications ne seront concédées que suivant la nature des services rendus, les pertes souffertes, et les besoins de ceux auxquelles elles seront concédées. »

XXV. A l'ouverture de chaque Session, il sera présenté un état des gratifications à accorder, et des motifs qui doivent en déterminer la concession et le montant. L'état de celles qui seront jugées devoir être accordées, sera pareillement décrété par l'Assemblée législative; et lorsque le Décret aura été sanctionné par le Roi, les gratifications accordées dans cette forme seront aussi les seules payables par le Trésor public. »

« XXVI. Néanmoins, dans les cas urgens, le Roi pourra accorder provisoirement des gratifications: elles seront comprises dans l'état qui sera présenté à la Législature; et si elle les juge accordées sans motifs, ou contre les principes decrétés, le Ministre qui aura contre-signe les décisions, sera tenu d'en verser le montant dans le Trésor de l'Etat. »

Digitized by Google

« XXVII. L'état des pensions, tel qu'il aura été arrêté par l'Assemblée Nationale, sera rendu public : il sera imprimé en entier tous les trois ans ; et tous les ans dans le mois de janvier, l'état des changemens survenus dans le cours des années précédentes ou des concessions de nouvelles pensions et gratifications, sera pareillement livré à l'impression. »

A la fin de la Séance, on a lu une lettre de la Municipalité d'Orange : elle confirme la peinture que nous avions présentée de l'état d'Avignon. Cette Ville, abandonnée de tous les Propriétaires, est à la merci de la multitude sans pain, sans travail, et chaque jour en insurrection. 60 Gardes Nationales d'Orange ne peuvent la contenir, et la Municipalité demande des troupes pour Orange et pour Avignon.

Du Samedi 17 Juillet.

Dans les maximes modernes, le Peuple étant le Souverain actif, et chaque Section du Peuple formant la Nation ; le pouvoir de celle-ci devant être indéfini, absolu, illimité ; tous les Officiers de l'Etat, à commencer par le Roi, n'étant que ses Commis, et les Lois, ses volontés momentanées, qu'elle peut enfreindre par sa toute-puissance, ou anéantir la force à la main ; les Droits de l'homme consistant pour chaque homme que la nature n'a pas fait métaphysicien, dans le droit de n'obéir qu'à son vœu et à son intérêt, nul ne doit être surpris que le Peuple mette journellement, dans un lieu ou dans un autre, cette théorie en pratique. C'est au refus de payer l'impôt qu'elle s'applique avec le plus de succès ; car l'impôt

Digitized by Google

est une atteinte à la propriété ; celle-ci ne peut être taxée que pour les besoins de l'Etat : or, si le Peuple décide au Nord ou au Midi, que les besoins de l'Etat n'exigent pas qu'il acquitte les impositions, on ne peut le ramener à son devoir, (car il en a des devoirs, quoique ses Courtisans ne lui parlent que de ses droits), que par la persuasion ou par la contrainte ; mais, comment contraindre ceux qui composent la force publique, qui ont seuls la prérogative de la mettre en mouvement par leurs Delégués Municipaux, et dans la dépendance desquels sont les Juges amovibles, qui pourroient punir les insurrections ? L'Assemblée s'est occupée aujourd'hui de ce problême. Elle avoit rendu, il y a quatre jours, un Décret pour protéger les entrées de Lyon. Aujourd'hui, on a appris par M. *Chabroud*, Orateur du Comité des Rapports, que le Peuple de Lyon avoit brisé les barrières de cette ville, dispersé les Commis, et fait entrer de force une grande quantité de marchandises et de denrées. Des Commissaires nommés par les Districts ont statué l'abolition de tous les droits d'entrée dans Lyon, à l'exception des droits de Douanes ; la Municipalité ayant reçu cet Arrêté, elle a tenté quelques remontrances ; le Peuple a passé aux menaces, et crainte depis, le Conseil-général de la Commune a confirmé la suppression des droits : l'Arrêt a été publié et affiché. Le Peuple a été poussé à cet égarement par ses Ennemis et ceux de l'Etat ; et quels sont ses Ennemis ? ceux qui l'entretiennent sans cesse de sa toute-puissance, et applaudissent à tous ses écarts ; ou ceux qui desirent un ordre de choses propre à

Digitized by Google

mettre la Loi au-dessus des insurrections?

M. *Martineau* a blâmé la mollesse de la Municipalité et l'inaction de la Garde Nationale; mais M. *Mayet*, Député de Lyon, a assuré que le Maire étoit monté sur une table, d'où il avoit fait de grands efforts: quant à la Garde Nationale, M. *Périsse* l'a justifiée, en disant qu'elle ne pouvoit agir avant d'être organisée. On a décrété:

« 1°. Que les Procès-Verbaux contenant nomination et délibération des prétendus Commissaires des 32 Sections de la Ville de Lyon des 9 et 10 de ce mois, sont et demeureront nuls et non avenus, ainsi que tout ce qui a suivi, et cependant l'Assemblée ordonne que les pièces relatives à cette affaire seront remises à son Comité des Recherches, qu'elle charge de prendre tous les renseignemens nécessaires contre les auteurs des troubles dont il s'agit, notamment contre les particuliers qui ont fait les fonctions de Président et de Secrétaire dans l'Assemblée desdits prétendus Commissaires, afin qu'il soit procédé contre eux selon la rigueur des Lois. »

« 2°. Le Décret du 13 de ce mois sera exécuté suivant sa forme et teneur; et à cet effet les barrières de la Ville de Lyon seront incessamment rétablies, et les Commis et Préposés à la perception des droits qui y sont exigés, seront remis en possession de leurs fonctions, et le Roi sera supplié d'employer la force armée en nombre suffisant pour protéger efficacement le rétablissement des barrières, et la perception des impositions, laquelle force sera employée à la réquisition des Corps administratifs conformément à la Constitution. »

Digitized by Google

« 3°. Dans la quinzaine après la publication du présent Décret, les Cabaretiers, Marchands et autres Citoyens de la Ville de Lyon, pour le compte desquels sont et seront entrées des denrées et marchandises sujettes aux droits, pendant la cessation des barrières, seront tenus d'en faire, dans les Bureaux respectifs, la déclaration, et d'acquitter les droits à concurrence; et passé ce delai, le Roi sera supplié de donner des ordres pour qu'il soit informé contre ceux qui n'auront pas fait la déclaration et le payement des droits dont il s'agit, sans prejudice de la responsabilité des Citoyens composant la Commune, qui sera exercée, s'il y échet, et ainsi qu'il appartiendra. »

La ville de Ribérac dans le Département de la Dordogne, a élu trois Municipalités au lieu d'une. En rendant compte de ce fait, M. *Gossin* a fait l'aveu qu'*il existoit une trop grande multitude de Municipalités, et qu'il étoit nécessaire de les réduire.* Ainsi, les systêmes et les institutions se brisent souvent contre l'expérience. En attendant cette réforme, M. *Gossin* a fait décréter que Ribérac garderases trois Municipalités, jusqu'à ce que le Département les ait réunies.

Un discours de M. *Merlin* sur le retrait lignager a suivi cette décision : l'Assemblée a aboli le retrait lignager, et déclaré non avenue, toute demande à ce sujet qui n'aura pas été consentie ou adjugée avant la publication du présent Décret.

M. *de Butz* a terminé la Séance en continuant le Rapport du Comité de Liquidation, sur lequel on a décrété dix articles, que nous rapporterons la semaine prochaine.

Digitized by Google

Du Samedi. Séance du soir.

Les Officiers Municipaux de Schélestadt ont paru à la Barre. Après la lecture du Décret qui les concerne, le Maire a défendu la cause de cette Municipalité; mais les faits sur lesquels porte cette défense, n'ayant pas semblé suffisamment éclaircis, on a renvoyé l'affaire au Comité des Rapports.

On se rappelle l'ajournement prononcé sur la Requête des Citoyens d'Avignon emprisonnés à Orange, et sur la Lettre du Maire de cette Ville, lue hier à l'Assemblée. Le premier objet offroit une question de Droit public qui intéresse l'Europe entière, la justice, la morale, l'honneur du Gouvernement François. Lorsque deux Factions ont déchiré un Etat, toutes les Nations voisines se sont fait une Loi sacrée de prendre les Opprimés sous leur sauve-garde, et de leur ouvrir un asyle inviolable sur leur territoire. C'est le plus beau privilége de la Souveraineté et de l'indépendance politique. La France, en particulier, donna dans tous les temps, l'exemple de cette magnanimité. Aujourd'hui, on l'excite à violer ouvertement ces maximes éternelles, à exercer une juridiction sur des Etrangers, qu'elle ne peut retenir prisonniers sans leur faire leur procès comme coupables de crime contre les Lois de France; à servir les fureurs d'un Parti qui compte les bourreaux parmi ses auxiliaires, à juger le différend qui divise un Peuple Etranger, à traiter en criminels les Citoyens d'Avignon qui sont restés attachés à leur Souverain, pour récompenser la révolte des autres; en un mot, à se rendre la Géolière des Captifs arrachés aux mains

Digitized by Google

sanglantes qui viennent lui offrir le sceptre d'Avignon. — On objecte à l'élargissement des Prisonniers, que le Maire et la Garde d'Orange en ont accepté le dépôt, et qu'on ne peut le violer. Certes, pour conserver le droit de réclamer leurs Compatriotes comme des Prisonniers de guerre, les Tribuns d'Avignon ne devoient pas commencer par en égorger quatre, et en arrachant les autres à cette justice des Sauvages, la ville d'Orange n'a pu contracter un engagement désavoué par toutes les Lois humaines.

Le Comité des Rapports n'a pas jugé à propos de s'occuper encore du sort de ces Prisonniers Etrangers, et dans l'exposé qu'a fait aujourd'hui M. *de Broglie*, ce Rapporteur a simplement demandé la formation d'un Comité, et une supplication au Roi d'envoyer un Régiment à Orange.

M. *Bouche*, adjugeant d'avance la Souveraineté d'Avignon à l'Assemblée Nationale de France, l'a sollicitée de protéger cette Ville. Elle ne veut aucunes Troupes envoyées par le Roi; il lui en faut de choisies par l'Assemblée. Les motifs de cette conclusion ont été conformes à la conclusion même. M. *Bouche* a déployé l'énergie de son style pour prouver qu'*un esprit malin souffloit le venin de l'Aristocratie sur le Comté Venaissin.* Au milieu de sanglans éclats de rire, le côté droit a crié *bis* à l'éloquent Orateur. « Puisque cela vous amuse, a-t-il repris, je répeterai; » et il a répété sa métaphore, aux applaudissemens et aux *bravo* de 300 Membres qui se moquoient de lui. Un moment déconcerté, il a repris courage pour peindre 30 Patriotes *couchés sur le carreau;* Carpentras *comme étant le cratère du volcan;*

Digitized by Google

80 pièces de canon qui, de cette Ville, vont conquérir toutes les Provinces Méridionales de France à l'Aristocratie, et en général tout le Comté Venaissin, *gangréné d'inimitiés pour la Constitution*. Il a ensuite représenté à ses Auditeurs Villeneuve-lès-Avignon, comme une fabrique de 18 mille cartouches, comme un foyer où l'on ourdissoit de noirs et perfides complots, car on avoit eu la scélératesse d'y recevoir les réfugiés d'Avignon. M. *Bouche* a assuré qu'il disoit tout cela au nom des Départemens du Midj : malheureusement, il a gâté son tableau en insistant sur la nécessité de garder les greniers à sel, les magasins de tabac, et les chevaux de postes que la France possède à Avignon : on en a conclu que l'Orateur redoutoit sincèrement que ses protégés ne pillassent ces dépôts par reconnoissance.

M. l'Abbé *Maury* ayant voulu prendre la peine de réfuter cette Harangue, ceux qui en avoient joui paisiblement sans l'interrompre, ont refusé la même grace au Contradicteur. On l'a réduit au silence par des interruptions tumultueuses; il a salué l'Assemblée et est descendu de la Tribune; un Membre a senti l'impression que feroit sur les Auditeurs cette violation de la liberté de la parole; il s'est joint au Président, et bientôt au plus grand nombre des Interrupteurs, pour solliciter M. l'Abbé *Maury* de recommencer.

« Si mes Compatriotes, a-t-il dit, avoient à craindre de nouveaux malheurs, nous aurions peut-être recours à la protection des François; mais nous ne leur demanderions pas de protéger la révolte. » A ces mots,

Digitized by Google

M. *Bouche*, qui regarde un Citoyen d'Avignon comme un sujet de la France, a crié que, puisque M. l'Abbé *Maury* parloit comme un Etranger, il falloit le faire descendre à la Barre. *A la Barre! à la Barre!* ont crié deux cents voix terribles.

« Si vous me considérez comme Etranger, a repris M. l'Abbé *Maury*, au moment où je plaide la cause de mes Concitoyens et de mon Souverain, je suis prêt à descendre à la Barre. Loin d'être humilié de ce rôle de suppliant, je regarderai la place la plus obscure comme la plus glorieuse : je me trouverai très-bien placé par-tout où je pourrai éclairer votre humanité et votre justice; je vais donc descendre à la Barre. » (*Non, non*, a crié le côté gauche, *c'est un tour qu'il veut nous jouer, qu'il reste à la Tribune*). « Je vais parcourir rapidement, la route que M. *Bouche* a tracée devant moi. Les Avignonois détenus dans les prisons d'Orange, sont à ses yeux des *Aristocrates;* et ce venin d'Aristocratie, dont il les croit atteints, lui paroît une maladie contagieuse, qui justifie leur captivité. Les prisons d'Orange sont, aux yeux de M. *Bouche*, le Lazareth de l'Aristocratie; et *Carpentras*, *le cratère du volcan Aristocratique*. Eh bien, Messieurs, voici la liste de ces prétendus Aristocrates. Parmi les vingt-trois Citoyens d'Avignon, qui sont prisonniers à Orange, il y a trois jeunes Gentilshommes, Sous-Lieutenans au service du Roi, huit Mâçons, trois Marchands de soie, des Artisans et des Domestiques, et trois d'entre eux sont octogénaires. Si ce sont là, Messieurs, les Aristocrates de mon pays, je pense, comme

Digitized by Google

M. *Bouche*, que l'Aristocratie d'Avignon est véritablement aux abois. M. *Bouche* prétend que la présence des Troupes Françoises est nécessaire dans la ville d'Avignon, pour prévenir les nouveaux malheurs dont cette Ville est menacée. Je ne suis pas dans le secret de M. *Bouche*; j'ignore quels sont les nouveaux désastres que l'on prépare à mes malheureux Concitoyens : je les déplore d'avance sur sa parole, et je le crois assez puissant pour les prévenir, si la compassion qu'il témoigne est sincère; mais je dis que votre protection apparente deviendroit une oppression réelle, si vous violiez le territoire d'un Souverain Etranger, si vous préjugiez par le fait la grande question de la Souveraineté d'Avignon. »

« Depuis 1734, la France a plusieurs Caisses dans cette Ville, où elle perçoit tous nos impôts indirects, parce que le Pape, notre Souverain, nous a défendu la culture du tabac qui nous enrichissoit. Les troubles et les émigrations d'Avignon ont suspendu cette perception importante, vos Caisses sont vides. D'ailleurs, Messieurs, M. *Bouche* sait très-bien que les Conjurés d'Avignon sollicitent notre réunion à la Monarchie Françoise. Voudroit-il nous persuader que ce Parti dominant, auquel il prend un si tendre intérêt, est un ramas de brigands, toujours prêts à piller les Caisses des Trésoriers? Je n'en dirai pas davantage sur ce danger dont il vous menace, je suis persuadé qu'il cautionnera volontiers lui-même la probité de ses Agens, et la solvabilité de vos Collecteurs. »

« M. *Bouche* confond perpétuellement la cause d'Avignon et celle du Comtat. Ce

Digitized by Google

sont deux Etats dont l'Administration est absolument distincte. Le Comtat fut cédé au Saint Siége, par le Traité de Paris de 1226, et le Pape en jouit en vertu du même Contrat, qui a réuni le Languedoc à la France. Il n'est pas mieux instruit de l'Histoire d'Avignon; je le demontrerai quand il en sera temps. »

« On vous montre sans cesse une connexion entre les troubles de Nimes et de Montauban, et ceux d'Avignon. Jamais rapports ne furent plus chimeriques. Ou il faut renoncer à nous présenter, ainsi qu'on le fait sans cesse, Nimes et Montauban, comme le théâtre du Fanatisme, ou il faut avouer que les troubles d'Avignon qui ne renferme pas un Protestant, ont une autre cause. Je sollicite vivement l'envoi d'un secours militaire à Orange; mais je m'oppose à celui qu'on demande pour Avignon. La France a renoncé à l'esprit de conquête; elle protégera ses voisins, loin d'attenter à leur liberté. »

Ecouté avec silence, ce Discours a fermé la discussion. La priorité et la preference ont été accordées au Projet du Comité, qui tend à supplier le Roi de faire passer à Orange, le nombre de Troupes de ligne nécessaires; et pour le surplus, décrete qu'il sera nommé un Comité de six Membres, chargés d'examiner l'affaire d'Avignon, et d'en faire le Rapport.

Du Dimanche 18 Juillet.

Beaucoup de Gardes Nationales n'ont pas pris encore l'uniforme, d'où il résulte qu'on ne distingue pas toujours ceux qui doivent réprimer le desordre, de ceux qui le com-

Digitized by Google

mettent. Un Décret du Comité de Constitution, à ce sujet, a entraîné une longue conversation sur les uniformes

L'on a fini par charger le Comité de présenter demain un réglement, pour l'uniforme de toutes les Gardes Nationales du Royaume.

Une autre espèce de contribution plus essentielle et moins bien acquittée, a donné lieu à de plus sérieuses réflexions. Les déclarations de la contribution patriotique, ne s'élèvent encore qu'à 98,428,738 liv. Les rôles de 28 mille Municipalités sont encore en blanc : « Nous craignons, a ajouté M. de *Canteleu*, Rapporteur du Comité des Finances, que cette contribution, que vous avez décretée pour servir de ressource extraordinaire, serve à peine de supplément aux revenus ordinaires, dont la diminution progressive occasionne un vide considérable. »

Une nouvelle invitation aux Municipalités, dont le Comité chargeoit les Députés de la Fédération, a été changée sur l'expresse réquisition de M. *Barnave*, en un Decret qui ordonne au Comité de présenter *des moyens coactifs* pour le recouvrement de cette Contribution.

Il n'existe encore que pour quinze millions d'assignats imprimés : d'où résulte la nécessité de retarder de nouveau l'époque de leur émission.

M. *de Canteleu* a fait passer à ce sujet le Décret suivant : « L'Assemblée Nationale « sur le compte qui lui a été rendu par ses « Commissaires sur l'état actuel de fabrication des Assignats, prenant en considération la convenance de ne pas en commen-

Digitized by Google

« cer l'échange contre les billets de la Caisse « d'Escompte avant d'avoir réuni une quan- « tité suffisante d'assignats pour satisfaire à « l'empressement du public, et ne pas en « interrompre le service, décrète que le terme « de rigueur fixé au 15 août est prorogé ; se « réserve, l'Assemblée Nationale, de déter- « miner par la suite le terme de cette pro- « rogation, qui sera indiquée et annoncée « un mois avant le jour auquel elle aura « été fixée. Le Comité des Finances fera, « sous quinzaine, son rapport général sur « tout ce qui concerne la fabrication des as- « signats. »

M. *Anson* a proposé ensuite de *démolir la dernière pierre de l'ancienne forteresse du Clergé* ; c'est-à-dire, en style moins figuré, de faire cesser le service de la Caisse générale du Clergé ; forcé de rendre une éclatante justice, à l'intelligence, à l'ordre, à la sagesse de l'ancienne Administration du Clergé, il a fait passer un Décret en sept articles, qui règle l'ordre et le mode de la comptabilité des Administrateurs, mais sans déterminer encore qui les remplacera dans la perception des décimes.

Les nouveaux Secrétaires sont MM. *Rewbell*, *Dametz* et *Coster*. Au premier Scrutin pour la Présidence, M. *Treilhard* a eu 221 voix, M. *Richier* 140, et M. *de Mirabeau* l'aîné 120.

Nous ne pouvons entrer dans les particularités indifférentes de la Cérémonie du 14, ni dénombrer les Oriflammes, les Inscriptions, les détails du Cortège

Digitized by Google

et ceux du Champ-de-Mars. En laissant ces minuties aux Historiographes, nous tâcherons de rendre les grands traits de ce Tableau digne de mémoire.

Tous les Confédérés étant réunis ici le 13, le Roi les passa en revue; on vit clairement, par les dispositions qu'ils manifestèrent, le peu de fondement des alarmes que la peur ou la mauvaise foi avoient répandues sur le lendemain. Personne n'avoit d'intérêt à ce que cette Fête fût troublée; aussi, malgré la ferveur de l'enthousiasme, elle a été aussi calme qu'elle auroit pu l'être en d'autres temps.

Le 14, dès les six heures du matin, le cortège réuni se mit en marche, et parcourut les rues centrales de la Capitale en se rendant au Champ-de-Mars, où une multitude immense l'avoit précédé. Deux Compagnies de Volontaires ouvroient la Colonne; le Corps Municipal, les Electeurs, les Présidens de Districts, etc., des Volontaires, des Chasseurs et des Vétérans précédoient les Députés des 42 premiers Départemens, par ordre alphabétique. Chacune de ces Députations, l'épée nue, avoit sa bannière ou son Oriflamme propre. Après eux venoient les Députés des Troupes de ligne; deux Maréchaux de France, MM. *de Mailly* et *de Ségur*, des Lieutenans-généraux, et l'Oriflamme de France à leur tête.

Les Gardes-du Corps excitèrent une attention particulière, ainsi que l'Artillerie, les Carabiniers et les Hussards. Suivoit la Marine, conduite par M. *d'Estaing*; après elle, les Députés des 41 derniers Départemens. Des Chasseurs et une Compagnie de Cavalerie

Digitized by Google

fermoient la marche. La bonne tenue et le choix de ces Députations de Gardes Nationales, la liberté de leur marche, leur correspondance avec le Peuple qui les entouroit, leurs chansons, leurs cris de joie animoient le Spectacle. Les Troupes de ligne composées de Vétérans étoient plus posées, et non moins intéressantes par leur sérénité. Des averses presque continuelles accompagnèrent ces bataillons, durant leur marche souvent suspendue. Trempés d'eau, ils n'en cheminoient pas moins avec alegresse; les Spectateurs qui bordoient leur passage, les croisées pleines d'un monde innombrable, les torrents qui inondoient les rues, l'indifférence des Acteurs au malheur physique de la journée, la solitude profonde du reste de la Ville absolument désert, tout concouroit à l'effet extraordinaire de ce Tableau.

La Colonne étant arrivée à la Place *de Louis XV*, après midi seulement, les escortes des Drapeaux reçurent, entre deux haies, l'Assemblée Nationale, qui sortoit des Tuileries, et la conduisirent au Champ-de-Mars, par le Cours-la Reine, à l'extrémité duquel on avoit construit un pont de batteaux, sur lequel le Cortège passa pour arriver au Champ-de-Mars. Des salves d'Artillerie annoncèrent l'entrée de l'Assemblée Nationale, celle du Roi et des Détachemens.

Il est difficile de rendre le coup d'œil qu'offroit ce vaste Collisée du Champ-de-Mars. On ne peut trop vanter l'intelligence et le goût sage qui en avoient dirigé l'Ordonnance. Qu'on se représente le fond de cette Arène, formant la terrasse de l'Ecole Militaire, couvert d'un amphithéâtre de gradins,

Digitized by Google

surmontés par les siéges du Roi, de l'Assemblee Nationale, et par quelques Tribunes particulieres. Cette plate-forme étoit couverte d'un faîte de coutil, orné de flammes aux couleurs Nationales et de fleurs de lys. Au dessus du trône du Roi flottoit le Pavillon blanc. Des deux côtés de l'enceinte du Cirque, étoient élevés en pente très-douce, 30 rangs de gradins où chaque Spectateur se trouvoit commodément assis, et derriere lesquels il restoit encore de la place pour plusieurs rangs de Spectateurs debout. Plus de 300,000 ames occupoient ce pourtour, dans les différentes parties duquel les dégagemens et les issues etoient largement ménagées.

Au milieu de l'arène du Champ-de-Mars, s'elevoit l'Autel de la Patrie, construit à quatre faces, orné de figures, et chargé d'inscriptions. On en lisoit de *Voltaire*, analogues à la Constitution.

Les Mortels sont égaux ; ce n'est point la naissance,
C'est la seule vertu qui fait leur différence.

Vers célebre, qui malheureusement depuis l'enfance de la Société jusqu'à sa décrepitude, n'a eté et ne sera jamais qu'une vérité poétique.

Et cet autre vers d'une vérité plus réelle, et vraiment applicable à la Liberté sociale.

La Loi, dans tout Etat, doit être universelle :
Les Mortels, quels qu'ils soient, sont égaux devant elle.

Ailleurs, étoit écrit :

LA NATION, LA LOI, LE ROI.
La Nation, c'est vous.
La Loi, c'est encore vous ; c'est votre volonté.
Le Roi, c'est le gardien de la Loi.

Digitized by Google

il portoit 25 personnes; 15, dit-on, ont été noyées.

Croiroit-on que des incendiaires, dans leur délire démocratique, vrai ou simulé, ont cherché à étouffer le transport général et l'alégresse publique, par des réflexions amères et violentes sur la place qu'avoit occupé le Roi au Champ-de-Mars? On lui a fait un crime de n'être pas venu prêter le Serment à l'Autel, comme s'il avoit assisté à une cérémonie religieuse! On s'est récrié avec fureur contre son fauteuil élevé de quatre pouces, contre le trône sur lequel on l'avoit placé, comme si les Maîtres de la Cérémonie avoient dû montrer à la France son Roi *détrôné! L'Officier du Pouvoir exécutif*, ont imprimé ces brouillons emportés, devoit être sur la même ligne que le Président et l'Assemblée Nationale: la distinction qu'on lui a accordée est un *délit envers la Majesté de la Nation.* Sans doute, ce délit éveillera l'activité du Comité des Recherches: il trouvera dans quelques Journaux les titres de sa procédure.

Le Comité vient de perdre un de ses Captifs dans la personne du Chevalier *de Bonne-Savardin*, Conspirateur de profession, complice d'une Contre-révolution, Agent de M. *de Maillebois*, et arrêté comme tel il y a trois mois à son passage en Dauphiné. De Pierre-Encise où il fut d'abord conduit, on l'avoit transféré à l'Abbaye

Digitized by Google

S. Germain, d'où il s'est évadé le 13 à 9 heures et demie du soir. Son moyen de fuite a été fort simple : deux personnes, se disant Aides-de-Camp de M. *de la Fayette*, ont présenté au Concierge de la prison, un faux ordre du Comité des Recherches, pour élargir M. *de Bonne*. Tel est du moins le rapport du Concierge. Le Comité joué cherche soigneusement le fugitif, dont il a fait publier le signalement; mais M. *de Bonne* ayant de l'avance, et probablement sa marche étant concertée, il est à croire qu'il échappera aux poursuites. — Deux conclusions se présentent. A-t-il fui parce qu'il étoit coupable? A-t-il fui pour éviter le sort de MM. *Augeard* et *de Besenval*, six mois de captivité et de tourmens, et le sort plus déplorable encore de M. *de Favras*? On peut choisir entre ces deux opinions, sur lesquelles les Arrêtés du Comité des Recherches nous obligent de flotter; car, le ton affirmatif avec lequel il assure que M. *de Bonne* avoit porté à M. le Comte *d'Artois* et à la Cour de Turin un projet de M. *de Maillebois* pour subjuguer la France avec les armes de l'Italie; ce ton affirmatif, disons-nous, il l'avoit pris contre MM. *Augeard*, *de Besenval*, *de Broglie*, reconnus innocens malgré ses Manifestes. On a vu plus haut qu'il enveloppe M. de *Saint-Priest* dans sa dénonciation : le Comité annonce qu'il va publier le rapport, et les *Pièces justificatives*. Attendons ces *Preuves* et ce rapport (1).

(1) Ils viennent de paroître. Nous en donnerons, la Semaine prochaine, le Précis

Digitized by Google

La partie du Dauphiné qui avoisine la Savoye, et en particulier la Ville de Bourgoin, servent avec zèle ce Comité des Recherches : ils arrêtent tous Voyageurs qui leur sont suspects, étrangers ou Nationaux. Dernièrement, ils saisirent, fouillèrent, emprisonnèrent M. *de Cordon*, parent du Marquis *de Cordon*, Ambassadeur du Roi de Sardaigne à Paris. On nous a même certifié qu'on avoit cru arrêter l'Ambassadeur lui-même, qui, depuis cette aventure, a quitté Paris. Ces mêmes Sentinelles de Bourgoin, ont arrêté et envoyé à Pierre-en-Scise, M. *Trouard de Riolle*, ancien Maire de Pont à-Mousson, comme *soupçonné* de projets de Contre-révolution : ils certifient qu'ils ont trouvé dans la ceinture de sa culotte des *signes hiéroglyphiques*, des notes sur les Municipalités, des *épithètes fâcheuses* à 85 Membres de celle de Lyon, etc. Le Corps du *délit* est dans les Archives de Bourgoin ; ainsi la France est sauvée. — Les femmes ne sont pas plus à l'abri de cette inquisition. On arrêta, il y a trois semaines, à Beaumont-sur-Oise, et avec des circonstances humiliantes, une Angloise, nommée

---

et l'examen ; en attendant, nous démentons péremptoirement tout ce qui est imputé à MM. *de Lally-Tolendal* et *Mounier*, dans ce Mémoire.

Mlle.

Digitized by Google

Mlle. *St. Alban.* Elle étoit chargée de lettres de commerce pour M. *Perregaux*, Banquier : ces dépêches furent prises et envoyées ici aux Supérieurs.

Dans le nombre des Assassinats que produit la licence du jour, on aura ouï parler de celui de M. *Fournier*, Officier de la Maîtrise des Eaux et Forêts à Claix en Dauphiné. Les Habitans le lapidèrent, après cinq heures de tourmens atroces, parce qu'il avoit obtenu contr'eux une défense de couper du bois dans des isles qu'il avoit affermées. Trois des Meurtriers ayant été conduits à Grenoble, deux ont été condamnés à la corde, et le troisième à un plus ample informé. L'Avocat de ces misérables a fait valoir, en la prouvant, l'origine de leur égarement : c'est l'esprit universel de licence, la doctrine du meurtre que prêchent chaque jour les Folliculaires, et l'espoir de l'impunité justifié par tant d'exemples. La Procédure constate que ces trois scélérats répondirent à ceux qui voulurent défendre M. *Fournier, on pend bien à Paris ! Allez, vous êtes des Aristocrates !* Après le crime, ils en raisonnoient avec joie : *On parlera de nous*, disoient-ils, *dans les Gazettes de Paris.* En effet, ces Feuilles criminelles ayant excusé, et quelquefois célébré tous les meurtres commis jusqu'à ce jour, à commencer par celui de M.

Digitized by Google

de Flesselles, et à finir par celui de MM. *de Beausset* et *de Voisins*, il est naturel que les brigands les prennent pour enseigne. Ce mot est une censure bien terrible de l'impunité qu'on accorde à ces Prédicateurs du crime, tandis que chaque jour on persécute, au nom de la *liberté*, les opinions sages et modérées.

On a vu le tableau d'Avignon dans la Lettre du Maire d'Orange. Cette Ville a perdu tous ceux de ses Habitans qui possèdent quelque fortune, ou qui n'ont pu soutenir le spectacle d'une anarchie sanglante. On s'attendoit à un pillage de la part du Peuple, réduit aux dernières extrémités. La rage des Auteurs de ces troubles se concentre aujourd'hui sur le Comté Venaissin, resté fidèle à son Monarque légitime; toutes les manœuvres sont employées pour le bouleverser. Déja, on a réussi à Cavaillon : sa Garde Nationale s'est associée à celle d'Avignon. Le 4 de ce mois, cette Garde, au nombre de douze cents hommes, se mit sous les armes, et voici comment elle s'y est prise pour forcer la nomination d'une nouvelle Municipalité : elle a fait dresser une potence avec dix crochets, destinés aux anciens Consuls; les armes de ces Régénérateurs et la présence du gibet ont opéré *légalement* la nouvelle Election. Tel est le Code de

Digitized by Google

la liberté, et le droit des Peuples, dans la morale politique des Apôtres du jour. — Le *Courrier d'Avignon*, qui rapporte ce trait de patriotisme, ajoute que « les « Députés de sa Ville à Paris, sont com- « blés d'honnêtetés et de prévenances « au Club des Jacobins, qui est celui « des *Amis de la Constitution*, et où « se préparent les opinions de la partie « de l'Assemblée Nationale, qui, jus- « qu'ici, a obtenu la prépondérance. »

P. S. Dans la Séance du soir, Lundi 19, l'Assemblée Nationale a rendu sa décision sur le retour des Navires de l'Inde, conformément à l'opinion de M. *Malouet*. Toulon, ainsi qu'il l'avoit demandé, sera l'entrepôt exclusif pour la Méditerranée, et l'Orient pour l'Océan.

M. *Treilhard* a obtenu la Présidence.

Plainte de M. Malouet, *Député à l'Assemblée Nationale, contre le Sieur* Camille Desmoulins, *Auteur des Révolutions de France et de Brabant, à Monsieur le Lieutenant Criminel du Châtelet de Paris.*

« Supplie *Victor Pierre Malouet*, Intendant de la Marine, Député à l'Assemblée

Digitized by Google

Nationale, disant qu'il est, depuis un an, outragé par le Sieur *Camille Desmoulins*, Auteur des Révolutions de France et de Brabant. »

« Cette considération à seule retardé la dénonciation que le Suppliant auroit faite à l'Assemblée Nationale, long-temps avant le 18 Juin, des délits dont le Sieur *Desmoulins* s'est rendu coupable ; car tous les excès et les violences d'une multitude égarée par des Libellistes incendiaires sont leur ouvrage ; et lorsque publiquement, dans un Journal périodique, un homme ose s'attribuer l'épouvantable Magistrature de *Procureur général de la Lanterne ;* lorsqu'il se charge de provoquer ce qu'il appelle la *Justice du Peuple* contre ceux qu'il lui dénonce, et qu'après avoir excité sa fureur, il l'alimente par des calomnies successives ; professant, avec une audace inouïe jusqu'à nos jours, le mépris de la Royauté dans une Monarchie, et la violation de tous les principes de la sureté et de la liberté individuelle dans un pays libre ; insultant avec impunité aux Tribunaux, aux Magistrats, à l'Assemblée Nationale et à la Famille Royale ; d'après un tel scandale et le silence de la Justice, le Suppliant craindroit la dissolution prochaine de tous les liens de la société, si, étant fondé aujourd'hui à réclamer la séverité des Lois contre cet ennemi de l'ordre et de la paix publique, il n'espéroit qu'il en sera fait un exemple capable d'en imposer à ses pareils. »

« Mais avant d'exposer les injures personnelles dont le Suppliant a droit de se plaindre, et de poursuivre la réparation, il croit devoir vous repré enter, Monsieur, que si, dans un Etat policé, chaque Citoyen suffit

Digitized by Google

à la défense de son honneur, la Société toute entière et les Tribunaux qui en exercent les pouvoirs doivent veiller à sa sureté; or, dans le position où nous sommes, la calomnie est devenue un délit public qui menace alternativement toutes les classes de la Société, et arme les Citoyens les uns contre les autres; il n'est plus de sureté pour ceux que la calomnie poursuit; car les calomniateurs, tels que *Camille Desmoulins* l'érigent en droit de souveraineté, exercent ce droit au nom du Peuple, comme un Jugement, et invitent le Peuple à l'exécuter. La tolérance des Magistrats seroit donc une reconnoissance tacite de ce droit, qui consiste à les violer tous, et qui élève un Ecrivain famélique au-dessus de tous les pouvoirs et de toutes les Lois des Nations, sous le prétexte de maintenir la Liberté de la Presse; ainsi la classe la plus malheureuse du Peuple, égarée par cette détestable doctrine, considère comme ses défenseurs ses plus mortels ennemis; car il n'est point de fleaux que n'entraîne un tel ordre de choses; les querelles sanglantes, les dissentions intestines, les assassinats, l'emigration des riches, la cessation du travail pour les pauvres, le désespoir et la misère; voilà les dons que fait à la Patrie l'Ecrivain séditieux, le Libelliste incendiaire qui excite la fureur du Peuple, et marque les victimes. »

« En vain voudroit-on motiver le silence des Tribunaux sur de tels attentats, par le silence du Corps Législatif sur la licence de la Presse; comme s'il n'y avoit pas des Lois existantes contre les voies de fait, les violences, la calomnie et les injures! eh! que signifie donc la Déclaration des Droits de

Digitized by Google

l'Homme, s'ils n'étoient constamment sous la protection de la Loi? De quel droit pourroient jouir les hommes infortunés qui verroient incessamment suspendu sur leur tête, sans pouvoir s'en défendre, le glaive du plus féroce fanatisme? Car les plus sanglantes calomnies se couvrent dans ce moment-ci d'un voile sacré; les Libellistes, et après eux les assassins auxquels ils donnent le signal, ont adopté pour mots de ralliement, *la Patrie*, *la Liberté*, qu'ils outragent par leurs blasphêmes. Ainsi, sous le prétexte de *services rendus par eux à la Révolution*, et de leur attachement à la *Constitution*, ils essayent d'établir parmi nous celle des Cannibales; et en consacrant pour tout principe celui de la licence, ils prétendent à l'impunité de leurs crimes. Mais cette impunité réduiroit bientôt la condition des Citoyens François à celle des Peuples les plus esclaves de l'Afrique et de l'Asie : les Annales du despotisme oriental n'offrent rien de comparable à l'atrocité des Libellistes actuels, et aux fureurs qu'ils provoquent dans toutes les parties du Royaume. Pour se convaincre de cette vérité, il suffit d'observer que le Suppliant n'est personnellement connu et poursuivi par ces coupables Ecrivains, et notamment par *Camille Desmoulins*, qu'à raison de ses opinions politiques et des principes qu'il a exposés ou défendus dans l'Assemblée Nationale. C'est donc sous peine de mort et de diffamation qu'il étoit interdit à un Représentant de la Nation de parler une autre Langue, de professer d'autres principes que ceux de *Camille Desmoulins*, et lorsque les hommes simples et grossiers dont on entretient l'ivresse, reviendront de leur égarement, ils

Digitized by Google

reconnoîtront avec effroi que la conséquence inévitable de ce système de calomnie et de proscription est d'interdire à la Nation entière toute autre croyance et opinion que celle qu'approuvera *Camille Desmoulins*. Le Suppliant vous expose, Monsieur, à l'appui de ces observations, qu'il est de notoriété publique que les Journaux diffamatoires de cet Ecrivain et de ses semblables ont eu une telle influence sur les hommes disposés au crime, que la vie du Suppliant a été en danger; qu'il a été poursuivi à Versailles par des brigands, insulté et menacé à la porte de l'Assemblée Nationale, accablé de lettres anonymes, dont il a envoyé plusieurs à la Municipalité de Paris et à celle de Toulon; réduit enfin, à se considérer comme dans un état de guerre vis-à-vis des furieux qui le menacent, et à porter des armes à feu pour sa défense. C'est sans doute un déplorable spectacle pour les amis de l'humanité, que celui d'un ordre de choses où les hommes les plus corrompus s'établissent les héraults de la liberté, proclament à sa place une licence effrénée, et s'investissent audacieusement de tous les pouvoirs de la tyrannie. C'est en effet exclusivement pour leur compte qu'ils veulent la liberté de la presse; car, si c'étoit un droit commun à tous, ainsi que celui d'exposer ses opinions, un Représentant de la Nation ne seroit pas réduit à défendre son honneur et sa vie, pour avoir usé de ce droit. Ce n'est donc pas par les injures personnelles qu'a reçues le Suppliant qu'il s'est déterminé à rendre plainte contre le sieur *Camille Desmoulins;* il l'auroit laissé dans la classe de ceux dont il dédaigne depuis long-temps les attaques, heureux de pouvoir constater par

Digitized by Google

leurs outrages la différence de mœurs et des principes qui distinguent les bons et les mauvais Citoyens. — Mais lorsqu'en sa qualité de Membre du Corps Législatif, le Suppliant a cru devoir dénoncer à l'Assemblée Nationale les crimes multipliés et l'audace toujours croissante des Libellistes, et notamment du Sieur *Camille Desmoulins*, l'Assemblée, en ne prononçant pas sur sa dénonciation, lui a appris, Monsieur, qu'elle se reposoit entièrement de la garde des mœurs et du maintien des Lois sur le Tribunal que vous présidez; lorsqu'à l'occasion de cette dénonciation, le Sieur *Desmoulins* s'élève avec plus de fureur contre le Suppliant, il est de son devoir de vous dénoncer tous ses crimes à-la-fois, et de vous rendre plainte de ceux qui s'adressent plus particulierement au Suppliant. »

Cependant en lisant dans le N°. 31 des Revolutions de France et de Brabant, les articles qui le concernent, le Suppliant a cru voir des signes certains de démence qui motiveront le premier chef de ses conclusions contre le sieur *Desmoulins*. Il paroit évident que s'il n'avoit l'esprit aliéné, il ne se seroit point avisé de menacer le Suppliant *d'imprimer sur sa joue des caractères durables*, de le traiter *d'infame*, et d'annoncer qu'il avoit été *chassé du Bagne de Brest*, et *rayé du tableau des galériens*. Un homme comme le sieur *Desmoulins*, doit être plus accoutumé à recevoir qu'à imprimer des caractères durables, et les faits extravagans qu'il allegue, ne peuvent être que l'effet d'une folie decidée.

CONCLUSIONS. Ce considéré, Monsieur,

Digitized by Google

il vous plaise donner acte au Suppliant de la plainte qu'il vous rend par la présente Requête contre le sieur *Camille Desmoulins*, des inculpations, injures, calomnies et menaces répandues contre lui dans le Journal connu sous le nom de Révolutions de France et de Brabant, notamment dans le N°. 31, sous la date du 28 Juin 1790, lequel, pour justification, sera joint à la présente Requête. Ce faisant, et attendu l'existence écrite desdites injures, calomnies et menaces, et que d'après leur nature et leur singulière grossièreté, elles ne sauroient provenir que d'un cerveau exalté, et démontrent la démence la mieux caracterisée, ordonner que ledit sieur *Camille Desmoulins* sera vu et visité par les Médecins et Chirurgiens du Châtelet, lesquels constateront son état, et en feront leur rapport, pour et dans le cas où il résulteroit dudit rapport que ledit sieur *Camille Desmoulins* est attaqué de folie, être ordonné qu'il sera conduit dans telle maison de force ou de santé qui sera par vous, Monsieur, indiquée, pour y être traité comme fou, méchant et dangereux, sous la réserve que fait le Suppliant de se pourvoir en dommages et interêts contre les Imprimeurs, Colporteurs dudit Journal. »

« Et dans le cas où, par l'événement de ladite visite, il seroit reconnu que c'est par une insigne dépravation et non aliénation d'esprit que le sieur *Camille Desmoulins* se livre à des excès de fureur, il vous plaise permettre au Suppliant de faire assigner au premier jour, à l'audience de la Chambre criminelle du Châtelet de Paris, le sieur *Camille Desmoulins* pour voir dire, qu'attendu l'existence écrite et la preuve mate-

Digitized by Google

rielle du délit dont le Suppliant a droit de se plaindre, et que c'est méchamment et témérairement que le sieur *Desmoulins* n'a cessé, depuis un an de le diffamer et de l'injurier dans les différens Journaux dont il est Rédacteur, et notamment dans le N°. 31 des Révolutions de France et de Brabant; il sera tenu de se rétracter au Greffe, et de le reconnoître pour homme d'honneur et de probité, bon Citoyen, et ne méritant aucunement les reproches et inculpations insérés contre lui dans le même Journal, et d'en passer acte au Greffe, en présence de telle personne qu'il voudra choisir, sinon que la Sentence à intervenir vaudra lesdits acte et rétractation; comme aussi que ledit sieur *Camille Desmoulins* sera tenu de réitérer sa rétractation dans le numéro de son Journal qui suivra ledit jugement; et, dans tous les cas, de l'y inserer en entier. »

« Et enfin voir dire que défenses seront faites audit sieur *Camille Desmoulins*, de plus à l'avenir injurier, calomnier et menacer le Suppliant, sous telles peines qu'il appartiendra; et, pour l'avoir fait, qu'il sera condamné, même par corps, par forme de réparations civiles, en vingt mille liv. de dommages et intérêts, applicables, du consentement du Suppliant, aux œuvres de bienfaisance de la société de la charité maternelle; et en outre, que la Sentence à intervenir sera imprimée au nombre de quatre mille exemplaires, publiée et affichée, tant à Paris qu'à Toulon, et par tout où besoin sera, le tout aux frais dudit sieur *Camille Desmoulins*, qui sera condamné en tous les dépens, sauf à M. le Procureur du Roi, dont le Suppliant requiert la jonction, à

Digitized by Google

prendre telles conclusions qu'il avisera, pour la réparation due aux mœurs, aux Lois, à la dignité et à la sureté d'un Représentant de la Nation. »

« Requiert particulièrement le Suppliant, en sa qualité de Membre de l'Assemblée Nationale, qu'il vous plaise, Monsieur, prendre en considération les observations qu'il vous a présentées, sur la persévérance et l'impunité d'un genre de délit qui détruit la Constitution dans sa naissance, en attaquant également la liberté publique et individuelle, et outrage la Nation, la Loi et le Roi, en rendant le Peuple esclave des passions de tous les scélérats qui se jouent de sa crédulité. »

Signés, MALOUET, *et* LEMIT *Procureur.*

Soit montré à M. le Procureur du Roi, le 7 Juillet 1790, *signé* BACHOIS.

« Je n'empêche pour le Roi être donné « acte au Suppliant de la plainte qu'il rend « des faits contenus en la présente Requête, « en conséquence lui être permis de faire « assigner avec moi à l'Audience de la Chambre criminelle le sieur *Camille Desmoulins*, aux fins énoncées en ladite Requête. « Fait le 7 Juillet 1790.

Signé, FLANDRE DE BRUNVILLE.

Les Numéros sortis au Tirage de la Loterie Royale de France, le 19 Juillet 1790, sont : 75, 80, 68, 48, 16.

Digitized by Google

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 31 JUILLET 1790.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

ÉPITRE
A M. Sabatier de Cavaillon, ancien Professeur d'Eloquence.

LE préjugé qui flétrit l'innocent,
Depuis long-temps levoit sa tête altière ;
De la raison tu montras la lumière ;
La vérité monta sur son trône éclatant,
Et sur le crime seul versa la honte entière (1).
L'utile est le seul but où tend

(1) Allusion à un Discours de M. Sabatier, sur le préjugé qui note d'infamie les parens d'un supplicié.

Digitized by Google

Un Ecrivain plein d'énergie ;
C'eſt la vertu, mariée au talent,
Qui nous fait recueillir les vrais fruits du génie ;
Et qui ne ſert point ſa Patrie
Eſt ſemblable à la fleur qui ne brille un inſtant
Que pour ſe voir bientôt flétrie.
Et cependant tes différens Ecrits,
Qui viſent toujours à l'utile,
Ont été la ſource fertile
De cette foule d'ennemis,
Qui, bien loin de t'abattre, ont fait ta renommée.
Tel autrefois ce vain Pygmée,
Triſte jouet de ſon erreur,
Cherchant à devenir vainqueur,
Trouva dans Hercule une armée.
Des envieux mépriſe la fureur :
Que pourroit contre toi leur plume envenimée ?
Ils peuvent t'attaquer ; mais par un prompt revers,
Ils meurent oubliés eux-mêmes & leurs vers.
En vain mugit l'orgueilleuſe Critique
Contre la Couronne lyrique :
La Gloire qui ſourit à tes heureux efforts,
A l'immortalité conſacra tes accords,
Et la Haine à tes pieds, rampant dans la pouſſière,
Verra fleurir ta palme au bout de ta carrière.
On te voit, tour à tour, ſublime ou gracieux,
Faire gronder l'orage ou folâtrer les Jeux ;
Tes Odes, tes Diſcours, Ouvrages de ton ame,
Des vertus que tu peins nous inſpirent la flamme ;

Digitized by Google

Et si dans le devoir tu places le bonheur,
Tu ne fais qu'exprimer ce qu'éprouve ton cœur.
L'Envie à tes côtés en vain gronde sans cesse;
Le Génie est semblable à la liqueur qu'on presse;
Aux obstacles il doit ses succès éclatans;
Pour lui la Jalousie est un tribut d'encens;
L'Orgueil combat toujours un talent qui le blesse;
Mais que ses cris n'arrêtent point tes pas;
L'Orgueil pardonne-t-il les talens qu'il n'a pas?

(*Par M. l'Abbé Feraud, Prof. de Rhét.*)

VERS

A M. Mellinet, de Nantes, Auteur de l'Idylle intitulée Le Tombeau, *insérée dans le N°. 19 du* Mercure.

Loin des lieux que vous habitez,
Loin d'une rive toujours chère,
Une Muse sexagénaire
Sourit aux airs que vous chantez.

L'humble Fauvette, au fond des bois,
S'anime aux chants de Philomèle:
Ainsi, pour vous marquer mon zèle,
Je retrouve un reste de voix.

Qu'il aimeroit à vous entendre
L'ami qui fait couler vos pleurs!

Digitized by Google

Le Sentiment cueillit les fleurs
Que vous répandez sur sa cendre.

Seul il dicta vos vers touchans,
Tribut d'estime & de tendresse.
Ainsi Gessner (1), en son printemps,
Pleuroit l'ami de sa jeunesse...

La bonté, les douces vertus,
Du temps compensent les outrages :
Sénèque aima Lucilius ;
Pour les bons cœurs il n'est point d'âges.

Mais un sort volage préside
A nos regrets, à nos désirs ;
Et de la douleur aux plaisirs,
Le passage est souvent rapide.

Moi, qui, malheureux dès l'enfance,
Aux pleurs ai dû m'accoutumer,
Si la peine m'en fit verser,
J'en versai pour la jouissance...

Ainsi tout change, & d'autres sons
Appellent votre voix légère ;
Mais reparoît, votre chaumière
A droit à vos tendres chansons.

(1) Le Chantre d'Abel & de Daphnis fut confié, dans sa jeunesse, aux soins d'un bon Pasteur Helvétien, qui découvrit aisément dans l'ame douce & sensible de son jeune Elève le germe du talent qui l'immortalisa dans la suite.

Digitized by Google

Long-temps à ce frais hermitage,
Allez chercher l'ombre & la paix.
Vous le préférez aux palais;
Je le crois, il eſt votre ouvrage.

Ah! quand pourrai-je, loin du bruit
Et des faux biens d'un triſte monde,
Aux bords que la Sayvre (1) féconde,
Orner un champêtre réduit!

Là, j'irois pleurer dès l'aurore
Et mes erreurs & mes beaux jours,
Et le vain ſonge des amours,
Et l'amitié plus vaine encore....

Nul beſoin, nul déſir nouveau
Ne viendroit tourmenter ma vie
Une aimable philoſophie
M'ouvriroit gaîment le tombeau.

Mais, eſpérances menſongères!
Aux ennuis toujours condamné,
Les Dieux jaloux ne m'ont donné
Que des regrets & des chimères.

Privé d'un deſtin auſſi doux,
N'y pas ſonger ſeroit plus ſage.
Que ne puis-je au moins, près de vous,
En goûter quelquefois l'image!

(1) La Sayvre, charmante rivière qui coule auprès de Nantes.

Digitized by Google

Là, je braverois l'Univers,
Et des ans l'atteinte fatale ;
Là, j'applaudirois aux concerts
De votre Muse pastorale.

A vos accords, à vos amours,
J'unirois ma voix languissante :
Au Printemps Philomèle chante,
Mais le Ramier gémit toujours.

Erreurs, projets, pertes, vieillesse,
Chagrins, tout seroit oublié,
Et le Temple de la Sagesse
Seroit celui de l'Amitié.

(*Par M. de Seldé.*)

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade est *Poisson* ; celui de l'Enigme est *la Montre* ; celui du Logogriphe est *Poisson*, où l'on trouve *Poison*.

CHARADE.

CONTE.

EGLÉ, qui dans son jeune temps,
Soit par fierté, soit par humeur maussade,
Avoit dédaigné vingt Amans ;
Parvenue enfin à trente ans,

Digitized by Google

Un beau matin, faiſoit cette Charade,
Dans les plus douloureux accens :
Faut-il, hélas ! qu'une belle Brunette,
Comme je ſuis, vive toujours ſeulette,
Sans un cher époux, ſans enfans !
Si j'euſſe fait comme Juſtine,
Comme Chloé, comme Pauline,
J'aurois aujourd'hui le premier ;
Mais j'ai beaucoup trop du dernier
Pour pouvoir eſpérer l'entier.

(*Par M. N. D. de Neuville aux Loges.*)

ÉNIGME.

L'UN dit que je ſuis engageante,
L'autre que je ſuis fort changeante ;
François, galans François, c'eſt bien la vérité ;
Mais c'eſt votre humeur inconſtante
Qui me rend toujours attrayante,
Toujours le cher objet de votre avidité ;
Car qu'un autre moi-même aujourd'hui ſe préſente,
Un certain air de nouveauté,
Peut-être plus que ſa beauté,
Prévient en ſa faveur, vous plaît & vous enchante ;
Et moi, qui ſuis moins jeune, on me met de côté :
Pour ſuivre en tout celle qui règne,
On m'abandonne, on me dédaigne,
Moi qui vous ai tant plu, qui vous ai tant couté !

Digitized by Google

Mais comme en ce monde tout passe,
Comme tout est sujet à l'instabilité,
Celle qui cause ma disgrace
Se verra le jouet de votre vanité,
Quand une autre viendra dominer à sa place,
Pour vous assujettir à sa frivolité,
Et changeant mille fois & de forme & de face,
Entretiendra toujours votre mondanité.

(*Par le même.*)

LOGOGRIPHE.

Je suis, Lecteur, ce chef bien respectable
D'un grand corps qui sans moi ne sçauroit exister ;
Tant que j'agis en mon poste honorable,
Différens serviteurs ont soin de m'assister ;
Les uns me présentent les choses,
D'autres m'en expliquent les causes ;
A l'aide de ceux-ci je les goûte & les sens,
Et c'est par le secours de ceux-là que j'entends.
De quatre pieds, en tout, qui forment ma substance,
Justement les premiers,
Où l'on voit néanmoins certaine différence,
Sont pareils aux derniers.
Si je n'abuse point de votre patience,
Ces quatre pieds, Lecteur, par double inversion,
Vous donneront deux fois même conjonction :
Mais c'est assez, il faut que je m'arrête,
Pour ne pas trop vous embrouiller la tête.

(*Par le même.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

ELOGE de M. le Comte de Buffon, prononcé dans l'Académie des Sciences par M. le Marquis DE CONDORCET. *A Paris, chez* Buisson, *Libraire, rue Haute-feuille, N°. 20. Prix, 24 sous, & 30 s. franc de port par la Poste.*

ON sait que M. de Condorcet, qui aimoit beaucoup Voltaire, aimoit fort peu Buffon : il a fait la Vie de l'un (1) & l'Eloge de l'autre, & a su être impartial envers tous les deux : c'est un mérite propre à la vraie Philosophie, mais que pourtant elle n'a pas toujours.

On avoit déjà entendu louer Buffon par M. Vicq d'Azyr, également digne d'être son successeur & son panégyriste. Cet Eloge étoit tout différent de celui dont il s'agit ici, & devoit l'être. M. Vicq d'Azyr parloit dans l'Académie Françoise; le Savant devoit y être Orateur, & il le fut : son Discours

(1) On en donnera l'extrait dans le Mercure prochain.

Digitized by Google

brillant d'esprit & de style, riche de figures & de mouvemens, rapide & plein, aussi heureux en expressions qu'en idées, fut accueilli avec une juste admiration : c'est peut-être le plus beau Discours qu'on ait prononcé dans notre Académie.

M. de Condorcet parlant à celle des Sciences, ne s'y est occupé que des choses : il songe peu à peindre, à entraîner ; il pense & il juge. Son style est austère, son ton réfléchi ; mais cette sévérité de raison, qui lui fait apprécier à leur juste valeur les hypothèses de Buffon, ne le rend point insensible au grand mérite de l'Ecrivain ; & personne même n'a mieux fait sentir les services que l'Auteur de l'Histoire Naturelle a rendus aux Sciences, & le prix qu'on doit y attacher.

» Peut-être le talent d'inspirer aux autres » son enthousiasme, de les forcer de con- » courir aux mêmes vûes, n'est pas moins » nécessaire que celui des découvertes, au » perfectionnement de l'espèce humaine ; » peut-être n'est-il pas moins rare, n'exige- » t-il pas moins ces grandes qualités de » l'esprit, qui nous forcent à l'admiration. » Nous l'accordons à ces Harangues célè- » bres que l'Antiquité nous a transmises, » & dont l'effet n'a duré qu'un seul jour ; » pourrions-nous la refuser à ceux dont » les ouvrages produisent sur les hommes » disperses, des effets plus répétés & plus » durables ? Nous l'accordons à celui dont

Google

» l'éloquence d'ispoſant des cœurs d'un peu-
» ple aſſemblé, lui a inſpiré une réſolu-
» tion généreuſe ou ſalutaire ; pourroit on
» la refuſer à celui dont les ouvrages ont
» changé la pente des eſprits, les ont por-
» tés à une étude utile, & ont produit une
» révolution qui peut faire époque dans
» l'Hiſtoire des Sciences ?

» Si donc la gloire doit avoir l'utilité
» pour meſure, tant que les hommes n'o-
» béiront pas à la ſeule raiſon, tant qu'il
» faudra, non ſeulement découvrir des vé-
» rités, mais forcer à les admettre, mais
» inſpirer le déſir d'en chercher de nou-
» velles, les hommes éloquens, nés avec
» le talent de répandre la vérité, ou d'exci-
» ter le génie des découvertes, mériteront
» d'être placés au niveau des inventeurs ;
» puiſque ſans eux, ces inventeurs, ou n'au-
» roient pas exiſté, ou auroient vu leurs
» découvertes demeurer inutiles & dédai-
» gnées «.

C'eſt dans le même eſprit qu'il juſtifie d'une manière auſſi ſolide qu'ingénieuſe, la hardieſſe ſyſtématique de Buffon dans ſa Théorie de la Terre.

» On pourroit regarder comme témé-
» raire l'idée de former dès-lors une Théo-
» rie générale du Globe, puiſque cette en-
» trepriſe le ſeroit de même aujourd'hui.
» Mais M. de Buffon connoiſſoit trop les
» hommes, pour ne pas ſentir qu'une Scien-
» ce qui n'offriroit que des faits particuliers,

» ou ne présenteroit des résultats généraux ;
» que sous la forme de simples conjectures,
» doit peu frapper *les esprits vulgaires*,
» *trop foibles pour supporter le poids du*
» *doute*. Il savoit que Desfartes n'avoit at-
» tiré les hommes à la Philosophie, que
» par la hardiesse de ses systêmes, qu'il ne
» les avoit arrachés au joug de l'autorité,
» à leur indifférence pour la vérité, qu'en
» s'emparant de leur imagination, en
» ménageant leur paresse, & qu'ensuite,
» libres de leurs fers, livrés à l'avidité de
» connoître, eux-mêmes avoient su choi-
» sir la véritable route. Il avoit vu enfin
» dans l'Histoire des Sciences, que l'épo-
» que de leurs grands progrès avoit pres-
» que toujours été celle des systêmes célè-
» bres ; parce que ces systêmes exaltant à
» la fois l'activité de leurs adversaires, &
» celle de leurs défenseurs, tous les objets
» sont alors soumis à une discussion dans
» laquelle l'esprit de parti, si difficile sur
» les preuves du parti contraire, oblige à les
» multiplier. C'est alors que chaque *com-*
» *battant s'appuyant* sur tous les faits re-
» çus, ils sont tous soumis à un examen
» rigoureux ; c'est alors qu'ayant épuisé ces
» premières armes, on cherche de nouveaux
» faits pour s'en procurer de plus sûres,
» & d'une trempe plus forte.

» Ainsi la plus austère Philosophie peut
» pardonner à un Physicien de s'être livré
» à son imagination, pourvu que ses erreurs

Digitized by Google

» aient contribué aux progrès des Sciences, » ne fut-ce qu'en imposant la nécessité de » le combattre ; & si les hypothèses de » M. de Buffon, sur la formation des Pla- » nètes, sont contraires à ces mêmes loix » du système du monde, dont il avoit été » en France un des premiers, un des plus » zélés défenseurs ; la vérité sévère, en » condamnant ces hypothèses, peut encore » applaudir à l'art avec lequel l'Auteur a » su les présenter «.

Cette phrase, *les esprits vulgaires, trop foibles pour supporter le poids du doute*, demande une explication, sans laquelle l'idée ne seroit rien moins que juste. Si *le vulgaire est trop foible pour supporter le poids du doute*, c'est en raison de son ignorance ; il aime à se repoſer dans l'erreur qu'il embrasse, parce qu'il n'en sait pas assez pour la distinguer de la vérité, & il préfère une opinion fausse à un doute raisonnable. Mais quand les esprits supérieurs, tourmentés par le doute, se sont jetés dans les systêmes, ce n'étoit pas *foiblesse*, c'étoit une force mal employée. Descartes, Léibnitz, Mallebranche, Pascal, étoient sûrement de très-grands esprits ; & c'est précisément parce qu'ils l'étoient, qu'ils n'ont pu se résigner à l'ignorance invincible dans ce qu'ils ne savoient pas. Ainsi Descartes a voulu expliquer le système du monde, Léibnitz la nature de l'ame, Mallebranche son action : quant à Pascal, esprit d'une trempe

Digitized by Google

vigoureuſe, il eſt évident que le ſentiment de ſa force l'a trompé au point, qu'il a cru pouvoir réduire en démonſtration ce qui en eſt le moins ſuſceptible, la révélation. Si de pareils hommes n'ont pas ſu douter, ce n'eſt pas qu'ils fuſſent *foibles*, c'eſt qu'ils ſe croyoient trop forts, & beaucoup plus qu'il n'eſt donné aux hommes de l'être. Ils avoient eſſayé ſi heureuſement leur force ſur de grands objets, qu'ils la compromirent ſur ceux qui étoient au deſſus de leurs efforts : c'eſt Milon, qui avec des mains à qui rien n'avoit réſiſté, veut fendre un chêne, & ne peut plus les en retirer. Les eſprits juſtes & ſages portent mieux que d'autres *le poids du doute*; mais les eſprits ſublimes ſont gênés de cette eſpèce de repos, parce que leur ſentiment habituel eſt le beſoin d'agir.

Au reſte, cette tendance audacieuſe & irréſiſtible des eſprits tranſcendans, quoiqu'elle ait produit beaucoup d'erreurs, eſt utile & même néceſſaire : ſans elle on eût découvert beaucoup moins de vérités. Si l'on n'eût pas tenté même l'impoſſible, on n'eût pas trouvé ce qui n'étoit que difficile.

M. de Condorcet diſoit tout à l'heure, qu'on admireroit les Ecrivains éloquens, *tant que les hommes n'obéiront pas à la droite raiſon.* Un Philoſophe devoit ajouter, que le temps n'arrivera jamais où *les hommes n'obéiront qu'à la raiſon.* La raiſon n'eſt

Digitized by Google

pas un mobile ; c'eſt un guide, & le premier eſt encore plus néceſſaire que le ſecond ; car il faut d'abord pouvoir aller, avant d'aller bien. Ce ſont les paſſions & l'imagination qui donnent le mouvement ; & puis vient la raiſon qui le règle : celle-ci vient quand elle peut ; mais ſans les autres on ne feroit rien.

» La Théorie de la Terre fut ſuivie de » l'Hiſtoire de l'Homme, qui en a reçu » *ou uſurpé* l'empire «.

Cela eſt-il bien philoſophique ? L'eſpèce d'empire que l'homme exerce ſur les animaux peut-il être *une uſurpation ?* N'eſt-il pas la ſuite naturelle & néceſſaire de la prééminence de ſes qualités phyſiques & morales ?

L'Auteur me paroît avoir tracé parfaitement le caractère du ſtyle de Buffon. » Des » réflexions philoſophiques mêlées aux deſ» criptions, à l'expoſition des faits & à la » peinture des mœurs, ajoutent à l'intérêt, » au charme de cette lecture & à ſon uti» lité. Ces réflexions ne ſont pas celles d'un » Philoſophe qui ſoumet toutes ſes penſées » à une analyſe rigoureuſe, qui ſuit ſur les » divers objets les principes d'une philo» ſophie toujours une ; mais ce ne ſont » pas non plus ces réflexions iſolées, que » chaque ſujet offre à l'eſprit, qui ſe pré» ſentent d'elles-mêmes, & n'ont qu'une » vérité paſſagère & locale. Celles de M. » de Buffon s'attachent toujours à quel-

Digitized by Google

» que loi générale de la Nature, ou du
» moins à quelque grande idée.

» Dans ſes Diſcours ſur les animaux do-
» meſtiques, ſur les animaux carnaſſiers,
» ſur la dégénération des eſpèces, on le
» voit tantôt eſquiſſer l'hiſtoire du règne
» animal, conſidéré dans ſon enſemble,
» tantôt parler en homme libre, de la dé-
» gradation où la ſervitude réduit les ani-
» maux, en homme ſenſible, de la deſ-
» truction à laquelle l'eſpèce humaine les
» a ſoumis, & en Philoſophe, de la né-
» ceſſité de cette deſtruction, des effets
» lents & ſûrs de cette ſervitude, de ſon
» influence ſur la forme, ſur les facultés,
» ſur les habitudes morales des différentes
» eſpèces. Des traits qui ſemblent lui échap-
» per, caractériſent la ſenſibilité & la fierté
» de ſon ame, mais elle paroît toujours
» dominée par une raiſon ſupérieure: on
» croit, pour ainſi dire, converſer avec
» une pure Intelligence, qui n'auroit de la
» ſenſibilité humaine que ce qu'il en faut
» pour ſe faire entendre de nous, & inté-
» reſſer notre foibleſſe «.

Un des avantages particuliers à M. de Condorcet dans cet Eloge, comme dans tous ceux qu'il nous a donnés, c'eſt que dans le réſumé des Théories les plus abſtraites, où la clarté ſeule ſeroit un mérite ſuffiſant, il y joint celui d'une élégance ſoutenue & d'un goût ſûr; en cela ſupérieur à Fontenelle lui-même, au moins dans ce qui

Digitized by Google

regarde les choſes ; car pour ce qui regarde les perſonnes, Fontenelle a le talent ſingulier de les peindre avec un agrément & une délicateſſe, qui, ſans former de diſparate avec les objets les plus ſérieux, ſait y répandre un charme qui en tempère l'auſtérité.

M. de Condorcet a mis beaucoup d'art (& cet art eſt très-aimable, puiſqu'il paroît être celui de la bienveillance) à excuſer l'eſpèce d'exiſtence iſolée que Buffon s'étoit faite au milieu des Savans & des Gens de Lettres, dont il ſembloit vouloir ſe ſéparer.

» Placé dans un ſiècle où l'eſprit humain
» s'agitant dans ſes chaînes, les a relâchées
» toutes & en a briſé quelques-unes,
» où toutes les opinions ont été examinées,
» toutes les erreurs combattues, tous les an-
» ciens uſages ſoumis à la diſcuſſion, où
» tous les eſprits ont pris vers la liberté
» un eſſor inattendu, M. de Buffon parut
» n'avoir aucune part à ce mouvement gé-
» néral : ce ſilence peut paroître ſingulier
» dans un Philoſophe dont les ouvrages
» prouvent qu'il avoit conſidéré l'homme
» ſous tous les rapports, & annoncent en
» même temps une manière de penſer mâle
» & ferme, bien éloignée de ce penchant au
» doute, à l'incertitude qui conduit à l'in-
» différence.

» Mais peut-être a-t-il cru que le meil-
» leur moyen de détruire les erreurs en
» métaphyſique & en morale, étoit de mul-

Digitized by Google

» tiplier les vérités d'observation dans les » Sciences naturelles ; qu'au lieu de combattre l'homme ignorant & opiniâtre, il » falloit lui inspirer le désir de s'instruire : » il étoit plus utile, selon lui, de prémunir les générations suivantes contre l'erreur, en accoutumant les esprits à se » nourrir des vérités même indifférentes, » que d'attaquer de front les préjugés déjà » enracinés & liés avec l'amour-propre, » l'intérêt ou les passions de ceux qui les » ont adoptés. La Nature a donné à chaque homme son talent, & la sagesse consiste à y plier sa conduite : l'un est fait » pour combattre, l'autre pour instruire ; » l'un pour corriger & redresser les esprits, » l'autre pour les subjuguer & les entraîner » après lui.

» D'ailleurs M. de Buffon vouloit élever » le monument de l'Histoire Naturelle, il » vouloit donner une nouvelle forme au » Cabinet du Roi ; il avoit besoin & de » repos & du concours généreux des suffrages ; or, quiconque attaque des erreurs, » ou laisse seulement entrevoir son mépris » pour elles, doit s'attendre à voir ses » jours troublés, & chacun de ses pas embarrassé par des obstacles. Un vrai Philosophe doit combattre les ennemis qu'il » rencontre sur la route qui le conduit à la » vérité ; mais il seroit mal-adroit d'en appeler de nouveaux par des attaques imprudentes.

Digitized by Google

» Peu de Savans, peu d'Ecrivains ont » obtenu une gloire auſſi populaire que » M. de Buffon, & il eut le bonheur de » la voir s'accroître à meſure que les au- » tres jouiſſances diminuant pour lui, celles » de l'amour-propre lui devenoient plus » néceſſaires. Il n'eſſuya que peu de cri- » tique, parce qu'il avoit ſoin de n'offen- » ſer aucun parti, parce que la nature de ſes » ouvrages ne permettoit guère à la Lit- » térature ignorante d'atteindre à ſa hau- » teur. Les Savans avoient preſque tous » gardé le ſilence, ſachant qu'il y a peu » d'honneur & peu d'utilité pour les Scien- » ces, à combattre un ſyſtême qui devient » néceſſairement une vérité générale, ſi » les faits le confirment, ou tombe de lui- » même s'ils le contrarient «.

Cet ouvrage très-eſtimable eſt très-bien terminé par un parallèle raiſonné d'Ariſtote, de Pline & de Buffon, & l'on ne peut mieux terminer auſſi cet extrait qu'en préſentant ce morceau à nos Lecteurs : ce ſeroit leur manquer en quelque ſorte que d'être trop avare de citations en leur rendant compte de l'ouvrage d'un Ecrivain tel que M. de Condorcet.

» L'Hiſtoire des Sciences ne préſente que » deux hommes, qui, par la nature de » leurs ouvrages, paroiſſent ſe rapprocher » de M. de Buffon, Ariſtote & Pline; tous » deux infatigables comme lui dans le tra- » vail, étonnans par l'immenſité de leurs

» connoissances & par celle des plans qu'ils » ont conçus & exécutés ; tous deux res- » pectés pendant leur vie, & honorés » après leur mort par leurs Concitoyens, » ont vu leur gloire survivre aux révolu- » tions des opinions & des Empires, aux » Nations qui les ont produits, & même » aux Langues qu'ils ont employées, & ils » semblent, par leur exemple, promettre » à M. de Buffon une gloire non moins » durable.

» Aristote porta sur le mécanisme des » opérations de l'esprit humain, sur les » principes de l'Eloquence & de la Poésie, » le coup d'œil juste & perçant d'un Phi- » losophe ; dicta au goût & à la raison des » loix auxquelles elles obéissent encore ; » donna le premier exemple, trop tôt ou- » blié, d'étudier la Nature dans la seule » vûe de la connoître & de l'observer avec » précision comme avec méthode.

» Placé dans une Nation moins savante, » Pline fut plutôt un compilateur de re- » lations, qu'un Philosophe observateur ; » mais comme il avoit embrassé dans son » plan tous les travaux des Arts & tous les » phénomènes de la Nature, son ouvrage » renferme les mémoires les plus précieux » & les plus étendus que l'Antiquité nous » ait laissés pour l'histoire des progrès de » l'espèce humaine.

» Dans un siècle plus éclairé, M. de » Buffon a réuni ses propres observations

Digitized by Google

» à celles que ſes immenſes lectures lui » ont fournies ; ſon plan, moins étendu » que celui de Pline, eſt exécuté d'une » manière plus complette : il préſente & » diſcute les réſultats qu'Ariſtote n'avoit » oſé qu'indiquer.

» Le Philoſophe Grec n'a mis dans ſon » ſtyle qu'une préciſion méthodique & ſé- » vère, & n'a parlé qu'à la raiſon.

» Pline dans un ſtyle noble, énergique » & grave, laiſſe échapper des traits d'une » imagination forte, mais ſombre, & d'une » philoſophie ſouvent profonde, mais preſ- » que toujours auſtère & mélancolique.

» M. de Buffon, plus varié, plus bril- » lant, plus prodigue d'images, joint la fa- » cilité à l'énergie, les graces à la majeſté ; » ſa philoſophie, avec un caractère moins » prononcé, eſt plus vraie & moins affli- » geante. Ariſtote ſemble n'avoir écrit que » pour les Savans, Pline pour les Philo- » ſophes, M. de Buffon pour tous les hom- » mes éclairés.

» Ariſtote a été ſouvent égaré par cette » vaine métaphyſique des mots, vice de la » philoſophie Grecque, dont la ſupériorité » de ſon eſprit ne put entièrement le ga- » rantir.

» La crédulité de Pline a rempli ſon ou- » vrage de fables, qui jettent de l'incer- » titude ſur les faits qu'il rapporte, lors » même qu'on n'eſt pas en droit de les re- » léguer dans la claſſe des prodiges.

Digitized by Google

» On n'a reproché à M. de Buffon que » ſes hypothèſes : ce ſont auſſi des eſpèces » de fables, mais des fables produites par » une imagination active qui a beſoin de » créer, & non par une imagination paſ- » ſive qui cède à des impreſſions étran- » gères.

» On admirera toujours dans Ariſtote le » génie de la philoſophie : on étudiera dans » Pline les Arts & l'eſprit des Anciens, » on y cherchera ces traits qui frappent » l'ame d'un ſentiment triſte & profond ; » mais on lira M. de Buffon pour s'inté- » reſſer comme pour s'inſtruire ; & tandis » qu'il continuera d'exciter pour les Scien- » ces naturelles un enthouſiaſme utile, les » hommes lui devront long-temps & les » doux plaiſirs que procurent à une ame » jeune encore les premiers regards jetés » ſur la Nature, & ces conſolations qu'é- » prouve une ame fatiguée des orages de » la vie, en repoſant ſa vue ſur l'immen- » ſité des êtres paiſiblement ſoumis à des » loix éternelles & néceſſaires ».

(D.....)

Digitized by Google

MÉMOIRES sur l'Administration de la Marine & des Colonies. A Paris, chez Froullé, *Libraire, quai des Augustins.*

CES Mémoires sont le fruit des réflexions d'un Officier général de la Marine sur l'Administration de cette branche importante de l'Etat. Livré par goût aux spéculations de tout genre dont un Marin doit être occupé, il ne tarda pas à reconnoître les vices de cette Administration despotique.

L'Ordonnance de 1689, que Ségnelay a publié sur celle de Colbert, lui a toujours paru donner trop de pouvoir à ce Corps particulier de la Marine, appelé alors *Plume*, depuis *Administration*, & qui veut aujourd'hui se désigner sous le nom d'*Officiers Civils*.

L'Intendant, Chef de ce Corps, avoit toute l'autorité dans le Port; seul il y donnoit des ordres, non seulement aux Commissaires, mais au Capitaine du Port, au Commandant de l'Artillerie, & au Contrôleur de la Marine; cet Officier, dont l'emploi, ainsi que le porte son nom, est de contrôler tous les marchés & toutes les dépenses, n'osoit pas s'opposer aux volontés de son Chef, qui pouvoit ou lui faire donner sa retraite, ou du moins empêcher son avancement.

Digitized by Google

Tant que Louis XIV a vécu, il a fallu supporter cet excès d'autorité ; ce qui n'empêchoit pas que le Militaire ne fît de temps en temps des représentations, mais en vain.

La paix d'Utrecht se fait ; Louis XIV meurt ; la Marine tombe dans un état de langueur qui se communique à ce Corps jadis si actif.

Quelques armemens faits de temps à autre jusqu'à la guerre de 1744, ne pouvoient pas rappeler son énergie ; cependant les esprits s'éclairent, la lumière se répand de toute part, les réclamations sont plus fréquentes & plus vives.

Le Duc de Choiseuil, quelquefois ami de l'ordre, & toujours de la nouveauté, établit chez lui, sur la Marine, des conférences infructueuses ; puisque leur résultat fut l'Ordonnance de 1765, qui ne donnoit point raison au Militaire sur ses plaintes fondées.

Cette Ordonnance fut suivie d'une autre Ordonnance en 1772, par Bourgeois de Boynes, qui, selon l'Auteur des Mémoires, *réglant tout, brouilla tout, fit un art à sa mode.*

Les Ordonnances se succédoient aussi rapidement que les Ministres. En 1776, il en parut une nouvelle, puis enfin une autre en 1786.

Tel est l'état actuel où se trouve la Marine, attendant, comme le reste de la Nation, une régénération heureuse.

L'Auteur,

Digitized by Google

L'Auteur, non content de tracer ce Tableau, indique les défauts de chaque Ordonnance; & il établit un principe général, savoir, que toute Administration, pour être bonne, doit être simple, & n'employer que les Agens nécessaires.

Il croit que ces Agens sont les seuls Militaires, & il ne donne ce nom qu'à ceux qui vont à la mer; ils doivent connoître la qualité des matières premières, assister à leur recette, en ordonner l'emploi; enfin ils ont la conduite du vaisseau, qui, lorsqu'il est armé, n'est que la combinaison de toutes les matières premières manufacturées & mises en place; toutes ces matières commencent à dépérir au moment même où on les emploie, & leur dépérissement complet s'appelle *consommation*.

Les Marins sont donc les seuls juges compétens du point de dépérissement auquel parviennent toutes les munitions; eux seuls, par conséquent, peuvent en déterminer la *consommation*.

Cependant le Corps d'Administration revendique encore cette fonction. L'Auteur pense que ce Corps ne peut pas *ordonner* la consommation, mais qu'il doit seulement la *constater*. Il est un principe général & reçu de tout le monde, savoir que le Militaire ne peut avoir le maniment des fonds, ni par conséquent en ordonner la sortie des mains du Trésorier qui en est chargé.

Cette fonction paroît à l'Auteur la seule

Digitized by Google

qui puisse être attribuée à un Officier non Militaire, sur les ordonnances duquel le Trésorier délivrera l'argent à ceux qui les présenteront.

De là il tire une conséquence nécessaire de ses principes, savoir, que le Commandant d'un Port doit seul y ordonner les travaux, & que l'Ordonnateur des fonds doit seul les faire distribuer.

De là naît une autre conséquence : le Commandant est *responsable*, & l'Ordonnateur est *comptable*, tous deux vis-à-vis du Secrétaire d'Etat, premier Agent du pouvoir exécutif. Il pense aussi que le Secrétaire d'Etat étant responsable envers la Nation, sous des conditions qui seront sans doute rigoureuses, les Administrateurs doivent dépendre de lui directement & être amovibles à sa volonté, par la raison que lui-même l'est à celle du Roi ; & que son sort seroit pire que celui de ses inférieurs, s'il pouvoit être destitué d'un moment à l'autre, tandis que ses Agens subalternes ne pourroient l'être que par un Conseil d'Administration.

Cette raison lui fait penser qu'il ne faut point un Corps Constitutionnel d'Officiers civils ; mais que tous ceux qui ont quelque part à l'Administration, comme le Commandant d'un Port, le Directeur de l'Artillerie du Port, des constructions, &c. doivent, quoique Militaires, être destitués de leurs fonctions administratives par le

Digitized by Google

Secrétaire d'Etat, parce que, sous leur nouveau titre, ils ne sont, dans le fait, que Membres de l'Administration, dont une partie seulement leur est attribuée, tandis que le Secrétaire d'Etat a celle de toute la Marine.

Il range dans la même classe d'Officiers amovibles à la volonté du Secrétaire d'Etat, l'Ordonnateur des fonds, les Chefs de Bureau dans les Ports, & autres subalternes de tout genre. Tel nous a paru être le plan de l'Ouvrage dont nous conseillons la lecture à tous ceux qui veulent acquérir la connoissance d'une Administration très-compliquée jusqu'à présent, mais qui sera très simplifiée quand on voudra la réduire à ses véritables principes.

La première Partie de ces Mémoires ne doit pas sa naissance à la Révolution; l'Auteur a été à la tête de la plus florissante de nos Colonies; il a vu de plus près qu'un autre combien l'Administration des Colonies tenoit à celle de la Marine; il a formé un plan pour les unir plus étroitement que jamais: on peut le voir dans le Mémoire sur le Gouvernement des Colonies.

La seconde Partie a pour objet la destruction des Classes de la Marine, comme incompatible avec la déclaration des droits de l'homme, des observations sur l'Académie Royale de Marine, sur les travaux du Havre & de Cherbourg, & des remarques sur les plans gravés de ces deux Ports. Nous

Digitized by Google

nous bornons, faute d'instruction sur ces matières, à la simple indication des objets traités dans ce second Volume : il importe que les Ouvrages de ce genre préparent & éclairent d'avance la discussion de ces objets, au moment où ils sont près d'occuper l'Assemblée Nationale. Nous ignorons pourquoi l'Auteur n'a point signé ces différens Mémoires. Le nom d'un homme aussi éclairé, d'un Citoyen aussi honnête que M. le Chevalier de Borie, les eût sans doute recommandés à ses Lecteurs; & ne se nommant pas, sa modestie en a peut-être diminué le nombre.

(C.....)

RECHERCHES sur la nature & les causes de la Richesse des Nations, traduites de l'Anglois de M. Smith, sur la 4e. édition par M. ROUCHER. *A Paris, chez* Buisson, *Libraire, rue Haute-feuille, N°. 20.*

L'EXCELLENT Ouvrage de M. Smith est devenu un Livre classique, qu'il ne s'agit plus de louer, & dont il suffit d'annoncer les nouvelles éditions. Nous n'en avions qu'une version très-imparfaite, dont il est inutile de relever les défauts; nous imiterons le nouveau Traducteur qui a eu la délicatesse de s'en abstenir. Son travail pa-

Digitized by Google

roit avoir réuni tous les suffrages des hommes les plus versés dans la Langue Angloise & dans l'Economie politique. Si l'on ne savoit à quel point l'intérêt général est devenu celui de tous les Particuliers, on s'étonneroit peut-être de voir un homme, connu par des succès dans la Littérature d'agrément, s'attacher à des occupations séduisantes, pour se livrer à l'étude pénible d'une Langue étrangère, & se mettre en état de traduire avec succès un Ouvrage si étranger à ses études habituelles. Mais M. Roucher a vu devant lui le grand objet de l'utilité publique; &, comme il le dit lui-même, puisque le François prétend au titre d'homme libre, il faut qu'il commence à s'occuper en homme fait: nous habitons une maison délabrée & tombant de vétusté; des circonstances impérieuses l'ont renversée, le moment présent doit être employé à la reconstruire sur un nouveau plan; c'est l'œuvre de la Philosophie: quand elle aura achevé sa tâche, nous pourrons appeler les Arts & leur confier le soin d'ajouter l'agrément à la solidité.

M. Roucher ne livre au Public dans ce moment ci que les deux premiers Volumes de sa Traduction, mais les trois autres ne tarderont pas à paroître. M. de Condorcet, dont le nom se trouve lié à toutes les entreprises utiles, & qui se reproduit en quelque sorte pour contribuer à étendre tous les genres de connoissances, joindra à cette

Digitized by Google

Traduction un Volume de Notes, dans lesquelles il développera, & sans doute combattra quelquefois les idées de M. Smith. L'accord ou l'opposition de deux Ecrivains qui pensent avec profondeur, sont pour le Public une égale source d'instruction.

(C.....)

MÉMOIRES sur différentes Questions de la science des Constructions publiques & économiques, qui ont remporté les premiers Prix des Académies de Toulouse, &c. par M. AUBRY, *Inspecteur général des Turcies & Levées du Royaume.*

LE premier de ces Mémoires, dont le sujet, proposé par l'Académie des Sciences de Toulouse, avoit pour objet la Construction d'un Pont de bois de 450 pieds d'ouverture d'un seul jet, est divisé en 4 Parties.

La 1re. Partie contient un Examen du Système de la Charpente de cette travée, avec une Analyse de l'effort qu'elle exerce contre les culées en pierre qui lui servent d'appui.

La 2e., un Examen de la force longitudinale des bois droits comparée à leur résistance transversale, avec une Table du rapport de ces forces.

Digitized by Google

La 3e., une Théorie neuve de la force élastique des mêmes bois courbés par contraction, & assemblés sans fin par superposition, avec une manière de fixer cette élasticité à des limites données.

Et la 4e., une Analyse de la force des charpentes en fer, identifiée à celle des charpentes en bois, avec un rapport des avantages physiques & économiques de la première Construction sur la seconde.

A la suite de ce premier Mémoire sont des Notes collectives qui contiennent une Recherche expérimentale & analytique de la force d'impulsion des courans d'eau & d'air, & une rectification de la formule de la poussée des voûtes pour les cas où les élémens sont hétérogènes ; & enfin une Analyse de l'incohérence des nouvelles maçonneries comparées à leur ténacité acquise par la dessication.

Le second Mémoire, qui a remporté le Prix double de la Société de Bourg-en-Bresse, renferme la solution d'une Question d'hydraulique, dont l'objet étoit de remédier, par des moyens d'une économie étroite, aux inondations d'une rivière bordée de prairies marécageuses, sans déranger son cours qui se trouve néanmoins obstrué par des artifices qu'on veut conserver.

Cette Question, ainsi compliquée, est traitée par une nouvelle théorie à l'appui d'une expérience fondamentale, suivant

Digitized by Google

laquelle, déterminant la pente qui est due à la vîtesse moyenne de l'eau, & la hauteur de la région à laquelle cette pente est soutenue par des chutes identiques, elle est par ce moyen isolée du contact du frottement, & devient statique ; d'où il suit que la masse du fluide, ainsi désobstruée de la résistance du lit, rentre dans la Théorie classique des corps qui roulent sur des plans inclinés.

Cet Ouvrage, qui a été présenté & accueilli par l'Assemblée Nationale, se trouve à Paris, chez Firmin Didot, Libraire pour les Mathématiques & l'Artillerie, rue Dauphine, N°. 116. Prix, 15 liv. br. in 4°., avec les Planches & les Dessins relatifs aux différentes Constructions qui y sont analysées.

Essai sur les Aides & leur remplacement. A Paris, chez Desenne, *Libraire, au Palais-Royal.*

Au milieu des abus de l'ancien régime, & parmi les Agens du Fisc qui en profitoient davantage, il se trouvoit un petit nombre de Citoyens honnêtes, qui, forcés à vivre de ces abus, n'en étoient pas moins révoltés, & cherchoient les moyens de les rendre moins destructeurs, ne pouvant pas même imaginer qu'il fût possible de les sup-

Digitized by Google

primer tout-à-fait, & ne prévoyant pas la Révolution qui devoit les anéantir. Vouloir le bien dans un temps où l'intérêt personnel forçoit à désirer la perpétuité du mal, c'étoit presque l'honnêteté la plus grande qu'on pût se permettre, c'étoit le *civisme* d'alors; & nous remarquerons que même ce mot n'existoit pas. C'étoit même une sorte d'héroïsme, puisqu'il y avoit des dangers à courir de la part de ceux qui ne partageoient pas cette aversion pour les abus. On doit donc de la reconnoissance à ceux qui, dans le secret, s'occupèrent de réformes utiles & rassembloient des faits particuliers, des connoissances positives, quelquefois même d'excellentes vues, dont ils font hommage en ce moment à l'Assemblée Nationale & au Public: de ce nombre est l'Auteur de la Brochure que nous annonçons. A la tête de cette Brochure est un Avertissement, dans lequel M. de Surgy annonce que son amour pour le bien général l'a déterminé à unir des connoissances pratiques de trente années à ses forces spéculatives, pour faire voir, d'un côté, les vices & les malheurs des Aides; de l'autre, proposer un système d'imposition accommodé aux circonstances & propre à remplacer ces impôts. Il ajoute qu'en même temps qu'il a présenté son Plan au Comité de l'Assemblée Nationale, il a cru devoir se livrer à une discussion publique de la part des gens instruits, afin de former une opinion

générale qui puisse éclairer sur les modifications & changemens dont ce Plan est susceptible. A la place de tous les droits d'Aides, au nombre de trente-six, l'Auteur propose d'en substituer trois seulement, qui, suivant ses calculs, donneroient un produit de 42 millions.

De ces trois Impôts, un seul porteroit sur les vignes, & les deux autres sur les consommations. Mais d'après le nouveau mode de Régie, confié aux quatre vingt-trois Assemblées de Départemens, dont le Royaume est actuellement composé, rien ne semble plus simple & plus facile que l'administration de ce revenu. C'est dans l'Ouvrage même qu'il faut voir le détail des moyens, des mesures & des précautions créées par l'Auteur pour assurer cette perception. Une partie est tirée des Finances de l'Angleterre, & semble par-là convenir mieux à une Nation libre, que le patriotisme & l'intérêt même de sa liberté incitent à contribuer fidèlement à toutes les charges publiques.

On laisse aux gens instruits dans cette partie de Finance, le soin de juger du mérite de cet Ouvrage. Mais on ne peut qu'applaudir au zèle & aux intentions de l'Ecrivain, d'avoir consacré ses connoissances & ses veilles à un objet d'utilité publique.

(C.....).

Digitized by Google

Bible, ornée de 300 Estampes, d'après les Dessins de M. Marillier. 3e. Livraison Prix, 12 liv. l'in-8°. & 24 liv. l'in-4°. A Paris, chez Defer de Maisonneuve, Libr. rue du Foin-Saint-Jacques.

L'idée seule de cette magnifique édition a obtenu & mérité beaucoup d'éloges à l'Editeur. L'exécution a parfaitement répondu à l'idée; & le succès n'a fait qu'augmenter jusqu'à ce jour. Cette nouvelle Livraison est aussi soignée, aussi parfaite que les précédentes.

Seconde Partie des Confessions de Jean-Jacques Rousseau, Citoyen de Genève; édition enrichie d'un nouveau Recueil de ses Lettres. 5 Volumes in-12. A Paris, chez Bossange & Compagnie, Libr. rue des Noyers, N°. 33.

Cette édition est celle de M. du Peyrou, promise dans divers Papiers publics, & dans ce Journal.

MUSIQUE.

Journal de Guitare, ou Choix d'Airs nouveaux, avec accompagnement, 7e. Cahier. Le prix de la Souscription pour 12 Cahiers, avec les Etrennes de Guitare, est de 18 liv. Chaque Cahier se vendra séparément 2 liv., & les Etrennes 7 liv. 4 s. A Paris, chez M. Porro, rue Tiquetonne, N°. 10.

Les Délassemens de Polymnie, ou les Petits Concerts de Paris, avec accompagnement de Clavecin ou Piano-Forté; 7e. Recueil. Le prix de l'Abonnement pour 12 Recueils est de 18 liv.

Digitized by Google

Chaque Recueil eſt de 2 liv. 8 ſ. A Paris, même adreſſe.

Journal de Violon. Prix de l'Abonnement, 18 liv. port franc ; chaque Cahier ſéparé, 2 liv. 8 ſ. A Paris, même adreſſe.

GRAVURES.

Boby, ou la Folle par amour, Ecoſſoiſe, Eſtampe gravée par Laurent Julien, d'après le Tableau original de Simon Julien ſon oncle, Peintre du Roi. A Paris, chez l'Auteur, rue du Bouloy, N°. 49 ; & chez Chereau & Joubert, aux deux Piliers d'or, rue des Mathurins.

Au bas de cette Eſtampe ſont trois Couplets d'une Romance qui fut faite ſur ce ſujet, & eſt tirée du Journal de Paris, du Mardi 27 Février 1787.

AVIS.

Pour répondre au déſir que le Public a témoigné de ſe procurer la repréſentation du ſujet de la Médaille donnée par la Municipalité à MM. les Députés Confédérés, les Sieurs Boſſange & Compagnie s'empreſſent d'en offrir une exactement ſemblable, mais beaucoup plus grande & d'un métal différent pour la différencier d'avec celle des Députés. Prix, 24 ſ. A Paris, chez Boſſange & Compagnie, Commiſſionnaires en Librairie, rue des Noyers, N°. 33.

TABLE.

Epitre.	165	*Mémoires.*	191
Vers.	171	*Recherches.*	196
Charade, Enig. Logog.	174	*Mémoires.*	198
Eloge.	177	*Eſſai.*	200

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 17 Juillet 1790.

Tous les avis de Finlande, de Stockholm, de Pétersbourg, de Copenhague, se réunissent à annoncer, comme inévitable, une nouvelle action décisive entre les escadres Russe et Suédoise. Cet engagement aura eu lieu, probablement, au moment où nous écrivons. Il ne règne pas la même uniformité dans les rapports qui concernent la position des deux flottes : les Russes peignent le Roi de Suède et son Frère comme enfermés dans le golfe de Wibourg ; les Suédois se représentent comme maîtres de leurs mouvemens, et près de se porter sur leurs Ennemis. En laissant les Gazettes s'é-

Digitized by Google

tendre sur ces variations, et en disserter, nous attendrons les événemens. Il ne seroit pas moins fastidieux d'entretenir le Public des volumes dont les uns et les autres des Combattans remplissent les Feuilles périodiques, pour nous instruire du résultat indifférent de quelques rencontres, dont chaque Parti se dispute l'avantage, et où l'on tue, sans effet, quelques Soldats et quelques Officiers.

Le seul fait de quelqu'importance qui mérite une mention, c'est l'occupation des postes de Hogfors, Suttula et Kymenegard, le 26 Juin, par le Général Suédois *de Meyerfeld*; il a même pénétré plus avant dans le territoire ennemi.

P. S. Un Rapport de Copenhague annonce, sans en donner la date, une action où la flotte de galères Suédoises auroit beaucoup souffert; ce bruit ne porte encore sur aucun avis authentique.

De Vienne, le 16 Juillet.

Les avis de Reichenbach continuent d'être favorables à la conservation de la paix; la fréquence des Courriers indiquoit l'activité et l'issue prochaine des négociations. On réexpédia successivement ces Estafettes avec des dépêches. Enfin, ces jours derniers, l'horison s'est découvert.

Digitized by Google

Le Roi de Prusse a envoyé ici de Breslaw son Chambellan M. le Baron *de Golz ;* notre Monarque l'a accueilli avec distinction : bientôt après est arrivé un Chasseur avec des nouvelles agréables ; enfin, un Courrier, expédié par le Baron *de Spielman*, a apporté l'information de la signature des préliminaires. On ne connoît pas encore positivement tout ce qui a été arrêté au Congrès de Reichenbach ; on a cru en trouver la substance dans les articles suivans ; 1°. Armistice général ; 2°. restitution à la Porte de la Walachie et de la Moldavie ; 3°. concours du Roi de Prusse pour faire rentrer les Provinces Belgiques sous la domination Autrichienne ; 4°. succession éventuelle et héréditaire sur le Trône de Pologne, en faveur de la Maison Electorale de Saxe. On ajoute encore que le Ministre de Prusse a proposé la cession de la Silésie Autrichienne, au Roi son maître, contre un équivalent ; mais ce point, ajoute-t-on, n'est pas encore réglé.

Malgré l'assurance avec laquelle on parle de ces articles, il est permis d'en suspecter l'authenticité. Le troisième choque la vraisemblance. Le Roi de Prusse peut abandonner les Provinces Belgiques à leur destinée : rien ne paroît plus certain ; mais, les combattre !

Un dernier avantage important de l'Armée de Servie, vient de compenser

Digitized by Google

l'échec de Giurgewo. Le 26 Juin, l'Hospodar *Maurojeni* ayant passé le Danube près de Widdin avec un Corps considérable, le Général *de Clairfait* fit avancer neuf bataillons d'Infanterie et sept divisions de Cavalerie. On attaqua l'Ennemi dans ses retranchemens à Kalafat, et on le força de les abandonner avec perte de 1500 hommes. Cette action nous rend maîtres de toute la petite Walachie. Le lendemain, le Général *Karaizay* battit un autre Corps ennemi près de Silistrie en Bulgarie, et leur tua 300 hommes.

Par une Patente Royale, publiée en langue Allemande et Bohême, le Roi a supprimé le nouveau système d'impositions, introduit dans le Royaume de Bohême, et remis les choses sur l'ancien ordre, qui sera observé jusqu'à ce que des temps plus calmes permettent de le corriger de concert avec les Etats. On présume que le Roi, la Reine et la Famille Royale se rendront à Bude vers la fin de ce mois.

Diverses Feuilles publiques ont parlé, avec leur infidélité ordinaire, de quelques émeutes survenues en Toscane; et spécialement à Florence, Livourne et Pistoia. Ces mouvemens dont on a faussement rapporté l'origine, n'ont d'autre cause que l'attachement du Peuple aux Confrairies, aux Processions, aux Fêtes supprimées. La multitude en

Digitized by Google

a demandé avec violence le rétablissement ; elle s'est portée à Livourne à des excès contre les Juifs. Le Gouvernement a exhorté les Evêques à condescendre à une partie de ces demandes superstitieuses, et le calme s'est rétabli. En effet, il est toujours dangereux et abusif de combattre l'opinion autrement que par l'opinion ; et lorsque le Peuple n'est pas assez éclairé pour se soumettre à des innovations utiles, la violence les fait rendre encore plus odieuses.

De Francfort sur le Mein, le 24 Juillet.

Aux Ambassadeurs Electoraux, précédemment arrivés en cette ville pour la Diète d'Election, se sont réunis la Semaine dernière, le Baron *de Westphal de Furstenberg*, second Ambassadeur de Mayence ; le Baron *de Dominique*, avec le même caractère, de Trèves, et M. *de Hugel*, troisième Ambassadeur de la même Cour ; le Baron *de Waldenfels*, deuxième Ambassadeur de Cologne, et le Baron *de Kerer*, quatrième Ministre Electoral de Mayence. Le Comte *de Pappenheim*, Maréchal héréditaire de l'Empire, est ici depuis le 14. L'Archevêque d'Olmutz, premier Ambassadeur de Bohême, est déjà parti de Vienne, et arrivera ici avec les Comtes *de Kollovrath*, *de Migazzi*, *d'Harrach*, *de Colloredo* et *de So-*

Digitized by Google

race. Ce grand Cortège de Ministres rend notre Ville très-brillante et très-animée.

Le dernier Corps de Wurtzbourgeois qui passe à Luxembourg, a descendu le Mein ces jours derniers. Il est composé de 1800 hommes dont 600 Cavaliers. Léopold de Toscane, Saxe, Cobourg et d'autres Corps se rendent aux Pays-Bas, mais par une autre route.

Si *Louis XIV* renaissoit, il seroit bien étonné de voir son rôle en Europe, aujourd'hui rempli par l'Electeur de Brandebourg. Depuis plusieurs années, arbitre des plus grands événemens, cette Puissance, dirigée par un homme de génie, a fixé la destinée de plusieurs Etats, et jusqu'ici, au milieu d'un trouble presqu'universel, elle a rendu la sienne presqu'inaltérable. La Ligue Germanique, la Hollande conquise avec quelques Escadrons de Hussards, le Stathouder reprenant toute son autorité anéantie, l'alliance étroite de la République avec des Puissances qu'elle regardoit comme Ennemis six mois auparavant, la triple Confédération qui a résulté de cette Révolution, la Pologne affranchie, le Danemarck forcé à la neutralité, la Porte abandonnée de ses Alliés naturels, en retrouvant de très-actifs et de très-puissans; enfin, le Nord, le Levant et l'Allemagne pacifiés par l'intervention armée de la Prusse, tels sont les faits qui remplissent l'histoire des sept dernières an-

Digitized by Google

nées de cette Monarchie, dont certains Ecrivains nous représentent les Chefs comme des Intrigans subalternes. Ses succès en Pologne ont été altérés par la demande de Thorn et Dantzick. Des nuages se sont élevés, et le Parti qui avoit tenté de retenir la République sous le joug de la Russie, s'efforce maintenant de semer la discorde entre la Prusse et la Pologne. Il fait circuler dans les Gazettes, des lettres insidieuses, où, en mêlant le vrai et le faux, les raisonnemens hypothétiques aux conjectures hasardées, et l'exagération à des reproches fondés, on représente la Prusse comme acharnée à la conquête de la Pologne. Le Cabinet de Berlin a cru devoir combattre ces artifices, par la Note suivante, qu'on a toutes raisons de regarder comme officielle.

1°. Il est absolument faux que le Roi ait fait faire, dans la Diète du 7 Juin, aucune instance pour demander Dantzik et Thorn. Il n'a pas été fait la moindre démarche à cet égard depuis la première proposition faite au mois de Février par M. le Marquis *de Lucchesini*, à l'occasion du Traité de Commerce. Le Roi de Prusse n'en auroit aussi pas écrit au Roi de Pologne, si S. M. n'avoit pas cru devoir répondre à la Lettre que S. M. Polonoise lui avoit écrite à ce sujet, et ce n'est pas la Cour de Berlin qui a été la première à divulguer cette correspondance des deux Souverains. Quant à la justice et à la convenance de la demande

Digitized by Google

faite à la Nation Polonoise même, on peut s'en rapporter à la susdite Lettre du Roi, et au jugement d'un Public impartial, que la Cour de Prusse ne demande rien à cet égard, dont la Nation Polonoise puisse se plaindre avec raison; elle a ménagé plutôt les véritables intérêts de la Pologne.

2°. La plainte qu'on a faite sur la défense de l'exportation des grains par les Ports de Konigsberg et de Memel, n'est pas beaucoup plus fondée. Chaque Souverain peut donner ces sortes de défenses, quand il croit avoir besoin de faire des magasins, ou qu'il prévoit une disette. C'étoit le cas dans la Prusse Orientale; mais cette défense a été révoquée dès qu'on s'est aperçu, que la Nation Polonoise pouvoit y être interessée; et malgré cette défense momentanée, les Vendeurs Lithuaniens ont pu vendre leur bled dans les Villes Prussiennes à un prix qu'ils n'ont jamais eu dans les temps antérieurs; mais il est évident que certaines gens à Varsovie avoient pris d'avance le parti de faire valoir des plaintes contre la Prusse et de les faire même publier dans les Gazettes. Ils ont de plus imaginé qu'on avoit ordonné à Fordon, de ne laisser passer les bleds que pour Elbing, et non pour Dantzik. Ces personnes-là ne trouveront pas mauvais qu'on leur donne ici tout simplement un démenti formel sur ces différens faits controuvés.

Les intérêts extérieurs de la Pologne ne sont pas le seul objet qui divise la Diète : les avis s'y partagent également sur la succession éventuelle au Trône.

« Les uns, dit une Lettre de Varsovie,

Digitized by Google

veulent conserver la Couronne élective ; les autres disent qu'elle a toujours été et sera toujours la source de dissentions et de mille désordres. Ils en appellent à l'expérience de toutes les vacances du Trône, et proposent en conséquence d'établir la succession héréditaire comme le seul moyen de prévenir les dissentions intestines, et l'influence des Puissances voisines dans les affaires intérieures de la Republique. Beaucoup de Membres veulent concilier l'élection avec l'hérédité, et pensent que l'on pourroit appeler au Trône une Famille qui l'occuperoit par droit de succession jusques et compris la troisième descendance directe et mâle du premier occupant. A la mort du troisieme descendant, qui seroit le petit-Fils du premier Roi, on convoqueroit une Diete extraordinaire, avec le droit de confirmer la même Famille dans la possession ultérieure du Trône, ou d'y appeler une autre Maison. On croit ainsi former de bons Princes, parce que les descendans de la Famille régnante auroient à cœur de se concilier l'attachement de la Nation, afin d'être continués dans la possession de la Dignité Royale. »

Cette combinaison pourroit bien aussi réunir les inconvéniens de l'Hérédité et de l'Election. En laissant l'espérance de changer de Roi tous les 30 ans, elle entretiendroit des Factions permanentes dans l'Etat, qui le priveroient de sa tranquillité pendant deux générations, et le bouleverseroient probablement à la troisième.

P v

Digitized by Google

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 23 Juillet.

Le Ministère écrit lui-même ses Dépêches; le plus profond secret est gardé par tous les Membres du Cabinet, rien d'authentique ne transpire sur l'état des Négociations; ainsi, les conjectures sont plus ou moins incertaines. Il est inutile de citer les opinions du moment, au milieu d'une vicissitude continuelle de rapports, uniquement propres à alimenter le désœuvrement des Cafés, les prédictions des oisifs, et les *in-folio* de nos Gazettes. Ce fatras naît et meurt tous les 24 heures. L'opinion des Personnes éclairées ne varie point, elle est constamment à la paix; mais comment expliquer ces armemens rapides et prodigieux dont tous nos Chantiers offrent le spectacle? Plus de la moitié de notre Marine s'ébranle à la fois. Dans peu de jours, la Flotte de Torbay sera de 30 et plus de vaisseaux de ligne. 25 autres sont à Spithéad ou en armement : on presse les équipages sans miséricorde, et l'Empire déploie la puissance la plus formidable. Milord *Howe* est revenu ici de Spithéad; il ne tardera pas à se rendre à Torbay, et à y prendre le commandement général. — Les Matelots se portent au service avec ardeur, et quoiqu'en général, on desire de conserver la paix, le sentiment National est abso-

Digitized by Google

lument en faveur du Gouvernement et de ses mesures.

Ce déploiement de forces prêtes à agir offensivement, ces Pavillons arborés, ces Chantiers préparant les instrumens de guerre, font un contraste passablement remarquable, avec le repas *philantropique* que les Docteurs Presbytériens, leurs Apôtres, et les ambitieux qui veulent profiter de leur ferveur, ont mangé philosophiquement au Club de la Révolution, le 14 de ce mois. Lord *Stanhope* présidoit; le vieux Docteur *Price*, dont la tête est une fabrique à révolutions, le fameux *Shéridan*, qui prend ses vacances, et environ 650 invités, formoient cette Société, où, le verre à la main, et la phrase à la bouche, on a célébré l'anniversaire de la Revolution de France. Il est assurément très-naturel que tous les Peuples libres, nés avec quelque élévation d'ame et de raison, se réjouissent des conquêtes de la vraie liberté, et de la réforme de tout Gouvernement absolu et arbitraire d'une Monarchie illimitée, dissoute par les abus, et de la réintégration d'un grand Peuple dans les droits légitimes, que ceux de la Société permettent de lui conserver. En ce sens, aucun Anglois qui n'eût partagé la bonne humeur du Club de la Révolution; mais, à toutes les santés qu'on y a portées, les Patriotes justes eussent joint celle du Roi de France, sans le désintéressement inouï et la patience duquel, la Révolution de France seroit encore à faire. Cette santé, néanmoins, est celle que nos Anti-Monarchiques ont soigneusement évitée. Pour dénigrer ensuite notre Constitution, qui résiste aux pamphlets éternels du

Digitized by Google

Docteur *Price*, ses disciples ont exalté celle qu'on vient de commencer en France. Lord *Stanhope* a mis en opposition les deux Gouvernemens, dont l'un existe complet, depuis cent ans, et l'autre fait, en partie, depuis six mois. Il a mis tant d'art dans son parallèle, et il a fait un choix de moyens si heureux, que pour donner à la Constitution Etrangère la préférence sur celle de son Pays, il a été obligé d'aller fouiller le cadavre de nos Lois tombées en désuétude, et de rappeler celles qui défendirent autrefois aux femmes Angloises de se faire élever en pays Catholique. Il a félicité la France d'avoir aboli les dîmes, qu'on n'a cependant abolies que pour les racheter d'abord, ensuite pour commuer cette imposition en une autre. En qualité de grand Propriétaire, l'Orateur paroît aimer beaucoup cette opération : il a fini par célébrer l'égalité naturelle des hommes ; et l'on ne doute point que, pour être conséquent, ce jeune Déclamateur ne renonce tout de suite à sa Pairie.

M. *Price* a harangué à son tour les convives, en leur faisant remarquer l'*union de la Philosophie et de la Politique* dans le système des nouveaux Gouvernemens : il a surtout fait espérer que chaque Citoyen cesseroit d'aimer sa Patrie pour adorer le genre humain ; que le chef-d'œuvre de la *Philosophie et de la Liberté*, étoit d'enchasser tous les cœurs de l'Univers dans celui d'un individu, et que rien n'étoit si beau que de sacrifier le patriotisme à la philantropie. Le Docteur a fini par prédire une sainte ligue entre la France, l'Amérique, la Hollande et l'Angleterre régénérées pour rendre le MONDE HEUREUX. Ainsi soit-il!

Digitized by Google

Pourvu qu'il n'en soit pas de cette prophétie, comme de celles que fit le bon Docteur il y a 14 ans, où il s'opiniâtroit à prédire à l'Angleterre la banqueroute, la ruine de son Commerce, l'esclavage, et la dépopulation, le genre humain sera très-consolé par le dîner de ces Messieurs.

M. *Sheridan* a harangué à son tour dans le même style : il s'est ensuite fâché, ainsi que les zélés de la secte, contre M. *Horne Tooke*, qui ne plaisante pas sur la Constitution Angloise, et qui, en méprisant les applaudissemens de l'Audience, a relevé le scandale de leurs diatribes contre nos Lois. Les rasades et le gala ont fini par un Arrêté, où l'on déclare son allegresse de l'établissement et de la *confirmation* de la Liberté Françoise, ainsi que le desir ardent de maintenir l'amitié et l'harmonie entre les deux Royaumes.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 25 Juillet 1790.

Nous parlâmes, le mois dernier, d'un Mémoire présenté au Roi *Léopold* par M. le Baron *de Haëfton*, Envoyé extraordinaire de LL. HH. PP. à Vienne; Mémoire dans lequel les Etats-Généraux offroient de concourir à la réconciliation des Provinces Belgiques avec leur Souverain. Il est incertain, si cette offre fut dictée par les sollicitations des Belges auprès de L. H. P.; ou si par cette démarche la République voulût effacer l'impression de sa connivence assez mar-

Digitized by Google

quée aux premiers mouvemens des Insurgens, qui obtinrent et des armes et un asyle dans le Brabant Hollandois. Quels qu'aient été les motifs de cette note, le Roi de Hongrie vient d'y répondre avec justesse et dignité. Son Chargé d'affaires à la Haye a fait connoître à Leurs Hautes Puissances;

« Que S. M. avoit été très-sensible à l'intérêt amical que les Etats-Généraux des Provinces-Unies lui avoient fait temoigner sur la tournure favorable que paroissoient prendre les Négociations entamées pour le rétablissement et le maintien de la tranquillité, et de les assurer en même temps, que de sa part Elle contribueroit certainement à leur succès par toutes les facilités, compatibles avec la dignité de sa Couronne et sa propre sureté, ainsi que pourront s'en convaincre par la suite L. H. P. et toute l'Europe, quel qu'en puisse être le résultat. S. M. Apostolique, de concert avec son Alliée, S. M. l'Imperatrice de toutes les Russies, donnera les mains aussi, sans difficulté, à un armistice avec la Porte, dès qu'elle aura déclaré qu'elle consent et admet pour Préliminaires les conditions de la plus grande modération, qui lui seront proposées, et que moyennant cela on sera fondé à pouvoir espérer raisonnablement le prompt et solide rétablissement de la paix; mais il est de toute impossibilité en échange, que Sa Majesté puisse en user de même à l'egard de ses Sujets Belgiques; »

« 1°. Parce qu'un Souverain, ni directement ni indirectement, ne peut traiter,

Digitized by Google

comme de Puissance à Puissance, avec des Sujets rebelles. »

« 2°. Parce qu'après avoir épuisé, sans aucun fruit, tous les moyens imaginables de bonté et de condescendance, il ne lui reste plus à son grand regret que la voie des armes, pour les faire rentrer sous l'obéissance de leur légitime Souverain. »

« 3°. Parce que le moyen proposé, bien loin de rapprocher ce moment desirable, ne seroit propre qu'à l'éloigner encore davantage ; et enfin,

« 4°. Parce que des Sujets rebelles, qui peuvent d'un moment à l'autre se donner la paix, et assurer leur parfaite tranquillité pour tous les temps à venir, en acceptant le rétablissement de leur ancienne Constitution sous la garantie des Puissances maritimes, et parfaite Amnistie pour le passé, n'ont pas besoin d'un Armistice. »

« Il paroît d'ailleurs à S. M. Apostolique, que l'état présent des choses aux Pays-Bas ne peut pas être envisagé comme plus urgent qu'il ne l'étoit, lorsque les Sujets rebelles des Pays-Bas ont pu se permettre impunément les plus grands excès imaginables de toute espèce vis-à-vis de leur Souverain, et que si alors la sureté et la tranquillité de la République n'ont pas paru menacées, elles ne doivent pas plus le paroître dans ce moment-ci, auquel il ne reste plus au Roi, pour rétablir l'ordre et la tranquillité aux Pays-Bas, ou pour s'y conserver ce qui lui en reste, que les moyens que l'aveugle obstination de ses Sujets rebelles l'a forcé à employer. Sa Majesté Apostolique croit devoir supposer qu'il est de l'intérêt politique de LL. HH. Puissances, des principes du bon

Digitized by Google

voisinage, et de l'intérêt commun des Puissances Souveraines, que ses Provinces Belgiques rentrent plutôt que plus tard sous la domination de leur légitime Souverain, et (à moins qu'Elle ne soit dans l'erreur à cet égard) Elle se flatte que, bien loin de regarder comme préférables des moyens qui ne seroient propres qu'à éloigner le rétablissement de la tranquillité au lieu de le rapprocher, Elles employeront vis-à-vis de ses Sujets rebelles le langage qui leur paroîtra le plus propre à les faire rentrer en eux-mêmes, et à faire cesser une prompte et parfaite soumission aux conditions dont il a été fait mention ci-dessus, tous les malheurs auxquels ils s'exposent par la continuation de leur coupable procédé vis-à-vis de leur Souverain. S. Maj. Apostolique en sera très-redevable à LL. HH. PP., les Etats-Généraux des Provinces-Unies; et Elle les assure bien cordialement, qu'il lui sera très-agréable de voir renouer et consolider par-là les liens de la sincère amitié et bonne intelligence, qu'Elle desire pouvoir cultiver soigneusement à l'avenir avec LL. HH. Puissances.»

On voit par cette Pièce, que la Cour de Vienne, après avoir épuisé les moyens raisonnables de conciliation, est déterminée à faire rentrer les Belges dans l'obéissance par des voies plus efficaces; le moment de leur emploi n'est pas éloigné; chaque jour, l'Armée Autrichienne s'augmente dans le Duché de Luxembourg, et tandis qu'on amuse les Insurgens avec des fables, des conspirations imaginaires, des listes de prétendus dé-

Digitized by Google

serteurs, et des fêtes en l'honneur de M. *Henri Van der Noot*, nous voyons l'orage près de crever. Il n'y aura, nous le répétons, aucuns faits d'armes importans avant le rassemblement général de l'Armée Autrichienne, vers le 10 ou le 15 d'Août.

Quant aux événemens intérieurs, ils se réduisent à des Ordonnances continuelles du Congrès, à des alarmes exagérées, répandues pour autoriser des vexations, et aux gémissemens des Vonckistes opprimés ou dispersés, et qui, au lieu de voir leur salut dans la protection et le retour de l'Autorité Souveraine, persistent dans leurs déclamations contre tout Régime qui ne sera pas fondé sur leurs principes.

Dernièrement, le Gouvernement de cette Ville a fait arrêter M. *Ruelle*, chargé des Affaires de France, sous prétexte qu'il prêchoit publiquement la sédition et le mépris des Etats, du Congrès, du Magistrat et des Comités. Cet Agent eût été, dans ce cas, bien étourdi et même répréhensible, car l'espèce de caractère dont il est revêtu lui imposoit une plus grande circonspection; mais ses Accusateurs, qui le peignent comme un *espion dangereux*, ne sauroient en être crus sur leur parole. Au reste, la Cour de France ne pouvoit avoir de Personne accréditée auprès d'un Gouvernement, dont le Roi a formellement décliné de reconnoître la légitimité.

Digitized by Google

FRANCE.

De Paris, le 28 Juillet.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Décrets rendus le Samedi 17, sur le Rapport du Comité de Liquidation.

« Art. Ier. L'Assemblée Nationale décrète, comme *Principe Constitutionel*, que nulle creance arriérée ne peut être admise parmi les dettes de l'Etat, qu'en vertu d'un Décret de l'Assemblée Nationale sanctionné par le Roi. »

« II. En exécution du Décret sanctionné du 22 Janvier, et de la décision du 5 Février dernier, aucunes créances arriérées ne seront présentées à l'Assemblée Nationale pour être définitivement reconnues ou rejetées qu'après avoir été soumises à l'examen du Comité de Liquidation, dont les délibérations ne pourront être prises que par les deux tiers au moins des Membres de ce Comité, et lorsque le rapport du Comité devra être fait à l'Assemblée Nationale, il sera imprimé et distribué huitaine avant d'être mis à l'ordre du jour. »

« Néanmoins les vérifications et apurements des comptes, dont les Chambres des Comptes et autres Tribunaux peuvent être saisis actuellement, continueront provisoirement, et jusqu'à la nouvelle organisation des Tribunaux et l'établissement des règles fixées sur la comptabilité, à s'effectuer comme ci-devant suivant les formes ordinaires. »

Digitized by Google

« III. Une créance qui aura été rejetée dans les formes autorisées jusqu'ici par les Ordonnateurs, Ministres du Roi, Chambres des Comptes ou autres Tribunaux, ne pourra être présentée au Comité de Liquidation. »

« IV. Le Garde des Sceaux sera tenu de donner au Comité de Liquidation, connoissance et état exact de toutes les instances actuelles, concernant la vérification, apurement et liquidation des créances sur le Trésor Public, à quelque titre que ce puisse être. »

« V. La Chambre des Comptes fera pareillement remettre audit Comité un tableau de toutes les parties de comptabilité, dont la vérification et apurement sont actuellement à l'examen de ce Tribunal. »

« VI. Tous Tribunaux, Administrateurs, Ordonnateurs, Magistrats et autres personnes publiques, seront tenus de fournir les documens et instructions qui leur seront demandés par le Comité.

« VII. Tous les Créanciers qui prétendent être employés dans l'état de la dette arriérée seront tenus de le faire connoître dans les délais suivans, savoir ; de deux mois à dater de la publication du présent Decret, pour les personnes qui habitent le Royaume ; un an pour les personnes qui habitent les Colonies en-deçà du Cap de Bonne-Espérance ; trois années pour celles qui habitent au-delà. »

« VIII. Le Comité de Liquidation présentera à l'Assemblée Nationale ses observations sur la nature de toutes les créances arriérées sur lesquelles l'Assemblée Nationale aura à prononcer. Il vérifiera particulierement si les créances arriérées comprises dans les

Digitized by Google

états certifiés véritables qui doivent lui être remis, en exécution de l'article VII du Décret du 22 Janvier dernier, ont été dûment vérifiées, ou jugées et appurées dans les formes prescrites par les Reglemens ou Ordonnances. »

« IX. Le Comité sera chargé de se procurer tous les renseignemens nécessaires sur les créances que le Trésor public a droit d'exercer contre différens particuliers, et d'en faire le rapport au Corps Législatif. »

« Il sera tenu Registre de toutes les décisions qui auront été portées sur l'admission, rejet ou réduction des diverses portions de titres rejetés ou réduits, afin que les Créanciers ne puissent renouveler leurs prétentions. »

« X. Conformément à l'article IX du Décret du 9 Janvier dernier, les délibérations du Comité sur l'admission, rejet ou réduction des diverses parties de la dette arriérée ne seront que de simples avis; aucune portion des créances présentées au Comité de Liquidation ne pouvant être placée sur le Tableau de la dette liquidée qu'après avoir été soumise au jugement du Corps Législatif et à la Sanction du Roi. »

Du Lundi 19 Juillet.

De la part du Comité de Constitution, M. *Rabaud de St. Etienne* a propose un Décret qui fixe l'uniforme des Gardes Nationales dans tout le Royaume. La devise du retroussis de l'habit a fait naître une discussion; le Comité vouloit y placer le mot de *Liberté;* M. *de Foucault* l'a jugé trop vague, et a proposé la *Loi et le Roi;* M. *Barnave*,

Digitized by Google

Constitution et *Liberté*. Cette dernière inscription a prévalu, ainsi que le Décret suivant :

« Tous les Citoyens François admis dans les Gardes Nationales, ne pourront porter d'autre uniforme que celui qui va être prescrit. »

« Habit bleu de Roi, doublure blanche, paremens et revers écarlate, le passe-poil blanc, collet blanc et passe-poil écarlate, épaulettes jaunes, ou en or, la manche ouverte à trois boutons, la poche en dehors à trois pointes; sur le bouton il sera écrit (District de) le retroussis de l'habit écarlate; sur l'un des retroussis il sera écrit en lettres jaunes, ou en or, le mot CONSTITUTION, et sur l'autre retroussis, le mot LIBERTÉ. »

« Les Gardes Nationales qui ont adopté un uniforme autre que celui qui est prescrit ci dessus, pourront continuer de le porter jusqu'au 14 Juillet prochain, jour anniversaire de la Fédération. »

L'opposition nombreuse qu'avoit rencontré la semaine dernière la Motion de M. *de Noailles*, qui attribuoit au Corps Législatif le pouvoir de déterminer le nombre d'hommes de chaque grade, dont l'Armée sera composée, a forcé l'Auteur a modifier son Projet de Décret, par l'addition de ces mots : *sur la proposition du Roi*. Cet amendement, qui donne au Pouvoir exécutif l'*initiative* des plans de Composition Militaire, a été avidement saisi par une grande Majorité; il a réuni les opinions diverses qui la partageoient, sans entraîner cependant tous les esprits.

Plusieurs ont objecté que cette source d'opposition entre le Roi et la Législature, ren-

Digitized by Google

droit ce système le plus dangereux de tous; qu'il ne mettoit en concours l'autorité Royale, que pour la soumettre à la dépendance d'une Autorité rivale, et qu'aucune formation Militaire ne résisteroit à ces divisions. Mais on étoit las de la discussion avant qu'elle eût commencé : « Le Décret est le même, s'écrioient les uns, que celui que vous avez rendu le 28 Juin (aussi sans discussion) sur la Marine. » D'autres l'assimiloient au Décret sur le droit de guerre et de paix.

M. *Démeunier* y voyant comme dans ce dernier, l'initiative accordée au Roi, l'en regardoit aussi comme la conséquence nécessaire. En poussant ce raisonnement et cette analogie, le Corps Législatif devroit aussi nommer les Officiers, diriger un plan de campagne, commander l'Armée, pourvu que le Roi eût l'initiative.

MM. *de Lameth* ayant observé que, le Roi avec l'initiative exclusive, pourroit lier les bras au Pouvoir Législatif, en ne proposant point les réformes nécessaires, M. *Barnave* a sur-le-champ appliqué le remède, en forçant le Roi de proposer chaque année ses vues sur l'Armée, pour qu'ensuite le Corps Législatif pût décréter les innovations qu'il jugeroit convenables. Il a fait aussi un système, par lequel il a attribué à la volonté nationale parlant en Corps Constituant, le droit de décider les points Constitutionnels de l'Armée, et à la Volonté Nationale agissant en Corps Législatif, celui de décider l'organisation des Troupes.

Ceux qui rapprochoient le Décret proposé à celui sur le droit de paix et de guerre, n'ont fait aucune mention du *droit provisoire*

Digitized by Google

que ce dernier Décret accorde au Pouvoir exécutif. Ainsi, quoiqu'un changement d'évolutions, et cent autres circonstances puissent, au milieu d'une campagne, rendre indispensable de multiplier le nombre d'individus attachés aux fonctions de tel ou tel grade, il faudra attendre le retour de la Session du Corps Législatif.

M. *Bureau de Pusi* renouant aujourd'hui ses opinions à celles qu'il avoit combattues l'autre jour, a proposé et fait adopter en ces termes une rédaction finale :

« Au commencement de chaque Session des Législatures, sur la proposition du Pouvoir exécutif le nombre d'individus de chaque grade dont sera composée l'Armée, sera déterminé par un Décret du Corps Législatif, sanctionné par le Roi. »

Passant à son travail de l'organisation Judiciaire, M. *Thouret* a fait décréter l'article suivant sur la competence des Juges de Paix :

« XI. Lorsqu'il y aura lieu à l'apposition des scellés, elle sera faite par le Juge de Paix, qui procédera aussi à leur reconnoissance et levée, mais sans qu'il puisse connoître des contestations auxquelles cette reconnoissance donnera lieu. »

« Il recevra les délibérations de famille pour la nomination des Tuteurs, des Curateurs aux absens et aux enfans à naître, et pour l'Emancipation et la Curatelle des Mineurs, et toutes celles auxquelles la personne, l'état ou les affaires des Mineurs pourront donner lieu pendant la durée de la Tutelle ou Curatelle, à charge de renvoyer devant les Juges qui seront établis par le titre suivant, la connoissance de tout

Digitized by Google

ce qui deviendra contentieux dans le cours ou poursuites des deliberations ci-dessus. »

« Le Juge de Paix pourra recevoir dans tous les cas le serment des Tuteurs et des Curateurs. »

Dans la discussion précédente sur le droit du Corps Législatif à l'organisation de l'Armée, on a cité le Parlement d'Angleterre, et abusivement. On est toujours etonné de ces rapprochemens erronés, entre choses absolument dissemblables.

Jamais le Roi d'Angleterre ne propose au Parlement des résolutions concernant l'*organisation* de l'Armée. Sa Prérogative l'autorise à la composer, à la graduer, à l'augmenter, à la distribuer, sans avoir besoin d'un Bill pour cela. La Constitution a trop bien fixé la distinction des Pouvoirs, pour faire du Corps Législatif un Ordonnateur des Corps Militaires; mais ils ne peuvent exister que de l'aveu du Parlement, parce qu'il est seul maître d'accorder les subsides nécessaires. Ainsi, à chaque Session, le Ministre de la guerre présente aux Communes l'état sommaire du nombre d'hommes à solder, et celui des sommes nécessaires à leur entretien. La Chambre Basse peut refuser, en tout ou en partie, le subside demandé, et par ce moyen forcer, si elle le veut, la réduction de l'Armée. De plus, chaque année, le Parlement, comme Corps Législatif, a le droit de renouveler ou non le Bill de mutinerie, sans lequel l'Armée n'est point soumise aux Loix de la discipline. On voit donc comment se balancent la Prérogative Royale et le pouvoir du Parlement à l'egard des forces militaires. L'organisation de celles-ci appartient exclusivement au Roi; mais cette Armée,

organisee

organisée sans le concours du Parlement, est paralysée si l'Assemblée Législative refuse les subsides ou le Bill de mutinerie. On retrouve ici le principe fondamental de la Constitution Angloise, qui a éloigné scrupuleusement ce concours de deux Autorités dans des fonctions spécialement propres à l'une d'elles, et toute confusion dans l'exercice de Pouvoirs distincts. Celles du Roi sont de former l'Armée comme bon lui semble; le Parlement n'intervient pas dans cette formation, qui est du ressort de la Puissance exécutive. Le Parlement est seul arbitre des subsides et des lois militaires; le Roi ne peut avoir cette Armée composée par sa seule volonté, sans le consentement du Corps Législatif.

Du Mardi 20 Juillet.

M. *Treilhard*, nouveau Président, a succédé aujourd'hui à M. *de Bonnay*, auquel l'Assemblée a unanimement voté des remercimens.

A la suite des Discours de ces deux Membres, on a fait lecture d'une Lettre de M. *Lambert*, Contrôleur général des Finances. Il informe l'Assemblée des obstacles que des insurrections continuelles, des brigandages, des maximes de liberté anarchique, opposent d'un bout de la France à l'autre à la perception des taxes. D'un côté, on persuade au Peuple qu'en refusant avec fermeté un impôt contraire à ses droits, il en obtiendra la suppression; ailleurs, la contrebande se fait à force ouverte; le Peuple la protege; et les Gardes Nationales refusent de marcher contre la *Nation;* en d'autres lieux, on excite des haines, des divisions entre les Troupes et les preposés aux bar-

Digitized by Google

rières; ceux-ci sont massacrés; les bureaux incendiés, pillés, et les prisons forcées.

M. l'Abbé *Gouttes* a rejeté ces désordres sur les Ennemis du bien public qui égarent le Peuple; ce reproche est parfaitement fondé; mais quels sont ces Ennemis du bien public? Encore une fois, sont-ce ceux qui ne cessent d'invoquer le rétablissement de la Puissance exécutive, seule capable d'opérer énergiquement le maintien des Lois? ou bien ceux qui, dans leur infatigable républicanisme, insultent, avilissent chaque jour cette Autorité, et encouragent le Peuple à la méconnoître? M. *Gouttes* a ajouté avec non moins de vérité, que tout étoit perdu si l'on ne payoit pas les taxes. La Lettre de M. *Lambert* a été renvoyée au Comité des Finances.

L'Ordre du jour ramenant l'organisation Judiciaire, l'établissement des Tribunaux de première instance a exercé les talens d'un grand nombre de Jurisconsultes, qui se sont épuisés dans une infinité de combinaisons différentes sur le nombre, l'organisation, la compétence de ces Tribunaux.

1°. *Y aura-t-il un Tribunal par chaque District?* M. *Tronchet* a opiné pour la négative. L'expérience lui a appris que plus les Tribunaux étoient actifs et occupés, meilleurs étoient leurs jugemens. On ne s'attache à ses fonctions qu'en les faisant par goût, et pour les remplir par goût, il faut en être exclusivement occupé. Ces Tribunaux de Districts ne le seroient pas; ils se livreroient à d'autres objets, ou ils se créeroient des affaires en excitant l'appétit des plaideurs. Cependant ils peuvent être nécessaires dans les circonstances actuelles où la suppression

Digitized by Google

des Droits Féodaux et de toutes nos institutions civiles et politiques va augmenter le nombre des Procès. M. *Tronchet* a conclu que les Tribunaux de Districts ne doivent être que provisoires, et que deux ou trois suffiront par la suite pour chaque Département.

« Si vous ne donnez pas à chaque District son Tribunal, a repliqué M. *Delley d'Agier*, vous allez faire renaître tous les obstacles qu'a éprouvés la première division administrative du Royaume, et dont un miracle seul a pu vous tirer. On redoutoit les Juges inférieurs, parce qu'ils n'étoient que des batteurs de gibier, qui attiroient leur proie aux lieux où étoient les véritables tireurs. Vous avez établi des Juges de Paix afin que le pauvre trouvât la justice dans ses propres foyers. Une autre classe mérite encore une égale considération; ce sont les gens que leur profession oblige à une résidence habituelle. Si vous éloignez d'eux la justice, vous donnez un avantage immense aux riches qui sauront tirer parti de cet éloignement, pour forcer leurs adversaires à un accommodement onéreux. »

M. *Thouret*, en résumant les objections, a avoué que les subdivisions de beaucoup de Départemens étoient trop multipliées; mais en faisant espérer que l'on pourroit par la suite réduire le nombre des Districts, il est parvenu à faire décréter, à une très-grande Majorité, *qu'il y auroit un Tribunal par District.*

Le Comité composoit ces Tribunaux de trois Juges et d'un Officier chargé du Ministère public. La nature et l'étendue de leurs fonctions étoit une question préalable, dont

Digitized by Google

M. *Péthion de Villeneuve* a ouvert la discussion par un système entièrement nouveau, et dont l'histoire présente peu de modèles. Il supprime tous les Tribunaux d'appel qu'il assimile aux anciens Parlemens, et fait évoquer circulairement les jugemens d'un District à un autre.

M. *Chabroux* a ouvert son porte-feuille, pour appuyer et développer plus particulièrement cette opinion : « Les Parlemens, dans le principe, a-t-il dit, étoient moins nombreux et moins puissans que les Tribunaux d'appel proposés par le Comité ; Tribunaux dans lesquels 20 Juges exerceroient leur pouvoir sur quatre Départemens. Vous aurez beau décréter qu'ils n'auront aucune supériorité personnelle ; l'opinion, le préjugé et le temps en décréteront autrement : « Les Juges de première instance séjourneront impatiemment dans ce premier degré ; vous n'y aurez que des Juges inexpérimentés et peu attachés à leurs fonctions. Il n'est aucun de nous qui n'ait dû remarquer que le plaisir d'exercer sa suprématie a souvent influé sur les jugemens d'appel. Les Juges de District, au contraire, en prononçant l'appel auquel ils seront eux-mêmes soumis, auront l'idée, non d'une autorité, mais d'une fonction à remplir. »

« Les Députés des grandes Villes ne sont pas les partisans de mon système, mais qu'ils consultent l'intérêt général ; qu'ils calculent les inconvéniens de l'éloignement des Tribunaux d'appel, dans lesquels le plaideur riche va traîner et ruiner le pauvre. Lorsque une grande Ville renferme un de ces grands Tribunaux, tout le monde jette les yeux sur lui ; toute la jeunesse s'y attache ; on devient

Digitized by Google

Greffier, Avocat, Homme de Loi, Procureur, et cette multitude de Praticiens, que la concurrence rend avides et fameliques, multiplie les affaires, fait naître les Procès, et le plaideur se trouve englouti comme au milieu d'une Armée de Corsaires. »

M. *Chabroux*, réfutant ensuite ces objections, a fini par conclure avec M. *Péthion* à la circulation d'appels de Districts en Districts. Ce système, accueilli comme toutes les nouveautés spécieuses, alloit être emporté d'emblée, si M. le Président, après une demi-heure d'efforts, ne fût parvenu à calmer cet enthousiasme, et à faire entendre MM. *le Chapelier* et *Thouret*. L'un et l'autre ont observé que ce système détruisoit tous les avantages de l'appel; une seconde épreuve étant inutile si elle n'offroit pas une plus grande confiance au Plaideur par un Tribunal plus nombreux, composé de Juges retirés du cercle étroit des opinions, des préjugés, des affections locales, et plus exercés aux affaires majeures. Sur leur demande, la décision a été ajournée à Jeudi, et M. *Chabroux* invité à se réunir au Comité, pour y discuter son Projet, dont l'Assemblée a ordonné l'impression.

Après cette décision, M. *de Gouy* est monté à la Tribune avec deux Lettres de St. Domingue, qui annoncent la soumission de la Colonie aux Décrets de l'Assemblée, une diatribe sanglante contre le Ministre de la Marine, et un bel éloge de M. *Barnave*.

Du Mardi. Séance du soir.

Les Officiers Municipaux de Soissons avoient diminué le prix du pain. Les Boulangers se pourvurent au Bailliage, qui

Digitized by Google

cassa l'Ordonnance de la Municipalité. Le Peuple s'attroupa, se porta à des violences contre quelques Boulangers, et força la Municipalité à rétablir la taxe. Le Bailliage a commencé une Procédure criminelle contre les Auteurs des Troubles. Maintenant, les Comités des Recherches et des Rapports proposent d'annuller et la Sentence et la Procédure.

Le Décret général sur les Municipalités porte qu'elles n'exerceront la police contentieuse que provisoirement, et sauf l'appel aux Tribunaux; divers Membres ont discuté contradictoirement les limites entre les fonctions administratives et les fonctions judiciaires, ainsi que l'attribution de la police contentieuse. Cent Décrets de l'Assemblée accordent celle-ci, tantôt aux Municipalités, tantôt aux Districts, tantôt aux Tribunaux, et nul ne la détermine avec précision. Le Jugement relatif aux contestations entre les Boulangers de Soissons et les Consommateurs étoit-il de police administrative ou de police contentieuse? voilà la question; mais comment condamner, soit la Municipalité, soit le Bailliage, lorsque les Législateurs eux-mêmes varient dans l'interprétation des Statuts?

Pour trancher les difficultés, M. *Robespierre* a fait une Loi, par laquelle il borne les Tribunaux à connoître des différends entre particuliers: appliquant ensuite cette Loi de son imagination à la conduite du Bailliage de Soissons, il l'a jugé coupable de prevarication.

La décision du point de droit sur l'attribution, a été renvoyée au Comité de Constitution: en attendant, l'Assemblée s'em-

Digitized by Google

parant des fonctions que le Bailliage et l'Administration du Département se contestent, a ordonné l'apport des Pieces, et le Comité des Rapports examinera si l'Ordonnance de la Municipalité est conforme au tarif de proportions, précédemment établi entre le prix des grains et celui du pain.

De cet objet, l'on a passé aux Juifs de Metz, qui réclament la suppression d'un droit d'*habitation* et de *protection*, qu'ils doivent payer à M. *de Brancas* jusqu'à la fin du siècle. Le Rapporteur du Comité des Domaines, en déférant à cette demande, rendoit hommage aux services de M. *de Brancas*, actuellement âgé de 77 ans, et le classoit parmi les Pensionnaires à indemniser. Le petit nombre de Députés qui formoient la Séance, ont, au contraire, rejeté toute espèce d'indemnité, et en abolissant les droits semblables dans tout le Royaume, ils ne l'ont réservée qu'aux Cessionnaires à titre onéreux.

Du Mercredi 21 Juillet.

M. *Reubell* ayant fait observer que le Décret d'hier au soir tendoit à décharger les Juifs de toute imposition, et qu'on ne pouvoit les assujétir aux taxes ordinaires sans préjuger leur état Civil en France, sans même les favoriser plus que tous les autres Citoyens Propriétaires d'immeubles, il a obtenu ce matin ce qu'il n'avoit pu obtenir d'une centaine de Membres, qui prolongèrent jusqu'à onze heures du soir la Séance de la veille, c'est-à-dire, le renvoi au Comité des Finances.

M. *Vernier*, Rapporteur du Comité des Finances, a fait ensuite décréter en six

Digitized by Google

articles, la suppression des Jurés-Priseurs, dont il attribue les fonctions aux Notaires, Greffiers et Sergens.

M. *le Brun* a ouvert un *in-quarto*, intitulé : *Extrait raisonné des Rapports du Comité des Finances*, et en a tiré un Projet de Décret relatif à l'organisation du Trésor public.

MM. *Camus* et *Reginault* ayant demandé de plus amples détails sur les dépenses de cette organisation, le Décret a été ajourné à Vendredi.

La moitié de 161 millions de rentes payées jusqu'ici à l'Hôtel-de-Ville, s'acquittent à Paris, un tiers à l'Etranger, et 4 ou 5 millions seulement dans les Provinces. Plusieurs personnes désiroient que ces dernières fussent payées par les Caisses de Département. Le Comité des Finances persiste à demander que toutes les rentes sans exception, continuent de se payer à Paris. Cette question a eu le même sort que la première, celui d'un ajournement.

D'autres parties de la dépense publique ont été rayées des Registres dans l'ordre qui suit, sans qu'il ait été question de l'indemnité que peuvent prétendre les Employés.

« La place de Directeur des Aménagemens des forêts, supprimée ; les appointemens étoient de 15,000 liv. — Les Offices de deux Gardes des Registres du Contrôle général ; les dépenses comprises sous le titre de présentation à la Chambre des Comptes, de Commis dans les Provinces, sont pareillement supprimés, 48,576 liv. — La place de Directeur de la Correspondance des Salines, supprimée, 4000 liv. — Le Secretaire de la Feuille des Bénéfices et ses Commis,

Digitized by Google

supprimés, 8000 liv. — Le Dépôt particulier, relatif à la population, supprimé, et réuni au Bureau d'Administration, 3600 l. — Le traitement de M. *le Moine*, Inspecteur des Pêches, supprimé, 4000 l. — 2000 l. accordés à M. *le Gendre*, pour un travail sur l'Inde, supprimé. — 12,000 liv. pour le Bureau de la Librairie, supprimées, à compter du 1^er^ Janvier 1791. — 12,000 liv. pour le Bureau chargé de l'admission à Saint-Cyr, supprimées à compter du 1^er^ Janvier 1791. — 6000 liv. accordées à M. *Piedpape*, pour le travail sur les frais de Justice, supprimées. — La gratification de 24,000 liv. accordée au Caissier du Sceau, supprimée. »

Les discussions minutieuses qui ont précédé chacune de ces résolutions, ont été interrompues par des incidens, et d'abord par la lecture d'une Lettre de Milord *Stanhope*, Président de la Société de la Revolution à Londres. Ce jeune Pair Anglois prie M. *de la Rochefoucault*, son Correspondant, de communiquer à l'Assemblée Nationale l'Arrêté de son Club, dont nous avons parlé à l'article de Londres.

Sur la Motion qu'a faite M. *Charles de Lameth*, d'imprimer cette Lettre et de charger le President d'y répondre, il s'est élevé un long et tumultueux débat.

« Les sentimens exprimés dans la Lettre de Milord *Stanhope*, a dit M. *de Foucault*, sont dans tous les cœurs, mais je ne crois pas qu'une Société particulière puisse se mettre en correspondance avec une Assemblée Nationale. Puisque cette Lettre est adressée à M. *de la Rochefoucault*, c'est au Club de 89, dont il est Membre, ou à celui des Jacobins, à y répondre.... Je ne crois

Digitized by Google

pas non plus que deux Nations, malheureusement rivales..... Un tumulte terrible a éclaté à ces paroles. Aucune réflexion ultérieure n'a pu ébranler la Motion victorieuse de M. *de Lameth*.

Au même moment, on a annoncé une Lettre du Ministre de la Marine, qui demande des fonds pour l'armement de Brest. Cette Lettre, dont les détails offrent un singulier contraste avec le préambule de la Motion de M. *de Lameth*, et avec le tendre attachement de quelques Personnes pour les Anglois, contre lesquels on se met en défense, a été renvoyée au Comité de la Marine.

M. le Président a communiqué ensuite une Lettre de M. *Necker*, jointe au compte de la recette et de la dépense depuis le 6 Mai 1789, jusqu'au 5 Mai 1790.

« L'entière confection d'un compte de quinze cent millions, dit ce Ministre, réunion faite des articles en débit et des articles en crédit, d'un compte composé d'objets de tout genre reçus et payés dans tout le Royaume, d'un compte mis en règle deux mois et demi après le terme jusques auquel il s'étend, un tel ouvrage, je le pense, sera considéré, par ceux qui en connoissent la difficulté, comme un exemple remarquable de diligence; et si l'Assemble Nationale détournoit son attention du mérite d'un pareil travail, il faudroit ranger cette circonstance parmi tant d'autres, qui avertissent les hommes publics de chercher, dans leur propre sentiment, le plus sûr dédommagement de leurs peines. »

« Il a présenté ensuite plusieurs observations, toutes propres à faire voir « que la

Digitized by Google

« confection du compte général des recettes « et des dépenses du Royaume de France, « est une œuvre moins simple qu'elle ne « paroît à ceux qui, laissant à part les con- « sidérations morales, ne voient, dans tous « les comptes, que l'application très-con- « nue des quatre premières règles de l'arith- « métique. »

« Je demande à l'Assemblée Nationale, comme un acte de justice, ajoute-t-il, de vouloir bien examiner ou faire examiner promptement le compte général que j'ai l'honneur de lui envoyer, et dont chaque article sera appuyé des Pièces justificatives et des différens détails que l'on peut demander. »

« Je ne puis répondre de l'exactitude arithmétique de toutes les subdivisions d'un compte que je n'ai pas formé moi-même, mais je suis au moins garant de la partie morale, c'est-à-dire, du juste et sage emploi des fonds dont j'ai eu l'administration. Je ne suis cependant comptable en aucune chose, puisque je n'ai jamais rien fait payer qu'en vertu des ordres généraux ou particuliers du Roi; mais je veux bien qu'on rende rétroactive la Loi de la responsabilité des Ministres; je veux bien qu'on la reporte jusqu'au premier jour de ma précédente administration; car, après m'être présenté sans crainte au Tribunal de ma conscience, je n'en redoute aucun autre; et ce que j'ai fait dans un temps où l'idée d'une inspection Nationale ne venoit pas même à l'imagination, je l'offre au grand jour avec la même sécurité que ma conduite du moment présent. »

Digitized by Google

Du Jeudi 22 Juillet.

Quelques Municipalités s'étant attribué la connoissance des délits de chasse sur les plaisirs du Roi, il a été décidé que ces délits ne pourroient être poursuivis que pardevant les Juges ordinaires. Une autre décision, par laquelle le Comité des Domaines proposoit d'interdire la chasse, sauf une indemnité aux Propriétaires des biens enclavés dans les plaisirs du Roi, a été ajournée.

M. *de Noailles* a ramené en discussion la base commune des deux Plans Militaires du Ministre de la Guerre et du Comité; ils consistent à composer l'armée active de 1791, de 151,941 hommes.

« Le dernier Rapport du Comité Militaire, a dit M. *de la Galissonnière*, contient des assertions si étranges, qu'il doit m'être permis d'y répondre (*point de réponse*, s'est-on écrié : *à l'ordre!*) l'Opinant tourne le feuillet. Pendant ce temps les cris redoublent, et on le force de quitter la Tribune.

Plusieurs Membres tentent vainement de lui succéder; la Tribune est aussi vigoureusement défendue qu'assiégée. A peine M. *de Cazalès* peut-il se faire entendre de sa place, pour invoquer l'ajournement de la question, jusqu'à ce que l'on connoisse les détails justificatifs du plan du Ministre, et l'ensemble de celui du Comité Militaire.

Cette Motion d'ajournement a occupé presque toute la Seance. Les discussions rompues, confuses et désordonnées auxquelles il a donné lieu, n'ont été interrompues que par l'exposé d'un plan nouveau de M. *Emery*, et qui déja balance ceux du Conseil et du Comité. Pressé de donner quel-

Digitized by Google

ques détails sur ce Plan qu'il vient de faire imprimer, l'Auteur a dit :

« Sous le règne du despotisme et de l'ambition, vous aviez 180,000 homme de Troupes réglées et 60,000 de Milices, tant en paix qu'en guerre. Aujourd'hui que vous avez décrété de vous en tenir à la défensive, de n'entreprendre aucune guerre dans le vain desir de conquêtes, les guerres seront moins fréquentes, et comme vous serez rarement dans le cas de faire des incursions chez vos voisins, vous avez besoin d'un nombre d'hommes moins considérable. Au lieu de recrues, vous aurez des Gardes Nationales exercées, qui pourront défendre les frontieres, tenir Garnison, combattre pour leurs foyers, en présence de leurs femmes et de leurs enfans; ces Gardes Nationales, qui feront un service habituel, qui seront les premieres requises pour le maintien du bon ordre, restraignant encore le service des Troupes réglées en temps de paix. J'ai pensé qu'il ne falloit entretenir que celles indispensables à l'éducation de l'armée, qu'on formera en temps de guerre. Sans doute la proportion de l'Artillerie, de la Cavalerie et des Officiers devra être plus grande, parce que leur instruction est plus longue. J'ai pense encore qu'il suffisoit d'avoir 120,000 hommes de Troupes reglées, non compris les dix mille Officiers et Bas-Officiers, toujours en activite. Je formerois ensuite un Corps d'Auxiliaires, parmi lesquels on n'admettroit que ceux qui auroient servi pendant six ans dans l'armee active; ils se réuniroient tous les ans un mois ou six semaines pour s'exercer dans les manœuvres. Vous auriez ainsi à votre disposition 80,000 hommes exercés,

Digitized by Google

aguerris, fortifiés par les travaux rustiques. Vous diminuerez ainsi la masse d'hommes qui doit rester entre les mains des Ministres, consideration importante, quand on vient de finir une Constitution. Ajoutez l'avantage d'une grande économie; car vous ne donneriez à ces Auxiliaires que la demi-solde de 3 sous 9 den. »

« Parmi les Soldats qui seront dans le cas d'être congédiés, je suis sûr que les trois-quarts prendroient le parti d'entrer parmi ces auxiliaires, qui pourront vivre tranquillement dans leurs villages, jusqu'au moment où on auroit besoin d'eux, et auxquels on pourroit donner l'expectative d'un grand nombre d'autres avantages. Il est encore beaucoup d'hommes, dans la vigueur de l'âge, qui ont servi jadis, et qu'on pourroit incorporer dans cette Milice. Vous auriez sur pied, par ce moyen, et au moment où vous le jugeriez nécessaire, 200,000 hommes, exercés et disciplinés. Il me semble, a dit M. *de Noailles*, que la manière dont M. *Emery* compose son Armée auxiliaire, est une grande conception; le Comité Militaire ne sauroit mieux y rendre hommage qu'en l'adoptant; mais il pense qu'il seroit dangereux d'exécuter ce plan entier en 1791. Dans les circonstances où nous sommes, lorsque toutes les Puissances voisines sont sous les armes, lorsque peut-être notre Constitution est menacée par les Princes qui voient avec peine germer dans leur Empire, les fruits qu'elle doit répandre sur la surface entière du globe, ne seroit-il pas imprudent de réduire aussi considérablement notre Armée active? Nous avons pensé qu'un tiers au moins des Soldats de l'Armée, devoient avoir tous

Digitized by Google

les ans, la faculté d'aller dans leur campagne et dans le sein de leurs familles, goûter la liberté, pour qu'ils aient plus de zèle à la défendre, et pour y puiser des sentimens civiques. »

Ici l'on a commencé à perdre de vue l'objet en discussion, pour s'occuper d'un minutieux et fatigant débat sur un Décret d'ajournement, dans lequel M. *Emery* proposoit de demander des renseignemens au Ministre, sur les motifs de son plan, et sur les dépenses qu'entraîneroit son exécution. Finalement l'Assemblée s'est arrêtée à cette décision.

« Au milieu de ces contestations, M. *de Mirabeau* le jeune a saisi un moment de silence, pour rendre compte des alarmes qu'a jeté dans l'esprit d'un grand nombre de Militaires, le dernier Décret qui force le Roi à faire délibérer tous les ans le Corps législatif, sur le nombre d'Officiers de chaque grade, dont l'Armée sera composée. Il proposoit un correctif qui ôtât toute inquiétude sur la stabilité des emplois Militaires, aussi précaires que jamais, s'il est vrai que l'éloquence d'un Orateur suffise pour les supprimer. La grande majorité de l'Assemblée a applaudi à M. *de Mirabeau ;* mais M. *de Noailles* a parlé, prononcé les mots d'initiative, de droit de sanction accordé au Roi, et aussitôt le Préopinant a été oublié. »

Du Jeudi. Séance du soir.

Les troubles de Montauban, au mois d'Avril et de Mai derniers, ont été, comme toutes les affaires de parti, représentés sous les couleurs les plus opposées : on s'en est mutuellement rejeté le blâme ; on l'a étendu

Digitized by Google

à la Municipalité, qui, aux yeux de plusieurs, sembloit ne mériter que de la reconnoissance, et ne s'être jamais écartée de la Loi; mais on l'a inculpée de montrer trop d'attachement pour le Gouvernement Monarchique et pour le maintien de la Religion dominante. Le Comité des Rapports a compulsé les documens nécessaires à sa décision, et aujourd'hui M. *Vieillard* a présenté, au nom du Comité, un Rapport qui est le résumé des assertions énoncées par les Adversaires de la Municipalité.

Avant la lecture de ce travail, M. *de Cazalès* a annoncé qu'arrivés depuis quelques heures, des Officiers Municipaux de Montauban demandoient à être entendus avant le Jugement. M. *Robespierre*, repoussant cette Pétition, a soutenu que l'intérêt de la Constitution étoit de juger les Accusés sans les entendre. Le Rapporteur a pris son Cahier et a lu son Plaidoyer contre la Municipalité accusée : nous disons son Plaidoyer, car d'un bout à l'autre, il a été l'Avocat des Accusateurs : il a présenté chacune de leurs affirmations comme un fait; il a passé sous silence ceux qui tendoient à disculper les Accusés; il a pénetré dans leurs intentions, lorsque leur conduite extérieure paroissoit irréprochable.

De cette cumulation de reproches, il résulte que la Municipalité est coupable d'avoir rejeté, le 8 Mars, une Pétition de la Garde Nationale; d'avoir retiré à M. *de Puy-Montbrun*, Commandant de cette Garde, et sur délibération expresse du Conseil général de la Commune, le 14 Mars, les clefs de l'Arsenal.

Coupable, le 30 Mars, d'avoir défendu

Digitized by Google

le Pacte Fédératif de cette même Garde avec le Régiment de Languedoc, et de l'avoir fait par des *Placards mortifians.* Coupable d'avoir incorporé les Volontaires à la Garde Nationale, et d'avoir résisté à l'Etat Major de celle-ci, qui protestoit contre cette incorporation.

Coupable d'avoir toléré, au mois d'Avril, une Assemblée de Citoyens réunis aux Cordeliers pour demander au Roi et à l'Assemblée Nationale la conservation de la Religion Catholique comme dominante, celle du Siége Episcopal, du Séminaire, du Collége, *etc.*

Coupable d'avoir pu, le 10 Mai, dissiper un attroupement populaire, et de n'avoir pu dissiper un attroupement subséquent; de n'avoir pas soutenu les Dragons Nationaux qui forçoient l'Hôtel-de-Ville, contre le Peuple qui leur ôta les armes qu'ils vouloient y prendre, et qui tira sur eux après en avoir reçu des coups de fusils.

Coupable d'avoir sauvé 55 Dragons, en les conduisant elle-même en prison, au milieu du Peuple furieux, et d'avoir partagé leurs dangers pour les mettre en sureté. Coupable d'avoir laissé la multitude crier : *Vive le Roi ! à bas la Nation !* coupable d'avoir requis *trop tard* le Régiment de Languedoc, etc., etc., etc. Tous ces délits ont paru, au Comité des Rapports, mériter une information devant les Officiers-Municipaux de Toulouse, Juges ordinaires en matière criminelle, la suspension de la Municipalité, et l'exercice provisoire de ses fonctions par les Administrateurs du Département du Lot.

Les inculpations que contient ce rapport

Digitized by Google

sont toutes puisées dans une lettre à M. *Izarn de Capdeville*, écrite le 16 Mai par M. *Dupuy-Montbrun*, partie au procès et l'un des principaux Accusateurs On en a écarté la seule Pièce juridique qui existe, savoir, l'information faite par le Juge de Montauban, avec une telle impartialité que, pour écarter tout soupçon, on y a appelé des Adjoints tous Protestans, et qu'on a fait alternativement déposer un Protestant et un Catholique. On a eu soin également de supprimer une lettre des Accusateurs, dont on avoit fait usage précédemment, et que des fausseté, aujourd'hui évidentes, ont fait abandonner. C'est dans cette lettre qu'on accusoit M. *de la Force*, absent, d'avoir excité le Peuple à la Procession et à l'Assemblée des Cordeliers.

M. *Faydel*, Député de Quercy, s'est inscrit en faux contre ce Rapport, et s'est chargé de démontrer qu'il étoit l'ouvrage de la prévention : M. *de Virieu* a requis que le Rapporteur exhibât l'original des Pièces d'après lesquelles il avoit écrit.

La discussion ultérieure a été ajournée à Samedi soir.

Du Vendredi 23 Juillet.

Quelques minutes ont été les préliminaires de la Séance, où l'importante question des Tribunaux d'Appel, a été de nouveau discutée, et décidée contre l'usage universel de tous les Peuples.

M. *Irland de Basoche* a été le premier contradicteur du système proposé mardi par M. *Chabroux*. « Si vous pensiez, a-t-il dit, à rejeter la supériorité nécessaire d'un Tribunal sur un autre, je vous dirois : Anéan-

Digitized by Google

tissez 83 Départemens supérieurs de 540 Districts ; anéantissez les Districts supérieurs de 40,000 Municipalités ; anéantissez cette Assemblée elle-même, supérieure à tous les Pouvoirs séparés. Si ces Tribunaux supérieurs se livroient à des projets funestes, n'auroit-on pas, pour les arrêter, les Municipalités, les Districts, les Départemens, la Haute Cour Nationale, le Corps législatif? Me direz-vous que ces remparts, qui investissent ces Tribunaux sont insuffisans pour garantir la liberté? et je serai en droit de vous répondre qu'alors la liberté n'est qu'une chimère. »

« Le système des Appels d'un District à un autre, a répliqué M. *Delley d'Agier*, rencontrera de puissans adversaires dans les Députés des grandes Villes, qui regardent comme une espèce de propriété, la fixation des grands établissemens au milieu d'elles ; dans tous ceux qui envisagent la possibilité d'obtenir des places dans les grands Tribunaux. Opposons à ces obstacles, l'utilité réelle et générale du projet de M. *Chabroux*. Le Juge de District plus près du lieu où s'est passé le fait, n'est-il pas plus en état de le constater et d'y bien appliquer la loi? Obligerez-vous les Plaideurs à n'être jugés que par un Tribunal exclusif? à parcourir quatre Départements pour chercher la justice? »

A ces argumens, l'Opinant en a ajouté d'extraordinaires : il a comparé la fixation des Tribunaux aux Priviléges exclusifs : il a montré la Liberté compromise si les Plaideurs n'avoient pas le droit de choisir les Juges qui leur plaisent. Ces paralogismes

Digitized by Google

ne manquent jamais leur effet dans les Assemblees populaires.

M. *Brillat-Savarin* a développé les mêmes idees, appuyées du besoin d'occuper les Tribunaux de District, que mettroit en inactivité la suppression des matières bénéficiales, féodales, décimales, du retrait lignager des substitutions.

« C'est avec une juste défiance, a dit M. *Prugnon* que je combattrai un projet qui, si l'on croit son Auteur et le Préopinant, va répandre l'abondance et la prosperité. Adopter le plan de M. *Chabroux*, c'est anéantir un Décret précédent qui ordonne deux degrés de Juridictions : c'est même anéantir l'Appel ; car les Tribunaux de District conviendront entre eux de leurs décisions, et tous les jugemens seront confirmés. Quels Juges trouverez-vous dans un arrondissement restreint, où l'on aura déja pris des Administrateurs de Districts et de Départemens, des Officiers-Municipaux, des Juges de paix, des Assesseurs, des Notables, des Electeurs ? Les Gens capables changeront-ils un état certain pour un état précaire ? Qu'elle diversité de jurisprudence vous allez introduire ? Il y aura des réputations de tribunaux, comme il y a des réputations d'individus ; l'Appelant ira au Tribunal qui aura une jurisprudence plus favorable à sa cause ; l'intimé sera obligé de le suivre, et de là une multitude de demandes en cassation. Comptez-vous pour rien la crainte que le Tribunal de District ne manque de force pour défendre la loi de l'effervescence populaire, pour se défendre lui-même contre l'influence d'un homme puissant ? Cette crainte me touche ; et si j'ai tort, l'histoire n'est qu'une longue

Digitized by Google

calomnie contre le genre humain... Que le Juge de District ne dépend que de son confrère, et son confrère que de lui, ils seront indifférens sur leur manière de juger; vous n'aurez ni Juges ni défenseurs. Si l'Assemblée Nationale adopte un tel avis, la raison publique aura toujours quatre mille ans contre son Décret. »

Qui le croiroit? Ces réflexions simples et frappantes exposées sans verbiage ni fausse éloquence, ont été reçues par des murmures, qui cependant n'ont ébranlé ni M. *Lanjuinais*, ni M. *le Chapelier*.

« C'est une grande nouveauté qu'on nous propose, a dit M. *Lanjuinais*; elle doit avoir en bien ou en mal de grandes conséquences; j'y aperçois des inconvéniens très-graves. On objecte que les Tribunaux superieurs tiennent à l'ancien régime; permettez-moi de combattre cette puérilité par une trivialité : on mangeoit du pain et on portoit des souliers dans l'ancien régime. »

« Notre ordre judiciaire a totalement changé. Vous avez placé les Juges au-dessous de tous les Corps Administratifs. Vous en avez fait des Pygmées; que pouvez-vous craindre de leurs efforts? On craint les grandes Villes. Décrétez qu'il n'y aura en France que des chaumières : on dit qu'elles vivront aux depens des campagnes. Eh! les campagnes ne vivent-elles pas à leur tour aux dépends des villes? ne vivons-nous pas tous aux dépens les uns des autres? Je n'excepte pas les Membres de cette auguste Assemblée. Croyez-moi, rien ne prouve mieux la foiblesse d'un plan que de l'appuyer de semblables moyens. L'humanité ne vous est point absolument étrangère; c'est votre

Digitized by Google

humanité que j'invoque. Est-il nécessaire à la félicité publique de sacrifier les Villes où étoient établis les Tribunaux en dernier ressort. »

Aux voix! aux voix! aux voix! s'est-on écrié pour la troisième fois, et de plus fort, *que la discussion soit fermée!*

« La reflexion, a repris M. *le Chapelier*, après avoir obtenu avec peine la parole, m'a convaincu que ce système est le plus funeste de ceux que le désir de dire des choses nouvelles ait pu produire. Vous avez décrété l'appel sans aucune contradiction; quel a été votre but? est-ce de faire juger deux fois le même procès? Non; l'appel deviendroit dangereux; il multiplieroit les chances contre le bon droit. Le but de l'appel est d'obtenir un jugement plus sain d'un Tribunal plus nombreux, et qui par sa situation, se trouve environné d'un plus grand nombre de gens instruits, des lumières desquels les Juges pussent profiter. Si ce n'est pas là votre motif, il faut anéantir l'appel. Dans l'origine des Sociétés, quand une contestation s'élevoit, les voisins étoient consultés; s'ils n'accordoient pas les contendans, on disoit: il existe tel homme renommé par sa sagesse, et c'est à lui qu'on s'en rapportoit. Le motif de l'appel n'est donc que la probabilité et même la certitude d'obtenir un meilleur jugement. D'un District à un autre, quelle probabilité y aura-t-il en faveur du second Jugement? C'est dans les grandes Villes que se trouvent les grands talens; c'est dans les grandes affaires que se forment les bons Juges. »

Le Discours entier de M. *le Chapelier* a été une suite de vérités frappantes, confir-

Digitized by Google

mées par l'expérience, et énoncées dans le style de la véritable éloquence délibérative. Quoique Membre du Comité de Constitution, l'Orateur n'exprimoit que son avis.

Ce Comité, deconcerté, prêt à voir supprimer les trois quarts du troisième Plan qu'il imprime sur l'ordre judiciaire, n'avoit point encore formé d'avis. M. *Thouret* restoit silentieux.

Bientôt M. *Chabroux* est monté à la Tribune, d'où il a défendu son projet, avec moins de talent et plus de succès encore qu'il ne l'avoit fait mardi dernier. L'enthousiasme de la nouveauté avoit gagné les têtes, et à peine 150 Membres ont-ils refusé leur suffrage à un système, dont l'expérience, nous osons le prédire, ne tardera pas à manifester les dangers. On a donc décrété que, dans le Royaume de France, « *Les Juges* « *de District seront Juges d'appel les uns à* « *l'égard des autres, selon les rapports qui* « *seront déterminés par les articles suivans.*

Du Samedi 24 Juillet.

A l'ouverture, M. *Bouche* a tenté de profiter de la rareté des Membres pour insister, non-seulement sur le prompt envoi d'un secours militaire à Orange, ce qui étoit conforme au Décret rendu, mais encore pour renouveler la demande d'un envoi de Troupes chargées de *protéger les propriétés Françoises à Avignon.* Quoique M. *Reubell* se soit joint au Préopinant, le Président a eu la sagesse d'écarter cette question.

M. *Chassey* a fait ensuite la lecture générale des Décrets concernant le traitement actuel du Clergé avec plusieurs additions.

Digitized by Google

La plus importante est relative au sort des Evêques qui donneroient leur démission. Le Comité les assimiloit aux Evêques supprimés, qui doivent avoir les deux tiers du traitement complet. M. *Camus*, au contraire, les soumettoit aux mêmes Lois que les autres Pensionnaires de l'Etat. Cette modération a paru encore excessive à MM. *Bouche* et *Biozat* : ces deux Sénateurs n'ont pas douté que les Evêques *Aristocrates* ne formassent une coalition, pour mettre en vacance les 83 Siéges du Royaume, et occasionner par-là les *embarras*, les *frais* et les *dangers* des Elections. « Je demande donc, a dit le premier, que les Evêques qui se retireront, n'aient rien du tout. »

D'autres, à l'appui de ces observations, ont découvert un commencement du complot, qui se manifeste par des refus de dispenses de mariages.

« De tous côtés, a dit M. *Camus*, on m'adresse des plaintes à ce sujet. Il est instant que les Comités Ecclésiastique et de Constitution nous présentent un Projet de Décret, contre ce droit usurpé par les Evêques, par une tolérance de la Puissance Civile. »

Quoique rien ne fût plus étranger à la discussion que cet épisode, M. *Camus* a longuement déployé son érudition sur les dispenses. Heureusement, M. *Lanjuinais* a fait cesser la dissertation, en certifiant que les Comités s'occupoient de cet objet. Dans le cours de son opinion, il a instruit les Auditeurs qu'on avoit poussé l'audace et le scandale, jusqu'à sommer un Evêque de donner des dispenses pour le mariage d'un père

Digitized by Google

père avec sa fille. Apparemment, ce sont ces permissions d'inceste, dont le refus a valu aux Evêques un nouveau débordement d'accusations.

Voici les articles additionnels décrétés :

« Art. Ier. Les Evêques conservés, dont les revenus Ecclésiastiques ne vont pas à douze mille livres, auront cette somme : ceux dont le revenu excédera douze mille livres, auront cette somme, plus la moitié de l'excédent, pourvu que le tout n'excède pas trente mille livres. »

« II. Les Evêques qui, par la suppression effective de leur Siége resteront sans fonctions, auront pour pension de retraite les deux tiers du traitement ci-dessus ; et à l'égard de ceux qui, étant conservés, jugeront à propos de donner leur demission, leur traitement sera des deux tiers de celui qu'ils auroient eu, s'ils fussent restés dans leurs fonctions, pourvu que le tout n'excède pas dix mille livres. »

« III. Les pensions assignées sur la Caisse des Economats, sur le Clergé et autres Biens Ecclésiastiques, ainsi que les indemnités, dons et aumônes assignés sur les Biens Ecclésiastiques en général, seront réglés incessamment sur le Rapport du Comité des pensions, et assignés sur le Trésor public. »

« IV. Toutes les pensions, excepté celles créées par les Curés, ensuite de résignations ou permutations de leurs Cures, et celles qui n'étoient sujettes à aucune retenue, continueront de n'être comptées, dans tous les cas, que pour leur valeur réelle, c'est-à-dire, déduction faite des trois dixièmes, dont la retenue a été ordonnée. »

Digitized by Google

Le Maire et le Procureur-Syndic de la Commune de Montauban qui, depuis deux jours, sollicitent en vain une Audience, ont écrit au Président une Lettre, dont il a aujourd'hui donné connoissance.

« Nous devions, disent ces Députés, nous regarder comme neutres dans une affaire où nous n'avons été que les Protecteurs de nos Concitoyens. Mais nous apprenons que les Conclusions du Comité des Rapports sont dirigées contre nous, sans qu'aucune accusation ait été formée, sans qu'on nous ait fait connoître notre accusateur, s'il en existe, sans qu'on nous ait fait connoître aucune des Pièces de la Procédure du Comité. Nous ne connoissions que celle que l'on instruit à Montauban sous l'empire de la Loi, relativement aux troubles de cette Ville. Arrivés depuis deux jours, transportés loin de notre Patrie, sans secours, sans défenses, le temps nous manque pour répondre à un Rapport écrit et aussi étendu. Nous attendons de la justice de l'Assemblée, un délai jusqu'à Mardi. »

M. *Malouet* s'est empressé d'appuyer cette demande, fondée sur les bases de la justice la plus triviale. Les tyrans seuls jugent les Accusés sans les entendre; un déni d'Audience est un outrage à tous les droits de Citoyen, et il faudroit regretter le despotisme si, sous le masque de la liberté, une Autorité quelconque dans l'Etat pouvoit mettre le bâillon sur la bouche d'un Accusé. — Le rapport du Comité avoit duré trois heures; il comprend 30 chefs d'Accusation; il est surchargé de détails et de documens; par conséquent, la possibilité d'y répondre en 48 heures devenoit dérisoire, et l'équité

Digitized by Google

la plus vulgaire prescrivoit l'ajournement. Cependant on aura peine à croire que cette demande, qu'on ne refusoit pas sous les verroux de la Bastille, a rencontré une opposition furieuse.

« Point de délai, s'est écrié M. *Charles de Lameth;* je demande que l'affaire soit « jugée ce soir, sans désemparer. Nous devons toujours être en garde contre les manœuvres des Ennemis du bien public; « peut-être avant ces trois jours le sang de « nos Concitoyens sera-t-il répandu. Des « Citoyens ont péri; d'autres en grand nombre, ont été forcés de sortir de Montauban; « ils vous demandent vengeance et protection, et puisque l'Assemblée Nationale est « aujourd'hui le seul asyle du patriotisme, « nous ne devons pas différer d'un jour, d'une « heure de leur rendre justice, et de punir « leurs oppresseurs. Depuis long-temps ils « auroient dû être jugés *dans le sens de la Révolution.* » Cette phrase a excité un mouvement difficile à peindre. *Dans le sens de la Révolution! Dans le sens de la Révolution!* s'écrioient nombre de Députés frappés d'une surprise d'indignation : « Apparemment, a « dit une voix, M. *de Lameth* regrette qu'on « n'ait pas mis à la Lanterne les Municipaux de Montauban! » M. *Malouet* intimoit le Président d'imposer silence à l'Opinant qui a interprété son anathême, en déclinant le sens qu'on lui attribuoit.

Après lui, M. *Malès* a demandé qu'on entendît aussi les *Patriotes* de Montauban. (Il faut avertir que par ce nom de *Patriotes*, on entend ceux qui sont accusés sur les lieux des troubles de Montauban, et qui à Paris passent pour en être les victimes.) Cet avis

Digitized by Google

n'a pas rencontré d'opposition ; mais comment entendre le soir même les uns, et les autres ?

« Si vous vous obstinez à vouloir entendre « ce soir le Maire de Montauban, a dit judi- « cieusement M. *Garat* l'aîné, c'est lui re- « ser la défense. Il vous annonce qu'il n'est « pas préparé. Comment peut-il dans une « heure d'ici venir recuser les témoignages, « refuter les pièces présentées contre lui, et « y opposer celles qui peuvent servir à sa justi- « fication, et dont peut-être il n'est pas muni. »

A l'ordre : répondoit-on du côté gauche à chaque parole de M. *Garat*. L'acharnement, le bruit, les clameurs redoubloient. On a mis la question aux voix ; deux délibérations laissant du doute sur la Majorité, divers Membres sommant avec colère le Président de prononcer : « Je ne vois effectivement pas de « doute, a-t-il dit, mais les Secrétaires et « presque toute l'Assemblée en aperçoivent. » Dans le doute, s'écrie M. *d'Epresménil*, on doit prononcer en faveur des Accusés. Le tumulte redouble à ces paroles. « *Vous ne devez pas opiner*, crie M. *Cottin* au Président : le peu d'intervalle qui restoit entre cette Séance et celle du soir, rendoient l'appel nominal impossible, l'ajournement a été prononcé ; mais on a retranché 24 heures du délai demandé par MM. de Montauban, et l'Audience leur a été accordée pour Lundi soir.

Du Dimanche 25 Juillet.

Une plainte de M. *Vernier*, contre la négligence des Membres peu assidus dans les Comités, a donné lieu à une réflexion sensée de M. *Garat* l'aîné : « Comment, a-t-il « dit, des Commissaires, Membres de plu-

Digitized by Google

« sieurs Comités à la fois, en rempliroient-« ils les fonctions? »

Il n'en a pas moins été décidé qu'on ne changeroit rien à l'organisation actuelle des Comités.

M. le *Couteux* a proposé ensuite un Décret, sur l'échange prochain des Assignats contre les Billets de Caisse, dont il sera fourni au Trésor Public encore pour 95 millions. Cette somme forme le dernier reste des 400 millions d'assignats, dont on a déja consommé 170 millions pour autant dû à la Caisse d'Escompte, et 135 millions fournis au Ministre des Finances par différens Décrets.

A la nouvelle de cet emploi des 95 millions, M. *Camus* a demandé ce qu'il falloit penser du surplus de onze millions, que M. *Necker* trouvoit, il y a deux mois au bout de sa balance?

M. le *Couteux* et M. *Anson* s'enchevêtroient dans les explications, lorsqu'une lettre de M. *Necker* au Président, a instruit l'Assemblée de ce dont chaque Observateur prévoyant s'étoit douté, lorsqu'on annonça cette balance fictive de onze millions.

Le Ministre des Finances déclare aujourd'hui que ses espérances ont été trompées par une diminution du produit des Tailles et Vingtièmes, nombre de Communautés étant en retard de leur rôle; par une diminution dans le produit des Domaines qui se dégradent chaque jour, par le défaut de remplacement de la Gabelle et des autres Droits supprimés, par la rentrée de la contribution patriotique, en effets et non en deniers comptans, par la difficulté d'établir promptement les économies, par la

Digitized by Google

nécessité d'acheter fort cher le numéraire de l'Étranger. Toutes ces causes existoient ou avoient été prévues il y a 3 mois. Ce tableau du Ministre a un peu affoibli la consolation que trouvoit M. *de Coulteux*, dans l'opinion de certains Publicistes Anglois et Allemands, qui avoient la plus haute confiance dans nos ressources. On n'a pu se rendre au vœu de l'Opinant, et l'on a ajourné son projet de Décret.

La plupart des Fédérés ont repris la route de leurs Provinces, où, sans doute, ils exprimeront les sentimens justes et patriotiques qu'ils ont manifestés ici. Ils retournent sur leurs foyers le cœur plein d'attachement pour la Liberté Monarchique, pour les Lois qui l'établiront, pour le Prince qui doit la défendre. Touchés de l'accueil qu'ils ont reçu du Roi et de la Reine eux-mêmes, justement sensibles aux preuves d'affection qu'on leur a prodiguées, ils témoigneront des dispositions de cette Famille Royale, que des Frénétiques ne cessent d'insulter par leurs Libelles Démocratiques. Dans ces Feuilles, où sont déposés les secrets de ceux qui les inspirent, on aura remarqué le dépit, la colère même avec laquelle on reproche aux Fédérés leurs nombreux *Vive le Roi! Vive la Reine! Vive le Dauphin!* Vainement a-t-on essayé de les détourner en plusieurs lieux de ces acclama-

Digitized by Google

tions; quelques écervelés ayant tenté, au Palais-Royal, d'échauffer les esprits sur le Serment prêté par le Roi depuis son Trône, les Fédérés présens firent justice de ces Motionnaires en les arrêtant, et quoiqu'on ne puisse approuver une démarche que les Lois n'autorisoient pas, on doit la remarquer comme une preuve des sentimens louables dont les Fédérés étoient animés : leurs démonstrations ont tellement déconcerté certaines gens, qu'on attribue à un fameux Démocrate, d'avoir dit : *Que voulez-vous faire d'une Nation qui ne sait que crier vive le Roi !*

Dans les Fêtes, dans les lieux publics dans les Festins, les Fédérés se sont comportés, en général, en amis de l'ordre. Pendant les quinze jours consacrés à l'alégresse, il ne s'est rien commis de contraire à la tranquillité publique et particulière : c'est faire l'éloge à la fois des Fédérés, de la Municipalité, de la Garde Nationale, et du Peuple de Paris, dont il est juste de louer la sagesse, aussi sincèrement qu'on doit en blâmer les excès.

Il s'en faut bien que celui de Lyon ait imité cet exemple. La Fête du 14 a été suivie des plus horribles désordres. Le 19, un Grenadier du Régiment Suisse de *Sonnenberg*, saisi par le Peuple, a été pendu entre deux lanternes : trois fois il cassa la corde ; ses bourreaux ne

Digitized by Google

furent pas désarmés, on le rattacha une quatrième fois, on le meurtrit de coups de bâtons, on lui brûla le visage, on a exercé sur son cadavre des fureurs de Cannibales. Personne ne s'est avancé pour le secourir. Cette multitude effrénée menaçoit de s'opposer au Décret de l'Assemblée qui rétablit la perception des Octrois, et à l'entrée d'aucunes Troupes : depuis, on est parvenu néanmoins à rétablir momentanément la tranquillité : plusieurs des séditieux ont été arrêtés ; on dit quelques-uns de leurs Chefs en fuite, et l'on n'est pas sans espérance que la soumission sera rétablie avant l'arrivée de quatre Régimens qui s'approchent. Il est bien remarquable que l'année dernière, sous le commandement de M. *Imbert-Colomès*, Lyon fut garanti des attentats sanguinaires qui déshonoroient ailleurs la Révolution : le Peuple fut contenu et la sureté publique préservée. Aujourd'hui, les plus insignes violences sont exécutées presque sans résistance. La même observation s'applique à Marseille. Et qu'on se rappelle que leur vigilance à maintenir la paix et l'ordre public, contre les efforts des mal-intentionnés, a valu à M. *Imbert* et aux anciens Municipaux de Marseille, les calomnies les plus atroces, le déchaînement des Journalistes, et l'épithète d'*Aristocrates*, qui s'applique à tout homme révolté des attentats sur

Digitized by Google

la vie, sur la propriété, sur la liberté d'autrui.

Une des causes occasionnelles de ces attentats fut, l'année dernière, la rumeur artificieusement semée par Lettres, par Courriers, par Emissaires, que des légions de brigands venoient couper les moissons et piller les habitans. Sous ce prétexte, le méchant et l'honnête homme s'armèrent indistinctement ; une fermentation universelle parcourut le Royaume, comme l'incendie ; les massacres commencèrent ; on brûla les maisons, on les dévasta. Des avis certains attestent qu'on renouvelle aujourd'hui cette manœuvre, et qu'on publie de toutes parts l'arrivée prétendue de brigands. Le Soissonnois alarmé fut en armes, il y a quinze jours, et l'on nous mande de Colombey en Bassigny, date du 22, que sur le bruit répandu le Samedi précédent de l'approche de cinq mille brigands qui fouloient les bleds, on avoit sonné le tocsin, pris les armes par-tout, et marché à ces légions imaginaires. Des scélérats profitant de cette fermentation, excitèrent les paysans à aller brûler un Château voisin, à en tuer le Maître et le Curé du lieu, et à dévaster l'Abbaye de Morimond. Quelques hommes sages firent avorter cette délibération.

La Provence vient d'être le théâtre d'un nouveau crime, dont heureusement, le Fanatisme politique n'a pas été la cause.

M. *d'Albertas* père, ancien Président de la Chambre des Comptes de Provence, adoré dans sa terre de Gemenos, où il a multiplié les actes de bienfaisance, avoit

Digitized by Google

permis aux Habitans de célébrer dans son parc, la Fête du 14; on dînoit, on dansoit; la Compagnie du Château, au sortir de table, voulut aller jouir de ce spectacle d'allégresse: M. *d'Albertas* donnoit le bras à Madame *de Pierrefeu*; un monstre, en uniforme National, nommé *Martel*, âgé de 30 ans, et fils d'un Maître d'Ecole que ses déportemens avoient fait bannir de Gemenos, il y a vingt ans, se lève de la table où il dînoit, s'approche de M. *d'Albertas* sans précipiter sa marche, et lui enfonce sous le bras, jusques dans le cœur, un poignard qu'il laisse dans la blessure. M. *d'Albertas* tombe et meurt quelques minutes après. Aux cris des Spectateurs, cent personnes s'avancent avec effroi; on entoure l'assassin, qui se défend avec son sabre et blesse quelques personnes: on le saisit, on le lie: les Habitans de Gemenos vouloient l'écarteler. Sur les représentations du Maire, on l'a réservé à un supplice légal. Ce scélérat a confessé la cause de son crime, et a dit que depuis le bannissement de son père, il avoit juré de s'en venger par la mort de M. *d'Albertas*. Le moment choisi pour ce meurtre glace d'horreur, ainsi que l'image d'un homme de trente ans, qui, pendant vingt, a couvé le projet du crime.

Les Harangères de Marseille, ont obligé la Municipalité à répéter pour elles et pour les femmes de Marseille, la cérémonie du 14. Elles ont prêté le Serment Civique, et chanté le *Te Deum*, Madame la Mairesse à leur tête.

D'après la dénonciation de la Commune, le Procureur du Roi au Châ-

Digitized by Google

telet a rendu plainte contre MM. *de Maillebois*, le Chevalier *de Bonne* et *Guignard de Saint-Priest*. Le Tribunal a ordonné l'information pardevant M. *Quatremère*. Plusieurs exemples récens nous apprennent combien il importe à l'intérêt public et aux Accusés, que les Délations, les Dénonciations, les Rapports et *Factums* imprimés, viennent aboutir aux Tribunaux, dont ni l'esprit de parti, ni les vues privées n'altèrent l'impartialité.

Le Rapport du Comité des Recherches de Paris, sur lequel est fondé la Plainte, compose un Imprimé de 200 pages : il mérite un mûr examen, et par cette raison, nous en remettons l'analyse de huit jours. De la lecture réfléchie de cet Ecrit, il résulte dans notre opinion, qu'en admettant même comme choses démontrées, les présomptions qui y sont accumulées, il a existé un projet de conspiration, et aucune conspiration effective. Donnons toute créance à la déclaration d'un Secrétaire, qui sacrifie au Comité des Recherches les devoirs de la probité; nous trouverons, non l'original, non la copie d'un Projet, mais les *souvenirs* d'un Copiste qui livre les secrets de son Maître pour sauver l'Etat. Et que présentent ces *souvenirs* ? Une suite de folies qu'on n'oseroit pas mettre dans la bouche d'un Conspirateur de la Foire, un plan tel que, si M. *de Maillebois* en a été l'Auteur, il l'a certainement conçu la tête ivre d'opium; un plan qui consiste à écraser la France entière et à y ramener la Monarchie absolue,

Digitized by Google

avec 25 mille Piémontois, quatorze millions fournis par les Rois d'Espagne et de Sardaigne, et le concours décisif du Duc des Deux Ponts, du Landgrave de Hesse, et du Margrave de Bade. De cette puissante combinaison, l'Auteur faisoit sortir trois Armées qui seroient entrées dans le Royaume par Lyon, par la Flandre et par la Lorraine : on désarmoit toutes les Municipalités, on bloquoit Paris, et l'on amenoit la Nation à récipiscence.

Il suffit de lire cette note décousue, de deux pages, pour s'assurer du sort qu'elle a dû avoir auprès du Prince et des Puissances qu'elles concernent. Aussi, ni dans le Rapport, ni dans les Pièces justificatives, on ne trouve aucune trace quelconque de l'adoption du Projet ; il seroit même téméraire d'affirmer qu'il ait jamais été communiqué. Ainsi, à donner toute la valeur possible aux inductions que peuvent offrir les Pièces de la Procédure, nous ne voyons ici qu'un Ecrit coupable attribué à M *de Maillebois*, porté à Turin par M. le Chevalier *de Bonne*, et *peut-être* remis à M. le Comte *d'Artois*. Ni ce Prince, ni la Cour de Turin, ni aucune des Cours mentionnées au Projet, ni aucun des Ministres de ces Cours, pas un autre Personnage que MM. *de Maillebois* et son Courrier ne paroissent dans la conspiration ; il n'existe aucun Acte, aucun Discours, aucun Ecrit de quique ce soit, qui justifie la moindre suite donnée à ce rêve absurde de contre-Révolution. J'en tire une conséquence ; c'est que, si réellement on a songé à la tenter, le Comité des Recherches, par la précipitation de ses Décrets, par la publicité donnée à ses premiers renseignemens, en a lui-même

Digitized by Google

coupé le fil. Il étoit en droit de soupçonner M. *de Bonne*, de le surveiller, de le suivre, et d'acquérir dans le silence les preuves du complot, les noms de ses complices, et la certitude de sa prochaine exécution. Au lieu de cela, tous les Acteurs, s'il y en a, lui échappent; ni la détention de M. *de Bonne*, ni l'éclat de ses démarches dévoilées ne pourroient prévenir la renaissance d'une Conspiration, dont on s'est enlevé la faculté de rechercher utilement les moyens d'exécution.

Ce qui démontre que le Comité n'a poursuivi qu'un plan avorté, c'est la fiction du rôle que devoient y jouer MM. *Mounier* et *de Lally Tolendal*. M. *de Maillebois* les charge de la composition d'un Manifeste, *fondé sur la Déclaration du 23 Juin*. M. *de Bonne* arrêté déchire une Lettre qu'il portoit à M. *Mounier*: quelqu'étrangère au projet, quelqu'indifférente que soit cette Missive, le Comité en induit qu'elle peut concerner cette rédaction : il a fatigué M. *de Bonne* d'interrogatoires à ce sujet, dans l'espoir de trouver M. *Mounier* coupable. Je me hâte de repousser ces insinuations, qui mettroient en danger la vie de M. *Mounier* s'il étoit en France, et qui feroient calomnier ses principes et sa probité. En attendant qu'il s'explique lui-même, je puis donc déclarer affirmativement que jamais, ni directement, ni indirectement, il ne lui a été fait de proposition relative à ce prétendu Manifeste; encore moins s'est-on, je

Digitized by Google

pense, adressé à M. *de Lally Tolendal*, enseveli dans les montagnes de l'Evêché de Basle, et bien éloigné du théâtre de la scène. Le choix qu'auroit fait M. *de Maillebois* de ces deux Rédacteurs, eût été digne du reste du Projet. Tous les jours sans doute, on voit de faux Patriotes, avec le mot de liberté sur les lèvres et la tyrannie dans le cœur, qui, n'obéissant qu'à leur intérêt, changent d'opinion avec les circonstances, s'érigeant en *Brutus* maintenant, après avoir passé leur vie dans les bassesses de Courtisan, et dont les variations déshonorantes attestent des cœurs gangrenés, ou des esprits bien foibles; mais, certes, M. *Mounier* n'est pas de trempe à imiter cet avilissement. Sorti de l'Assemblée Nationale aussi pur qu'il y étoit entré, n'ayant pas une minute varié dans ses principes; à l'exemple de tant d'autres, ne s'étant jamais laissé subjuguer par les conjonctures; inacessible aux excès politiques, aux exagérations, et à la morale dépravée qui les excuse par le succès; ayant sacrifié sa fortune et sa sureté à l'inflexibilité et à la droiture de ses opinions, M. *Mounier* eût été le dernier François, à ressusciter cette Déclaration du 23 Juin qu'il avoit combattue. L'en soupçonner, est une affreuse bêtise et une calomnie de mauvaise foi. Il défendra sans doute, et éternellement, les opinions saines et patriotiques qu'il a con-

Digitized by Google

sidérées comme les seuls fondemens de la liberté politique dans une grande Monarchie; l'expérience est loin de l'en avoir désabusé; mais on connoît trop son austérité et ses mœurs, pour avoir jamais osé lui faire une offre semblable à celle qui alarme l'imagination de l'Auteur du Rapport.

Depuis la fin de Mai, M. *Mounier* est à Genève, où il a été accueilli par ces Républicains, de tout état et de tout parti, avec la distinction que l'on doit au courage, aux talens, au véritable défenseur de la liberté. Dans une Adresse aux Dauphinois, il rend compte des motifs qui l'ont forcé de mettre sa vie en sureté en s'expatriant; en parlant de cette Lettre pour lui, remise à M. *de Bonne*, il dit:

« Mes ennemis eurent bientôt un autre moyen de me rendre encore plus odieux au Peuple. Ils apprirent que quelques jours auparavant, on avoit arrêté, au Pont de Beauvoisin, M. le Chevalier *de Bonne*, qui se rendoit de Paris aux Echelles, dans sa famille; et que parmi ses papiers on avoit trouvé une lettre à mon adresse. On m'a assuré que cette lettre écrite de Paris, étoit sans signature, et sous la date du 27 avril.

« Il est évident que je dois répondre de ce que j'écris, et non de ce que les autres m'écrivent. Heureusement cette lettre n'étoit d'aucune importance. Elle paroît avoir été écrite par un Député qui me parloit de ses ennuis, et de son desir d'aller en Suisse,

Digitized by Google

et de me voir en passant par le Dauphiné. On a dit que M. le Chevalier *de Bonne* l'avoit déchirée ; mais qu'on étoit parvenu à en réunir les lambeaux, qui avoient été envoyés au Comité des Recherches. Il craignoit probablement qu'une lettre quelconque, à mon adresse, ne me compromît dans l'opinion de ceux qui le faisoient arrêter ; j'ignore quel autre motif auroit pu le porter à la déchirer.

« On sait que M. le Chevalier *de Bonne* avoit été arrêté sans Décret et sans information, et d'après ce que les Papiers publics avoient dit d'un prétendu complot qu'ils imputoient à M. *de Maillebois*. Dans le Journal des Amis de la Constitution, on eut soin de donner une grande importance à la découverte de la lettre dont M. le Chevalier de *Bonne* étoit porteur. On n'eut garde de rappeler les raisons qui se présentoient si naturellement pour ma défense. On ne fit pas observer qu'une lettre d'un Membre de l'Assemblée Nationale, pour m'annoncer son voyage en Suisse, et écrite le 27 Avril, ne pouvoit avoir aucun rapport avec l'absurde et ridicule projet, dénoncé plus d'un mois auparavant. On voulut bien cependant admettre, que je pouvois être innocent, et en affectant un doute injurieux, on me témoigna une pitié perfide : il est vrai que mon nom n'étoit désigné que par la lettre M : mais le Public fut bientôt instruit de cette signification, et il est essentiel de remarquer qu'on se servit du même signe pour une note qu'on disoit extraite du Journal de M. *de Bonne*, et qui ne me concernoit point. »

« On conçoit qu'elle ample matière cet événement ainsi raconté, offrit à la malignité

Digitized by Google

publique. Les circonstances s'aggravoient à mesure qu'elles circuloient de bouche en bouche, et bientôt on regarda comme certain, sans donner aucune explication positive, qu'on avoit trouvé contre moi les preuves les plus convaincantes. »

« Des fanatiques osoient publier hautement qu'ils en vouloient à ma vie; les menaces devenoient chaque jour plus fréquentes. J'ai été abordé par des malheureux qui me disoient avec attendrissement, pourquoi donc voulez-vous nous faire égorger, vous qui étiez autrefois notre défenseur? Je tâchai de les faire revenir de leur erreur : mes efforts furent vains, ils n'étoient pas en état de m'entendre. »

« Quand je sortois, j'étois publiquement suivi; c'étoit un crime que de se montrer avec moi. Par-tout où j'allois avec deux ou trois personnes, on disoit qu'il se formoit une Assemblée d'*Aristocrates*; j'étois devenu un tel objet de terreur, qu'on avoit menacé de mettre le feu dans une maison de campagne où j'avois passé vingt-quatre heures, et que pour calmer les esprits, il avoit fallu promettre qu'on n'y recevroit ni mes amis, ni moi. Dans un autre lieu, je fus soupçonné d'être venu pour accaparer les grains. »

M. *de Lally* a professé les mêmes principes, et a suivi le sort de M. *Mounier;* la supposition de son concours au Manifeste ne mérite pas une réponse.

Puisque le sujet m'y amène, je relèverai ici une autre fausseté. Un Membre du Comité des Recherches a imprimé dans une Feuille périodique, *qu'au lieu*

Digitized by Google

de déposer sur l'affaire du 6 Octobre, M. Mounier s'étoit enfui de Grenoble. Or, le Journaliste, travestit immédiatement après, l'Adresse aux Dauphinois, dont nous venons de parler; il en avoit donc connoissance, et il en impose volontairement au Public. Voici la vérité :

« Par un concours fatal de circonstances, dit M. *Mounier* dans cet Ecrit, ce fut au milieu de cette fermentation qu'arriva la commission du Châtelet, pour me faire déposer sur les Assassinats du 6 octobre. M. le Procureur du Roi au Bailliage de Graisivodan, voulut bien m'en prévenir; je répondis que je déposerois aussitôt que je serois assigné; que néanmoins pour ne pas être interrompu pendant la déposition, il seroit prudent de différer deux ou trois jours, et de tenir secrète l'arrivée de la commission du Châtelet, afin de laisser diminuer l'effervescence; qu'au surplus j'étois aux ordres du Juge qui devoit déterminer le moment convenable; que je retournois à la campagne; mais que je reviendrois à Grenoble aussitôt qu'on auroit fait remettre une assignation dans mon domicile. M. le Procureur du Roi parut adopter cet avis. »

« Impatient de terminer cet objet, je chargeai plusieurs personnes de savoir de M. le Vice-Bailli quel jour il avoit choisi; elles m'apprirent que cet Officier, d'après les menaces parvenues à sa connoissance, avoit pensé qu'il seroit impossible de recevoir mon témoignage, sans que le public fût instruit du moment déterminé, et sans être troublé par la populace; qu'enfin, il avoit renvoyé la Commission. »

Digitized by Google

« Je déclare n'avoir eu aucune part à ce renvoi ; si même j'avois pu croire que ma déposition feroit punir les vrais coupables, j'aurois attendu que M. le Procureur du Roi au Châtelet m'eût fait assigner pour me rendre à Paris : mais elle ne m'a point paru assez importante pour mériter que je m'exposasse dans la capitale, à la fureur de la multitude qu'on n'auroit pas manqué d'instruire de l'objet de mon voyage, et dont j'ai d'ailleurs plus qu'aucun autre excité le ressentiment ; car je suis le premier qui ait publié un récit fidèle des forfaits commis le 5 et le 6 octobre, dans le temps même où l'on osoit les représenter aux Provinces comme le triomphe de la liberté ; et enfin, *qui ait forcé par cette publicité le prétendu Comité des Recherches de la Ville, à dénoncer au moins les assassinats du 6 Octobre.* »

Au reste, la Commission rogatoire ayant été envoyée à Genève, M. *Mounier* a déposé sur les crimes du 6 Octobre. — Quelques Folliculaires de la Capitale ont imprimé au milieu de cent infamies sur M. *Mounier*, qu'il donnoit un *cours de droit public à Genève.* Il en donne un, en effet, et bien mémorable à tous les hommes publics, en leur montrant, par sa présence dans l'Etranger, un exemple insigne de l'ingratitude populaire, et du sort réservé à tout Citoyen qui voudra servir le Peuple, sans partager ses excès, sans l'égarer par de lâches complaisances, et sans se laisser gouverner par son aveuglement. Lorsque M. *Mounier*, secondé du vœu

Digitized by Google

et des efforts de plusieurs de ses Compatriotes, aujourd'hui aussi persécutés, aussi calomniés que lui, procura des Etats au Dauphiné, en réunit les trois Ordres, traça la marche à tout le Royaume, et posa les bases nécessaires de la liberté, il ne devoit guères s'attendre qu'un an après, pour n'avoir pas voulu violer les principes q l'avoit adopté sa Province, il seroit forcé d'en sortir, ahn de lui épargner un nouveau crime.

Nous rendrons compte la Semaine prochaine, des pièces sur lesquelles on a mêlé M. *de St. Priest* au Procès du Chevalier *de Bonne*. Elles se réduisent à la minute, dressée par ce dernier, d'une conversation qu'il avoit eue avec un nommé *Farcy*, que le Comité des Recherches a prétendu être le Ministre. Il n'y a personne, d'après cette inculpation, qui ne doive trembler de causer avec qui que ce soit, même dans l'intimité, et de voir travestir des conjectures échappées dans le discours, en conspiration contre l'Etat.

Un autre événement, analogue, doit inspirer encore plus d'effroi : nous voulons parler de l'arrestation inouie de Mde. *de Jumilhac*, en Limousin, de Mde. *de Thomassin*, à Nancy, et de Mde. *de Vassart*, à Bar-le-Duc, par ordre des deux Comités des Recherches. Deux Visionnaires Martinistes, étant allés à Saint-Cloud, au commencement de ce mois, voulurent parler au Roi. Leurs instances les rendirent suspects;

Digitized by Google

on les arrêta, et l'on trouva sur leur poitrine un billet, par lequel ils mandoient au Roi de se confier en Dieu et en la Vierge, et qu'il recouvreroit son autorité. L'un de ces Martinistes, nommé M. *Petit-Jean*, avoit eu fortuitement un logement momentané dans l'Hôtel de M. *de Jumilhac*, à Paris. Dans un voyage d'Affaires, à Nancy, on avoit montré à Mde. *de Jumilhac* une Somnambule, sous la dictée de laquelle on lui avoit fait écrire le rêve de cette Dame. Mde. *de Jumilhac* n'ayant rien compris aux paroles amphibologiques de la Somnambule, ni aux lettres initiales qu'elles renfermoient, celle-ci finit par dire qu'il falloit envoyer l'écrit à M. *d'Hozier*, à Paris, et qu'il l'expliqueroit. M. *d'Hozier* est un des deux Martinistes arrêtés à Saint-Cloud: à l'Interrogatoire, il a parlé de l'écrit envoyé de Nancy. Aussitôt, ordre d'arrêter Mde. *de Jumilhac*, dans sa terre de ce nom en Limousin. Deux Capitaines de la Garde Nationale de Paris sont chargés de s'y transporter: à la tête de 300 hommes pris à Limoges, ils se rendent à Jumilhac. L'éclatante réputation des vertus des Maîtres de ce Château n'arrêtent point l'exécution, faite d'ailleurs avec une grande honnêteté. Madame *de Jumilhac* est traduite à Paris; Son mari l'y accompagne: en un jour, une femme justement honorée dans la Province, à laquelle elle offre le modèle de toutes les qualités, un Militaire distingué par quarante ans de services et par un zele constant dans l'exercice de ses devoirs, Seigneur bienfaisant, Père nourricier de ses Vassaux, auxquels il a acheté des grains pour une somme considérable, après leur

Digitized by Google

avoir livré ses propres Magasins ; Commandant de la division de Guyenne, et y ayant maintenu la subordination au milieu de tous les desordres ; s'étant enfin montré constamment l'ami de la paix, l'Observateur scrupuleux des nouvelles lois ; ce Militaire respectable et cette femme vertueuse, dont le Limousin célébroit le mérite distingué, sont en un moment transformés aux yeux de la Province en Conspirateurs odieux : la populace de Limoges menace leurs jours à leur passage ; ils sont obligés d'abandonner leurs récoltes, leurs foyers pour venir subir une procédure à Paris : Madame de *Jumilhac* a été plusieurs fois interrogée, et après un pareil esclandre, on se doute bien, sur l'énoncé de son objet, qu'elle touche à sa fin. Tout cela s'est fait sans information, sans décret, sans avoir entendu préalablement la Prévenue, et contre toutes les lois de la nouvelle Jurisprudence criminelle.

Les Commissaires nommés par l'Assemblée Nationale pour l'affaire d'Avignon, sont : MM. *Barnave*, *Bouche*, *Tronchet*, *de Mirabeau* l'aîné, *Charles de Lameth* et *Démeunier*. Si les lumières de M. *de Mirabeau* et l'excellent jugement de M. *Tronchet* suffisoient à la manifestation de la vérité, il est à croire qu'il ne resteroit rien d'obscur après le travail du Comité. Dans le cas où la décision seroit retardée, il se pourroit qu'elle n'eût plus d'objet. De 20000 Habitans qui peuploient Avignon, il en reste à peine cinq mille. Tout le reste a fui avec horreur ; voilà cependant la prétendue

Digitized by Google

voix du Peuple, le prétendu vœu national qui détrônoit le Pape. A peine un quart des Citoyens adhèrent-ils à cette révolte, et ce quart est formé de gens sans propriétés, et d'Etrangers ; l'argument que nous avons présenté contre l'illégalité de cette prétendue donation, reste donc dans toute sa force ; mais nous devons ajouter que nous sommes très-éloignés d'attribuer à la Majorité même du Peuple le droit de détrôner un Souverain héréditaire, lorsqu'il ne peut lui reprocher aucune violation des Lois. Certes, si l'on cessoit de considérer l'institution d'un Gouvernement, comme un Contrat sacré entre le Peuple et son Monarque, on attribueroit au premier le droit de se mettre au-dessus des Lois, et on légitimeroit son despotisme, ou plutôt celui des Chefs qui disposeroient de ses suffrages.

La scène a changé à Cavaillon, dont les Perturbateurs expient maintenant la violence de leur conduite. Des gens d'Avignon, aidés de leurs partisans dans cette Ville du Comté Venaissin, y avoient opéré à bras armé, et potence dressée, la *régénération* que nous rapportâmes la semaine dernière : ce premier attentat alloit être suivi d'un second contre l'autorité souveraine du Prince ; et l'exemple d'Avignon imité en entier. La fermeté des Etats du Comté Venaissin a déconcerté ce complot. 3 à 4000 hommes sont partis de Carpentras, sous le comman-

Digitized by Google

dement du Chef de la Milice Nationale de cette Ville : entrés à Cavaillon, ils ont fait brûler la potence, rétabli l'ordre, chassé les Emissaires d'Avignon, et raffermi l'autorité du Saint Siége. Ils ont également rétabli l'ordre et les Lois dans la Ville du Thor, où un Parti, joint à des Gardes Avignonnoises, venoient de manœuvrer, de même qu'on l'avoit fait à Cavaillon ; mais avec moins de succès : car, le Peuple du Thor, furieux de la trahison de ces Conspirateurs, avoit chassé de la Ville les gens d'Avignon, à coups de fusil. Pendant le tumulte, le sieur *Bressy*, Colonel de la Milice du Thor, et dévoué à Avignon, fut frappé par le Concierge d'une des portes, à l'instant où il abattoit les Armes du Pape : il se retourna et tua le Concierge. Bientôt arrêté par le Peuple, on lui laissa le choix d'être pendu ou fusillé : il a subi ce dernier supplice, par un attentat contre les Lois qui paroit inexcusable, malgré l'autorisation que les horreurs commises à Avignon sembloient lui donner. Ces représailles sanguinaires sont odieuses ; mais elles doivent apprendre à ceux qui appellent journellemene les abus de la force, *des actes de liberté*, que la violence n'a jamais donné d'autre droit, que celui d'en diriger l'emploi contre ceux qui osent l'employer.

P. S. L'Assemblée a confirmé, Lundi 26, le Décret du Comité des Rapports contre la Municipalité de Montauban. La Minorité presqu'entière a refusé de délibérer.

P. S. Des lettres de Vienne annoncent la mort du Maréchal *de Laudhon* le 14 de ce mois.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

MAR 31 1931

Digitized by Google